



Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2023-2032



Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2023-2032

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE et celle du Directeur général de la FAO. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE ou celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou de ses membres.

Les noms de pays, territoires et cartes employés dans ce document sont ceux qu'utilise la FAO et Nations Unies.

Avertissements territoriaux spécifiques applicables à l'OCDE

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Avertissements territoriaux spécifiques applicables à FAO

Les appellations employées et la présentation des données sur les cartes n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif. Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La position de l'ONU sur la question de Jérusalem figure dans la Résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 et dans des résolutions postérieures à cette date de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à cette question.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE/FAO (2023), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2023-2032*, Éditions OCDE, Paris,
<https://doi.org/10.1787/a187ca6c-fr>.

ISBN 978-92-64-92503-8 (imprimé)

ISBN 978-92-64-33385-7 (pdf)

ISBN 978-92-64-44767-7 (HTML)

ISBN 978-92-64-93356-9 (epub)

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO

ISSN 1563-0455 (imprimé)

ISSN 1999-1150 (en ligne)

FAO

ISBN 978-92-5-137965-3 (imprimé et pdf)

Crédits photo : Couverture © Concept initial réalisé par Juan Luis Salazar. Adaptations par OCDE.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm.

© OCDE/FAO 2023

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Avant-propos

Les *Perspectives agricoles 2023-2032* sont le fruit de la collaboration entre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les deux organisations mettent en commun leurs connaissances spécialisées sur les produits, les politiques et les pays, ainsi que les informations fournies par leurs pays membres, afin de produire chaque année une analyse des perspectives des marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles de base pour la décennie à venir.

La présente édition des *Perspectives agricoles* a été préparée conjointement par les Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

À l'OCDE, les personnes de la Direction des échanges et de l'agriculture qui ont contribué à l'élaboration du scénario de référence et à l'écriture du rapport sont : Marcel Adenäuer, Annelies Deuss, Armelle Elasri (coordonnatrice de la publication), Hubertus Gay (coordonnateur des *Perspectives*), Céline Giner, Gaëlle Gouarin, Tomoo Higuchi, Lee Ann Jackson (chef de Division), Edith Laget, Claude Nénert, Daniela Rodriguez Niño, et Grégoire Tallard, de la Division des échanges et des marchés agro-alimentaires, et, pour la pêche et l'aquaculture, Claire Delpeuch et Will Symes, de la Division des politiques agricoles et des ressources. L'analyse stochastique partielle repose sur les travaux de l'unité Aspects économiques de l'agriculture du Centre commun de recherche de la Commission européenne. Caitlin Boros, Edmund Linton, Catalina Mas et Michèle Patterson se sont chargées de l'organisation des réunions et de la préparation de la publication. Wilfrid Legg a fourni la révision linguistique du texte anglais. L'assistance technique à la préparation de la base de données des *Perspectives* a été assurée par Karine Lepron, Marc Regnier et Eric Espinasse. Beaucoup d'autres collègues du Secrétariat de l'OCDE et les délégués des pays membres ont apporté des commentaires utiles sur les versions préliminaires de ce rapport.

À l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les projections de référence et le rapport ont été préparés par les membres de la Division du commerce et des marchés (EST) sous la direction de Boubaker Ben-Belhassen (Directeur, EST), selon les orientations générales définies par Máximo Torero (Sous-directeur général, Département du développement économique et social) et par l'équipe de direction du Département du développement économique et social. L'équipe chargée des projections centrales se composait de Sabine Altendorf, Sergio René Araujo Enciso, Giulia Caddeo, André Croppenstedt, Holger Matthey (chef d'équipe), Svetlana Mladenovic, Sabina Tuspayeva et Irmak Yaka. Pour les produits halieutiques et aquacoles, l'équipe était constituée de Pierre Charlebois, Adrienne Egger et Stefania Vannuccini du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO. Des conseils sur les questions relatives aux farines de poisson et à l'huile de poisson ont été fournis par Enrico Bachis de l'IFFO (The Marine Ingredients Organisation). Les projections macroéconomiques ont bénéficié de la contribution d'Oxford Economics. Les sections sur le sucre et sur le coton ont été fournies par Mamoun Amrouk et Fabio Palmeri, avec des données et des conseils techniques de Lorena Ruiz du comité consultatif international du coton (ICAC). La section sur les bananes et les principaux fruits tropicaux a été réalisée par Sabine Altendorf, Giuseppe Bonavita et Pascal Liu. Carola Fabi, Salar Tayyib et Francesco Tubiello ont donné des conseils sur les données FAOSTAT. Erin Collier, Shirley Mustafa, G.A. Upali Wickramasinghe, et Di Yang ont apporté leurs connaissances spécialisées sur les produits. Marion Delpont

et Jodie Hattingh du Bureau de la politique alimentaire et agricole (BFAP) ont contribué à l'encadré 1.1. L'assistance à la recherche et la préparation de la base de données ont été assurées par David Bedford, Harout Dekermendjian, Annamaria Giusti, Grace Maria Karumathy, Yanyun Li, Lavinia Lucarelli, Emanuele Marocco, et Marco Milo. Cette édition a également bénéficié des commentaires d'autres collègues de la FAO et institutions des pays membres. Les auteurs tiennent à remercier Araceli Cardenas, Yongdong Fu, Jonathan Hallo, Jessica Mathewson, Kimberly Sullivan, et Ettore Vecchione pour leur aide précieuse en matière de publication et de communication.

Tracy Davids de BFAP a dirigé la rédaction des synthèses régionales, avec le généreux soutien des bureaux régionaux de la FAO et des bureaux nationaux. Nous remercions tout particulièrement Mohammed Ahmed (RNE), Nicolas Coppellotti (RLC), Aziz Elbehri (RAP), Cheng Fang (REU), Stephan Gagne (AAFC/AAC), Daniela Godoy (RLC), Suffyan Koroma (RAF), Mario Lubetkin (RLC), Ameir Mbonde (RAF), Ahmad Mukhtar (RNE), Tamara Nanitashvili (RNE), Maya Takadi (RLC) and Pieter VanLierop (RLC).

Enfin, les informations et commentaires fournis par l'Association mondiale des planteurs de betteraves et de canne à sucre, le Comité consultatif international du coton, le Conseil international des céréales, l'Association internationale de l'industrie des engrais, la Fédération internationale du lait, la Marine Ingredients Organisation (IFFO) et l'Organisation internationale du sucre (ISO) ont été très précieux.

Les *Perspectives agricoles* complètes, y compris la base de données documentée, qui comprend les séries chronologiques et les projections, peuvent être consultées sur le site internet commun de l'OCDE et de la FAO : <http://www.agri-outlook.org/fr/>.

La publication *Perspectives agricoles 2023-2032* est disponible sur OECD iLibrary et FAO Document Repository.

Table des matières

Avant-propos	3
Acronymes et abréviations	12
Résumé	17
1 Marchés agricoles et alimentaires : tendances et perspectives	20
1.1. Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques	24
1.2. Consommation	28
1.3. Production	45
1.4. Échanges	62
1.5. Prix	72
References	81
Notes	82
2 Synthèses régionales	83
2.1. Perspectives régionales : Asie développée et de l'Est	84
2.2. Perspectives régionales : Asie du Sud et du Sud-Est	95
2.3. Perspectives régionales : Afrique subsaharienne	104
2.4. Perspectives régionales : Proche-Orient et Afrique du Nord	116
2.5. Perspectives régionales : Europe et Asie centrale	125
2.6. Perspectives régionales : Amérique du Nord	136
2.7. Perspectives régionales : Amérique latine et Caraïbes	146
References	156
Notes	157
3 Céréales	159
3.1. Principaux éléments des projections	160
3.2. Tendances actuelles des marchés	162
3.3. Projections concernant les marchés	162
3.4. Risques et incertitudes	171
Note	174
4 Oléagineux et produits oléagineux	175
4.1. Principaux éléments des projections	176
4.2. Tendances actuelles des marchés	178
4.3. Projections concernant les marchés	178
4.4. Risques et incertitudes	188

5 Sucre	190
5.1. Principaux éléments des projections	191
5.2. Tendances actuelles des marchés	193
5.3. Projections concernant les marchés	193
5.4. Risques et incertitudes	203
Notes	204
6 Viande	205
6.1. Principaux éléments des projections	206
6.2. Tendances actuelles des marchés	208
6.3. Projections concernant les marchés	209
6.4. Risques et incertitudes	220
Notes	224
7 Lait et produits laitiers	225
7.1. Principaux éléments des projections	226
7.2. Tendances actuelles des marchés	228
7.3. Projections concernant les marchés	228
7.4. Risques et incertitudes	235
Note	236
8 Poisson	237
8.1. Principaux éléments des projections	238
8.2. Tendances actuelles des marchés	240
8.3. Projections concernant les marchés	240
8.4. Risques et incertitudes	246
Notes	248
9 Biocarburants	249
9.1. Principaux éléments des projections	250
9.2. Tendances actuelles des marchés	252
9.3. Projections concernant les marchés	253
9.4. Risques et incertitudes	260
Notes	261
10 Coton	262
10.1. Principaux éléments des projections	263
10.2. Tendances actuelles du marché	264
10.3. Projections relatives au marché	265
10.4. Risques et incertitudes	272
Notes	273
11 Autres produits	274
11.1. Racines et tubercules	275
11.2. Légumineuses	277
11.3. Bananes et principaux fruits tropicaux	280
Note	288

Annexe A. Glossaire	289
Annexe B. Méthodologie	294
Annexe C. Annexe statistique	300

GRAPHIQUES

Graphique 1.1. Situation des principaux marchés	22
Graphique 1.2. Croissance de la population mondiale	24
Graphique 1.3. Revenu par habitant	26
Graphique 1.4. Taux de croissance annuel du PIB	26
Graphique 1.5. Consommation mondiale des principaux produits	29
Graphique 1.6. Consommation de produits agricoles par type et par région	30
Graphique 1.7. Croissance annuelle moyenne de la demande de produits agricoles par catégorie de produits, 2013-22 et 2023-32	31
Graphique 1.8. Contribution des différents groupes d'aliments à la disponibilité totale de calories par jour et par habitant, par région	32
Graphique 1.9. Contribution des régions à la croissance de la demande alimentaire, 2013-22 et 2023-32	33
Graphique 1.10. Évolution de la consommation quotidienne de calories par habitant, par groupe d'aliments et niveau de revenu	34
Graphique 1.11. Part de l'alimentation dans les dépenses des ménages, par région	35
Graphique 1.12. Pertes mondiales d'aliments de base et d'autres récoltes tout au long de la chaîne de valeur	37
Graphique 1.13. Gaspillage lié à la distribution alimentaire mondiale	37
Graphique 1.14. Pertes et gaspillage alimentaires le long de la chaîne de valeur alimentaire	38
Graphique 1.15. Évolution de la consommation de sucre par habitant, par région du monde (2020-22 à 2032)	39
Graphique 1.16. Contribution des sources de protéines à la consommation alimentaire journalière totale par habitant	40
Graphique 1.17. Consommation de viande dans les plus grands pays consommateurs, 2032	40
Graphique 1.18. Demande d'aliments pour animaux par composition et par région, 2013-22 et 2023-32	42
Graphique 1.19. Évolution annuelle de la consommation d'aliments pour animaux et de la production animale, 2023-32	42
Graphique 1.20. Évolution de la consommation de biocarburants dans les principales régions	43
Graphique 1.21. Part de la production de biocarburants et des autres utilisations industrielles dans l'utilisation totale de produits agricoles	44
Graphique 1.22. Tendances de la production agricole mondiale	46
Graphique 1.23. Sources de croissance de la production agricole	47
Graphique 1.24. Évolution des rendements prévus d'une sélection de cultures dans certains pays, entre 2023 et 2032	48
Graphique 1.25. Principaux producteurs et négociants d'engrais azotés (moyenne 2016-20)	50
Graphique 1.26. Évolution de l'application d'engrais azotés par hectare et rendements des cultures de maïs, entre 2023 et 2032	50
Graphique 1.27. Évolution des prix des produits agricoles sous l'effet de l'augmentation de 25 % des prix des engrais	51
Graphique 1.28. Production mondiale des secteurs de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, sur une base protéique	52
Graphique 1.29. Production mondiale de viande en équivalent poids carcasse	53
Graphique 1.30. Variations du cheptel et des rendements laitiers, entre 2020-22 et 2032	54
Graphique 1.31. Production de poisson selon les régions	55
Graphique 1.32. Émissions directes de GES de la production animale et végétale, par activités	58
Graphique 1.33. Évolution annuelle de la production agricole et des émissions directes de GES, entre 2023 et 2032	59
Graphique 1.34. Évolution de l'utilisation des terres agricoles, 2020-22 à 2032	60
Graphique 1.35. Croissance du volume des échanges, par produit agricole	63
Graphique 1.36. Part de la production échangée par produit	64
Graphique 1.37. Solde net des échanges par région, en valeur constante	66
Graphique 1.38. Croissance des échanges agricoles et industriels	68

Graphique 1.39. Connectivité moyenne entre les pays au sein du réseau mondial d'échanges de produits agricoles et alimentaires, 1995-2019	69
Graphique 1.40. Part des échanges dans la production et la consommation totales, par région et en équivalents calories	71
Graphique 1.41. Evolution à long terme des prix des produits agricoles, en valeur réelle	73
Graphique 1.42. Indice des prix alimentaires de la FAO	74
Graphique 1.43. Évolution à moyen terme des prix des produits d'origine végétale en valeur réelle	75
Graphique 1.44. Ratios de prix des céréales	76
Graphique 1.45. Ratios de prix des biocarburants	76
Graphique 1.46. Évolution à moyen terme des prix des produits de base d'origine animale, en valeur réelle	77
Graphique 1.47. Ratios entre le prix de la viande et celui de l'alimentation animale	77
Graphique 1.48. Ratios de prix des produits laitiers	78
Graphique 1.49. Niveau de référence et intervalles stochastiques applicables à certains prix de référence internationaux	79
Graphique 2.1. La Chine et son influence majeure sur la croissance de la production agricole, halieutique et aquacole dans la région de l'Asie développée et de l'Est	91
Graphique 2.2. Évolution de la superficie récoltée et de la superficie exploitée dans la région de l'Asie développée et de l'Est	92
Graphique 2.3. Production animale dans l'Asie développée et de l'Est	92
Graphique 2.4. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région de l'Asie développée et de l'Est	93
Graphique 2.5. Ralentissement de la hausse de la production agricole, halieutique et aquacole en Asie du Sud et du Sud-Est	100
Graphique 2.6. Évolution de la superficie récoltée et de la superficie exploitée en Asie du Sud et du Sud-Est	101
Graphique 2.7. Production animale en Asie du Sud et du Sud-Est	101
Graphique 2.8. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Asie du Sud et du Sud-Est	102
Graphique 2.9. Valeur nette de la production des secteurs agricole, halieutique et aquacole par habitant en Afrique subsaharienne	111
Graphique 2.10. Faible emploi d'engrais par hectare de terre consacré à la production végétale en Afrique subsaharienne	112
Graphique 2.11. Évolution de la superficie récoltée et de la superficie exploitée en Afrique subsaharienne	112
Graphique 2.12. Production animale en Afrique subsaharienne	113
Graphique 2.13. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région de l'Afrique subsaharienne	114
Graphique 2.14. Valeur des importations nettes de produits alimentaires par personne de la région Proche-Orient et Afrique du Nord (produits transformés inclus)	121
Graphique 2.15. Ratio d'autosuffisance de certains produits de la région Proche-Orient et Afrique du Nord	121
Graphique 2.16. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Proche-Orient et Afrique du Nord	122
Graphique 2.17. Production animale de la région Proche-Orient et Afrique du Nord	122
Graphique 2.18. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord	123
Graphique 2.19. Exportations nettes de produits agricoles, halieutiques et aquacoles de la région Europe et Asie centrale (produits transformés inclus)	132
Graphique 2.20. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Europe et Asie centrale	133
Graphique 2.21. Production animale de la région Europe et Asie centrale	133
Graphique 2.22. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Europe et Asie centrale	134
Graphique 2.23. Calories utilisées pour l'alimentation humaine, l'alimentation animale, les biocarburants et à d'autres fins en Amérique du Nord	141
Graphique 2.24. Tendances des parts des marchés d'exportation de certains produits en Amérique du Nord	142
Graphique 2.25. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres en Amérique du Nord	143
Graphique 2.26. Production animale en Amérique du Nord	143
Graphique 2.27. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles en Amérique du Nord	144
Graphique 2.28. Tendances d'évolution des parts de la région Amérique latine et Caraïbes dans les exportations	151

Graphique 2.29. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Amérique latine et Caraïbes	152
Graphique 2.30. Production animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	152
Graphique 2.31. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments de la région Amérique latine et Caraïbes	153
Graphique 3.1. Contribution régionale à la hausse de la production de céréales, 2020-22 à 2032	161
Graphique 3.2. Consommation mondiale de céréales en 2032	163
Graphique 3.3. Concentration de la demande mondiale de céréales en 2032	163
Graphique 3.4. Concentration de la production mondiale de céréales en 2032	166
Graphique 3.5. Les échanges en pourcentage de la production et de la consommation	168
Graphique 3.6. Concentration des échanges mondiaux de céréales en 2032	168
Graphique 3.7. Prix mensuels du blé, du maïs et de l'orge	170
Graphique 3.8. Prix mondiaux des céréales	171
Graphique 3.9. Effets de la hausse du rendement du maïs au Mexique sur la production et les échanges au Mexique et aux États-Unis	173
Graphique 4.1. Production de tourteaux protéiques et d'huile végétale par variété	176
Graphique 4.2. Consommation d'huile végétale par habitant dans certains pays	179
Graphique 4.3. Proportion des huiles végétales utilisées dans la production de biodiesel	180
Graphique 4.4. Croissance annuelle moyenne de la consommation de tourteaux protéiques et de la production animale (2023-32)	181
Graphique 4.5. Trituration d'oléagineux par pays ou région	182
Graphique 4.6. Production d'oléagineux par région	184
Graphique 4.7. Croissance annuelle moyenne des rendements pour l'huile de palme et les oléagineux	185
Graphique 4.8. Part des exportations dans la production totale d'oléagineux et de produits oléagineux des trois plus gros pays exportateurs	186
Graphique 4.9. Exportations d'oléagineux et de produits oléagineux par région	187
Graphique 4.10. Évolution des prix mondiaux des oléagineux	187
Graphique 5.1. Production et échanges de sucre, par région	192
Graphique 5.2. Consommation de glucides par habitant et par catégorie, dans les différentes régions	194
Graphique 5.3. Consommation de glucides par habitant et par catégorie, dans les différentes	196
Graphique 5.4. Production mondiale de plantes sucrières par produit final	198
Graphique 5.5. Principaux pays/régions producteurs de sucre, classés par cultures traditionnelles	199
Graphique 5.6. Importations de sucre brut et blanc dans les différentes régions	200
Graphique 5.7. Exportations de sucre des grands pays et régions	202
Graphique 5.8. Évolution des prix mondiaux du sucre	203
Graphique 6.1. Croissance du produit intérieur brut (PIB) et évolution de la consommation de viande par habitant, de 1990 à 2040	207
Graphique 6.2. Part des protéines issues de chaque type de viande dans la consommation totale de protéines carnées	211
Graphique 6.3. Projections de la demande totale d'énergie alimentaire d'origine animale par région au fil du temps, en EJ	214
Graphique 6.4. Croissance de la production de viande, par type de viande, 2032 par rapport à 2020-22	215
Graphique 6.5. Quantités d'aliments en matière sèche nécessaires pour produire un kilogramme de poids comestible (2013)	216
Graphique 6.6. Les épizooties dans le monde	216
Graphique 6.7. Hypothèses concernant l'impact de la peste porcine africaine sur la production de viande	217
Graphique 6.8. Les prix de référence de la viande augmentent en valeur nominale, mais diminuent en valeur réelle	219
Graphique 6.9. Part croissante des exportations de viande des pays indemnes de fièvre aphteuse vers ceux infectés	222
Graphique 6.10. Quelques prix de référence pour la viande bovine et porcine	223
Graphique 7.1. Consommation par habitant de produits laitiers frais et transformés, en extrait sec de lait	226
Graphique 7.2. Consommation de fromage par habitant dans certaines régions	229
Graphique 7.3. Évolution annuelle des effectifs des cheptels laitiers et des rendements entre 2022 et 2032	230
Graphique 7.4. Production et rendements laitiers dans un certain nombre de pays et de régions	231
Graphique 7.5. Exportations de produits laitiers par région	233
Graphique 7.6. Importations de produits laitiers par région	234
Graphique 7.7. Prix des produits laitiers, 2002-32	235
Graphique 8.1. Prix mondiaux des produits halieutiques et aquacoles	239
Graphique 8.2. Consommation de poisson par habitant	241

Graphique 8.3. Production halieutique et aquacole	242
Graphique 8.4. Proportion de farine et d'huile de poisson obtenues à partir de résidus de poisson	243
Graphique 8.5. Échanges de poisson destiné à la consommation humaine par catégorie de revenu des pays	244
Graphique 9.1. Contribution des régions à la croissance de la consommation de biocarburants	250
Graphique 9.2. Évolution de la demande de biocarburants dans les grandes régions	253
Graphique 9.3. Production mondiale de biocarburants à partir de produits de base traditionnels et avancés	254
Graphique 9.4. Des échanges de biocarburants dominés par une poignée d'acteurs mondiaux	259
Graphique 9.5. Évolution des prix des biocarburants et des matières premières qui les composent	259
Graphique 10.1. Acteurs mondiaux sur les marchés du coton en 2032	264
Graphique 10.2. Évolution historique de la consommation de fibres textiles	266
Graphique 10.3. Consommation des filatures de coton par région	267
Graphique 10.4. Production, consommation et stocks de coton dans le monde	268
Graphique 10.5. Rendements et superficie récoltée en coton dans les principaux pays producteurs	269
Graphique 10.6. Évolution des volumes mondiaux de coton durable et biologique	270
Graphique 10.7. Les échanges en pourcentage de la production de coton et de la consommation des filatures	271
Graphique 10.8. Prix mondiaux du coton	272
Graphique 11.1. Acteurs mondiaux sur les marchés des racines et tubercules en 2032	277
Graphique 11.2. Consommation humaine de légumineuses par habitant sur chaque continent	279
Graphique 11.3. Exportations de bananes provenant des quatre principaux pays exportateurs d'Amérique latine et des Caraïbes	282
Graphique 11.4. Exportations mondiales des quatre principaux fruits tropicaux	287

TABLEAUX

Tableau 2.1. Indicateurs régionaux : Asie développée et de l'Est	94
Tableau 2.2. Indicateurs régionaux : Asie du Sud et du Sud-Est	103
Tableau 2.3. Indicateurs régionaux : Afrique subsaharienne	115
Tableau 2.4. Indicateurs régionaux : Proche-Orient et Afrique du Nord	124
Tableau 2.5. Indicateurs régionaux : Europe et Asie centrale	135
Tableau 2.6. Indicateurs régionaux : Amérique du Nord	145
Tableau 2.7. Indicateurs régionaux : Amérique latine et Caraïbes	154
Tableau 3.1. Consommation de riz par habitant	165
Tableau 9.1. Classement des producteurs de biocarburants et principales matières premières	252

ENCADRÉS

Encadré 1.1. Pertes et gaspillage alimentaires : définitions, estimations mondiales et facteurs déterminants	36
Encadré 1.2. Égalité des genres et systèmes alimentaires	56
Encadré 1.3. De la mondialisation à la régionalisation	67
Encadré 3.1. Plan national de développement du Mexique	172
Encadré 6.1. Poids comestible au détail	210
Encadré 6.2. Pertes et gaspillage alimentaires dans le secteur de la viande	213
Encadré 6.3. Conséquences de la fièvre aphteuse et segmentation du marché mondial de la viande	221

Suivez les publications de l'OCDE sur :



<https://twitter.com/OECD>



<https://www.facebook.com/theOECD>



<https://www.linkedin.com/company/organisation-eco-cooperation-development-organisation-cooperation-developpement-eco/>



<https://www.youtube.com/user/OECDiLibrary>



<https://www.oecd.org/newsletters/>

Suivez FAO sur :



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



<https://twitter.com/FAOenFrancais>



<https://www.facebook.com/UNFAO>



<https://www.linkedin.com/company/fao>



<https://www.youtube.com/user/FAOoftheUN>



<https://instagram.com/fao>

Acronymes et abréviations

ACEUM	Accord Canada-États-Unis-Mexique
AECG	Accord économique et commercial global
AFAT	Agriculture, foresterie et autres affectations des terres
ALC	Amérique latine et Caraïbes
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMIS	Système d'information du marché agricole
APE	Accords de partenariat économique
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
B30	Carburant diesel alternatif composé de diesel de pétrole ordinaire (70 %) mélangé à du biodiesel (30 %)
BRICS	Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
BFAP	Bureau for Food and Agricultural Policy
CCC	Commodity Credit Corporation (États-Unis)
CCIC	Comité consultatif international du coton
CDA	Carburant durable d'aviation
CESAP	Base de données de la Banque mondiale sur les coûts du commerce
CIAS	Changement indirect d'affectation des sols
CO2	Dioxyde de carbone
COMTRADE	Base de données des Nations-Unies sur les statistiques du commerce des produits de base
COP21	21e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992
CV	Coefficient de variation
DER	Directive de 2009 sur les énergies renouvelables (Union européenne)
DER II	Directive révisée (2018) sur les énergies renouvelables (Union européenne)
E10	Mélange de carburant composé de 10 % d'éthanol et de 90 % d'essence
E15	Mélange de carburant composé de 15 % d'éthanol et de 85 % d'essence
E20	Mélange de carburant composé de 20 % d'éthanol et de 80 % d'essence
EJ	Exajoule
El Niño	Phénomène climatique lié à la température des grands courants marins
EPA	Environmental Protection Agency (Agence pour la protection de l'environnement) (États-Unis)
epc	Équivalent poids carcasse
ERS	Service de recherche économique du Département américain de l'agriculture
é.s	Équivalent poids sec
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
est	Estimation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBS	Bilan alimentaire
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FOB	Franco à bord (prix à l'exportation)
g	gramme
GAHP	Grippe aviaire hautement pathogène
GES	Gaz à effet de serre
Gt	Gigatonne (un milliard de tonnes)
Gt éq. CO2	Giga tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone
ha	Hectare
HAU	Huile alimentaire usagée
HVH	Huile végétale hydrotraitée

kcal	Millier de calories
HPB	Huile de palme brute
HVH	Gazole renouvelable
IPC	Indice des prix à la consommation
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
kg	Kilogramme
kha	Millier d'hectare
kt	Kilotonne
kUSD	Millier de dollars des États-Unis
lb	Livre (poids)
MERCOSUR	Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud)
Mha	Million d'hectares
Mn	Million
Mn L	Million de litres
Mrd	Milliard
Mrd L	Milliard de litres
Mt	Million de tonnes métriques
Mt CO2 eq	Million de tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone
NENA	Proche-Orient et Afrique du Nord
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMSA	Organisation mondiale de la santé animale (anciennement OIE)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OIS	Organisation Internationale du Sucre
PAC	Politique agricole commune (Union européenne)
pac	Prêt à cuire
PAM	Programme alimentaire mondial
PGA	Pertes et gaspillages alimentaires
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUE	Programme des nations unies pour l'environnement
PPA	Peste porcine africaine
PsA	Prévalence de la sous-alimentation
PTF	Productivité totale des facteurs
PTPGP	Accord de partenariat transpacifique global et progressiste
p.v.	Poids vif
RCEP	Partenariat régional économique global
RDC	République Démocratique du Congo
RFS / RFS2	Renewable Fuel Standard (norme sur les carburants renouvelables ; loi des États-Unis sur la politique de l'énergie)
RU	Royaume Uni
t	Tonne métrique
t/ha	Tonne métrique/ha
tq	Base tel quel (sucre)
UCTAFT	Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie
UNCTAD	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis
ZLEC	Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine

Monnaies

ARS	Peso argentin
AUD	Dollars australien
BRL	Real brésilien
CAD	Dollar canadien
CLP	Peso chilien
CNY	Yuan renminbi
EGP	Livre égyptienne
EUR	Euro (Europe)
GDP	Livre sterling
IDR	Roupie indonésienne
INR	Roupie indienne
JPY	Yen japonaise
KRW	Won coréenne
MXN	Peso mexicain
MYR	Ringgit malaysien
NZD	Dollar néo-zélandais
PKR	Roupie pakistanaise
RUB	Rouble russe
SAR	Riyal saoudien
THB	Bhat thaïlandaise
UAH	Hryvna ukrainien
USD	Dollar des États-Unis
ZAR	Rand sud africain

Liste des groupes de pays et territoires de l'Annexe statistique

Région	Catégorie	Pays
Amérique du Nord	Développés	Canada, États-Unis
Amérique latine	En développement	Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Porto Rico, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)
Europe	Développés	Albanie, Andorre, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Union européenne ¹ , Îles Féroé, Islande, Monaco, Monténégro, Norvège, République de Moldavie, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Serbie-et-Monténégro, Suisse, Macédoine du Nord, Ukraine, Royaume-Uni
Afrique	Développés	Afrique du Sud
	En développement	Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Togo, Tunisie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sahara occidental, Zambie, Zimbabwe
Asie	Développés	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Israël, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan
	En développement	Afghanistan, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Hong Kong (Chine), Macao (Chine), République populaire de Chine, République populaire démocratique de Corée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Territoire palestinien occupé, Oman, Pakistan, Philippines, Qatar, Corée, Arabie saoudite, Singapour, Sri Lanka, République arabe syrienne, Taipei chinois, Thaïlande, Timor-Leste, Türkiye, Émirats arabes unis, Viet Nam, Yémen
Océanie	Développés	Australie, Nouvelle-Zélande
	En développement	Samoa américaines, Îles Cook, Fidji, Polynésie française, Guam, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nouvelle-Calédonie, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna
PMA ²		Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Timor-Leste, Togo, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zambie
BRICS		Afrique du Sud, Brésil, République populaire de Chine, Inde, Fédération de Russie

1. Désigne l'ensemble des États membres de l'Union européenne.

2. Les pays les moins avancés (PMA) sont un sous-groupe des pays en développement.

Source: FAO, <http://www.fao.org/faostat/en/#definitions>.

Liste des groupes régionaux de pays et territoires

Région	Sous-région	Pays
Amérique latine et Caraïbes	Amérique du Sud et centrale et Caraïbes	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Paraguay, Pérou Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Porto Rico, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)
Amérique du Nord		Canada, États-Unis
Afrique sub-saharienne	Afrique moins avancée	Éthiopie, Nigéria, Afrique du Sud Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Togo, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zambie
	Autre Afrique subsaharienne	Botswana, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Eswatini, Gabon, Ghana, Kenya, Maurice, Namibie, Seychelles, Sahara occidental, Zimbabwe
Europe et Asie centrale		Union européenne (Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède), Israël, Kazakhstan, Norvège, Fédération de Russie, Suisse, Türkiye, Ukraine, Royaume-Uni
	Europe de l'Est	Albanie, Andorre, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Îles Féroé, Islande, Monaco, Monténégro, République de Moldova, Saint-Marin, Serbie, Serbie-et-Monténégro, Macédoine du Nord
	Asie centrale	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan
Proche-Orient et Afrique du Nord		Égypte, Arabie saoudite
	Afrique du Nord moins avancée	Mauritanie, Soudan
	Autre Afrique du Nord	Algérie, Libye, Maroc, Tunisie
	Autre Asie occidentale	Bahreïn, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Territoires palestiniens occupés, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Émirats arabes unis, Yémen
Asie-Pacifique	Développée et Asie de l'Est	Australie, Chine, Corée, Japon, Nouvelle-Zélande
	Asie du Sud et du Sud-Est	Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Malaisie, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Viet Nam
	Asie du Sud et du Sud-Est - Asie moins avancée	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Myanmar, Cambodge, République démocratique populaire lao, Népal, Timor-Leste
	Asie du Sud et du Sud-Est - Autres pays en développement d'Asie	Brunei Darussalam, République populaire démocratique de Corée, Hong Kong (Chine), Macao (Chine), Maldives, États fédérés de Mongolie, Singapour, Sri Lanka, Taïpei chinois
	Asie du Sud et du Sud-Est Océanie	Samoa américaines, Îles Cook, Fidji, Polynésie française, Guam, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Niue, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Îles Wallis et Futuna

Résumé

Les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2023-2032* contiennent une évaluation de ce que pourrait être l'évolution, dans les dix ans à venir, des marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles, halieutiques et aquacoles dans un contexte d'incertitudes et de risques économiques persistants et de cherté de l'énergie. Fruit de la collaboration entre l'OCDE et la FAO, elles ont été établies avec l'aide d'experts de leurs pays membres et d'organisations internationales spécialisées dans les produits de base.

La flambée des prix des intrants agricoles observée depuis deux ans suscite des préoccupations pour la sécurité alimentaire mondiale. Les *Perspectives* de cette année montrent que le renchérissement des engrais peut entraîner une augmentation des prix alimentaires. La modélisation des rendements de la production au moyen du modèle Aglink-Cosimo de l'OCDE et de la FAO permet à présent de distinguer les coûts des principaux engrais minéraux utilisés de ceux des autres intrants. Selon les estimations issues d'une analyse de scénario mettant à profit cette nouvelle fonctionnalité, toute hausse de 1 % des prix des engrais ferait augmenter ceux des produits agricoles de 0.2 %. La hausse des prix est plus marquée dans le cas des productions végétales, dont les engrais sont un intrant direct, que dans celui des productions animales, qui en utilisent indirectement, hormis les productions de volaille et de viande porcine qui sont fortement tributaires des aliments pour animaux composés. Bien que ce scénario soit axé sur le lien entre engrais et produits agricoles, la fluctuation des coûts de l'énergie, des semences, de la main-d'œuvre et des machines se répercute également sur les prix alimentaires.

L'édition de cette année des *Perspectives* présente des estimations améliorées de la consommation alimentaire en faisant appel à des méthodes d'analyse pour calculer les pertes et le gaspillage alimentaires. Elles contribuent ainsi aux efforts nécessaires en matière de mesure pour concevoir des politiques publiques fondées sur des données factuelles au service de la cible 12.3 des ODD, qui prévoit de réduire de moitié le volume de déchets alimentaires par habitant, au niveau de la distribution comme de la consommation, et de réduire les pertes de produits alimentaires dans les chaînes de production et d'approvisionnement d'ici à 2030.

Les projections de référence présentées pour la prochaine décennie tiennent compte des prévisions de croissance économique moyenne revues à la baisse pour cette période, de 2.7 % à 2.6 %, dans les *Perspectives* de l'économie mondiale du FMI d'octobre 2022, ainsi que de la diminution de la population de la République populaire de Chine (ci-après la « Chine ») à partir de 2022. Comme dans l'édition de l'an dernier, les projections du scénario de référence font l'hypothèse que les prix de l'énergie diminueront en 2023 avant de renouer avec une croissance lente qui perdurera jusqu'en 2032. Les projections tiennent compte d'une évaluation à court terme de l'impact de la guerre menée par la Fédération de Russie (ci-après « la Russie ») contre l'Ukraine (ci-après dénommée « la guerre »), mais aucune évaluation à moyen terme des perspectives d'évolution dans la région n'est possible à ce stade. Dans ces conditions, les projections mondiales à moyen terme de l'évolution de l'offre, de la demande, des échanges et des prix des principaux produits agricoles, halieutiques et aquacoles ne s'écartent que très peu des projections de l'an dernier.

Néanmoins, la guerre continue d'amplifier les incertitudes qui pèsent sur les prix des aliments, de l'énergie et des intrants. Au moment de son déclenchement, la baisse des quantités de céréales et d'engrais disponibles a suscité de fortes préoccupations pour les marchés mondiaux. Un an plus tard, la situation de l'approvisionnement s'est améliorée grâce à l'application de l'Initiative céréalière de la mer Noire et ses prolongations successives.

Dans ce contexte, la consommation alimentaire mondiale – usage auquel la majeure partie des produits agricoles sont destinés – devrait augmenter de 1.3 % par an en calories durant la prochaine décennie, soit moins vite qu'au cours de la décennie précédente en raison du ralentissement aussi bien de la croissance démographique que de la progression des revenus par habitant. Le deuxième usage le plus important des produits agricoles est l'alimentation des animaux dans l'élevage et, de plus en plus, dans l'aquaculture. Les *Perspectives* soulignent que l'élevage devrait connaître une expansion et une intensification rapides dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, ce qui fera augmenter la demande d'aliments pour animaux à un rythme soutenu au cours de la prochaine décennie. En revanche, dans les pays à revenu élevé et dans certains pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, dont la Chine, la croissance plus faible de la production animale et l'amélioration de l'efficacité alimentaire devraient freiner la hausse de la demande d'aliments pour animaux par rapport à la décennie écoulée.

La demande de produits de base pour les biocarburants de première génération devrait croître lentement dans les dix prochaines années. C'est surtout en Inde et en Indonésie qu'elle devrait progresser, sous l'effet de l'augmentation de la consommation de carburants et des obligations de mélange de proportions plus élevées de biocarburants. Sur d'autres marchés clés comme l'Union européenne, la demande de produits de base pour les biocarburants de première génération devrait diminuer du fait du recul de la consommation de carburants et de la transition vers d'autres produits de base. La part de la production mondiale utilisée comme biocarburants devrait globalement progresser dans le cas de la canne à sucre et de l'huile végétale, mais diminuer dans celui du maïs.

La situation en termes d'investissements dans les technologies, les infrastructures et la formation n'est guère différente de celle prévue l'an dernier, de sorte que la production agricole mondiale totale devrait continuer de croître au rythme de 1.1 % par an. Cette croissance interviendra en majeure partie dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Les *Perspectives* tablent sur un accès élargi aux intrants, mais si les prix de l'énergie et des intrants agricoles (les engrais, par exemple) devaient repartir à la hausse, il en résulterait une hausse des coûts de production qui pourrait entraîner une inflation des prix alimentaires et une insécurité alimentaire accrue.

La croissance de la production végétale mondiale découlera bien davantage des gains de productivité que d'une augmentation des superficies exploitées. Les investissements dans l'accroissement des rendements et l'amélioration de la gestion des exploitations sont donc essentiels. Dans l'hypothèse de progrès continus dans la sélection végétale et d'une transition vers des systèmes plus intensifs, la croissance des rendements devrait contribuer à hauteur de 79 % à la progression de la production végétale mondiale au cours de la période de projection, contre 15 % pour l'agrandissement des surfaces cultivables et 6 % pour la hausse de l'intensité de culture. Cela étant, les cultures comme les palmiers à huile et le colza n'ont pas connu d'augmentation de leurs rendements ces dix dernières années dans les principaux pays producteurs ; des investissements accrus sont nécessaires pour améliorer leur productivité.

À l'instar de celle de la production végétale, la hausse prévue de 1.3 % par an de la production animale et halieutique sera en grande partie le fait de l'amélioration de la productivité par animal, laquelle découlera d'une gestion plus efficiente des troupeaux et de l'utilisation accrue d'aliments pour animaux. La volaille devrait représenter la moitié environ de la croissance mondiale de la production de viande, à la faveur d'une rentabilité stable et de ratios favorables entre le prix de la viande et celui de l'alimentation animale. La production de viande porcine n'a pas encore récupéré de l'épizootie de peste porcine africaine (PPA) en Asie de l'Est et devrait renouer avec la trajectoire de croissance d'avant la crise dans quelques années. Au cours de la prochaine décennie, la production mondiale de lait connaîtra une forte hausse d'après les

projections, qui sera pour moitié le fait de l'Inde et du Pakistan. Malgré des perspectives de croissance limitées, l'aquaculture est passée devant la pêche en termes de volume de production mondial en 2022.

Les *Perspectives* soulignent que les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) d'origine agricole sont importantes et devraient progresser de 7.6 % durant la décennie à venir. Au niveau mondial, leur croissance sera plus faible qu'au cours de la décennie écoulée et inférieure à celle de la production agricole, prévue à 12.8 %, ce qui témoigne d'une accélération du recul de l'intensité carbone de la production agricole. Néanmoins, une contribution effective de l'agriculture à l'atténuation du changement climatique, comme le prévoit l'Accord de Paris, nécessitera des efforts novateurs à grande échelle, en particulier dans le secteur de l'élevage, qui devrait être à l'origine de 80 % de la hausse des émissions agricoles de GES. Parallèlement, les systèmes de production agricole sont confrontés au défi de l'adaptation au changement climatique, et notamment à des événements météorologiques extrêmes plus fréquents et plus violents. Les solutions d'atténuation et d'adaptation comprennent l'adoption à grande échelle et inclusive de technologies et de procédés de production climato-compatibles et neutres en carbone.

D'après les projections, les échanges de produits agricoles primaires et produits transformés augmenteront au rythme de la production au cours de la prochaine décennie. La pandémie de la covid-19 a perturbé le commerce mondial, mais les échanges de produits agricoles ont fait preuve de résilience. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a des répercussions sur les échanges de produits agricoles – en particulier les exportations ukrainiennes – et sur leurs prix. L'Initiative céréalière de la mer Noire convenue en juillet 2022 et les corridors de solidarité UE-Ukraine ont toutefois permis de rétablir les échanges pour appuyer l'objectif de sécurité alimentaire mondiale. Les projections de référence font ressortir l'importance fondamentale d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles, transparent et fonctionnant bien. Les interdictions d'exportation ne font qu'aggraver les effets délétères des incertitudes entourant les prix et augmenter ceux-ci. Cela a non seulement des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire mondiale (et sur les moyens de subsistance) à court terme, mais compromet aussi les capacités d'approvisionnement à long terme.

Les projections à moyen terme présentées dans les *Perspectives* reposent sur l'hypothèse d'un maintien des politiques en place et de tendances inchangées en matière de préférences de consommation et de technologies de production. Ces hypothèses sont entourées d'incertitudes en ce qui concerne les évolutions environnementales, sociales, géopolitiques et économiques, et les projections seraient modifiées en cas de période prolongée de forte inflation ou de récession mondiale, par exemple. L'analyse de scénario présentée dans ce rapport donne des indications sur l'ampleur de ces effets.

1

Marchés agricoles et alimentaires : tendances et perspectives

Ce chapitre présente les tendances et les prévisions mises en évidence dans les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2023-2032* à partir des projections à moyen terme concernant les produits agricoles, halieutiques et aquacoles les plus produits, consommés et échangés dans le monde. Il commence par décrire les hypothèses macroéconomiques et relatives à l'action publique qui sous-tendent les projections, puis met en exergue les principales constatations concernant la consommation, la production, les échanges et les prix de ces produits pour la période allant de 2023 à 2032. D'après les projections, la demande de produits agricoles augmentera plus lentement au cours de la prochaine décennie sous l'effet du ralentissement que devraient connaître aussi bien la croissance démographique que la hausse des revenus par habitant. La production agricole devrait elle aussi progresser à un rythme moins rapide. Les incitations en faveur de son accroissement seront tempérées non seulement par le ralentissement de la demande mondiale de produits agricoles, mais aussi par une croissance moindre de la productivité sous l'influence du renchérissement des intrants, à commencer par les engrais, et du durcissement des réglementations environnementales. Les évolutions anticipées de la demande et de l'offre mondiales devraient entretenir une légère baisse tendancielle des prix agricoles réels durant la prochaine décennie. Le commerce international restera essentiel pour la sécurité alimentaire dans les pays qui importent des produits alimentaires, et pour la subsistance des travailleurs des chaînes d'approvisionnement alimentaire dans ceux qui en exportent. Il existe un risque accru de voir la variabilité des conditions météorologiques, les ennemis des cultures et les maladies animales, l'évolution des prix des intrants, des événements macroéconomiques et d'autres incertitudes concernant les politiques publiques se traduire par des écarts importants par rapport aux projections actuelles.

Les *Perspectives* sont le fruit de la collaboration entre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elles présentent un scénario de référence cohérent de l'évolution des marchés des produits agricoles et du poisson aux niveaux national, régional et mondial au cours de la période allant de 2023 à 2032. Ce scénario de référence s'appuie sur la connaissance approfondie des produits, des politiques publiques et des pays que possèdent les deux organisations, ainsi que sur les contributions apportées par les pays membres et les organisations internationales spécialisées dans les produits.

Les projections de référence sont établies à l'aide du modèle Aglink-Cosimo de l'OCDE et de la FAO, qui met en relation les différents secteurs et pays étudiés de manière à assurer une cohérence d'ensemble et un équilibre global entre tous les marchés. Les projections présentées reflètent les conditions actuelles des marchés (synthétisées dans le Graphique 1.1), ainsi que certaines hypothèses concernant l'évolution de la conjoncture macroéconomique, de la situation démographique et des politiques publiques, qui sont décrites en détail à la section 1.1.

Les projections reposent sur l'hypothèse que la guerre menée par la Fédération de Russie (ci-après « la Russie ») contre l'Ukraine ne durera pas, et que la région retrouvera à moyen terme les perspectives de production d'avant la guerre.

Le scénario de référence des *Perspectives* sert de référence à des analyses prospectives et à la planification de l'action publique, et l'utilisation du modèle Aglink-Cosimo qui le sous-tend permet de procéder à une analyse par simulation, et même d'évaluer les incertitudes quant à l'évolution des marchés. Une présentation détaillée de la méthode utilisée pour établir les projections ainsi que d'autres informations sur le modèle Aglink-Cosimo sont disponibles en ligne, à l'adresse .

Les *Perspectives* comportent quatre grandes parties :

- Partie 1 – Marchés agricoles et alimentaires : tendances et perspectives. Après une description des hypothèses macroéconomiques et relatives aux politiques publiques qui sous-tendent les projections (section 1.1), ce chapitre présente les principales conclusions des *Perspectives*. Il expose les projections clés et donne un aperçu des grands objectifs et défis proposés aux systèmes agroalimentaires au cours des dix prochaines années. Ce chapitre décrit les tendances et les perspectives de la consommation (section 1.2), de la production (section 1.3), des échanges (section 1.4) et des prix (section 1.5).
- Partie 2 – Synthèses régionales. Ce chapitre décrit les grandes tendances et les problèmes émergents auxquels se trouvera confronté le secteur agricole dans les six régions de la FAO : l'Asie et le Pacifique, région subdivisée en Asie de l'Est et développée (section 2.2) et Asie du Sud et du Sud-Est (section 2.3), l'Afrique subsaharienne (section 2.4), le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (section 2.5), l'Europe et l'Asie centrale (section 2.6), l'Amérique du Nord (section 2.7), et l'Amérique latine et les Caraïbes (section 2.8). Il met en relief les dimensions régionales des projections de la production, de la consommation et des échanges, et apporte des informations générales sur les grands enjeux régionaux.
- Partie 3 – Chapitres sur les produits. Ces chapitres décrivent les récentes évolutions des marchés et présentent les projections à moyen terme de la consommation, de la production, des échanges et des prix des produits examinés dans les *Perspectives*. Chaque chapitre s'achève par un examen des principaux problèmes et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés dans les dix prochaines années. Cette partie comporte neuf chapitres portant respectivement sur les céréales (chapitre 3), les oléagineux et les produits oléagineux (chapitre 4), le sucre (chapitre 5), la viande (chapitre 6), le lait et les produits laitiers (chapitre 7), les produits halieutiques et aquacoles

(chapitre 8), les biocarburants (chapitre 9), le coton (chapitre 10) et les autres produits (chapitre 11).

- Partie 4 – Annexe statistique. L'annexe statistique présente les projections de la production, de la consommation, des échanges et des prix des différents produits agricoles, halieutiques et aquacoles, ainsi que des biocarburants, de même que les hypothèses macroéconomiques et relatives aux politiques publiques. L'évolution des marchés durant la période examinée est représentée par les taux de croissance annuels et par la comparaison entre les données relatives à la dernière année (2032) et celles correspondant à une période triennale de référence (2020-22). L'annexe statistique ne figure pas dans la version imprimée des *Perspectives*, mais elle est disponible en ligne.

Graphique 1.1. Situation des principaux marchés

Situation des principaux marchés

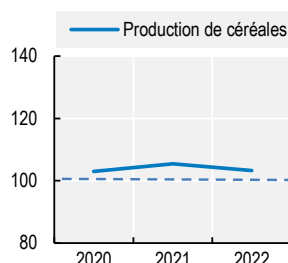
Céréales : si la production et les stocks mondiaux de blé ont augmenté, la production de maïs et des autres céréales secondaires n'a pas été suffisante pour répondre à la demande. La production de riz a été supérieure à la moyenne, mais les prix se sont maintenus à un niveau relativement élevé. Les prix du blé et des céréales secondaires ont atteint en 2021/22 leur niveau le plus élevé depuis vingt ans, mais ont commencé à baisser fin juillet 2022 à la faveur de l'accord sur l'Initiative céréalière de la mer Noire.

Oléagineux : les prix internationaux des oléagineux sont en recul par rapport aux niveaux record atteints en 2022, mais restent supérieurs aux niveaux moyens des dernières années. Ils ont diminué principalement en raison du redressement de la production mondiale de soja et de colza, et malgré les pertes de production enregistrées en Ukraine concernant le tournesol et le probable fléchissement de la production de soja en Argentine. Sur les marchés mondiaux des huiles végétales, les prix ont fortement baissé, du fait surtout de la hausse des quantités exportables d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie.

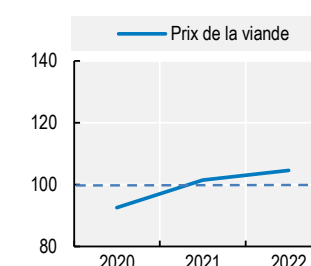
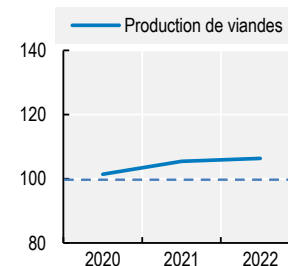
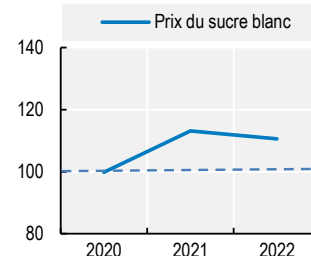
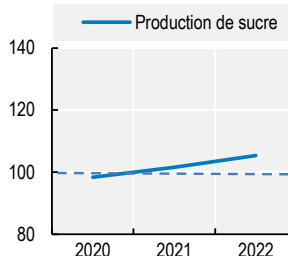
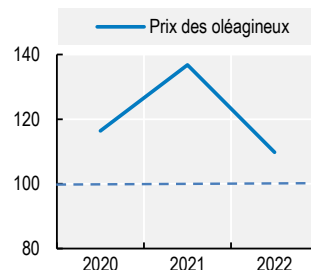
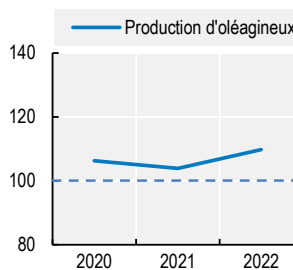
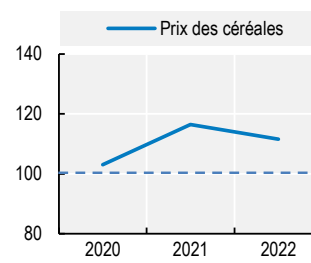
Sucre : la demande mondiale augmentera durant la campagne actuelle, mais à un rythme plus faible pour cause de ralentissement de la croissance économique. En dépit de son redressement au Brésil, premier fournisseur mondial, la production de sucre s'annonce en recul dans les autres principaux pays exportateurs, ce qui, conjugué au renchérissement des intrants, devrait contrebalancer en partie la pression à la baisse exercée sur les prix internationaux.

Viande : en 2022, les prix internationaux sont restés élevés, sauf ceux de la viande ovine, qui ont légèrement fléchi en raison de la diminution de la demande d'importations de la Chine. Cependant, divers facteurs ont fait obstacle à la croissance de la production de viande, dont les maladies animales, la hausse du coût des intrants et les conditions météorologiques extrêmes. En dépit de ces difficultés, la production de viande a globalement progressé, ce qui tient principalement à son augmentation en Asie et notamment à la poussée de la production de viande porcine en Chine.

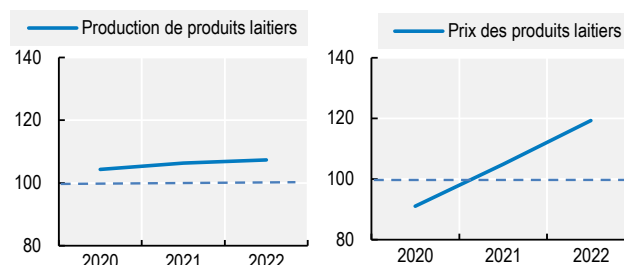
Indice à la production
Moyenne 2013-22 = 100



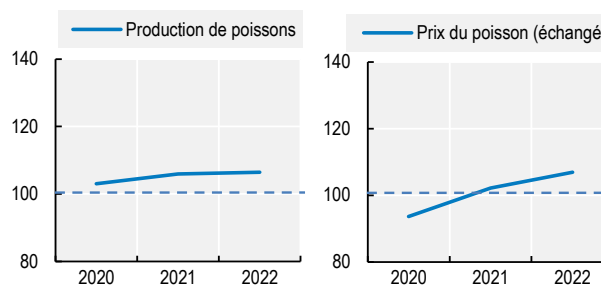
Indice des prix réels
Moyenne 2013-22 = 100



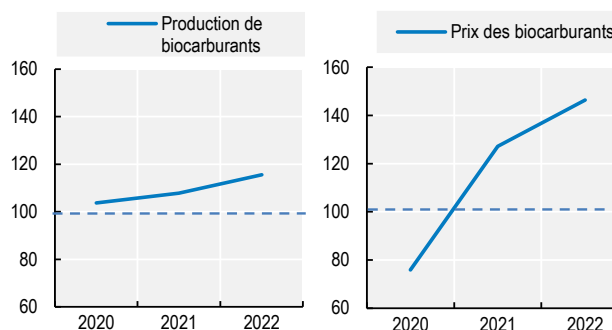
Produits laitiers : les prix internationaux des produits laitiers ont bondi de 20 % en 2022, avant d'amorcer un recul en fin d'année. La hausse des coûts des intrants a été l'une des principales raisons de cette augmentation des prix. L'évolution des prix intérieurs a souvent été légèrement différente, vu que seule une faible part de la production de lait entre dans les échanges internationaux. En 2022, la production mondiale de lait a progressé moins vite que les années précédentes. Les échanges mondiaux de produits laitiers ont diminué, ce qui s'explique surtout par la baisse des importations en Chine.



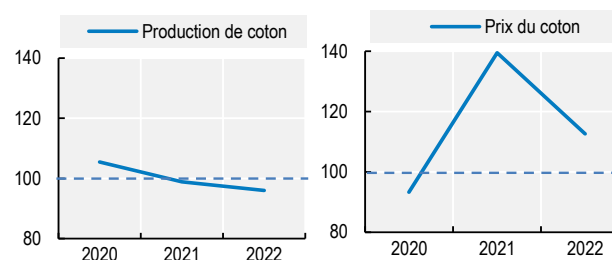
Poisson : après s'être vigoureusement redressée en 2021, la consommation mondiale de poisson a continué de croître en 2022 sous l'influence de la reprise économique mondiale, tandis que la production n'a augmenté que légèrement. Les prix internationaux du poisson ont presque renoué avec les niveaux record du début des années 90, après une hausse sensible en 2021 qui s'est poursuivie en 2022 du fait de la croissance de la demande et des coûts de production.



Biocarburants : en 2022, la consommation de biocarburants a enregistré un rebond qui a annulé la baisse causée par le fléchissement de la consommation mondiale de carburants de transport au moment de la pandémie de COVID-19. Le marché de l'éthanol a retrouvé des niveaux d'activité proches de ceux observés en 2019. Le marché du biodiesel s'est également redressé, mais il avait moins pâti de la pandémie. Les prix mondiaux des biocarburants ont augmenté du fait de l'accroissement des coûts de production.



Coton : en 2022, la consommation a diminué dans la plupart des pays producteurs de textiles en raison des incertitudes économiques, de l'inflation et de la forte dépréciation des monnaies nationales par rapport au dollar des États-Unis. Dans ces conditions, les prix internationaux ont chuté au deuxième semestre 2022 après avoir atteint leur plus haut niveau depuis onze ans en mai de cette même année. La production de coton a accusé un léger recul au niveau mondial en raison principalement de sa baisse aux États-Unis et au Pakistan.



Note : toutes les données sont exprimées sous la forme d'un indice dont la base 100 correspond à la moyenne des dix dernières années (2013-2022). La production désigne les volumes de production mondiaux. Les indices de prix sont pondérés par la valeur moyenne de la production mondiale sur les dix dernières années, calculée à l'aide des prix internationaux en valeur réelle. On trouvera davantage d'informations sur la situation des différents marchés et leurs évolutions dans les tableaux des aperçus par produit présentés en annexe statistique, ainsi que dans la version en ligne des chapitres par produit.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/231495>

1.1. Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques

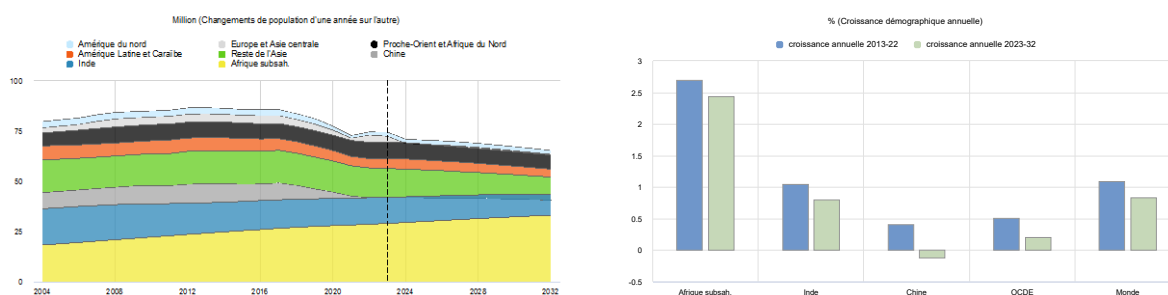
1.1.1. Principales hypothèses sur lesquelles repose le scénario de référence

Ces *Perspectives* présentent un scénario de référence cohérent pour l'évolution à moyen terme des marchés des produits agricoles, halieutiques et aquacoles qui repose sur une série d'hypothèses relatives à la conjoncture macroéconomique, aux politiques publiques et à la situation démographique. Cette section expose les principales hypothèses sur lesquelles repose ce scénario. Les données détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique.

1.1.2. Croissance démographique

Pour les projections démographiques, les *Perspectives* utilisent les estimations de la variante moyenne tirées de la base de données du rapport des Nations Unies sur les Perspectives de la population dans le monde.

Graphique 1.2. Croissance de la population mondiale



Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes ; ASS = Afrique subsaharienne ; EAC = Europe et Asie centrale ; NENA = Proche-Orient et Afrique du Nord (on en trouve une définition au chapitre 2) ; Reste de l'Asie = Asie-Pacifique moins la Chine et l'Inde.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Au cours de la période de projection, la population mondiale devrait s'accroître et passer de 7.9 milliards de personnes en 2022 à 8.6 milliards de personnes en 2032. Cela correspond à une croissance annuelle moyenne de 0.8 %, en perte de vitesse par rapport au rythme de 1.1 % par an enregistré au cours de la dernière décennie. L'accroissement démographique est concentré dans les pays à faible revenu, en particulier l'Afrique subsaharienne, qui devrait afficher le plus fort taux de croissance, soit 2.4 % par an, dans les dix ans à venir. La population de la République populaire de Chine (ci-après « la Chine ») a diminué pour la première fois en 2022 (d'après la révision 2022 du rapport des Nations Unies sur les Perspectives de la population dans le monde) et devrait continuer à reculer au cours de la période de projection pour atteindre 1.41 milliard d'habitants en 2032. Ainsi, l'Inde, qui comptera 1.52 milliard d'habitants en 2032, devrait dépasser la Chine et devenir le pays le plus peuplé de la planète dès 2024. Les populations de plusieurs pays européens, du Japon et de la Corée devraient également diminuer au cours de la période de projection.

1.1.3. Croissance du PIB et du revenu par habitant

Les estimations du PIB et du revenu par habitant au niveau national au cours de la prochaine décennie reposent sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international (FMI) (octobre 2022). Les revenus par habitant sont exprimés en USD constants de 2010.

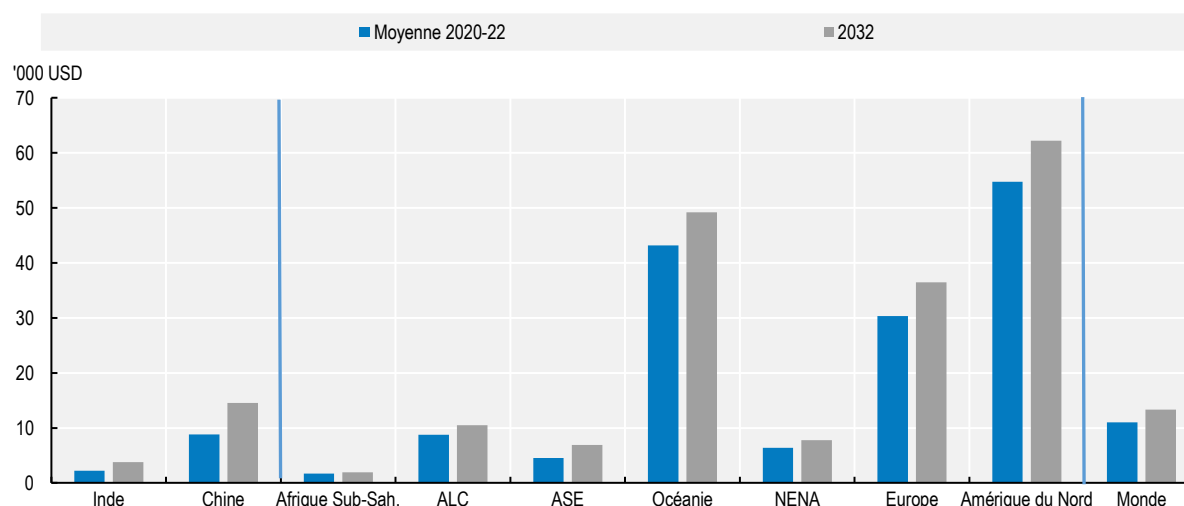
Après être passée de 5.8 % à 3 % entre 2021 et 2022, la croissance du PIB mondial devrait à nouveau ralentir en 2023 et se stabiliser à un taux moyen de 2.6 % au cours de la prochaine décennie. Au cours de la période 2023-32, le produit intérieur brut (PIB) continuera à augmenter le plus fortement dans la région Asie et Pacifique, en particulier en Inde, en Chine et en Asie du Sud-Est. En Afrique subsaharienne, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la croissance moyenne du PIB devrait être supérieure à la moyenne mondiale, tandis que la croissance enregistrée en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que dans les économies de l'OCDE, devrait être inférieure à cette moyenne.

Dans ces *Perspectives*, le revenu moyen par habitant au niveau national est mesuré par approximation à l'aide du PIB réel par habitant. Cet indicateur est utilisé pour représenter le revenu disponible des ménages, qui constitue l'un des principaux déterminants de la demande de produits agricoles. Comme le montre le *Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée* publié par la Banque mondiale, la croissance économique mondiale est inégalement répartie. Cela vaut particulièrement pour les pays d'Afrique subsaharienne, où les revenus des 40 % les plus pauvres n'ont pas crû aussi vite que le revenu moyen. Aussi les projections du niveau moyen de la demande nationale de produits agricoles établies pour les présentes *Perspectives* peuvent-elles s'écarter de la trajectoire attendue sur la base de la croissance du revenu moyen. En outre, la pandémie de la covid-19 a creusé les inégalités de revenus au sein des pays : on estime que les pertes de revenus en pourcentage des plus pauvres sont deux fois plus importantes que celles des plus riches, ce qui empêche les populations les plus pauvres, qui tirent la plupart de leurs calories des aliments de base, d'avoir accès à des produits alimentaires de grande valeur.

Après une reprise en 2021, la croissance du revenu mondial par habitant s'est établie à 2 % par an en 2022 et devrait faiblir en 2023 pour atteindre 1 % par an. Au cours des dix prochaines années, le taux de croissance annuel moyen devrait s'élever à 1.7 % en valeur réelle. Une forte croissance du revenu par habitant est attendue en Asie, notamment au Viet Nam (5.6 % par an), en Inde (5 % par an), en Chine (4.7 % par an), aux Philippines (4.5 % par an), en Indonésie (4 % par an) et en Thaïlande (3 % par an). En Afrique subsaharienne, les revenus moyens par habitant devraient augmenter lentement, à un rythme de 1.1 % par an au cours de la prochaine décennie. La forte croissance démographique limite l'augmentation du revenu réel par habitant en Afrique subsaharienne. L'Éthiopie devrait connaître une croissance robuste de 4 % par an, car elle part d'un niveau très bas et affiche une stabilité économique croissante. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance moyenne du revenu par habitant devrait être de 1.6 % par an, avec de légères variations régionales. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, la hausse du revenu moyen par habitant devrait s'élever à 1.7 % par an, grâce à l'effet d'entraînement exercé par la région du Proche-Orient et par l'Égypte. Dans les pays de l'OCDE, le revenu par habitant devrait augmenter en moyenne d'environ 1.4 % par an.

Le graphique 1.3 présente aussi une décomposition des hypothèses de croissance du PIB entre deux éléments : la croissance du PIB par habitant et la croissance de la population pour les principales régions et certains pays. À l'échelle mondiale, la croissance économique sera principalement déterminée par celle du revenu par habitant, en particulier dans les pays de l'OCDE et en Chine. La forte croissance démographique enregistrée en Afrique subsaharienne signifie en revanche que le taux de croissance économique relativement élevé de la région (près de 3.6 % par an) ne correspond qu'à une modeste hausse du revenu par habitant (d'environ 1.1 % par an). Il en va de même, dans une moindre mesure, dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. À l'inverse, la modeste croissance économique de 1.5 % par an constatée en Europe, où la population devrait diminuer dans les dix années à venir, se traduira vraisemblablement par un taux d'augmentation du revenu par habitant de 1.7 % par an au cours de la prochaine décennie.

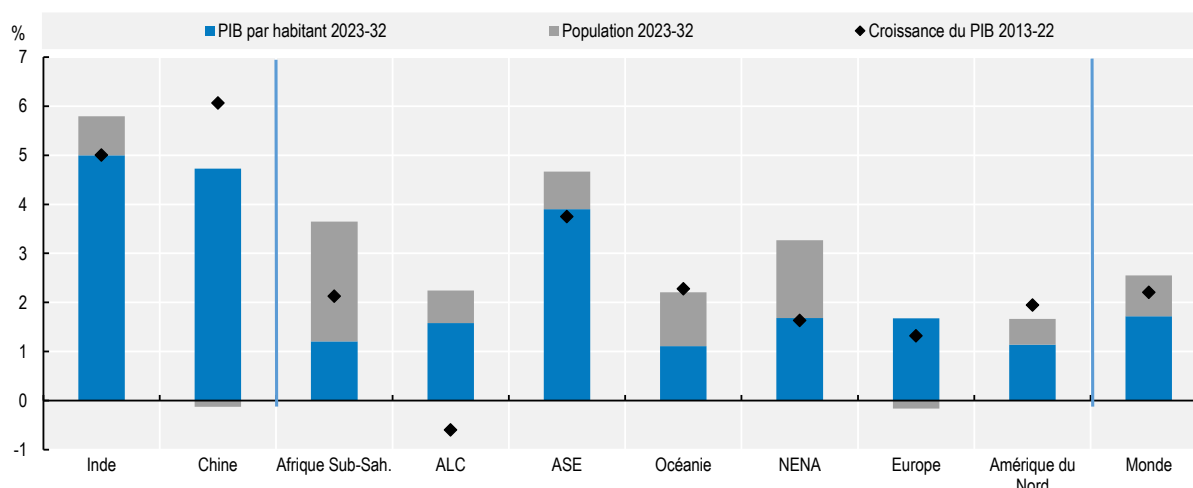
Graphique 1.3. Revenu par habitant



Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes ; ASE = Asie du Sud-Est ; ASS = Afrique subsaharienne ; NENA = Proche-Orient et Afrique du Nord (on en trouve une définition au chapitre 2). Le graphique montre le PIB par habitant en USD constants de 2010.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Graphique 1.4. Taux de croissance annuel du PIB



Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes ; ASE = Asie du Sud-Est ; ASS = Afrique subsaharienne ; NENA = Proche-Orient et Afrique du Nord (on en trouve une définition au chapitre 2).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

1.1.4. Taux de change et inflation

Les hypothèses relatives aux taux de change reposent sur les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2022). La monnaie de certains pays devrait s'apprécier en valeur réelle par rapport au dollar américain ; c'est le cas du Brésil, du Mexique, du Chili, de l'Argentine et du Paraguay, dont les exportations devraient être relativement moins compétitives sur les marchés internationaux au cours de la prochaine décennie. Une très forte appréciation réelle est également attendue au Nigéria, en Éthiopie et en Ukraine, tandis qu'une dépréciation réelle est attendue en Afrique du Sud, au Japon, en Corée, en Norvège, en Australie, en Chine et dans l'Union européenne.

Les projections de l'inflation reposent sur le déflateur de la consommation des ménages issu des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 2022). Malgré des taux d'inflation élevés dans tous les pays en 2022, les taux projetés devraient ralentir en 2023 et au cours des dix prochaines années grâce au durcissement des politiques monétaires. Dans les pays de l'OCDE, alors qu'elle était de 13 % en 2022, l'inflation devrait chuter à 4.4 % par an au cours de la prochaine décennie et s'établir à 2 % par an aux États-Unis et au Canada et à 2.1 % par an dans la zone euro. Parmi les économies émergentes, le taux d'inflation devrait demeurer élevé en Turquie et en Argentine, où il se situera à 10.3 % et 9.1 % par an, respectivement, malgré une forte baisse par rapport à la décennie précédente. L'inflation devrait reculer, passant de 4.8 % par an à 3.8 % par an en Inde et de 5.9 % par an à 3.1 % par an au Brésil. En revanche, la Chine devrait connaître le même taux d'inflation mesurée par la hausse des prix à la consommation (2 % par an) qu'au cours de la dernière décennie. L'inflation devrait demeurer élevée en Afrique subsaharienne, en Éthiopie (12.6 % par an), au Nigéria (9.5 % par an) et au Ghana (6.9 % par an). Une inflation élevée est également attendue en Égypte (6.5 % par an) et au Pakistan (6.5 % par an).

1.1.5. Coûts des intrants

Les projections de la production présentées dans les *Perspectives* reposent sur un indice composite basé sur le coût des semences et de l'énergie, ainsi que de divers autres intrants faisant ou non l'objet d'échanges internationaux. Cet indice est basé sur la part respective des différents intrants dans les coûts de production totaux pour chaque pays et chaque produit, laquelle est maintenue constante pendant toute la durée de la période de projection. Les prix de l'énergie sont représentés par le cours international du brut exprimé en monnaie nationale. Les coûts des intrants échangeables comme les machines et les produits chimiques sont estimés à partir des variations du taux de change réel, et les coûts des intrants non échangeables (la main-d'œuvre, principalement), à partir de l'évolution du déflateur du PIB. Les prix des semences suivent les prix des cultures correspondantes. Les coûts des engrais, qui ne sont pas inclus dans l'indice composite des coûts, sont explicites dans les équations de rendement et d'allocation des terres. On distingue trois types d'engrais : les engrais azotés, phosphatés et potassiques. Les quantités utilisées pour différentes cultures sont des variables de décision, tandis que les prix sont liés aux prix des cultures et du pétrole brut.

Les données concernant les cours mondiaux du pétrole correspondent au prix du pétrole brut Brent en 2021 et sont tirées de la version actualisée des *Perspectives économiques de l'OCDE*, no 112 (décembre 2022). Pour l'année 2022, c'est la moyenne annuelle du prix au jour le jour de 2022 qui a été utilisée et pour l'année 2023, la valeur moyenne de décembre. Pour le reste de la période de projection, on considère que le prix de référence du pétrole utilisé dans les projections reste constant en valeur réelle. Après une baisse du coût du baril de 98 USD à 82 USD entre 2022 et 2023, le prix du pétrole devrait augmenter pour atteindre 98 USD par baril en valeur nominale et 63 USD par baril en valeur réelle en 2032.

1.1.6. Politiques

Les politiques publiques ayant des conséquences importantes sur les marchés agricoles, des biocarburants et des produits halieutiques et aquacoles, les réformes de l'action publique peuvent modifier la structure de ces marchés. Les *Perspectives* reposent sur l'hypothèse que les politiques actuellement mises en œuvre resteront en vigueur durant toute la période examinée, ce qui permet de disposer d'un utile scénario de référence pour évaluer et analyser les futures réformes qui pourraient leur être apportées.

Les projections des *Perspectives* tiennent compte de la réforme de la politique agricole commune de l'Union européenne entrée en vigueur au début de l'année 2023, les États membres de l'Union européenne ayant soumis à la Commission leur plan stratégique à cet égard. Toutefois, plusieurs initiatives politiques, notamment celles menées au titre du pacte vert pour l'Europe et en particulier les stratégies « De l'étable à la table » et « Biodiversité », pour lesquelles la législation est en cours de préparation, ne

sont pas prises en compte dans le scénario de référence, car leurs objectifs n'ont pas encore été quantifiés en détail. Seuls les accords de libre-échange ratifiés avant la fin du mois de septembre 2022 sont pris en compte.

La relation entre les 27 États membres de l'Union européenne (UE-27) et le Royaume-Uni (RU) est régie par l'Accord de commerce et de coopération UE-RU appliqué à titre provisoire depuis le 1er janvier 2021. On considère que les relations commerciales entre l'Union européenne et le Royaume-Uni se font en franchise de droits et sans contingent.

Les accords de libre-échange dont il est tenu compte dans les *Perspectives* sont ceux ratifiés avant la fin décembre 2022 (comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, la Zone de libre-échange continentale africaine et le Partenariat économique régional global), tandis que les autres (l'Accord UE-Mercosur, par exemple) sont en suspens.

La loi américaine sur la réduction de l'inflation de 2022, qui prévoit des fonds pour les programmes liés à l'agriculture, n'est pas prise en compte dans son intégralité dans les *Perspectives*, car plusieurs de ses dispositions ne seront pas mises en œuvre immédiatement. Toutefois, le modèle tient compte du fait que ladite loi a prolongé et rehaussé les objectifs de production déjà en place en 2022 pour les programmes dans le domaine des carburants renouvelables et les crédits d'impôt pour le diesel à base de biomasse, tant au niveau de l'État qu'au niveau fédéral.

1.2. Consommation

Les *Perspectives* présentent des projections des tendances futures de l'utilisation des principaux produits végétaux (céréales, oléagineux, racines et tubercules, légumineuses, canne et betterave à sucre, huile de palme et coton) et animaux (viande, produits laitiers, œufs et poisson)¹ et leurs sous-produits² pour l'alimentation humaine ou animale, ainsi qu'en tant que matières premières pour la production de biocarburants et pour d'autres applications industrielles. La demande relative aux utilisations alimentaires et non alimentaires des produits agricoles et de leurs composants changeants est projetée sur la base d'une évaluation des principaux facteurs déterminants : dynamiques démographiques, revenu disponible, prix, préférences des consommateurs et politiques. Le scénario de référence porte donc sur l'utilisation directe des végétaux dans les aliments à peine transformés destinés à la consommation humaine, mais aussi sur la transformation de premier niveau, comme la trituration des oléagineux et l'utilisation des produits ainsi obtenus en alimentation humaine et animale. La prise en compte de l'utilisation directe des céréales en alimentation animale, ainsi que de l'utilisation de produits transformés comme les tourteaux protéiques, la farine de poisson, le son de céréales et d'autres produits dérivés dans le secteur de l'élevage permet aux *Perspectives* de mettre en évidence la contribution nette du secteur à l'alimentation humaine et d'évaluer l'incidence potentielle des évolutions sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

1.2.1. La croissance de la population et des revenus reste le principal moteur de la demande de produits agricoles

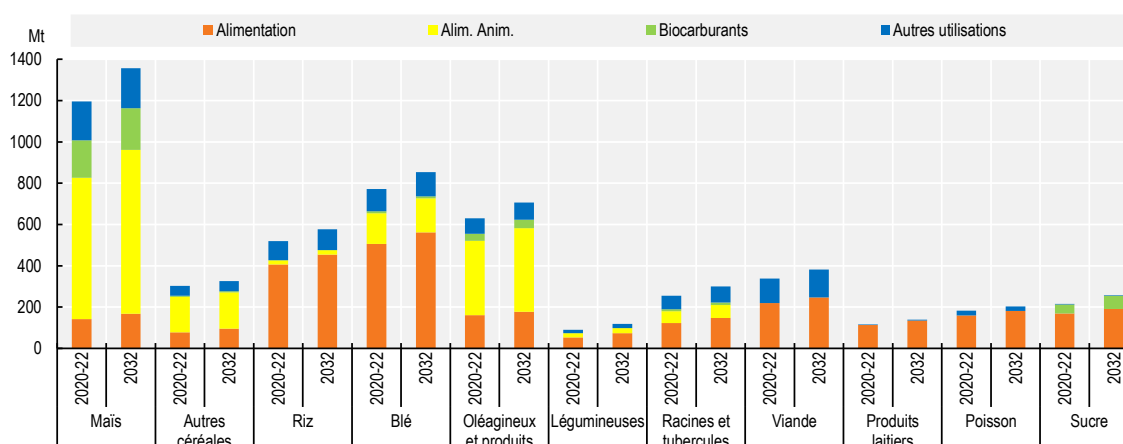
D'ici à 2032, l'évolution des besoins énergétiques et nutritionnels d'une population mondiale croissante et de plus en plus aisée devrait être le principal moteur de la demande de produits agricoles. Les hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent les projections indiquent un ralentissement de la croissance démographique mondiale ainsi qu'un déclin de la population de la Chine. Parallèlement, la croissance économique mondiale se traduira par une augmentation du revenu par habitant dans la plupart des régions du monde. Les taux d'inflation projetés devraient ralentir en 2023 et au cours des dix prochaines années. Toutefois, ces évolutions et leurs conséquences respectives peuvent varier d'un pays à l'autre. Alors que les prix de référence mondiaux devraient diminuer légèrement en valeur réelle, on ignore comment les signaux émis par les prix de référence mondiaux se répercuteront sur les prix à la consommation et l'effet

qu'ils auront sur le marché. Dans ce contexte, les dynamiques démographiques divergentes observées dans différents pays et régions, les divergences dans les préférences des consommateurs en fonction des revenus, ainsi que l'urbanisation rapide de nombreuses économies émergentes portent à croire que les tendances de la consommation varieront d'un pays et d'une région à l'autre. Les évolutions politiques et les facteurs sociaux, ainsi que les risques et les incertitudes, sont également susceptibles d'avoir une incidence sur la consommation à des degrés divers et de produire différents résultats au niveau local, d'autant plus que la croissance et la répartition des revenus resteront inégales entre les régions et les pays et à l'intérieur de ceux-ci. Par exemple, dans les pays où la part de l'alimentation dans les dépenses des ménages est élevée, les chocs sur les revenus et les prix des denrées alimentaires auront des conséquences plus importantes sur la consommation que dans les pays à revenu élevé. Les préférences marquées par la culture et les traditions locales peuvent en outre entraîner des écarts dans la demande de produits agricoles entre les différentes régions et catégories de revenus. Les préoccupations en matière de santé et de durabilité sont plus susceptibles d'accélérer et de modifier la demande de denrées alimentaires dans les régions riches ou émergentes que dans les régions où l'insécurité alimentaire persiste.

L'alimentation reste la première utilisation des produits agricoles de base, représentant actuellement 49 % des quantités consommées au niveau mondial. Toutefois, l'utilisation des produits agricoles dans l'alimentation animale et la production de carburants a gagné en importance au cours des dernières décennies. La croissance de la consommation mondiale de produits d'origine animale a notamment conduit à une forte augmentation de la part des produits agricoles destinés à l'alimentation animale, qui représente actuellement 26% de l'utilisation mondiale totale. Les biocarburants et les applications industrielles, quant à eux, absorbent actuellement environ 8 % de la production agricole mondiale.

Dans un contexte marqué par une augmentation de la consommation mondiale de produits d'origine animale au cours de la période de projection 2023-2032, la croissance de l'utilisation non alimentaire des cultures devrait continuer à dépasser celle de l'utilisation alimentaire, en raison de l'intensification des pratiques d'élevage et de l'augmentation de la demande de biocarburants. Le maïs et les oléagineux, les deux principaux composants des aliments pour animaux, seront particulièrement concernés par l'utilisation croissante de produits agricoles pour l'alimentation animale (Graphique 1.5).

Graphique 1.5. Consommation mondiale des principaux produits



Note : la trituration des graines oléagineuses n'est pas indiquée, car les usages des huiles végétales et des tourteaux protéiques sont inclus dans le total ; tous les produits laitiers sont comptabilisés en équivalent matière sèche ; le sucre utilisé pour produire des biocarburants provient de canne et de betterave, converties en équivalents sucre.

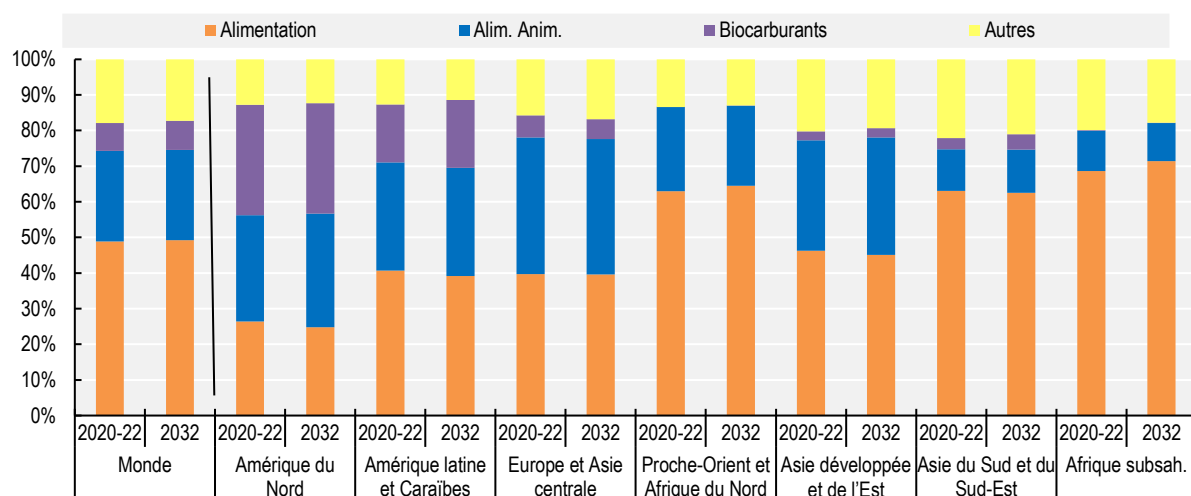
Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/d8uchn>

1.2.2. Différences géographiques dans l'utilisation des produits agricoles

L'utilisation des produits agricoles varie considérablement d'un pays et d'une région à l'autre (Graphique 1.6). Il est particulièrement frappant de constater que la part de l'utilisation alimentaire en Afrique subsaharienne est restée bien supérieure à la moyenne mondiale, représentant 69 % de l'utilisation totale des produits agricoles à l'heure actuelle. Cette part devrait atteindre 71 % d'ici à la fin de la période de projection, car la croissance démographique devrait avoir un effet plus important sur la demande de produits agricoles que la croissance des revenus, ce qui se traduira par une plus forte augmentation de la consommation d'aliments de base que de produits d'origine animale dans toute la région. La répartition des produits agricoles en Amérique du Nord est tout autre : les denrées alimentaires ne représentent que 26 % de l'utilisation totale, soit moins que la part des aliments pour animaux ou des biocarburants. En raison de la taille et l'intensité du secteur de l'élevage dans la région, il est nécessaire de consacrer une grande quantité de produits agricoles à l'alimentation des animaux. L'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, devraient également consacrer davantage de produits agricoles à l'alimentation animale au cours de la période de projection, en partie en raison de la consommation croissante de produits d'origine animale découlant de la hausse des revenus, mais surtout en raison de la croissance des exportations de viande.

Graphique 1.6. Consommation de produits agricoles par type et par région



Note : Les parts sont calculées à partir de données en équivalent calories.

Source : FAO (2023), FAOSTAT, « Bilans alimentaires », Bilans alimentaires (base de données), www.fao.org/faostat/fr/#data/FBS ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

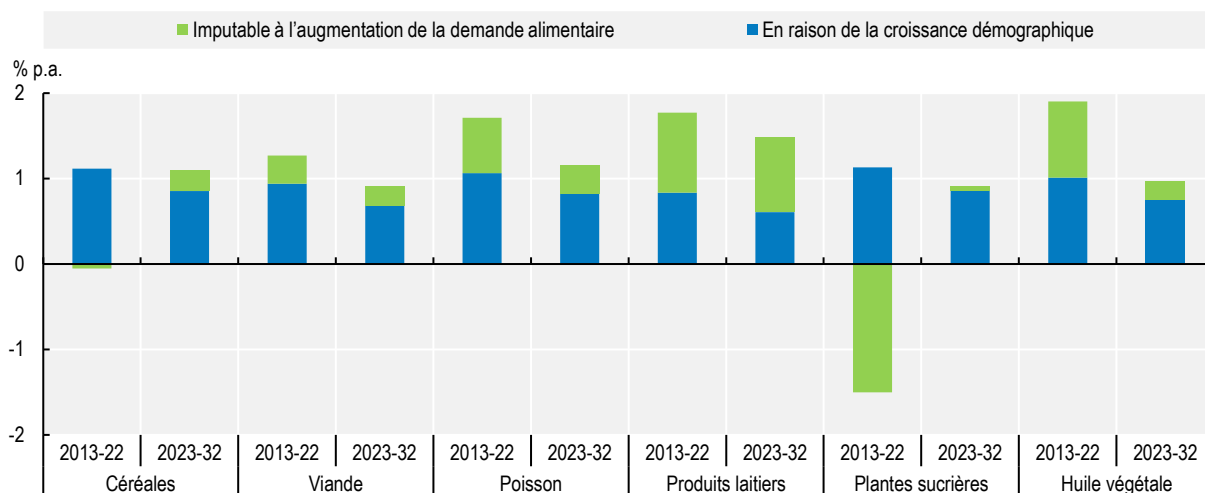
StatLink  <https://stat.link/tz811j>

1.2.3. Principaux moteurs de la demande alimentaire en produits agricoles

D'après les hypothèses de base, la croissance démographique restera le principal facteur influençant la demande alimentaire au niveau mondial, principalement en raison de l'augmentation des besoins de consommation des populations en Afrique subsaharienne, en Inde et au Proche-Orient et en Afrique du Nord. La demande mondiale de céréales et de poisson sera principalement déterminée par la croissance démographique, tandis que celle des produits laitiers frais, de la viande et du sucre sera dans une large mesure renforcée par la croissance de la demande par habitant découlant de la hausse des revenus (Graphique 1.7). Toutefois, conformément aux projections démographiques et économiques qui prévoient un ralentissement du rythme de croissance dans toutes les régions, la demande mondiale de


produits agricoles, à l'exception du sucre, devrait augmenter moins rapidement au cours de la période de projection qu'au cours de la décennie précédente.

Graphique 1.7. Croissance annuelle moyenne de la demande de produits agricoles par catégorie de produits, 2013-22 et 2023-32



Note : La composante croissance démographique est calculée en supposant que la demande par habitant reste constante au niveau de l'année précédant la décennie. Les taux de croissance se réfèrent à la demande alimentaire.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/dup0hr>

1.2.4. Perspectives mondiales de la consommation alimentaire de produits agricoles

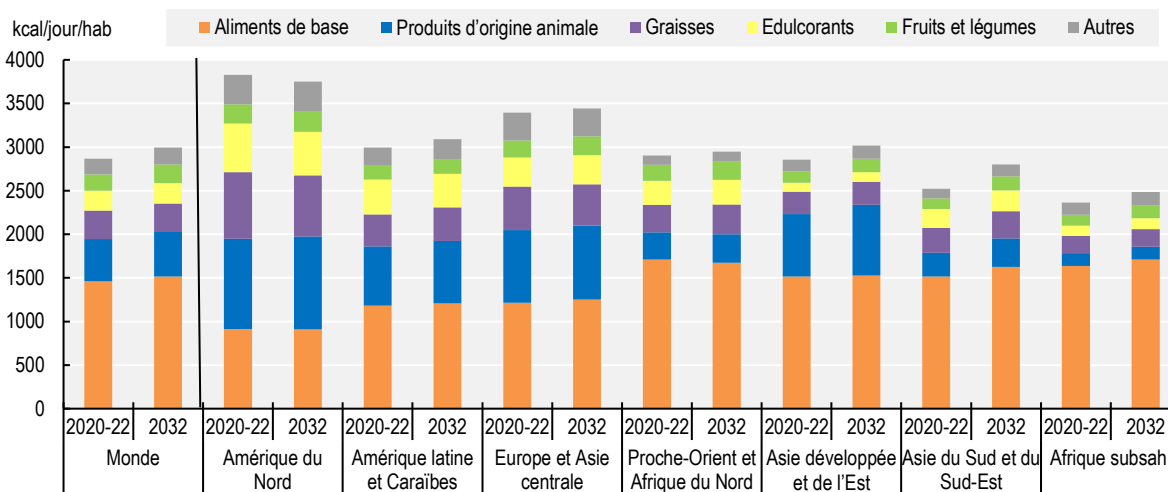
Les projections faisant état d'une augmentation de la population mondiale et d'une hausse du revenu par habitant dans toutes les régions, la consommation totale des produits alimentaires étudiés dans la présente édition des *Perspectives* devrait augmenter de 15 %. Dans l'ensemble, l'Asie continuera à jouer le rôle le plus important dans l'évolution de la demande mondiale des produits alimentaires au cours de la période couverte par les *Perspectives* (Graphique 1.9). L'expansion démographique prévue en Inde, de même que l'augmentation considérable des revenus par habitant en Inde et en Chine, devrait largement contribuer à la croissance de la consommation de toutes les denrées alimentaires étudiées dans les *Perspectives*.

La consommation mondiale de denrées de base, lesquelles constituent la source la plus importante de calories, devrait augmenter de 4 % par rapport à la période de référence et représenter un peu plus de la moitié de la consommation alimentaire mondiale totale en 2032 (Graphique 1.8). La demande d'aliments de base étant principalement liée à la croissance démographique, ce sont les régions enregistrant la plus grande croissance démographique qui devraient connaître la plus forte augmentation de la consommation de céréales. Ainsi, la consommation mondiale de denrées de base augmentera surtout dans la région Asie (avec l'Inde en tête), en Afrique subsaharienne et dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.

Toutefois, au niveau mondial, la croissance de la demande globale de céréales, l'aliment de base le plus important, devrait être plus lente au cours de la prochaine décennie qu'elle ne l'a été au cours de la précédente, en raison du ralentissement de la croissance de la demande d'aliments pour animaux, de biocarburants et d'autres utilisations industrielles. En outre, dans de nombreux pays, la consommation humaine directe par habitant de la plupart des céréales approche des niveaux de saturation, ce qui limite l'augmentation de la demande globale. En Amérique du Nord et en Europe occidentale notamment,

l'utilisation alimentaire de céréales par habitant devrait stagner, voire diminuer, en raison de la faible croissance démographique et des préférences des consommateurs qui se détournent des produits de base.

Graphique 1.8. Contribution des différents groupes d'aliments à la disponibilité totale de calories par jour et par habitant, par région



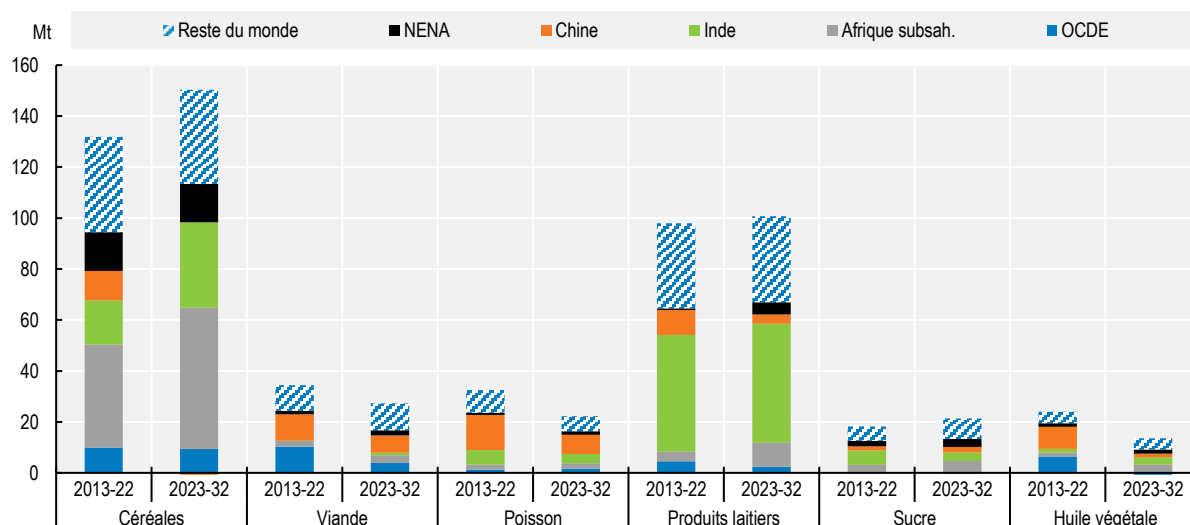
Note : Ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant de la base de données de FAOSTAT relative aux bilans alimentaires et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux produits non étudiés dans les Perspectives ont été obtenues par extrapolation. Les 38 pays et les 11 agrégats régionaux pris en compte dans le scénario de référence sont répartis entre les quatre catégories de revenus selon leur revenu par habitant en 2018. Les limites appliquées sont les suivantes : faible, < 1 550 USD ; intermédiaire de la tranche inférieure, < 3 895 USD ; intermédiaire de la tranche supérieure, < 13 000 USD ; élevé, > 13 000 USD. Les aliments de base sont les céréales, les racines et tubercules et les légumineuses. Les produits animaux sont la viande, les produits laitiers (à l'exception du beurre), les œufs et le poisson. Celle des matières grasses englobe le beurre et les huiles végétales. Les édulcorants sont le sucre et l'isoglucose. La catégorie « autres » comprend les autres produits végétaux et animaux.

Source : FAO (2023), FAOSTAT, « Bilans alimentaires », Bilans alimentaires (base de données), www.fao.org/faostat/fr/#data/FBS ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/ekbyt1>

Dans le même ordre d'idées, la consommation mondiale de produits alimentaires de plus grande valeur augmentera principalement sous l'effet de la hausse des revenus dans les marchés émergents de la région Asie, où environ la moitié de l'augmentation proviendra de l'accroissement de la demande de viande et de poisson en Chine (Graphique 1.9). L'Inde sera à l'origine de la majeure partie de la croissance de la consommation de produits laitiers frais et d'une part importante de la consommation supplémentaire d'huile végétale et de sucre. En Amérique du Nord et en Europe, la croissance des revenus entraînera également un déclin de la demande par habitant de denrées alimentaires de base, en particulier de céréales, et favorisera ainsi l'évolution de la consommation vers des produits alimentaires de plus grande valeur, en particulier vers des produits à forte teneur en micronutriments tels que les fruits, les légumes, les graines et les fruits à coque.

Graphique 1.9. Contribution des régions à la croissance de la demande alimentaire, 2013-22 et 2023-32



Note : chaque bâton représente la hausse de la demande mondiale sur une période de dix ans, ventilée par région, pour l'alimentation humaine uniquement. L'acronyme NENA désigne la région Proche-Orient et Afrique du Nord, telle que définie dans le chapitre 2.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

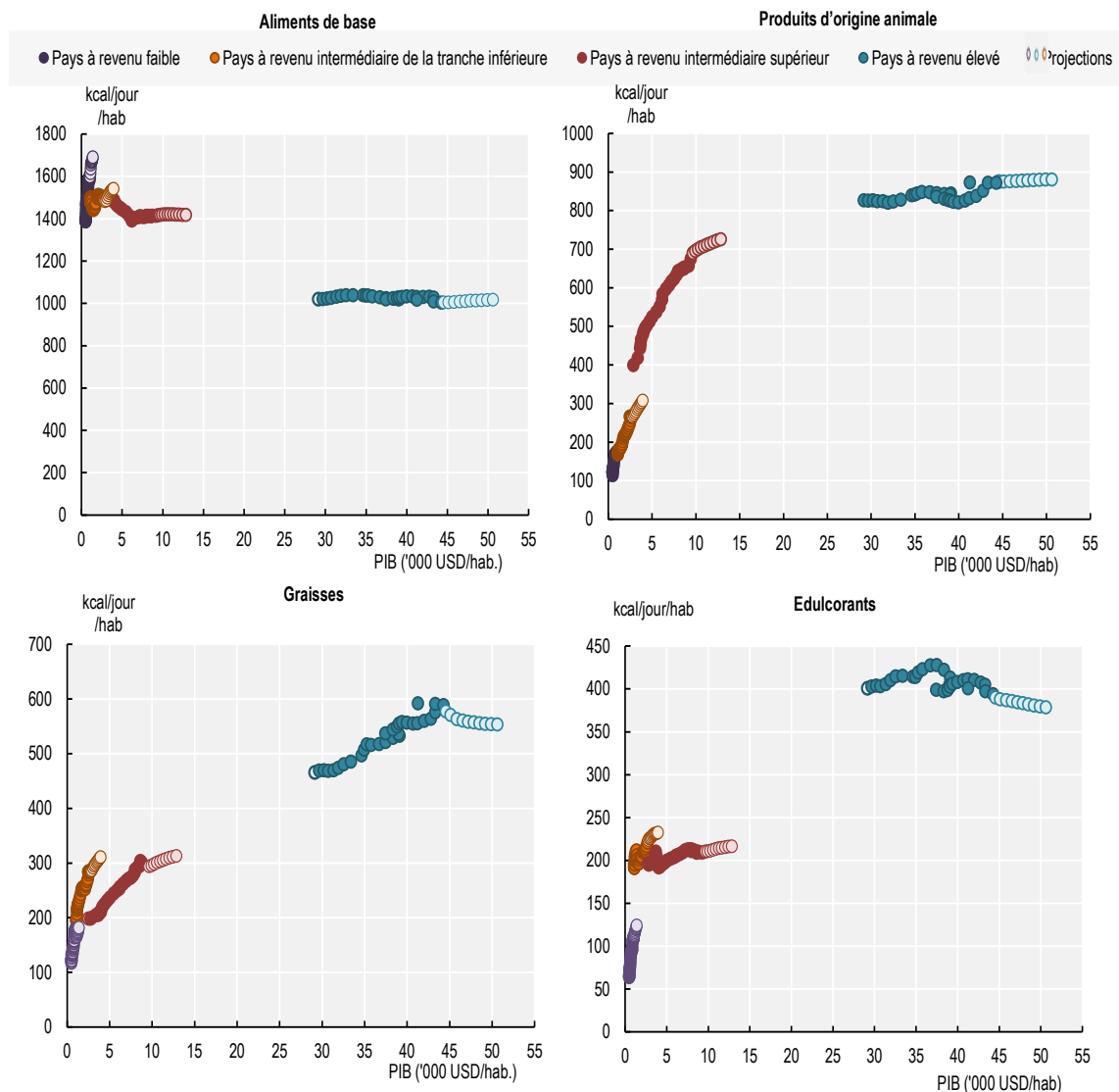
StatLink  <https://stat.link/pw7tkb>

Les projections de consommation sont le reflet des évolutions variables des revenus par habitant et de leur impact respectif sur les habitudes alimentaires (Graphique 1.10). Lorsque les revenus augmentent la consommation des différents groupes d'aliments tend à s'accroître rapidement, ce qui se traduit par une augmentation de la consommation globale de calories. Toutefois, à partir d'un certain niveau de revenu, la croissance de la consommation alimentaire commence à ralentir. Le niveau de revenu à partir duquel ce phénomène se produit ainsi que le rythme du ralentissement varient selon les groupes alimentaires. Ainsi, la variation de la demande des consommateurs en fonction de l'évolution de leurs revenus demeure plus marquée pour les aliments d'origine animale et certains autres produits plus chers que pour les produits de base.

Dans les pays à revenu élevé, on s'attend à une stabilisation de la consommation en raison de la saturation de la plupart des marchés de produits de base. La consommation d'édulcorants et de graisses par habitant devrait diminuer au cours de la prochaine décennie en raison des préoccupations croissantes en matière de santé et des mesures politiques visant à décourager la consommation excessive de ces produits.

Dans les pays à revenu intermédiaire, l'évolution vers les régimes alimentaires des pays à revenu élevé, qui s'éloignent des aliments de base, devrait se poursuivre et la consommation de produits animaux devrait augmenter rapidement. Les pays à faible revenu, quant à eux, continueront à tirer la majeure partie de leurs calories des aliments de base. En raison des contraintes de revenu, on s'attend à une faible croissance de la consommation de produits animaux et d'autres aliments à plus forte valeur ajoutée (par exemple, les fruits et les légumes) dans les pays à faible revenu.

Graphique 1.10. Évolution de la consommation quotidienne de calories par habitant, par groupe d'aliments et niveau de revenu



Note : la consommation par habitant après 2032 est extrapolée à partir de tendances. Les 38 pays et les 11 agrégats régionaux pris en compte dans le scénario de référence sont répartis en quatre catégories de revenus selon leur revenu par habitant en 2018. Les seuils retenus sont les suivants : faible, < 1 550 USD ; intermédiaire de la tranche inférieure, < 3 895 USD ; intermédiaire de la tranche supérieure, < 13 000 USD ; élevé, > 13 000 USD.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/k67pfw>

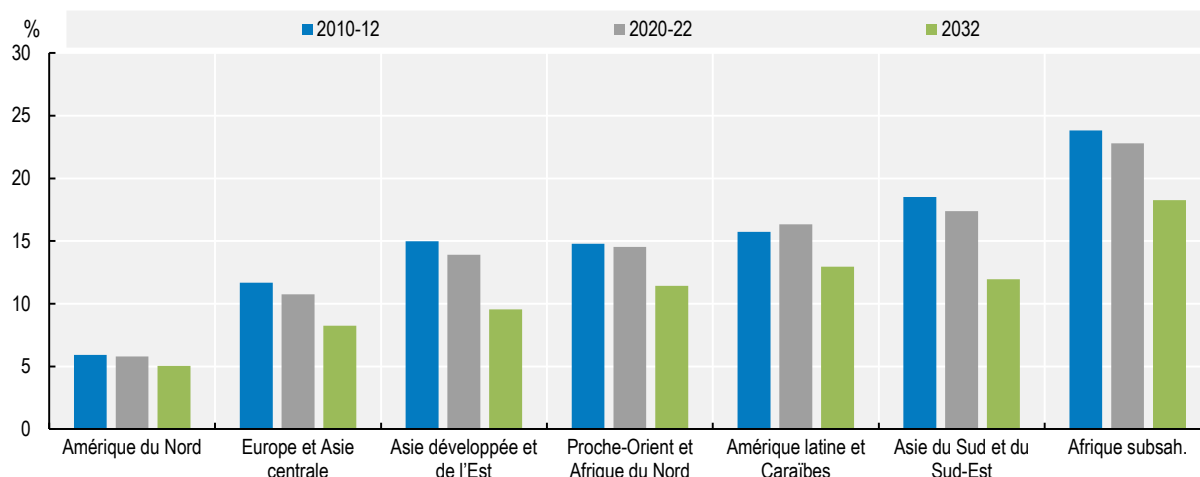
1.2.5. La part des dépenses alimentaires dans les revenus continue de baisser dans les économies émergentes, mais demeure élevée dans les pays les moins avancés

La part du revenu disponible des ménages consacrée à l'alimentation devrait continuer à diminuer dans toutes les régions (Graphique 1.11, les baisses les plus importantes étant prévues dans les économies émergentes d'Asie. Les dépenses moyennes consacrées à l'alimentation devraient tomber à 10 % des dépenses totales des ménages en Asie développée et orientale d'ici 2032, contre 14 % au cours de la

période de référence 2020-2022, et de 17 % au cours de la période de référence à 12 % en 2032 en Asie du Sud et du Sud-Est.

En Afrique subsaharienne, on s'attend à une évolution similaire, mais la région reste celle où la part de l'alimentation dans les dépenses des ménages est la plus élevée, avec 18 % en 2032 (Graphique 1.11). En particulier dans les pays les moins avancés de la région, la part de l'alimentation dans les dépenses des ménages devrait rester élevée et reflète la vulnérabilité des ménages aux chocs des revenus et des prix alimentaires dans les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire.

Graphique 1.11. Part de l'alimentation dans les dépenses des ménages, par région



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/i9tx74>

1.2.6. Prise en compte des pertes et du gaspillage tout au long de la chaîne de valeur alimentaire

Un autre enjeu important, susceptible de compromettre l'efficacité du système alimentaire mondial, concerne les pertes alimentaires tout au long de la chaîne de valeur, ainsi que les aliments gaspillés dans les ménages et les établissements de vente au détail. À travers le monde, environ 14 % des denrées alimentaires, pour une valeur estimée à 400 milliards USD, sont perdues chaque année entre le moment de la récolte et celui de la vente au détail. On estime en outre que 17 % des denrées alimentaires sont gaspillées par les détaillants et les consommateurs. La réduction des pertes et du gaspillage alimentaires constitue un levier important pour l'amélioration générale de la performance des systèmes alimentaires, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la sécurité des aliments, la qualité et la durabilité, ainsi que l'efficacité. L'encadré 1.1 présente la situation actuelle et prévisionnelle quant aux pertes et au gaspillage alimentaires tout au long de la chaîne de valeur, au moment de la vente au détail et au sein des ménages.

Encadré 1.1. Pertes et gaspillage alimentaires : définitions, estimations mondiales et facteurs déterminants

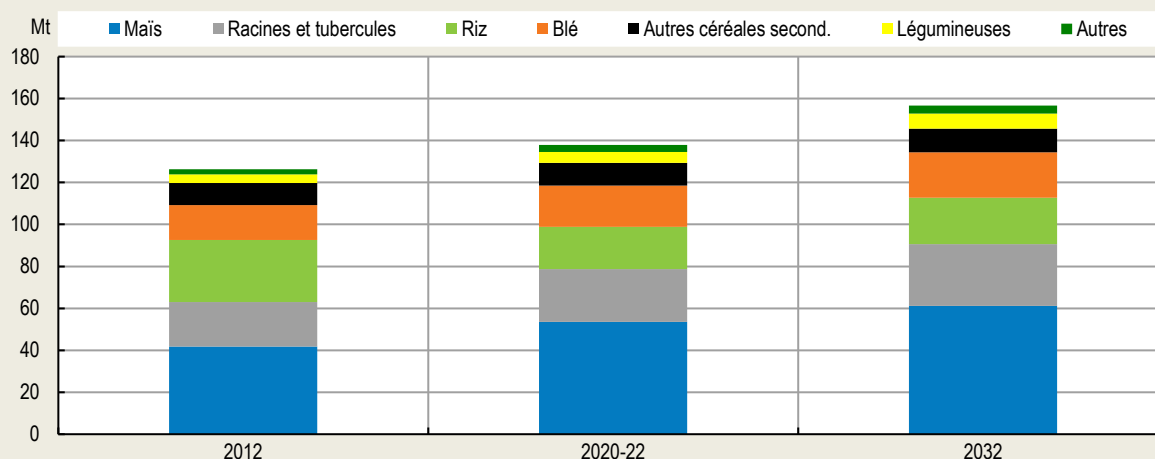
La littérature fournit plusieurs définitions des pertes et gaspillages alimentaires (PGA), ce qui complique leur analyse (FAO, 2019^[1]). Les pertes et gaspillages alimentaires comprennent les plantes et les animaux produits ou récoltés pour la consommation humaine, mais qui ne sont en fin de compte pas utilisés à cette fin (Lipinski et al., 2013^[2]) ; cela exclut les matières destinées à des fins non alimentaires telles que les cultures pour les biocarburants (FAO, 2011^[3]) (FAO, 2019^[1]). Étant donné que les produits agricoles sont considérés comme des denrées alimentaires lorsqu'ils sont prêts à être récoltés ou abattus, les pertes de rendement résultant de phénomènes météorologiques ou de maladies sont exclues (Beausang, Hall et Toma, 2017^[4]). Certaines études ont défini ces termes en fonction de l'étape à laquelle la perte ou le gaspillage se produit dans la chaîne de valeur alimentaire (graphique 1.14). Les études de la (FAO, 2011^[3]) ; (Kummu et al., 2012^[5]) et (Parfitt, Barthel et Macnaughton, 2010^[6]) ont souligné que les *pertes* alimentaires surviennent aux premiers maillons de la chaîne de valeur, notamment lors de la production primaire, des activités consécutives à la récolte et de la transformation, tandis que les *gaspillages* alimentaires interviennent plus tard, lors de la vente au détail et de la consommation par les ménages. Les aliments destinés à la consommation humaine mais détournés pour l'alimentation animale sont exclus de la définition (*gaspillages*) lorsque les animaux continuent à faire partie de la chaîne de valeur alimentaire (Beausang, Hall et Toma, 2017^[4]).

Bien que les définitions figurant dans plusieurs études fassent la distinction entre les pertes et les gaspillages alimentaires, il n'existe pas de base de données permettant d'évaluer séparément ces deux catégories au fil du temps. En outre, les données disponibles ne font pas de distinction explicite entre les pertes et le gaspillage alimentaires. Les données relatives aux pertes ou aux gaspillages alimentaires sont généralement présentées sous forme de pourcentage de perte ou de quantité (en tonnes). La plupart des documents fournissant des estimations sur les pertes alimentaires contiennent des données à partir de 2005, les publications les plus nombreuses étant postérieures à 2015. Selon le rapport La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (FAO, 2019^[1]), seuls 39 pays ont officiellement communiqué des données annuelles sur les pertes alimentaires entre 1990 et 2017. Les études de cas peuvent couvrir les pertes relatives à des maillons spécifiques de la chaîne de valeur, mais elles diffèrent d'un cas à l'autre. Le rapport du PNUE sur l'indice alimentaire (UNEP, 2021^[7]) et le rapport 2022 sur les objectifs de développement durable (ODD) préparé par la FAO sont des exemples de sources qui fournissent des estimations mondiales sur la perte de poids des animaux. Selon (UNEP, 2021^[7]), les gaspillages alimentaires mondiaux s'élèvent à 931 Mt par an – générés par les ménages (61 %), la distribution (26 %) et les industries de services alimentaires (13 %). Selon le rapport 2022 sur l'état d'avancement des ODD, les pertes alimentaires mondiales sont restées stables entre 2016 et 2020, avec des variations importantes entre les régions et les sous-régions. Le pourcentage de nourriture perdue en 2020 était de 13,3 %, contre 13 % en 2016 (FAO, 2022^[8]).


Le Graphique 1.12 présente les pertes le long de la chaîne de valeur pour les principales cultures. Les pertes totales de la chaîne de valeur des principales cultures sont estimées à 137,9 millions de tonnes au cours de la période de référence et devraient augmenter jusqu'à 157 millions de tonnes d'ici à 2032.

Le Graphique 1.13 illustre les gaspillages alimentaires lors de la distribution des principales denrées alimentaires. Les fruits et légumes représentent plus de la moitié du total des gaspillages liés à la distribution. Le riz et le blé, qui sont les principales denrées de base, contribuent également de manière substantielle au total des gaspillages liés à la distribution (22 % au cours de la période de référence), qui devrait passer de 180 millions de tonnes au cours de la période de référence à 234 millions de tonnes d'ici à 2032.

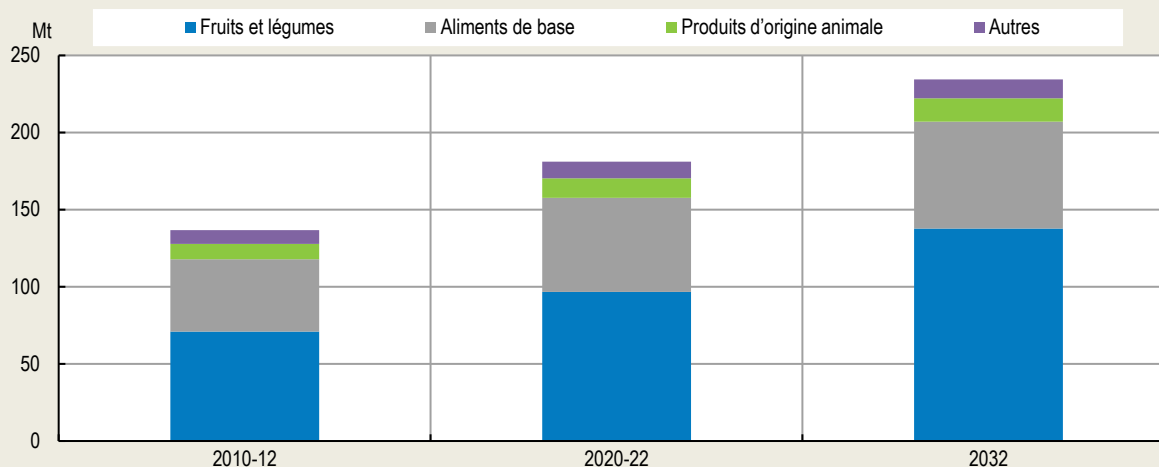
Graphique 1.12. Pertes mondiales d'aliments de base et d'autres récoltes tout au long de la chaîne de valeur



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/a2f3gi>

Graphique 1.13. Gaspillage lié à la distribution alimentaire mondiale



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

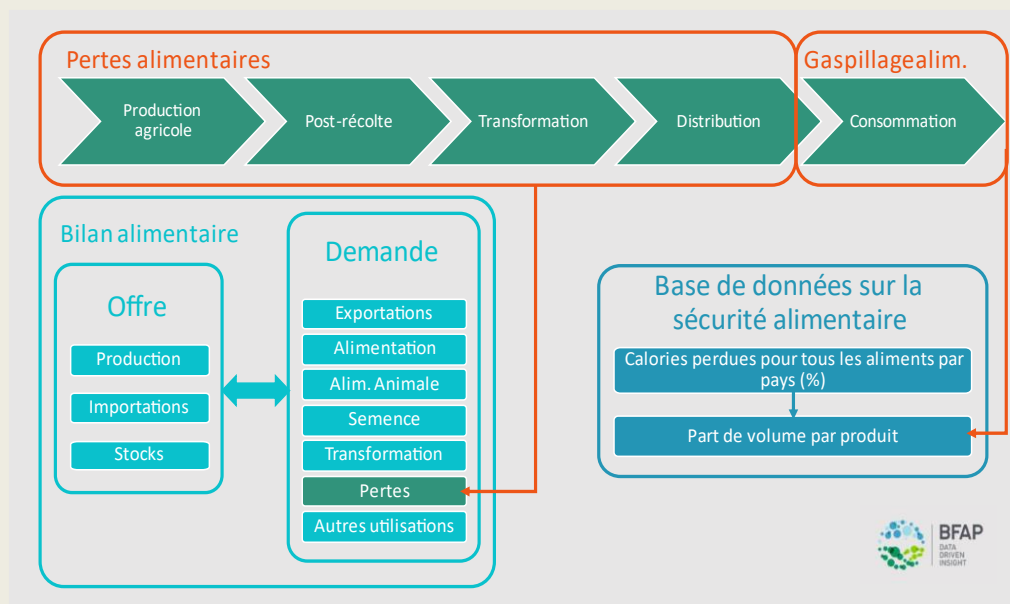
StatLink  <https://stat.link/56qgmd>

La littérature fait état de six facteurs principaux à l'origine des pertes et gaspillages alimentaires. Il s'agit des facteurs économiques, tels que la mondialisation, l'urbanisation, l'industrialisation, l'augmentation des revenus et, par conséquent, les transitions alimentaires ; les pertes post-récolte et les inefficacités de la chaîne de valeur sous la forme d'un accès limité aux infrastructures, à la technologie et aux marchés ; les spécifications de commercialisation, y compris la qualité des produits et les normes des détaillants ; les facteurs naturels ou environnementaux, tels que le changement climatique et la

périssabilité des produits ; la législation, telle que les politiques agricoles et de sécurité alimentaire ; et les inefficacités techniques, la mauvaise gestion, la mauvaise planification et la mauvaise manipulation.

Afin de tenir compte des pertes et gaspillages alimentaires, la première étape a été la compilation d'une base de données combinant les sources de données existantes sur les pertes et gaspillages alimentaires. Le Graphique 1.14 illustre comment les pertes citées dans la base de données du bilan alimentaire de la FAO se rapportent aux définitions des pertes et gaspillages alimentaires tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, comme énoncé plus haut. Les pertes indiquées dans la base de données du bilan alimentaire sont censées couvrir toutes les pertes alimentaires jusqu'au point de vente au détail de la chaîne de valeur alimentaire.

Graphique 1.14. Pertes et gaspillage alimentaires le long de la chaîne de valeur alimentaire



Différentes approches ont été utilisées pour estimer la part des pertes et gaspillages alimentaires au niveau de la distribution. Pour chaque groupe d'aliments, nous avons dérivé une équation reliant la part des pertes alimentaires aux variables macroéconomiques pertinentes (sélectionnées pour représenter les facteurs de pertes alimentaires identifiés dans la littérature) afin d'estimer la part des pertes alimentaires pour chaque pays.

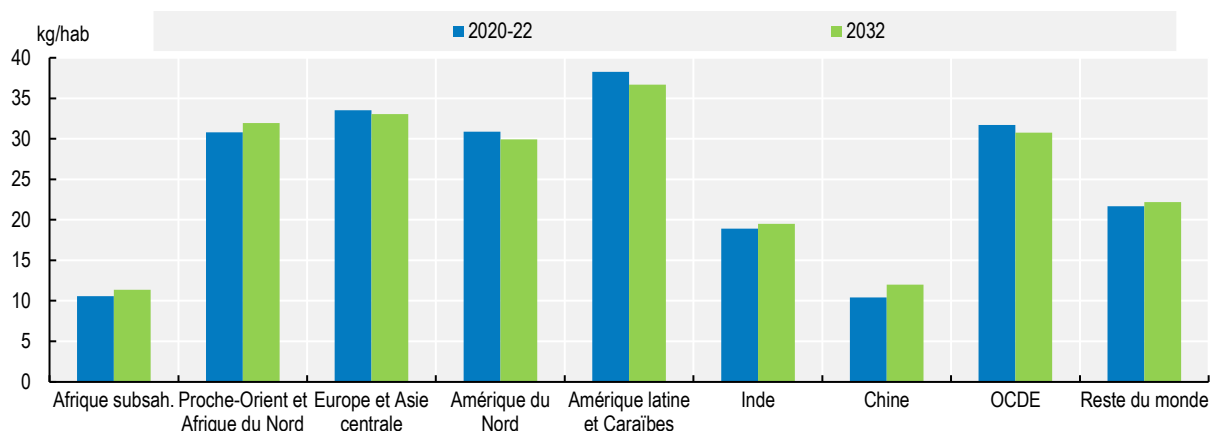
La base de données de la FAO sur la sécurité alimentaire comprend un pourcentage de calories totales perdues pour tous les produits alimentaires par pays. Ce pourcentage a été utilisé pour estimer la part de gaspillage de la consommation pour chaque produit en utilisant l'étude (Oelosfe et al., 2021^[9]) pour "traduire" la part de perte calorique totale par produit alimentaire en une part de volume de gaspillage alimentaire par groupe d'aliments.

1.2.7. Évolution de la consommation de sucre

La consommation mondiale de sucre devrait continuer à augmenter, principalement en raison de l'accroissement substantiel de la consommation totale dans les régions appelées à connaître une forte croissance démographique, notamment l'Afrique subsaharienne, l'Asie et le Pacifique et le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (Graphique 1.16). Toutefois, l'augmentation générale de la consommation moyenne de sucre devrait être atténuée par une baisse de la consommation par habitant dans les pays à revenu

élevé, reflétant les préoccupations croissantes des consommateurs en matière de santé et les mesures mises en œuvre au niveau national pour décourager la consommation de sucre. Le rythme de croissance de la consommation devrait ralentir dans presque toutes les régions du monde par rapport à la décennie précédente.

Graphique 1.15. Évolution de la consommation de sucre par habitant, par région du monde (2020-22 à 2032)



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

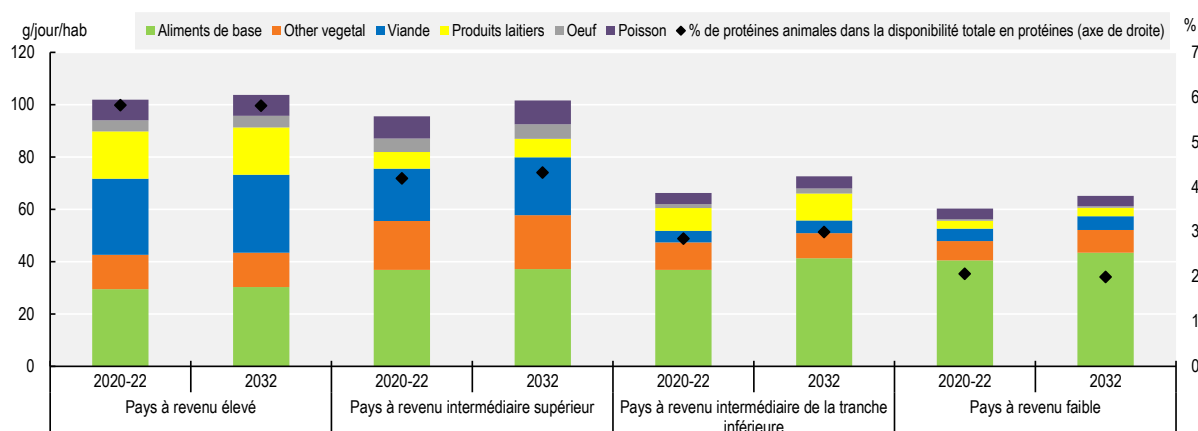
StatLink  <https://stat.link/dlc59f>

1.2.8. Évolution de la consommation de protéines

En réponse à l'évolution des préférences alimentaires des consommateurs de plus en plus aisés et soucieux de leur santé dans les pays à revenu élevé et les pays émergents, la disponibilité totale des sources de protéines par habitant devrait augmenter au niveau mondial pour atteindre 88.4 g par jour en 2032, contre 83.9 g par jour au cours de la période de référence. Toutefois, les différences régionales en matière de composition des sources de protéines persisteront, l'Afrique subsaharienne et le Proche-Orient et l'Afrique du Nord devant rester fortement dépendants des protéines d'origine végétale en raison des revenus moyens nettement inférieurs des ménages (Graphique 1.16). Cependant, les protéines animales continueront de représenter l'essentiel de la consommation de protéines dans les régions à revenu élevé d'Amérique du Nord, ainsi que d'Europe et d'Asie centrale.

Environ deux tiers de la viande devraient être consommés par un tiers de la population mondiale en 2032, ce qui ne représente qu'une légère amélioration par rapport à la période de référence. La consommation élevée par habitant dans les pays à revenu élevé en est la principale raison. Dans certains pays comme la Chine, bien que la consommation par habitant soit comparativement faible, la consommation totale de viande sera substantielle compte tenu de la taille de leur population (Graphique 1.17).

Graphique 1.16. Contribution des sources de protéines à la consommation alimentaire journalière totale par habitant

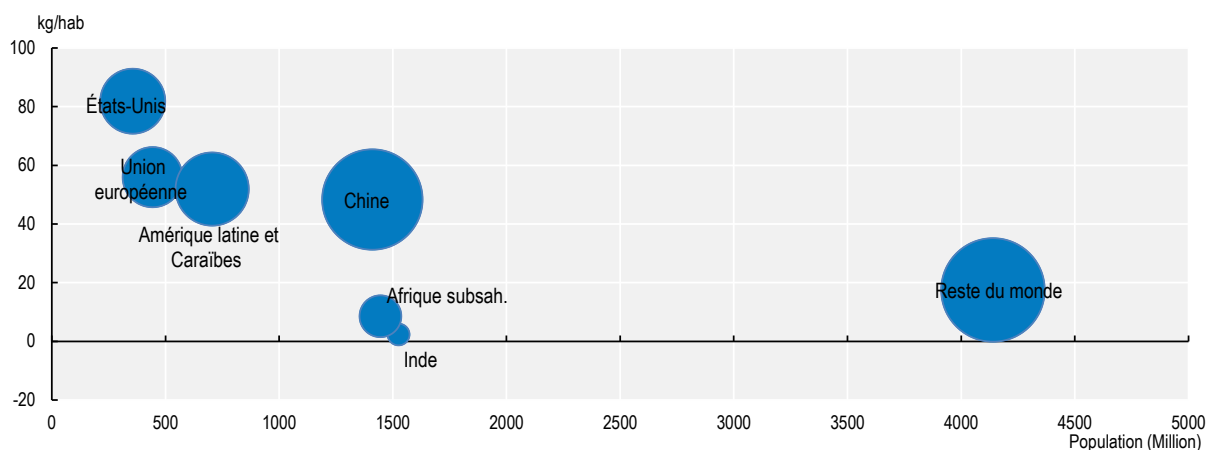


Note : Les aliments de base comprennent les céréales, les légumineuses et les racines et tubercules.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/2xhjyn>

Graphique 1.17. Consommation de viande dans les plus grands pays consommateurs, 2032



Note : la taille des bulles représente la consommation de viande (Mt)

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/z1ixp5>

Au cours de la période de projection, en raison de l'augmentation des revenus par habitant au niveau mondial, les protéines animales devraient voir leur part augmenter dans la disponibilité journalière totale de protéines par habitant. La hausse de leur consommation sera particulièrement prononcée dans les régions Asie et Amérique latine et les Caraïbes, où l'on s'attend à ce que la disponibilité journalière par habitant de viande et de poisson augmente de 11-13 % et 6-4 %, respectivement. La croissance de la demande de viande et de poisson en Chine, qui découle de la hausse des revenus et devrait se traduire par des augmentations respectives de 12 % et 14 % de la disponibilité journalière par habitant d'ici 2032, sera le principal facteur de cette évolution. Toutefois, en ce qui concerne l'augmentation prévue de la

consommation de viande en Chine, il est important de noter qu'elle partira d'une base plus faible à la suite du choc récent causé par l'apparition de la peste porcine africaine.

Dans l'ensemble, la croissance de la demande moyenne mondiale de viande devrait augmenter de 2.5 % au cours de la période de projection, soit une augmentation de 0.7 kg par habitant et par an en équivalent poids de viande désossée au détail, pour atteindre 29.5 kg par an d'ici à 2032. La croissance de la consommation dans les pays à revenu intermédiaire, telle que décrite ci-dessus, sera à l'origine d'une part importante de cette augmentation. Toutefois, compte tenu des dépenses de consommation élevées et croissantes et du ralentissement de la croissance des revenus, les *Perspectives* de cette année indiquent que la croissance de la demande mondiale de viande sera nettement plus lente qu'au cours de la dernière décennie. Les dépenses en viande représentent une part importante du panier alimentaire dans les pays à revenu intermédiaire ou élevé. Compte tenu des fortes pressions liées à l'inflation et de la baisse du pouvoir d'achat, on s'attend à ce que les consommateurs réorientent de plus en plus leurs dépenses vers des viandes et des découpes de viande moins chères et à ce qu'ils réduisent potentiellement leur consommation totale de viande, ainsi que leur consommation de viande hors du foyer.

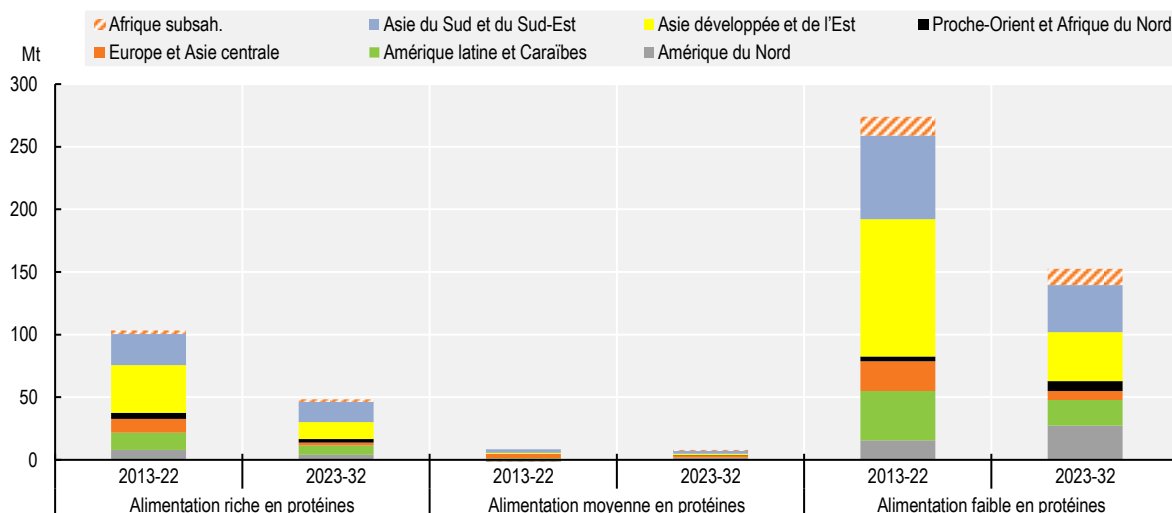
Pour ce qui est de la substitution entre types de viande, les préoccupations environnementales et sanitaires croissantes devraient en outre éloigner les consommateurs de la viande rouge, notamment de la viande bovine, et favoriser d'autres produits plus maigres et plus respectueux de l'environnement, notamment la volaille et le poisson. Ces changements seront particulièrement nets en Europe et en Amérique du Nord, où les consommateurs sont de plus en plus conscients des problèmes sanitaires et environnementaux. La demande de volaille en Afrique subsaharienne, quant à elle, sera principalement stimulée par le prix de la volaille, plus abordable que le bœuf.

1.2.9. Perspectives mondiales de l'utilisation de produits agricoles pour l'alimentation animale

La demande d'aliments pour animaux dépend de deux facteurs : le volume de production de produits d'origine animale et l'utilisation d'aliments pour animaux par unité de production. Au cours de la période de projection, l'augmentation de la production de produits d'origine animale et l'intensification continue du secteur de l'élevage entraîneront une augmentation de la demande d'aliments pour animaux dans la plupart des régions du monde (Graphique 1.19). Dans la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire, on prévoit une croissance modérée à forte de la consommation d'aliments pour animaux au cours de la prochaine décennie, comparable ou supérieure à la croissance de la production animale, à mesure que ces pays s'orientent vers des systèmes de production plus commercialisés et plus intensifs en aliments pour animaux. En Asie du Sud-Est, notamment, la hausse de la production animale devrait doper la demande d'importations de tourteaux protéiques. En Chine, au contraire, la croissance de la demande devrait considérablement ralentir sous l'effet de l'amélioration de l'efficacité alimentaire et des actions engagées pour abaisser la part des tourteaux protéiques dans les rations alimentaires animales.

Dans les pays à revenu élevé, la consommation d'aliments pour animaux, qu'il s'agisse de tourteaux protéiques ou de céréales, devrait augmenter plus lentement, car les améliorations apportées à la génétique animale, à la technologie d'alimentation animale et à la gestion des cheptels continueront à générer des gains d'efficacité substantiels dans l'élevage et la production laitière. L'amélioration de l'efficacité de la production signifie également qu'un même volume de production peut être obtenu avec des cheptels plus petits, ce qui entraîne une réduction des cheptels, en particulier dans le secteur de la production laitière. En particulier, dans l'Union européenne, deuxième utilisateur mondial de tourteaux protéiques, la consommation devrait reculer à mesure que la hausse de la production animale ralentit et que la part d'autres sources de protéines s'accroît dans les aliments pour animaux (Graphique 1.19).

Graphique 1.18. Demande d'aliments pour animaux par composition et par région, 2013-22 et 2023-32

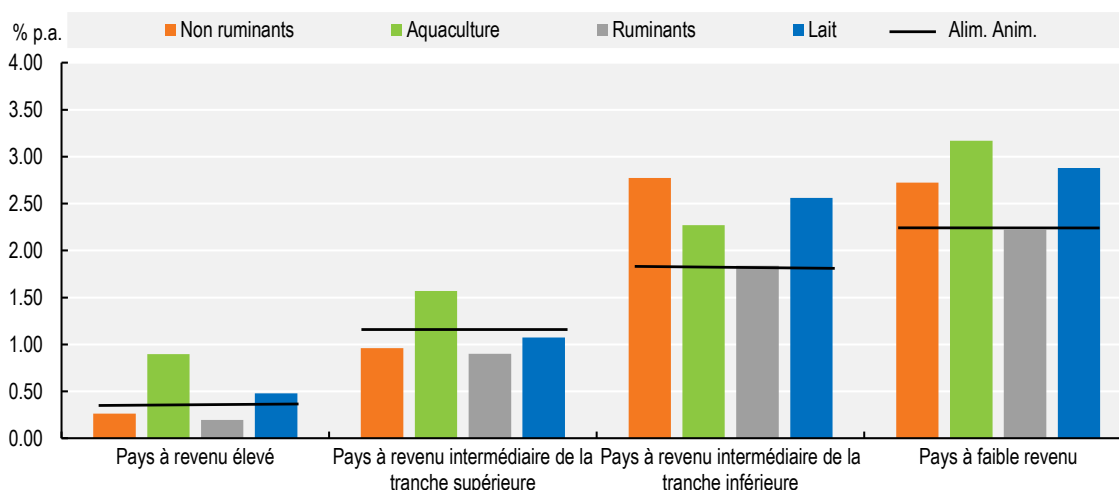


Note : Les aliments à faible valeur protéique incluent le maïs, le blé, les autres céréales secondaires, le riz, le son de céréales, la pulpe de betterave, la mélasse, et les racines et tubercules. Les aliments à moyenne valeur protéique incluent les drêches séchées de distillerie, les légumineuses, et le lactosérum en poudre. Les aliments à forte valeur protéique incluent les tourteaux protéiques, les farines de poisson et le lait écrémé en poudre.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/jguiv8>

Graphique 1.19. Évolution annuelle de la consommation d'aliments pour animaux et de la production animale, 2023-32



Note : Les ruminants comprennent la viande bovine et la viande ovine. Les non-ruminants comprennent la viande de volaille et de porc. Les barres montrent les variations annuelles des volumes de production pour les différents produits de l'élevage. La ligne noire montre les variations annuelles de l'utilisation des aliments pour animaux.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

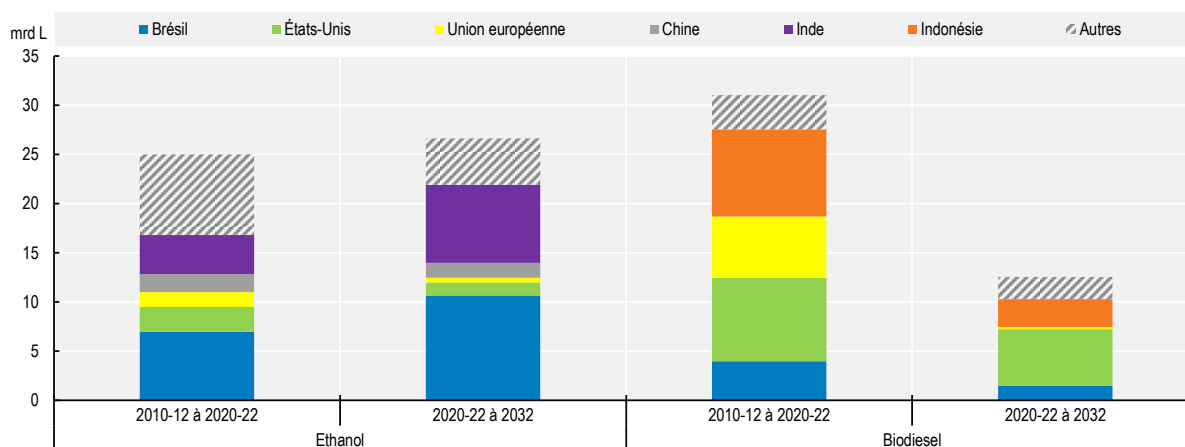
StatLink  <https://stat.link/x7t6hd>

1.2.10. Perspectives mondiales de l'utilisation industrielle de produits agricoles


Les biocarburants sont depuis quelques années le principal débouché industriel des produits agricoles. Leur production passe par l'utilisation directe de céréales et de plantes sucrières, mais aussi de produits transformés comme la mélasse et diverses huiles végétales. La demande de biocarburants est largement déterminée par la demande de carburant pour les transports et par les politiques internes de soutien. Au cours de la prochaine décennie, l'utilisation mondiale de biocarburants devrait continuer à augmenter considérablement, principalement en raison de la demande supplémentaire de biocarburants dans les pays à revenu intermédiaire, où des taux d'incorporation plus élevés sont appliqués parallèlement à l'octroi de subventions pour la production nationale et à l'utilisation de carburants mélangés (Graphique 1.20). L'augmentation substantielle de la production de biodiesel aux États-Unis découlant de nouveaux objectifs et de l'application accrue des programmes fédéraux et d'État en faveur des carburants renouvelables, ainsi que des crédits d'impôt pour le diesel à base de biomasse (dans le cadre de la loi américaine sur la réduction de l'inflation de 2022), générera une demande supplémentaire. En revanche, dans d'autres pays à revenu élevé, notamment dans l'Union européenne, la croissance de la demande sera bridée par la régression de la demande de carburant pour les transports et la diminution des mesures d'incitation. Dans l'Union européenne, la Directive révisée sur les énergies renouvelables (DER II) classe le biodiesel à base d'huile de palme dans la catégorie des biocarburants à risque élevé de changement indirect d'affectation des terres. En conséquence, l'utilisation de biodiesel à base d'huile de palme devrait diminuer, ce qui entraînera une légère diminution de l'utilisation totale de biodiesel dans l'Union européenne. Néanmoins, la part du biodiesel dans la consommation totale de diesel devrait augmenter au cours de la prochaine décennie.

Dans le même temps, la consommation de carburant pour les transports devrait augmenter au Brésil, en Argentine, en Colombie et au Paraguay au cours des prochaines années, et l'utilisation de l'éthanol et du biodiesel devrait augmenter en conséquence. En Indonésie, le taux d'incorporation devrait rester supérieur à 30 % (B30), tandis que l'utilisation du diesel et du biodiesel devrait augmenter. Dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, le biodiesel devrait gagner en popularité en raison de la croissance de la demande de carburant pour les transports et de l'utilisation industrielle. En Inde, la production d'éthanol de canne à sucre devrait largement contribuer à atteindre un taux d'incorporation de 16 % à l'horizon 2025, tandis que la cible E20 devrait être atteinte d'ici à 2032.

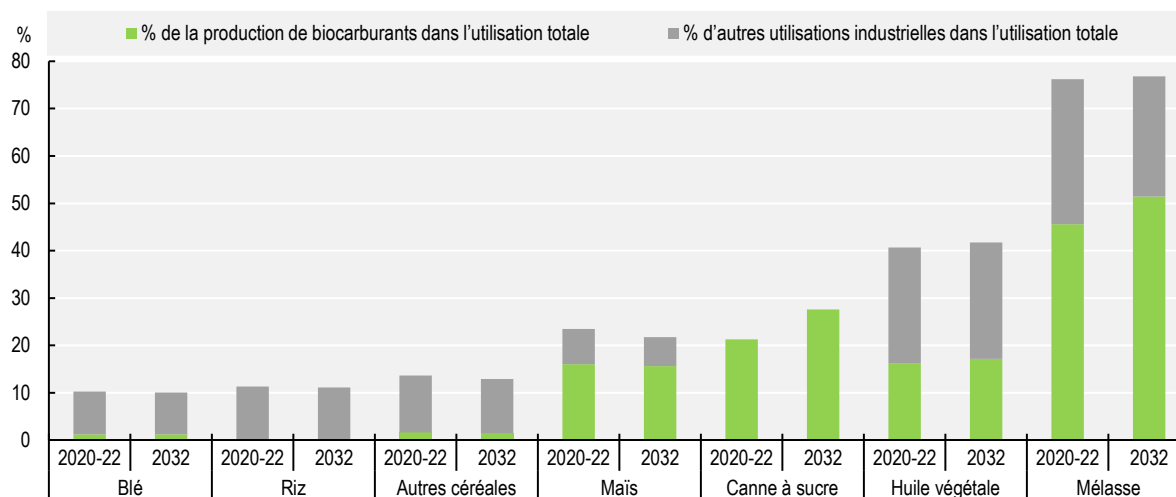
Graphique 1.20. Évolution de la consommation de biocarburants dans les principales régions



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/z4bqfo>

Graphique 1.21. Part de la production de biocarburants et des autres utilisations industrielles dans l'utilisation totale de produits agricoles



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/txrfb8>

Les produits agricoles sont également utilisés comme matières premières pour d'autres applications industrielles, notamment dans les industries des matériaux (plastique, vêtements, peinture), de la biochimie et de la biopharmacie. Les « autres utilisations », principalement des applications industrielles de produits agricoles de base fournis par les exploitations commerciales, comme les céréales secondaires servant à produire de l'amidon, sont, elles aussi, de plus en plus importantes depuis quelques années et elles devraient occuper davantage de place encore à l'avenir.

1.2.11. Incertitudes relatives à la demande mondiale de produits agricoles

Les projections à moyen terme présentées dans les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* reposent sur l'hypothèse d'une reprise rapide des pressions inflationnistes, d'un maintien des politiques en place et d'une lente évolution des préférences des consommateurs au cours de la prochaine décennie. Ces hypothèses introduisent une certaine incertitude dans les projections de la demande de produits agricoles.

Outre les conflits et les tensions géopolitiques, la menace la plus grave qui pèse actuellement sur la consommation de produits agricoles, ainsi que sur la consommation de denrées alimentaires en particulier, réside dans les répercussions économiques négatives de la persistance de taux d'inflation élevés et d'une éventuelle récession mondiale. Au moment de la rédaction du présent rapport, les prix de référence mondiaux en valeur réelle devaient diminuer légèrement, mais les prix à la consommation pourraient évoluer d'une autre manière, comme le décrit plus en détail la section sur les prix. L'incertitude vient en outre du fait que de nombreux autres facteurs tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, y compris le pouvoir de marché dans les secteurs de la transformation et de la vente au détail, peuvent contribuer à l'inflation des prix alimentaires. Il est difficile de savoir comment les signaux de prix de référence mondiaux influenceront le marché, et si les entreprises cesseront d'évaluer les prix en vue de réaliser des bénéfices, ce qui pourrait entraîner des pressions durables sur les coûts.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a démontré ses implications économiques mondiales et menace potentiellement le bon fonctionnement des systèmes alimentaires locaux et mondiaux. Associé à d'autres incertitudes telles que le changement climatique, les conséquences négatives de tous ces facteurs sur la

croissance économique mondiale pourraient entraîner une récession mondiale, ce qui suggère que les projections de croissance des revenus qui sous-tendent les présentes *Perspectives* pourraient ne pas se concrétiser. À cet égard, les perspectives réduites à court terme pourraient entraîner un ajustement à la baisse de la demande alimentaire mondiale, avec des ajustements différents selon les produits de base. En outre, la dernière révision des projections démographiques des Nations Unies a entraîné une révision à la baisse de la croissance démographique dans certains pays (en Chine, par exemple) et laisse entrevoir la possibilité, bien que négligeable, d'une croissance démographique plus faible que prévu à l'avenir, ce qui aurait pour conséquence directe une croissance moins forte de la demande mondiale de denrées alimentaires. Les chocs sur les revenus et les prix des denrées alimentaires, en particulier dans les pays où la part de l'alimentation dans les dépenses est élevée, constituent une menace supplémentaire, de même que le risque de nouvelles épidémies susceptibles de perturber la santé humaine ou la production de produits agricoles.

Les préoccupations croissantes en matière d'environnement et de santé, ainsi que de bien-être animal, devraient influencer de plus en plus les choix des consommateurs et entraîner une demande croissante de produits de plus grande valeur, tels que la volaille, le poisson, les fruits, les légumes, les noix et les graines, ainsi que de produits alimentaires alternatifs, tels que les substituts de produits laitiers, les aliments sans gluten et les substituts de viande végétaliens. Ces évolutions en cours pourraient avoir un impact significatif sur la demande de produits agricoles à l'avenir, notamment en ce qui concerne la consommation de produits ayant une forte empreinte environnementale ou des effets supposés néfastes sur la santé, tels que l'huile de palme, le coton, le bœuf et le sucre. En revanche, la demande d'aliments certifiés et d'alternatives végétariennes et végétaliennes, souvent présentées comme plus nutritives et plus respectueuses de l'environnement, pourrait augmenter. Toutefois, il convient de tenir compte des compromis potentiels entre les régimes alimentaires plus sains et plus durables basés sur l'analyse du cycle de vie. Par exemple, si une augmentation de la consommation de fruits et légumes peut être souhaitable du point de vue de la santé, l'utilisation généralement intensive de produits agrochimiques et d'eau pour leur culture, ainsi que les fortes émissions dues à la chaîne du froid et au transport, ne sont pas forcément souhaitables du point de vue de l'environnement. Par ailleurs, une réduction de la consommation de viande et de produits laitiers dans les populations où elle est très élevée peut présenter des avantages nets.

1.3. Production

Cette section présente les projections relatives à la production de cultures, de bétail et de produits de la pêche et de l'aquaculture couvertes dans les *Perspectives*. Elle examine également les facteurs sous-jacents de la production, à savoir les rendements et l'intensité des cultures, l'utilisation des terres agricoles dans le secteur de l'agriculture, ainsi que le nombre d'animaux d'élevage et la production par animal dans le secteur de l'élevage.

Au cours de la prochaine décennie, la production globale (mesurée en prix constants) de cultures, de bétail et de produits de la pêche et de l'aquaculture étudiée dans les *Perspectives* devrait augmenter de 1.1 % par an, un rythme plus lent que celui des décennies précédentes. La réduction des incitations à la croissance est due à l'affaiblissement des recettes brutes attendues par les producteurs, tant en ce qui concerne l'évolution des ventes que celle des coûts. Le produit des ventes de la production ne devrait pas connaître de croissance soutenue, en raison de la stagnation ou de la légère baisse des prix mondiaux en valeur réelle, ainsi que du ralentissement de la croissance démographique. Le coût des intrants devrait augmenter, notamment en raison de l'articulation entre les prix de l'énergie et des engrais et du durcissement des réglementations environnementales.

Les pays à revenu intermédiaire ou faible, notamment la Chine, l'Inde et d'autres pays asiatiques, continueront à être les moteurs de la croissance (Graphique 1.22). D'ici à 2032, l'ensemble de la région

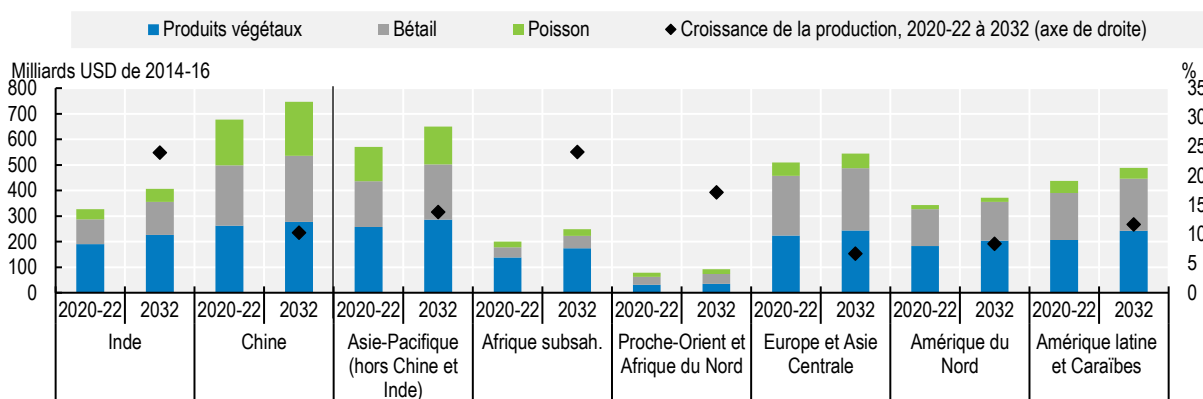
asiatique devrait produire plus de la moitié de la production végétale mondiale, près de la moitié de la production animale et près des trois quarts de la production halieutique et aquacole. La croissance de la production sera presque entièrement due à la productivité dans cette région aux ressources limitées.

La production devrait augmenter sensiblement dans les régions Afrique subsaharienne et Proche-Orient et Afrique du Nord, bien que partant d'une base peu élevée. Dans ces régions agricoles, la majeure partie de la production provient des cultures, mais la production de bétail de plus grande valeur devrait connaître une croissance accélérée au cours de la prochaine décennie en raison de l'augmentation rapide de la population et de l'urbanisation. En Afrique subsaharienne, la croissance de la production végétale sera soutenue par l'expansion des superficies, l'évolution de la gamme des cultures et les gains de productivité. Les produits laitiers seront quant à eux à l'origine d'une grande partie de la croissance de la production animale. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la croissance de la production végétale reposera quant à elle sur les gains de productivité, car la région est confrontée à de graves contraintes en matière de disponibilité d'eau et de terres arables. La production de volaille sera à l'origine de la majeure partie de l'augmentation de la production animale.

La région Europe et Asie centrale devrait connaître la plus faible croissance de la production, principalement sous l'influence de l'Asie centrale et de l'Europe de l'Est. La croissance proviendra essentiellement des gains de productivité, car le déclin à long terme de l'utilisation des terres agricoles devrait se poursuivre, mais des réglementations plus strictes en faveur de la durabilité environnementale et du bien-être animal exerceront une pression à la baisse sur l'amélioration des rendements.

La croissance de la production en Amérique du Nord devrait également être limitée. La production végétale devrait croître plus rapidement que la production animale, inversant ainsi la tendance de la dernière décennie. La croissance de la production sera stimulée par les gains de productivité.

Graphique 1.22. Tendances de la production agricole mondiale



Note : Ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Valeur de la production agricole » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux autres produits ont été obtenues par extrapolation. La valeur nette de la production repose sur les estimations des auteurs de l'utilisation de semences et aliments pour animaux autoproduits. Elles sont exprimées en USD aux prix constants de 2014-16.

Source : FAO (2023), FAOSTAT, « Production », Valeur de la production agricole (base de données), www.fao.org/faostat/fr/#data/QV ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/mjs9hd>

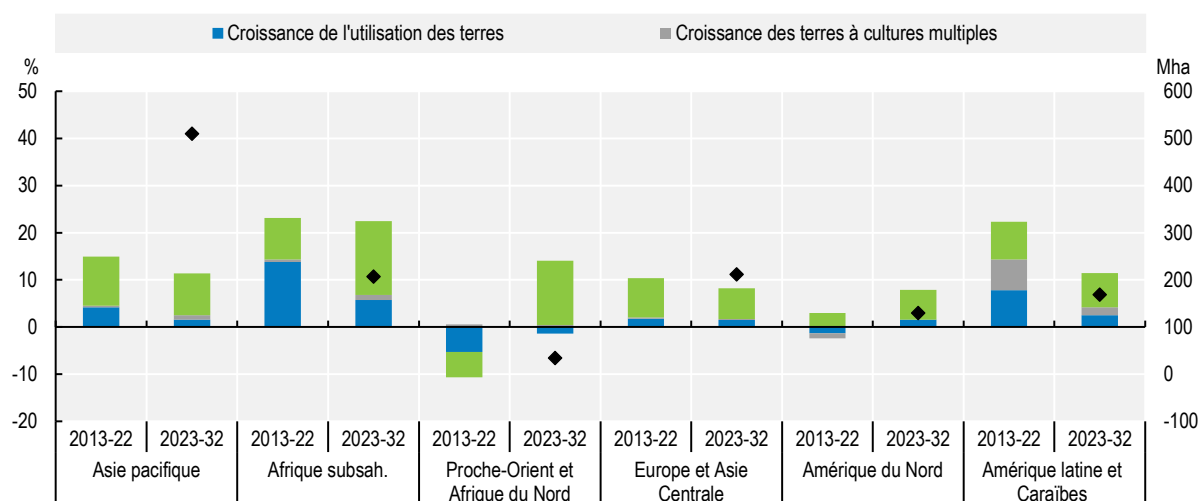
En Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance de la production devrait également ralentir par rapport à la dernière décennie. Cette croissance devrait provenir principalement de la production végétale. L'abondance des terres dans la région contribue à la forte croissance de la production agricole, qui découle

de l'expansion et de l'intensification des cultures. Les gains de rendement devraient cependant jouer un rôle plus important, notamment en raison de l'augmentation rapide attendue de l'épandage. Malgré un ralentissement de la croissance de la production animale, la région continuera à contribuer largement à la production mondiale.

1.3.1. Les améliorations de la productivité sont le moteur de la hausse de la production végétale

Dans l'ensemble, la production végétale devrait augmenter légèrement plus vite (1.2 % par an) que la production animale, halieutique et aquacole (1.1 % par an pour chaque catégorie), maintenant la tendance de la dernière décennie. Cette évolution est due aux gains de productivité découlant principalement de l'évolution des rendements et, dans une moindre mesure, à l'intensification des cultures plutôt qu'à l'utilisation des terres, mais on observe d'importantes variations régionales et sectorielles (Graphique 1.23).

Graphique 1.23. Sources de croissance de la production agricole



Note : le graphique indique la décomposition de la croissance totale de la production (2013-22 et 2023-32) en agrandissement des surfaces, intensification moyennant le développement des cultures successives et amélioration des rendements. Il porte sur les cultures suivantes : coton, maïs, autres céréales secondaires, autres oléagineux, légumineuses, riz, racines et tubercules, soja, betterave sucrière, canne à sucre, blé et huile de palme.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/rowqum>

En Afrique subsaharienne, la croissance des rendements devrait presque doubler pour atteindre 16 % au cours de la prochaine décennie, contre 8 % au cours de la précédente. Les investissements dans des variétés de cultures adaptées et améliorées au niveau local, l'accès accru aux engrais, mais aussi la consolidation des titres de propriété foncière permettant une agriculture mécanisée à plus grande échelle stimuleront la croissance de la production agricole. L'Afrique subsaharienne est la région qui compte le plus grand nombre de terres agricoles inexploitées, et l'expansion des superficies récoltées a été un moteur important de la croissance de la production au cours de la dernière décennie. Toutefois, le rôle de l'expansion des terres dans la croissance de la production devrait diminuer, car il est de plus en plus difficile de convertir des terres à des usages agricoles, la plupart d'entre elles se trouvant dans des régions inaccessibles, dans des zones de conflit ou dans des zones de conservation. Dans la région Proche-Orient

et Afrique du Nord, en raison de la diminution de la superficie récoltée, la croissance repose entièrement sur l'augmentation des rendements.

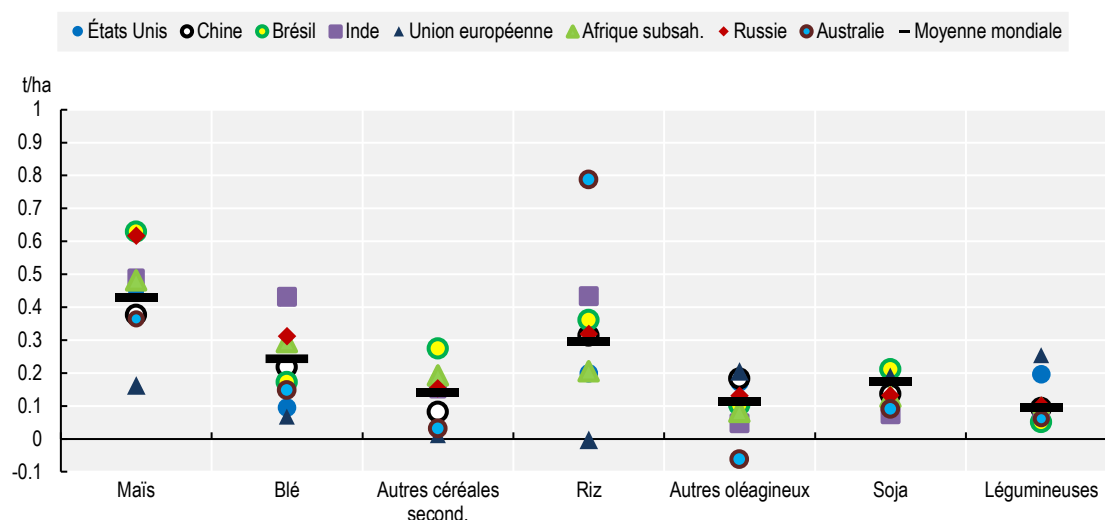
En Europe de l'Ouest, la croissance des rendements devrait ralentir en raison du durcissement de la réglementation environnementale, tandis qu'en Amérique du Nord, elle sera soutenue par des investissements dans l'innovation et des solutions biotechnologiques plus larges.

Variations des rendements des cultures

Au cours de la prochaine décennie, la croissance des rendements devrait contribuer à hauteur de 79 % en moyenne à la croissance de la production mondiale des principales cultures étudiées dans les *Perspectives*. Les taux projetés diffèrent selon les régions et les pays, en raison des différences au niveau des technologies de production, des pratiques de gestion, de la richesse en ressources naturelles et des conditions climatiques locales (Graphique 1.24).

Les agriculteurs des pays à revenu faible ou intermédiaire, notamment le Brésil et l'Inde, devraient atteindre des taux de croissance supérieurs à la moyenne mondiale pour le maïs, le blé et le riz grâce à l'utilisation de semences plus adaptées et à une meilleure gestion des cultures. Des augmentations notables des rendements sont également prévues en Afrique subsaharienne, mais en 2032, les rendements céréaliers moyens devraient rester à un niveau inférieur à un tiers de ceux enregistrés dans les pays à revenu élevé.

Graphique 1.24. Évolution des rendements prévus d'une sélection de cultures dans certains pays, entre 2023 et 2032



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/zg8e5a>

Dans les pays à revenu élevé, la croissance des rendements devrait être inférieure à la moyenne mondiale pour les principales cultures, à l'exception des légumineuses. Dans ces pays, les rendements sont déjà proches des limites de la production et les augmentations futures sont entravées par le durcissement de la réglementation environnementale. Toutefois, la production et les investissements dans les cultures fixatrices d'azote, connues pour leurs propriétés favorisant l'augmentation de la productivité, devraient prendre de l'ampleur afin de répondre aux objectifs d'une production alimentaire durable.

1.3.2. Le rôle du prix des engrais dans la hausse des prix des denrées alimentaires

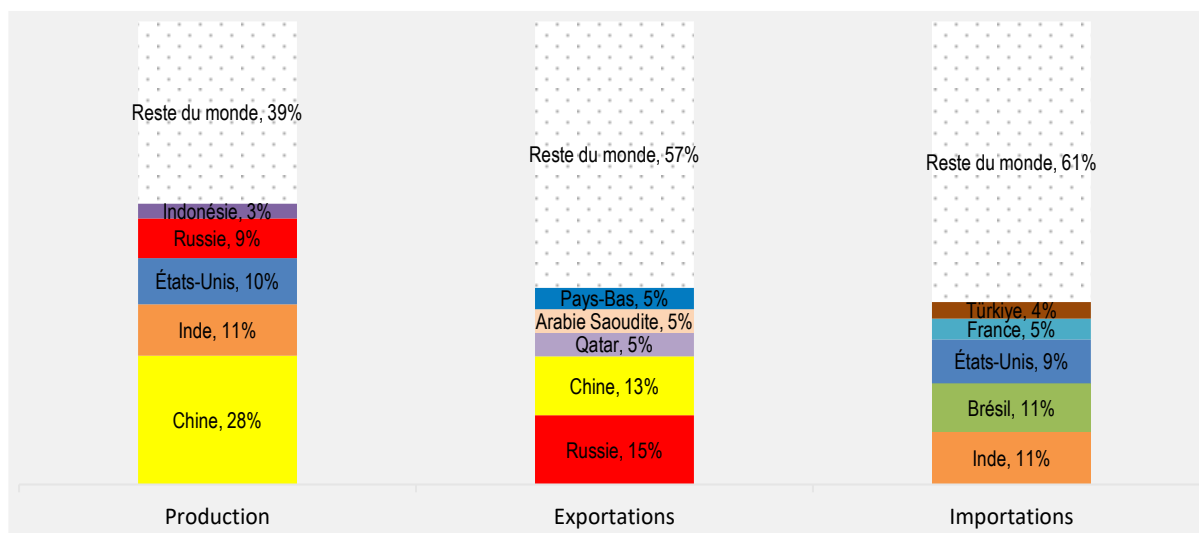
Les engrais fournissent des nutriments essentiels au maintien des rendements et de la qualité des cultures agricoles, ainsi qu'à la croissance de la production. Les trois éléments nutritifs les plus importants sont l'azote (N), le phosphore (P) et le potassium (K). L'azote est l'élément nutritif le plus fondamental pour obtenir un bon rendement agricole, car il permet aux plantes de rester en bonne santé pendant leur développement et de conserver leur valeur nutritive après la récolte. Le phosphore renforce la capacité des plantes à utiliser et à conserver l'énergie et contribue à leur développement normal. Le potassium renforce la résistance des plantes aux maladies et leur qualité générale. L'utilisation d'engrais azotés est essentielle à un bon rendement agricole à court terme. L'efficacité de l'épandage dépend du moment où il a lieu. C'est pourquoi il est difficile de retarder l'application d'engrais azotés en fonction des variations de prix, contrairement à l'application d'engrais phosphatés ou potassiques qui peut être retardée pour optimiser les variations des coûts globaux des intrants, puisque le phosphore et le potassium restent plus longtemps dans le sol.

La production d'engrais minéraux à base d'azote nécessite du gaz naturel à la fois comme matière première et pour alimenter le processus de synthèse. Étant donné le lien entre les engrais azotés et la disponibilité du gaz naturel, la production d'engrais azotés est concentrée dans les pays ayant accès au gaz naturel, à savoir la Chine, l'Inde, les États-Unis et la Russie (Graphique 1.25). Sur la période 2016-20, la Russie était le principal exportateur d'engrais azotés (15 % des exportations mondiales), suivie par la Chine (13 %). Les principaux importateurs d'engrais azotés au cours de la même période étaient l'Inde et le Brésil, qui représentaient tous deux 11 % des importations mondiales.

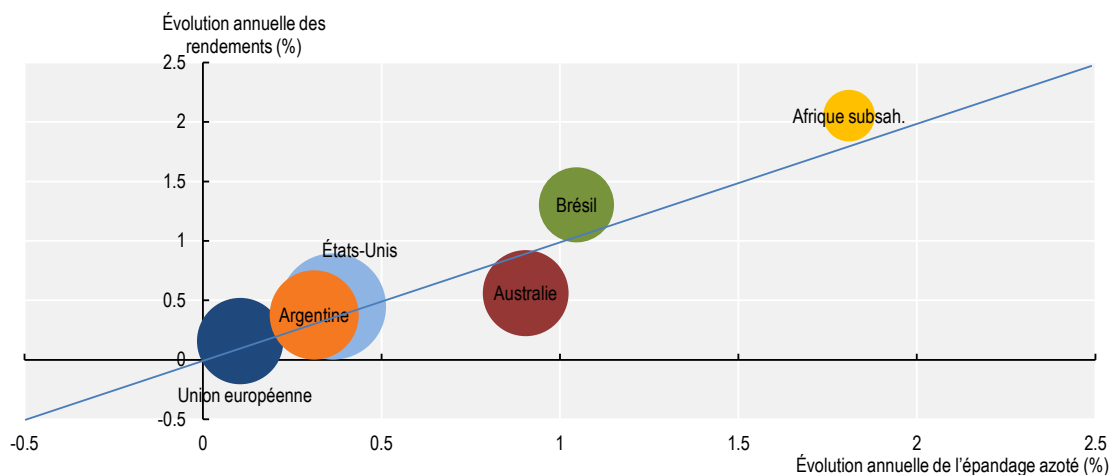
Dans ce contexte, la comparaison entre l'application d'engrais azotés par hectare de culture et la production par hectare peut fournir des éléments permettant d'expliquer de manière qualitative les variations observées dans l'efficacité de la production d'une région à l'autre. Le Graphique 1.26 illustre la manière dont l'évolution annuelle projetée de l'épandage azoté peut être comparée à l'évolution correspondante du rendement des cultures de maïs dans certains pays et régions.

Dans l'Union européenne et aux États-Unis, où les rendements agricoles sont déjà élevés, l'évolution future des pratiques de production sera limitée par rapport à d'autres pays, mais l'évolution des rendements devrait être plus importante que celle de l'épandage. Les pays à revenu élevé mettent déjà en place plusieurs mesures d'incitation pour réduire l'utilisation d'engrais de synthèse, notamment en augmentant leur efficacité grâce à de meilleures pratiques de gestion ou en généralisant l'utilisation d'autres nutriments tels que les engrais biologiques. En Australie, l'augmentation relativement limitée des rendements s'explique par des contraintes physiques et climatiques.

Au Brésil, l'utilisation d'engrais azotés devrait augmenter de manière considérable en raison de l'accroissement de la production, d'autre part l'augmentation des rendements qui devrait dépasser l'application d'engrais azotés. Alors que plusieurs autres facteurs, tels que les progrès de la sélection, peuvent contribuer à l'évolution future des rendements, les améliorations de la gestion des cultures, l'utilisation de cultures fixatrices d'azote ou d'engrais biologiques joueront un rôle essentiel dans l'augmentation des rendements de la production de maïs. Enfin, l'Afrique subsaharienne devrait aussi connaître d'importantes augmentations de l'utilisation d'engrais azotés et des rendements, quoique par rapport à un faible niveau de départ.

Graphique 1.25. Principaux producteurs et négociants d'engrais azotés (moyenne 2016-20)

Source : FAOSTAT.

StatLink  <https://stat.link/uhma2o>**Graphique 1.26. Évolution de l'application d'engrais azotés par hectare et rendements des cultures de maïs, entre 2023 et 2032**

Note : la taille de chaque bulle représente le rendement obtenu en 2032.

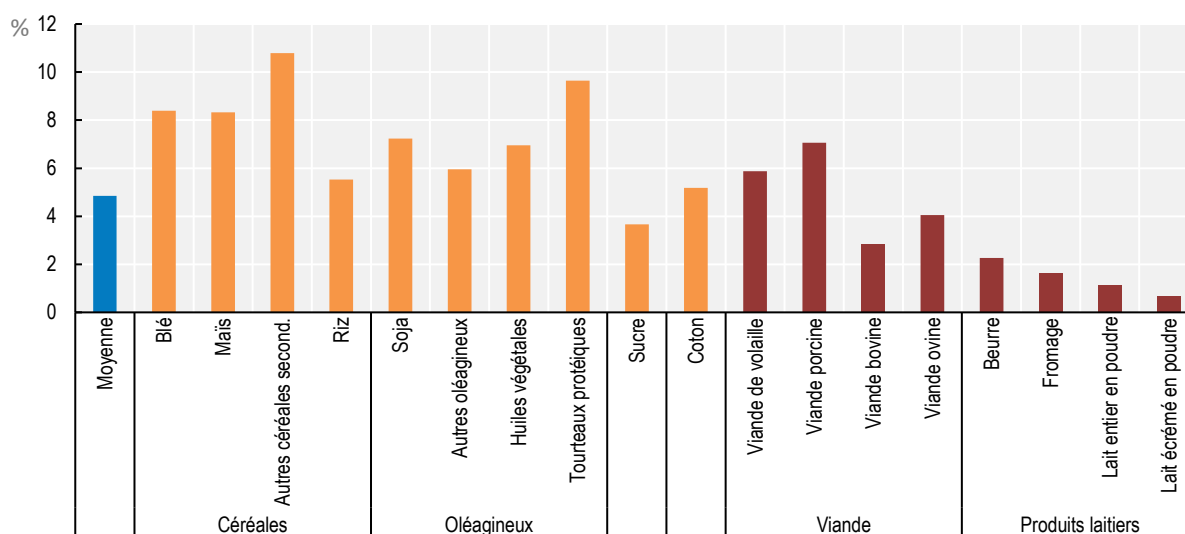
Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.StatLink  <https://stat.link/o9nzw6>

Une analyse basée sur un scénario a été entreprise pour examiner les effets d'une augmentation hypothétique de 25 % des prix des engrais azotés, phosphatés et potassiques sur l'épandage, ainsi que sur la production végétale et les prix des produits de base qui en résultent, en maintenant le prix du pétrole à un niveau constant. Les facteurs à l'origine de l'augmentation du prix des engrais autres qu'un choc pétrolier pourraient être, par exemple, des restrictions d'accès au marché, le durcissement des réglementations environnementales ou l'augmentation d'autres coûts de fabrication tels que la main-d'œuvre ou les minerais.

Le Graphique 1.27 montre l'évolution en pourcentage des prix de certains produits de base entre les projections de référence et les projections obtenues à partir de ce scénario d'augmentation des prix des engrais pour 2032. En moyenne, les prix des produits agricoles augmenteraient de 5 %. Les répercussions seraient plus lourdes dans le cas des productions végétales, dont les engrais sont un intrant direct, que dans celui des productions animales, qui les utilisent indirectement par l'intermédiaire des aliments pour animaux. Parmi les produits d'origine animale, la hausse des prix serait plus marquée pour les productions de volaille et de viande porcine, qui sont fortement tributaires des aliments composés, que pour l'élevage de ruminants.

Ce scénario montre que l'évolution des prix des engrais est facilement transmissible aux prix des produits, et donc des prix alimentaires. Les consommateurs qui consacrent déjà une part importante du budget de leur ménage à l'alimentation et à l'énergie seraient particulièrement touchés. L'incidence sur les producteurs est plus mitigée, car seuls les utilisateurs d'engrais les plus performants pourraient tirer profit de la hausse des prix des produits et augmenter leurs marges. Pour les responsables politiques, cela signifie que la hausse des coûts des intrants agricoles entraînera inévitablement une augmentation des prix alimentaires, à moins qu'il soit possible de trouver de nouveaux modèles de production moins dépendants des engrais traditionnels.

Graphique 1.27. Évolution des prix des produits agricoles sous l'effet de l'augmentation de 25 % des prix des engrais



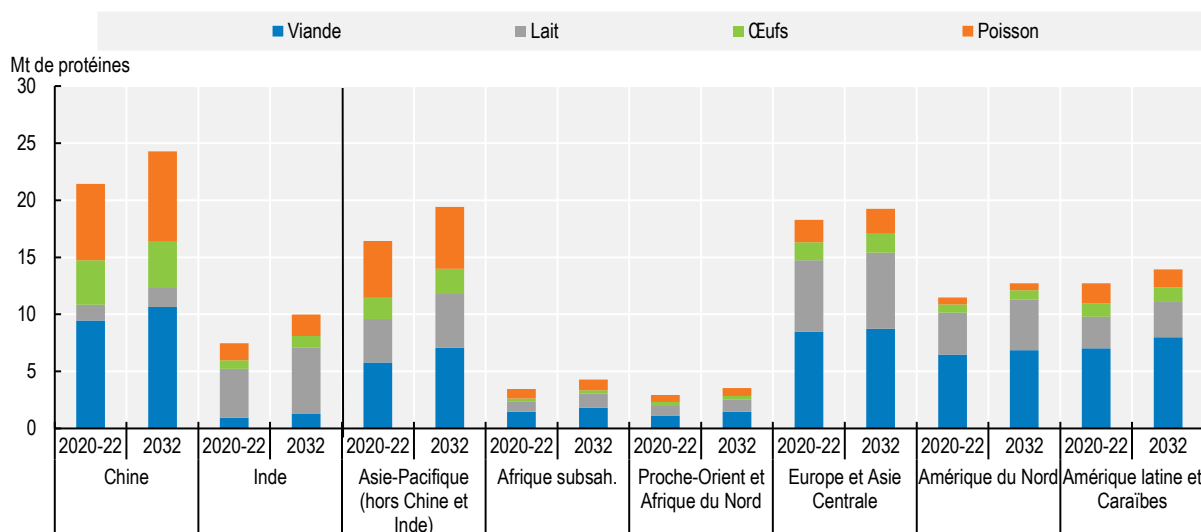
Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/cqrl79>

1.3.3. Les facteurs de croissance de la production animale, halieutique et aquacole varient en intensité selon les régions

La production animale, halieutique et aquacole à l'échelle mondiale devrait augmenter de 10 % au cours de la prochaine décennie, soit près de la moitié du taux de la décennie précédente. Une part importante de la croissance sera alimentée par la production en Chine (13 %), en Inde (34 %) et dans d'autres pays à revenu intermédiaire ou faible (Graphique 1.28). Cette expansion sera largement soutenue en Chine par la fin de l'épizootie de peste porcine africaine (PPA), et en Inde par la croissance durable de la production de produits laitiers.

Graphique 1.28. Production mondiale des secteurs de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, sur une base protéique



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/e1ivxs>

En Afrique subsaharienne et au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la production animale, halieutique et aquacole devrait augmenter de plus de 20 %, principalement en raison de l'expansion des secteurs des produits laitiers et de la viande de volaille. La demande croissante de denrées alimentaires à forte valeur ajoutée, stimulée par l'urbanisation en cours dans la région, devrait être principalement satisfaite par la production locale plutôt que par l'importation. L'insuffisance des infrastructures et les coûts de transport et de logistique élevés qui en découlent resteront des obstacles majeurs au commerce dans ces régions.

Dans les pays à revenu élevé, la croissance globale sera limitée en raison de la diminution attendue de la demande, qui s'explique par la volonté des consommateurs de réduire la part des produits d'origine animale dans leur apport protéique. La quasi-totalité de la production de protéines animales connaîtra une croissance à un chiffre au cours de la prochaine décennie, à l'exception du secteur laitier en Amérique du Nord, qui enregistrera une croissance de 20 % d'ici à 2032. L'amélioration du rendement des vaches laitières sera le principal facteur d'augmentation de la production de lait dans la région.

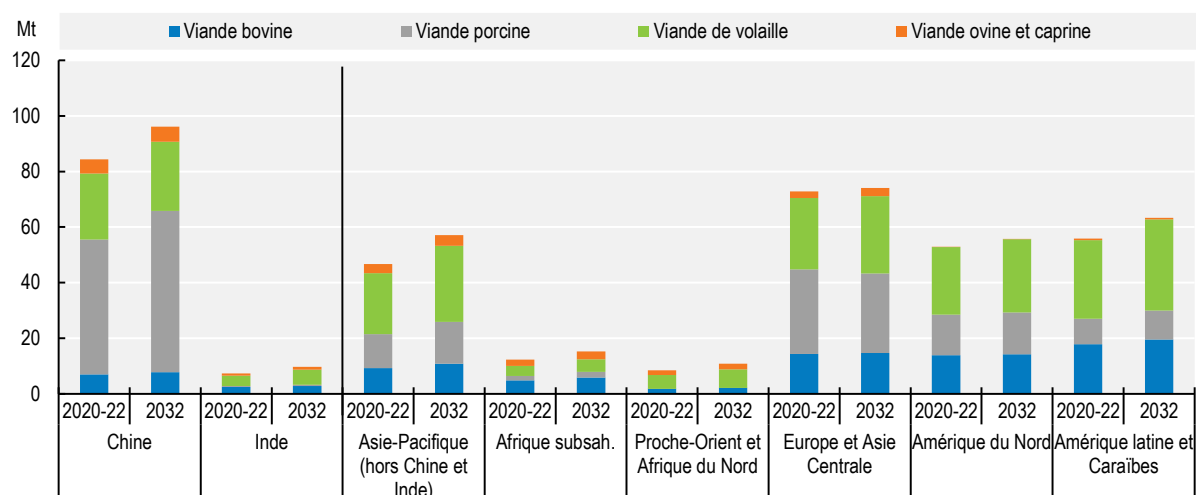
Production de viande

Au cours de la prochaine décennie, l'augmentation de la production mondiale de viande devrait trouver son origine principalement dans les pays à revenu intermédiaire (Graphique 1.29), en raison de l'expansion mondiale des cheptels et de l'amélioration des rendements par animal découlant de l'intensification de l'alimentation animale et de l'amélioration continue de la sélection, de la gestion et de la technologie utilisées pour l'élevage.

La viande de volaille sera le segment de la production de protéines animales qui connaîtra la croissance la plus rapide (14 %) ; elle devrait représenter 48 % de l'augmentation de la production totale de viande au cours de la prochaine décennie. La majeure partie de l'augmentation de la production aura lieu dans la région Asie et Pacifique, notamment en Inde, principalement grâce à un recours accru aux aliments pour animaux et à l'amélioration de la sélection. La viande de volaille connaîtra également une expansion considérable en Afrique subsaharienne ainsi qu'au Proche-Orient et en Afrique du Nord, bien qu'elle parte d'un niveau peu élevé. En Amérique du Nord, en Europe et en Asie centrale, la viande de volaille

bénéficiera d'une plus grande attractivité que la viande bovine, en raison de sa meilleure rentabilité à moyen terme due à un cycle de production plus court et à l'évolution des incitations à la production résultant de la diminution de la demande de viande rouge.

Graphique 1.29. Production mondiale de viande en équivalent poids carcasse



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/5h9u7a>

La production de viande porcine devrait reprendre dans les pays asiatiques touchés par la PPA, augmentant de 19 % en Chine, le plus grand pays producteur, et de 23 % dans d'autres pays asiatiques au cours de la prochaine décennie. En Europe, la production de viande porcine diminuera au cours de la prochaine décennie, principalement en raison du durcissement de la réglementation environnementale et des normes en matière de bien-être des animaux.

La production de viande bovine devrait augmenter de 9 % et contribuer pour 16 % à l'augmentation totale de la production mondiale de viande. Dans l'ensemble, la production de viande bovine s'intensifiera et le poids carcasse augmentera grâce à la baisse des coûts des aliments pour animaux et à l'amélioration de la génétique animale. Dans les régions africaines qui connaissent la croissance la plus rapide, toutefois, l'augmentation découlera de l'accroissement du nombre de têtes de bétail. En Europe, la production de viande bovine s'adaptera à des normes plus strictes en matière de durabilité environnementale, tandis qu'en Amérique du Nord, elle devra faire face à une forte pression sur la rentabilité du modèle de production intensive.

La production de viande ovine devrait augmenter de 15 % au cours de la prochaine décennie ; elle ne contribuera que pour 6 % à la croissance globale de la production de viande. L'augmentation de la disponibilité sur le marché mondial de la viande ovine s'expliquera par la reconstitution des cheptels et l'augmentation des taux d'agnelage en Asie et en Afrique subsaharienne. La production dans l'Union européenne devrait augmenter légèrement grâce aux programmes de soutien au revenu et aux prix à la production avantageux. La production de viande ovine et caprine augmentera de près de 30 % en Afrique subsaharienne, malgré la pression exercée sur les pâturages par la désertification.

Production laitière

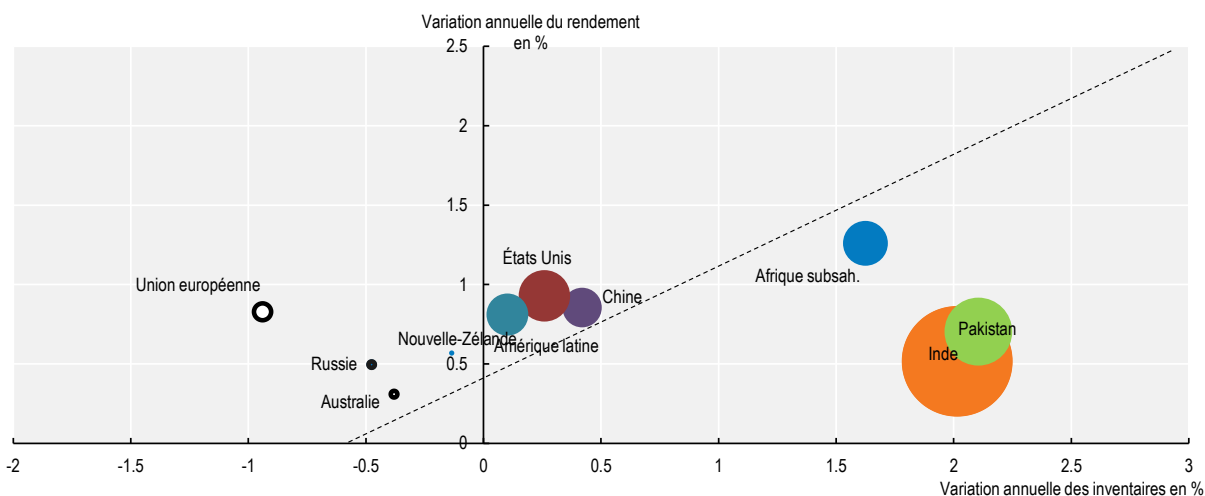
Dans le secteur de l'élevage, la production laitière demeurera la filière la plus dynamique ces dix prochaines années, la production mondiale de lait enregistrant, d'après les projections, une hausse

de 17 %. Dans les pays à revenu intermédiaire ou faible, la production laitière sera stimulée par l'augmentation des stocks, tandis que dans les pays à revenu élevé, elle sera presque entièrement soutenue par l'amélioration du rendement du fait de l'optimisation et de l'amélioration de la santé et de la génétique animales.

La croissance démographique dans les principales régions consommatrices à revenu intermédiaire ou faible ainsi que la croissance de la consommation par habitant de produits laitiers frais et transformés encourageront les investissements dans la production laitière.

En matière de croissance absolue de la production laitière, l'Inde et le Pakistan devraient respectivement occuper les première et deuxième places et générer plus de la moitié de l'augmentation de la production laitière mondiale, qui représentera conjointement 30 % de la production d'ici à 2032. Dans ces pays, l'augmentation de la production laitière sera principalement due à l'expansion du cheptel, plutôt qu'à l'amélioration des rendements (Graphique 1.30).

Graphique 1.30. Variations du cheptel et des rendements laitiers, entre 2020-22 et 2032



Note : la taille de chaque bulle correspond à la croissance en valeur absolue de la production laitière entre 2020-22 et 2032.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/0bcbp1>

En Afrique subsaharienne, la croissance substantielle de 33 % de la production laitière devrait également provenir d'une augmentation du nombre d'animaux producteurs de lait. La région connaîtra également une certaine amélioration des rendements, quoique par rapport aux niveaux inférieurs autorisés pour les ovins qui sont principalement utilisés pour produire du lait dans la région.

La production dans l'Union européenne, deuxième producteur mondial de lait après l'Inde, devrait légèrement diminuer en raison de la transition en cours vers une production écologiquement durable, de l'expansion de la production biologique et de l'abandon des systèmes de production intensifs au profit de systèmes de production reposant sur le pâturage.

Production halieutique et aquacole

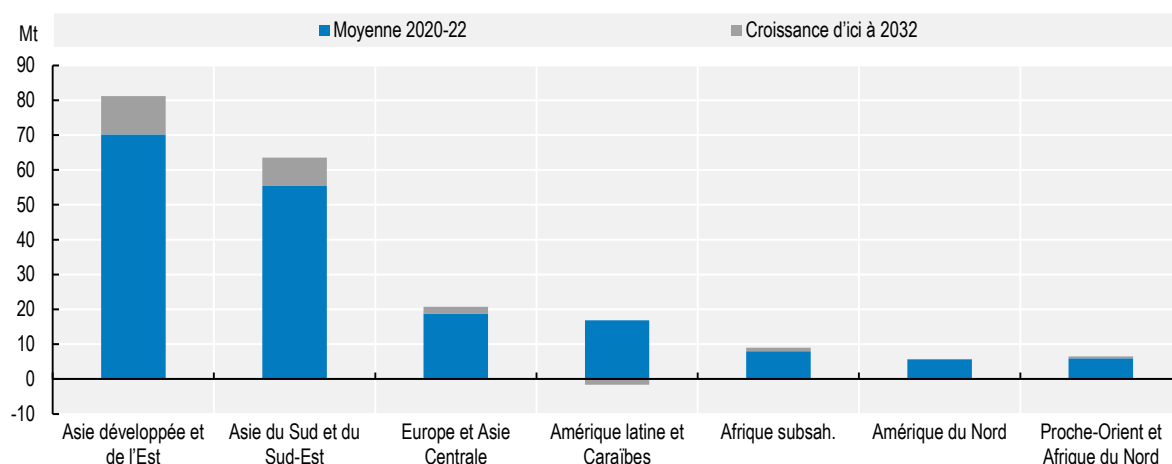
La production halieutique et aquacole mondiale devrait augmenter de 12 % au cours de la prochaine décennie, bien qu'à un rythme plus lent qu'au cours de la décennie précédente. Ce ralentissement de la croissance reflète les effets des changements de politique en Chine en faveur d'une pêche plus durable, l'augmentation des coûts des intrants énergétiques et l'hypothèse selon laquelle les années 2024, 2028

et 2032 seront marquées par le phénomène *El Niño* qui entraînera une baisse de la production, principalement en Amérique latine et dans les Caraïbes (Graphique 1.31). La majeure partie de l'augmentation de la production halieutique et aquacole devrait provenir de l'Asie, qui représentera plus de 70 % de la production mondiale d'ici à 2032. La Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Viet Nam devraient être les principaux contributeurs à la croissance de la production.

La production sera stimulée par une progression continue, mais plus lente, de l'aquaculture et par une production globalement stable de la pêche de capture, sauf pendant les années marquées par le phénomène *El Niño*. D'après les projections, d'ici à 2032, la production aquacole devrait représenter plus de la moitié de la production totale de poisson.

L'augmentation de la production aquacole devrait s'expliquer en grande partie par des gains de productivité et des améliorations technologiques liées à l'aménagement de l'espace, à la sélection, à l'alimentation et à la gestion des maladies.

Graphique 1.31. Production de poisson selon les régions



Note : Les régions Asie développée et de l'Est et Asie du Sud et du Sud-Est sont définies comme indiqué au chapitre 2.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/e4g9xr>

1.3.4. Les investissements et le capital humain sont essentiels pour obtenir des gains de productivités

Les investissements dans les infrastructures agricoles, la recherche-développement, le renforcement de l'accès à des intrants agricoles plus productifs, l'amélioration des pratiques de gestion agricole, y compris l'adoption de technologies d'automatisation numérique, sont des facteurs importants pour améliorer la productivité.

La disponibilité du capital humain employé dans le secteur agricole est un facteur déterminant de la croissance de la production. Néanmoins, des obstacles importants subsistent pour que le capital humain puisse s'épanouir au sein des systèmes alimentaires actuels. Par exemple, le manque d'accès des jeunes ou des petits exploitants au financement ou l'attention insuffisante accordée aux contraintes auxquelles sont confrontées les femmes dans les systèmes alimentaires (Encadré 1.2) entravent les gains de productivité. Un récent rapport de la FAO sur le statut des femmes dans les systèmes agroalimentaires (FAO, 2023_[10]) montre que les inégalités liées à la propriété foncière, au crédit, à la formation et à la

technologie créent un écart de productivité de 24 % entre les femmes et les hommes travaillant dans des exploitations de taille égale.

En septembre 2021, le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires a souligné la nécessité de mieux tenir compte des femmes dans les systèmes alimentaires, en appelant notamment à des solutions qui réduisent l'écart entre les genres et favorisent l'entrepreneuriat des femmes. Ainsi, en adoptant la Déclaration sur des solutions transformatrices pour des systèmes agricoles et alimentaires durables en novembre 2022, les ministres de l'Agriculture des pays de l'OCDE et des économies partenaires du monde entier se sont engagés à promouvoir et à mesurer les progrès réalisés en faveur de la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs, ainsi qu'à renforcer les mesures visant à offrir de plus grandes possibilités aux femmes dans le secteur agricole.

Encadré 1.2. Égalité des genres et systèmes alimentaires

Comprendre le rôle des femmes dans les systèmes alimentaires

Les moyens de subsistance des hommes et des femmes dans les activités liées à l'alimentation sont différents. La contribution des femmes aux systèmes alimentaires reste négligée, quel que soit leur rôle (entrepreneuses, travailleuses ou consommatrices). Un récent rapport de l'OCDE (Giner, Hobeika et Fischetti, 2022^[11]) s'intéresse à l'étendue de la participation des femmes aux systèmes alimentaires et met en avant les principaux éléments suivants :

- Les femmes en tant qu'entrepreneuses – les femmes sont moins susceptibles que les hommes de diriger des entreprises dans l'industrie agroalimentaire.
- Les femmes en tant que travailleuses – les femmes représentent un tiers de la main-d'œuvre dans l'agriculture, mais elles gagnent beaucoup moins que les hommes et occupent davantage d'emplois peu qualifiés ou informels.
- Les femmes en tant que consommatrices – étant donné qu'elles sont surreprésentées dans les ménages à faible revenu et monoparentaux, les femmes ont tendance à consacrer une part plus importante de leur revenu disponible à l'alimentation et sont davantage exposées au risque d'insécurité alimentaire.

Les obstacles au renforcement de l'entrepreneuriat des femmes dans les systèmes agroalimentaires sont de trois ordres :

- *Inégalité des dotations* : accès inégal à la terre et aux actifs, à l'éducation, aux compétences entrepreneuriales et numériques et aux réseaux professionnels
- *Obstacles externes formels et informels* : normes socioculturelles et institutionnelles de longue date en matière de genre et systèmes d'héritage foncier non équitables
- *Obstacles internes* : pratiques discriminatoires intériorisées conduisant à une perte de confiance en soi et à une sous-évaluation des compétences des femmes, et se répercutant sur les tâches entreprises par les femmes propriétaires et gestionnaires d'exploitations agricoles.

Favoriser l'intégration de la dimension de genre peut contribuer à surmonter le triple défi auquel sont confrontés les systèmes alimentaires, à savoir garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population croissante, soutenir les moyens de subsistance de millions de personnes travaillant dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et le faire d'une manière écologiquement durable. Une plus grande diversité de genre au niveau décisionnel pourrait pousser les entreprises à faire des choix plus respectueux de l'environnement.

Les lacunes de données probantes sur la place des femmes dans les systèmes alimentaires

Pour faire progresser l'égalité des genres, il est nécessaire d'intégrer la dimension de genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques relatives aux systèmes alimentaires, mais également de recueillir des données probantes de meilleure qualité sur les questions de genre et les systèmes alimentaires.

La contribution des femmes en tant qu'entrepreneuses, travailleuses et consommatrices dans les systèmes alimentaires est difficile à apprécier en raison du manque de données ventilées par genre. Cela limite la capacité des décideurs à prendre en compte les intérêts et les préoccupations des femmes et des hommes à toutes les étapes des processus politiques.

Les technologies numériques et les engagements pris à l'échelle du gouvernement peuvent faciliter le processus de collecte d'informations. Un état des lieux régulier de la situation des femmes dans les systèmes alimentaires pourrait sensibiliser à leur rôle, aux obstacles qu'elles rencontrent et aux progrès accomplis.

Les questions de genre dans les politiques relatives aux systèmes alimentaires

La principale stratégie pour parvenir à l'égalité des genres consiste à intégrer systématiquement les questions de genre dans les politiques agricoles et alimentaires. Il s'agit pour cela d'évaluer les incidences de toutes les mesures prévues sur les femmes et sur les hommes, qu'il s'agisse de mesures législatives, réglementaires, politiques ou programmatiques, dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Les pays peuvent par ailleurs associer plusieurs instruments pour aider les femmes qui travaillent comme ouvrières ou entrepreneuses dans les systèmes alimentaires en vue de défendre les droits des femmes dans les exploitations familiales, de répondre à leurs besoins, et de faciliter leur accès aux terres, au matériel, aux financements et aux marchés.

Néanmoins, si l'efficacité et les effets des instruments politiques sont mal connus, de solides évaluations de l'impact en fonction du genre réalisées préalablement et postérieurement permettraient d'apprécier le rapport coût-efficacité des mesures adoptées et de repenser l'affectation des ressources.

Une feuille de route pour combler les besoins en données probantes

Enfin, de nombreux pays à travers le monde se sont engagés à atteindre l'égalité des genres. Giner, Hobeika et Fischetti (2022^[11]) proposent une feuille de route en cinq étapes pour recenser et combler les manques de données probantes concernant les questions de genre et les politiques visant à lutter contre les inégalités entre les genres dans les systèmes alimentaires :

- Tenir compte des questions de genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques relatives aux systèmes alimentaires
- Recenser et combler les manques de données probantes sur les questions de genre et les systèmes alimentaires, en collectant des données ventilées par genre
- Élaborer et mettre en œuvre un ensemble d'instruments politiques visant à lutter contre les inégalités entre les genres et à soutenir les femmes dans le cadre des systèmes alimentaires
- Surveiller les effets des politiques et évaluer leur efficacité
- Adapter les mesures politiques en conséquence.

Remarques : le genre désigne les comportements socialement construits et appris, ainsi que les attentes que l'on associe aux femmes et aux hommes. Toutes les cultures interprètent les différences biologiques entre hommes et femmes et les traduisent en un ensemble d'attentes sociales concernant les comportements et les activités jugés appropriés, ainsi que les droits, les ressources et le pouvoir dont disposent les femmes et les hommes. Tout comme l'origine ethnique et la classe, le genre est une catégorie sociale qui définit dans une large mesure les possibilités qui s'offriront à chaque individu au cours de sa vie, ainsi que sa participation à la société et à l'économie (OECD, 2018^[12]).

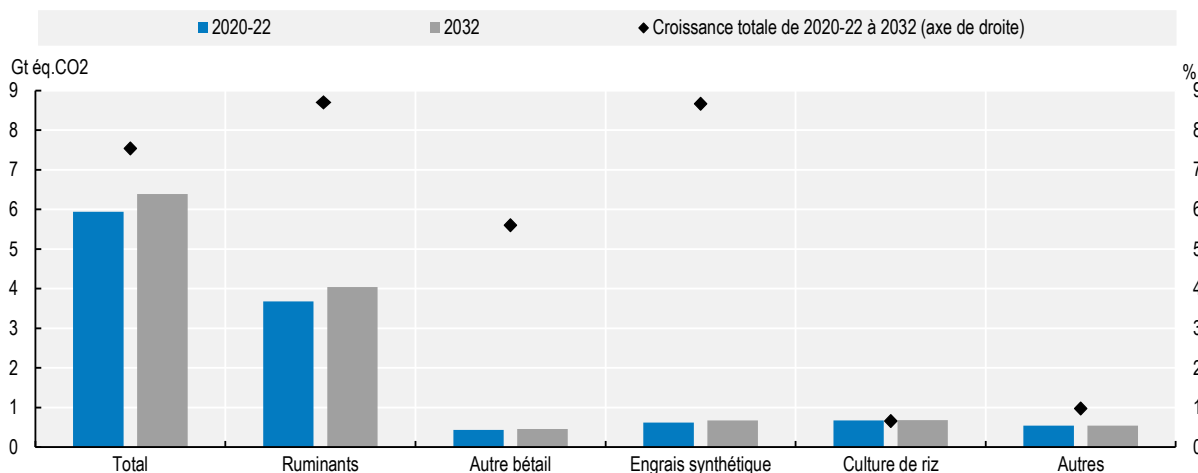
1.3.5. Impacts environnementaux de la production agricole

Émissions directes de gaz à effet de serre (GES)

Les *Perspectives* estiment les émissions directes de GES à l'aide de la base de données de FAOSTAT sur les émissions d'origine agricole et suivent l'approche de niveau 1 proposée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), c'est-à-dire une méthode de base fondée sur les facteurs directs d'émission tels que la taille des cheptels. Les projections reposent sur l'hypothèse que les politiques actuelles ne subiront aucun changement et que les progrès technologiques se poursuivront. Les méthodes de niveau supérieur (qui tiennent compte des pratiques de gestion ou des changements dans l'utilisation des terres, par exemple) fourniraient des estimations plus précises, mais ne sont pas employées compte tenu de la portée des *Perspectives*.

Cette réserve mise à part, les émissions directes d'origine agricole à l'échelle mondiale devraient augmenter de 7.5 % dans la décennie à venir, tandis que la production agricole devrait connaître une croissance de 13 % (Graphique 1.32). La production animale sera à l'origine de 80 % de cette augmentation. Sur le plan géographique, la majeure partie de la hausse des émissions directes devrait être imputable aux régions à revenu intermédiaire et à faible revenu, du fait d'une plus forte croissance de la production de ruminants dans des systèmes fortement émetteurs.

Graphique 1.32. Émissions directes de GES de la production animale et végétale, par activités



Note : Ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux émissions d'origine agricole et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des *Perspectives*. Les équivalents CO2 sont calculés sur la base du potentiel de réchauffement planétaire de chaque gaz tel qu'il est indiqué dans le sixième Rapport d'évaluation (RE6) du GIEC. Pour les catégories d'émission non associées à l'une quelconque des variables étudiées (à savoir émissions liées à l'exploitation de sols organiques et aux feux de savane), on a maintenu constante la valeur disponible la plus récente. La catégorie « autres » comprend les émissions directes de GES dues aux résidus de récolte et à leur incinération, aux feux de savane et à l'exploitation des sols organiques.

Source : FAOSTAT, « Émissions », Totaux des émissions (base de données), www.fao.org/faostat/fr/#data/GT, consultée en janvier 2022 ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/zk1iuh>

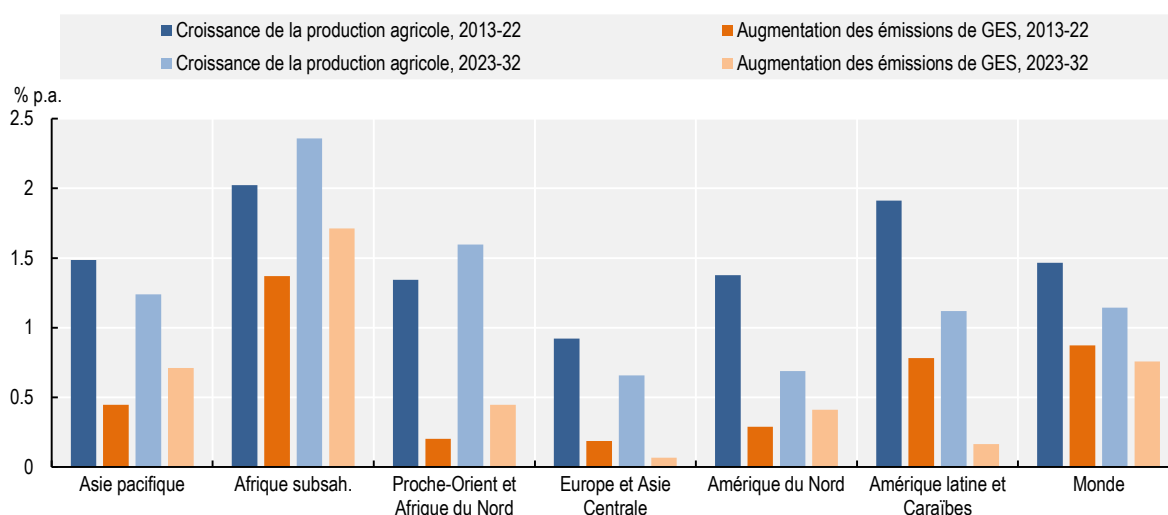
Les engrais de synthèse constituent une source importante d'émissions directes de GES. Le niveau élevé des prix de l'énergie, les politiques internes et l'évolution de l'accès aux marchés devraient avoir une incidence sur l'utilisation d'engrais à l'échelle mondiale (voir la section 1.3.2). Les gains d'efficacité réalisés au niveau national dans l'application d'engrais sur les sols agricoles grâce, par exemple, à

l'utilisation de nouveaux engrais spéciaux tels que les engrais azotés stabilisés, les engrais à action lente et contrôlée et les engrais solubles dans l'eau peuvent accroître l'efficacité de l'utilisation des éléments nutritifs et réduire les besoins d'épandage et, de ce fait, diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Dans certains pays, les pouvoirs publics encouragent vivement l'utilisation d'engrais spéciaux ou d'engrais organiques. Dans d'autres, les agriculteurs ont opté pour ces produits sans intervention gouvernementale en raison de leurs avantages économiques et environnementaux.

La riziculture est une autre source importante d'émissions de GES, car les rizières irriguées émettent beaucoup de méthane. Cependant, la hausse anticipée de la production de riz s'expliquera principalement par une amélioration des rendements sans évolution des surfaces cultivées, ce qui limitera en grande partie l'augmentation des émissions de GES.

À l'échelle mondiale, l'augmentation des émissions directes de GES provenant de l'agriculture sera plus faible que durant la dernière décennie et inférieure à la croissance prévue de la production agricole, ce qui témoigne d'une accélération du recul de l'intensité carbone de la production agricole (Graphique 1.33). Cette évolution concernera l'Europe, l'Asie centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes, grâce à une amélioration des rendements et à un recul de la part représentée par l'élevage de ruminants.

Graphique 1.33. Évolution annuelle de la production agricole et des émissions directes de GES, entre 2023 et 2032



Note : ce graphique illustre les projections de l'augmentation annuelle des émissions directes de GES de l'agriculture et de la valeur nette estimée de la production des produits végétaux et animaux pris en compte dans les Perspectives (en USD aux prix constants de 2014-16). Ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux émissions d'origine agricole et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les équivalents CO₂ sont calculés sur la base du potentiel de réchauffement planétaire de chaque gaz figurant dans le sixième Rapport d'évaluation (RE6) du GIEC. Pour les catégories d'émission non associées à l'une quelconque des variables étudiées (à savoir émissions liées à l'exploitation de sols organiques et aux feux de savane), on a conservé la valeur disponible la plus récente. La catégorie « autres » comprend les émissions directes de GES dues aux résidus de récolte et à leur incinération, aux feux de savane et à l'exploitation des sols organiques. La valeur nette de la production repose sur les estimations par les auteurs de l'utilisation de semences et aliments pour animaux autoproduits.

Source : FAOSTAT, « Émissions », Totaux des émissions (base de données) et « Production », Valeur de la production agricole (base de données), www.fao.org/faostat/fr/#data (consulté en janvier 2022) ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/2023/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/rk2xtz>

Dans d'autres régions, toutefois, la croissance des émissions de GES devrait être supérieure à celle enregistrée au cours de la décennie précédente. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de l'Asie et du Pacifique et de l'Afrique subsaharienne, la hausse des émissions de GES est imputable à l'accroissement prévu de la production dans ces régions. Bien que des efforts importants soient entrepris

dans ces régions pour rendre les systèmes de production plus durables, ceux-ci restent en moyenne plus intensifs en émissions que les systèmes de production des pays à revenu élevé. D'ici 2032, l'Afrique subsaharienne connaîtra la plus forte croissance des émissions directes de GES par an (1.7 %), représentant 16 % des émissions directes mondiales de GES dues à l'agriculture, mais seulement 7 % de la production végétale et animale.

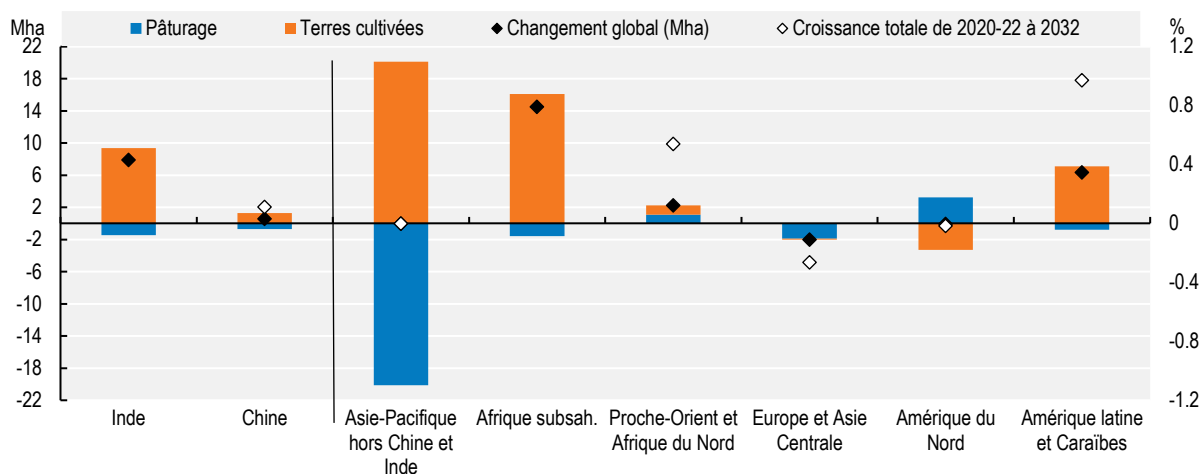
Dans la région Europe et Asie centrale, les émissions annuelles directes de GES provenant de l'agriculture devraient être divisées par trois, alors que la production agricole devrait s'accroître de 7 %. L'adoption à grande échelle de technologies et de pratiques agricoles contribuant à diminuer les émissions de GES pourrait conduire à de nouvelles réductions de l'intensité carbone de la production agricole.

Utilisation des terres

L'agriculture utilise 38 % de la superficie terrestre mondiale, un tiers étant consacré aux cultures et le reste aux pâturages. La conversion des écosystèmes naturels en terres agricoles est historiquement la principale cause des émissions de GES. L'expansion des surfaces cultivées devrait contribuer pour 15 % à l'augmentation de la production végétale. La superficie agricole totale ne devrait pas s'accroître au cours des dix prochaines années, car la progression générale des terres cultivées sera compensée par un recul global des pâturages. On observera néanmoins des variations régionales dans les zones concernées par ces changements.

Le Graphique 1.34 présente l'évolution des surfaces cultivées dans la décennie à venir. Les tendances anticipées en matière d'utilisation des terres varieront selon les régions et les produits, et c'est la région Asie et Pacifique qui devrait enregistrer la plus forte diminution du recours aux pâturages et la plus forte expansion des terres cultivées. Dans cette région, les pâturages seront vraisemblablement convertis en surfaces cultivées, alors qu'en Amérique latine, ce sont principalement des terres non agricoles qui seront mises en exploitation.

Graphique 1.34. Évolution de l'utilisation des terres agricoles, 2020-22 à 2032



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/f7igxa>

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, l'expansion des surfaces cultivées devrait être limitée par les conditions naturelles. Les faibles précipitations sont un obstacle à l'agriculture pluviale, et les coûts d'irrigation sont dans la plupart des endroits prohibitifs. En Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, les

surfaces cultivées devraient diminuer, car l'accroissement des productions végétales est strictement encadré par les politiques de durabilité environnementale. Les surfaces consacrées à la production de fruits, de légumes et d'autres cultures devraient également se réduire.

Les surfaces occupées par les pâturages devraient diminuer dans la région Asie et Pacifique, à l'exception de la Chine et de l'Inde, du fait du passage attendu d'une production de viande bovine, ovine et caprine fondée sur le pâturage à des systèmes d'élevage plus intensif de volailles et de porcs. L'élevage de ruminants devrait également évoluer vers des systèmes de production reposant sur une alimentation plus intensive, qui nécessitent moins de pâturages. La superficie des pâturages devrait légèrement augmenter en Amérique du Nord, compte tenu de l'expansion du cheptel bovin.

1.3.6. Incertitudes relatives à la production agricole

La guerre de la Russie contre l'Ukraine, ainsi que les réponses politiques introduites dans de nombreux pays, ont entraîné une nouvelle hausse des prix de l'énergie et des engrais et a accru la volatilité de ces intrants. Malgré le relâchement récent, la hausse inattendue des prix de l'énergie et des engrais, aggravée par les incertitudes relatives à l'accès à ces intrants, pourrait limiter l'utilisation de ces derniers et, de ce fait, freiner la croissance des rendements, ce qui menacerait la sécurité alimentaire mondiale.

La production de produits agricoles demeure vulnérable aux maladies des végétaux et des animaux. La récente flambée de PPA a entraîné d'importantes baisses de la production porcine en Asie de l'Est, et une infestation de criquets pèlerins a provoqué de considérables pertes de production en Afrique de l'Est en 2020. Les *Perspectives* ne prévoient pas que ces événements ou d'autres similaires se reproduisent, mais l'efficacité des mesures de lutte contre les maladies et contre les ravageurs demeure un motif de préoccupation.

Historiquement, l'investissement du secteur privé a été le principal moteur de la croissance de la productivité et l'on s'attendait à ce que l'amélioration de la productivité provienne d'intrants matériels. En règle générale, les entreprises privées investissent davantage dans des innovations technologiques et des activités de recherche-développement visant à mettre au point de nouvelles variétés végétales, du matériel, des machines et des intrants chimiques pour lesquels elles peuvent espérer un retour sur investissement grâce aux droits de propriété intellectuelle et aux ventes directes aux agriculteurs.

À l'heure actuelle, on ignore encore de quelle manière le renforcement des politiques environnementales destinées à favoriser la durabilité du secteur agricole pourrait transformer les modèles de production au niveau mondial. Les politiques futures imposeront vraisemblablement des normes plus strictes sur l'utilisation des produits chimiques dans la production et encourageront de nouvelles pratiques de production, notamment le recours à des solutions biologiques. Cette situation risque toutefois de faire diminuer les rendements et pourrait entraîner une hausse des prix alimentaires si d'autres innovations ne sont pas mises au point ou adoptées assez rapidement. Il existe actuellement trop peu d'études et de programmes destinés à diffuser de meilleures pratiques de gestion auprès des agriculteurs, parce que ces activités ne génèrent pas de redevances et que les institutions publiques ne les ont pas soutenues (OECD, 2022^[13]).

Enfin, le changement climatique devrait accroître l'ampleur et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, ce qui bouleversera les conditions sanitaires et phytosanitaires. Les ressources naturelles de l'agriculture et des régions productrices de denrées alimentaires pourraient également être perturbées de manière irréversible (IPCC, 2022^[14]), ce qui obligerait les producteurs à adapter leurs méthodes de production en conséquence.

1.4. Échanges

Le commerce agricole international est un maillon essentiel des systèmes alimentaires des pays. En permettant l'acheminement efficace des produits agricoles des régions excédentaires vers les régions déficitaires, les échanges commerciaux continuent de jouer un rôle essentiel dans la distribution d'aliments sains, nutritifs et en quantité suffisante aux consommateurs du monde entier, tout en générant des revenus pour les agriculteurs, les travailleurs et les commerçants de l'industrie agricole et alimentaire.

La pandémie de la covid-19 a perturbé les échanges partout dans le monde, mais le commerce des produits agricoles étudiés dans les *Perspectives* s'est avéré plus résilient que d'autres secteurs de l'économie. À court terme, les *Perspectives* reposent sur l'hypothèse de la poursuite de l'Initiative céréalière de la mer Noire, essentielle à la sécurité alimentaire mondiale compte tenu des prix toujours élevés des céréales et des engrais.

Le rôle des échanges commerciaux dans la sécurité alimentaire ne fera que gagner en importance à l'avenir, au regard de l'évolution de l'offre et la demande. Tout d'abord, les changements démographiques majeurs en cours, combinés à l'évolution des revenus, des préférences alimentaires et de l'urbanisation, devraient avoir une incidence croissante sur les modes de consommation au niveau mondial. Les échanges peuvent permettre d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité des produits agricoles et alimentaires. Par ailleurs, étant donné que les effets néfastes du changement climatique sur l'offre de ces produits devraient se multiplier, les échanges commerciaux peuvent également contribuer à la stabilité de la sécurité alimentaire.

Le bon fonctionnement des marchés nationaux et internationaux est une condition indispensable à la transition vers des systèmes plus durables et plus résilients, lesquels sont nécessaires pour relever le triple défi auquel sont confrontés l'agriculture et les systèmes alimentaires.

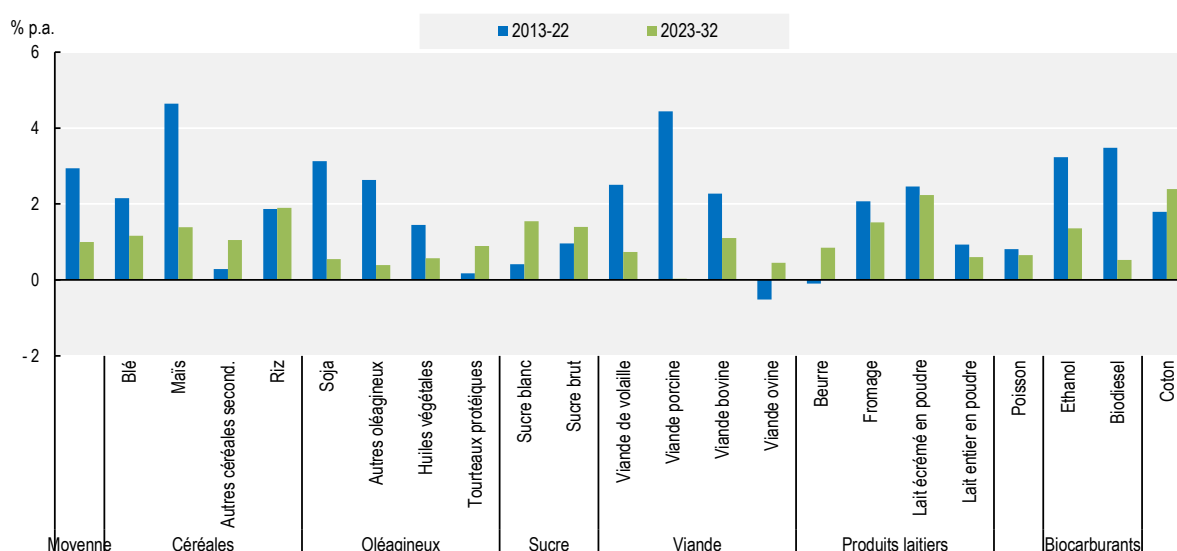
1.4.1. Les échanges de produits agricoles, halieutiques et aquacoles continueront de s'intensifier, mais à un rythme plus lent

Au cours de la décennie à venir, le commerce des produits agricoles étudiés dans les *Perspectives* ne devrait progresser que de 1 % par an, ce qui représente environ un tiers de la croissance enregistrée ces dix dernières années. Ce ralentissement s'explique par l'atténuation attendue des principaux facteurs historiques qui déterminent la demande mondiale de produits échangés, à savoir une croissance plus lente de la demande de produits agricoles émanant de la Chine et d'autres pays à revenu intermédiaire.

Les échanges de produits agricoles étaient plus dynamiques au début des années 2000, du fait de la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce et de l'adhésion de la Chine au système de régulation du commerce en décembre 2001. La croissance du commerce agricole et industriel a connu une tendance à la baisse au lendemain de la crise financière de 2008. Les *Perspectives* reposent sur l'hypothèse d'une diminution des effets des initiatives passées de libéralisation du commerce international qui avait stimulé les échanges agricoles, étant donné que les progrès réalisés en matière de réduction tarifaire multilatérale et les réformes des mesures de soutien aux producteurs à l'origine de distorsions des échanges ont en grande partie stagné au cours de ces dernières années.

Le Graphique 1.35 indique le taux de croissance annuel moyen du volume des échanges d'une sélection de produits examinés dans les *Perspectives*. Compte tenu de leur part dans le volume total des échanges, ce sont le maïs, le soja et le blé qui ont le plus contribué à la croissance globale des échanges agroalimentaires des dix dernières années. Ce sont également ces produits qui devraient accuser la perte de croissance commerciale la plus marquée durant la prochaine décennie. Étant donné l'importance du maïs dans l'alimentation animale, la baisse des exportations mondiales de cette céréale peut s'expliquer par l'augmentation prévue de la production de maïs en Chine, qui permettra au pays d'importer moins d'aliments pour animaux à moyen terme.

Graphique 1.35. Croissance du volume des échanges, par produit agricole



Note : taux de croissance annuelle du volume des échanges calculé à partir des prix de référence de 2014-16.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/g28zww>

La croissance des échanges de volaille et de viande bovine devrait également enregistrer une chute brutale du fait du ralentissement de la convergence des régimes alimentaires et de la diminution des importations chinoises, généralement en provenance des régions de l'Europe et de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le commerce de viande porcine est devenu le deuxième marché de produits de base à connaître la plus forte croissance au cours de la décennie précédente en raison de la flambée de PPA survenue en Chine, laquelle a contraint le pays à importer massivement en 2019 et 2020. Avec le recul de l'épidémie, la Chine ne dépendra plus autant des marchés extérieurs, ce qui se traduira par un déclin de la croissance des échanges de viande porcine.

La progression des échanges de coton reflétera la demande croissante de coton brut par l'industrie textile, laquelle est principalement située dans des pays aux capacités de production limitées (comme le Bangladesh et le Viet Nam). La forte demande d'importations de coton brut sera en grande partie satisfaite par des exportations croissantes des principaux exportateurs, à savoir les États-Unis, le Brésil et l'Afrique subsaharienne. Les échanges internationaux de sucre continueront de progresser, principalement en raison d'une demande en hausse dans les pays à revenu faible ou intermédiaire des régions déficitaires. Enfin, le commerce du riz devrait s'intensifier, grâce aux excédents de production de l'Inde, qui sont principalement destinés à l'Afrique subsaharienne.

1.4.2. La part de la production échangée se stabilise, avec une dominance soutenue des principaux pays exportateurs

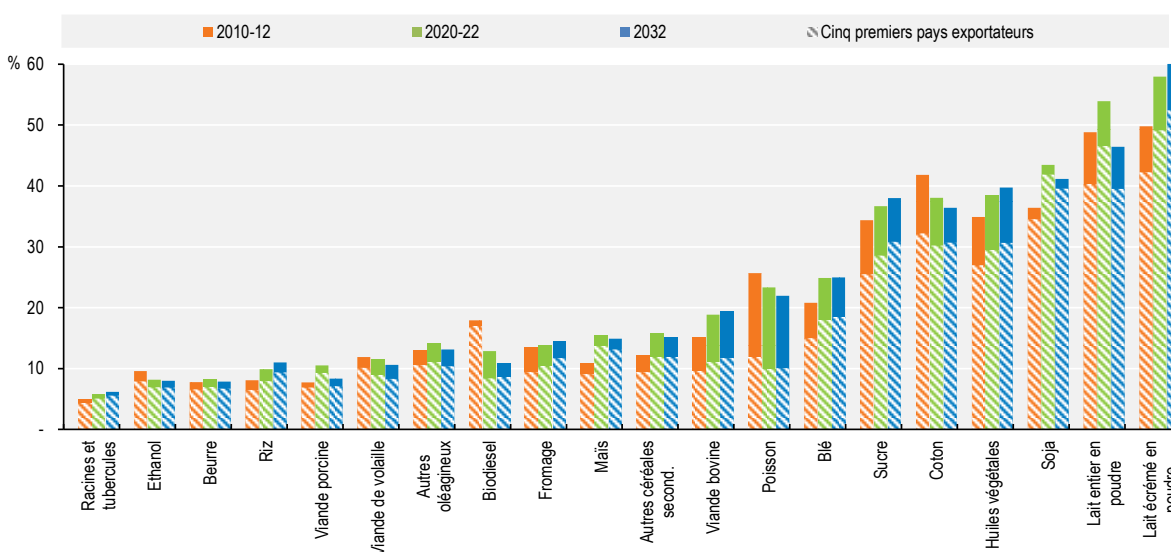
La part de la production des produits étudiés dans les *Perspectives* qui fait l'objet d'échanges a progressé au fil du temps, passant de 15 % en moyenne en 2000 à 23 % au cours de la période de référence 2020-22, ce qui témoigne du fait que les échanges ont augmenté plus vite que la production agricole. Si l'on retient l'hypothèse d'une diminution des effets des précédentes initiatives de libéralisation du commerce international qui avaient stimulé les échanges agricoles et de l'absence de toute réforme majeure des politiques mises en œuvre, la part de la production échangée devrait se stabiliser au cours de la prochaine décennie, la croissance des échanges étant plus étroitement liée à celle de la production.

On observe cependant des variations notables dans l'importance des échanges selon les produits (Graphique 1.36). Pour un grand nombre de produits agricoles, la plus grande partie de la production est destinée au marché intérieur. Pour quelques-uns, en revanche, les échanges représentent au moins un tiers de la production mondiale. C'est le cas du sucre, du coton, des huiles végétales, du soja et des poudres de lait, destinés à la transformation ou produits dans des marchés extrêmement concentrés.

Au cours de la décennie à venir, la part de la production échangée ne variera pas sensiblement pour la plupart des produits examinés dans les *Perspectives* et la structure des échanges n'évoluera que pour quelques rares produits. Pour certains produits comme le coton et le poisson, le taux d'exportation devrait légèrement diminuer, en raison soit d'une faible demande d'importations, soit d'une augmentation de la consommation intérieure, ou encore, dans le cas du biodiesel, de la conjugaison de ces deux tendances. En ce qui concerne le lait écrémé en poudre, les huiles végétales, le blé et le riz, les échanges devraient se développer plus rapidement que la production mondiale, entraînant une augmentation de la part de la production échangée pour ces produits.


Pour les produits examinés dans les *Perspectives*, les cinq plus gros pays exportateurs représentent en règle générale au moins 70 % du volume des exportations mondiales, et cette tendance devrait se poursuivre tout au long de la décennie à venir. Le graphique 1.36 montre, pour chaque produit, la part des exportations des cinq premiers exportateurs pour chaque produit. Pour le soja, cette part a dépassé les 96 % en 2020-22. Même dans le cas des produits dont les exportations sont relativement moins concentrées, tels que le poisson ou la viande bovine, les cinq principaux exportateurs comptaient pour 42 % et 58 % des exportations mondiales en 2020-22, respectivement.

Graphique 1.36. Part de la production échangée par produit



Note : les barres pleines du graphique indiquent la part de la production mondiale qui est exportée (en volume). Les barres hachurées indiquent la part des exportations mondiales détenue par les cinq premiers exportateurs (en volume).

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/5gz8nf>

Pour presque tous les produits (à l'exception de la viande porcine, de l'éthanol et du lait entier en poudre), les exportations des cinq premiers pays exportateurs devraient s'accroître au cours des dix prochaines années. Selon les projections, c'est la dominance des cinq premiers pays exportateurs de biodiesel qui devrait s'intensifier le plus. La part des cinq premiers exportateurs de biodiesel devrait en effet augmenter,

passant de 65 % en 79 % au cours des dix prochaines années du fait des exportations croissantes de biodiesel produit à partir d'huile de cuisson recyclée en provenance de Singapour et de biodiesel issu d'huile de soja en provenance des États-Unis. La part de la Chine dans les exportations de biodiesel devrait en revanche reculer sur la même période en raison d'une croissance limitée des quantités produites à partir d'huile de cuisson recyclée.

La prédominance des cinq premiers pays exportateurs de céréales devrait s'accroître au cours des dix prochaines années. La part des cinq premiers pays exportateurs de riz devrait passer de 80 % en 2020-22 à 85 % en 2032, en raison essentiellement de la forte croissance des exportations de l'Inde et de la Thaïlande. La part des exportations des cinq principaux pays exportateurs devrait également progresser, passant de 75 % en 2020-22 à 78 % en 2032 pour les autres céréales secondaires. Cette part devrait légèrement augmenter de 2 points de pourcentage sur la même période pour atteindre 74 % en 2032 pour le blé, alors qu'elle restera inchangée pour le maïs.

La prédominance des cinq premiers pays exportateurs de produits laitiers devrait également s'accroître, les principaux pays exportateurs à revenu élevé confortant leur position dominante. Dans le cas du fromage, par exemple, la part de marché des cinq premiers exportateurs devrait passer de 75 % à 80 %, essentiellement sous l'effet d'une forte croissance des exportations du principal exportateur, à savoir l'Union européenne. La part des cinq premiers pays exportateurs de lait écrémé en poudre devrait également se renforcer, en raison essentiellement de la forte croissance des exportations en provenance des États-Unis. Ces derniers devraient représenter 35 % des exportations mondiales de lait écrémé en poudre en 2032, contre 30 % en 2020-22.

Cette forte dominance des principaux pays exportateurs fait peser le risque que les marchés mondiaux subissent de fortes perturbations en cas d'interruption des exportations du fait de chocs négatifs sur la production (tels que de mauvaises récoltes), d'une réorientation des politiques des principaux pays exportateurs ou encore de conflits. De telles interruptions pourraient avoir une incidence sur les prix et la disponibilité des produits agricoles et compromettre la sécurité alimentaire mondiale. Les risques pour les marchés mondiaux sont particulièrement élevés dans le cas des produits de base qui font l'objet d'échanges importants.

1.4.3. Différenciation croissante entre les régions exportatrices nettes et importatrices nettes

Au cours des dix années à venir, les Amériques, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale devraient renforcer leur position de pays exportateurs nets, et l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique, leur position de pays importateurs nets. L'évolution des excédents et des déficits des principales régions du monde (graphique 1.37, partie a) et des principaux pays commerçants (Graphique 1.37, partie b) montre bien que les échanges s'orientent vers un creusement de l'écart entre les pays exportateurs nets et importateurs nets.

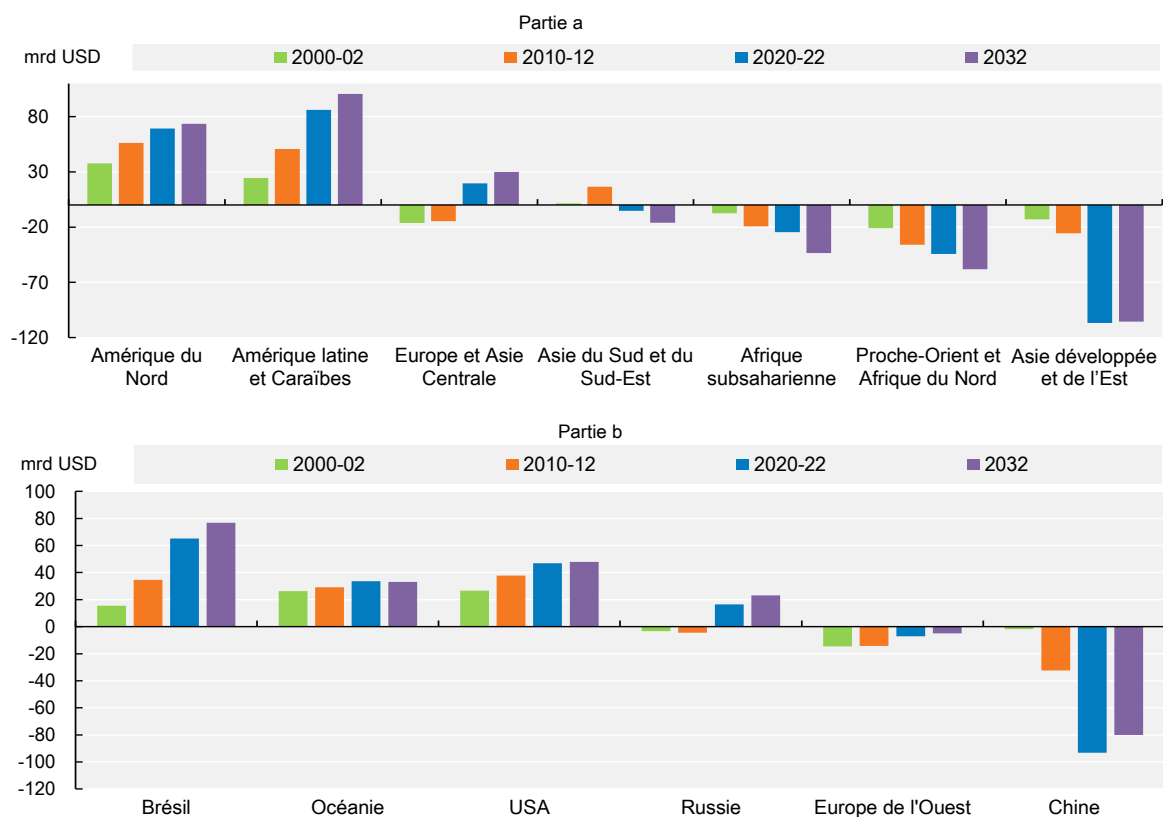
Accroissement des excédents commerciaux des exportateurs traditionnels

La région Amérique latine et Caraïbes a connu une forte progression de ses exportations, notamment au Brésil, et devrait renforcer sa position de premier exportateur mondial de produits agricoles de base. L'essor spectaculaire de l'Amérique du Sud doit beaucoup à l'expansion de l'agriculture dans les terres arides du *Cerrado* au Brésil, jamais cultivées jusqu'aux années 1990. La production accrue de soja, de maïs, de tourteaux protéiques, de viande et de sucre brut devrait contribuer à renforcer la position de la région en matière d'exportations nettes, avec une croissance de 17 % entre la période de référence 2020-22 et 2032.


L'Europe de l'Est et l'Asie centrale sont devenues des régions exportatrices nettes en 2008. L'effondrement de l'Union soviétique et la privatisation des entreprises publiques et collectives, y compris les exploitations agricoles, qui s'en est suivie ont entraîné des gains de productivité notables qui ont stimulé

la production agricole. La demande intérieure limitée du fait de la stagnation de la population et de la consommation par habitant ainsi que les étroites relations économiques entretenues avec une Asie en plein essor sont à l'origine de l'expansion des exportations de la région. Toutefois, même si l'Europe et l'Asie centrale conservent une forte position d'exportateur net, la progression de leurs excédents commerciaux devrait se ralentir à court terme, car la guerre de la Russie contre l'Ukraine entrave la croissance de la production agricole et des exportations de ces pays, avec des répercussions plus profondes sur le secteur agricole ukrainien, liées à des possibilités de commercialisation limitées, à des prix bas à la sortie de l'exploitation et à des coûts d'intrants élevés. À moyen terme, les *Perspectives* misent sur un retour de la production et des exportations à leurs niveaux d'avant-guerre dans ces deux pays. L'Europe de l'Ouest (Graphique 1.37, partie b) est une région importatrice nette pour les produits agricoles étudiés dans les *Perspectives*, mais exportatrice nette pour les produits alimentaires transformés. Son déficit commercial net devrait se réduire en raison d'un ralentissement de la demande.

Graphique 1.37. Solde net des échanges par région, en valeur constante



Note : Solde net des échanges (exportations moins importations) de produits pris en considération dans les Perspectives agricoles, exprimé en USD aux prix constants de 2014-16. Les chiffres relatifs au solde net des échanges tiennent compte des échanges intrarégionaux mais font abstraction des échanges intra-UE. Les régions Asie développée et de l'Est et Asie du Sud et du Sud-Est sont définies au chapitre 2.
Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/fwb8az>

L'Amérique du Nord devrait rester le deuxième exportateur de produits agricoles sur les marchés mondiaux au cours des dix prochaines années, mais ses exportations nettes devraient connaître un léger recul.

En Océanie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont depuis longtemps des exportateurs nets de produits agricoles. Au cours de la décennie à venir, la région devrait conserver sa position commerciale nette, grâce aux efforts continus qu'elle déploie pour améliorer son accès à d'autres marchés en négociant des accords commerciaux préférentiels.

Renforcement des positions importatrices nettes des régions connaissant la croissance démographique la plus rapide

Les tendances en matière d'importations ont beaucoup évolué du fait d'une croissance forte et continue de la demande de produits agricoles et alimentaires de la part des régions confrontées à une explosion démographique et à un manque de ressources. L'Asie, qui abrite environ 60 % de la population mondiale, a vu sa demande d'importations plus que quadrupler en 30 ans, essentiellement en raison des transformations rapides intervenues en Chine. Les importations nettes du pays ont plus que doublé ces dix dernières années et ont atteint un pic en 2020 pour représenter 48 % du déficit commercial global de l'Asie, l'épidémie de PPA ayant provoqué une envolée de la demande d'importations, tandis que les exportations sont restées relativement stables. Le ralentissement attendu de la croissance démographique chinoise entraînera une stabilisation de la consommation alimentaire et de l'utilisation d'aliments pour animaux dans les dix années à venir, de sorte que le déficit commercial net de l'Asie n'augmentera que de 11 %, alors qu'il avait doublé entre 2010 et 2020.

L'Afrique subsaharienne, qui affiche la plus forte croissance démographique, occupe la troisième place parmi les principales régions importatrices nettes de produits agricoles, notamment pour les céréales, qui contribuent à la sécurité alimentaire de façon directe et indirecte (alimentation humaine et animale). En Afrique subsaharienne, les importations (principalement de maïs, de riz, de blé et de soja) devraient s'accroître fortement durant la décennie à venir, car on s'attend à ce que la population augmente plus vite que la production. Le déficit commercial de la région devrait par conséquent se creuser d'environ 77 % entre 2022 et 2032.

D'après les projections, les importations de la région Proche-Orient et Afrique du Nord continueront d'augmenter au cours de la prochaine décennie, alors que ses exportations devraient baisser, creusant le déficit commercial net de la région de 32 % d'ici à 2032. Ces tendances découlent d'une forte croissance de la population et d'une croissance limitée de la production intérieure en raison des contraintes liées aux ressources naturelles.

La libéralisation des échanges au niveau multilatéral et régional a favorisé une participation accrue aux marchés internationaux. L'Encadré 1.3 se penche sur les données relatives à la mondialisation et à la régionalisation des échanges agricoles et met en évidence le rôle des politiques commerciales dans la géographie des échanges. Le marché mondial des produits agricoles et alimentaires a considérablement gagné en résilience, mais de nombreux pays restent vulnérables aux effets des chocs commerciaux sur la sécurité alimentaire.

Encadré 1.3. De la mondialisation à la régionalisation

Le commerce agricole a fait preuve d'une plus grande résilience que le commerce industriel, mais est néanmoins perturbé par la transformation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

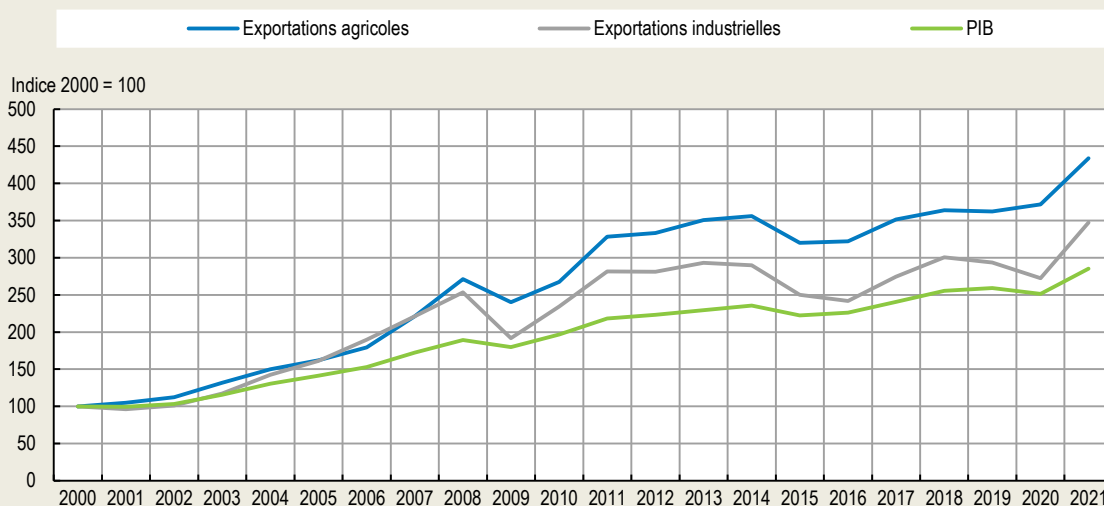
Après un essor spectaculaire dans les années 1990 et 2000, la mondialisation a ralenti en raison de la crise financière, de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations multilatérales sur la libéralisation et d'une diminution du soutien apporté par la société civile aux méga-accords commerciaux régionaux. Les échanges de produits agricoles et alimentaires se sont révélés plus résilients que ceux de produits industriels pendant la pandémie de la covid-19. Si le maintien de la coopération internationale et les

politiques commerciales de soutien ont permis aux marchés agricoles mondiaux de continuer à fonctionner correctement, contrairement à ce qu'il s'était passé durant la crise alimentaire de 2008 (Graphique 1.38), les chaînes d'approvisionnement mondiales de produits agricoles s'orientent désormais davantage vers la régionalisation.


Aujourd'hui, les échanges commerciaux concernent un plus grand nombre de pays et le marché agroalimentaire mondial est moins concentré et plus décentralisé qu'en 1995, en raison de la participation accrue des pays à revenu faible et intermédiaire. Avant la création de l'Organisation mondiale du commerce, les échanges étaient dominés par une poignée de grands pôles commerciaux. Cette domination s'est progressivement affaiblie du fait de la participation d'un plus grand nombre de pays aux chaînes de valeur mondiales de produits agricoles, qui a entraîné l'intensification des échanges Sud-Nord et créé de nouveaux pôles qui n'existaient pas il y a 20 ans. Cette intégration commerciale a contribué de façon importante à diffuser les technologies et les connaissances nécessaires pour accroître la productivité et la croissance de manière générale.

La régionalisation des échanges de produits alimentaires et agricoles, c'est-à-dire la tendance des pays à privilégier les échanges avec les pays de la région plutôt qu'avec des pays extérieurs, s'est accrue entre 1995 et 2019. Au sein du réseau mondial d'échanges agricoles et alimentaires, les pays ont tendance à former des groupements commerciaux spécifiques dans lesquels les échanges sont plus importants. Ces groupements peuvent être régionaux ou s'élargir à des pays d'autres régions. Ils reposent souvent sur la proximité géographique et l'intégration économique favorisée par des accords commerciaux.

Graphique 1.38. Croissance des échanges agricoles et industriels



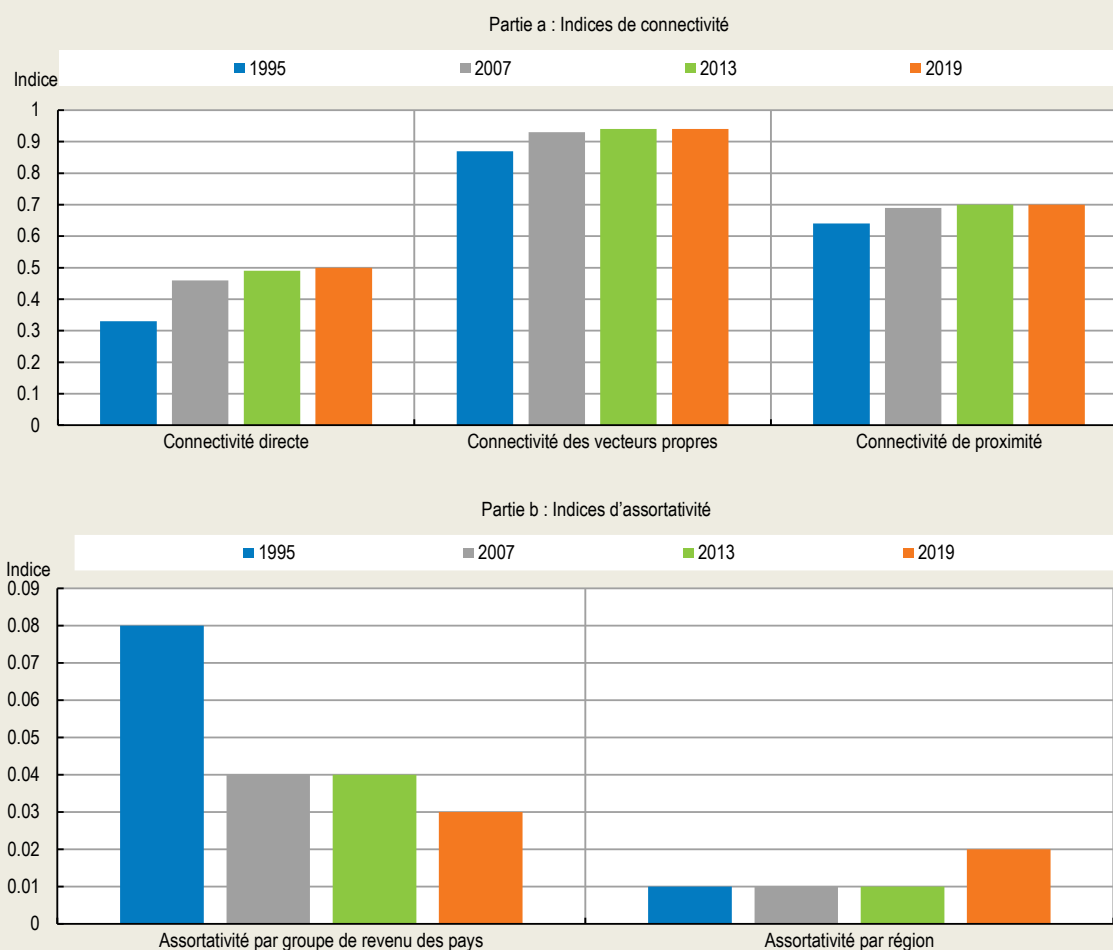
Source : base de données Comtrade et Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

StatLink  <https://stat.link/uxij24>

Le réseau mondial des échanges de produits alimentaires et agricoles s'est rééquilibré. De plus en plus de pays sont aujourd'hui en relation avec un plus grand nombre de partenaires commerciaux, ce qui favorise la résilience du réseau et sa capacité à absorber les chocs. Plusieurs indicateurs font état d'une connectivité accrue des pays au réseau mondial du commerce alimentaire et agricole (Graphique 1.39, partie a). Plus la connectivité est élevée, plus les pays sont connectés directement entre eux (connectivité directe) et avec des pays qui sont eux-mêmes connectés à de nombreux autres États (connectivité indirecte). La connectivité peut être mesurée à l'aide du nombre de liens ou à l'aide de la valeur des produits échangés dans le cadre de ces liens.


Les pays sont en outre étroitement connectés les uns aux autres et, de manière générale, mieux intégrés au réseau d'échanges, comme en témoigne les indices de connectivité (graphique 1.39, panel a). L'indice de connectivité directe compte le nombre de liens commerciaux qu'un pays a au sein du réseau mondial du commerce alimentaire et agricole et est normalisé par le nombre total de liens possibles dans le réseau. La connectivité des vecteurs propres compte en outre les liens commerciaux de tous les partenaires commerciaux directs. L'indice de proximité de la connectivité se mesure en comptabilisant les chemins les plus courts, c'est-à-dire les liens qui présentent la plus forte intensité des échanges entre deux pays. Plus l'indice de proximité est élevé, plus le pays occupe une place centrale dans le réseau, et plus il est « proche » de tous les autres pays.

Graphique 1.39. Connectivité moyenne entre les pays au sein du réseau mondial d'échanges de produits agricoles et alimentaires, 1995-2019



Note : la connectivité se mesure par le nombre de liens commerciaux, c'est-à-dire les flux d'importation ou d'exportation entre les pays. Plus la connectivité est élevée, plus les pays sont connectés directement entre eux (connectivité directe) et avec des pays qui sont eux-mêmes connectés à de nombreux autres États (connectivité des vecteurs propres ou « indirecte »). L'indice de proximité indique dans quelle mesure un pays est « proche » de tous les autres pays du réseau. Il se mesure en comptabilisant les chemins les plus courts, chaque chemin court étant défini comme le lien le plus fort, c'est-à-dire le lien présentant le niveau d'intensité des échanges le plus élevé (valeur des flux d'importation ou d'exportation d'un pays), entre deux pays. Plus l'indice de proximité est élevé, plus le pays occupe une place centrale dans le réseau, et plus il est « proche » de tous les autres pays.

Source : Jafari, Engemann et Zimmermann (2022^[15]).

StatLink  <https://stat.link/vrbz2a>

Historiquement, les pays présentant des revenus par habitant similaires avaient tendance à commercer davantage entre eux, ce qui reflétait des goûts et des préférences similaires. Cependant, compte tenu de la participation croissante des pays à revenu faible ou intermédiaire aux marchés internationaux de produits agricoles et alimentaires, les pays ne faisant pas partie du même groupe de revenu étaient beaucoup plus susceptibles de se livrer à des échanges commerciaux considérables entre eux en 2019 qu'en 1995 (Graphique 1.39, partie b). L'indice d'assortativité par région montre également que les pays d'une même région échangent désormais davantage entre eux qu'avec des pays d'autres régions. Cette régionalisation plus marquée des échanges de produits agroalimentaires s'explique souvent par la proximité géographique et l'intégration économique découlant d'accords commerciaux régionaux.

Néanmoins, un petit nombre de pays concentre encore la majeure partie de la valeur échangée, et seuls quelques États se procurent un large éventail de produits alimentaires et agricoles auprès de nombreux exportateurs différents. Les importations de la plupart des pays se limitent à quelques produits provenant d'un nombre restreint de partenaires commerciaux, ce qui les rend vulnérables aux chocs pouvant survenir sur les marchés d'exportation. Les pays peuvent améliorer leur résilience, assurer leur sécurité alimentaire et favoriser une alimentation saine en diversifiant davantage les produits qu'ils importent et en multipliant les partenaires commerciaux.

Source : FAO (2022^[16]).

1.4.4. Les échanges sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs

Les échanges internationaux constituent le fondement du système alimentaire mondial. Lorsque les conditions commerciales sont définies par les avantages comparatifs et les économies d'échelle, des échanges mutuellement bénéfiques peuvent améliorer la disponibilité et le caractère abordable de différents produits alimentaires et offrir un choix plus large aux consommateurs. Les échanges sont particulièrement importants pour les pays dont les ressources sont limitées, qui sont très dépendants des importations de denrées alimentaires de base comme de celles de haute valeur. Les échanges contribuent également à la croissance économique, car ils permettent aux producteurs, y compris aux petits exploitants, d'accéder à d'autres marchés. Dans certains pays, la production intérieure de produits agricoles est en grande partie exportée, et ces exportations constituent une importante source de revenus.

Le Graphique 1.40 montre, pour une sélection de régions, la part des exportations dans la production totale (partie a) et la part des importations dans la consommation totale (partie b), mesurées en équivalent calorique. Cette répartition est à mettre en perspective avec les évolutions passées et anticipées des échanges nets présentées dans le Graphique 1.37. À l'échelle mondiale, le positionnement des régions en tant qu'exportatrices nettes ou importatrices nettes devrait se renforcer, mais la part représentée par les échanges dans la production et la consommation devrait rester globalement stable durant la décennie à venir, ce qui laisse penser que ceux-ci seront proportionnels à la production.

Les grandes régions productrices telles que l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Amérique du Nord et exportent généralement (y compris dans le cadre du commerce intrarégional) une grande partie de leur production intérieure, respectivement 42 % et 32 % au cours de la période de référence 2020-22 ; ces parts devraient se maintenir pour la première et se réduire légèrement pour la seconde jusqu'en 2032. La part de la production intérieure destinée à l'exportation devrait augmenter dans la région Europe et Asie centrale, passant de 27 % en 2020-22 à 29 % en 2032 (Graphique 1.40, partie a).

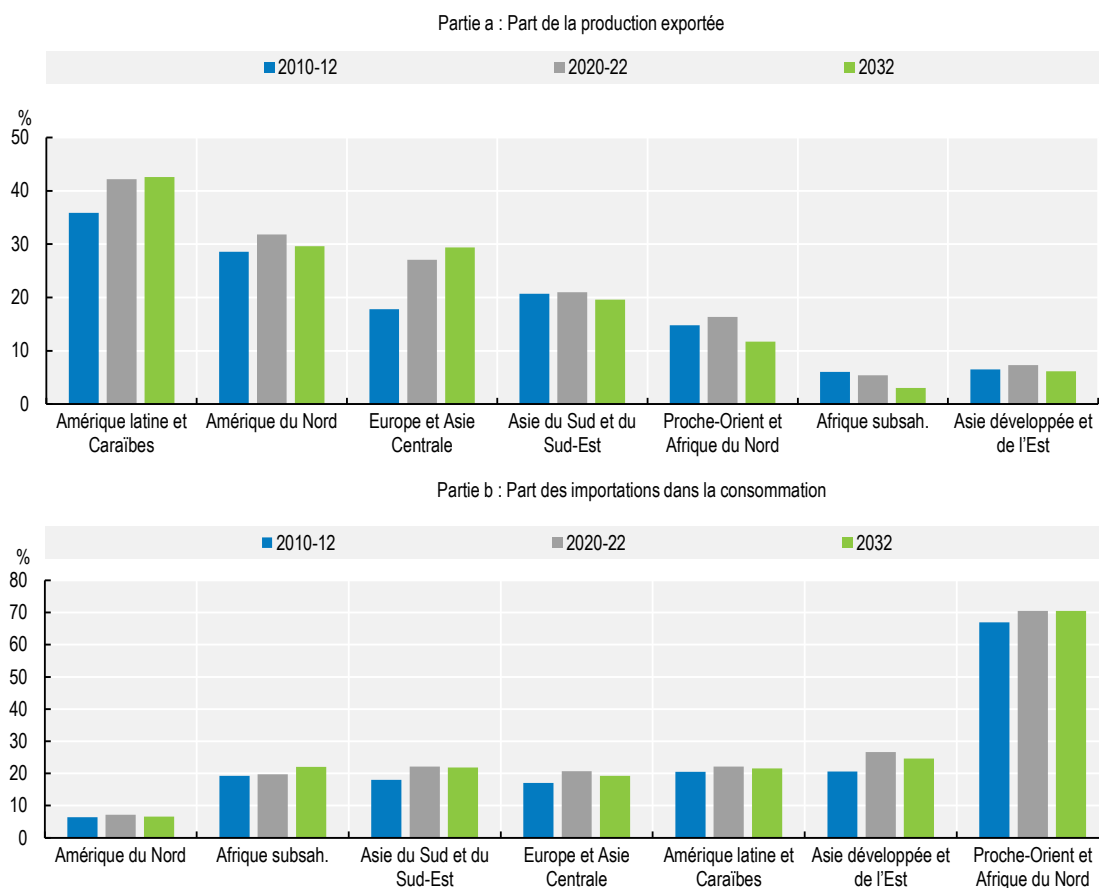
La contribution du commerce à l'élargissement de l'éventail des denrées alimentaires est corroborée par le fait que même les grandes régions exportatrices nettes dépendent des importations pour leur consommation intérieure. En Amérique latine et aux Caraïbes, par exemple, les importations contribuent

pour environ 22 % à la demande totale des produits étudiés dans les *Perspectives* (Graphique 1.40, partie b).

Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, où la croissance démographique est forte et où la production peine à suivre en raison de la limitation des ressources en eau, les importations apportent un complément notable à la production intérieure de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine et animale. Les importations ont représenté 71 % de la demande totale de produits agricoles au sein de la région en 2020-22, part qui devrait rester stable au cours de la décennie à venir.

En Afrique subsaharienne, la part des importations dans la demande totale ne s'élevait qu'à 20 % en 2020-22. Elle devrait toutefois atteindre 22 % d'ici à 2032, car l'augmentation de la production intérieure ne pourra suivre le rythme de la forte croissance démographique (Graphique 1.40, partie b). L'insuffisance des infrastructures soutenant le développement du commerce et la prédominance du commerce transfrontalier informel dans la région peuvent expliquer le niveau relativement faible des importations dans la consommation.

Graphique 1.40. Part des échanges dans la production et la consommation totales, par région et en équivalents calories



Note : calculs fondés sur la teneur moyenne en calories des produits examinés dans les *Perspectives*. Il convient de noter que les données relatives aux importations et aux exportations incluent les aliments pour animaux et que celles sur les quantités disponibles couvrent les produits transformés susceptibles d'être réexportés. les régions Asie développée et de l'Est et Asie du Sud et du Sud-Est sont définies comme indiqué au chapitre 2.

Source : OCDE/FAO (2023), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/5fi36y>

1.4.5. Incertitudes relatives aux échanges internationaux de produits agricoles

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales engendrées par la pandémie de la covid-19, du fait de l'augmentation de la demande de biens durables et des obstacles logistiques provoqués par les restrictions de circulation dans les pays confinés, ont fini par se résorber. Bien que les taux de fret et d'expédition par conteneur soient en baisse, les problèmes relatifs à l'infrastructure continuent de peser sur certaines chaînes d'approvisionnement. De plus, la flambée des prix de l'énergie et la volatilité persistante des prix provoquées par la guerre de la Russie contre l'Ukraine ont de lourdes conséquences sur le coût des transports, et leur évolution reste extrêmement incertaine.

La récente hausse des prix et leur volatilité ravivent le risque que des pays imposent des mesures de restriction des exportations afin de maîtriser l'inflation des produits alimentaires sur leur territoire. Selon la présentation faite par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires à l'occasion du webinaire du Système d'information sur les marchés agricoles consacré aux répercussions de la guerre en Ukraine sur les marchés agricoles et la sécurité alimentaire après un an de conflit (AMIS, 2023^[17]), au moins 20 pays auraient déjà limité d'une façon ou d'une autre les exportations depuis le début de la guerre. Pourtant, les interdictions d'exportation aggravent les effets néfastes des incertitudes et accentuent la hausse des prix. Cela a non seulement des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire mondiale (et sur les moyens de subsistance) à court terme, mais compromet aussi les capacités d'approvisionnement à long terme.

Les inquiétudes grandissantes quant au rôle que joue la mondialisation dans le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources et le déclin de la biodiversité suscitent par ailleurs une demande accrue en faveur d'une meilleure durabilité des échanges de produits agricoles et alimentaires. Les mesures de soutien à l'agriculture et les politiques commerciales unilatérales adoptées pour satisfaire les objectifs d'atténuation du changement climatique peuvent toutefois engendrer d'importantes distorsions de la production et des échanges.

Enfin, les réformes des politiques commerciales qui seront négociées et mises en œuvre dans la décennie à venir pourraient avoir des répercussions notables. Les *Perspectives* ne prennent en considération que les politiques actuellement en vigueur et formulent l'hypothèse qu'elles resteront inchangées à moyen terme, ce qui constitue une source d'incertitude, car la moindre évolution de ces politiques au cours des dix années à venir aurait une influence sur les projections. De nouveaux accords commerciaux (tels que le Partenariat économique régional global ou l'accord UE-Mercosur), par exemple, pourraient intensifier les échanges intrarégionaux et interrégionaux dans les dix prochaines années.

1.5. Prix

Dans les *Perspectives*, les prix internationaux de référence correspondent à ceux constatés sur les principaux marchés internationaux pour chaque produit agricole. Outre les fondamentaux du marché, les prix actuellement en vigueur sont influencés par les effets des chocs à court terme sur l'offre et la demande, notamment les chocs économiques et politiques (pandémie de la covid-19, conflits, etc.) et les fluctuations annuelles de la météorologie. La spéculation concernant les décisions relatives aux placements financiers peut elle aussi influencer les prix de manière ponctuelle. Les effets exercés par ces chocs étant en grande partie imprévisibles et impossibles à intégrer dans les projections, les *Perspectives* partent du principe que les prix retrouveront leurs tendances à long terme, lesquelles sont déterminées par les conditions fondamentales de l'offre et de la demande.

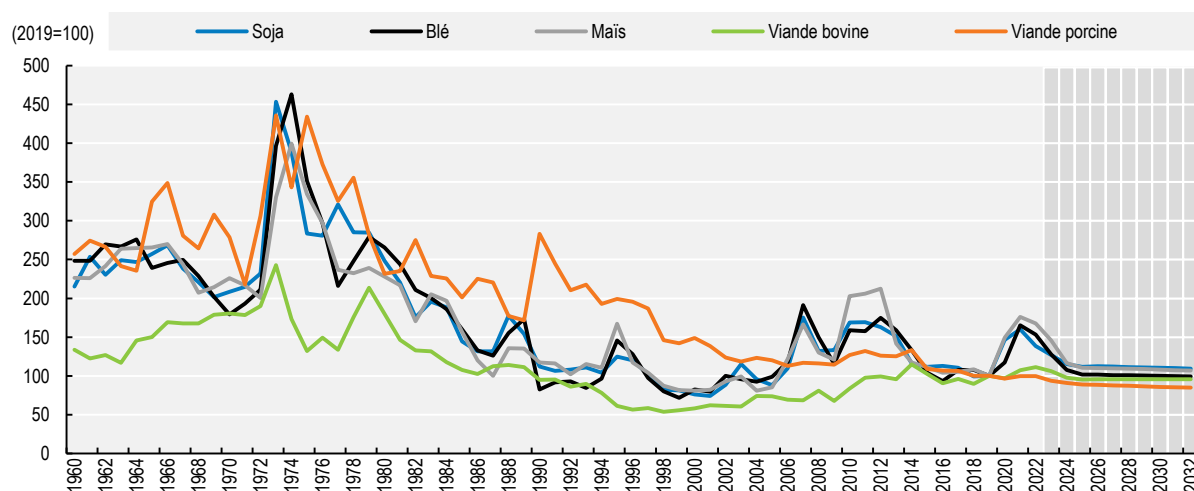
1.5.1. Évolution des prix agricoles et principaux déterminants

Les gains de productivité, pilier de l'augmentation de la production

Les prix réels actuels (c'est-à-dire corrigés de l'inflation) de la plupart des produits agricoles étudiés dans les *Perspectives* sont actuellement élevés par rapport aux prix antérieurs, mais ils ont commencé à diminuer en 2022 et devraient continuer à baisser au cours de la prochaine décennie pour revenir à leurs niveaux habituels de plus long terme (Graphique 1.41).

Ces prix réels étaient en effet orientés à la baisse depuis les années 1960 en raison des gains de productivité qui permettent de diminuer les coûts de production marginaux des produits alimentaires. Avant 1990, la croissance de la production dans le monde était majoritairement attribuable à l'intensification de l'utilisation des terres, à l'augmentation des surfaces cultivées et à la généralisation de l'irrigation. Après 1990, elle s'expliquait essentiellement par la croissance de la productivité totale des facteurs, c'est-à-dire la production exprimée par rapport au total des intrants utilisés pour la production. L'apparition de nouvelles technologies dans les années 1990 a contribué à améliorer les rendements et entraîné une réduction des coûts de production marginaux, ce qui s'est traduit par une baisse des prix alimentaires malgré une augmentation de la demande, en particulier dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire des tranches supérieure et inférieure³. À l'avenir, l'accroissement des rendements demeurera le principal moteur des hausses de production, étant donné que la disponibilité de nouvelles terres est limitée. Toutefois, la croissance soutenue de la productivité agricole pourrait être menacée à plus long terme, car les températures moyennes dépassent les seuils biologiques de nombreuses espèces de plantes cultivées et d'animaux d'élevage,

Graphique 1.41. Evolution à long terme des prix des produits agricoles, en valeur réelle



Note : les données concernant le soja, le maïs et le bœuf proviennent de la Banque mondiale, "World Commodity Price Data" (1960-1989). Les données concernant le porc sont tirées des statistiques du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA QuickStats) (1960-1989).

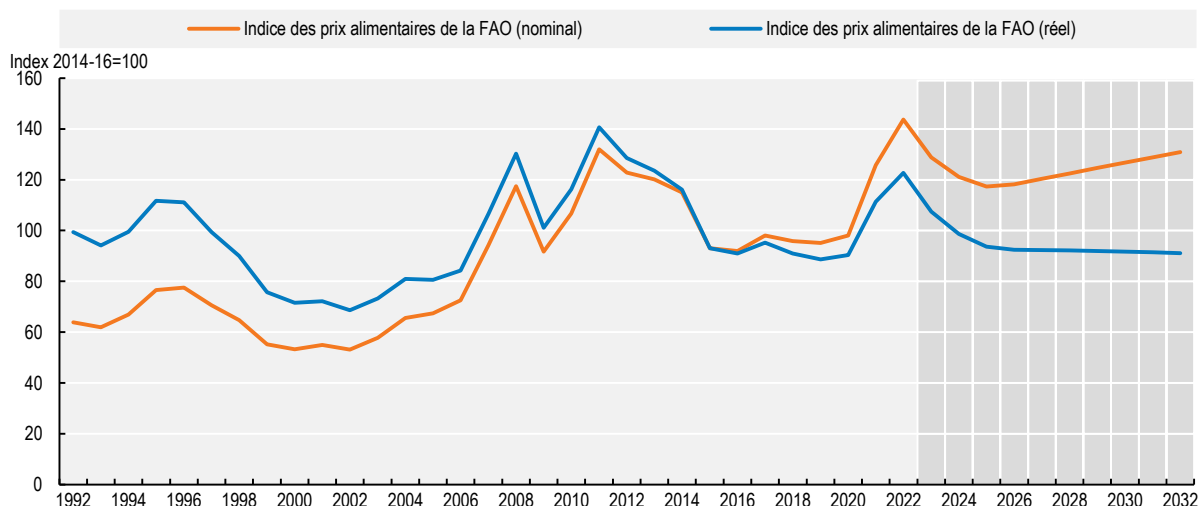
Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

De nombreux prix agricoles en valeur réelle ont connu une hausse substantielle en 2020 et 2021 et ont augmenté ou sont restés élevés en 2022. Cela s'explique par la reprise qui a suivi la pandémie de la covid-19 et par une offre mondiale restreinte en raison de la hausse des coûts de production (en particulier l'énergie et les engrais) en grande partie imputable aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Les mauvaises conditions météorologiques ont nui aux récoltes dans plusieurs gros pays producteurs. Par ailleurs, la guerre de la Russie contre l'Ukraine a également compromis les récoltes de cultures essentielles en 2022 en Ukraine.

Les *Perspectives* prévoient une diminution plus rapide des prix réels des produits agricoles durant les premières années de la période de projection, en raison d'une atténuation des facteurs à l'origine des hausses de prix, puis une poursuite de la tendance à la baisse à long terme, compte tenu des conditions fondamentales de l'offre et de la demande attendues au cours de la prochaine décennie. Ces projections tiennent compte de la croissance des revenus et de la population, mais également des tendances en matière de consommation qui influent sur la demande et de l'accroissement de l'offre sous l'effet de la progression continue de la productivité.

L'indice des prix alimentaires de la FAO, qui synthétise en un seul indicateur l'évolution des prix internationaux de référence des principaux produits alimentaires échangés, est en accord avec les projections présentées pour les produits de base inclus dans le rapport (Graphique 1.42).

Graphique 1.42. Indice des prix alimentaires de la FAO



Note: Les données historiques sont basées sur l'Indice FAO des prix des denrées alimentaires, qui recueille des informations sur les prix nominaux des produits agricoles; ceux-ci sont projetés en utilisant le scénario de référence des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO. Les valeurs réelles sont obtenues en déflatant l'indice FAO des prix des denrées alimentaires par le déflateur du PIB américain (2014-16 = 1). Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

1.5.2. Évolutions des prix des produits de base

La flambée des prix des grains est attribuable aux restrictions liées à la pandémie de la covid-19 et aux coûts élevés des intrants, de l'énergie et du transport. Les prix du blé et du maïs ont atteint leur maximum en 2022, et devraient toutefois rester plus élevés en 2023 qu'avant la pandémie de la covid-19. Toutefois, dans l'hypothèse où les rendements restent moyens et où la situation géopolitique est stable, les prix des céréales devraient reprendre leurs tendances à long terme. Du fait de la chute des prix du blé et du redressement de ceux du riz, le ratio de prix entre ces deux céréales n'est plus très loin du niveau à long terme enregistré avant la pandémie de la covid-19. Avec le retour des prix des céréales à leur tendance à long terme, les ratios du prix du blé et du riz devraient se maintenir ou revenir au niveau observé par le passé.

Les prix des oléagineux ont augmenté rapidement depuis 2021 sous l'effet d'une forte demande, notamment de soja en Chine, qui a dû reconstituer son cheptel porcin à la suite de l'épidémie de peste porcine africaine (PPA), ce qui a nécessité une plus grande utilisation d'aliments pour animaux. La hausse des prix s'explique également par les mauvaises récoltes de soja enregistrées en Amérique du Sud et de colza au Canada, associées aux interdictions à l'exportation d'huile de palmes imposées par l'Indonésie.

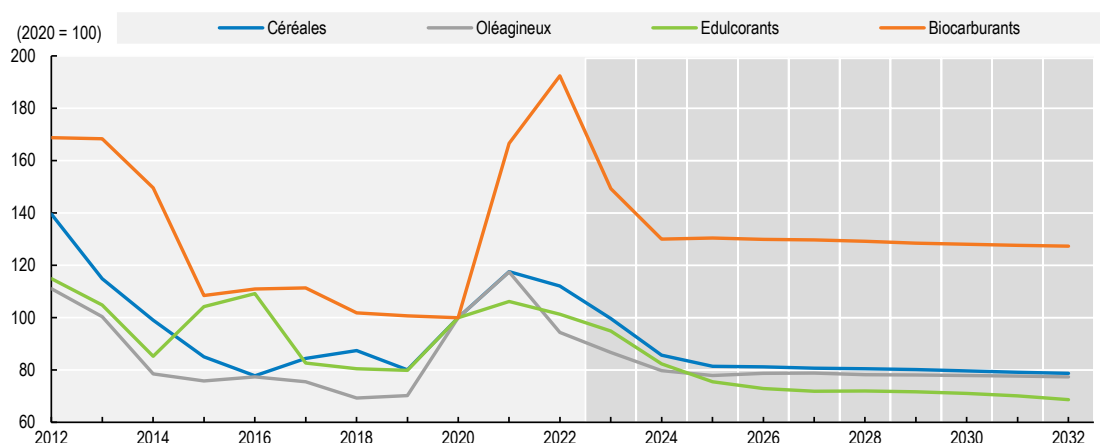
et par le déclenchement par la Russie de la guerre contre l'Ukraine au début de l'année 2022. Après avoir atteint des sommets historiques au début de l'année 2022, les prix des oléagineux ont commencé à baisser, principalement en raison des perspectives d'une récolte record de soja au Brésil et d'une offre abondante d'huile végétale à la suite de l'assouplissement des mesures restrictives à l'exportation en Indonésie. À plus longue échéance, les prix des oléagineux et des tourteaux protéiques devraient diminuer en valeur réelle tandis que ceux des huiles végétales pourraient augmenter à la fois en valeur nominale et en valeur réelle en raison d'une forte demande et d'une croissance limitée de la production, due à la saturation des plantations d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie et de la superficie limitée des terres arables disponible pour les cultures d'oléagineux dans l'Union européenne et en Chine.

Les prix réels du sucre ont eux aussi atteint un pic en 2021, les exportations en provenance du Brésil ayant connu un ralentissement alors que la demande mondiale était forte. L'augmentation de la production mondiale en 2022-23, due essentiellement à de meilleures récoltes au Brésil et en Thaïlande, se traduit par une augmentation des disponibilités, ce qui entraîne une nouvelle baisse des prix du sucre à court terme, bien que celle-ci soit atténuée par les prix encore élevés des intrants. Cette tendance à la baisse des prix du sucre se poursuivra à plus long terme du fait de la hausse de la productivité et du ralentissement de la croissance de la demande. La stabilité des prix internationaux du pétrole brut devrait cependant compenser en partie la pression à la baisse sur les prix du sucre.

Les prix réels des biocarburants ont enregistré en 2020 et 2022 une hausse spectaculaire, provoquée par les prix élevés des matières premières et l'augmentation du coût de la main-d'œuvre. Au cours de la période de projection, les prix réels des matières premières (canne à sucre, mélasse, maïs et huile végétale) devraient renouer avec leur tendance à long terme, et les prix des biocarburants devraient diminuer et se stabiliser, à un niveau cependant plus élevé qu'au cours de la période 2014-20. La production et la consommation de biocarburants, et par conséquent leurs prix, resteront toutefois fortement tributaires des politiques, notamment des obligations d'incorporation et des mesures nationales de soutien.

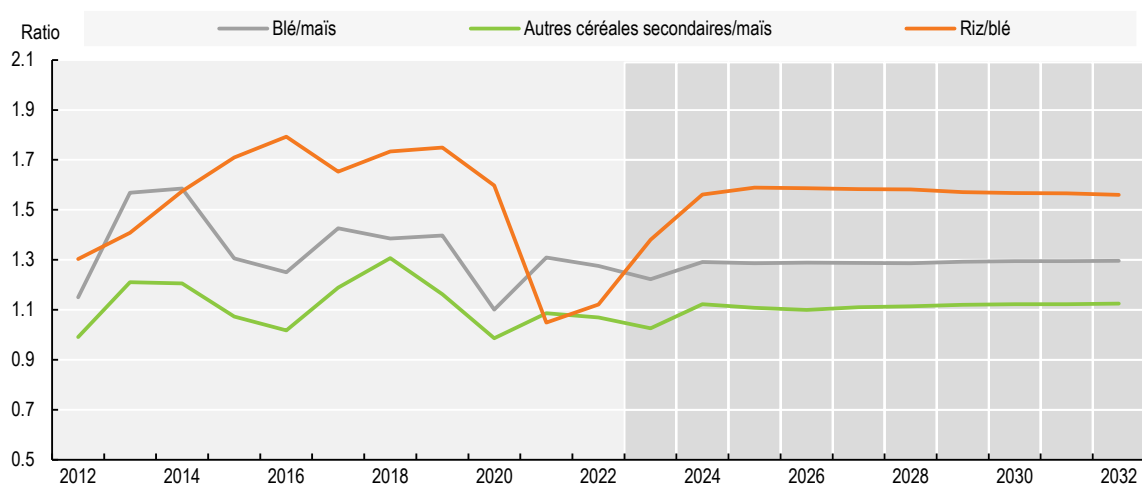
Le niveau plus élevé du prix des biocarburants rapporté à celui des carburants fossiles en 2020 et 2021 s'expliquait par les prix élevés des matières premières et par la relative faiblesse des prix du pétrole (Graphique 1.45). Compte tenu de la baisse du prix des matières premières des biocarburants au cours de la période de projection, ce ratio devrait retrouver les niveaux observés par le passé. À cet égard, l'hypothèse retenue dans ces *Perspectives* est que la demande de biocarburants sera liée à celle de carburants fossiles du fait des obligations d'incorporation, ce qui favorisera la stabilité de leurs prix relatifs.

Graphique 1.43. Évolution à moyen terme des prix des produits d'origine végétale en valeur réelle



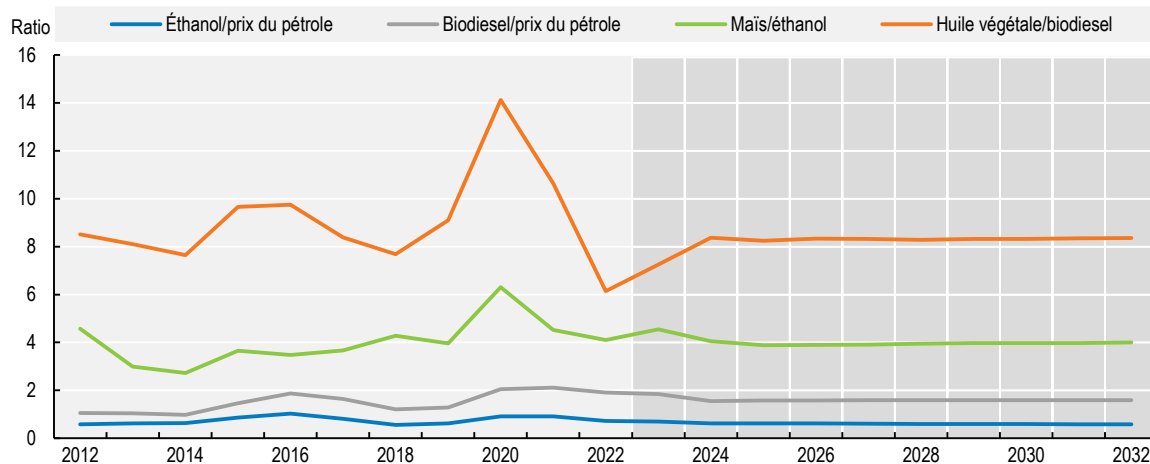
Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Graphique 1.44. Ratios de prix des céréales



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Graphique 1.45. Ratios de prix des biocarburants

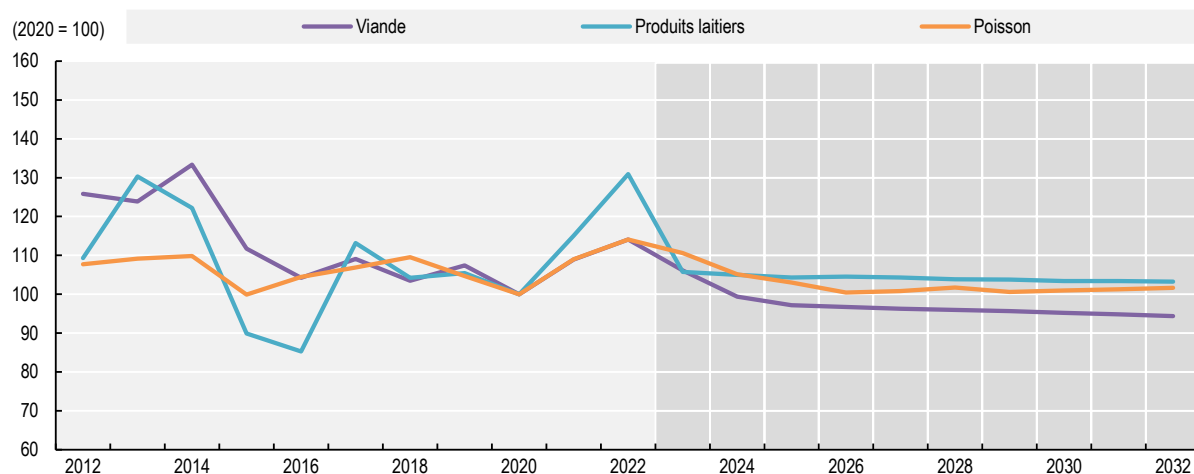


Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/b86vqy>

Les années 2021 et 2022 ont vu un rebond des prix réels de la viande, qui s'explique non seulement par la hausse de la demande sous l'effet de la reprise économique qui a suivi la pandémie de la covid-19, mais aussi par l'augmentation des coûts de transport et de commercialisation. Les prix de la viande devraient diminuer en 2023 et continuer à baisser progressivement en valeur réelle au cours des dix années à venir du fait du fléchissement de la demande, de la stabilisation des chaînes d'approvisionnement, de l'augmentation continue de la productivité et de la diminution du coût des aliments pour animaux (Graphique 1.46). Ceux de la viande de porc devraient baisser plus que les autres en raison de la reprise de la production après la flambée de PPA, notamment en Chine, au Viet Nam et aux Philippines.

Graphique 1.46. Évolution à moyen terme des prix des produits de base d'origine animale, en valeur réelle

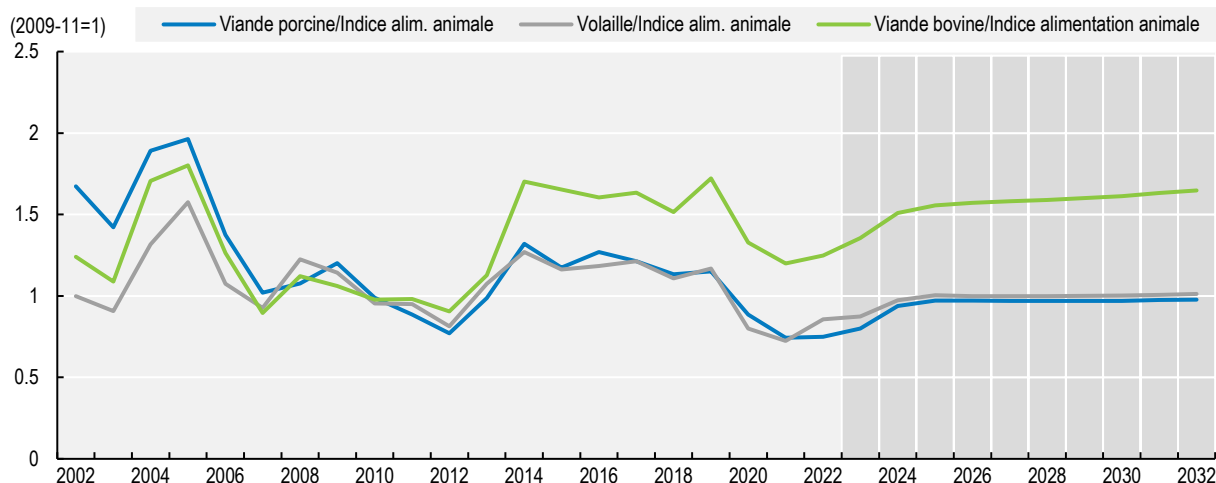


Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.


StatLink  <https://stat.link/48u5ka>

Le ratio entre le prix de la viande et le coût de l'alimentation animale devrait diminuer à court terme avant de se stabiliser (Graphique 1.47). Les prix de la viande bovine sont quant à eux moins influencés par les prix des céréales et des tourteaux protéiques, la majeure partie de la production mondiale provenant de l'élevage sur pâturage. À l'inverse, les prix de la viande de porc et de volaille sont fortement liés aux coûts des aliments pour animaux, puisque ces productions font davantage appel à des aliments à base de céréales et de farines protéiques. Le rapport entre le prix de la viande et celui des aliments pour animaux devrait se maintenir à l'intérieur d'une fourchette relativement étroite.

Graphique 1.47. Ratios entre le prix de la viande et celui de l'alimentation animale



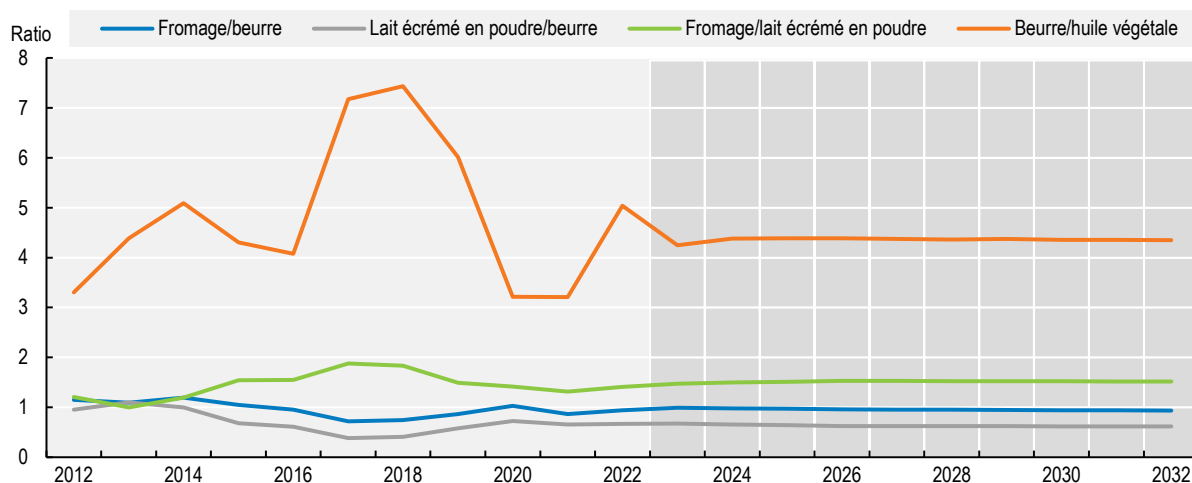
Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/e1cdyp>


Environ 93 % de la production mondiale de lait est consommée dans le pays de production sous la forme de produits laitiers frais, non transformés ou légèrement transformés (pasteurisés ou fermentés, par exemple). La productivité marginale devrait s'améliorer dans les secteurs des produits laitiers du monde entier, entraînant un déclin progressif des prix réels de ces produits laitiers frais. La hausse des prix internationaux en 2021 et 2022 s'explique par la forte demande, le coût élevé des intrants et l'offre limitée des principaux exportateurs. Les prix internationaux des produits laitiers devraient diminuer à brève échéance et retrouver leur trajectoire de long terme d'avant la pandémie de la covid-19 du fait d'une atténuation des perturbations des chaînes d'approvisionnement et d'une baisse des coûts marginaux.

Dans le secteur laitier, l'évolution mondiale des prix est déterminée principalement par celle des prix internationaux du beurre et du lait écrémé en poudre, qui définissent respectivement la valeur des matières grasses laitières et de l'extrait sec dégraissé du lait. Les prix du beurre et du lait écrémé en poudre devraient se maintenir à un haut niveau en 2022, en raison surtout des coûts élevés de production et de la forte demande imputable en partie aux prix élevés de l'huile végétale, de sorte que le prix du beurre augmentera plus vite que celui de l'huile végétale en 2022 (Graphique 1.48). Les prix du lait écrémé en poudre et du beurre devraient ensuite commencer à diminuer et renouer avec une baisse tendancielle à long terme sur fond d'adéquation entre l'offre et les signaux de prix courants. Les prix réels du fromage et du lait entier en poudre suivent par ailleurs l'évolution des prix du beurre et du lait écrémé en poudre, respectivement.

Graphique 1.48. Ratios de prix des produits laitiers



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

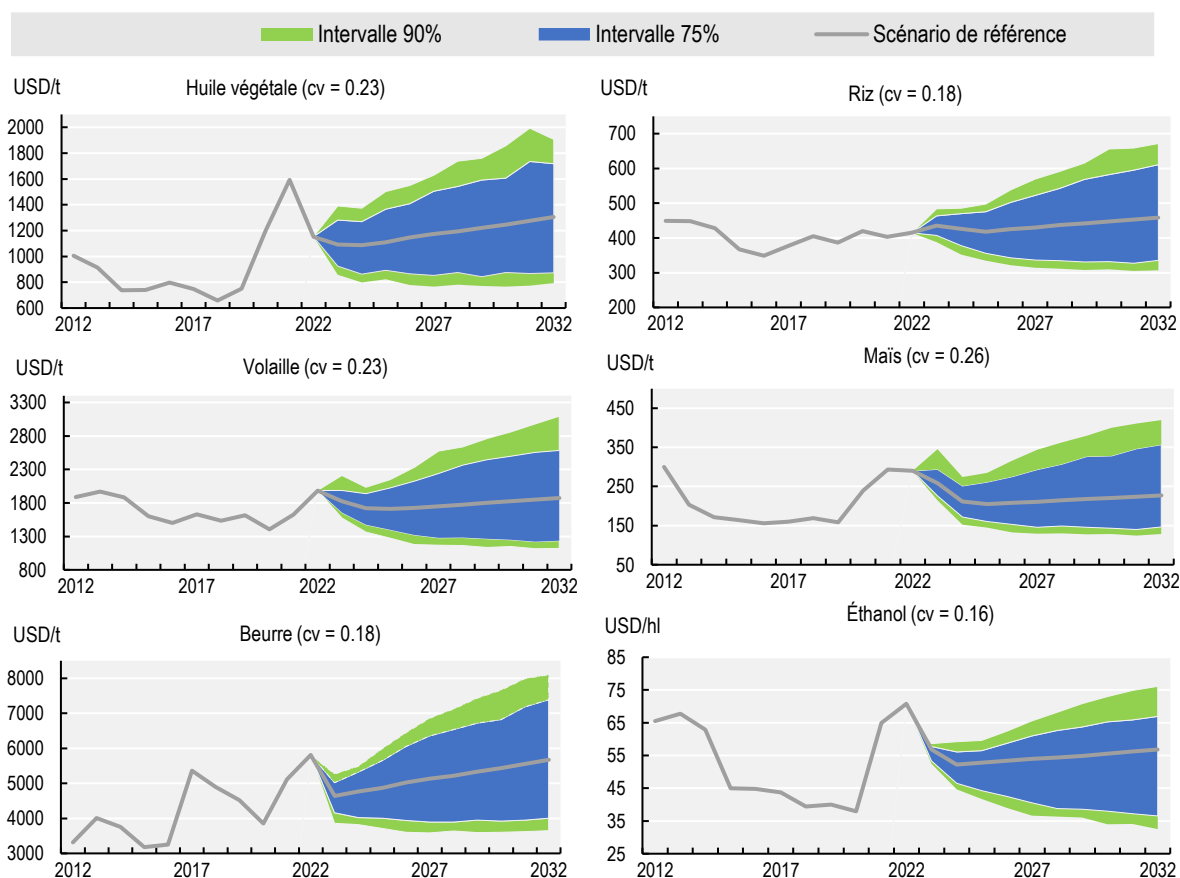
StatLink  <https://stat.link/tuibwvg>

Les prix réels du poisson ont progressé en 2021 et 2022, car le redressement économique après la pandémie de la covid-19 a été suivi d'une forte demande des ménages et des services de restauration, alors que l'offre n'a augmenté que modestement. Après 2023, les prix réels du poisson de pêche devraient diminuer, tandis que ceux du poisson d'élevage et de l'huile de poisson suivront une tendance légèrement ascendante. Les prix réels des aliments aquatiques devraient rester stables, et ceux de la farine de poisson fluctueront légèrement malgré une tendance à la stabilité. Même si, à long terme, les prix réels du poisson diminueront ou resteront pratiquement stables, des fluctuations sont attendues au cours de la décennie à venir en raison des conditions récurrentes liées au phénomène *El Niño*, qui limitent les captures dans le Pacifique.

1.5.3. Transmission des signaux de prix au sein du système alimentaire mondial

Bien que les *Perspectives* utilisent les prix internationaux de référence pour caractériser les marchés mondiaux, on suppose que ces prix n'ont en réalité qu'une influence indirecte sur les décisions des producteurs et des consommateurs. Sur les marchés nationaux, les différents producteurs et consommateurs agissent avant tout comme des preneurs de prix, et leur comportement global détermine les prix de référence nationaux. Les décisions de production et de consommation agrégées au niveau mondial déterminent les prix de référence internationaux. La formation et la transmission de ces signaux de prix dépendent de l'intégration des marchés intérieurs dans le système commercial mondial, des fluctuations de change et des coûts d'échange.

Graphique 1.49. Niveau de référence et intervalles stochastiques applicables à certains prix de référence internationaux



Note : évolution attendue des prix nominaux dans le cadre du scénario de base des Perspectives (ligne continue) par rapport aux effets stochastiques représentés dans les intervalles de confiance de 75 % (en bleu) et de 90 % (en vert).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/8pg6yb>

Les modes de transmission des signaux de prix entre les marchés intérieurs et les marchés internationaux dépendent de la part de la consommation intérieure qui est satisfaite par des importations, ou de la part de la production intérieure qui est exportée, ainsi que de la sensibilité des prix intérieurs aux évolutions des échanges. Dans les pays représentant une faible part des marchés mondiaux disposant d'infrastructures commerciales bien développées et/ou une forte substituabilité du commerce avec les

produits nationaux, les chocs sur le marché intérieur sont rapidement absorbés grâce aux échanges et les prix intérieurs ne sont pas affectés. Les grands pays producteurs et consommateurs se caractérisent par une transmission plus directe au marché mondial des tendances et de la variabilité de leurs marchés intérieurs. En revanche, les pays dont les interactions avec le marché mondial sont très limitées, c'est-à-dire ceux qui présentent un degré important d'autosuffisance, sont pour l'essentiel abrités des chocs transmis par les variations des prix mondiaux, mais plus exposés aux chocs intérieurs.

La transmission des prix est également influencée par les politiques commerciales, les mesures de restriction constituant un moyen efficace de limiter la transmission de la volatilité des prix aux marchés intérieurs. Toutefois, lorsque ces politiques restrictives sont appliquées par des pays qui représentent une large part du marché, ou lorsqu'elles sont mises en œuvre de façon collective, elles risquent d'exacerber la volatilité des prix.

1.5.4. Étant donné les nombreuses incertitudes qui pèsent sur la décennie à venir, les projections relatives aux prix doivent être interprétées avec prudence

Les projections des prix présentées dans ces *Perspectives* sont le fruit de l'interaction entre les facteurs fondamentaux de l'offre et de la demande dans l'hypothèse de conditions normales sur le plan météorologique et macroéconomique comme du point de vue des politiques publiques. Bien que ces *Perspectives* s'appuient sur les meilleures informations disponibles, ces projections et les hypothèses qui les sous-tendent présentent inévitablement un certain degré d'incertitude. Jusqu'à ce qu'une solution mutuellement acceptable soit identifiée, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine restera une source d'incertitudes supplémentaires en ce qui concerne les prix de l'énergie, des intrants et des produits agricoles de base. Au début de cette guerre, la disponibilité réduite de céréales, oléagineux et d'engrais sur les marchés mondiaux avait suscité de grandes inquiétudes. Plus d'un an plus après le début de la guerre en février 2022, la problématique de l'accès aux marchés a plus ou moins été résolue grâce à la mise en œuvre, puis à l'extension, de l'Initiative céréalière de la mer Noire, ainsi que l'augmentation des capacités d'exportation par les voies ferroviaires, routières et fluviales rendue possible grâce à la création de corridors de solidarité entre l'Union Européenne et l'Ukraine. Cependant, le niveau élevé des prix de l'énergie et leur volatilité continuent de jouer un rôle important dans le renchérissement des produits alimentaires. Par ailleurs, la possible mise en place par certains pays de restrictions commerciales et de subventions pour faire face à l'inflation intérieure est une autre source d'incertitude. Sur le long terme, les politiques mises en œuvre au regard de l'environnement et du changement climatique risquent de provoquer des perturbations sur les marchés.

Dans ces *Perspectives*, l'hypothèse de normalité aboutit à une trajectoire régulière pour la plupart des variables faisant l'objet des projections, et les écarts par rapport aux évolutions supposées entraînent une volatilité des prix. Pour évaluer les répercussions de ces écarts, on a procédé à une analyse stochastique partielle des projections de référence. L'analyse stochastique partielle simule la variabilité potentielle future des principaux déterminants des prix en s'appuyant sur leur variabilité observée par le passé. Elle tient aussi bien compte des facteurs macroéconomiques mondiaux que des rendements de certaines cultures. La variabilité liée aux maladies des animaux ou aux modifications des politiques publiques n'est pas prise en considération. Les résultats agrégés des simulations multiples réalisées dans le cadre de l'analyse stochastique partielle indiquent la sensibilité des trajectoires des prix de référence (graphique 1.49). Les prix ont une probabilité de 75 % de rester à l'intérieur de l'intervalle bleu, quelle que soit l'année considérée, et une probabilité de 90 % de rester à l'intérieur de l'intervalle vert. La probabilité qu'un événement extrême faisant passer un prix à l'extérieur de ces intervalles se produise au moins une fois au cours de la période de projection est de 40 %.

Dans l'ensemble, l'intervalle de variabilité des prix est beaucoup plus large que celui estimé dans l'édition précédente des *Perspectives*. C'est le cas particulièrement pour l'huile végétale, le riz, la viande de volaille et le maïs. À cet égard, la variabilité des prix est généralement bien supérieure au niveau de référence.

References

- AMIS (2023), *Ukraine One Year Later - The Impact of the War on Agricultural Markets and Food Security*, <https://www.amis-outlook.org/events/detail/en/c/1156244/> (consulté le 12 April 2023). [17]
- Beausang, C., C. Hall et L. Toma (2017), « Food waste and losses in primary production: Qualitative insights from horticulture », *Resources, Conservation and Recycling*, vol. 126, pp. 177-185, <https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2017.07.042>. [4]
- FAO (2023), *The status of women in agrifood systems*, <https://doi.org/10.4060/cc5343en>. [10]
- FAO (2022), *The State of Agricultural Commodity Markets 2022. The geography of food and agricultural trade: Policy approaches for sustainable development*, Rome, FAO, <https://doi.org/10.4060/cc0471en>. [16]
- FAO (2022), *Tracking progress on food and agriculture-related SDG indicators 2022*, <https://doi.org/10.4060/cc1403en>. [8]
- FAO (2019), *The state of Food and Agriculture, moving forward on food loss and waste reduction*, <https://doi.org/10.4060/CA6030EN>. [1]
- FAO (2011), *Global Food Losses and Food Waste. Extent, Causes and Prevention*, FAO. [3]
- Giner, C., M. Hobeika et C. Fischetti (2022), « Gender and food systems: Overcoming evidence gaps », *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, n° 184, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/355ba4ee-en>. [11]
- IPCC (2022), *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, <https://doi.org/10.1017/9781009325844>. [14]
- Jafari, Y., H. Engemann et A. Zimmermann (2022), *The evolution of the global structure of food and agricultural trade: Evidence from network analysis. Background paper for the State of Agricultural Commodity Markets 2022*, Rome, FAO. [15]
- Kummu, M. et al. (2012), « Lost food, wasted resources: Global food supply chain losses and their impacts on freshwater, cropland, and fertiliser use », *Science of The Total Environment*, <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2012.08.092>. [5]
- Lipinski, B. et al. (2013), *Reducing food loss and waste*. [2]
- OECD (2022), *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2022*, <https://doi.org/10.1787/7f4542bf-en>. [13]
- OECD (2018), *Toolkit for Mainstreaming and Implement Gender Equality*, <https://www.oecd.org/gender/governance/toolkit/>. [12]
- Oelosfe, S. et al. (2021), *Increasing reliable, scientific data and information on food losses and waste in South Africa*. [9]
- Parfitt, J., M. Barthel et S. Macnaughton (2010), « Food waste within food supply chains: quantification and potential for change to 2050 », *Philosophical Transactions of the Royal Society B*, <https://doi.org/10.1098/rstb.2010.0126>. [6]
- UNEP (2021), *Food Waste Index Report 2021*. [7]

Notes

¹ La viande inclut la viande bovine, porcine, ovine, et celle de volaille. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les produits laitiers frais, le lait en poudre entier et écrémé, le lactosérum en poudre et, dans certains cas, la caséine. Le poisson englobe aussi bien celui provenant de la pêche de capture que celui issu de l'aquaculture.

² Les sous-produits de la production animale comprennent principalement la farine de viande et d'os.

³Fuglie, K., J. Jelliffe et S. Morgan, « International Agricultural Productivity », <https://www.ers.usda.gov/data-products/international-agricultural-productivity/>. Dernière mise à jour le vendredi 7 octobre 2022.

2 Synthèses régionales

Ce chapitre décrit les principales tendances et les nouveaux enjeux auxquels le secteur agricole est confronté dans les six régions de la FAO, à savoir l'Asie et Pacifique, elle-même divisée en Asie développée et de l'Est et en Asie du Sud et du Sud-Est, l'Afrique subsaharienne, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Asie centrale, l'Amérique du Nord et l'Amérique latine et les Caraïbes. Il met en relief les dimensions régionales des projections de la production, de la consommation et des échanges sur la période 2023-32, et apporte des informations générales sur les grands enjeux régionaux.

Les synthèses régionales incluses dans les *Perspectives* présentent les grandes tendances dans les régions définies par la FAO pour mettre en œuvre son programme de travail général. Compte tenu de la diversité qui existe entre les régions, le but de ces synthèses n'est pas de comparer la situation de l'une à l'autre mais de mettre en évidence certaines des évolutions les plus récentes en insistant sur les réponses apportées aux défis mondiaux et les nouvelles tendances qui s'en dégagent, et en reliant ces dernières avec les principaux messages émanant des *Perspectives*. Les évaluations comparent généralement le point final de la période de projection des *Perspectives* (2032) avec la période de référence de 2020-22. La région Asie-Pacifique, vaste et hétérogène, fait l'objet de deux synthèses distinctes : d'un côté, l'Asie développée et de l'Est ; de l'autre, l'Asie du Sud et du Sud-Est.

Les systèmes agricoles et alimentaires du monde entier ont connu ces dernières années de nombreuses perturbations : d'abord celles causées par la pandémie de la covid-19, puis celles liées à la guerre de la Russie contre l'Ukraine. La flambée des prix des produits alimentaires qui a suivi a, dans de nombreuses régions, eu des conséquences sur l'accessibilité financière de ces produits et la sécurité alimentaire. Les synthèses régionales ne contiennent pas d'évaluation quantitative des impacts de ces perturbations mais reflètent les dernières projections macroéconomiques en date, à l'heure où le monde commence à sortir de ces difficultés. Les tendances et les problématiques exposées dans ce chapitre sont celles qui devraient sous-tendre les *Perspectives* sur le moyen terme, en supposant que les effets négatifs sur la production, la consommation et les échanges des produits destinés à l'alimentation (humaine et animale) et des carburants s'estomperont peu à peu, étant entendu que plusieurs incertitudes demeurent.

Le chapitre est divisé en sept sections dans lesquelles le texte, les tableaux et les graphiques sont organisés de manière similaire pour chaque région. Une section Contexte présente les principales caractéristiques de la région et décrit le cadre dans lequel s'inscrivent les projections de la production, de la consommation et des échanges figurant dans les sections suivantes. Chaque synthèse régionale comporte une annexe fournissant des graphiques et tableaux de même type décrivant les principaux aspects des projections de la région.

2.1. Perspectives régionales : Asie développée et de l'Est

2.1.1. Contexte

L'urbanisation rapide comme ressort des préférences des consommateurs

Avec 1.6 milliard d'habitants, cette région¹ est la deuxième plus peuplée parmi celles examinées dans le présent chapitre, l'écrasante majorité de sa population se trouvant en Chine. C'est aussi la seule région dont la population devrait diminuer au cours de la prochaine décennie. L'Asie développée et de l'Est comprend des pays très différents jouant des rôles centraux sur les marchés internationaux. Elle inclut la Chine et le Japon, qui sont respectivement les deuxième et troisième plus grandes économies mondiales. Ramenés au nombre d'habitants, les revenus varient de 8 789 USD en Chine à 62 344 USD en Australie. L'urbanisation a progressé rapidement et l'on estime qu'en 2032, 74 % de la population vivra en milieu urbain, contre seulement 55 % en 2010. Cette urbanisation a pour corollaire un changement d'alimentation qui suscite une consommation accrue de produits de plus grande valeur ainsi que d'aliments transformés et emballés, d'où une transformation rapide des systèmes alimentaires.

La croissance des revenus s'est maintenue dans la région, malgré de nombreux chocs exogènes. Le recul du PIB par habitant de 0.6 % seulement en 2020 en fait l'une des régions les moins touchées économiquement par la pandémie, même s'il existe des différences manifestes entre les pays, à savoir de fortes baisses au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande, mais une hausse continue en Chine (2.0 %). La reprise a également été l'une des plus rapides. La région a enregistré une croissance de 5.7 % en 2021, et la reprise a été générale dans tous les pays – sachant que le revenu moyen par habitant en 2021

avait déjà augmenté de 5.1 % par rapport à 2019. En dépit de la poursuite de la guerre en Ukraine, de la hausse des prix de l'énergie qu'elle a entraînée et de la spirale de l'inflation, les revenus par habitant ont encore progressé de 2.9 % en 2022 et devraient s'accroître de 3.5 % en 2023 à mesure que la Chine continue de lever les restrictions liées à la pandémie. Bien que positive, cette évolution représente un net ralentissement par rapport à la tendance habituelle et les perspectives de croissance à court terme se trouvent très menacées, notamment du fait de l'existence d'un environnement mondial plus difficile où la demande s'affaiblit, le prix des produits de base chute, l'inflation atteint un niveau élevé et les politiques monétaires se resserrent. Les revenus par habitant devraient croître de 3.4 % par an sur le moyen terme, ce qui signifie qu'en 2032, ils seront de 45 % supérieurs à la moyenne de la période de référence. La hausse des revenus sera un moteur déterminant de la demande en Chine, alors que ce sont sans doute les préférences des consommateurs qui l'emporteront dans les pays développés à revenu élevé de la région.

Les ressources agricoles exploitables de la région sont aussi variées que les pays qui la composent. Très limitées en Chine, en Corée du Sud et au Japon, elles sont en revanche abondantes en Australie et en Nouvelle-Zélande. La part de la valeur ajoutée du secteur primaire de l'agriculture et des pêches dans l'économie est en recul – à quelque 5 % – et devrait baisser encore pour atteindre 4 % en 2032. La croissance économique s'accompagne d'une baisse de la part des dépenses alimentaires dans le budget total des ménages, à 14 % (sachant que cette part varie de 18 % en Chine à 8 % en Australie). Le maintien du niveau élevé des prix et les problèmes d'accessibilité financière pourraient avoir d'importantes répercussions sur la sécurité alimentaire dans la région, même si les chocs mondiaux pourront être plus ou moins atténués par la protection intérieure mise en place dans certains pays.²

La région comprend un certain nombre de grands exportateurs et importateurs de produits agricoles et alimentaires. La Chine et le Japon se situent respectivement à la première et la deuxième place mondiale en termes d'importations nettes de produits alimentaires, tandis que la Corée du Sud arrive au sixième rang³. Du fait de leurs activités commerciales, ces pays jouent un rôle important sur les marchés et les chaînes de valeur de l'agriculture au niveau mondial. De leur côté, la Nouvelle-Zélande et l'Australie se classent parmi les 10 plus gros exportateurs nets mondiaux de produits alimentaires en valeur, en particulier de produits laitiers et d'origine animale. Les domaines de spécialité de la région donnent lieu à de vastes échanges interrégionaux qui vont en s'accroissant. À l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, les politiques interventionnistes qui sont menées dans la région jouent un rôle important sur les marchés locaux et, compte tenu de la taille des pays qui les mettent en œuvre et de la place qu'ils occupent sur les marchés mondiaux, toute modification de ces politiques intérieures peut avoir un impact considérable au niveau international.

Les difficultés que connaît la région sont aussi nombreuses que les pays qui la composent. Les ressources naturelles sont limitées en Chine, en Corée du Sud et au Japon, ce qui donne lieu à une utilisation intensive d'intrants, qui entraîne des problèmes croissants de durabilité. À certains endroits, les ressources hydriques ont atteint un niveau terriblement bas et certaines zones de la région sont extrêmement vulnérables au changement climatique. Des sécheresses de plus en plus intenses se multiplient, en particulier en Australie, et cette situation va sans doute persister, voire s'aggraver, sous l'effet du changement climatique. La production de viande dans la région est principalement menacée par des maladies animales comme la peste porcine africaine (PPA) et la grippe aviaire. L'impact majeur qu'a eu en Chine l'épizootie de PPA en 2018 montre à quel point il est important de déployer des mesures plus adaptées pour faire face à ces menaces.

Malgré ces défis, la valeur ajoutée de l'agriculture par unité de surface agricole continue d'augmenter. La progression de la productivité totale des facteurs au cours des dix ans écoulés est estimée à 1.6 % par an, contre 2 % pendant la précédente décennie⁴. Compte tenu du niveau restreint des ressources, il sera essentiel, pour garantir la durabilité future, de continuer à investir pour accroître la productivité dans la région.

2.1.2. Production

Une hausse de la production tirée par la Chine

La région se classe à la seconde place mondiale pour la production de produits agricoles, halieutiques et aquacoles et représentait presque un-cinquième de la production mondiale en valeur pendant la période de référence 2020-22. En 2032, une hausse de la valeur nette de la production de 15 % sera suffisante pour que la région conserve sa part dans la production mondiale. La Chine occupe une place centrale dans la production de la région. Le pays représentait déjà presque 90 % de la valeur totale de la production au cours de la période de référence (2020-22), et le graphique 2.1 montre qu'il sera également le principal moteur de la croissance au cours de la période de projection. Alors que la Chine devrait enregistrer une hausse – en valeur – de sa production agricole, halieutique et aquacole de presque 10 % d'ici 2032, les autres pays de la région connaissent un recul de 3 % du fait principalement d'une baisse de la valeur de la production en Australie et au Japon. Mis à part la reprise du secteur de l'élevage après l'épizootie de peste porcine africaine, la croissance dans la région s'est globalement ralentie sous l'effet de l'arrivée à maturité des marchés intérieurs, de l'évolution des politiques publiques et de l'intensification de la concurrence commerciale.

Le secteur végétal de la région représente 38 % de la production totale de l'agriculture et de la pêche au cours de la période de référence, bien que la prise en compte des fruits et légumes augmenterait cette contribution. Une croissance de la valeur de la production de seulement 4 % implique que la part des cultures dans la valeur ajoutée agricole totale pourrait tomber à 36 % d'ici 2032. La majeure partie de cette baisse est absorbée par la production de poisson, qui pourrait représenter 27 % de la valeur ajoutée totale d'ici 2032, tandis que le secteur de l'élevage maintient sa part à 37%.

La surface agricole totale devrait diminuer légèrement d'ici 2032, dans la continuité des évolutions passées. Cette évolution reflète la baisse de la superficie des pâturages, alors que les terres utilisées pour la production végétale devraient s'étendre de 5 %, presque exclusivement en Australie. Du fait des ressources limitées dans les autres pays de la région, la croissance repose nécessairement sur les gains de productivité. La valeur générée sur un hectare de terre cultivée est d'ores et déjà plus élevée en Asie développée et de l'Est que dans toute autre région, et devrait rester relativement stable d'ici 2032. L'accroissement des rendements attendu grâce aux nouvelles variétés de semences, à l'amélioration des méthodes de production et à l'extension de l'irrigation est généralement plus lent que par le passé. Les questions environnementales et la sécurité alimentaire sont des sujets de préoccupation croissants dans le contexte de la raréfaction de l'eau et compte tenu du fait que l'utilisation d'engrais de synthèse par hectare est déjà l'une des plus élevées parmi toutes les régions. L'épandage d'engrais pourrait encore s'accroître au cours de la période de projection, bien que lentement, mais les prévisions relatives au panachage des cultures et aux gains de productivité sont telles que la production rendue possible par unité d'engrais utilisée devrait augmenter de 5 %.

Dans la région, la superficie cultivée est dominée par les céréales. Plusieurs végétaux contribuent pour une part non négligeable à la production mondiale, notamment le riz, le maïs et le blé. Le secteur de la transformation représente également une part substantielle de la production mondiale de tourteaux protéiques et d'huile végétale, quoique reposant principalement sur des oléagineux importés. La quasi-totalité de la production de maïs de la région provient de Chine, qui contribue également pour 93 % à la production régionale de riz et pour 80 % à celle de blé. La production de blé restante est assurée presque exclusivement par l'Australie. En Chine, la superficie consacrée à la production de maïs devrait être accrue de 2.3 Mha au cours des dix ans à venir ; ajouté à la hausse des rendements de 0.7 % par an, cela entraînera une augmentation de la production de 12 % d'ici 2032. À l'inverse, les superficies consacrées à la culture du riz et du blé devraient perdre respectivement 1.2 Mha et 1.3 Mha. La hausse des rendements sera suffisante pour permettre une hausse de la production de riz de 2 % et maintenir celle de blé aux niveaux actuels, malgré la diminution des surfaces cultivées. En Australie – qui est le seul autre

producteur de blé notable dans la région –, cette production végétale devrait diminuer de 16 % par rapport à la période de référence, conséquence d'une baisse de 5 % de la superficie récoltée ainsi que de la normalisation des rendements (qui avaient atteint des niveaux record en 2022). La baisse de la production de blé de la région est presque entièrement imputable à l'Australie.

La production animale représente 37 % de la valeur totale de la production agricole, halieutique et aquacole, et une croissance attendue de 9 % est suffisante pour la maintenir à ce niveau jusqu'en 2032. La croissance résulte principalement de l'intensification et des gains de productivité, du fait de la contraction de la superficie des pâturages en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Japon. La hausse de la production de viande de la région devrait se composer pour plus des trois quarts de viande de porc, et pour 11 % de viande de volaille.

La Chine reste le plus gros producteur de viande de la région, avec presque 80 % de la valeur de la production animale. La viande de porc et celle de volaille sont les deux principaux secteurs et représentent respectivement 58 % et 28 % de la production totale de viande en Chine. La production de viande dans ce pays devrait s'accroître de 14 % au cours des dix ans à venir, et 80 % de cette production supplémentaire sera de la viande de porc. Suite aux effets dévastateurs de l'épizootie de PPA en 2018, les effectifs porcins en Chine ont été en grande partie reconstitués et dépassaient en 2022 les niveaux de 2017. En 2032, la production de viande de porc devrait dépasser de 8 % celle de 2022 sous l'effet de l'intensification du secteur après l'éradication de la PPA. Les nombreux petits producteurs ont été remplacés par de grandes exploitations commerciales privilégiant la biosécurité. Ces dernières années, l'épizootie de PPA a également entraîné une augmentation de la production de viande de volaille, qui a un cycle court et qui a pu apporter une réponse rapide face au niveau élevé du prix de la viande qu'a connu la Chine au plus fort de l'épizootie. De 2018 à 2022, la production de volaille s'est accrue de 20 % ; toutefois, compte tenu de la reprise de la production de viande porcine et du retour à la normale des prix, sa hausse ultérieure ne sera que de 4.5 % en 2032.

Bien que représentant une part beaucoup plus faible de la production totale de viande de la région, l'Australie est plus encline – compte tenu de ses ressources exploitables – à produire de la viande bovine, qui compte pour presque la moitié dans sa propre production de viande. Le pays contribue ainsi à hauteur de 20 % à la production de viande bovine de la région. Avec une progression de sa production de 0.8 % par an, l'Australie contribuera également pour une large part à l'augmentation de la production régionale de viande bovine.

L'Asie développée et de l'Est contribue pour presque 40 % à la production halieutique et aquacole mondiale, sa production étant assurée à 90 % par la Chine. Ce pays est également le principal moteur de la croissance de cette production dans la région, annoncée à 1.3 % par an. La progression est beaucoup plus rapide dans le secteur de l'aquaculture, puisqu'elle sera de 1.5 % par an au cours des dix ans à venir, contre seulement 0.6 % pour la pêche. Par conséquent, l'aquaculture pourrait représenter en 2032 presque 78 % de la production totale de la région. Compte tenu du rôle central de la Chine dans la production régionale, le contexte politique du pays – qui, ces dernières années, a privilégié de plus en plus la durabilité – déterminera à l'avenir l'évolution du marché halieutique et aquacole.

Les émissions totales de GES imputables à l'agriculture devraient augmenter de 5.1 % dans la région d'ici 2032. Celles provenant de l'élevage grimperaient de 5.1 % du fait de l'expansion des troupeaux de bovins et d'ovins de respectivement 7 % et 3 %. Une hausse de 4.6 % est également prévue pour les émissions liées à la production végétale au cours des dix ans à venir. Cela dit, rapportée à la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole, la baisse des émissions de GES par unité produite devrait se poursuivre, quoique plus lentement.

2.1.3. Consommation

Le changement des habitudes alimentaires en Chine entraîne une augmentation de la consommation de viande

L'Asie de l'Est a beaucoup progressé en matière de sécurité alimentaire et l'impact de la pandémie y a été moins important que dans la plupart des autres régions. Bien que la covid-19 ait eu des effets indubitables sur le comportement des consommateurs et les chaînes d'approvisionnement agricoles, le PIB de la région s'est montré relativement résilient, en particulier en Chine, et les mesures d'aide au revenu dans les pays développés ont également contribué à atténuer les répercussions à grande échelle de la pandémie sur la sécurité alimentaire. Malgré la faible progression de la prévalence de l'insécurité alimentaire (modérée ou grave) en 2020, la reprise amorcée en 2021 a été telle que cette insécurité a atteint son plus bas niveau en cinq ans, en dépit de la hausse des prix. La disponibilité totale en calories s'est accrue en 2022 et devrait encore augmenter en 2023, malgré la forte poussée de l'inflation et du coût de la vie. Il est prévu qu'elle progresse de 6 % d'ici 2032 (soit un gain d'environ 200 kcal/personne/jour), pour atteindre 3 473 kcal/personne/jour. Cette quantité de calories arrive à la deuxième place dans le classement régional et reflète des revenus par habitant généralement élevés dans la plupart des pays de la région. Néanmoins, après prise en compte des déchets estimés des ménages, l'apport total de calories devrait se situer en dessous de 3 239 kcal/personne/jour.

Diverses tendances démographiques sont à noter dans les pays qui composent la région. Le vieillissement de la population est une réalité dans de nombreux pays de la région et le taux de dépendance⁵, déjà élevé au Japon et en Corée, devrait encore augmenter à l'horizon 2030 (UN DESA, 2020^[1]). Le postulat général est que le vieillissement de la population aura un effet de modération sur le taux de croissance global de la consommation alimentaire dans ces pays. D'un autre côté, l'urbanisation rapide – en particulier en Chine – donne lieu à une consommation croissante d'aliments prêts à l'emploi, de viande, de matières grasses et de sucres, qui dépassera à l'avenir celle de la plupart des autres groupes d'aliments. La consommation de sucre est celle qui, parmi tous les groupes d'aliments, devrait croître le plus. La progression de la consommation d'huile végétale ralentit, son niveau en valeur absolue est déjà élevé ; d'ici 2032, elle devrait approcher les 28 kg par habitant, dépassant la moyenne mondiale de 70 %.

Compte tenu des niveaux de revenu, de développement et de maturité dans la plupart des pays de la région, c'est en Chine que le régime alimentaire devrait le plus changer. En 2032, la consommation par habitant de produits à base de sucre devrait avoir augmenté de 15 % tandis que celle de produits halieutiques et aquacoles, de viande et de produits laitiers aura crû de respectivement 14 %, 12 % et 12 %. Ces taux contrastent avec une progression de moins de 0.5 % de la consommation de céréales, ce qui montre bien l'ampleur du changement de régime alimentaire attendu.

L'augmentation de la consommation de viande va également se traduire par une disponibilité accrue en protéines, avec un gain de 10 g/personne/an à l'horizon 2032. Cela portera la disponibilité totale en protéines dans la région à 118 g/personne/an, soit 30 % de plus que la moyenne mondiale. C'est en Chine que cette disponibilité devrait le plus augmenter, des hausses plus modestes étant également enregistrées en Corée et au Japon. En Australie et en Nouvelle-Zélande, la disponibilité en protéines sera en baisse par rapport à 2020-22 – période où le niveau était cependant élevé –, principalement à cause de la diminution de la consommation de produits laitiers.

Au niveau régional, la consommation de produits halieutiques et aquacoles par habitant devrait s'accroître de 13 % – soit une hausse de 5 kg par habitant – au cours de la période de projection. Ce pourcentage recouvre une forte hausse en Chine (14 %), une progression plus faible en Australie (6 %), en Nouvelle-Zélande (5 %) et en Corée (4 %), ainsi qu'une relative stabilité au Japon.

La région représente un peu plus d'un quart de la consommation mondiale d'aliments pour animaux. D'ici 2032, la consommation en alimentation animale devrait progresser de 11 % dans la région, ce qui permettra à cette dernière de conserver la même part de la consommation mondiale qu'actuellement. La consommation d'aliments pour animaux dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'intensité de l'utilisation de ces aliments selon les systèmes de production, ainsi que le taux de conversion alimentaire des différentes espèces animales. Des différences sont à noter entre les pays au regard des pratiques de production et des espèces dominantes. La Chine concentre plus de 85 % de la consommation d'aliments pour animaux de la région, et sa consommation devrait s'accroître de 13 % à l'horizon 2032. Cette situation s'explique notamment par la hausse de la demande des secteurs de l'élevage de porc et de volaille, qui sont de plus en plus intensifs. Ces exploitations de grande taille, à vocation purement commerciale, font un usage plus intensif des aliments pour animaux que les petits producteurs au fonctionnement plus traditionnel, mais l'association d'un environnement contrôlé et d'une amélioration de la génétique favorise aussi une bien meilleure conversion alimentaire. On estime, compte tenu de l'ensemble de ces facteurs, que la consommation d'aliments pour animaux en Chine augmentera un peu plus lentement que la production de viande. En Australie et en Nouvelle-Zélande, en revanche, les systèmes de production de produits laitiers ainsi que de viande bovine et ovine ont une consommation d'aliments pour animaux plus variable en termes d'intensité et recourent davantage aux pâturages ; par conséquent, la consommation en alimentation animale y progresse plus lentement.

Dans les systèmes de production reposant sur une alimentation intensive des animaux, le maïs et le tourteau protéique sont les ingrédients de base de la plupart des prémélanges et représentent presque 70 % des composants de l'ensemble des aliments pour animaux. L'utilisation de ces ingrédients dans l'alimentation animale de la région devrait croître de respectivement 15 % et 11 % au cours de la prochaine décennie, la progression plus faible du tourteau protéique s'expliquant par la volonté de la Chine de réduire la teneur en protéines des rations animales. Si le blé représente un pourcentage beaucoup plus faible de l'alimentation animale totale, son utilisation devrait augmenter de 21 % au cours de la prochaine décennie.

La région représente environ 10 % de la consommation mondiale d'éthanol et en son sein, la Chine en absorbe presque 80 %. En 2017, ce pays a annoncé d'ambitieuses prescriptions d'E10 devant être mises en œuvre à l'échelle nationale avant 2020, ainsi qu'un objectif de réduction des stocks excessifs de maïs. Ces stocks ont, depuis, retrouvé un niveau normal, ce qui incite peu à accroître la production d'éthanol. Par conséquent, la hausse attendue des taux d'incorporation ne sera que de 1.7 % d'ici 2032, ce qui est supérieur à la progression de 1.2 % en moyenne au cours de la période de référence mais très inférieur à l'ambitieux objectif de 10 %. Alors que la consommation totale d'essence est prévue à la baisse, l'augmentation des taux d'incorporation maintiendra la hausse de la consommation d'éthanol en Chine à 1.1 % par an sur dix ans. En 2032, la Chine continuera de ne représenter que 7 % environ de la production mondiale d'éthanol.

2.1.4. Échanges

Un groupe hétéroclite d'importateurs et d'exportateurs nets

L'Asie développée et de l'Est devrait voir son déficit commercial se stabiliser au cours de la prochaine décennie, même si elle restera, de toutes les régions couvertes dans ces *Perspectives*, la plus grosse importatrice nette. Cette situation est due principalement aux importations de l'Asie de l'Est – en particulier de la Chine et du Japon – et occulte le statut d'exportatrice nette de l'Océanie. Les principaux produits importés en Asie de l'Est sont le soja, le maïs, l'orge, le sorgho, le blé, l'huile végétale et les produits d'origine animale. L'Océanie est en revanche une importante exportatrice nette de blé, d'orge, de colza, de sucre, de viande et de produits laitiers.

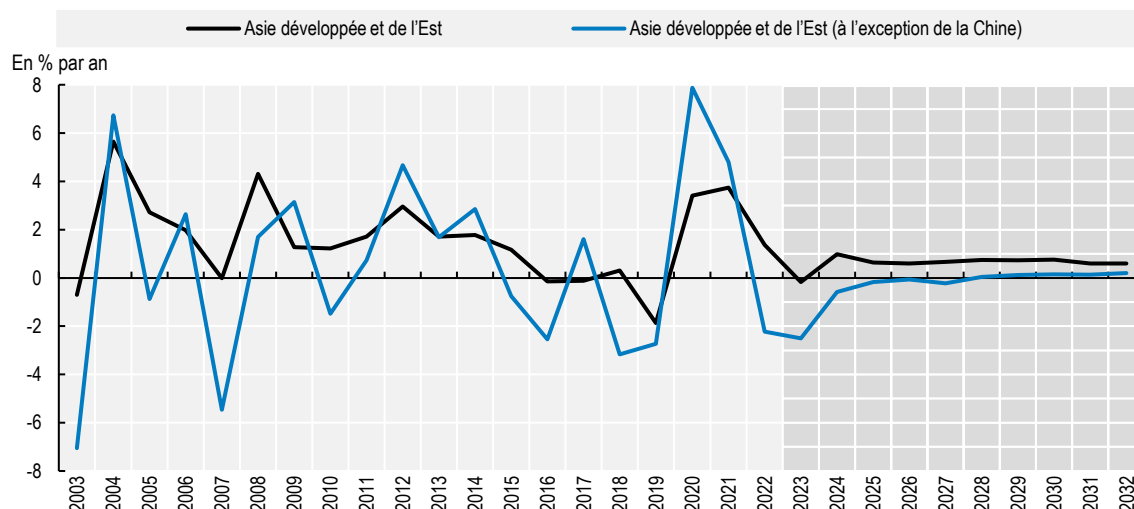
La valeur nette des importations de la région devrait augmenter de 7 % entre la période de référence (2020-22) et 2032, ce qui représente un net ralentissement par rapport à la précédente décennie. Quasiment 75 % des importations supplémentaires reviennent à la Chine, qui est le premier pays

importateur de soja au monde. Les importations chinoises de soja ont atteint un niveau record en 2020, malgré les difficultés logistiques liées à la pandémie de la covid-19. La demande d'importations s'expliquait par la croissance rapide de la production de volaille, ainsi que par la reconstitution des effectifs porcins après l'éradication de la peste porcine africaine. Les importations se sont ensuite ralenties dans le contexte actuel d'inflation, mais elles devraient repartir à la hausse (+ 6 %) d'ici 2032 en raison de la croissance de la production animale et de la résolution d'une partie des difficultés liées aux échanges. Malgré le ralentissement de sa croissance, la Chine continuera de représenter 60 % du commerce mondial de soja, ses importations provenant majoritairement du Brésil, des États-Unis et d'Argentine. Bien que la hausse de la consommation animale pousse également la demande de maïs vers le haut, les importations de cette céréale devraient diminuer sous l'effet de la forte progression de sa production intérieure. On prévoit qu'en 2032, la Chine produira presque 95 % de sa consommation totale de maïs, mais qu'elle représentera malgré tout presque 9 % des échanges mondiaux de cette céréale.

Les importations de viande de la région devraient reculer de 14 % au cours des dix prochaines années, principalement du fait de la diminution de 25 % des importations de la Chine liée à la reprise de la production du pays après l'éradication de la PPA. La viande bovine et dans une moindre mesure la viande ovine sont les seuls types de viande que la Chine sera susceptible d'importer davantage. S'agissant des autres pays de la région, la Corée devrait enregistrer une hausse de ses importations de viande de 12 %, sachant toutefois que sa contribution aux importations totales de la région est nettement plus faible. Une partie de la demande de viande de l'Asie de l'Est sera sans doute satisfaite grâce à l'augmentation des exportations de l'Océanie, qui est idéalement située pour approvisionner les marchés asiatiques. L'Australie figure déjà parmi les cinq principaux fournisseurs de viande bovine à la Chine, et les relations commerciales entre les deux pays se sont améliorées. Les exportations australiennes de viande bovine devraient croître de 19 %, pour atteindre 1.8 Mt en 2032. Cela dit, les 290 kt supplémentaires qui seront fournis par l'Australie d'ici 2032 ne représentent qu'un tiers de la hausse attendue des importations chinoises de viande bovine.

L'Océanie exporte en abondance de nombreux autres produits, mais plusieurs d'entre eux devraient enregistrer un recul durant la prochaine décennie. Si les exportations de blé sont amenées à baisser, l'Australie demeure un important fournisseur mondial de cette céréale, en particulier dans le contexte de la guerre qui se poursuit en Ukraine, qui a freiné les exportations à partir de la région de la mer Noire. En 2032, l'Australie devrait encore représenter 10 % des exportations mondiales de blé. Malgré sa faible superficie agricole, la Nouvelle-Zélande représente plus de 30 % des exportations mondiales de viande ovine et 23 % de celles de produits laitiers. Bien que les pâturages soient de plus en plus restreints et censés se réduire encore d'ici 2032, les exportations de viande ovine devraient rester stables et celles de produits laitiers progresser de simplement 6 %. Par conséquent, la part de la Nouvelle-Zélande dans les exportations mondiales sera en baisse pour ces deux catégories de produits.

Graphique 2.1. La Chine et son influence majeure sur la croissance de la production agricole, halieutique et aquacole dans la région de l'Asie développée et de l'Est

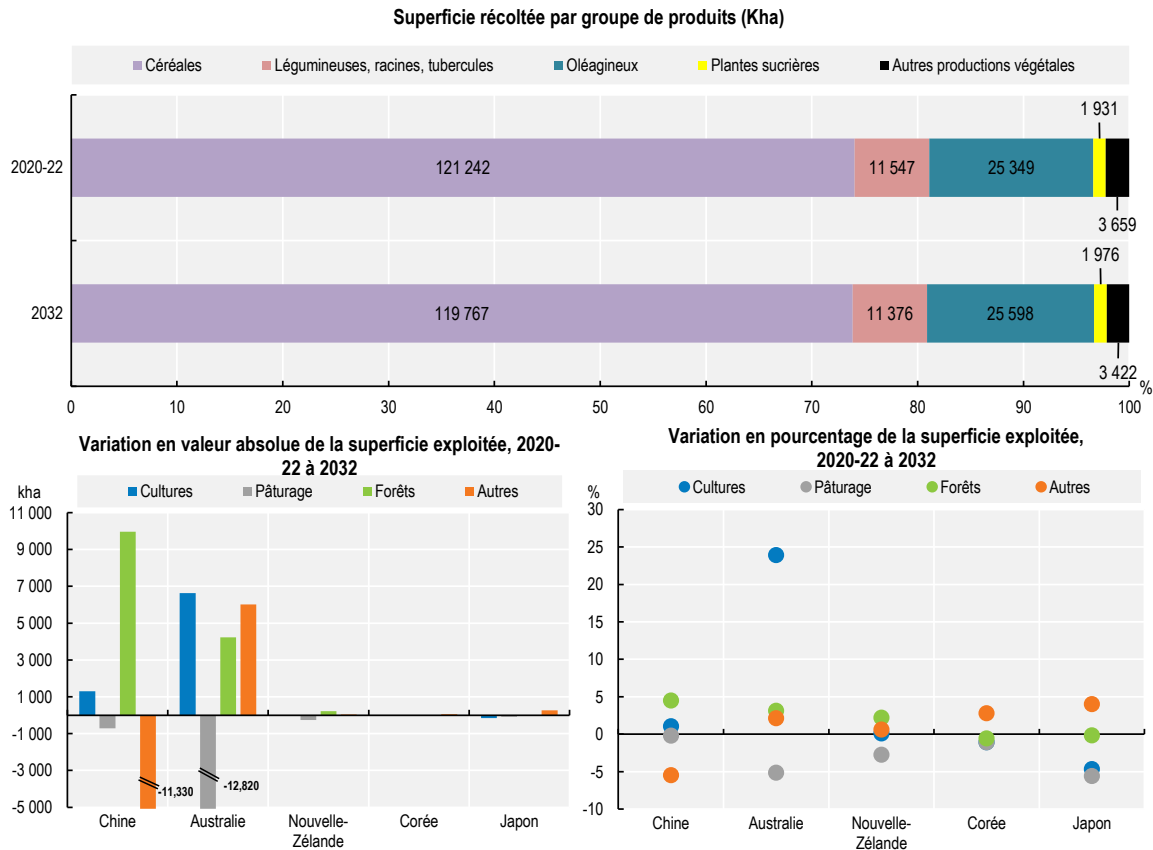


Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Valeur de la production agricole » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux autres produits ont été obtenues par extrapolation. La valeur nette de la production repose sur les estimations des auteurs de l'utilisation de semences et aliments pour animaux autoproduits. Elles sont exprimées en USD constants de 2014-16.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/dk7wxa>

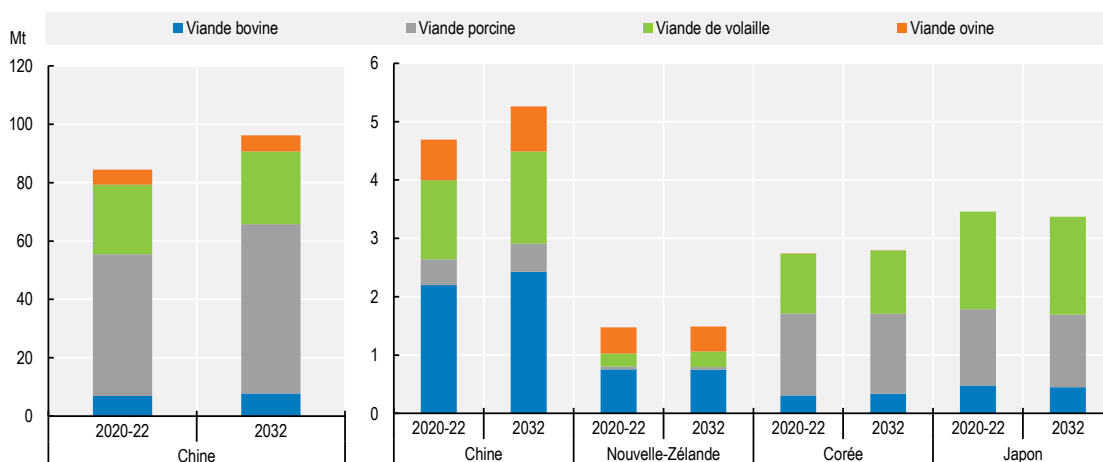
Graphique 2.2. Évolution de la superficie récoltée et de la superficie exploitée dans la région de l'Asie développée et de l'Est



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/js0mwu>

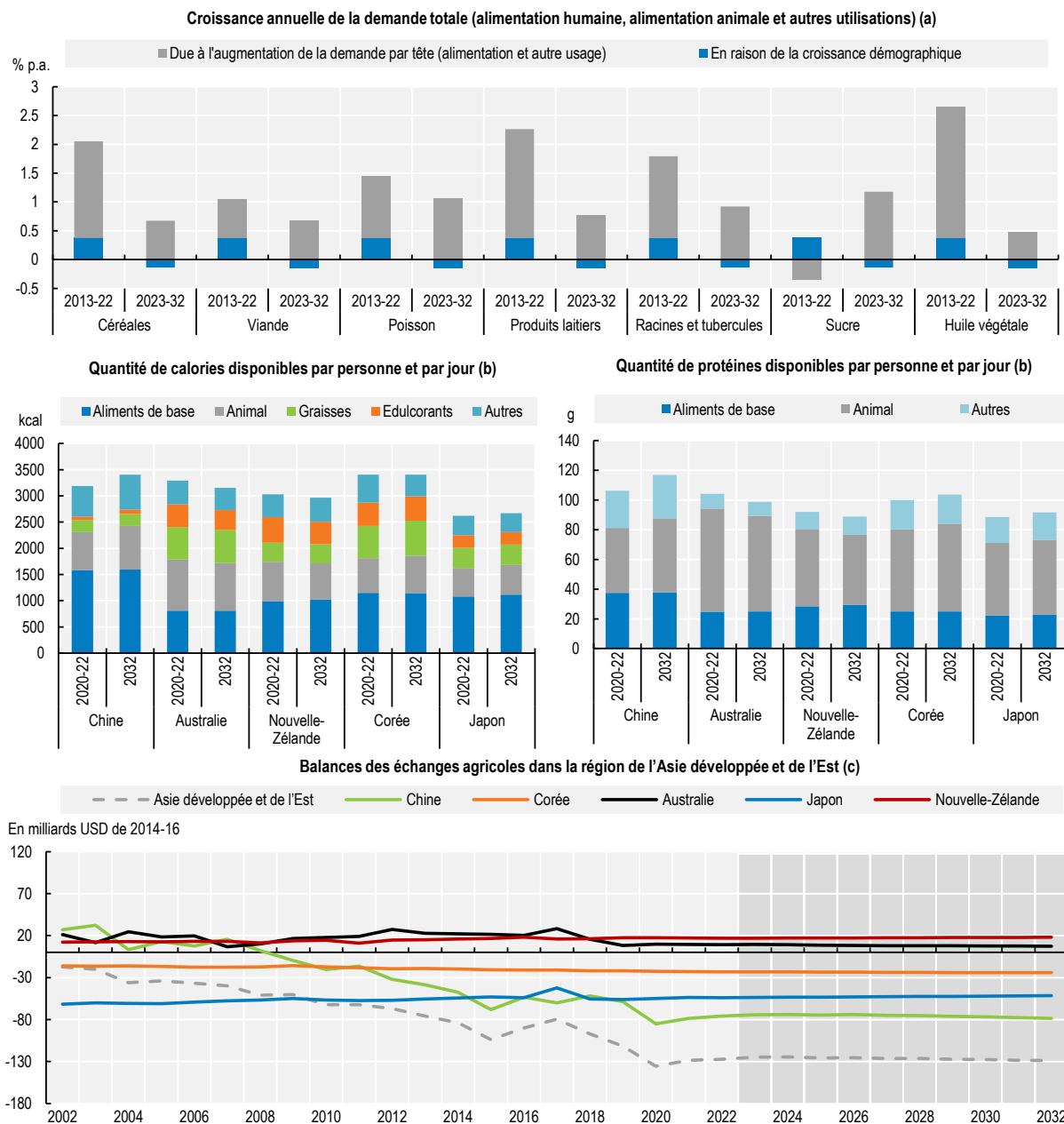
Graphique 2.3. Production animale dans l'Asie développée et de l'Est



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/tb5xil>

Graphique 2.4. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région de l'Asie développée et de l'Est



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; Aliments d'origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers hors beurre ; Aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.


StatLink  <https://stat.link/1po7ik>

Tableau 2.1. Indicateurs régionaux : Asie développée et de l'Est

	Moyenne			%	Croissance ²	
	2010-12	2020-22 (référence)	2032	Référence à 2032	2013-22	2023-32
Hypothèses macroéconomiques						
Population ('000)	1 561 225	1 633 052	1 612 371	-1.27	0.37	-0.14
PIB par habitant ¹ (kUSD)	9.65	13.42	19.48	45.10	3.22	3.42
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	693.6	778.5	845.1	8.56	0.80	0.69
Valeur nette de la production végétale ³	249.8	293.3	304.3	3.74	1.61	0.47
Valeur nette de la production animale ³	277.2	287.8	312.6	8.61	-0.12	0.48
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	166.6	197.4	228.2	15.65	1.06	1.31
Quantité produite (kt)						
Céréales	530 611	631 947	656 970	3.96	0.94	0.58
Légumineuses	7 698	7 997	8 954	11.96	1.49	0.96
Racines et tubercules	39 781	46 356	48 490	4.60	1.62	0.29
Oléagineux ⁴	29 227	42 359	45 285	6.91	4.15	0.24
Viande	90 627	96 787	109 126	12.75	-0.03	0.60
Produits laitiers ⁵	9 454	10 536	11 447	8.64	1.05	0.71
Produits halieutiques et aquacoles	59 227	70 199	81 153	15.60	1.08	1.31
Sucre	16 334	14 888	15 612	4.86	-1.65	0.51
Huile végétale	22 025	30 655	34 679	13.13	2.57	0.83
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	1 220	2 648	2 627	-0.80	6.16	-1.76
Éthanol	8 952	10 406	11 678	12.23	0.63	0.99
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	933 488	901 336	891 156	-1.13	-0.14	-0.11
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	158 208	154 968	162 724	5.01	-0.50	0.61
Superficie totale des pâturages ⁷	775 280	746 368	728 432	-2.40	-0.06	-0.26
Émissions de GES (Mt éq. CO₂)						
Total	967	887	932	5.08	-0.68	0.34
Imputables à la production végétale	455	378	395	4.57	-1.61	0.51
Imputables à la production animale	500	498	525	5.42	0.08	0.20
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	2 948	3 154	3 351	6.25	0.65	0.43
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	94.5	104.7	114.3	9.21	1.11	0.61
Disponibilité alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	156.3	156.3	157.1	0.54	0.06	0.02
Viande	40.3	43.2	48.1	11.41	0.84	0.65
Produits laitiers ⁵	4.7	5.4	5.9	9.00	1.97	0.72
Produits halieutiques et aquacoles	36.0	41.0	46.2	12.55	0.81	1.07
Sucre	11.9	12.0	13.3	10.81	-0.37	1.17
Huile végétale	20.4	25.1	26.2	4.59	1.65	0.52
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	- 64	- 130	- 129	-1.10	..	..
Valeur des exportations ³	109	119	138	16.35	0.25	1.46
Valeur des importations ³	173	249	267	7.21	2.94	0.92
Taux d'autosuffisance alimentaire¹⁰						
Céréales	96.1	91.2	91.8	0.64	-0.34	-0.04
Viande	98.8	91.0	93.7	2.96	-1.07	0.07
Sucre	79.9	70.0	70.0	0.09	-1.45	-0.70
Huile végétale	66.0	72.0	78.5	9.11	0.01	0.50

Notes : 1. PIB par habitant en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo et des valeurs des prix de référence internationaux moyens pour 2014-16. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les poudres de lait et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie des terres cultivées rend compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Les pâturages désignent les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories/protéines quotidiennes par habitant représentent la consommation alimentaire par habitant et par jour, et non la quantité absorbée. 9. Les aliments de base sont les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance est calculé comme suit : production / (production + importations - exportations)*100.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>

2.2. Perspectives régionales : Asie du Sud et du Sud-Est

2.2.1. Contexte

La croissance démographique et la hausse soutenue des revenus entraînent une forte augmentation de la demande, et par là-même une pression sur les ressources

L'Asie du Sud et du Sud-Est abrite 34 % de la population mondiale, ce qui en fait la région la plus peuplée de toutes celles examinées dans ce chapitre. Un peu plus de la moitié de ses 2.7 milliards d'habitants se trouvent en Inde. L'urbanisation progresse dans toute la région et le pourcentage de la population vivant en zone urbaine devrait dépasser les 46 % en 2032, contre 41 % en moyenne en 2020-22. Les revenus moyens s'élèvent à 3 157 USD par habitant, ce qui représente le niveau le plus bas à l'échelle mondiale et s'explique par la diversité des pays qui composent la région. Ainsi, le revenu moyen est de 1 345 USD par habitant dans les pays les moins avancés, mais il dépasse 60 000 USD à Singapour.

Estimée à 3.8 % par an durant la prochaine décennie, la hausse des revenus par habitant en Asie du Sud et du Sud-Est devrait dépasser celle de toutes les autres régions. Vigoureuse par le passé, cette hausse a rapidement gagné du terrain après le recul de 2020 lié à la pandémie de la covid-19. En 2022, les revenus moyens par habitant dépassaient ceux de 2019 de plus de 3 %. Dans plusieurs pays possédant des réserves énergétiques ou des stocks de produits, l'augmentation des revenus a été rendue possible par le cycle des prix des produits de base, devenus plus élevés. Compte tenu de la progression continue des revenus, la part des secteurs primaires que sont l'agriculture, la pêche et la foresterie devrait continuer à diminuer au fil du temps, passant de quelque 13 % pendant la période de référence à environ 9 % en 2032.

Sous l'effet de la forte croissance économique, la part moyenne de l'alimentation dans le budget des ménages de la région a chuté à moins de 17 %. Dans les pays les moins avancés, en revanche, le pourcentage est de 30 %⁶, ce qui signifie que l'augmentation du prix des produits alimentaires de ces deux dernières années a eu un impact considérable sur la sécurité alimentaire d'une grande partie de la population de ces pays. En témoigne l'aggravation de l'insécurité alimentaire – auparavant modérée – en Asie du Sud et du Sud-Est, une région qui avait par le passé beaucoup progressé dans la réduction de la famine.

La région a amélioré son excédent commercial pour les produits agricoles, même si ses ressources sont de plus en plus mises à mal. Les terres agricoles s'étendent sur quelque 580 Mha, ce qui correspond à seulement 0.2 ha/personne (contre une moyenne mondiale d'environ 0.6 ha). Avec une croissance démographique future estimée à 0.9 % par an, la pression sur les ressources ne fera que s'intensifier, ce qui signifie que les gains de productivité sont d'une importance capitale. La productivité totale des facteurs a progressé de 2 % par an – soit plus que la moyenne mondiale de 1.4 % – au cours de la dernière décennie, ce qui a joué un rôle clé dans la croissance économique⁷. Compte tenu de la pression qui pèse

actuellement sur les ressources de la région, les gains de productivité futurs devront impérativement s'appuyer sur la durabilité.

La hausse des revenus ainsi que la progression de l'urbanisation entraînent une forte augmentation de la demande de produits alimentaires, mais l'évolution des préférences des consommateurs demeure quelque peu incertaine, en particulier s'agissant des produits d'origine animale. L'urbanisation est généralement synonyme d'une consommation accrue de produits alimentaires de plus grande valeur, transformés et prêts à l'emploi. Cela dit, une grande partie de la population de la région est soit végétarienne (notamment en Inde), réticente à la viande porcine ou intolérante au lactose, ce qui laisse entendre que les régimes alimentaires risquent de ne pas évoluer de la même façon que dans de nombreuses autres régions du monde. Par ailleurs, vu l'hétérogénéité de la région, les préférences de la demande peuvent évoluer différemment ; dans certains pays, la demande de produits carnés augmente rapidement.

La région enregistre un excédent commercial relativement faible mais compte plusieurs importateurs et exportateurs importants de tout un éventail de produits agricoles et alimentaires. De manière générale, elle exporte presque un quart de sa production agricole, halieutique et aquacole. Les exportations se composent majoritairement de produits végétaux, en particulier de riz et d'huile végétale qui représentent respectivement 81 % et 61 % des exportations mondiales. L'Asie du Sud-Est est considérée comme un acteur de premier plan dans les principales chaînes de valeur mondiales, telles que celles de la pêche ou du manioc, ou celles concernant les huiles végétales et les produits transformés qui en sont dérivés⁸.

Le principal défi auquel est confrontée la région tient à sa capacité à accroître de façon durable la productivité et l'innovation, surtout dans un contexte de ressources limitées, de risques liés au changement climatique et de croissance démographique. Malgré ses progrès accomplis jusqu'ici, l'Asie du Sud et du Sud-Est représente toujours près d'un tiers de la population mondiale souffrant de sous-alimentation. Pour continuer à améliorer sa sécurité alimentaire, la région devra faire en sorte que la hausse des revenus se poursuive, quoique dans un contexte mondial moins favorable, avec une forte inflation et des problèmes d'accessibilité financière persistants. Par conséquent, les principales questions qui doivent être examinées par les autorités publiques sont la nature et la portée des dispositifs d'intervention sur les marchés intérieurs, ainsi que leur incidence sur les interactions avec les marchés mondiaux.

2.2.2. Production

Des gains de productivité durables sont indispensables pour contrebalancer l'insuffisance des ressources

L'Asie du Sud et du Sud-Est est le plus gros contributeur à la valeur totale de la production agricole, halieutique et aquacole. La production végétale arrive en tête, à 52 %, mais la production animale croît plus rapidement. D'ici 2032, la production agricole de la région devrait s'accroître de 20 %, ce qui représente l'une des progressions les plus rapides de toutes les régions et le pourcentage d'augmentation le plus élevé au niveau mondial. Le taux de progression de la production agricole est presque deux fois supérieur à la croissance démographique, d'où l'hypothèse que, rapportée par habitant, la valeur de la production agricole devrait également augmenter.

Selon les prévisions, la production végétale progressera de 16 %, d'où une légère baisse de la part qu'elle représentera en 2032 dans la production agricole, halieutique et aquacole totale. Parallèlement, la surface des terres consacrées à cette production n'augmentera que de 3.5 % en dix ans. En fait, la valeur générée sur un hectare de terre cultivée augmente de plus en plus au cours de la période de projection – jusqu'à 1.2 % par an –, ce qui témoigne de la combinaison de l'intensification de l'activité, des changements intervenus dans le panachage des cultures et de l'amélioration de la productivité. L'utilisation accrue d'engrais – +8 % par hectare d'ici 2032 – contribuera à l'amélioration des rendements. Par voie de conséquence, le nombre de calories produites par unité d'engrais va également augmenter.

La région intervient pour une part importante dans la production mondiale de toutes sortes de produits alimentaires dont le riz, le blé, l'huile végétale, les légumineuses et le sucre. Cette part devrait s'accroître pour tous ces produits sauf l'huile végétale, pour laquelle elle restera stable.

La production de céréales de la région a lieu principalement en Inde, en Indonésie, au Pakistan et dans les PMA que sont le Bangladesh, le Cambodge et le Myanmar. À elle seule, l'Inde représente respectivement quelque 70 % et 40 % de la production régionale de blé et de riz. La hausse de la production de céréales se concentre également en Inde, qui représentera 75 % de la production supplémentaire de blé et 46 % de celle de riz dans les dix prochaines années. L'augmentation de la production de riz est exclusivement due à l'amélioration des rendements à l'horizon 2032 – de 15 % en Inde et de 14 % dans les pays asiatiques les moins avancés – sur une surface presque inchangée.

La production de sucre est assurée principalement par l'Inde et la Thaïlande, dont la part respective dans la production régionale s'élève à presque 60 % et 17 %. La production régionale de sucre enregistrera une hausse de 17 %, dont la moitié en Thaïlande où cette hausse sera rendue possible par les améliorations des variétés et des taux d'extraction sur une superficie qui n'augmentera que de 3%.

La région représente 44 % de la production mondiale d'huile végétale, principalement du fait de la production d'huile de palme en Malaisie et Indonésie. Ce secteur a connu de nombreuses perturbations ces dernières années telles que des mauvaises conditions météorologiques, un grave déficit de main-d'œuvre dû aux restrictions de la mobilité des travailleurs étrangers pendant la pandémie, et une interdiction temporaire des exportations indonésiennes pour préserver l'offre intérieure. Ces facteurs viennent s'ajouter aux obstacles structurels préexistants comme le vieillissement des plantations d'huile de palme et l'accent de plus en plus mis sur la durabilité. L'expansion limitée des superficies de palmiers à huile matures donnera lieu à un fort ralentissement de la croissance de la production d'huile de palme au cours de la prochaine décennie, particulièrement en Indonésie. La production supplémentaire proviendra en majorité de l'augmentation des rendements due au développement de la mécanisation et au renouvellement des vieilles plantations.

Le secteur de l'élevage compte actuellement pour 28 % dans la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole de la région, et sa croissance de 2.6 % par an amènera cette part à 31 % en 2032. L'Inde et le Pakistan sont les pays contribuant le plus à cette hausse, tirée principalement par les produits laitiers. L'augmentation de la production laitière de 33 % provient de l'expansion des cheptels de 23 % et de la progression du rendement par vache laitière de 8 %. La moitié de l'extension des cheptels dans la région aura lieu en Inde.

La volaille représente un peu plus de la moitié de la production totale de viande et presque 60 % de la hausse de cette production d'ici 2032. La croissance du secteur sera due en grande partie au recours accru aux aliments pour animaux et à l'amélioration de la sélection animale. La production de viande porcine est peu développée dans la région et se concentre surtout au Viet Nam et en Thaïlande. Après de maigres résultats en 2019 et 2020 à cause de la peste porcine africaine (PPA), cette production a repris vigoureusement au Viet Nam et dépassait en 2022 les niveaux de 2018. Sur le moyen terme, elle devrait s'accroître de 1.8 % par an en moyenne, pour atteindre plus de 4.7 Mt en 2032. La production de viande bovine devrait augmenter de 1.6 % par an, l'Inde et le Pakistan contribuant à plus de 60 % de la production totale.

La production halieutique et aquacole intervient pour une part importante dans la valeur totale de la production agricole de la région, à hauteur de 20 %. Toutefois, avec une croissance de 15 % à l'horizon 2032, sa progression est la plus faible parmi les trois sous-secteurs de l'agriculture, d'où une réduction de sa contribution au fil du temps. Alors que le secteur de la pêche enregistre une croissance faible – du fait des ressources limitées –, l'aquaculture connaît une progression de 2.3 % par an, ce qui signifie qu'elle dépassera la pêche en 2025, pour finalement représenter 54 % de la production en 2032.

Les émissions directes de GES imputables à l'agriculture devraient s'accroître au total de 11 % en 2032 par rapport à 2020-22, principalement à cause du secteur de l'élevage. Tandis que les émissions liées à la production végétale progresseront de 4 %, celles dues à l'élevage – qui connaîtra un accroissement des troupeaux de ruminants – augmenteront à un rythme légèrement plus faible que pendant la précédente décennie, à savoir de 1.2 % par an. En 2032, 29 % des émissions mondiales de GES de l'agriculture seront imputables à l'Asie du Sud et du Sud-Est.

2.2.3. Consommation

Une forte croissance de la demande, mais avec des préférences différentes selon la région

Après des années de progrès en matière de réduction de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation, la tendance en Asie du Sud et du Sud-Est s'est inversée suite à la baisse des revenus liée à la pandémie de 2020, puis à la hausse des prix des produits alimentaires. Ces deux facteurs combinés ont eu un impact majeur sur l'accessibilité financière et, en Asie du Sud-Est en particulier, la prévalence de la sous-alimentation a dépassé les 15 % pour la première fois en dix ans. En Asie du Sud comme en Asie du Sud-Est, la sous-alimentation a encore pris de l'ampleur en 2021 malgré la forte reprise de l'économie. En dépit des prévisions d'une nouvelle hausse des revenus, la persistance de prix alimentaires élevés continue de faire obstacle à l'amélioration à grande échelle de la sécurité alimentaire sur le court terme et, avec un frémissement de moins de 0.5 % en 2022, la quantité de calories disponibles devrait encore être faible en 2023. Sur le moyen terme, alors qu'un retour à la normale des prix alimentaires commencera à s'opérer, la combinaison d'une accélération de la hausse des revenus, d'un léger recul de la croissance démographique et d'une urbanisation lente mais régulière contribuera à l'évolution continue des habitudes alimentaires en stimulant la demande d'aliments plus caloriques et nutritifs (Law, Fraser et Piracha, 2019^[2]), (Kelly, 2016^[3]), (Reardon et al., 2014^[4]). Cela dit, les types de produits consommés dépendent également des préférences plus ou moins uniques de la région, une part importante de la population étant végétarienne. En 2032, la disponibilité moyenne en calories devrait augmenter de 265 kcal/personne/jour pour atteindre 2 900 kcal, soit 5 % en deçà de la moyenne mondiale ; cette augmentation sera due principalement à la consommation accrue de blé, de légumineuses, de riz, de produits laitiers et d'huiles végétales.

Les céréales continuent de représenter plus de la moitié des calories disponibles à la consommation dans la région. D'ici 2032, leur part dans la consommation totale de calories aura vraisemblablement baissé, pour atteindre 51 %. Le riz arrive toujours en tête de la consommation totale de céréales, même si le blé progresse également. Au niveau régional, la consommation par habitant de produits à base de riz et de blé devrait s'accroître respectivement de 0.4 % et 0.7 % par an à l'horizon 2032, mais les tendances varient selon les pays. En Inde, la consommation de riz et de blé progressera au même rythme. En Indonésie et au Viet Nam, en revanche, la consommation de riz par habitant devrait diminuer, tandis que celle de produits à base de blé sera en hausse.

La consommation protéique moyenne dans la région reste très inférieure à la moyenne mondiale, mais avec des gains de 9 g/personne/jour d'ici 2032, le déficit devrait être proche de 14 %. Ces gains s'expliquent par l'augmentation de la consommation de viande et de produits laitiers. La consommation de produits laitiers, déjà bien supérieure à la moyenne mondiale, va croître en 2032 de 20 % par habitant, ce qui la portera à presque 25 % au-dessus de la moyenne mondiale. Cette croissance est due majoritairement aux produits laitiers frais, dont la consommation sera en forte hausse en Inde et au Pakistan. La consommation de viande devrait elle aussi augmenter, quoique partant d'un niveau peu élevé, pour atteindre exactement 12 kg par habitant en 2032. Cette moyenne régionale masque toutefois des différences importantes entre les pays. En Inde, cette consommation est très faible et devrait se limiter à 3.3 kg par habitant par an alors qu'au Viet Nam, sa progression devrait être de presque 7 kg par habitant, ce qui la portera à 52 kg en 2032. Au niveau régional, plus de la moitié de la consommation supplémentaire de viande se compose de volaille, hormis au Viet Nam où la viande porcine est majoritaire.

À mesure que la production de produits laitiers et d'origine animale augmentera, la combinaison de l'extension des cheptels, de l'utilisation plus intensive d'aliments pour animaux et des gains d'efficacité contribuera à une augmentation de la consommation en alimentation animale de 21 % en 2032. Cette hausse est moins forte que celle de la production de viande et de produits laitiers, ce qui montre les effets de l'amélioration de la conversion alimentaire dans la région. Au Viet Nam, la consommation d'aliments pour animaux connaît une progression beaucoup plus rapide (34 %) du fait de leur utilisation de plus en plus intensive dans l'élevage porcin. Le maïs et le tourteau protéique constituent l'essentiel de l'alimentation animale dans la région. Leur utilisation devrait encore s'accroître d'ici 2032 – respectivement de 27 % et 23 % –, ce qui signifie que la part du maïs dans l'alimentation animale totale va continuer à augmenter.

Selon les prévisions, la part de la région dans la consommation mondiale d'éthanol va passer de moins de 8 % en 2020-22 à 12 % en 2032. Cela représente une progression significative de sa part sur le marché mondial, due en grande partie aux obligations d'incorporation croissantes, en particulier en Inde, qui s'est fixée l'objectif ambitieux d'atteindre la cible E20 avant 2025. Toutefois, compte tenu de l'offre réduite d'aliments pour animaux, cet objectif ne devrait être atteint qu'en 2032. En Thaïlande, où des objectifs d'incorporation ont également été fixés dans le cadre du plan de développement des énergies alternatives, le taux obtenu en 2032 sera vraisemblablement de 14 %. Dans ces pays, la production d'éthanol donnera lieu à une augmentation des besoins en produits agricoles, notamment de canne à sucre, une matière première importante.

La région contribuera à une part plus élevée de la consommation mondiale de biodiesel (22 %), qui devrait atteindre 24 % en 2032, principalement en raison des augmentations en Indonésie – où la mise en œuvre d'un taux d'incorporation de 30 % dans le biodiesel vise à réduire la dépendance du pays à l'égard des carburants fossiles importés. Combinée aux mesures de soutien prises dans le cadre de son programme sur le biodiesel, la production intérieure d'huile de palme devrait se tourner vers le marché de ce biocarburant, laissant présager une augmentation de la consommation de biodiesel par l'Indonésie de 33 % à l'horizon 2032. La stabilité additionnelle que procure le biodiesel aux prix de l'huile de palme pourrait encourager les investissements dans le secteur et dynamiser le renouvellement des plantations de palmiers à huile.

2.2.4. Échanges

Un excédent commercial obtenu grâce à l'Inde

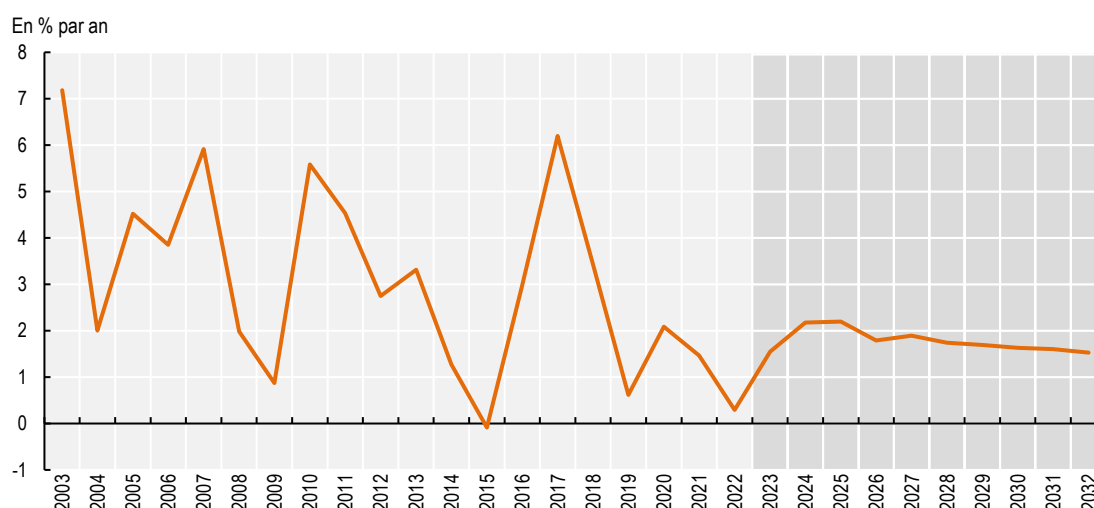
L'Asie du Sud et du Sud-Est est, à un faible niveau, une exportatrice nette de produits agricoles, mais cet excédent devrait se transformer en déficit d'ici 2032. Ce positionnement global de la région masque de grandes différences entre les pays qui la composent. L'Inde est de loin le plus gros exportateur net et a été le principal moteur de la hausse des exportations dans cette région, mais elle est également le principal responsable de la baisse des exportations sur la période projections. L'Asie du Sud-Est est également une exportatrice nette, mais son excédent est faible et restera sensiblement le même en 2032. À l'opposé, les PMA et autres pays en développement de la région enregistrent une hausse continue de leurs importations nettes. Du fait de la réduction de l'excédent de l'Inde, la région devient importatrice nette à partir de 2029.

Les exportations totales nettes de la région devraient diminuer de 6.7 % au cours des dix prochaines années. Les produits exportés se composent principalement de riz, de racines et tubercules, de sucre, d'huile végétale et de viande. Les exportations d'huile végétale sont surtout le fait de l'Indonésie et la Malaisie, qui sont les deux plus gros exportateurs d'huile de palme au monde. La progression des exportations d'huile végétale sera faible (seulement 0.3 % par an), ce qui entraînera une légère diminution de la part de la région dans les exportations mondiales. À l'opposé, l'augmentation rapide des exportations de riz et de sucre implique que la part de la région sur le marché mondial sera respectivement de 86 % et 28 %. Presque un tiers de la hausse des exportations de riz sera à mettre sur le compte de la Thaïlande.

(où la progression pourrait être en moyenne de 1.9 % par an), tandis que d'autres contributions importantes proviendront également du Viet Nam et de PMA comme le Myanmar et le Cambodge. Si la région représente presque un quart des exportations mondiales de produits halieutiques et aquacoles, cette part devrait évoluer à la baisse en raison de la croissance limitée des exportations régionales, du fait de la hausse de la consommation intérieure desdits produits. Une part importante des échanges de produits halieutiques et aquacoles aura lieu au sein même de la région.

La région devient de plus en plus dépendante des importations de plusieurs produits dont le blé, le maïs, le soja et le tourteau protéique. Sa dépendance à l'égard de ces produits devrait s'accroître durant les dix prochaines années. Bien que la région soit censée représenter une part croissante des importations mondiales de viande et de produits laitiers, ces deux produits occupent une faible place dans la consommation totale, et les taux d'autosuffisance resteront relativement stables à l'horizon 2032. Le rôle des importations des plus prononcés dans plusieurs pays.

Graphique 2.5. Ralentissement de la hausse de la production agricole, halieutique et aquacole en Asie du Sud et du Sud-Est

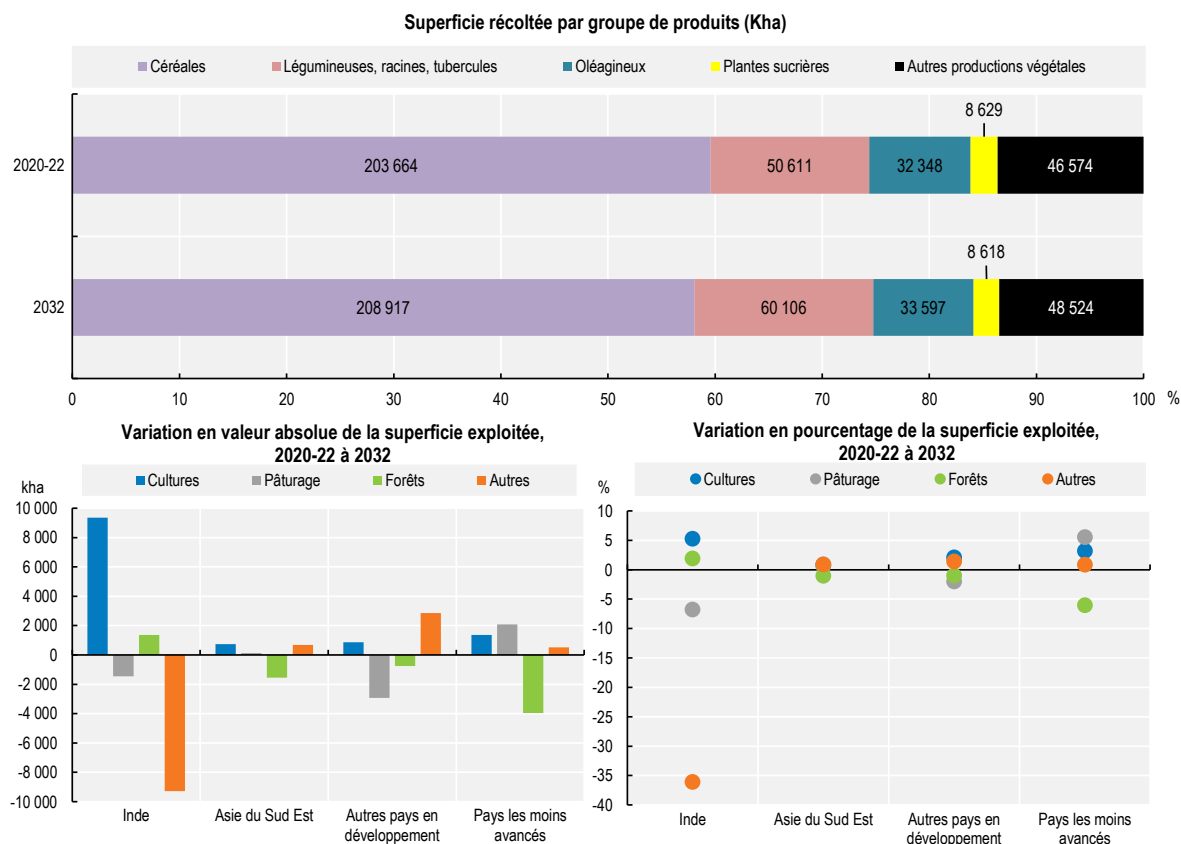


Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Valeur de la production agricole » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux autres produits ont été obtenues par extrapolation. La valeur nette de la production repose sur les estimations des auteurs de l'utilisation de semences et aliments pour animaux autoproduits. Elles sont exprimées en USD constants de 2014-16.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/k64brx>

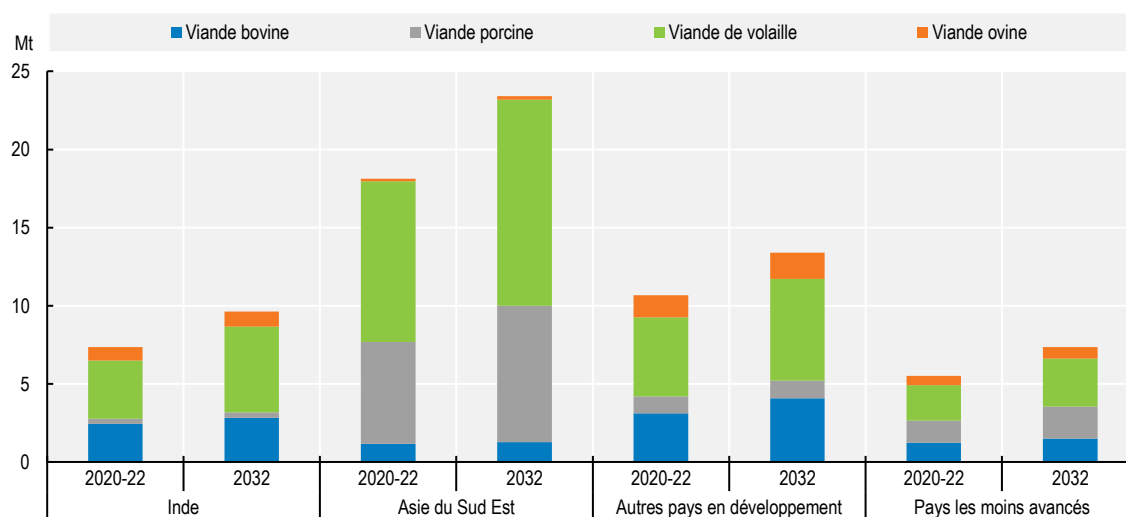
Graphique 2.6. Évolution de la superficie récoltée et de la superficie exploitée en Asie du Sud et du Sud-Est



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/01acn2>

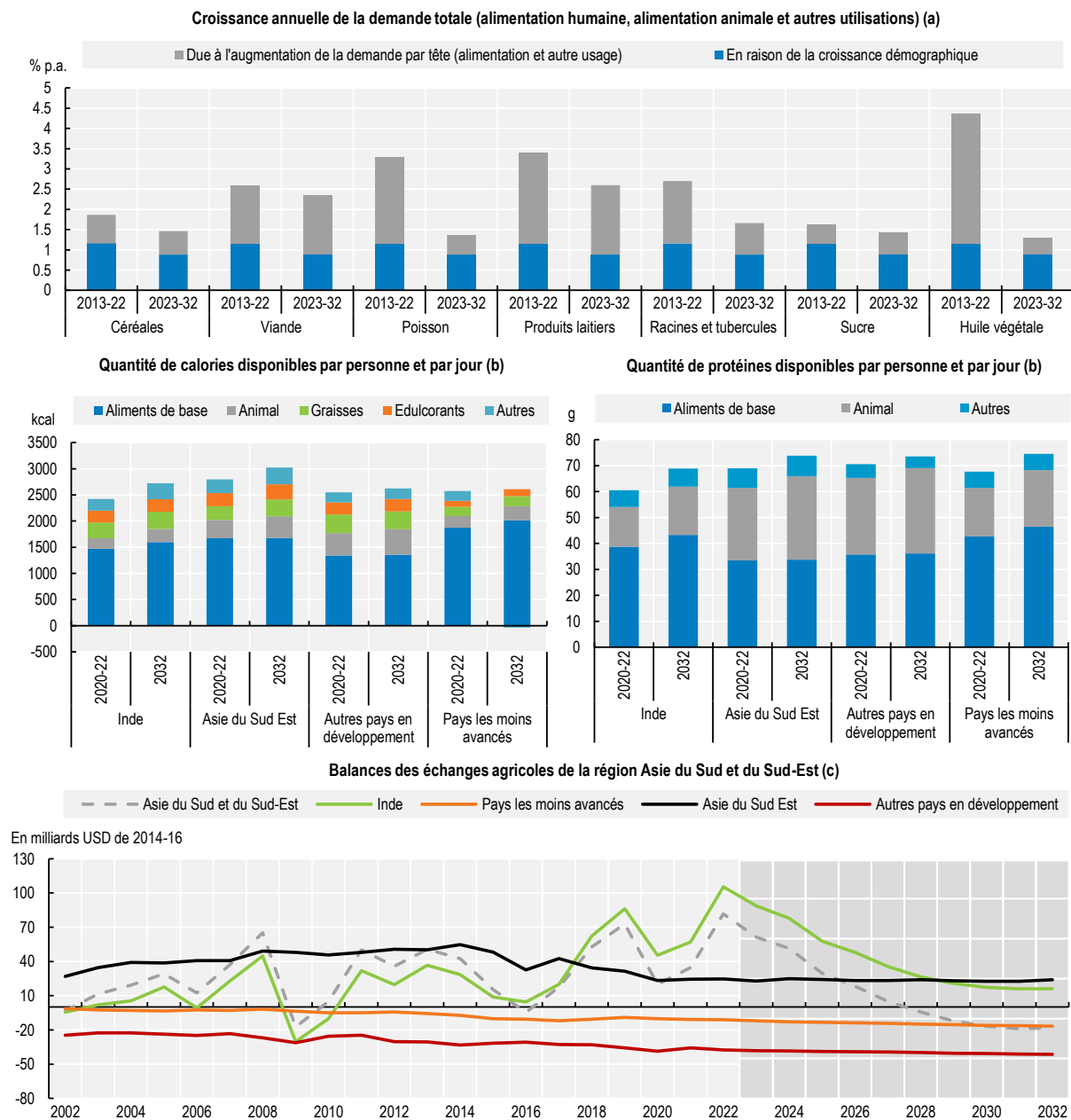
Graphique 2.7. Production animale en Asie du Sud et du Sud-Est



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/f1ro4x>

Graphique 2.8. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Asie du Sud et du Sud-Est



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; Aliments d'origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers hors beurre ; Aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/qsoy7m>

Tableau 2.2. Indicateurs régionaux : Asie du Sud et du Sud-Est

	Moyenne			%	Croissance ²	
	2010-12	2020-22 (référence)	2032	Référence à 2032	2013-22	2023-32
Hypothèses macroéconomiques						
Population ('000)	2 383 748	2 684 329	2 966 152	10.50	1.16	0.88
PIB par habitant ¹ (kUSD)	2.38	3.16	4.75	50.43	2.68	3.76
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	629.4	797.7	957.7	20.06	2.35	1.79
Valeur nette de la production végétale ³	359.1	416.5	485.1	16.47	1.50	1.50
Valeur nette de la production animale ³	154.9	223.8	292.1	30.51	3.68	2.58
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	115.4	157.3	180.5	14.70	2.89	1.36
Quantité produite (kt)						
Céréales	504 777	584 230	681 730	16.69	1.51	1.53
Légumineuses	26 682	30 403	43 320	42.49	1.59	2.73
Racines et tubercules	38 474	52 751	64 465	22.21	2.91	1.93
Oléagineux ⁴	16 030	20 723	23 666	14.20	4.40	0.96
Viande	31 371	41 689	53 783	29.01	2.57	2.44
Produits laitiers ⁵	29 084	43 441	57 657	32.73	3.44	2.58
Produits halieutiques et aquacoles	40 966	55 368	63 491	14.67	2.77	1.36
Sucre	47 908	58 418	68 157	16.67	2.06	0.83
Huile végétale	69 621	96 029	107 361	11.80	3.11	0.83
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	2992.03	13573.36	17767.39	30.90	13.43	1.84
Éthanol	4 122	9 241	18 040	95.22	8.08	3.41
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	557 782	576 986	587 154	1.76	0.39	0.15
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	324 090	348 184	360 525	3.54	0.73	0.29
Superficie totale des pâturages ⁷	233 692	228 802	226 629	-0.95	-0.12	-0.06
Émissions de GES (Mt éq. CO2)						
Total	1 564	1 705	1 890	10.85	1.07	0.90
Imputables à la production végétale	661	689	713	3.59	0.55	0.49
Imputables à la production animale	891	1 002	1 163	16.07	1.42	1.16
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	2 419	2 541	2 788	9.73	0.49	0.98
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	60.0	64.7	72.8	12.52	0.7	1.2
Disponibilité alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	171.7	172.7	183.4	6.16	0.03	0.58
Viande	8.8	9.8	11.3	15.76	0.81	1.35
Produits laitiers ⁵	13.1	16.5	19.9	20.32	1.86	1.69
Produits halieutiques et aquacoles	14.4	17.1	18.4	7.56	1.54	0.65
Sucre	19.8	21.2	22.7	7.12	0.51	0.51
Huile végétale	8.3	9.6	10.6	11.05	0.65	0.93
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	30	45	-18	-139.97	..	..
Valeur des exportations ³	179	246	230	-6.70	4.00	-2.16
Valeur des importations ³	148	201	248	23.36	3.40	1.73
Taux d'autosuffisance alimentaire ¹⁰						
Céréales	97.2	92.6	92.4	-0.19	-0.45	0.11
Viande	94.6	96.6	97.2	0.70	-0.03	0.10
Sucre	98.9	99.9	99.0	-0.87	0.63	-0.26
Huile végétale	146.3	126.8	119.9	-5.43	-1.23	-0.46

Notes : 1. PIB par habitant en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo et des valeurs des prix de référence internationaux moyens pour 2014-16. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les poudres de lait et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie des terres cultivées rend compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Les pâturages désignent les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories/protéines quotidiennes par habitant représentent la consommation alimentaire par habitant et par jour, et non la quantité absorbée. 9. Les aliments de base sont les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance est calculé comme suit : $\text{production} / (\text{production} + \text{importations} - \text{exportations}) * 100$.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

2.3. Perspectives régionales : Afrique subsaharienne

2.3.1. Contexte

Assurer la sécurité alimentaire dans un contexte de croissance démographique reste un défi majeur

Vaste et hétérogène, l'Afrique subsaharienne représente 19 % des terres agricoles mondiales et abrite 1.1 milliard de personnes, soit 14 % de la population du globe. Elle se distingue des autres régions examinées dans ce chapitre par son profil démographique atypique. Sa population est la plus jeune, sa croissance démographique la plus rapide et son urbanisation la plus lente. D'ici 2032, les habitants de la région (1.45 milliard de personnes) représenteront 17 % de la population mondiale. Bien que l'Afrique subsaharienne soit concernée par l'urbanisation, elle est l'une des deux seules régions (avec le Proche-Orient et l'Afrique du Nord) où la taille absolue de la population rurale continue d'augmenter, et la seule région où l'on estime que plus de la moitié de la population totale continuera à vivre en zone rurale en 2032.

Les revenus moyens par habitant restent les plus bas du monde, à 1 706 USD en USD constants de 2010. Leur niveau est toutefois très variable selon les pays, de moins de 1 000 USD dans les PMA à 7 810 USD en Afrique du Sud. Les économies de la région sont généralement très dépendantes des produits résultant de l'exploitation des ressources naturelles (notamment agricoles, pétrolières et minières) ; le secteur de l'agriculture – incluant la pêche et la foresterie – représentait ainsi 15 % de la production économique entre 2020 et 2022. Ce pourcentage atteint un niveau encore supérieur dans certains pays. Malgré le prix élevé des produits, la croissance du PIB par habitant de la région n'a regagné que 1.9 % en 2021 après le recul de 5 % en 2020 lié à la pandémie de la covid-19. La faiblesse de la reprise s'explique par le ralentissement mondial de l'activité, le resserrement des marchés financiers dans le monde entier, les maigres ressources disponibles pour soutenir la reprise et la poussée inflationniste. Dans le contexte d'incertitude croissante de l'économie mondiale, les taux de change d'un grand nombre de pays en développement de la région ont considérablement baissé, provoquant une accélération de l'inflation et parfois des inquiétudes concernant les réserves de devises étrangères. Exprimée par habitant, la hausse des revenus a été de moins de 1 % en 2022 et devrait être similaire en 2023, avant d'atteindre 1.2 % en moyenne sur le reste de la période de projection. Les revenus moyens par habitant s'établiront alors à 1 930 USD en 2032, mais d'après les taux de croissance prévus, le niveau de revenu prévalant dans la région avant la pandémie ne sera pas dépassé avant 2025.

Du fait de la faiblesse des revenus en valeur absolue, les ménages d'Afrique subsaharienne consacrent une part plus élevée de leurs revenus à l'alimentation que dans n'importe quelle autre région examinée dans ce chapitre. Dans cette région, la moyenne est de 23 % mais le pourcentage varie selon les pays ; il est par exemple de 31 % en moyenne dans les PMA de l'Afrique subsaharienne.⁹ Le nombre de calories absorbées par habitant figure déjà parmi les plus faibles du monde, et la forte proportion du revenu total

consacrée à l'alimentation accroît la vulnérabilité de la région par rapport aux prix alimentaires, qui se maintiennent à un niveau élevé depuis deux ans. Dans le contexte de chocs extérieurs multiples (comme la pandémie et la guerre qui se poursuit en Ukraine), l'accessibilité financière des produits alimentaires et, par voie de conséquence, la sécurité alimentaire sont devenues de plus en plus difficiles à atteindre. Selon l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde de la FAO (2022), le retour à la croissance du PIB en 2021 ne s'est pas traduit par des améliorations de la sécurité alimentaire, car la prévalence de la sous-alimentation – qui était déjà passée de 20.1 % en 2019 à 22.7 % pendant la pandémie en 2020 – a encore progressé jusqu'à 23.2 %. Le nombre absolu de personnes souffrant de sous-alimentation dans la région a augmenté de 12 millions en 2021, soit moins de la moitié des 34 millions de personnes sous-alimentées qui se sont ajoutées en 2020. Bien que la prévalence de la sous-alimentation ne cesse de s'accroître dans la région depuis 2018, la pandémie survenue en 2020 a entraîné une forte accélération qu'il est difficile d'inverser dans le contexte actuel. La combinaison d'une inflation galopante, d'un ralentissement de la croissance économique et d'un niveau élevé des prix en 2022 va sans doute avoir provoqué une nouvelle détérioration de la situation, et seul le retour à la normale des prix sera susceptible d'engendrer une amélioration.

L'Afrique subsaharienne est une région riche en terres qui affiche une grande variété sur le plan agroécologique ; elle représente 16 % des terres cultivées et 20 % des pâturages à l'échelle mondiale. Malgré la vaste superficie agricole de la région, de grandes différences existent entre les pays en ce qui concerne la disponibilité des terres et les structures des exploitations. Dans certaines régions, des exploitations de taille moyenne font clairement leur apparition (Jayne et al., 2016^[5]); dans d'autres, en revanche, le secteur agricole est en proie à un manque de terres et à la diminution de la taille des parcelles. Une grande partie des terres arables disponibles sont concentrées dans un petit nombre de pays et sont souvent situées sous un couvert forestier (Chamberlin, Jayne et Headey, 2014^[6]); dans d'autres cas, elles se trouvent dans des zones reculées où l'accès aux marchés et à l'infrastructure est difficile. Malgré la forte proportion des terres utilisées à l'échelle mondiale que représente l'Afrique subsaharienne, les pratiques agricoles y sont souvent moins intensives : la région ne représentait que 5 % de la valeur mondiale de la production agricole, halieutique et aquacole en 2020-22. La part de la région dans la consommation mondiale est nettement plus élevée, et ce du fait de sa vaste population. Le régime alimentaire se compose toujours en grande partie d'aliments de base et depuis 2020-22, l'Afrique subsaharienne représente 42 % de la consommation mondiale de racines et tubercules et 12 % de celle de céréales, mais seulement 7 % de celle de sucre et 6 % de celle d'huile végétale. L'apport protéique est relativement peu élevé du fait du faible pouvoir d'achat de la population ; ainsi, seuls 6 % de la consommation mondiale de produits halieutiques et aquacoles, 5 % de celle de produits laitiers et 4 % de celle de viande sont attribués à la région. Malgré de fortes disparités entre les pays, les taux d'autosuffisance de l'Afrique subsaharienne diminuent en général pour la plupart des principaux produits alimentaires, le rythme de croissance de la production intérieure n'ayant pas suivi celui de la croissance démographique.

Les plus gros défis que devra relever la région à court et à moyen terme seront notamment de réduire la famine et d'améliorer la sécurité alimentaire, dans un contexte où les revenus n'augmenteront toujours pas et les conditions météorologiques sont de plus en plus instables du fait du changement climatique. Malgré les progrès et les succès enregistrés dans certains pays, le niveau de productivité reste désespérément bas dans la plus grande partie de la région. La concentration des terres dans un petit nombre de pays peut offrir des occasions importantes de développer les échanges intrarégionaux (surtout au vu des réductions de droits de douane qui ont été négociées dans le cadre de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine), mais une réduction des coûts commerciaux est nécessaire pour rendre ces échanges plus compétitifs. Les importations de la région devraient donc continuer à augmenter au cours de la période de projection. Dans un marché mondial de plus en plus instable et fragmenté, les pistes les plus importantes pour permettre à la région d'offrir à sa population croissante des produits alimentaires plus abordables et d'améliorer sa sécurité alimentaire consistent à améliorer la productivité et l'accès au marché, ainsi qu'à réduire les coûts des transports et des échanges régionaux.

2.3.2. Production

L'augmentation de la productivité est primordiale

Au cours des dix prochaines années, la production agricole, halieutique et aquacole de l'Afrique subsaharienne devrait s'accroître de 24 % en valeur ajoutée nette. Cela équivaut à un gain moyen de 2.2 % par an – qui reste inférieur à la croissance démographique attendue dans la région – et devrait donc entraîner une nouvelle baisse de la valeur de la production par habitant, conformément à la tendance observée depuis 2015 (Graphique 2.5). La progression en valeur proviendra pour l'essentiel de la production végétale, qui représentera plus de 70 % de la valeur agricole totale en 2032, soit une légère augmentation par rapport à la période de référence. Si la production animale s'accroît à un rythme légèrement supérieur de celui de la production végétale, son point de départ est plus bas et sa part dans la valeur ajoutée totale ne devrait progresser que légèrement (de 19.5 % en 2020-22 à 19.8 % en 2032). La contribution en valeur de la production de produits halieutiques et aquacoles sera en baisse, à 10 %. Les céréales, les racines et les tubercules sont les principaux végétaux produits dans la région ; l'Afrique subsaharienne devrait d'ailleurs voir sa part de la production mondiale augmenter pour de nombreux types de végétaux. D'ici 2032, la région devrait contribuer à la production mondiale à hauteur de 42 % pour les racines et tubercules, 22 % pour les légumineuses, 6.5 % pour les céréales, 2 % pour les oléagineux et 6 % pour le coton. Les PMA représentent environ 65 % de la production de coton de la région et se trouvent surtout en Afrique de l'Ouest (le Bénin et le Burkina Faso étant les principaux producteurs). La production de coton par les PMA d'Afrique subsaharienne ne devrait augmenter que de 1.5 % par an en moyenne, principalement grâce à la hausse des rendements car les superficies plantées en coton devraient légèrement diminuer.

L'augmentation de 27 % des cultures vivrières au cours de la prochaine décennie sera le résultat à la fois de l'intensification des pratiques, de gains de productivité et de modifications apportées au panachage des cultures. La valeur réelle de la production végétale, exprimée en unité de surface agricole, devrait progresser de 1.7 % par an, plus rapidement qu'au cours des dix précédentes années. La raison de cette progression est une certaine intensification des pratiques, ainsi qu'une expansion de 7 % des surfaces utilisées pour la production végétale d'ici 2032. Le système de double récolte est fréquent dans un grand nombre de régions tropicales ayant un régime fluvial binaire, tout comme les cultures d'irrigation sont répandues en Afrique australe, où le soja et le blé sont souvent produits l'un à la suite de l'autre au cours d'une même année. Le développement de la culture du riz dans la région, notamment au Nigéria, devrait lui aussi bénéficier de la pratique de plus en plus courante consistant à effectuer plusieurs récoltes par an. Outre l'intensification des cultures, une extension des surfaces est également attendue pour plusieurs végétaux ; ainsi, l'augmentation de la superficie des cultures de racines et tubercules, de maïs, de riz, de légumineuses et de céréales secondaires ne sera que partiellement contrebalancée par la baisse de celle de blé et de coton.

L'extension relativement faible des superficies cultivées – de 0.2 % par an au cours de la période de projection – représente un important ralentissement équivalant tout simplement à diviser par deux le taux observé au cours de la précédente décennie. Bien que la région soit considérée globalement comme riche en terres, Chamberlain et al. notaient déjà en 2014 que presque 65 % des terres disponibles pouvant être affectées aux cultures étaient concentrées dans 10 pays seulement (Soudan, Madagascar, République démocratique du Congo, Mozambique, Angola, République du Congo, République centrafricaine, Éthiopie et Zambie). Partout ailleurs, l'extension de la superficie agricole qui est en cours est limitée par la fragmentation des parcelles, les défis liés à la dégradation des sols, les conflits dans certains pays riches en terres ainsi que l'existence d'autres utilisations concurrentes telles que l'exploitation minière et l'étalement urbain. Il est donc d'autant plus important, pour accroître la production dans la région, d'améliorer la productivité.

Le rendement moyen des céréales dans la région devrait augmenter de 1.9 % par an au cours de la période de projection, soit un peu plus rapidement qu'au cours de la décennie écoulée. La hausse ininterrompue des rendements de la majorité des principales cultures s'explique par les investissements dans des variétés végétales améliorées et adaptées à l'environnement local, ainsi que par des pratiques de gestion optimisées. L'augmentation des rendements de la plupart des cultures dépasse les taux projetés à l'échelle mondiale, mais en partant d'un niveau qui est souvent inférieur à la moitié de la moyenne mondiale. Cela signifie que l'écart substantiel entre les rendements de la région et ceux obtenus dans le reste du monde va se réduire mais demeurera important en 2032. Les efforts déployés pour combler totalement cet écart sont freinés par la faible utilisation d'intrants, ainsi que par le manque d'irrigation et d'infrastructure. Malgré la mise en œuvre de vastes programmes de subvention des engrais dans de nombreux pays, l'utilisation de ces intrants en Afrique subsaharienne est la plus faible de toutes les régions ; de plus, dans cette région qui est une importatrice nette d'engrais, la forte augmentation de leurs prix en 2022 a encore freiné les achats. Cela a entraîné, dans de nombreux cas, une utilisation qui s'est avérée ensuite insuffisante. Au cours de la période de projection, l'utilisation des engrais devrait progresser de 9 % mais restera inférieure à 20 % de la moyenne mondiale une fois rapportée à l'hectare (Graphique 2.6). La hausse sera plus forte dans les PMA (où le niveau pendant la période de référence était plus faible), mais le resserrement de l'écart restera tributaire de l'accessibilité financière, en partie limitée par le coût élevé des engrais importés dans la région.

La valeur nette de la production de l'élevage devrait croître de 27 % dans les dix prochaines années, soit un peu plus rapidement que la production végétale. Une grande partie de cette croissance sera due au secteur laitier, qui gagnera 10 Mt supplémentaires d'ici 2032 alors que celui de la viande progressera de presque 3 Mt. Le secteur de viande majoritaire en Afrique subsaharienne est actuellement celui de la viande bovine ; avec la viande de volaille, ils devraient enregistrer les plus fortes hausses, à savoir respectivement 1 Mt et 916 kt supplémentaires en 2032. À cela s'ajoutent 622 kt de viande ovine et presque 400 kt de viande porcine. La hausse de la production de viande devrait avoir lieu principalement dans les PMA de la région (Graphique 2.12).

Les systèmes de production de viande bovine et ovine de la région sont généralement extensifs, et l'augmentation précitée sera due davantage à l'agrandissement du cheptel qu'à des gains de productivité. En 2020-2022, l'Afrique subsaharienne représentait seulement 7 % de la production mondiale de viande bovine, mais presque 17 % du cheptel bovin mondial. La part de la région dans ce cheptel mondial a progressé régulièrement au cours des dix ans écoulés et devrait atteindre quasiment 19 % en 2032, mais sa part dans la production bovine mondiale restera légèrement inférieure à 8 %. De même dans le secteur ovin, la région comptabilise 13 % de la production mondiale, mais 25 % du cheptel. La production de viande ovine devrait progresser de 29 % au cours de la prochaine décennie en Afrique subsaharienne, ce qui permettra à la région de voir sa part dans la production mondiale passer à 15 %, avec 29 % du cheptel mondial. Du fait du caractère extensif des modes de production, une part importante de la production de viande repose sur le pâturage, qui dépend des conditions météorologiques. Par conséquent, les événements climatiques extrêmes comme la sécheresse prolongée dans la Corne de l'Afrique ont provoqué de larges pertes du fait de la disponibilité limitée des pâturages. Ces pressions pourraient s'intensifier au cours de la prochaine décennie car l'expansion prévue du cheptel se produira sur une zone pâturée presque inchangée, et le changement climatique pourrait avoir de graves conséquences sur la fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes.

Pour ce qui concerne la volaille, bien que les systèmes de production extensifs à base de races indigènes mixtes soient toujours courants dans la région, un certain degré d'intensification commence également à apparaître, en particulier dans les pays produisant un excédent de céréales fourragères (par exemple l'Afrique du Sud). Bien que partant d'un niveau faible, l'utilisation d'aliments pour animaux devrait continuer à augmenter dans la région, sous l'effet de la modernisation des chaînes d'approvisionnement dans des pays comme la Zambie, la Tanzanie et le Nigéria ; toutefois, de nombreux petits producteurs utilisent encore des aliments pour animaux autres que des céréales, qu'ils se procurent souvent de manière

informelle. Dans les pays qui utilisent déjà les aliments pour animaux de façon plus intensive, les améliorations génétiques et celles, progressives, du taux de conversion alimentaire réduiront la quantité d'aliments requise par animal. À l'échelle de toute la région, le résultat final est que l'utilisation d'aliments pour animaux progresse un peu plus lentement que la production de viande de volaille ; l'écart est cependant plus important en Éthiopie et dans les autres PMA où l'intensification reste plus faible.

En Afrique subsaharienne, la production halieutique et aquacole repose encore majoritairement sur la pêche, qui représentait plus de 90 % du total pendant la période de référence 2020-22. L'aquaculture prend de l'ampleur et devrait croître de presque 20 % d'ici 2032 – quoique partant d'une base peu élevée – et peser pour un peu moins de 10 % dans la production totale de produits halieutiques et aquacoles en 2032, contre 8.7 % pendant la période de référence. La pêche connaîtra une croissance moins marquée – de 11 % à l'horizon 2032 –, signe que les ressources halieutiques ne sont pas infinies.

Ces projections impliquent que les émissions directes de GES liées à l'agriculture devraient progresser de 19 % d'ici 2032 par rapport à la période de référence. Cela s'explique en grande partie par la poursuite de la croissance de l'élevage extensif, souvent dans les zones semi-arides où la production végétale n'est pas viable ; d'ici 2032, l'Afrique subsaharienne représentera donc 16 % des émissions directes de GES au niveau mondial. En revanche, rapportées à la valeur de la production au niveau régional (en USD), les émissions du secteur agricole devraient continuer à diminuer.

2.3.3. Consommation

Le régime alimentaire reste peu diversifié

La région abrite la plus forte concentration de personnes pauvres et sous-alimentées au monde. La disponibilité totale en calories par habitant est la plus faible de toutes les régions couvertes dans ce chapitre. Les problèmes de sécurité alimentaire qui existaient déjà en Afrique subsaharienne ont été aggravés ces dernières années par les effets prolongés de la covid-19 et des restrictions imposées pour contenir la pandémie, mais aussi par la guerre qui se poursuit en Ukraine, la poussée inflationniste et la lente reprise économique. Le choc initial causé par la pandémie a été double : d'une part en provoquant des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement, en particulier sur les marchés informels, qui sont très nombreux dans la région ; d'autre part en pesant sur l'emploi et les revenus, d'où le problème d'accessibilité financière des produits. Malgré l'ouverture des économies après la pandémie de la covid-19, la guerre en Ukraine a prolongé un grand nombre des difficultés qui existaient sur les chaînes d'approvisionnement, en particulier pour les produits – comme le blé – qui proviennent surtout de l'étranger. La combinaison du niveau toujours élevé des prix alimentaires, du ralentissement de la croissance économique sur le court terme et de la poussée inflationniste ne va que perpétuer les problèmes d'accessibilité financière. Par voie de conséquence, la sécurité alimentaire et la sous-alimentation continueront probablement de poser des problèmes, et même lorsque les revenus commenceront à repartir à la hausse, le redémarrage ne sera durable qu'à condition d'améliorer à l'avenir la disponibilité, l'accès, l'accessibilité financière et l'utilisation des approvisionnements alimentaires.

Le ralentissement de l'économie en 2020 et l'augmentation des prix qui a suivi ont conduit à une baisse de la quantité de calories disponibles par habitant dans la région pendant plusieurs années de suite. La persistance d'une forte inflation et la prévision de faible augmentation des revenus signifient que la progression de la disponibilité en calories par habitant sera lente, et donc que la croissance démographique restera le principal moteur de la hausse de la consommation alimentaire dans la région. En fait, la croissance démographique est telle que, malgré une progression de seulement 5 % de la disponibilité totale en calories par habitant d'ici 2032, l'Afrique subsaharienne restera l'une des régions connaissant la plus forte hausse de la demande alimentaire. Par voie de conséquence, la part de la région dans la consommation totale de calories au niveau mondial devrait passer de 12 % pendant la période de référence 2020-22 à 14 % en 2032.

Avec une progression de 124 kcal/jour au cours de la période de projection, la disponibilité moyenne en calories dans la région dépassera en 2032 les 2 555 kcal/jour par habitant. Néanmoins, après prise en compte des déchets estimés des ménages, l'apport total de calories devrait se situer à 2 450 kcal/personne/jour. Indépendamment de la prise en compte des déchets des ménages, les quantités de calories disponibles dans la région est inférieure de 17 % à la moyenne mondiale et devrait rester la plus faible au monde à l'horizon 2032.

Pour ce qui est du régime alimentaire, la contribution des aliments de base à la disponibilité totale en calories est plus élevée en Afrique subsaharienne que dans toute autre région, à savoir presque 70 % en 2020-22 (Graphique 2.13). Le maïs, les racines et les tubercules représentent la majeure partie de ces aliments de base. La consommation d'aliments de base par habitant est projetée à la hausse au cours de la période examinée mais sa composition devrait changer, la consommation de racines et de tubercules restant relativement stable alors que celle de riz et de maïs augmentera. La part des aliments de base dans la disponibilité totale en calories devrait par ailleurs légèrement diminuer. Pour la plupart des autres catégories de produits, dont la viande, les produits laitiers, les produits halieutiques et aquacoles, le sucre et les huiles végétales, les niveaux de consommation par habitant sont actuellement les plus faibles du monde. Alors que la consommation par habitant de viande, de produits laitiers, de sucre et d'huile végétale va faiblement augmenter au cours de la période de projection, celle de produits halieutiques et aquacoles devrait légèrement décliner. L'évolution des niveaux de consommation par habitant tend à signifier que le régime alimentaire met du temps à se diversifier ; toutefois, compte tenu de la croissance démographique rapide, la consommation totale va considérablement s'accroître pour tous les produits.

La disponibilité en protéines – provenant surtout de produits d'origine végétale – devrait croître de 2.6 g par personne et par jour. La consommation de viande et de produits laitiers ne progressera que très faiblement tandis que celle de produits halieutiques et aquacoles diminuera, ce qui limitera l'amélioration des apports de nutriments et micronutriments essentiels.

Au cours de la prochaine décennie, les céréales devraient supplanter les racines et les tubercules et devenir la principale source d'alimentation animale pour le secteur de l'élevage, le maïs en tête. Toutefois, compte tenu de la prédominance des systèmes de production extensifs dans la plus grande partie de la région, l'utilisation d'aliments pour animaux sera globalement faible. En 2032, l'Afrique subsaharienne représentera un peu plus de 4 % de l'alimentation animale totale consommée dans le monde, alors qu'elle abritera 17 % de la population du globe.

2.3.4. Échanges

Une dépendance aux importations de plus en plus grande et une lente progression concernant les accords commerciaux régionaux

Pour pouvoir nourrir sa population en augmentation rapide, la région devrait compléter sa production en recourant progressivement aux importations. Hormis de rares exceptions, la plupart des aliments de base produits dans la région sont destinés à la consommation intérieure et non à l'exportation, mais la production intérieure de nombreux produits n'est pas suffisante pour satisfaire à la demande. Néanmoins, un grand nombre de pays tirent parti de la différence de saison dans l'hémisphère nord et des coûts de main-d'œuvre compétitifs pour devenir exportateurs nets de produits frais à valeur élevée.

Le déficit commercial de la région pour les principaux produits alimentaires devrait se creuser au cours de la prochaine décennie car la demande de produits importés progresse plus vite que l'offre de produits à exporter. Évalué en prix de référence mondiaux constants (2014-16), ce déficit devrait s'accroître par rapport à la précédente décennie, de quelque 9 milliards USD en 2020-22 à 24 milliards USD en 2032. Les déficits alimentaires persistants devraient être amplifiés par l'augmentation de la facture liée aux importations – causée par l'inflation mondiale, la dette des pays libellée en USD et la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis –, en particulier pour les pays africains travaillant beaucoup avec le dollar.

Bien que largement autosuffisante en maïs, la région dépend fortement des importations pour les céréales principales comme le riz et le blé. Outre la hausse des volumes des importations, les taux d'autosuffisance pour ces deux céréales devraient diminuer pour passer respectivement à 50 % et 24 % en 2032. Dans la mesure où une large part des importations de blé provenaient généralement de Russie et d'Ukraine, l'approvisionnement de la région a été extrêmement perturbé au début de la guerre, en 2022. Le coût des produits importés a en outre considérablement augmenté en l'espace d'un an ; toutefois, les problèmes de disponibilité initiaux se sont ensuite allégés après l'accord conclu sous l'égide des Nations Unies pour débloquent l'exportation des céréales. Compte tenu de la guerre qui se poursuit en Ukraine et de la terrible sécheresse qui sévit depuis plusieurs années en Afrique de l'Est, le renouvellement de cet accord en 2023 est capital pour la région.

Même si la plupart des problèmes commerciaux directement liés à la première vague de la pandémie de la covid-19 se sont atténués en Afrique subsaharienne, les résultats de cette dernière dans les indicateurs mesurant l'efficacité dans le domaine du commerce (comme l'indice de performance logistique de la Banque mondiale) étaient déjà peu satisfaisants avant les perturbations de ces trois dernières années. Suite aux difficultés de 2020, les volumes des importations ont augmenté pour la plupart des produits, mais la région continue d'être handicapée par la hausse des frais de transport et le prix toujours élevé des carburants, qui ont accru davantage le coût des échanges – entraînant une hausse des prix à la consommation qui pèse lourdement sur les ménages à faible revenu.

Contrairement à sa situation au regard des cultures vivrières de base, la région est exportatrice nette de produits de plus grande valeur comme le coton, ainsi que de fruits et de légumes frais. La production de coton de l'Afrique subsaharienne est vendue pour l'essentiel sur les marchés mondiaux et en 2032, plus de 85 % seront exportés. La valeur réelle des exportations de fruits et de légumes devrait augmenter de respectivement 28 % et 44 % d'ici 2032. Par voie de conséquence, la valeur totale des exportations agricoles de la région, exprimée en USD de 2014-16, devrait croître de presque 19 % au cours de la prochaine décennie.

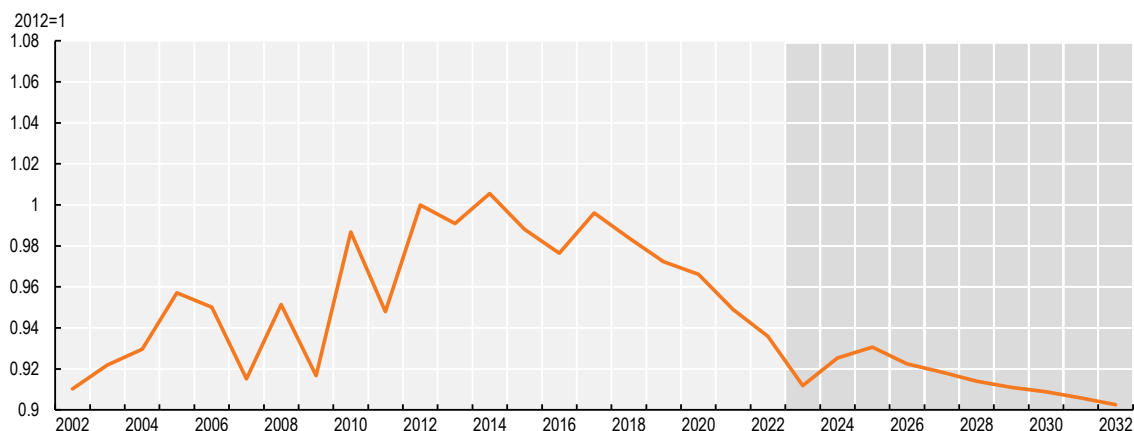
L'Afrique subsaharienne a mis beaucoup d'espoir dans le développement du commerce intrarégional grâce à la mise en œuvre de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC). La création de chaînes de valeur régionales pour les produits agricoles prioritaires fait partie de la stratégie de l'Union africaine pour favoriser la transformation du système agroalimentaire, l'amélioration de la productivité et la croissance de l'agro-industrie en reliant, d'un côté, les producteurs et les agroparc situés dans les zones de production excédentaires, et de l'autre, les marchés et les zones déficitaires. L'accord portant création de la ZLEC est appliqué depuis deux ans et son objectif – qui est d'accroître les échanges intrarégionaux – est essentiel pour le développement économique, en particulier dans le contexte d'intensification des incertitudes au niveau mondial. La pandémie de la covid-19 a retardé sa mise en œuvre initiale et en 2020, les échanges intra-africains ont été ramenés à 16 %, contre une moyenne de 18 % sur les cinq années précédentes. Les produits agricoles représentent près d'un quart du commerce intra-africain, et les perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par la pandémie ont clairement eu un impact ; toutefois, les attentes sont grandes et la nouvelle impulsion politique qui a été donnée a fourni à l'accord l'élan tant attendu.

L'objectif de l'accord portant création de la ZLEC est de supprimer les droits de douane sur 90 % des lignes tarifaires ; une mise en place progressive est prévue sur dix ans pour les PMA et sur cinq ans pour les autres pays. Jusqu'ici, huit pays participent déjà à l'Initiative commerciale guidée, dont le but est de permettre des échanges commercialement significatifs dans le cadre de l'accord, ainsi que de tester l'environnement opérationnel, institutionnel, juridique et de la politique commerciale. Les produits pouvant être échangés dans le cadre de cette initiative incluent plusieurs produits agricoles et alimentaires. Malgré les progrès accomplis, un grand nombre des dispositions de l'accord d'origine ne sont pas encore appliquées et certains membres de l'Union africaine n'ont toujours pas ratifié le texte, ce qui empêche la pleine application du régime préférentiel à plusieurs organisations commerciales régionales, à moins que des compromis puissent être trouvés pour que l'accord puisse être mis en œuvre au cas par cas. Alors

que de nouveaux engagements doivent être pris concernant les règles d'origine, seuls 3 % des lignes tarifaires seront finalement exclus de l'accord, qui a donc toutes les capacités d'accroître les échanges intra-africains sur le moyen terme. Dans son *Rapport 2021 sur le développement économique en Afrique*, la CNUCED note que le projet de création d'un marché sans frontière d'une valeur de 3 000 milliards USD pourrait permettre d'inverser la tendance actuelle sur le continent (à savoir la pauvreté et l'inégalité) et d'y favoriser la croissance.

Hormis les droits de douane, un autre frein aux échanges intrarégionaux est le niveau élevé des obstacles non tarifaires. Bien que l'accord portant création de la ZLEC prévoie une reconnaissance mutuelle des normes et des licences ainsi que l'harmonisation des mesures sanitaires et phytosanitaires, un grand nombre de ces obstacles – non tarifaires – sont difficiles à éliminer ou réduire. Selon les données relatives au coût des échanges recueillies par la CESAP-Banque mondiale, l'équivalent *ad valorem* du coût des obstacles non tarifaires sur les échanges internes du continent est estimé à quelque 283 %. Il est en outre de plus de 300 % pour les produits agricoles¹⁰ et dépasse de plus de 100 % celui des produits manufacturés non agricoles. Les facteurs y contribuant sont le coût élevé du transport routier, qui résulte de la déficience des infrastructures, ainsi que le manque d'efficacité aux postes-frontières. Cela est corroboré par la présence de seulement six pays d'Afrique subsaharienne dans la première moitié de l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, qui couvre 160 pays. Compte tenu des réglementations mises en œuvre à ce jour et de la nécessité de finaliser les programmes de réduction des droits de douane et les listes de produits sensibles, aucun impact visible n'a été prévu dans les projections de référence.

Graphique 2.9. Valeur nette de la production des secteurs agricole, halieutique et aquacole par habitant en Afrique subsaharienne

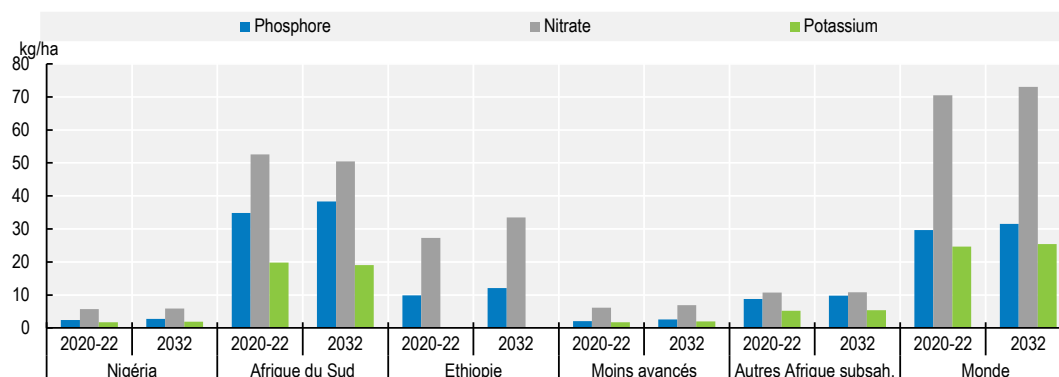


Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Valeur de la production agricole » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux autres produits ont été obtenues par extrapolation. La valeur nette de la production repose sur les estimations des auteurs de l'utilisation de semences et aliments pour animaux autoproduits. Elles sont exprimées en USD constants de 2014-16.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/9oavqy>

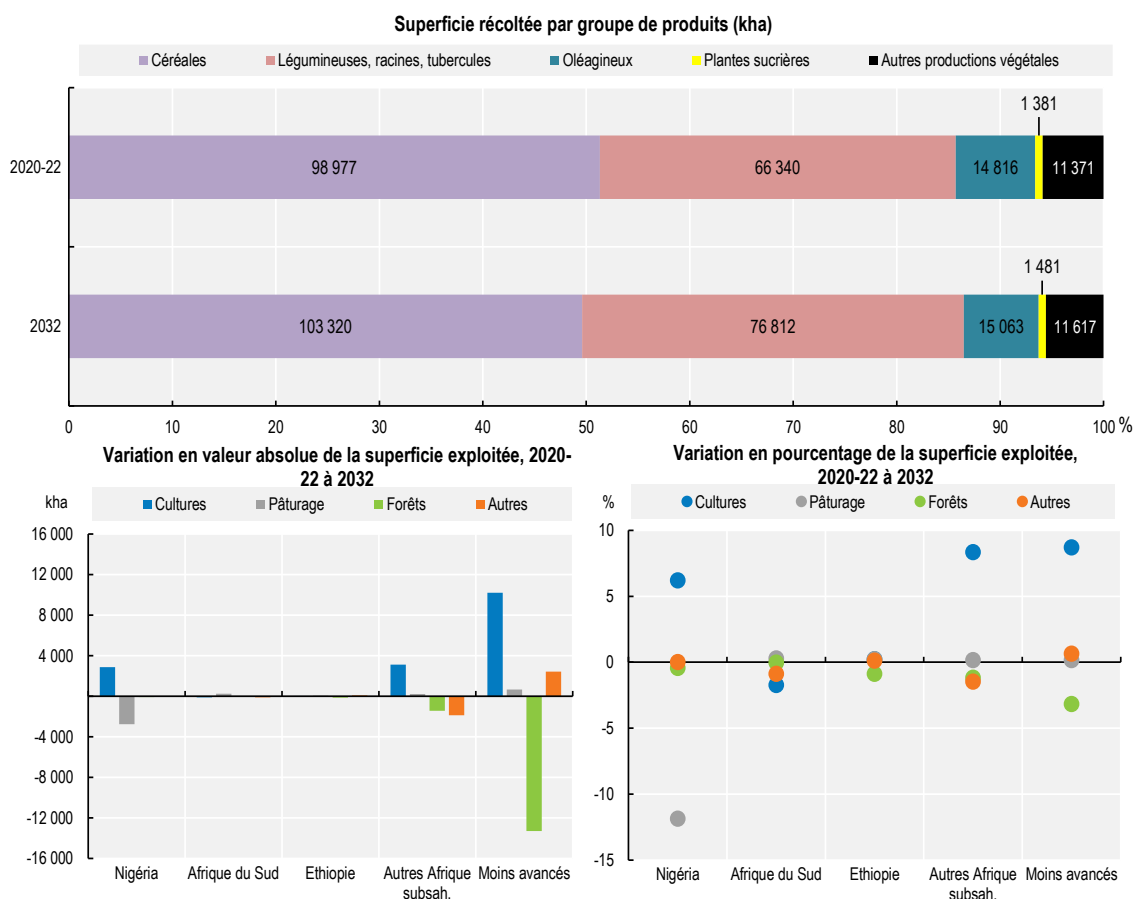
Graphique 2.10. Faible emploi d'engrais par hectare de terre consacré à la production végétale en Afrique subsaharienne



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

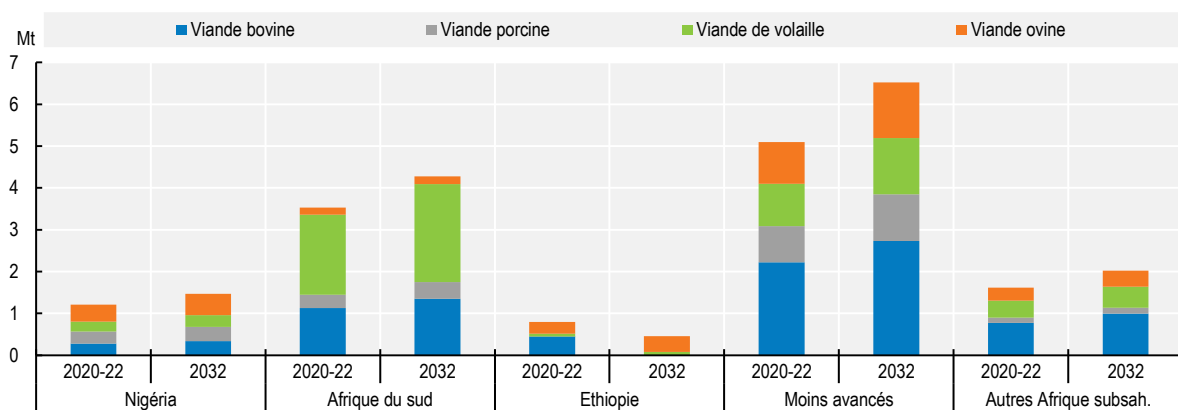
StatLink <https://stat.link/f3in7l>

Graphique 2.11. Évolution de la superficie récoltée et de la superficie exploitée en Afrique subsaharienne




Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

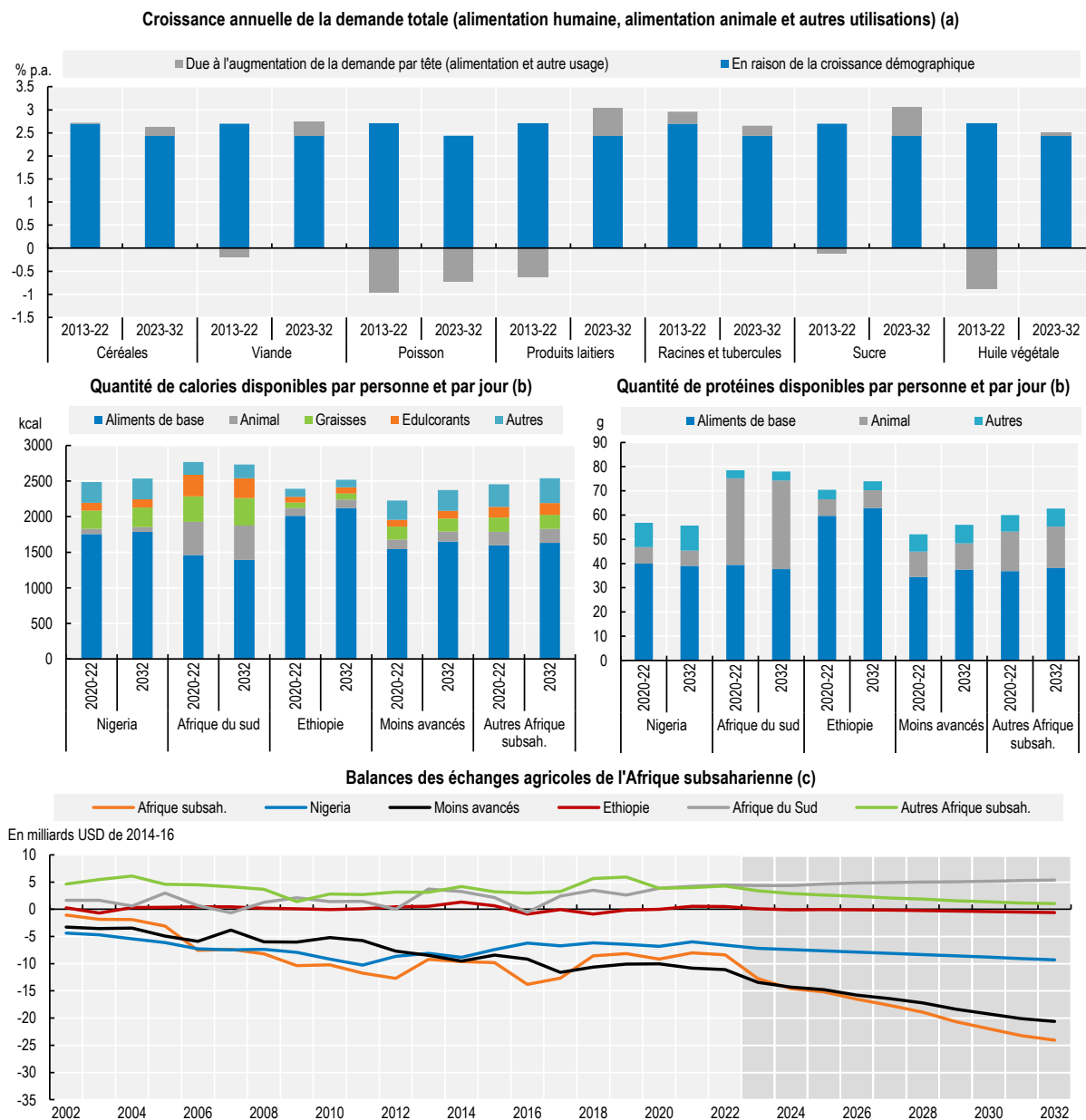
StatLink <https://stat.link/gkc2t7>

Graphique 2.12. Production animale en Afrique subsaharienne

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/v4gdnI>

Graphique 2.13. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région de l'Afrique subsaharienne



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; Aliments d'origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers hors beurre ; Aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Stat <https://stat.link/v35alo>

Tableau 2.3. Indicateurs régionaux : Afrique subsaharienne

	Moyenne			%	Croissance ²	
	2010-12	2020-22 (référence)	2032	Référence à 2032	2013-22	2023-32
Hypothèses macroéconomiques						
Population ('000)	845 829	1 106 238	1 445 172	30.64	2.70	2.44
PIB par habitant ¹ (kUSD)	1.71	1.71	1.93	13.28	-0.56	1.21
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	157	200	248	24.10	2.04	2.19
Valeur nette de la production végétale ³	104	138	174	25.41	2.42	2.33
Valeur nette de la production animale ³	36	39	49	26.65	0.72	2.46
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	18	23	25	11.69	2.21	0.80
Quantité produite (kt)						
Céréales	120 032	157 616	201 865	28.07	2.67	2.29
Légumineuses	16 944	20 664	26 885	30.10	1.61	2.67
Racines et tubercules	71 176	96 871	123 649	27.64	2.81	2.68
Oléagineux ⁴	7 575	8 662	10 030	15.80	1.11	1.45
Viande	9 651	12 241	15 216	24.30	2.02	2.25
Produits laitiers ⁵	3 401	3 975	5 292	33.15	2.27	2.91
Produits halieutiques et aquacoles	6 343	8 015	8 954	11.71	2.16	0.80
Sucre	6 795	7 632	8 876	16.30	1.34	1.52
Huile végétale	5 684	7 657	8 533	11.44	3.07	1.03
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	0	0	0	142.91	0.00	2.16
Éthanol	623	923	934	1.12	4.30	2.74
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	856 537	888 950	903 462	1.63	0.36	0.15
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	184 325	220 195	236 296	7.31	1.65	0.62
Superficie totale des pâturages ⁷	672 211	668 755	667 166	-0.24	-0.04	-0.02
Émissions de GES (Mt éq. CO ₂)						
Total	779	889	1 058	18.97	1.37	1.71
Imputables à la production végétale	237	213	221	3.42	-0.46	0.29
Imputables à la production animale	542	674	835	23.92	2.01	2.13
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	2 368	2 359	2 480	5.14	-0.09	0.74
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	59.9	57.6	60.1	4.39	-0.41	0.66
Disponibilité alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	182.0	187.0	197.5	5.63	-0.07	0.23
Viande	8.3	8.3	8.5	2.26	-0.32	0.26
Produits laitiers ⁵	4.3	3.8	3.9	2.25	-0.52	0.55
Produits halieutiques et aquacoles	9.5	8.8	8.3	-6.35	-0.81	-0.65
Sucre	10.5	10.6	11.4	7.34	-0.13	0.53
Huile végétale	7.8	7.3	7.8	7.33	-2.08	0.83
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	-12	-9	-24	181.96	..	..
Valeur des exportations ³	32	49	58	18.64	3.02	1.67
Valeur des importations ³	43	57	82	43.01	2.00	3.05
Taux d'autosuffisance alimentaire ¹⁰						
Céréales	83.5	81.9	77.6	-5.22	0.09	-0.24
Viande	87.4	83.4	77.5	-7.14	-0.71	-0.47
Sucre	73.7	64.3	53.1	-17.47	-0.61	-1.10
Huile végétale	58.6	58.5	49.7	-15.05	1.21	-1.46

Notes : 1. PIB par habitant en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo et des valeurs des prix de référence internationaux moyens pour 2014-16. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les poudres de lait et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie des terres cultivées rend compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Les pâturages désignent les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories/protéines quotidiennes par habitant représentent la consommation alimentaire par habitant et par jour, et non la quantité absorbée. 9. Les aliments de base sont les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance est calculé comme suit : $\text{production} / (\text{production} + \text{importations} - \text{exportations}) * 100$.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

2.4. Perspectives régionales : Proche-Orient et Afrique du Nord

2.4.1. Contexte

Une dépendance croissante aux importations du fait d'une offre fondamentalement limitée

La région Proche-Orient et Afrique du Nord¹¹ comprend tout un éventail de pays aux profils socioéconomiques et de revenus hétérogènes. Un grand nombre d'entre eux connaissent des difficultés similaires en ce qui concerne l'environnement de la production agricole et la fragilité du stock de ressources naturelles. Dans cette région, moins de 5 % de la superficie totale des terres est considérée comme arable et les ressources hydriques sont limitées, de sorte que la plupart des pays connaissent un manque d'eau. Dans plusieurs pays, la situation à cet égard est dramatique. En 2020, 19 États arabes sur 22 se trouvaient en dessous du seuil de rareté des ressources en eau renouvelables (fixé à 1 000 m3 par habitant et par an), et 13 en dessous du seuil de rareté absolue d'eau (fixé à 500 m3 par habitant et par an) (UN WWDR, 2022^[7]). La région est également l'une des plus vulnérables au changement climatique du fait de son climat aride et de ses ressources hydriques déjà limitées.

Parmi son éventail de pays moins avancés et d'économies à revenu élevé et intermédiaire, la région comprend un grand nombre de pays du Golfe exportateurs de pétrole dont l'économie est intrinsèquement liée aux marchés de l'énergie. Les revenus générés par le pétrole impliquent que cette ressource peut avoir un impact important sur l'évolution de la demande. À cet égard, l'instabilité qui a caractérisé le marché de l'énergie ces dernières années a eu d'énormes répercussions sur le niveau des revenus. La région a été l'une des plus touchées économiquement par la pandémie de la covid-19 et son revenu par habitant a diminué de plus de 7 % en 2020, avant de regagner modestement moins de 2 % en 2021. En 2022, le niveau élevé du cours du pétrole a donné une nouvelle impulsion, et la hausse s'est accélérée, pour atteindre 3.3 %. La sensibilité aux fluctuations du marché de l'énergie qui caractérise la région implique que cette dernière continuera sans doute d'être en proie à une grande instabilité sur le court terme – tant que la guerre en Ukraine se poursuivra –, mais les prix de l'énergie en 2032 devraient être inférieurs aux niveaux de 2022. Les perspectives à moyen terme seront également influencées par la complexité grandissante de l'environnement mondial, et la croissance des revenus par habitant devrait tourner autour de 1.7 % par an en moyenne au cours de la prochaine décennie. Il est donc peu probable qu'elle constitue un moteur important de la demande, ce qui est un aspect préoccupant dans une région où une alimentation saine est financièrement inaccessible pour plus de la moitié de la population (CESAO, FAO, IFAD, UNICEF, PMA et OMS, 2022^[8])).

La croissance démographique, qui joue un rôle important dans l'évolution de la demande, ne devrait ralentir que modérément, de 22 % au cours de la précédente décennie à 20 % dans les dix ans à venir. Ce taux de croissance, le deuxième plus élevé derrière celui de l'Afrique subsaharienne, portera la population de la région à plus de 510 millions de personnes en 2032. Les deux tiers environ de cette population devraient vivre en milieu urbain, ce qui pourrait encourager la consommation de produits de

plus grande valeur, y compris de viande et de produits laitiers, mais aussi de produits prêts à l'emploi contenant souvent de grandes quantités d'huile végétale et de sucre.

La région est l'une des plus grosses importatrices nettes de produits alimentaires au monde, en grande partie à cause de son environnement de production difficile, dû à ses ressources naturelles limitées. Son taux d'autosuffisance est faible pour la plupart des produits, mais particulièrement pour les céréales, les huiles végétales et le sucre (Graphique 2.15). Sa forte dépendance aux importations signifie en outre que les difficultés de ces trois dernières années dans le domaine des échanges ont eu un impact majeur sur la région. Les problèmes logistiques et la forte hausse des coûts de transport liés à la pandémie de la covid-19, ainsi que les fragilités des systèmes d'échanges mondiaux mis au jour à cette occasion, ont été encore aggravés par la guerre en cours dans la région de la mer Noire. La région est depuis longtemps très dépendante de la Russie et de l'Ukraine pour son approvisionnement en blé. Les perturbations initiales des échanges ont été quelque peu atténuées par l'accord sur les céréales qui a permis à l'Ukraine de reprendre ses exportations, mais les volumes sont beaucoup plus faibles qu'avant et la région a été contrainte d'importer de grandes quantités depuis d'autres pays. Le prix élevé des céréales importées – tiré encore vers le haut par la dépréciation des monnaies dans de nombreux pays de la région non exportateurs de pétrole –, combiné à la poussée inflationniste et à la crise du coût de la vie, ont nui à l'accessibilité financière des produits de base dans les pays à bas revenu et à la capacité à s'alimenter sainement dans l'ensemble de la région. Avec des dépenses alimentaires représentant en moyenne quelque 17 % du budget total des ménages – 33 % dans les pays les moins avancés –, les variations brutales des revenus et des prix peuvent avoir des répercussions importantes sur le bien-être¹².

Afin de réduire la dépendance aux importations de céréales principales et, par conséquent, les vulnérabilités associées aux perturbations, les politiques publiques ont de tout temps cherché à stimuler la production. Visant à atténuer les risques, ces politiques ont cependant freiné la croissance, car la culture de ces céréales est en concurrence avec d'autres végétaux de plus grande valeur pour l'utilisation des ressources hydriques peu abondantes. Par voie de conséquence, les ressources exploitables de la région, déjà limitées, ont été utilisées au maximum et, avec la hausse de la production de céréales, la disponibilité de produits frais de plus grande valeur a diminué. Or, ces produits auraient pu permettre d'améliorer la diversité de l'alimentation et de fournir un revenu plus élevé pour la même quantité – restreinte – de ressources. Le changement climatique reste un défi majeur et les conflits géopolitiques dans la région ont réduit encore les investissements et déplacé les populations, empêchant de ce fait l'augmentation de la production.

La part du PIB résultant du secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche est aujourd'hui de 5 % seulement et devrait reculer à 4 % en 2032. L'Égypte assure 25 % de la valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole de la région, tandis que les autres pays d'Afrique du Nord en représentent 51 % (18 % pour les PMA et 33 % pour les autres). Ces pourcentages devraient s'accroître et l'Afrique du Nord représentera presque 80 % de la valeur nette de la production agricole en 2032.

Dans un contexte où les revenus augmentent peu et où plusieurs pays sont engagés dans un conflit géopolitique, l'un des plus gros défis auxquels est confrontée la région est l'accessibilité de produits alimentaires abordables pour une population de plus en plus nombreuse. Compte tenu de la faible capacité de production et des ressources naturelles restreintes, la dépendance aux importations est inévitable, notamment dans une région fortement impactée par le changement climatique, raison pour laquelle le taux d'autosuffisance pour la plupart des principaux produits devrait continuer à baisser. Les importations contribuent de manière importante à la diversité de l'alimentation et la facilitation efficace des échanges peut permettre de se rapprocher de l'objectif d'éradication de la famine, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition à l'horizon 2030. Toutefois, dans un contexte de marché mondial de plus en plus instable et fragmenté ayant connu ces dernières années un nombre grandissant de graves perturbations, la mise en œuvre de politiques publiques et de pratiques d'achat adaptables et efficaces sera capitale pour assurer la sécurité alimentaire et améliorer la résilience. Soucieux d'atténuer leur vulnérabilité, de nombreux pays cherchent activement à diversifier leurs sources d'importation.

2.4.2. Production

L'amélioration de la productivité est requise de toute urgence pour faire face à un grave manque de ressources

La dépendance de la région envers les marchés mondiaux devrait s'accroître au fil du temps (Graphique 2.14) du fait de l'augmentation estimée à 1.5 % par an de la production agricole, halieutique et aquacole, un pourcentage inférieur à celui de la précédente décennie ainsi qu'à la croissance démographique annuelle (1.6 %). Les cultures des produits couverts dans les *Perspectives* représentent 40% de la valeur totale de la production, mais leur croissance de seulement 1 % par an en moyenne indiquent que cette part pourrait tomber à 38 % d'ici 2032. La production animale connaît un taux de croissance supérieur – 2.1 % par an – et sa part dans la valeur totale nette passera à 42 % d'ici 2032.

La pêche et l'aquaculture contribuent pour une part importante (21 %) à la valeur totale de la production agricole, mais leur progression de seulement 0.9 % par an est nettement plus faible que durant la précédente décennie, d'où une légère baisse de leur part du total (à 20 %) en 2032. Presque 70 % de la production halieutique et aquacole proviennent de la pêche pratiquée dans les zones côtières, mais les stocks halieutiques se raréfient, d'où un net ralentissement de l'activité au cours de la période de projection. Le secteur de l'aquaculture acquiert de plus en plus d'importance et a connu un développement de plus de 5 % par an au cours de la précédente décennie, l'Égypte en tête. Sa croissance devrait se ralentir pendant la période de projection, mais avec une progression de 2.4 % par an, le secteur devrait peser pour 33 % de la production totale en 2032.

Peu de changements sont attendus au regard de l'utilisation totale des terres agricoles, avec une progression de seulement 0.5 % sur dix ans. L'expansion se concentre dans les régions les moins avancées (principalement le Soudan et la Mauritanie) et presque la moitié des terres supplémentaires seront affectées au pâturage. Dans la plupart des pays de la région, les conditions ne sont pas propices à une production végétale de grande ampleur, mais plus de la moitié de l'ensemble des terres cultivées devrait en 2032 être consacrée à la production de céréales, soit un léger recul (de 2 %) par rapport aux niveaux actuels. Les céréales secondaires et le blé constituent l'essentiel de la production totale de céréales et représenteront respectivement 63 % et 35 % du total des terres affectées aux céréales en 2032.

Dans une région connaissant de graves restrictions en matière de terres arables et de ressources hydriques disponibles, l'amélioration de la productivité est capitale pour stimuler la croissance. Entre 2010 et 2019, la productivité totale des facteurs s'est accrue de seulement 1.2 % par an, principalement du fait d'un apport accru de capital¹³. La valeur générée sur un hectare de terre utilisée pour la production végétale s'est accrue régulièrement (de 0.8 % par an) pendant les dix ans écoulés et devrait progresser encore plus vite au cours de la prochaine décennie (de 1.2 % par an). Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs. Le premier est l'intensification : l'expansion de 1.5 Mha de la superficie totale récoltée est supérieure à celle de 1.2 Mha de la superficie cultivée. Le second est une amélioration considérable des rendements de la plupart des principales cultures. Ainsi, le rendement du blé devrait progresser de presque 1 % par an en moyenne pour atteindre 3 tonnes/hectare en 2032, soit presque 80 % de la moyenne mondiale. Celui des céréales secondaires devrait augmenter de 1.8 % par an, mais ne dépassera toutefois pas 44 % de la moyenne mondiale. L'augmentation annoncée des rendements sera due principalement aux progrès technologiques, l'utilisation d'engrais par hectare diminuant légèrement au cours de la période de projection.

La production de viande devrait s'accroître de presque 2.4 Mt d'ici 2032, principalement du fait de la volaille. La production de viande de volaille représente déjà 59 % du total, et son augmentation de 2.8 % par an portera sa part à 62 % en 2032. Selon les prévisions, celle de viande bovine et de viande ovine progressera plus lentement, respectivement de 1.9 % et 1.5 % par an. S'agissant de la viande ovine, cette hausse représente une accélération par rapport à la précédente décennie, et concernant la viande bovine,

cela constitue un renversement de la tendance à la baisse observée jusqu'ici. La croissance des effectifs est plus lente que celle de la production – à la fois pour les bovins et les ovins –, ce qui coïncide avec les gains de productivité attendus.

Les émissions directes de GES liées au secteur de l'élevage progresseront dans la région de 6.8 % entre 2020-22 et 2032, ce qui contraste nettement avec les 28.0 % et 23.9 % d'augmentation prévus respectivement pour la production de viande et de produits laitiers. Ces écarts montrent clairement l'importance capitale des gains de productivité pour limiter les émissions. Les émissions imputables aux cultures devraient diminuer de 3.2 %, tandis que les émissions directes de l'agriculture augmenteront au total de 5.4 % d'ici 2032. La baisse historique des émissions de GES par rapport à la valeur unitaire de la production agricole devrait se poursuivre.

2.4.3. Consommation

Le manque d'accessibilité financière limite l'adoption de régimes alimentaires plus sains et plus variés

Afin de promouvoir la sécurité alimentaire, les politiques publiques de la région ont généralement visé à encourager la consommation d'aliments de base à coup de subventions. Ces dernières années, ces politiques se sont ouvertes à l'intégration des produits d'origine animale. Bien qu'elles aient réussi dans un premier temps à améliorer la sécurité alimentaire, elles ont aussi contribué à perpétuer dans la région les régimes composés majoritairement d'aliments de base. De plus, le constat de ces dernières années est une nouvelle augmentation à la fois de la prévalence de sous-alimentation et du nombre de personnes sous-alimentées. La pandémie de la covid-19 a accru ces tendances en 2020. Dans le contexte actuel de prix élevés, la région n'est pas parvenue à inverser ces tendances, et l'insécurité alimentaire s'est donc encore détériorée en 2021 malgré la hausse de la part des revenus consacrée à l'alimentation et la mise en place d'une série de mesures pour améliorer la sécurité alimentaire et accroître la résilience. En dépit de l'accélération de la hausse des revenus en 2022, la persistance de prix élevés dans l'alimentation et d'une inflation soutenue généralisée a eu pour effet de réduire encore l'accessibilité financière, et la quantité de calories disponibles a diminué.

D'ici 2032, la disponibilité totale en calories ne devrait progresser que légèrement – à 3 034 kcal/personne/jour – soit un peu moins que la moyenne mondiale. En tenant compte des estimations des déchets alimentaires des ménages, le nombre total de calories absorbées pourrait se situer aux alentours de 2 830 kcal/personne/jour. La faible progression enregistrée au cours de la période de projection est le résultat de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la reprise économique tarde en longueur et les revenus ne dépasseront leur niveau d'avant la pandémie qu'en 2024. Ensuite, les prix élevés d'aujourd'hui entraînent une faible disponibilité en calories sur le court terme. Enfin, l'apport en calories reflète également une prise de conscience croissante sur la nécessité d'avoir une alimentation saine. Pour autant, il existe une grande hétérogénéité au sein de la région et l'influence relative de ces trois facteurs au regard du nombre de calories consommées sera variable selon les pays. Dans les PMA du Proche-Orient, la disponibilité en calories reste faible et devrait atteindre seulement 2 650 kcal/personne/jour, soit presque 15 % de moins que la moyenne mondiale (Graphique 2.19). Dans ces pays à plus faible revenu, la part des dépenses consacrées à l'alimentation est également plus élevée, ce qui signifie que la hausse récente des prix a un impact majeur sur la sécurité alimentaire.

Les projections pour le régime alimentaire moyen dans la région indiquent que 53 % des calories proviendront des céréales en 2032, soit nettement plus que la moyenne mondiale de 43 %. La situation est similaire en ce qui concerne la consommation de sucre : la part de la région dans l'apport calorique total lié au sucre sera de 9 %, alors que la moyenne mondiale est de 8 %. Le régime alimentaire type de la région, qui se compose majoritairement de féculents et de sucre, est riche en calories mais pauvre en nutriments, et il est souvent associé à une augmentation des cas de surpoids et d'obésité, ainsi que de

diverses maladies chroniques comme le diabète. Parallèlement, la prévalence de la sous-alimentation, ainsi que du retard de croissance et du dépérissement chez les jeunes enfants, atteint un niveau élevé dans certains pays, en particulier ceux de revenu inférieur ou frappés par un conflit. Cela traduit une hétérogénéité entre les pays mais laisse aussi à penser que le « triple fardeau » de la malnutrition (dénutrition, surpoids et carence en micronutriments) représentera un défi majeur que les autorités publiques devront relever sur le moyen terme, avec pour solution essentielle la qualité nutritionnelle. Le problème est que l'accessibilité financière demeure un obstacle majeur à l'adoption d'une alimentation plus saine, de meilleure qualité.

Le niveau moyen de disponibilité en protéines dans la région devrait être de 84 g par jour en 2032, soit encore moins que pendant la période de référence. La baisse sera due en grande partie à la diminution de la consommation de protéines d'origine végétale, qui ne sera pas entièrement compensée par d'autres sources de protéines de meilleure qualité comme la viande et les produits halieutiques et aquacoles. La consommation par habitant de viande de volaille, de viande bovine et de la plupart des produits laitiers devrait s'accroître, mais généralement de moins de 1 % par an.

La croissance du secteur de l'élevage, en particulier celui de la volaille, entraînera une hausse de 15 % de l'utilisation des aliments pour animaux dans les dix ans à venir, mais les gains d'efficacité maintiendront le taux de croissance en deçà de celui de la production de viande. Des produits comme le maïs, l'orge et les tourteaux protéiques devraient représenter plus de 70 % du total de l'alimentation animale. La majorité des aliments pour animaux continueront d'être importés, et les importations de maïs passeront par exemple de 25 Mt pendant la période de référence à 30 Mt en 2032. Cette tendance est la conséquence de politiques publiques privilégiant les cultures vivrières plutôt que les cultures fourragères, dans un environnement où le potentiel de production est très limité.

2.4.4. Échanges

La hausse des importations se poursuit pour la plupart des produits

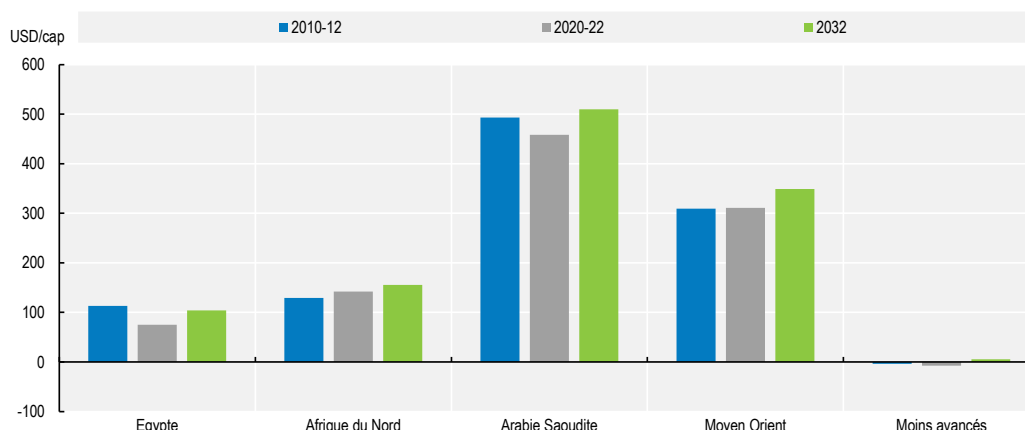
La région devrait devenir, au cours de la prochaine décennie, de plus en plus dépendante aux importations de produits alimentaires du fait de la combinaison d'une forte croissance démographique et de graves insuffisances au regard de la capacité de production. En 2032, la région devrait se positionner au deuxième rang mondial derrière l'Asie développée et de l'Est pour ses importations nettes de produits alimentaires, mais au premier rang lorsque ces importations sont ramenées au nombre d'habitants. C'est en Arabie saoudite et dans les autres pays du Moyen-Orient (dont les États du Golfe) que les importations de produits alimentaires par habitant sont les plus élevées (Graphique 2.14).

Au plus fort des défis économiques et logistiques suscités par la pandémie, la facture totale des importations de la région a baissé, en termes réels, entre 2019 et 2020. Après une légère augmentation en 2021, les importations ont progressé de presque 5 % en 2022 malgré les problèmes avec les acheminements en provenance de la région de la mer Noire, ce qui témoigne de la vigueur de la reprise économique dans le contexte du niveau élevé des cours du pétrole. Les importations devraient continuer de s'accroître en 2023, quoique plus lentement, sous l'effet de la cherté persistante des produits alimentaires et de la faible hausse des revenus. D'ici 2032, le coût des importations de la région aura augmenté de 30 % par rapport à la période de référence.

Les importations augmenteront pour presque tous les produits, quoique généralement plus rapidement pour la viande et les produits laitiers que pour les produits d'origine végétale. En 2032, les importations de la région conserveront des niveaux élevés et généralement croissants sur les marchés mondiaux d'un grand nombre de produits, dont le blé (26 %), le sucre (23 %) et le maïs (15 %). La région représentera en outre une part élevée des échanges mondiaux de viande ovine (34 %), de fromage (21 %) et de volaille (18 %) d'ici 2032. La région est une grande importatrice à l'échelle mondiale, mais dans la mesure où ses importations entrent pour une part substantielle dans la consommation intérieure, tout événement majeur

survenant sur les marchés mondiaux ou nationaux a de larges répercussions sur la sécurité alimentaire au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

Graphique 2.14. Valeur des importations nettes de produits alimentaires par personne de la région Proche-Orient et Afrique du Nord (produits transformés inclus)

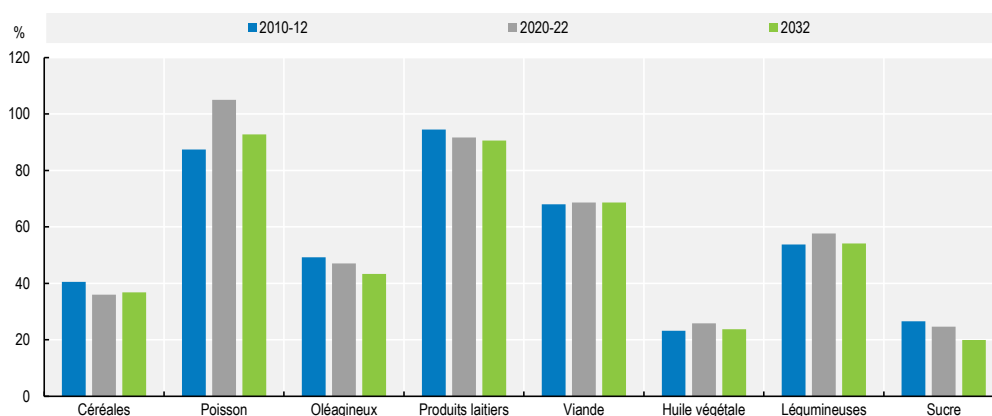


Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Indices commerciaux » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux produits non étudiés dans les Perspectives ont été obtenues par extrapolation. Les produits transformés, habituellement absents des variables étudiées dans les Perspectives, sont également pris en compte dans les valeurs du total des échanges. Les valeurs des échanges sont exprimées en USD constants de 2014-16 et les valeurs des échanges pour la pêche (non disponibles dans l'indice du commerce FAOSTAT) ont été ajoutées sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.


StatLink  <https://stat.link/a42t10>

Graphique 2.15. Ratio d'autosuffisance de certains produits de la région Proche-Orient et Afrique du Nord

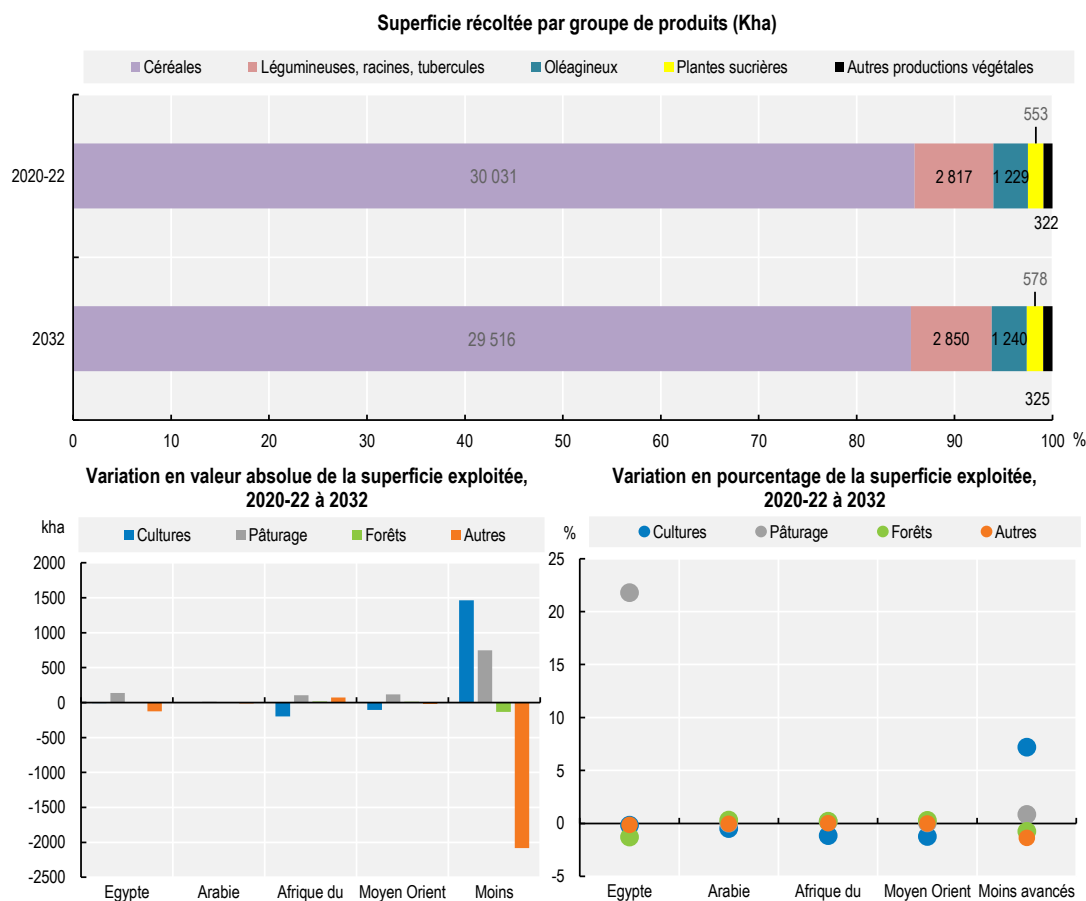


Note : on obtient le ratio d'autosuffisance en rapportant la production à la somme de la production et des importations diminuée des exportations, le tout multiplié par 100.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/3lmku1>

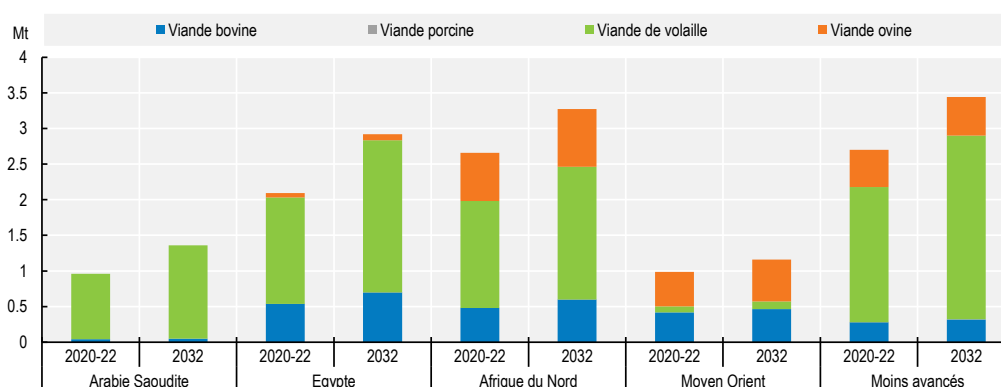
Graphique 2.16. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/39b1am>

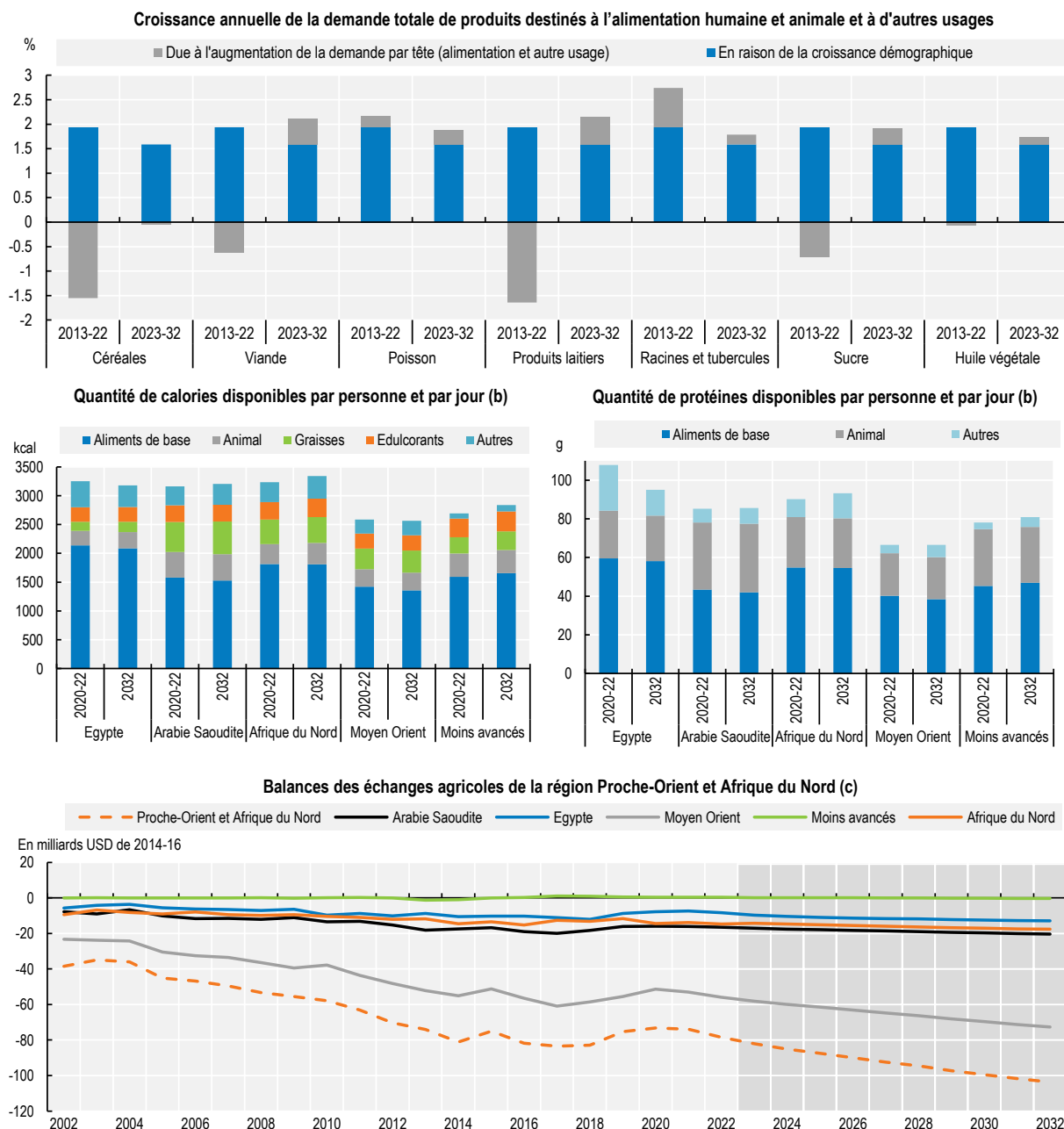
Graphique 2.17. Production animale de la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/q69o24>

Graphique 2.18. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; Aliments d'origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers hors beurre ; Aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.


StatLink  <https://stat.link/7mstfx>

Tableau 2.4. Indicateurs régionaux : Proche-Orient et Afrique du Nord

	Moyenne			%	Croissance ²	
	2010-12	2020-22 (référence)	2032	Référence à 2032	2010-12	2020-22 (référence)
Hypothèses macroéconomiques						
Population ('000)	349 438	426 622	510 419	19.64	1.94	1.58
PIB par habitant ¹ (kUSD)	6.37	6.41	7.76	21.14	-0.29	1.68
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	62.4	78.4	91.9	17.20	2.02	1.46
Valeur nette de la production végétale ³	24.9	31.0	35.3	13.74	1.93	1.04
Valeur nette de la production animale ³	27.0	30.7	38.2	24.14	0.77	2.14
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	10.5	16.6	18.5	10.84	4.88	0.92
Quantité produite (kt)						
Céréales	49 624	49 947	60 254	20.64	-1.61	0.94
Légumineuses	1 616	1 944	2 188	12.52	2.47	1.68
Racines et tubercules	2 959	4 002	4 946	23.60	2.68	1.93
Oléagineux ⁴	1 023	1 052	1 148	9.12	-0.52	0.93
Viande	6 882	8 439	10 798	27.95	2.27	2.39
Produits laitiers ⁵	3 514	3 426	4 148	21.07	0.08	1.87
Produits halieutiques et aquacoles	3 720	5 900	6 539	10.82	4.91	0.92
Sucre	3 056	3 252	3 330	2.40	-0.98	1.66
Huile végétale	1 514	2 264	2 644	16.78	6.05	0.93
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	0.02	0.02	0.04	116.15	0.00	0.79
Éthanol	525	556	687	23.67	1.21	1.94
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	459 460	419 365	421 625	0.54	0.13	0.05
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	44 669	51 020	52 174	2.26	1.19	0.20
Superficie totale des pâturages ⁷	414 791	368 345	369 450	0.30	-0.01	0.03
Émissions de GES (Mt éq. CO ₂)						
Total	178	188	198	5.44	0.20	0.45
Imputables à la production végétale	25	26	25	-3.24	0.41	0.09
Imputables à la production animale	153	162	173	6.82	0.17	0.50
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	2 908	2 914	2 921	0.23	-0.30	0.28
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	81.4	84.2	81.3	-3.51	0.3	0.3
Disponibilité alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	213.1	209.3	206.7	-1.22	-0.30	-0.17
Viande	18.0	17.6	18.7	6.09	-0.58	0.49
Produits laitiers ⁵	12.4	10.9	11.6	5.89	-1.69	0.56
Produits halieutiques et aquacoles	11.2	11.4	12.3	8.07	-0.79	0.58
Sucre	32.5	31.0	31.9	2.99	-0.93	0.29
Huile végétale	10.8	11.2	12.5	10.88	-1.11	0.79
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	-64	-75	-104	37.74	..	..
Valeur des exportations ³	22	34	39	13.76	4.27	1.15
Valeur des importations ³	86	109	142	30.28	0.94	2.19
Taux d'autosuffisance alimentaire ¹⁰						
Céréales	40.7	36.3	36.8	1.40	-1.30	-0.48
Viande	66.6	67.9	68.6	1.14	0.93	0.26
Sucre	25.8	22.4	19.9	-11.08	-1.75	0.00
Huile végétale	22.0	25.6	23.8	-7.14	4.0	-0.8

Notes : 1. PIB par habitant en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo et des valeurs des prix de référence internationaux moyens pour 2014-16. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les poudres de lait et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie des terres cultivées rend compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Les pâturages désignent les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories/protéines quotidiennes par habitant représentent la consommation alimentaire par habitant et par jour, et non la quantité absorbée. 9. Les aliments de base sont les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance est calculé comme suit : $\text{production} / (\text{production} + \text{importations} - \text{exportations}) \times 100$.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

2.5. Perspectives régionales : Europe et Asie centrale

2.5.1. Contexte

Un intérêt croissant pour la durabilité et des risques persistants liés à la guerre de la Russie contre l'Ukraine

La région Europe et Asie centrale¹⁴ comprend des pays très hétérogènes situés sur deux continents et se trouvant à divers stades de développement. Ces pays présentent des différences notables sur le plan des ressources agricoles, de la démographie et des politiques publiques. La région est en outre confrontée à une multitude de risques, en raison notamment de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, qui contribue également à la persistance d'une inflation alimentaire élevée, mais aussi des risques toujours présents associés aux fluctuations climatiques.

La région abrite 12 % de la population mondiale, mais cette proportion devrait diminuer d'ici à 2032 compte tenu d'une croissance démographique inférieure à 1 %. Les dynamiques démographiques varient de façon significative d'un pays à l'autre. En Europe de l'Ouest, où vivent 55 % des habitants de la région, elles resteront quasiment inchangées sur la période, tandis qu'elles devraient reculer de 0.7 % en Europe de l'Est. En Asie centrale, en revanche, la population devrait croître de 11 %, mais cela ne représentera encore que 11 % des habitants de la région en 2032. La région est très urbanisée, et 75 % de sa population devraient vivre en milieu urbain d'ici à 2032. En Asie centrale, cette proportion, plus faible qu'en Europe, devrait atteindre 51 % en 2032.

Le revenu moyen dans la région est supérieur à 26 000 USD par habitant et par an. Cette moyenne englobe des revenus pouvant atteindre près de 39 000 USD par habitant et par an dans les économies très développées d'Europe de l'Ouest, contre seulement 12 700 USD dans les pays de l'Est riches en ressources, et à peine 5 020 USD en Asie centrale. Si la région a relevé avec succès les défis économiques posés par la pandémie de la covid-19, avec un rebond de 5.7 % du PIB par habitant en 2021, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a déclenché une crise humanitaire en 2022. La prolongation du conflit pèse de plus en plus lourdement sur les économies européennes. La crise énergétique avait déjà entamé le pouvoir d'achat des ménages, et les mesures prises par les banques centrales pour maîtriser une inflation obstinément forte ont nettement durci les conditions financières. La croissance du PIB par habitant ne devrait pas dépasser 0.2 % en 2023, avant de remonter à 1.6 % à moyen terme. Les perspectives à moyen terme dépendront en grande partie de la durée de la guerre, mais le fait que le conflit traîne en longueur laisse entrevoir des risques importants pour la croissance associés à des risques persistants d'inflation.

Compte tenu des différents stades de développement des pays, la part des secteurs primaires de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la production halieutique et aquacole dans le PIB varie de 2 % dans l'Union européenne (UE) à 13 % en Asie centrale. De même, la part de l'alimentation dans le

budget des ménages est estimée en moyenne à 11 % dans la région pour la période 2020-2022 (de quelque 6 % au Royaume-Uni à environ 12 % au Kazakhstan et 17 % en Türkiye et même plus dans quelques pays d'Asie centrale).¹⁵ Les conséquences du niveau actuellement élevé des prix des produits alimentaires dans un contexte général d'inflation galopante varieront donc selon les pays et seront globalement plus lourdes dans les régions qui consacrent une part plus importante du revenu total à l'alimentation. Cela apparaît clairement dans la montée en flèche de la prévalence de l'insécurité alimentaire (de modérée à forte) en Asie centrale, à cause de la pandémie en 2020 puis de nouveau en 2021, malgré le rétablissement des revenus. Ce phénomène pourrait s'intensifier en 2022 et 2023, en particulier en Europe de l'Est, en raison du conflit actuel.

Les principaux producteurs agricoles de la région sont l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Russie, l'Ukraine, la Turquie et le Kazakhstan. La région est actuellement à l'origine de 12 % de la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole mondiale, une part qui pourrait régresser à 11 % à l'horizon 2032, en grande partie sous l'effet de la stagnation en Europe de l'Ouest, alors que la production devrait croître de 1.2 % par an en Europe de l'Est et de 1.8 % par an en Asie centrale. Ces différences témoignent de disparités historiques en ce qui concerne la productivité totale des facteurs (PTF) de la région : de seulement 6 % en Europe de l'Ouest entre 2010 et 2019, la hausse de la PTF atteignait presque 50 % en Europe de l'Est grâce à la forte augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, par rapport toutefois à un faible niveau de départ.

Le secteur agricole de la région a relevé une multitude de défis pendant la pandémie de la covid-19, notamment une évolution du volume et de la composition de la demande, des goulets d'étranglement logistiques et des pénuries de main-d'œuvre, résultat des problèmes de mobilité de main-d'œuvre. Au cours de l'année dernière, il a été confronté à de nouvelles difficultés en raison de la guerre en cours. Historiquement, la Russie était un important fournisseur d'intrants agricoles pour les autres pays d'Europe et l'Asie centrale, ainsi que pour de nombreux pays d'autres régions. Après leur envolée initiale, les prix des intrants ont commencé à baisser, et la configuration des échanges s'est modifiée. La Russie et l'Ukraine représentent par ailleurs une part importante des exportations agricoles. La prolongation du conflit limite la capacité de l'Ukraine à poursuivre ses activités agricoles, et la destruction des infrastructures a réduit sa capacité de production. En décembre 2022, après huit mois de combats, la (FAO, 2022^[9]) a estimé que les dégâts infligés au secteur agricole, qu'ils émanent de la destruction des machines et de l'équipement, des installations de stockage, du bétail et des cultures pluriannuelles, ou du vol d'intrants et de récoltes, dépassaient déjà les 2.2 milliards USD. Compte tenu de la forte diminution des volumes exportés, malgré le rôle facilitateur de l'Initiative céréalière de la mer Noire, de nombreux pays ont dû trouver d'autres sources d'approvisionnement.

La région Europe et Asie centrale a connu par le passé une croissance des exportations étonnante. Ces dix dernières années, la région a représenté presque 13 % de la croissance totale de la valeur nette mondiale de la production agricole, halieutique et aquacole, mais 38 % de la croissance des exportations mondiales. Cela s'explique par une productivité accrue en matière de production animale et végétale, associée à une croissance démographique limitée et à une base de consommateurs relativement mature dans la région. Cette orientation croissante vers les exportations a été largement influencée par la part accrue de l'Europe de l'Est, avec une contribution majeure de la Russie et de l'Ukraine. Cette tendance devrait par conséquent s'atténuer, en particulier à court terme, en raison des effets de la guerre sur la production ukrainienne et donc sur la capacité du pays à exporter. De nombreuses incertitudes demeurent concernant une possible résolution de ce conflit ainsi que le temps nécessaire pour reconstruire les infrastructures endommagées et rétablir totalement la capacité de production du pays. Les échanges commerciaux seront également influencés par les sanctions imposées à la Russie. Même si celles-ci n'affectent pas directement les échanges de produits agricoles et alimentaires, elles peuvent engendrer des effets indirects liés aux difficultés logistiques et aux contraintes financières. Une part substantielle des échanges se concentre dans la région, ce qui signifie que l'évolution des accords commerciaux

préférentiels (notamment les futurs arrangements commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Union européenne) jouera également un rôle.

L'Union européenne génère près de la moitié de la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole de la région. Ses stratégies « De la ferme à la table » et en faveur de la biodiversité témoignent de la priorité accordée à la durabilité et au renforcement de la résilience. La stratégie « De la ferme à la table » partage la vision d'un système alimentaire équitable, sain, durable et respectueux de l'environnement. Elle pourrait exercer une influence sur l'évolution de la demande, les échanges, la compétitivité et la croissance de la production dans la région. D'autres objectifs énoncés dans les réformes de la politique agricole commune (PAC), tels que la réduction de la dépendance énergétique grâce à une augmentation de la production d'énergies renouvelables, le renforcement de la résilience du secteur et la modification des régimes alimentaires, interviendront également dans l'évolution de la situation.

De toutes les régions examinées dans les présentes *Perspectives*, c'est l'Europe et l'Asie centrale qui sont en proie à la plus grande incertitude du fait de la guerre actuelle de la Russie contre l'Ukraine. Après plus d'un an de conflit, même en envisageant une résolution, la destruction massive des infrastructures, les pertes humaines et le déplacement de la main-d'œuvre nécessiteront des investissements considérables pour rétablir la capacité de production de la chaîne agroalimentaire. Ces incertitudes liées aux perspectives de production en Europe de l'Est apparaissent alors que les politiques adoptées au sein de l'Union européenne mettent de plus en plus l'accent sur la durabilité, ce qui entraînera une augmentation des coûts nécessaires pour accroître la production, notamment du fait des conséquences du changement climatique. Dans un contexte d'efforts visant à réduire la dépendance énergétique et à renforcer la résilience du secteur agricole, il restera essentiel d'améliorer durablement la productivité.

2.5.2. Production

Ralentissement de la croissance sur fond de guerre en Ukraine

Comparée à la période de référence 2020-22, la valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ne devrait augmenter que de 7 % d'ici à 2032, soit moins de deux fois les taux de croissance observés par le passé. Elle devrait progresser de 22 % en Asie centrale, de 11 % en Europe de l'Est, et de moins de 2% en Europe de l'Ouest, d'ici à 2032. On suppose que l'Ukraine atteindra une capacité de production historique en 2032, mais le relèvement prendra du temps. La croissance de la production en Europe de l'Est devrait être dominée par la Türkiye (26 %) et la Russie (9 %). Le Kazakhstan représentera presque un tiers de la croissance enregistrée en Asie centrale. En Russie, la hausse reposera sur la production végétale, tandis qu'en Türkiye et au Kazakhstan, elle sera due à la fois aux productions végétales et animales.

La croissance tiendra essentiellement à une amélioration de la productivité, car la superficie exploitée devrait continuer à se réduire sur le long terme. La superficie affectée à la production végétale devrait diminuer de 128 kha, soit une fraction des terres utilisées pour le pacage, qui devraient perdre 1.2 Mha. Ces valeurs agrégées masquent des différences entre les régions. En Asie centrale, par exemple, la superficie agricole totale ne devrait progresser que très légèrement, mais de manière beaucoup plus prononcée pour les pâturages que pour les cultures. En Europe de l'Est, la superficie affectée à la production végétale pourrait augmenter faiblement, mais on s'attend à un recul notable des pâturages. En Europe de l'Ouest, la contraction devrait concerner à la fois les terres utilisées pour le pacage et la production végétale.

Dans l'ensemble de la région Europe et Asie centrale, 44 % de la valeur générée par la production agricole, halieutique et aquacole provient du secteur des cultures. Une hausse de 0.9 % par an suffira à faire augmenter légèrement cette proportion d'ici à 2032. Cette croissance s'explique à la fois par l'intensification prévue en Europe de l'Ouest et en Asie centrale et par l'amélioration des rendements permise par l'innovation technologique. Une hausse des rendements est attendue pour toutes les cultures

principales, de 0.7 % par an pour les céréales à 0.9 % pour les légumineuses. Cette hausse sera en partie attribuable à une augmentation de 7 % de l'emploi d'engrais par hectare de terre cultivée du fait de la normalisation des prix de ces produits.

L'accroissement de la production végétale de la région sera majoritairement associé aux céréales et aux oléagineux, essentiellement en provenance d'Europe de l'Est. La Russie, en particulier, devrait conserver un niveau de croissance soutenu pour le maïs (24 %), le blé (14 %), le soja (32 %) et les autres graines oléagineuses (19 %) au cours des dix prochaines années. En 2032, le pays devrait assurer 44 % de la production de soja de la région, 28 % de celle d'autres oléagineux et 29 % de celle de blé. Cette progression sera due à la fois à une hausse des rendements et à une expansion des surfaces cultivées, avec 2.7 Mha supplémentaires consacrés à ces quatre cultures en 2032 par rapport à la période 2020-22. La hausse des rendements devrait par ailleurs dépasser 1 % par an pour le blé et le maïs et frôler les 1 % pour les oléagineux. En dehors de la Russie, une forte augmentation de la production de blé est également attendue en Türkiye et au Kazakhstan, qui devraient respectivement enregistrer une progression de 19 % et 29 % d'ici à 2032. Si l'Ukraine a largement contribué à l'augmentation de la production par le passé, le lent relèvement qui l'attend à l'issue du conflit actuel limitera ses perspectives de croissance.

La production animale représente 46% de la production agricole, halieutique et aquacole totale de la région. Elle devrait connaître une croissance moins rapide que la production végétale, à seulement 0.4 % par an. L'Europe de l'Ouest continue de représenter 63 % de l'activité d'élevage de la région, mais un léger recul sera observé au cours de la décennie à venir dans un contexte de transition en faveur de la durabilité écologique, et sa part diminuera pour passer à 59 % en 2032. Une croissance plus vigoureuse en Europe de l'Est et en Asie centrale permettra à ces régions d'accroître leur contribution, pour atteindre respectivement 39 % et 12 % de la production animale totale de la région. La viande de volaille représentera la majeure partie de la viande supplémentaire produite d'ici à 2032, et même si la croissance devrait être soutenue dans toute la région, le surcroît de production sera essentiellement enregistré en Europe de l'Est, avec près de 40% du surplus à mettre au compte de la Türkiye. La production de viande porcine devrait perdre du terrain, principalement en raison d'une baisse de la production en Europe de l'Ouest.

Près de la moitié des produits laitiers de la région sont produits en Europe de l'Ouest, mais cette proportion devrait passer à 44 % en 2032. Cette diminution s'explique par un recul de 5 % de la production anticipé en Europe de l'Ouest, associé à une croissance de 7 % en Europe de l'Est et de 35 % en Asie centrale, qui entraîneront une hausse nette de 5 % dans la région. Le cheptel de bovins devrait augmenter en Europe de l'Est et en Asie centrale, tandis qu'une diminution de 9 % est prévue en Europe de l'Ouest, essentiellement dans les systèmes intensifs. En effet, on s'attend à ce que la transition engagée par l'Union européenne en faveur de la priorisation du développement durable réduise sa part dans la production mondiale : celle-ci devrait passer à moins de 15 % en 2032, contre 17 % pendant la période de référence 2020-22.

La production halieutique et aquacole compte pour 10 % dans la production agricole totale, une croissance de 10.5 % d'ici à 2032 suffira à maintenir cette position. La part de l'aquaculture dans la production totale devrait atteindre 25 % en 2032, grâce à une croissance de 1.6 % par an, contre seulement 0.5 % par an pour la pêche.

Les émissions directes de GES liées à l'agriculture devraient rester presque inchangées au niveau régional, avec une hausse de 0.6 % d'ici à 2032. Elles devraient notamment baisser de 5 % en Europe de l'Ouest et de 4 % dans l'Union européenne, essentiellement grâce à des diminutions dans le secteur de l'élevage. Elles devraient en revanche augmenter en Europe de l'Est et en Asie centrale, où les cheptels continueront de s'agrandir. Compte tenu de la hausse actuelle de la productivité, le volume de ces émissions rapporté à la valeur de la production agricole devrait diminuer de 6 % par rapport à la période de référence 2020-22. C'est en Europe de l'Ouest que cette baisse des émissions par rapport à la production sera la plus forte, atteignant 7%.

2.5.3. Consommation

Des tendances divergentes concernant les aliments d'origine animale, en baisse en Europe de l'Ouest et en hausse en Asie centrale

Malgré la relative maturité de la base de consommateurs dans la majeure partie de la région, aucun secteur n'échappe aux conséquences des perturbations que constituent notamment la pandémie de la covid-19, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et les pressions inflationnistes croissantes, notamment pour la nourriture. Les questions d'accessibilité financière sont particulièrement sensibles dans les régions où les mesures d'aide au revenu sont insuffisantes et où l'alimentation représente une part plus large du budget des ménages. De plus, en Europe de l'Est, la poursuite de la guerre a engendré toute une série de nouveaux problèmes de sécurité alimentaire et de perturbation des chaînes d'approvisionnement, du fait des millions de personnes déplacées, des dégâts subis par les infrastructures et les chaînes de distribution ainsi que d'une importante volatilité des prix. En dehors de la zone directement touchée par le conflit, la plupart des perturbations liées à la pandémie se sont atténuées, mais bon nombre des tendances de consommation adoptées à cette occasion (modification des canaux d'approvisionnement, augmentation des achats locaux et intérêt accru pour une alimentation saine) devraient se poursuivre, influençant la demande.

La disponibilité moyenne en calories par habitant et par jour dans la région est bien supérieure à la moyenne mondiale et devrait s'accroître de seulement 2 % ou 54 kcal par jour, ce qui la portera à plus de 3 430 kcal par jour en 2032. Cette évolution ne sera toutefois pas homogène dans toute la région. En Europe de l'Ouest, et en particulier dans l'UE, la disponibilité totale en calories devrait diminuer en raison d'une sensibilisation accrue de la base de consommateurs bien établie aux questions de santé et de durabilité (notamment d'un point de vue environnemental), qui entraînera un recul de la consommation d'huiles végétales et de produits animaux. À l'inverse, la disponibilité en calories devrait augmenter de 163 kcal par jour en Europe de l'Est et de 222 kcal par jour en Asie centrale. Ces hausses concerneront la plupart des catégories de produits alimentaires, en particulier les céréales, les huiles végétales, la viande et les produits laitiers.

La disponibilité en protéines par habitant était supérieure de près de 23 % à la moyenne mondiale durant la période 2020-22. En 2032, elle ne devrait progresser que de 4 % pour atteindre 107 g par jour. Si cette hausse est attendue dans toute la région, elle sera moins importante en Europe de l'Ouest qu'ailleurs. Plus de la moitié des protéines supplémentaires consommées devraient être issues de produits végétaux, souvent considérés comme des alternatives saines aux produits animaux. La viande et les produits laitiers afficheront également une croissance notable de 0.2 % et 0.6 % par an respectivement, mais cette hausse concernera surtout l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. La consommation de viande devrait avoisiner 50 kg par habitant en 2032, un chiffre supérieur de plus de 67 % à la moyenne mondiale.

Au sein de l'Union européenne, la consommation de protéines est déjà importante, et les consommateurs se montrent de plus en plus sensibles aux questions de santé et aux enjeux environnementaux. La consommation de produits laitiers devrait par conséquent diminuer de 5 %. Ce groupe de produits conserve toutefois une place importante et devrait représenter 13 % de l'apport total en calories et 21 % de l'apport total en protéines en 2032. La consommation de fromage restera plus de six fois plus élevée que la moyenne mondiale, et celle de beurre, deux fois plus élevée. De même, les produits carnés constitueront 24 % de la disponibilité totale en protéines en 2032, malgré un léger déclin de la consommation totale par habitant. Le faible recul de la consommation de viande porcine, bovine et ovine devrait être en partie contrebalancé par la hausse de la consommation de volaille, dont la part dans la consommation totale de viande augmentera pour atteindre près de 30 % en 2032.

De manière générale, la consommation de poisson devrait augmenter de 5 % dans la région, avec une croissance plus rapide attendue en Asie centrale et dans l'Union européenne. En Europe de l'Ouest, les niveaux de consommation, déjà élevés, devraient dépasser de presque 10 % (soit 2 kg par habitant) la

moyenne mondiale en 2032. À l'inverse, l'Asie centrale, qui part d'un niveau faible, enregistrera une hausse à peine suffisante pour atteindre 22 % de la consommation mondiale moyenne en 2032.

Cette importance relative des produits animaux se retrouve également dans la production et la consommation d'aliments pour animaux, un secteur dans lequel la région représente près d'un quart de l'utilisation mondiale. Les perspectives de croissance sont similaires à celles de la production animale, avec un net déclin attendu dans les dix années à venir. L'utilisation totale de produits d'alimentation animale devrait augmenter de 2.6 % d'ici à 2032, avec une baisse de 4 % en Europe de l'Ouest, compensée par des hausses de 12 % en Europe de l'Est et de 25 % en Asie centrale. Près de la moitié de la hausse de consommation enregistrée en Europe de l'Est sera attribuable à la Türkiye. La concentration de la croissance en Europe de l'Est explique également pourquoi la consommation animale de maïs augmentera plus rapidement que celle de blé.

La volonté de l'Union européenne d'accroître sa production d'énergies renouvelables s'inscrit dans son nouvel objectif global consistant à porter à 32 % leur part dans la consommation énergétique d'ici à 2030. Malgré la diminution attendue de la consommation d'essence et de diesel, la consommation d'éthanol devrait augmenter de près de 8 % au cours des dix prochaines années, et celle de biodiesel devrait rester stable. Compte tenu des problèmes de durabilité liés à l'huile de palme, classée à haut risque par la directive sur les énergies renouvelables, l'utilisation de cette dernière pour la production de biodiesel devrait diminuer de près de 11 %.

2.5.4. Échanges

La lente reprise des exportations ukrainiennes dépendra de la résolution du conflit

Les échanges commerciaux en Europe et en Asie centrale sont parmi les plus dynamiques des régions examinées dans le présent chapitre. Alors que la région était par le passé l'une des plus grosses importatrices nettes, son déficit a été divisé par trois en l'espace de dix ans. Cette évolution a essentiellement été portée par l'Europe de l'Est, en particulier la Russie et l'Ukraine, où l'excédent exportable réalisé pour la période 2020-22 dépassait le déficit enregistré dix ans plus tôt. Étant donné le conflit actuel dans la région, cette tendance devrait également se modifier, au moins à court terme (Graphique 2.19). Ces dix dernières années, l'Ukraine était à l'origine de près de 40 % de l'augmentation des exportations nettes en provenance d'Europe de l'Est. Si l'accord sur les exportations de céréales signé mi-2022 sous le nom d'Initiative céréalière de la mer Noire (Black Sea Initiative) a joué un rôle essentiel dans la poursuite des exportations depuis l'Ukraine, les volumes ont nettement diminué et la production est anticipée à la baisse en raison de la guerre ; les exportations devraient donc continuer à reculer à court terme. La poursuite de l'extension de l'accord sur les céréales reste également incertaine. La résolution du conflit permettrait la reprise de la production et des exportations à moyen terme, mais le rétablissement des capacités productives et commerciales nécessiterait vraisemblablement beaucoup de temps et des investissements considérables. D'après les hypothèses de base, il faudrait attendre 2031 pour que les exportations ukrainiennes retrouvent leur niveau de 2021. Par conséquent, même si l'on estime que les exportations nettes en provenance d'Europe de l'Est augmenteront d'un peu plus de 22 % par rapport à la période de référence 2020-22, la croissance absolue des exportations nettes n'atteindra même pas la moitié du niveau enregistré durant la dernière décennie. La croissance se concentrera vraisemblablement en Russie et en Türkiye, où les exportations devraient s'accroître de 1.9 % et 2.4 % par an respectivement. Ces hausses, associées à une croissance des exportations d'Europe de l'Ouest de l'ordre de 1.8 % par an, suffiront à générer un léger excédent commercial net pour la région Europe et Asie centrale d'ici à 2032.

Le volume total des exportations de la région pourrait augmenter de 19 % d'ici à 2032 grâce à la poussée de 23 % des exportations de produits végétaux, celles des produits d'origine animale affichant une hausse plus modérée (12 %). Les exportations de céréales devraient augmenter de 20 % (soit 32 Mt) d'ici à 2032,

et plus de la moitié des volumes supplémentaires seront à mettre au compte de la Russie. En 2032, l'ensemble de la région représentera 36 % des exportations mondiales de céréales, majoritairement à destination du Proche-Orient et de l'Afrique subsaharienne. La croissance étant concentrée en Russie, le blé représentera plus de la moitié des exportations de céréales supplémentaires d'ici à 2032, ce qui augmentera sa part dans le volume total des exportations de céréales de la région. Les exportations de maïs sont également anticipées à la hausse, et la région devrait intervenir pour 22 % dans les échanges mondiaux de maïs en 2032.

L'Europe et l'Asie centrale sont à l'origine de plus de 40 % des exportations mondiales de produits animaux, et près de 90 % de ces volumes proviennent de l'Union européenne. Si la croissance des exportations de produits d'origine animale de l'UE devait ralentir drastiquement par rapport à la décennie précédente, la région continuerait d'assurer 46 % des échanges mondiaux de ces produits en 2032. Elle représentera une part importante à la fois dans les produits carnés et laitiers. Compte tenu de la baisse de la production, les exportations de viande de l'UE devraient diminuer de 16 %, mais ce recul concernera surtout le secteur porcin, tandis que les exportations de volaille et de viande bovine devraient rester relativement stables. Du fait de ce fléchissement, la région ne représentera plus que 31 % des échanges mondiaux de viande porcine.

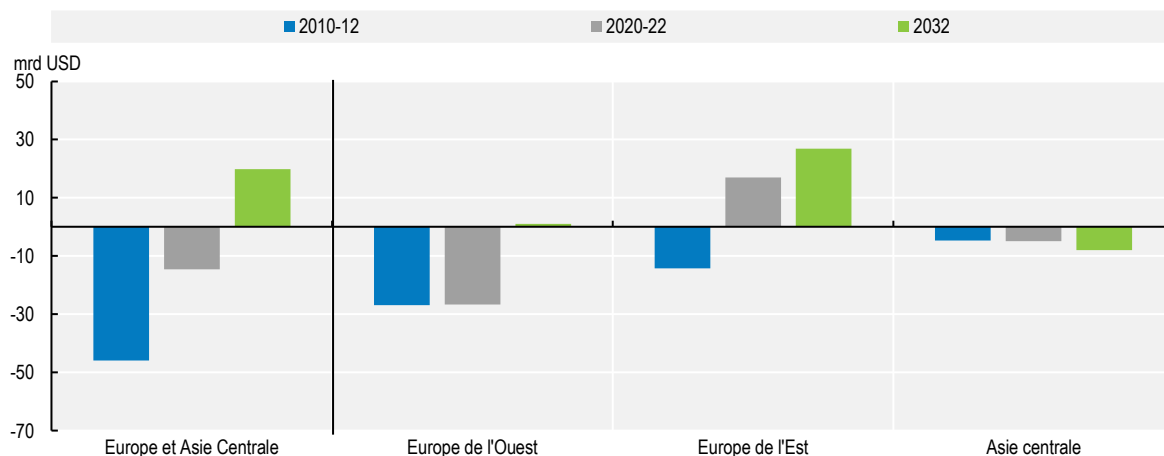
L'Union européenne, actuellement à l'origine de 28 % des exportations mondiales de produits laitiers, conservera cette part de marché grâce à une croissance de 1.6 % par an. Sa contribution relative et ses perspectives de croissance varieront selon les produits. Une part croissante de sa production de lait (en perte de vitesse) sera transformée en fromage et beurre, ce qui entraînera un essor des exportations de fromage de près de 28 % au cours des dix prochaines années tandis que celles de beurre devraient augmenter de 17%. Ses exportations de produits laitiers, pour atteindre 43 % du marché mondial en 2032. L'UE devrait en revanche voir reculer sa part dans les échanges mondiaux de lait écrémé en poudre et de lait entier en poudre.

La région est également une grosse exportatrice de produits halieutiques et aquacoles, essentiellement grâce à la Russie et à la Norvège. Elle est à l'origine de 26 % des exportations mondiales de poisson, une part plus importante que celles de toutes les autres régions examinées dans le présent chapitre. La croissance de ces exportations devrait cependant redescendre à 0.3 % par an, ce qui permettra à la région Asie de l'Est et développée d'arriver en tête des parts de marché d'ici à 2032.

Bien que la région privilégie de plus en plus les exportations, elle reste une importatrice majeure pour de nombreux produits agricoles. Ses importations devraient augmenter de 13 % d'ici à 2032, avec une croissance bien plus rapide en Asie centrale (près de 39 %, mais par rapport à un niveau de référence plus faible). Du fait de cette orientation croissante vers les exportations en Europe, associée à une hausse des importations d'Asie centrale, une part substantielle des importations supplémentaires pourrait être enregistrée au sein de la région. Environ 15 % des importations supplémentaires en Asie centrale devraient concerner les produits d'origine animale, dont l'UE est l'un des principaux fournisseurs.

Outre les produits d'origine animale, la région importe des volumes importants de riz et d'huile végétale, mais également de maïs et de tourteaux protéiques destinés à l'alimentation animale. Concernant les tourteaux protéiques et, dans une moindre mesure, le blé, sa part dans les importations mondiales devrait diminuer d'ici à 2032, en raison du ralentissement prévu de sa production animale, et donc de sa consommation d'aliments pour animaux.

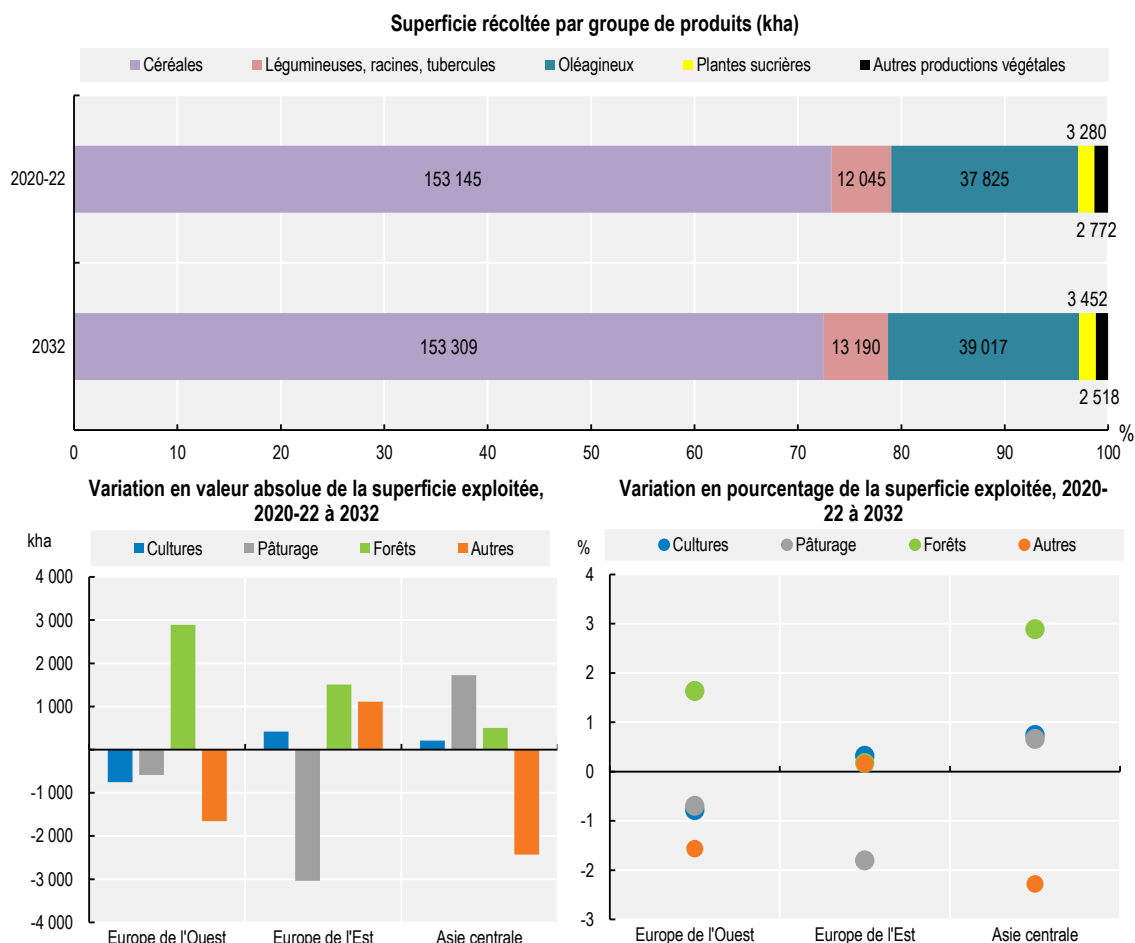
Graphique 2.19. Exportations nettes de produits agricoles, halieutiques et aquacoles de la région Europe et Asie centrale (produits transformés inclus)



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Indices commerciaux » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des *Perspectives*. Les données relatives aux produits non étudiés dans les *Perspectives* ont été obtenues par extrapolation. Les produits transformés, habituellement absents des variables étudiées dans les *Perspectives*, sont également pris en compte dans les valeurs du total des échanges. Elles sont exprimées en USD constants de 2014-16.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/TI> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

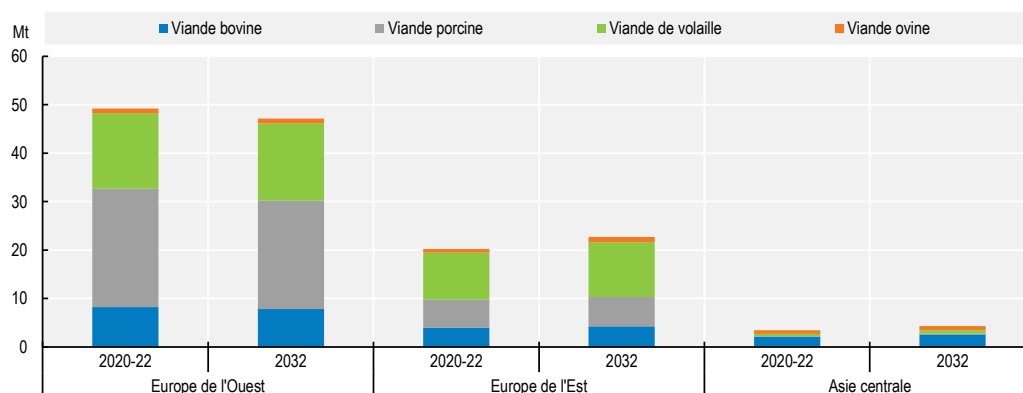
Graphique 2.20. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Europe et Asie centrale



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/o4g3au>

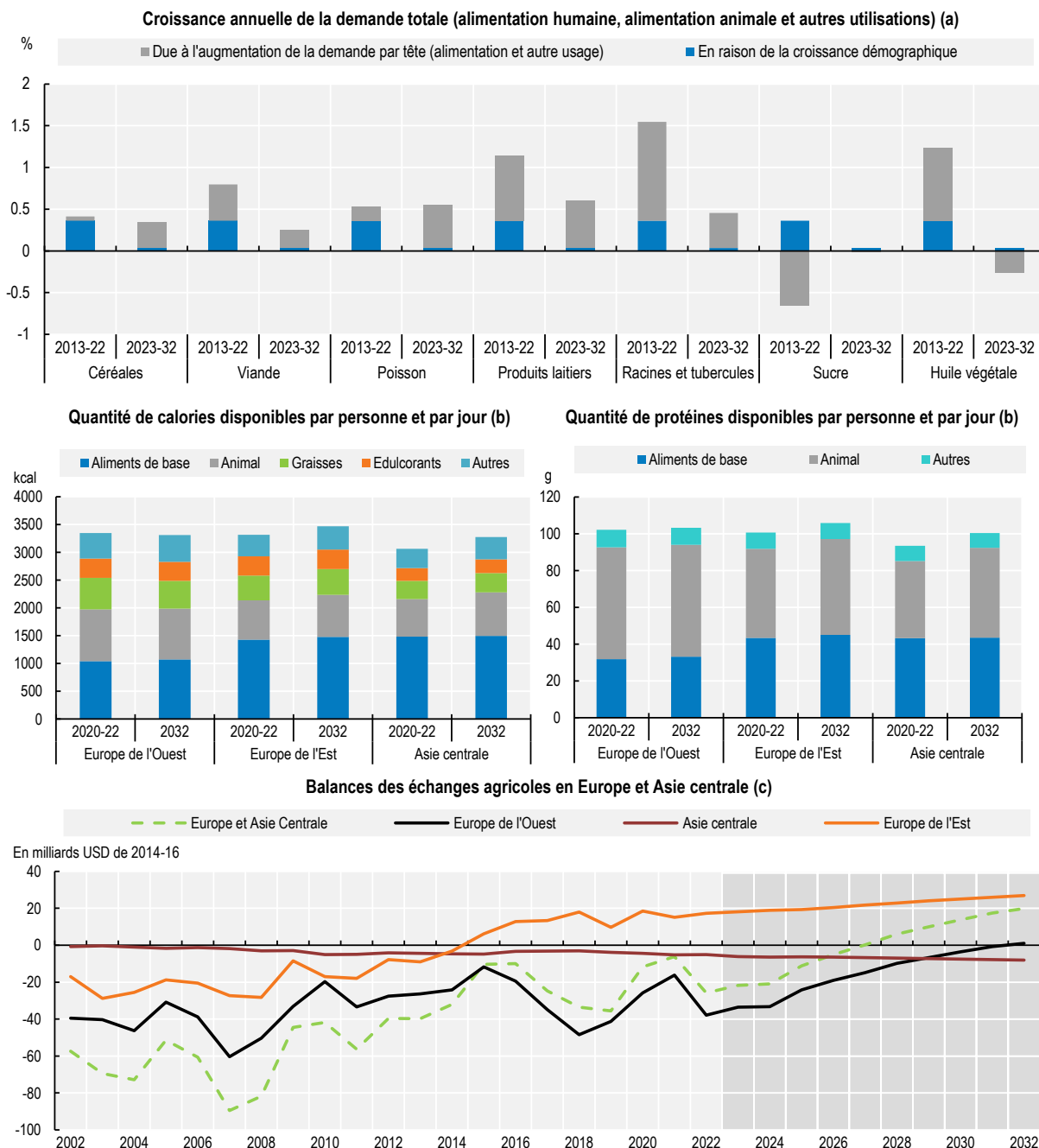
Graphique 2.21. Production animale de la région Europe et Asie centrale



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/b95lqh>

Graphique 2.22. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Europe et Asie centrale



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; Aliments d'origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers hors beurre ; Aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/p65kns>

Tableau 2.5. Indicateurs régionaux : Europe et Asie centrale

	Moyenne		2032	%	Croissance ²	
	2010-12	2020-22 (référence)			2013-22	2023-32
Hypothèses macroéconomiques						
Population ('000)	898 949	933 612	941 640	0.86	0.36	0.04
PIB par habitant ¹ (kUSD)	24.14	26.67	31.98	19.89	1.17	1.62
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	446.1	510.2	544.4	6.71	0.90	0.67
Valeur nette de la production végétale ³	192.3	223.7	243.5	8.85	0.52	0.88
Valeur nette de la production animale ³	205.7	234.3	243.2	3.82	1.32	0.44
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	48.1	52.2	57.7	10.51	0.75	0.80
Quantité produite (kt)						
Céréales	493 164	597 565	638 602	6.87	0.61	0.74
Légumineuses	8 450	12 888	16 742	29.90	4.63	2.47
Racines et tubercules	28 705	31 318	33 355	6.50	1.52	0.54
Oléagineux ⁴	49 460	69 540	76 464	9.96	2.19	1.08
Viande	61 798	72 875	74 075	1.65	1.66	0.26
Produits laitiers ⁵	25 684	29 588	31 628	6.90	1.25	0.69
Produits halieutiques et aquacoles	17 177	18 767	20 699	10.30	0.87	0.79
Sucre	26 768	27 232	28 733	5.51	0.74	0.42
Huile végétale	24 391	34 422	36 854	7.06	2.74	0.76
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	11322	17877	18071	1.09	4.34	0.12
Éthanol	7 028	8 402	9 266	10.28	1.46	1.03
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	774 111	767 890	765 863	-0.26	-0.05	0.01
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	254 143	254 015	253 887	-0.05	-0.03	0.09
Superficie totale des pâturages ⁷	519 968	513 876	511 977	-0.37	-0.06	-0.03
Émissions de GES (Mt éq. CO ₂)						
Total	757	787	792	0.63	0.19	0.07
Imputables à la production végétale	190	204	207	1.32	0.43	0.25
Imputables à la production animale	555	567	568	0.18	0.06	-0.03
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	3 269	3 307	3 359	1.57	0.05	0.32
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	99.0	100.8	104.6	3.8	0.2	0.4
Disponibilité alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	160.3	160.3	166.7	4.01	-0.15	0.39
Viande	46.2	47.8	48.7	1.85	0.20	0.16
Produits laitiers ⁵	27.3	29.4	31.1	5.71	0.58	0.56
Produits halieutiques et aquacoles	18.5	18.1	18.7	3.33	-0.07	0.43
Sucre	35.9	33.2	33.1	-0.52	-0.57	-0.02
Huile végétale	18.1	20.5	20.2	-1.45	0.18	0.02
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	- 46	- 15	20	-235.86	..	..
Valeur des exportations ³	435	573	684	19.35	2.45	1.84
Valeur des importations ³	481	588	664	13.00	2.09	1.04
Taux d'autosuffisance alimentaire ¹⁰						
Céréales	112.0	118.9	124.1	4.38	0.19	0.30
Viande	99.6	107.0	106.2	-0.80	0.86	0.01
Sucre	81.9	87.6	91.7	4.70	0.96	0.53
Huile végétale	84.2	95.7	105.2	9.90	1.5	1.0

Notes : 1. PIB par habitant en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo et des valeurs des prix de référence internationaux moyens pour 2004-06. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les poudres de lait et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie des terres cultivées tient compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Les pâturages désignent les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories/protéines quotidiennes par habitant représentent la consommation alimentaire par habitant et par jour, et non la quantité absorbée. 9. Les aliments de base sont les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance est calculé comme suit : $\text{production} / (\text{production} + \text{importations} - \text{exportations}) \times 100$.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

2.6. Perspectives régionales : Amérique du Nord

2.6.1. Contexte

Un secteur de l'agroalimentaire productif et résilient

La région Amérique du Nord ne compte que deux pays, mais couvre une vaste superficie, alors que ses 375 millions d'habitants représentent à peine 5 % de la population mondiale. Cette proportion pourrait légèrement diminuer d'ici à 2032 en raison d'une croissance démographique qui ne devrait pas dépasser 5.8 % sur les dix ans à venir. Plus de 80 % de la population vit déjà en milieu urbain, et cette situation devrait peu évoluer d'ici à 2032. Les États-Unis et le Canada affichent tous deux un niveau de développement élevé grâce à leur économie diversifiée et parvenue à maturité. Cela explique pourquoi l'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche représentent moins de 2 % du PIB total de la région, et pourquoi cette faible proportion devrait encore se réduire d'ici à 2032. Cela n'empêche pas la région de jouer un rôle dans l'agriculture mondiale en assurant 11 % de la production totale.

La contribution de l'Amérique du Nord à l'agriculture mondiale s'explique par son importante superficie. La région abrite 10 % des terres agricoles à l'échelle mondiale et présente la disponibilité en terres agricoles par habitant la plus importante de toutes les régions examinées dans les *Perspectives*. Elle enregistre le troisième plus gros excédent commercial agricole derrière l'Amérique latine et l'Asie du Sud et du Sud-Est, et réalise 12 % des exportations mondiales. Quoique positive, la croissance de la production agricole est parmi les moins vigoureuses de toutes les régions : au cours de la dernière décennie, elle n'a devancé que l'Asie développée et de l'Est ainsi que l'Europe et l'Asie centrale. Sa part dans la production et les exportations mondiales devrait diminuer d'ici à 2032, et son excédent commercial pourrait même être divisé par quatre par rapport à son niveau actuel.

La région est extrêmement productive, et son secteur agricole se caractérise par une intensité de capital importante et une prédominance des grandes exploitations agricoles à vocation commerciale, qui affichent des rendements impressionnants. Les systèmes de production sont très exigeants en intrants, et les taux d'épandage par hectare de terre cultivée sont élevés ; la flambée du coût des engrais a donc eu de lourdes conséquences sur les marges des producteurs. Elle a également entraîné une réduction des épandages par hectare en 2022, ainsi qu'un intérêt accru pour l'optimisation de l'efficacité. Les importations d'engrais aux États-Unis ont reculé de 22 % en 2022. S'il est prévu que les prix retrouvent un niveau normal au cours de la période de projection, les taux d'épandage par hectare ne devraient pas revenir à leur niveau d'avant 2022 en raison des investissements effectués pour améliorer l'efficacité, qui permettront également de réduire encore l'utilisation d'engrais par calorie produite. La superficie agricole s'est stabilisée au cours des dix dernières années, et reste à 37 % consacrée à la production végétale. L'augmentation de la production s'explique donc principalement par des gains de productivité. L'importance relative de l'élevage se traduit par une part de 42 % de la valeur totale de la production agricole, largement supérieure à la moyenne mondiale qui s'élève à 36 %. L'Amérique du Nord produit

13 % de la valeur mondiale de la production animale malgré une part proportionnellement plus faible de cheptels, et ce grâce à une productivité élevée.

L'Amérique du Nord dispose d'une base de consommateurs bien établie et à revenu élevé, et la consommation de nourriture y est plus importante que dans n'importe quelle autre région. Les quantités de calories et de protéines disponibles pour la consommation sont respectivement 30 % et 36 % plus élevées que la moyenne mondiale. L'évolution de la demande alimentaire est donc plus susceptible d'être influencée par les préférences des consommateurs que par une augmentation des revenus. La région consomme une proportion importante de produits d'origine animale, lesquels représentent près de 30 % de l'apport total en calories et 65 % de l'apport protéique total, contre des moyennes mondiales respectivement de 18 % et 40 %. Les régimes alimentaires sont également riches en huile végétale et en édulcorants, dont les parts dans l'apport de calories s'élèvent à près du double de la moyenne mondiale. La composition des régimes alimentaires et les modes de vie observés dans la région sont à l'origine d'une montée de l'obésité et des maladies chroniques d'origine alimentaire comme le diabète, même si la pandémie de la covid-19 a contribué à promouvoir des habitudes alimentaires plus saines. Cela pourrait avoir des répercussions durables sur les préférences des consommateurs, et l'apport total en calories devrait diminuer d'ici à 2032.

Même en pleine pandémie, la consommation totale de nourriture est restée forte, ce qui s'explique par la maturité de la base de consommateurs de la région, mais également par les mesures d'aide au revenu qui ont atténué les effets des contraintes économiques sur le pouvoir d'achat. Cet événement a néanmoins exercé une influence profonde sur la composition et la répartition des ventes de produits alimentaires. Les dépenses de restauration hors domicile ont chuté, tandis que les ventes au détail se sont accrues, entraînant des changements notables dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire afin de s'adapter à la demande ainsi qu'aux tailles d'emballage nécessaires. Selon Weersink et al. (2021^[10]), s'il a fallu du temps pour s'adapter à ces évolutions, les ajustements opérés dans la chaîne d'approvisionnement ont amélioré sa résilience face aux chocs futurs.

Malgré des revenus et un apport alimentaire moyens élevés, la région n'échappe pas aux problèmes de sécurité alimentaire aux niveaux les plus bas de l'échelle des revenus. Même avant la pandémie, on estimait que 10 à 13 % de la population de la région était confrontée à l'insécurité alimentaire (Tarasuk et Mitchell, 2020^[11]). Bien que les mesures d'aide au revenu aient atténué ce phénomène, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée à forte a augmenté pour la première fois en 2020, et est restée importante en 2021 dans un contexte de hausse des prix alimentaires. L'environnement actuel, caractérisé par un resserrement des conditions financières, une forte inflation et le maintien des prix alimentaires à un niveau élevé, compromettra l'accessibilité financière et limitera vraisemblablement les améliorations notables en matière de sécurité alimentaire en 2022 et 2023.

La région a connu une reprise vigoureuse après la récession provoquée par la pandémie en 2020, et le rebond de 5.4 % enregistré pour le PIB par habitant en 2021 a fait remonter le revenu moyen par habitant à un niveau plus élevé qu'avant la pandémie. Cette dynamique n'a toutefois pas duré, et la guerre de la Russie contre l'Ukraine a donné un nouvel élan à la hausse de l'inflation et des prix de l'énergie, faisant redescendre la croissance du PIB par habitant à 1.6 % en 2022. Ce ralentissement devrait se poursuivre pour atteindre à peine 0.1 % en 2023. Les perspectives resteront influencées par le resserrement des conditions financières, du fait d'une politique monétaire visant à maîtriser l'inflation dans le contexte de la guerre en Ukraine. À moyen terme, la croissance du revenu par habitant devrait se rétablir à une moyenne de 1.1 % par an, pour dépasser les 62 100 USD par habitant en 2032.

L'utilisation industrielle de produits agricoles est importante en Amérique du Nord, et les États-Unis sont le premier producteur de biocarburant au monde, avec près de 38 % de la production mondiale. Il s'agit principalement d'éthanol produit à partir de maïs, mais également de biodiesel obtenu à partir d'huile de soja et d'huiles de cuisson usagées. La consommation de biocarburants aux États-Unis est favorisée par

la norme sur les carburants renouvelables (en anglais, *Renewable Fuel Standard*). Le pays exporte également des quantités substantielles d'éthanol au Canada.

Le secteur de l'agriculture en Amérique du Nord est productif, résilient et parvenu à maturité. Il contribue de façon considérable à la production et aux exportations mondiales de plusieurs produits. Sa capacité à accroître sa production pourrait s'avérer essentielle pour normaliser des prix actuellement élevés en raison du conflit en cours dans la région de la mer Noire, en particulier si les conditions météorologiques sont favorables. Néanmoins, ce secteur rencontre également des difficultés, et les données probantes indiquent que sa productivité, historiquement impressionnante, a marqué le pas ces dix dernières années (Fuglie, 2015^[12]) et que la montée irrésistible des coûts environnementaux risque de compromettre sa compétitivité à l'avenir.

2.6.2. Production

Une croissance essentiellement favorisée par des gains de productivité

L'augmentation de la production agricole, halieutique et aquacole en Amérique du Nord devrait se poursuivre, mais à un rythme nettement moins soutenu que par le passé. La force du dollar américain est un facteur contributif, combiné à l'attente que la plupart des prix se normaliseront à partir des niveaux élevés actuels et, à moyen terme, reviendront à une tendance à long terme de baisse en termes réels. La croissance de la production végétale devrait dépasser celle de l'élevage, inversant la tendance qui s'est dessinée au cours de la dernière décennie. Pour une augmentation de 12% de la production d'ici 2032, la part des cultures dans la valeur totale de la production devrait encore augmenter pour atteindre près de 55 %, 42 % seront attribués au bétail et seulement 4% au poisson.

Après un recul historique, la superficie des terres agricoles s'est stabilisée au cours de la dernière décennie. La superficie exploitée ne devrait guère évoluer d'ici à 2032, hormis peut-être la réaffectation de certaines parcelles de terres cultivées au pacage aux États-Unis. Malgré la diminution de 1.9 % des terres utilisées pour la production végétale que cela va engendrer d'ici à 2032, ce secteur devrait accroître sa production de 0.8 % par an en moyenne, grâce à l'effet combiné de l'intensification des cultures et de l'augmentation des rendements. Au total, la superficie récoltée devrait diminuer de 1.2 Mha, soit moins de la moitié de la réduction des surfaces exploitées. De même, on s'attend à une hausse de 14 % de la valeur totale de la production végétale par hectare de terre. Cette progression sera plus prononcée au Canada, où elle viendra inverser une tendance historique au déclin.

Les terres affectées à la culture de céréales et d'oléagineux devraient s'étendre de seulement 2.4 % d'ici à 2032, mais constitueront encore la majeure partie de la superficie récoltée totale, avec presque 60 % consacrés au maïs, au blé et au soja. Pour ce qui est des cultures plus modestes, les surfaces dédiées aux légumineuses et au coton pourraient s'agrandir respectivement de 28 % et 11 %. Malgré un essor plus rapide, les légumineuses ne représenteront encore que 4 % de la superficie agricole totale de la région, alors que leur part atteindra 14 % au Canada. La hausse des rendements devrait rester vigoureuse pour tous les produits, mais les taux de croissance seront variables. Le rendement moyen du maïs dépasse déjà les 10 tonnes par hectare pour la période de référence 2020-22, un chiffre supérieur de 80 % à la moyenne mondiale. D'ici à 2032, il ne devrait augmenter que de 5 %. Les rendements devraient également progresser de 7 % pour le soja, mais afficher une hausse plus importante pour le blé (13 %) et les autres céréales secondaires (16 %). Cette amélioration pallie dans une certaine mesure le fléchissement brutal enregistré pour les rendements de blé et d'orge en 2021 en raison des mauvaises conditions météorologiques, en particulier au Canada.

Les systèmes de production de viande en Amérique du Nord sont extrêmement intensifs, et leur rentabilité a été mise à rude épreuve ces dernières années, dans un premier temps à cause du faible niveau des prix durant le confinement lié à la pandémie en 2020, puis en raison de l'envolée durable des coûts de l'alimentation animale. À court terme, ces facteurs conjugués ont entraîné une diminution des volumes de

production pour la viande porcine et bovine, ainsi qu'un ralentissement spectaculaire de la production de volaille. Si une reprise de la production est évidemment anticipée à moyen terme après le retour à la normale des prix des aliments pour animaux, les résultats nets de la production de viande afficheront une croissance nettement plus lente ; celle-ci ne devrait augmenter que de 5.4 % pour avoisiner 56 Mt en 2032. Les États-Unis devraient y contribuer à hauteur de 90 %. La production de volaille devrait augmenter plus rapidement que celle de tout autre type de viande, avec une hausse de 8.2 % sur dix ans, contre seulement 3.3 % pour le porc et 2.6 % pour la viande bovine, dont les cycles de production sont plus longs et sur lesquels les effets d'une meilleure rentabilité se font sentir plus tardivement. Alors que l'amélioration de la rentabilité à moyen terme pourrait entraîner une légère hausse de la production avicole et porcine, la croissance de la production bovine est exclusivement due aux gains de productivité et à l'augmentation des poids carcasse, les effectifs bovins ne devant pas retrouver leur niveau préalable à 2022 avant 2032.

La production laitière devrait augmenter davantage que la production de viande ; d'ici à 2032, elle pourrait croître de 14 % par rapport à la période de référence 2020-22. Ces gains sont essentiellement dus à l'augmentation des rendements laitiers, qui sont déjà les plus élevés toutes régions confondues. Les effectifs du cheptel bovin devraient augmenter de 2 % seulement, principalement aux États-Unis, le cheptel laitier du Canada demeurant en grande partie inchangé. D'ici à 2032, les rendements laitiers devraient augmenter de 10 % et 20 % respectivement aux États-Unis et au Canada. Compte tenu des préférences des consommateurs, une part croissante de la production totale de lait devrait être transformée en produits comme le fromage, le beurre et les poudres de lait, tandis qu'une moindre part sera consacrée au lait liquide.

La pêche représente toujours l'essentiel de la production halieutique et aquacole en Amérique du Nord. Malgré une relative stabilité attendue d'ici à 2032 dans le secteur de la pêche, 88 % de la production totale devrait encore provenir de la pêche proprement dite, la production aquacole devant augmenter de 4.3 % seulement. Cette tendance reflète également les lourdes répercussions que les réglementations environnementales entraîneront sur la production. Actuellement, 84 % de la production totale provient des États-Unis, mais l'essentiel de la croissance devrait venir du Canada.

L'Amérique du Nord est responsable de 7 % des émissions mondiales de GES directement liées à l'agriculture, soit un chiffre inférieur à sa part dans la production mondiale. Alors que les émissions totales du secteur de l'agriculture devraient augmenter de 1.5 % au cours des dix prochaines années, les émissions totales par unité de valeur de production devraient continuer à diminuer. Les autres émissions proviennent essentiellement de la production animale, avec des augmentations de 0.45 % par an, contre 0.12 % par an pour la production végétale.

2.6.3. Consommation

L'évolution des préférences des consommateurs joue un rôle clé dans les projections relatives à la demande

Compte tenu du haut niveau de développement des économies américaine et canadienne, leurs consommateurs à haut revenu consacrent en moyenne 6 % de leur budget à l'alimentation. Cela signifie que le cycle actuel de hausse des prix alimentaires posera moins de difficultés financières que dans la plupart des autres régions, et que les projections relatives à la demande à moyen terme dépendront dans une large mesure des préférences de ces consommateurs, l'influence de leurs moyens économiques étant comparativement moindre. Un grand nombre des évolutions attendues concernant ces préférences sont liées à l'importance accrue accordée à une alimentation saine, qui a été amplifiée par la pandémie de la covid-19. Ce changement aurait une incidence sur la quantité absolue de calories consommées, ainsi que sur leur composition.

La quantité totale de calories disponibles pour la consommation humaine, qui inclut des volumes importants de déchets ménagers, est la plus élevée au monde. D'ici à 2032, elle devrait baisser de près

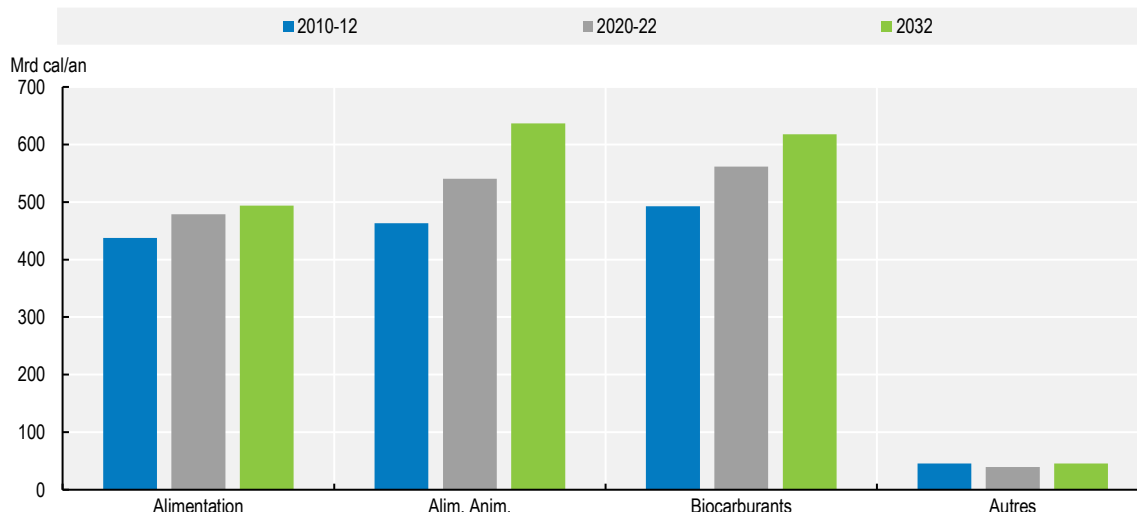
de 80 kcal par personne et par jour, pour atteindre 3 750 kcal par personne par jour, soit un chiffre encore supérieur de 22 % à la moyenne mondiale. En tenant compte des estimations actuelles des volumes de déchets ménagers, l'apport calorique serait de 3 480 kcal par personne et par jour. L'essentiel de cette baisse provient des États-Unis, la diminution attendue au Canada étant nettement moindre. En ce qui concerne la composition, l'importance accrue accordée à la santé pourrait amener les consommateurs à se tourner vers les produits frais, la consommation de fruits par habitant devant augmenter de 14 %. On devrait également observer une réduction de la consommation de certains produits tels que les huiles végétales (- 8 %), les édulcorants (- 8.5 %) et les céréales (- 1.2 %). La consommation de viande devrait rester relativement stable, en hausse d'à peine 0.6 % sur dix ans, tandis que la consommation de produits laitiers (en extrait sec) pourrait augmenter de 3 %, et celle de légumineuses, souvent perçues comme des produits plus sains, de 24 %. Cette hausse part toutefois d'un niveau initialement bas et, en 2032, la consommation de légumineuses par habitant représentera encore moins de la moitié de la moyenne mondiale, tandis que la consommation de produits tels que les huiles végétales ou les édulcorants restera respectivement supérieure de 125 % et de 77 % à la moyenne mondiale.

En Amérique du Nord, l'apport protéique devrait croître de 1.8 g par personne et par jour d'ici à 2032, pour atteindre 116 g par personne par jour, soit un chiffre encore supérieur de 30 % à la moyenne mondiale. Cette hausse provient essentiellement de sources animales, lesquelles devraient augmenter de 2 % sur dix ans, contre à peine 0.4 % pour les sources végétales. Si la consommation de viande reste relativement stable, l'augmentation de la consommation de produits avicoles et porcins, combinée à la réduction de la consommation de viande bovine et ovine, permet encore une augmentation de 1.7 % de la disponibilité en protéines provenant de produits carnés. De même, l'augmentation de la consommation de produits laitiers reflète une hausse de près de 17 % de la consommation de fromage, contre une augmentation de 2.4 % de la consommation de beurre et une baisse de la consommation de lait en poudre et de produits laitiers frais. Globalement, cela se traduit par une augmentation de 1.9 % de la part des protéines provenant des produits laitiers d'ici à 2032. La consommation par habitant de produits à base de poisson devrait elle aussi augmenter pour atteindre 23 kg par habitant en 2032, soit une hausse de 2.5 % par rapport à la période 2020-22. Dans le cas des sources de protéines d'origine végétale, le gain protéique de 0.4 g par personne et par jour provenant des légumineuses est presque totalement annulé par la baisse de la consommation de céréales.

Compte tenu de l'intensité de la production animale dans la région, l'utilisation d'aliments pour animaux est déjà importante, les calories destinées à l'alimentation animale étant déjà supérieures à celles destinées à l'alimentation humaine au cours de la période de référence (Graphique 2.23). Parallèlement à l'augmentation de la production de porc et de volaille, l'utilisation d'aliments pour animaux devrait s'accroître de 13 % au cours de la prochaine décennie, le maïs et les tourteaux protéiques représentant presque 90 % de l'apport de nourriture supplémentaire. D'ici à 2032, la part du maïs dans l'utilisation totale des aliments pour animaux pourrait atteindre 55 %, tandis que la part des tourteaux protéiques restera relativement stable à 17 %.

Dans la région, la production de biocarburants constitue un débouché de taille pour les céréales fourragères, et représente plus de calories que l'alimentation humaine ou animale au cours de la période de référence (Graphique 2.23). L'augmentation de 15 % de la production de biocarburant anticipée en 2032 reflète l'importance accrue accordée à la durabilité. Près des deux tiers de cette croissance sont attribuables au biodiesel, soutenu par le relèvement des objectifs en matière de carburants renouvelables et par les crédits d'impôt pour le diesel à base de biomasse. Les huiles de cuisson usagées devraient être de plus en plus utilisées pour la production de biocarburants. La croissance de la production d'éthanol est plus lente, en partie du fait de la réduction de la consommation d'essence. La croissance positive de la production reflète le développement de quelques mélanges E15 supplémentaires, mais la majeure partie de l'essence sera toujours mélangée à 10 %, car les contraintes infrastructurelles et technologiques limitent l'adoption à plus grande échelle de mélanges à concentration moyenne ou forte.

Graphique 2.23. Calories utilisées pour l'alimentation humaine, l'alimentation animale, les biocarburants et à d'autres fins en Amérique du Nord



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant de la base de données de FAOSTAT relative aux bilans alimentaires et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux produits non étudiés dans les Perspectives ont été obtenues par extrapolation.

Source : FAO (2023). FAOSTAT, Bilans alimentaires (base de données), <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/FBS> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/7hb1tv>

2.6.4. Échanges

La baisse de l'excédent commercial se poursuit

Conformément à la tendance qui a prévalu au cours de la dernière décennie, la baisse de l'excédent des échanges de produits agroalimentaires de l'Amérique du Nord devrait se poursuivre, et pourrait être près de 75 % inférieur aux niveaux actuels d'ici à 2032. Cette évolution fait suite à la croissance des importations nettes, qui devraient augmenter de 20 % sur dix ans, soit plus du double de la hausse attendue des exportations nettes, qui n'augmenteront que de 8,6 %. L'évolution des échanges aux États-Unis se distingue de celle du Canada, où l'excédent commercial devrait augmenter de 3 % par an, les États-Unis passant d'une situation excédentaire au cours de la période de référence 2020-22 à une situation déficitaire en 2032.

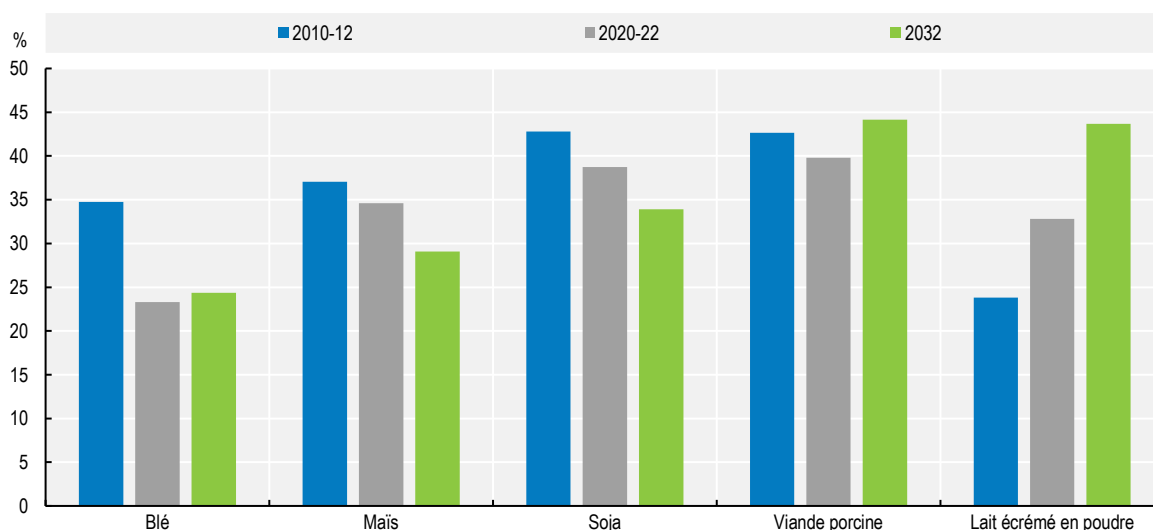
Parmi les facteurs qui ont contribué à la forte décélération de la croissance des exportations américaines figurent le ralentissement de la demande mondiale, ses relations commerciales avec la Chine, plus grand importateur de produits américains, et la concurrence croissante de l'Amérique latine. Après une période de turbulences, les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine se sont améliorées, ce qui semble indiquer que le ralentissement prévu résulte surtout de la dynamique de la demande chinoise. La croissance historique des échanges a été principalement tirée par les produits destinés à l'alimentation animale, tels que le soja et le maïs, en raison du développement rapide des exploitations porcines et avicoles en Chine, notamment au cours de la période de reconstruction qui a suivi l'épidémie de peste porcine africaine. En conséquence, les importations de soja ont augmenté de près de 4 % par an au cours de la dernière décennie. Suivant l'évolution de la production de viande en Chine, ces importations devraient se maintenir, mais leur croissance se limitera à 0,7 % par an. Dans le cas du maïs, les importations de la Chine devraient diminuer. Dans un contexte de concurrence accrue de l'Amérique latine, la réduction des exportations américaines de soja et de maïs (8 % chacun) marque un revirement de taille, puisque ces deux produits représentaient à eux seuls 45 % de la croissance des exportations au cours de la dernière décennie. Sur fond de ralentissement de la demande chinoise, les perspectives de croissance des exportations pourraient venir de la région elle-même, grâce à l'Accord États-Unis-Mexique-

Canada (ACEUM) mis en place le 1er juillet 2020 pour remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le Canada est le plus gros importateur des produits américains, et les échanges dans le cadre de l'accord connaissent déjà une nette augmentation depuis son entrée en vigueur.

Parallèlement à la baisse de son excédent commercial, l'Amérique du Nord devrait également occuper une place moins importante dans les échanges mondiaux de plusieurs produits. C'est notamment le cas du soja et du maïs, pour lesquels sa part dans les exportations mondiales pourrait tomber à respectivement 34 % et 29 % d'ici à 2032, en raison de la concurrence croissante de l'Amérique latine et des Caraïbes. En revanche, elle devrait gagner des parts sur le marché du blé, en partie du fait de la guerre qui se déroule actuellement dans la région de la mer Noire et qui limite la croissance des exportations notamment en provenance d'Ukraine. Par ailleurs, l'Amérique du Nord devrait accroître sa part dans les exportations mondiales d'éthanol, pour atteindre près de 58 % en 2032. De même, sa part dans les exportations mondiales de porc pourrait passer à 44 %, tandis que sa contribution aux exportations mondiales de produits laitiers pourrait atteindre 17 %, essentiellement sous l'effet de la hausse des exportations de lait écrémé en poudre.

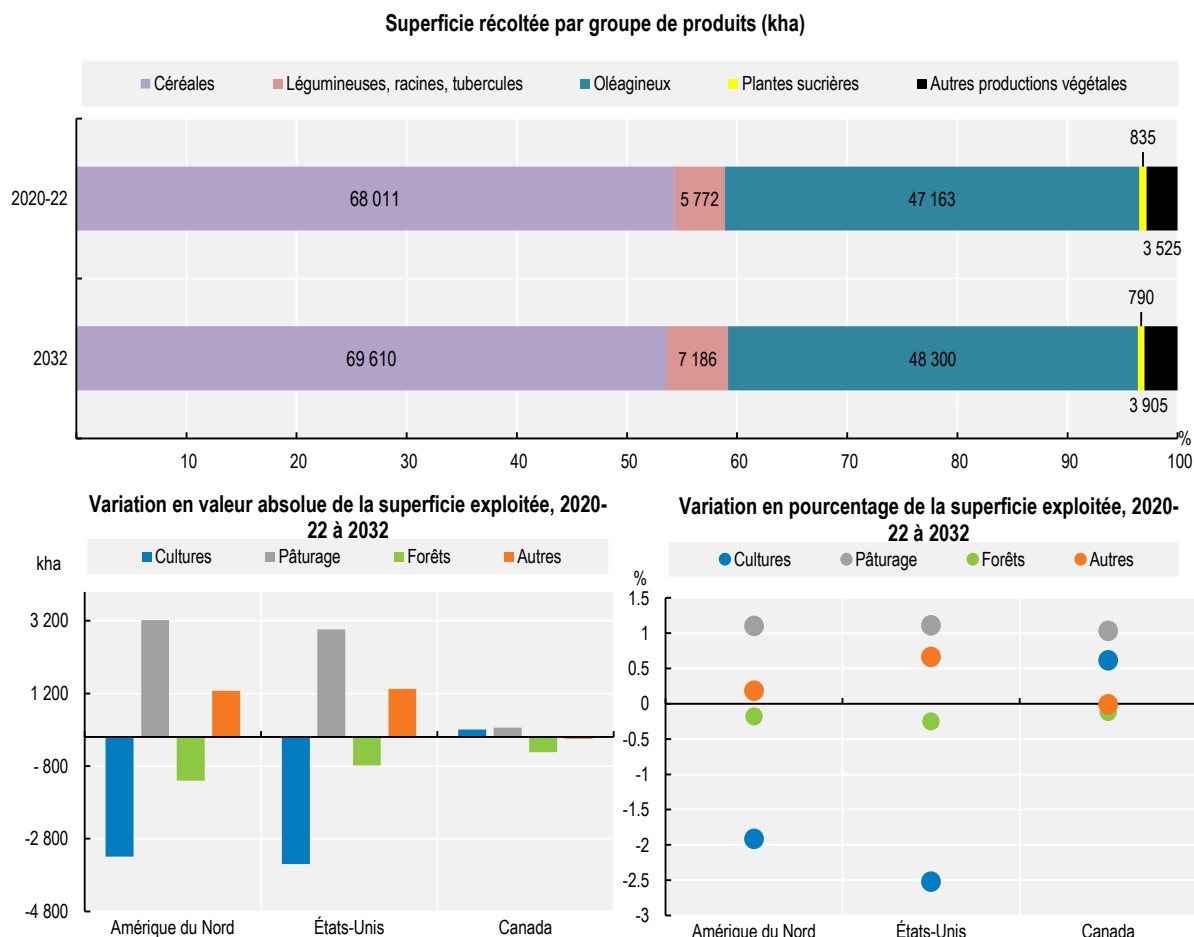
Malgré son excédent commercial et son rôle de premier plan dans les exportations mondiales, l'Amérique du Nord est également un importateur majeur de plusieurs produits, dont le poisson, la viande bovine et la viande ovine. Si sa part dans les importations de viande bovine et ovine continue de baisser, à tel point que la région est devenue un exportateur net de produits bovins au cours de la dernière décennie, elle devrait encore représenter 14 % des importations mondiales en 2032. Dans le cas du poisson, ses importations continuent d'augmenter au rythme de 1.1 % par an, et elle comptera pour 16 % des importations mondiales de poisson d'ici à 2032. La région est également un importateur majeur de fruits et de légumes frais, dont les importations devraient continuer à augmenter pour représenter respectivement 18 % et 23 % des importations mondiales d'ici à 2032.

Graphique 2.24. Tendances des parts des marchés d'exportation de certains produits en Amérique du Nord



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

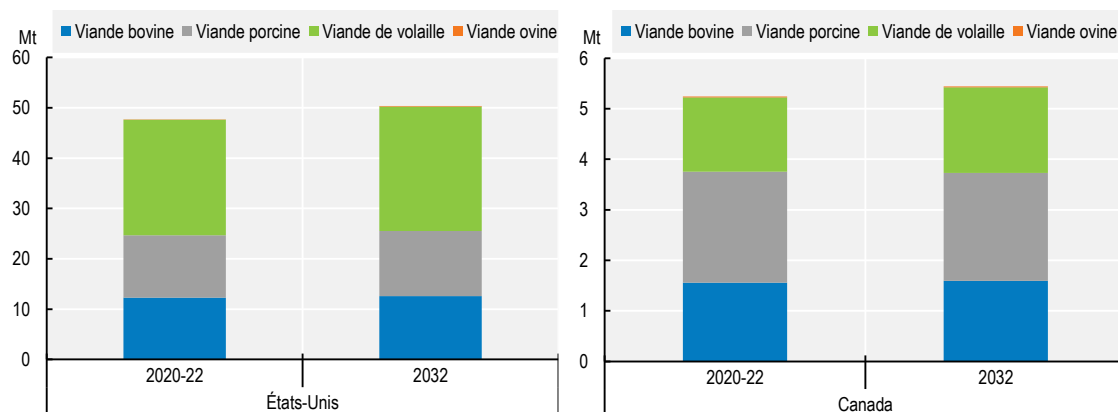
Graphique 2.25. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres en Amérique du Nord



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/dy9t4h>

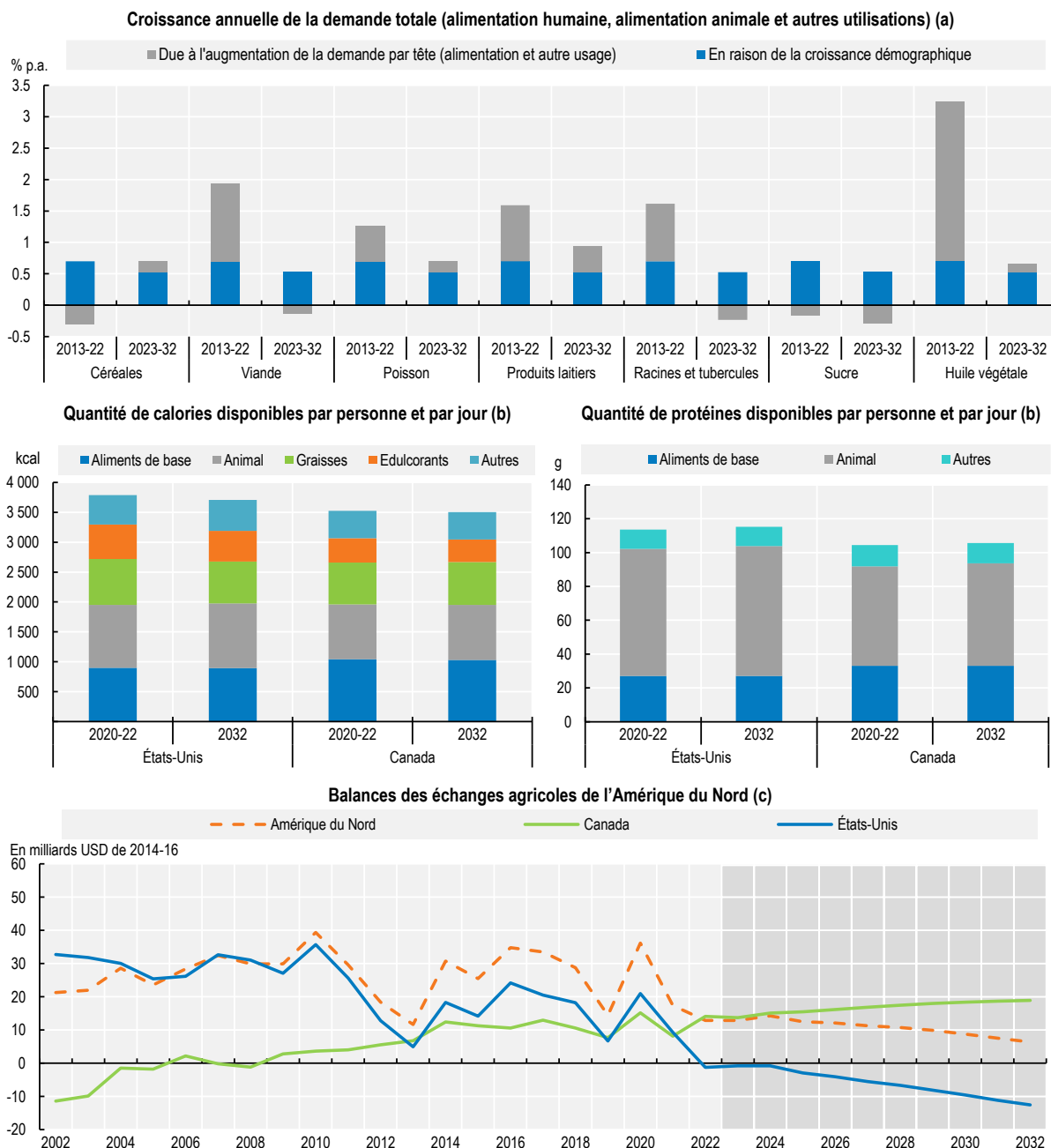
Graphique 2.26. Production animale en Amérique du Nord



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/1ey2kp>

Graphique 2.27. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles en Amérique du Nord



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; Aliments d'origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers hors beurre ; Aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023) Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLin <https://stat.link/b3dpoh>

Tableau 2.6. Indicateurs régionaux : Amérique du Nord

	Moyenne			%	Croissance ²	
	2010-12	2020-22 (référence)	2032	Référence à 2032	2013-22	2023-32
Hypothèses macroéconomiques						
Population ('000)	348 230	375 243	397 039	5.81	0.70	0.52
PIB par habitant ¹ (kUSD)	48.76	54.78	62.19	13.53	1.24	1.14
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	289.5	342.9	371.6	8.36	1.20	0.65
Valeur nette de la production végétale ³	154.2	182.4	203.6	11.62	0.24	0.81
Valeur nette de la production animale ³	117.6	144.8	152.1	5.05	2.97	0.53
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	17.8	15.8	16.0	1.06	-1.92	-0.22
Quantité produite (kt)						
Céréales	426 672	489 245	540 956	10.57	-0.29	0.59
Légumineuses	7 769	10 432	14 519	39.18	0.95	2.13
Racines et tubercules	5 146	5 706	5 968	4.58	1.23	0.33
Oléagineux ⁴	17 574	21 874	25 423	16.22	-0.08	1.07
Viande	45 775	52 927	55 780	5.39	2.03	0.44
Produits laitiers ⁵	12 126	14 429	16 397	13.64	1.75	1.25
Produits halieutiques et aquacoles	6 367	5 647	5 695	0.85	-1.72	-0.23
Sucre	7 175	7 820	8 510	8.82	0.98	0.72
Huile végétale	13 990	18 407	20 842	13.23	2.74	1.15
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	3142.18	10210.14	16860.78	65.14	8.46	2.80
Éthanol	54 223	59 571	63 495	6.59	0.88	0.26
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	462 953	463 775	463 698	-0.02	0.05	0.00
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	171 953	172 077	168 781	-1.92	0.05	-0.18
Superficie totale des pâturages ⁷	291 000	291 698	294 917	1.10	0.06	0.10
Émissions de GES (Mt éq. CO ₂)						
Total	435	442	448	1.54	0.29	0.41
Imputables à la production végétale	120	117	117	0.64	-0.72	0.18
Imputables à la production animale	295	301	306	1.61	0.60	0.48
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	3 584	3 762	3 686	-2.01	0.55	-0.16
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	108.2	112.6	114.4	1.6	0.7	0.0
Disponibilité alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	129.2	125.4	124.6	-0.62	-0.09	-0.08
Viande	73.4	79.4	79.1	-0.36	1.17	-0.11
Produits laitiers ⁵	32.0	34.6	35.7	3.15	0.78	0.41
Produits halieutiques et aquacoles	21.6	23.3	23.4	0.59	0.85	0.31
Sucre	32.2	30.6	29.9	-2.31	-0.31	-0.29
Huile végétale	35.7	39.1	36.6	-6.37	0.36	-0.23
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	29	22	6	-71.13	..	..
Valeur des exportations ³	148	179	195	8.64	0.54	1.00
Valeur des importations ³	119	157	188	19.88	2.02	1.58
Taux d'autosuffisance alimentaire ¹⁰						
Céréales	124.5	125.8	125.8	-0.03	0.01	-0.03
Viande	116.5	115.0	114.4	-0.52	0.13	0.03
Sucre	64.0	66.7	70.6	5.80	0.40	0.49
Huile végétale	99.4	93.9	97.4	3.82	-0.62	0.46

Notes : 1. PIB par habitant en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo et des valeurs des prix de référence internationaux moyens pour 2014-16. 4. Les oléagineux représentent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les poudres de lait et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie des terres cultivées rend compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Les pâturages désignent les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories/protéines quotidiennes par habitant représentent la consommation alimentaire par habitant et par jour, et non la quantité absorbée. 9. Les aliments de base sont les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance est calculé comme suit : $\text{production} / (\text{production} + \text{importations} - \text{exportations}) \times 100$.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

2.7. Perspectives régionales : Amérique latine et Caraïbes

2.7.1. Contexte

Dans un contexte de volatilité mondiale, la croissance tirée par les exportations fait face à des risques accrus

La région Amérique latine et Caraïbes¹⁶ s'étend sur quelque 2 milliards d'hectares et recèle d'abondantes ressources agricoles. Elle compte plus de 650 millions d'habitants, soit près de 8.5 % de la population mondiale. Bien que sa densité moyenne de population soit peu élevée, elle est la région en développement la plus urbanisée au monde. D'ici à 2032, sa population devrait dépasser les 700 millions d'habitants, dont 84 % pourraient résider en milieu urbain. Si la majorité des habitants pauvres de la région vivent dans les villes, le taux de pauvreté n'en reste pas moins élevé dans les campagnes, ce qui pose d'importantes difficultés.

Les perturbations des trois dernières années ont anéanti des années de progrès en matière de réduction de la pauvreté et de la faim dans la région. Au plus fort de la pandémie de la covid-19 en 2020, la combinaison de la récession économique, de la détérioration de la situation financière et des perturbations de la chaîne de valeur a entraîné une hausse considérable de la prévalence de la sous-alimentation et de l'insécurité alimentaire. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la pandémie a fait grimper le taux d'extrême pauvreté à 13,8 % en 2021 dans la région, d'où il découle que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a atteint 86 millions. Pendant la période de hausse des prix alimentaires qui a suivi la pandémie, la prévalence de la sous-alimentation a encore augmenté et atteint en 2021 des niveaux observés en 2006. En 2022, la persistance des prix mondiaux élevés des denrées alimentaires, exacerbée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine et combinée à une inflation générale élevée, n'a pas permis d'améliorer l'accessibilité financière des produits alimentaires et donc la sécurité alimentaire de cette région qui, par rapport aux autres régions couvertes dans ce chapitre a le coût pour une alimentation saine le plus élevé (FAO, IFAD, PAHO, PAM et UNICEF, 2023^[13]).

Une bonne partie de la région pâtit de perspectives économiques incertaines depuis plusieurs années, et le revenu par habitant s'est contracté de 1.5 % par an en moyenne au cours de la décennie écoulée. Les problèmes structurels antérieurs ont accentué les effets de la pandémie de la covid-19 et, en 2020, le PIB par habitant a reculé de 7.1 %. Stimulé par le prix élevé des matières premières et le rôle essentiel joué par les échanges dans la région, le PIB a connu un rebond de 5.9 % en 2021 et 2.7 % en 2022, permettant au revenu par habitant de dépasser les niveaux enregistrés avant la pandémie. En 2023, ce rebond fait face à de nouveaux obstacles : l'inflation a atteint son niveau le plus élevé depuis 25 ans, entraînant une hausse des taux d'intérêt, et la conjoncture mondiale est moins favorable. Les prix des matières premières sont en baisse, et la demande mondiale s'affaiblit dans un contexte financier qui se durcit. En conséquence, la croissance du PIB par habitant devrait ralentir en Amérique latine et dans les Caraïbes, pour atteindre moins de 1 % en 2023. L'ampleur du rebond et du ralentissement qui s'ensuit varie d'un

pays à l'autre, en fonction de la composition de l'activité économique et de l'importance des risques intérieurs qui amplifient les effets mondiaux.

D'après les prévisions, le PIB par habitant progressera à moyen terme au rythme de 1.6 % par an, pour avoisiner 10 500 USD par habitant en 2032, soit seulement 6% de plus qu'en 2014. Ce chiffre restera inférieur de 21 % à la moyenne mondiale qui est de 13 342 USD. Dans la région, on estime que les ménages consacrent en moyenne 16 % de leurs dépenses totales à l'alimentation. Cela donne à penser que le cycle actuel de hausse des prix alimentaires, combiné à une inflation élevée et à un ralentissement de la croissance des revenus à court terme, pourrait avoir de lourdes répercussions sur la sécurité alimentaire au cours de la prochaine décennie¹⁷. Dans les pays particulièrement touchés par l'instabilité macroéconomique, ces répercussions pourraient se faire sentir encore plus sévèrement.

L'agriculture de la région se caractérise par une grande diversité. De petites exploitations et des exploitations familiales, dont le nombre s'élève à 15 millions assurent une grande partie de la production alimentaire de la région (OCDE/FAO, 2019^[14]). L'agriculture ainsi que la production halieutique et aquacole représentent près de 8 % du PIB total. Cette part a augmenté au plus fort de la pandémie, grâce à de solides rendements et à l'exemption des mesures de confinement pour le secteur agricole. Le maintien de prix alimentaires élevés a profité à la productivité agricole, permettant à ce secteur de conserver sa part dans le PIB total. Alors que la reprise se poursuit dans d'autres secteurs et que les prix des matières premières reviennent à la normale, la part de l'agriculture et de la production halieutique et aquacole dans l'activité économique totale devrait régresser à moins de 7 % en 2032. Des obstacles à court terme tels que la sécheresse au Brésil ou en Argentine pourraient accélérer ce recul.

La région contribue dans une large mesure à l'agriculture mondiale. Entre 2020 et 2022, elle représentait 14 % de la valeur nette de l'agriculture et de la production halieutique et aquacole à l'échelle mondiale, et 17 % des exportations totales. L'importance des exportations agricoles de la région se traduit également par sa part croissante dans la valeur totale de la production, qui s'élève à 45 %. La hausse historique des exportations bénéficie d'un regain de compétitivité : la productivité totale des facteurs a augmenté de 40 % entre 2000 et 2019¹⁸. Malgré une diminution du facteur travail, la croissance de la production est soutenue par l'essor des intrants physiques, et plus particulièrement des engrais dont l'utilisation a été multipliée par deux entre 2000 et 2019. La pression croissante exercée sur les coûts ces deux dernières années, combinée à des contraintes de disponibilité liées à la guerre de la Russie contre l'Ukraine en 2022, a réduit les taux historiquement élevés d'application des engrais. La croissance attendue au cours des dix prochaines années étant principalement portée par les exportations, l'utilisation efficace des intrants et le succès de la stratégie d'atténuation et d'adaptation au changement climatique seront essentiels pour maintenir et accroître la compétitivité, tout comme le seront les approches mondiales en matière d'ouverture commerciale et le renforcement de l'attention accordée par certains grands importateurs à la durabilité environnementale. Si la région est en grande partie tournée vers l'exportation, ses échanges intérieurs sont faibles et certains des pays qui la constituent, comme le Panama, El Salvador et la plupart des Caraïbes, ont le statut d'importateur net.

En tant que plus grande importatrice nette des régions étudiées dans ces *Perspectives*, il est paradoxal de constater que certaines de ses principales difficultés concernent la sécurité alimentaire. Les obstacles rencontrés résultent davantage de contraintes liées à l'accessibilité financière que d'un manque de disponibilité alimentaire, et sont sous-tendus par des problèmes de répartition des revenus et par des prix actuellement élevés. L'augmentation de la pauvreté au cours de la dernière décennie, exacerbée par des perturbations telles que la pandémie et l'instabilité macroéconomique dans de nombreux pays, a largement contribué à ces difficultés. L'orientation marquée de la région vers les exportations a protégé la croissance du secteur contre les difficultés macroéconomiques, mais elle l'a également rendue vulnérable à une volatilité croissante, un contexte financier plus tendu et une demande d'importations en baisse à l'échelle mondiale sur le court terme. À la suite de la pandémie, l'importance accrue accordée au développement des chaînes d'approvisionnement nationales et la prise de conscience des enjeux de durabilité environnementale par certains importateurs pourraient influencer les politiques commerciales et

les perspectives d'exportation ultérieures. La concentration croissante des exportations par pays de destination, qui expose la demande d'exportations à des risques de marché plus élevés, engendre d'autres problèmes d'ordre commercial. Outre les risques liés au commerce, les stratégies d'adaptation des secteurs et la résilience aux impacts du changement climatique seront essentielles pour une croissance soutenue.

2.7.2. Production

La croissance régulière et soutenue des rendements stimule la culture et l'élevage

D'après les prévisions, la production végétale, halieutique et aquacole de la région augmentera de 12 % d'ici à 2032, mais à un rythme nettement moins soutenu. Près de 70 % de cette croissance devrait provenir de la production végétale (+ 17 %), contre une progression plus modérée de 11 % pour le secteur de l'élevage, et un recul de 10 % en valeur de la production halieutique et aquacole. Par conséquent, la part des cultures dans la valeur totale de la production devrait encore augmenter de près de 60 % à l'horizon 2032, avec une hausse de 42 % pour l'élevage et de 9 % pour la production halieutique et aquacole.

La région étant riche en terres, l'expansion et l'intensification permettront d'accroître considérablement la production végétale. La superficie totale affectée à l'agriculture devrait augmenter de 6.3 Mha, inversant ainsi une tendance historique à la baisse. Les surfaces cultivées augmenteront de 7.1 Mha, et les surfaces de pâturage connaîtront une légère réduction. Avec la pratique croissante de la double culture, l'augmentation de la superficie récoltée totale, qui s'élève à 7 %, est beaucoup plus rapide que celle des terres cultivées. Sur les 13.9 Mha supplémentaires de surfaces récoltées en 2032, plus de la moitié seront consacrées au soja et au maïs, qui représenteront respectivement 29 % et 23 % de cette augmentation d'ici à 2032. La région produit déjà plus de la moitié du soja mondial, et sa part devrait passer à 54 % du total en 2032. Par conséquent, les fluctuations de l'approvisionnement dans la région, notamment au Brésil qui en est le principal producteur, peuvent entraîner une forte volatilité des cours mondiaux. C'est ce qu'a montré la forte augmentation des prix du soja dans un contexte de sécheresse en 2021 et, compte tenu du changement climatique en cours, de tels événements pourraient devenir plus fréquents. De nombreux pays de la région sont déjà confrontés à des conditions de sécheresse prolongées, qui influent sur le potentiel de production, ainsi qu'à une prévalence de catastrophes naturelles telles que les incendies de forêt. Dans des conditions météorologiques normales, la région est amplement en mesure de pallier les déficits d'approvisionnement dus au ralentissement de la production en Ukraine, mais l'incertitude croissante liée à la guerre qui se déroule actuellement dans la région de la mer Noire accentue la réactivité des prix face aux conditions climatiques dans la région Amérique latine et Caraïbes. Bien que sa contribution à la production mondiale de maïs soit inférieure à celle du soja, il suffit que la production augmente de 1.5 % par an pour porter la part de la région à 19 % dans la production totale de maïs d'ici à 2032, le Brésil y contribuant pour plus de moitié.

Outre l'extension des surfaces, la hausse des rendements a également joué un rôle déterminant dans la forte croissance de la production de la région. La région est une grosse consommatrice d'engrais, et les taux d'application par hectare ont augmenté plus rapidement que dans toute autre région ces dix dernières années. La hausse récente des prix a entraîné une prise de conscience concernant la nécessité d'utiliser plus efficacement les engrais au cours de la prochaine décennie, et les taux d'application par hectare devraient augmenter de 4 % seulement. Toutefois, la combinaison de l'innovation technologique et de pratiques visant à optimiser l'efficacité permettrait d'augmenter les rendements attendus de la plupart des cultures principales, notamment une hausse de 9 % pour les céréales et de 12 % pour les oléagineux d'ici à 2032. Cela permettrait également d'accroître de 12 % la valeur nette de la production par hectare de terre cultivée, et de réduire de 6 % la quantité d'engrais nécessaire par calorie produite.

La région fournit 16 % de la production animale mondiale et, bien que la hausse de 1 % par an soit moins rapide que dans le secteur des cultures, elle est suffisante pour maintenir sa contribution à la valeur mondiale. Les perspectives de croissance sont sensibles aux risques posés par les maladies animales. La volaille devrait connaître une croissance plus rapide que les autres viandes et représentera un peu plus de 60 % de la production supplémentaire de viande en 2032. Son court cycle de production permet d'améliorer rapidement la génétique et la conversion alimentaire, soutenant ainsi les perspectives de croissance, tandis que la baisse des prix de l'alimentation animale à moyen terme par rapport à la viande favorisera l'expansion. Si les productions bovine et porcine devaient progresser respectivement de 0.9 % et 1.2 %, le secteur bovin étant plus important, il représentera 22 % de la production supplémentaire de viande en 2032. Les gains de productivité seront essentiels à la croissance, car une augmentation de 3 % seulement du cheptel bovin se traduira par une hausse de 9 % de la production de viande bovine d'ici à 2032.

La production halieutique et aquacole ne représente que 11 % de la valeur totale de la région, et cette part devrait tomber à 9 % en 2032, en raison d'une contraction de 10 % de la production totale. La production provient encore majoritairement de la pêche, mais l'aquaculture se développe dans plusieurs pays et devrait représenter 30 % de la production halieutique et aquacole totale d'ici à 2032. Les chiffres de la pêche proprement dite devraient continuer à varier au cours de la période de projection sous l'influence du phénomène El Niño, dont les effets particulièrement sévères dans la région tendent à se répercuter sur les captures de poissons utilisés pour produire la farine et l'huile de poisson.

Les émissions de GES imputables à l'agriculture devraient augmenter de 3 % au cours des dix années à venir, et proviendront à la fois des produits animaux et végétaux. En 2032, la région devrait compter pour 18 % dans les émissions mondiales d'origine agricole, soit un chiffre supérieur à sa part dans la production totale. Néanmoins, rapporté à la valeur nette de la productivité agricole, le niveau des émissions par unité de valeur de production devrait fléchir régulièrement au cours de la prochaine décennie.

2.7.3. Consommation

Les habitudes alimentaires sont complexes mais évoluent

Après une décennie de croissance dans la région, la disponibilité totale en calories stagne depuis 2015. Cette tendance reflète l'évolution des niveaux de revenu par habitant, qui ont baissé en raison de l'instabilité macroéconomique. Plus récemment, la récession provoquée par la pandémie en 2020 et la hausse des prix alimentaires qui en a résulté ont encore réduit l'accessibilité financière des produits alimentaires nutritifs, ce qui s'est traduit par plusieurs années consécutives de baisse de la quantité de calories disponibles pour la consommation. D'ici à 2032, l'apport calorique moyen par habitant devrait atteindre 3 111 kcal par personne et par an, mais à un rythme lent, de 3 % sur dix ans. Cela représente une hausse de 89 kcal seulement par personne et par jour, grâce à une augmentation de la consommation de céréales, de viande, de produits laitiers et d'huiles végétales, et à la diminution de la consommation de sucre. Malgré une baisse de 2 kg par personne et par an en 2032, la consommation de sucre reste élevée dans la région, celle-ci étant supérieure de presque 65 % à la moyenne mondiale.

Dans une région en proie au double fardeau de l'insécurité alimentaire persistante et de la malnutrition sous toutes ses formes, et dans un contexte d'augmentation de la prévalence du surpoids et de l'obésité, la réduction de la consommation de sucre reflète une sensibilisation accrue aux questions de santé, qui bénéficie de la mise en place d'initiatives telles que la législation relative à l'étiquetage à l'avant des emballages et les taxes sur les boissons sucrées. Si les efforts destinés à encourager une alimentation saine commencent à porter leurs fruits, le cycle actuel de hausse des prix alimentaires continue de mettre en péril la sécurité alimentaire et la qualité nutritionnelle. La persistance des coûts élevés pour une alimentation saine et contraintes d'accessibilité qui pèsent sur les populations à faible revenu ont des

conséquences à la fois sur la qualité et sur la quantité de l'apport alimentaire, malgré les effets positifs d'initiatives telles que les programmes d'alimentation scolaire, dont bénéficieraient 37 % des plus pauvres.

La consommation de protéines par habitant devrait atteindre 90 g par personne et par jour en 2032, soit une augmentation de 3.5 g par personne par rapport aux niveaux actuels. Cette hausse est principalement à mettre au compte des produits animaux, qui représentent les deux tiers de l'augmentation de l'apport protéique. La consommation de viande devrait augmenter de 2.9 kg par personne pour atteindre près de 53 kg par personne et par an à l'horizon 2032, soit près de 80 % de plus que la moyenne mondiale. Cette croissance provient de la volaille et du porc, dont la consommation devrait augmenter de 0.6 % par an, tandis que la consommation de viande bovine devrait enregistrer un léger recul en 2032. La consommation de poisson reste faible dans la région, environ la moitié de la moyenne mondiale, mais elle devrait croître de 0.3 % par an pour atteindre 11 kg par personne et par an d'ici à 2032.

La consommation d'aliments pour animaux devrait augmenter de 13 % sur les dix prochaines années, soit une hausse plus rapide que la production de viande et de produits laitiers. Cette hausse intervient malgré des améliorations génétiques attendues, lesquelles permettraient d'obtenir de meilleurs ratios de conversion alimentaire, et reflète l'intensification accrue des systèmes de production animale, essentielle à la croissance. Plus de 60% de la consommation supplémentaire d'aliments pour animaux proviendront du maïs et 24 % des tourteaux protéiques, ce qui reflète les proportions types des rations utilisées pour la volaille, entraînant une hausse de 15% de la consommation de l'alimentation animale en maïs et en tourteaux protéiques.

La région est également un acteur de poids sur le marché mondial de l'éthanol, et sa part dans la production mondiale devrait augmenter de 31 % d'ici à 2032. Près de 90 % de l'éthanol produit et consommé dans la région provient du Brésil. Portée par le programme RenovaBio, qui vise à réduire l'intensité des émissions au titre des engagements pris lors de la COP21, la consommation d'éthanol devrait progresser de 36 % au cours de la prochaine décennie. Sa production augmente à un rythme légèrement inférieur, 34 %, et la canne à sucre devrait rester la principale matière première utilisée pour sa fabrication. En conséquence, la part du Brésil dans les exportations mondiales d'éthanol pourrait tomber à 16 % en 2032.

2.7.4. Échanges

Les exportations sont essentielles pour soutenir la croissance du secteur agricole

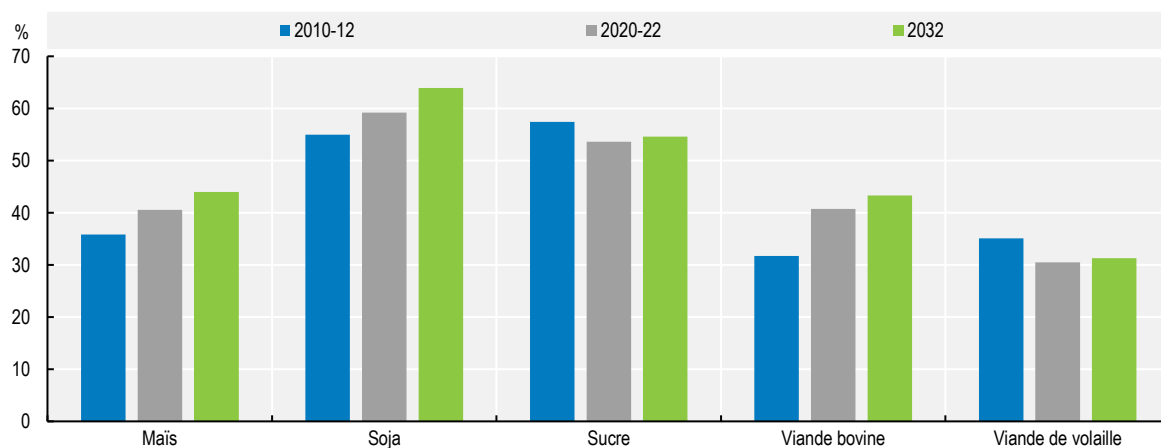
Parmi toutes les régions étudiées dans ce chapitre, la région Amérique latine et Caraïbes est le premier exportateur net. Les exportations jouent un rôle essentiel dans sa croissance agricole, en réduisant son exposition à l'instabilité macroéconomique de la région et en améliorant sa résilience aux chocs exogènes. La part des exportations dans la production agricole totale a augmenté à un rythme régulier et devrait atteindre 50 % en 2032. Cette hausse fait suite à une augmentation attendue de 27 % de son excédent commercial agricole, qui devrait également faire monter sa part à près de 18 % dans les exportations mondiales d'ici à 2032. Le Brésil est le premier pays exportateur et le principal moteur de la croissance dans la région, mais sa croissance devrait ralentir à 1.8 % par an, bien loin des 6 % annuels enregistrés au cours de la dernière décennie. Le Mexique et l'Argentine contribuent aussi pour une large part à la croissance des exportations régionales, et les exportations de fruits frais du Pérou devraient également augmenter rapidement.

La région fait partie des plus gros exportateurs mondiaux de différents produits de base et devrait conserver une part de plus de 30 % dans les exportations mondiales de maïs, de soja, de sucre, de bœuf, de volaille et de farine de poisson d'ici à 2032. Dans le cas du maïs, du soja et du bœuf, la croissance attendue des exportations devrait suffire à porter sa part à 44 %, 64 % et 43 % respectivement sur le marché mondial. La part de la région dans les exportations mondiales de sucre et de volaille devrait

augmenter légèrement aussi, à 53 % et 31 % respectivement, tandis que la réduction des volumes de production devrait faire baisser sa part dans les exportations mondiales de farine de poisson.

L'importance des exportations agricoles de la région se traduit également par sa position centrale dans les échanges mondiaux, ainsi que par le rôle essentiel des exportations pour stimuler la croissance de la production. La durabilité de la croissance dépendra du maintien de l'orientation vers l'ouverture aux échanges sur le marché mondial. Les perturbations de ces trois dernières années ont révélé les vulnérabilités du système commercial mondial, lesquelles ont entraîné des goulets d'étranglement logistiques et une augmentation des coûts. Face aux crises, de nombreux exportateurs ont adopté des politiques commerciales accordant la priorité à l'approvisionnement national, permettant ainsi à la région Amérique latine et Caraïbes, qui n'avait pas imposé de restrictions, de gagner des parts de marché. Parallèlement, de nombreuses régions du monde ont privilégié le développement des chaînes d'approvisionnement nationales afin de limiter les risques de perturbation. Au cours de la prochaine décennie, la région sera influencée par l'évolution des relations commerciales dans le monde, créant à la fois de nouvelles possibilités et de nouveaux risques. Si la croissance tirée par les exportations a bien servi la région par le passé, le marché mondial est de plus en plus volatil, le commerce international est plus fragile, et il existe des risques de fragmentation géopolitique. Le commerce infrarégional a tout à gagner de l'intégration des marchés intérieurs et de l'amélioration des conditions de fonctionnement des petites et moyennes entreprises, des coopératives et des exploitations familiales, qui permettraient de diversifier les débouchés commerciaux du secteur et de le rendre plus résilient.

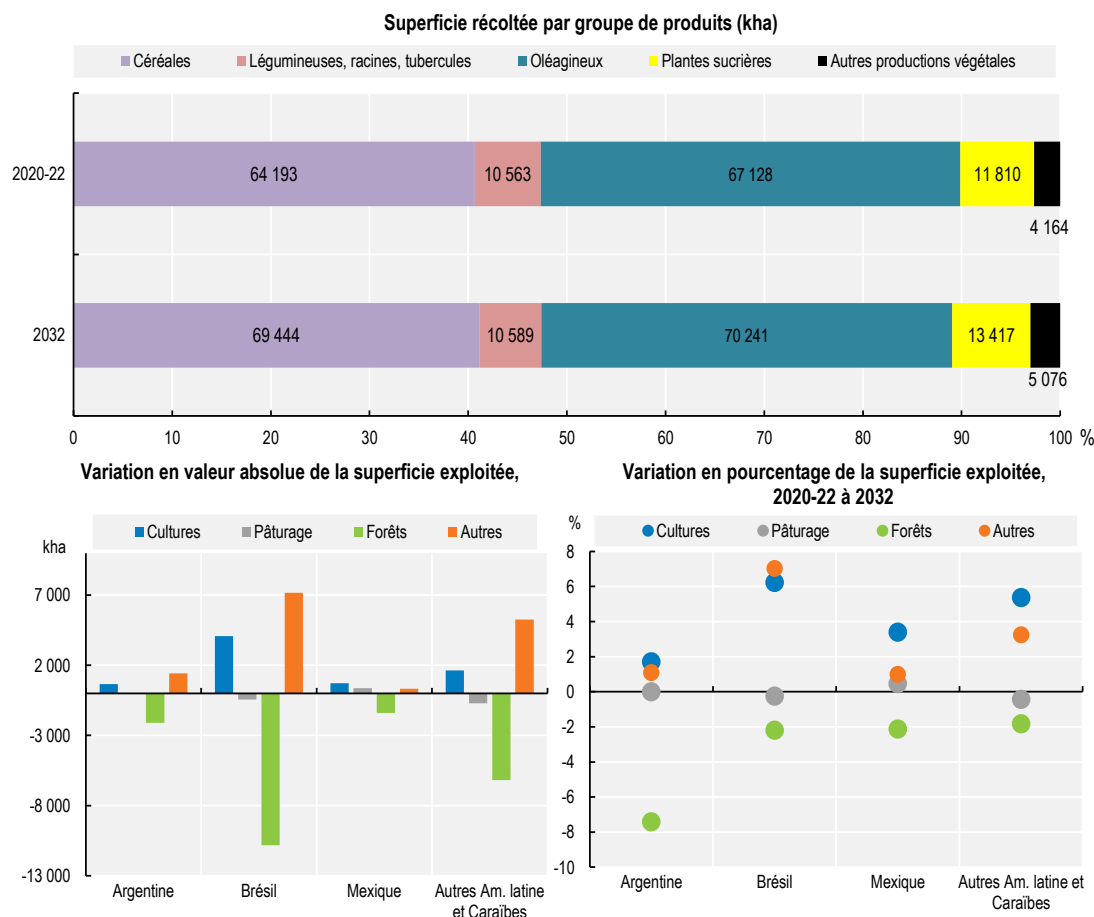
Graphique 2.28. Tendances d'évolution des parts de la région Amérique latine et Caraïbes dans les exportations



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/igmt7o>

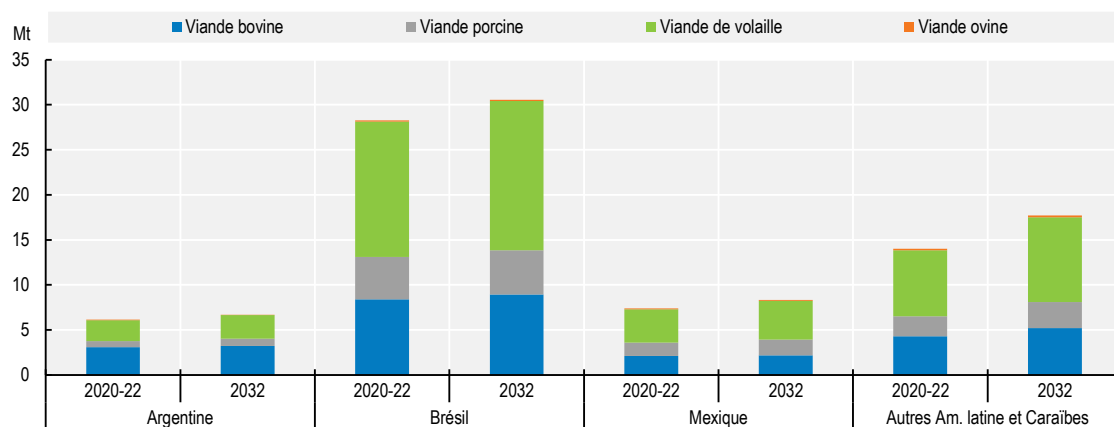
Graphique 2.29. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Amérique latine et Caraïbes



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/ycoxit>

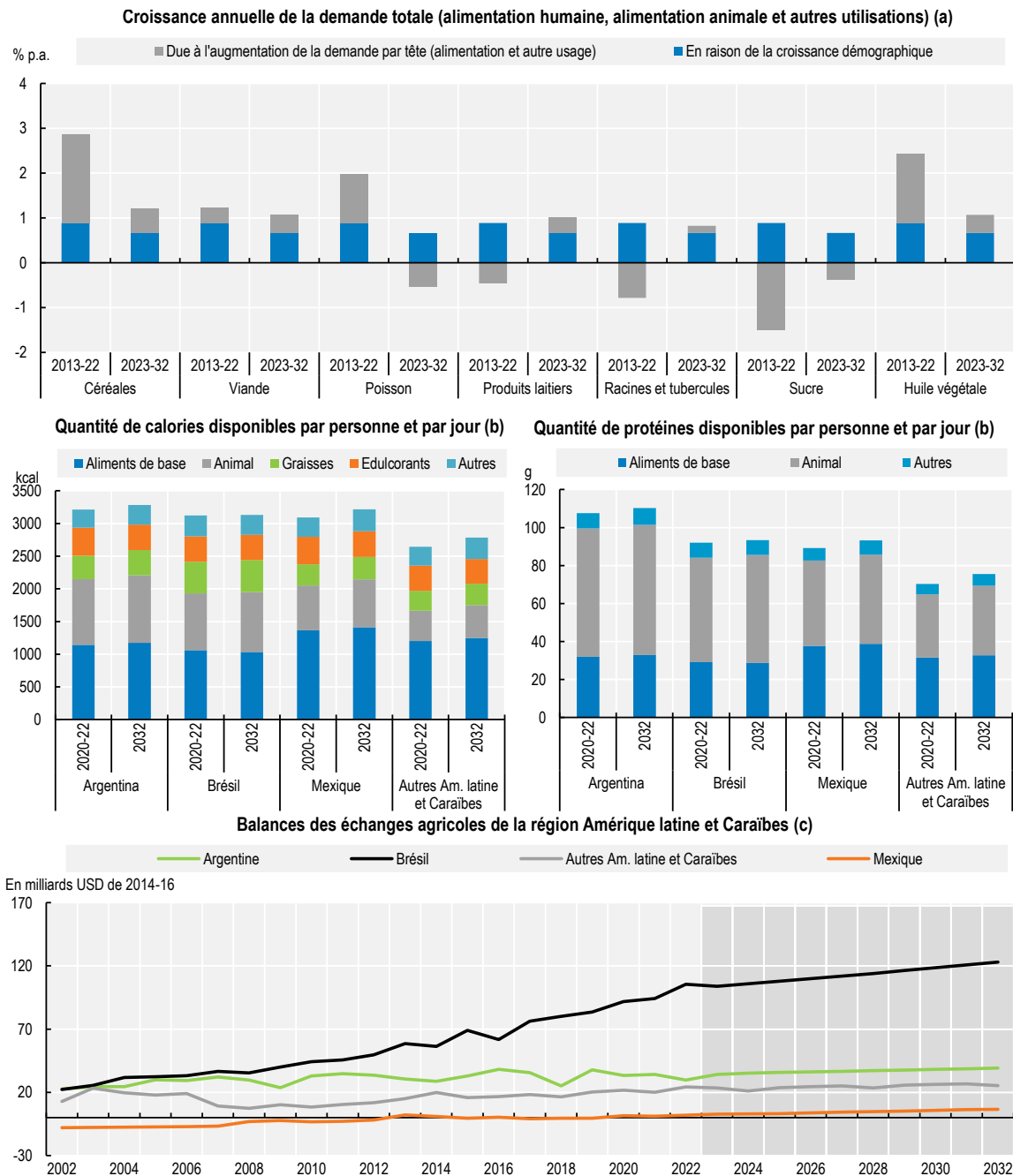
Graphique 2.30. Production animale en Amérique latine et dans les Caraïbes



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/ed61fl>

Graphique 2.31. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments de la région Amérique latine et Caraïbes



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; Aliments d'origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers hors beurre ; Aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/p5ytk9>

Tableau 2.7. Indicateurs régionaux : Amérique latine et Caraïbes

	Moyenne			%	Croissance ²	
	2010-12	2020-22 (référence)	2032	Référence à 2032	2013-22	2023-32
Hypothèses macroéconomiques						
Population ('000)	595 669	654 446	704 792	7.69	0.89	0.66
PIB par habitant ¹ (kUSD)	9.59	8.73	10.49	20.14	-1.47	1.58
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	355.5	437.7	488.9	11.69	2.00	1.01
Valeur nette de la production végétale ³	161.2	206.7	241.9	17.02	1.85	1.23
Valeur nette de la production animale ³	150.0	183.2	203.9	11.30	1.99	0.99
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	44.3	47.8	43.1	-9.82	2.76	0.06
Quantité produite (kt)						
Céréales	201 006	286 237	336 493	17.56	3.71	1.36
Légumineuses	7 401	7 212	7 944	10.15	-0.25	1.18
Racines et tubercules	14 532	14 084	15 040	6.79	0.02	0.84
Oléagineux ⁴	5 422	6 626	7 072	6.73	3.57	0.74
Viande	47 210	55 817	63 302	13.41	1.63	1.16
Produits laitiers ⁵	9 218	10 334	11 507	11.34	0.34	0.98
Produits halieutiques et aquacoles	15 702	16 869	15 204	-9.87	2.69	0.05
Sucre	56 385	56 249	64 632	14.90	-0.40	1.14
Huile végétale	21 311	27 837	32 955	18.39	1.91	1.21
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	5673.36	9278.75	11576.23	24.76	5.50	1.48
Éthanol	26 855	35 237	46 834	32.91	2.08	2.32
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	658 646	650 774	657 098	0.97	-0.10	0.09
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	150 296	155 801	162 905	4.56	0.42	0.33
Superficie totale des pâturages ⁷	508 350	494 973	494 193	-0.16	-0.26	0.01
Émissions de GES (Mt éq. CO ₂)						
Total	1 027	1 095	1 128	3.01	0.78	0.16
Imputables à la production végétale	98	106	112	5.98	1.75	0.60
Imputables à la production animale	910	959	983	2.54	0.59	0.10
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	2 867	2 927	3 012	2.91	0.07	0.26
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	80.5	83.7	87.1	4.1	0.2	0.3
Disponibilité alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	151.1	148.0	150.7	1.80	-0.16	0.17
Viande	46.9	49.7	51.9	4.31	0.46	0.37
Produits laitiers ⁵	15.9	15.9	16.5	3.68	-0.42	0.33
Produits halieutiques et aquacoles	10	11	11	1.77	0.13	0.29
Sucre	44	38	37	-4.18	-1.27	-0.39
Huile végétale	17	18	18	2.95	0.11	0.18
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	88	153	194	26.76	..	..
Valeur des exportations ³	161	248	305	22.88	4.19	1.70
Valeur des importations ³	74	95	111	16.63	3.15	1.19
Taux d'autosuffisance alimentaire ¹⁰						
Céréales	102.7	112.8	113.6	0.72	1.32	0.23
Viande	111.0	112.4	112.7	0.23	0.39	0.09
Sucre	211.5	226.2	245.5	8.56	0.65	1.04
Huile végétale	122.6	125.5	129.7	3.34	-0.65	0.15

Notes : 1. PIB par habitant en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo et des valeurs des prix de référence internationaux moyens pour 2004-06. 4. Les oléagineux représentent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les poudres de lait et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie des terres cultivées rend compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Les pâturages désignent les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories/protéines quotidiennes par habitant représentent la consommation alimentaire par habitant et par jour, et non la quantité absorbée. 9. Les aliments de base sont les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance est calculé comme suit : $\text{production} / (\text{production} + \text{importations} - \text{exportations}) * 100$.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

References

- CESAO, FAO, IFAD, UNICEF, PMA et OMS (2022), *The State of Food Security and Nutrition in the World 2022*, FAO, Rome, <https://doi.org/10.4060/cc0639en>. [8]
- Chamberlin, J., T. Jayne et D. Headey (2014), « Scarcity amidst abundance? Reassessing the potential for cropland expansion in Africa », *Food Policy*, vol. 48, pp. 51-65, <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2014.05.002>. [6]
- FAO (2022), *Ukraine: Impact of the war on agriculture and rural livelihoods in Ukraine*, FAO, <https://doi.org/10.4060/cc3311en>. [9]
- FAO, IFAD, PAHO, PAM et UNICEF (2023), *Regional Overview of Food Security and Nutrition – Latin America and the Caribbean 2022*, FAO, <https://doi.org/10.4060/cc3859en>. [13]
- Frezal, C., S. Gay et C. Nenert (2021), « The Impact of the African Swine Fever outbreak in China on global agricultural markets », *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, n° 156, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/96d0410d-en>. [15]
- Fuglie, K. (2015), « Accounting for growth in global agriculture », *Bio-Based and Applied Economics*, vol. 4/3, pp. 201-234, <https://doi.org/10.13128/BAE-17151>. [12]
- Jayne, T. et al. (2016), « Africa's changing farm size distribution patterns: the rise of medium-scale farms », *Agricultural Economics*, vol. 47/S1, pp. 197-214, <https://doi.org/10.1111/agec.12308>. [5]
- Kelly, M. (2016), « The Nutrition Transition in Developing Asia: Dietary Change, Drivers and Health Impacts », dans *Eating, Drinking : Surviving, SpringerBriefs in Global Understanding*, Springer International Publishing, Cham, https://doi.org/10.1007/978-3-319-42468-2_9. [3]
- Law, C., I. Fraser et M. Piracha (2019), « Nutrition Transition and Changing Food Preferences in India », *Journal of Agricultural Economics*, vol. 71/1, pp. 118-143, <https://doi.org/10.1111/1477-9552.12322>. [2]
- OCDE/FAO (2019), *OECD-FAO Agricultural Outlook 2019-2028*, OECD Publishing, Paris/Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2019-en. [14]
- Reardon, T. et al. (2014), *Urbanization, Diet Change, and Transformation of food supply chains in Asia*, Michigan State University, Global Center for Food Systems Innovation, https://www.fao.org/fileadmin/templates/ags/docs/MUFN/DOCUMENTS/MUS_Reardon_2014.pdf. [4]
- Tarasuk, V. et A. Mitchell (2020), *Household food insecurity in Canada, 2017-18*, Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF), <https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2020/03/Household-Food-Insecurity-in-Canada-2017-2018-Full-Reportpdf.pdf>. [11]
- UN DESA (2020), *World Population Ageing 2019*, United Nations, New York, <https://doi.org/10.18356/6a8968ef-en>. [1]
- UN WWDR (2022), *World Water Development Report 2022: Groundwater: Making the invisible visible*, United Nations, New York, <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380721>. [7]
- Weersink, A. et al. (2021), « COVID-19 and the agri-food system in the United States and Canada », *Agricultural Systems*, vol. 188, p. 103039, <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2020.103039>. [10]

Notes

¹ Australie, Chine, Corée du Sud, Japon et Nouvelle-Zélande.

² Source OCDE-FAO interpolée pour 2017-19 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, avec les données relatives aux dépenses alimentaires et aux PIB exploitées dans les présentes *Perspectives*.

³ Dans cette analyse, l'UE27 est considérée comme une seule et même région.

⁴ Fuglie, Keith (2015). « Accounting for growth in global agriculture » *Bio-based and Applied Economics* 4 (3): 221-254. Les estimations sont établies à partir d'un ensemble de données sur la productivité de l'agriculture à l'échelle internationale compilées par le ministère de l'Agriculture des États-Unis. Voir <https://www.ers.usda.gov/data-products/international-agricultural-productivity>.

⁵ Le taux de dépendance des personnes âgées est le rapport entre la population âgée de 65 ans ou plus et celle âgée de 15 à 64 ans.

⁶ Source OCDE-FAO interpolée pour 2017-19 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, avec les données relatives aux dépenses alimentaires et aux PIB exploitées dans les présentes *Perspectives*.

⁷ Fuglie, Keith (2015). « Accounting for growth in global agriculture », *Bio-based and Applied Economics*, 4 (3): 221-254. (mis à jour avec les données de 2019, USDA).

⁸ Voir le chapitre « Asie du Sud-Est : Perspectives et défis » dans les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026*.

⁹ Source OCDE-FAO interpolée pour 2018-20 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, en utilisant les données sur les dépenses alimentaires et les PIB de ces *Perspectives*.

¹⁰ Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce, <https://www.unescap.org/resources/escap-world-bank-trade-cost-database>.

Voir la synthèse dans le rapport Tralac : <https://www.tralac.org/resources/infographics/15537-intra-africa-non-tariff-trade-costs-for-the-period-2015-2019.html>.

¹¹ Moyen-Orient : Arabie saoudite et autres pays d'Asie occidentale. Les moins avancés : pays d'Afrique du Nord les moins avancés. Afrique du Nord : autres pays d'Afrique du Nord. Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif du regroupement régional des pays.

¹² Source OCDE-FAO interpolée pour 2018-20 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, en utilisant les données sur les dépenses alimentaires et les PIB de ces *Perspectives*.

¹³ Fuglie, K. (2015). « Accounting for growth in global agriculture » *Bio-based and Applied Economics*, 4 (3): 221-254. (mis à jour avec les données de 2019, USDA, regroupement des pays par région).

¹⁴ Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif des groupements de pays.

¹⁵ Source OCDE-FAO interpolée pour 2018-20 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, avec les données relatives aux dépenses alimentaires et aux PIB exploitées dans les présentes *Perspectives*.

¹⁶ Chili, Colombie, Paraguay, Pérou, Amérique centrale et du Sud et Caraïbes. Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif des groupements de pays.

¹⁷ Source OCDE-FAO interpolée pour 2018-20 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, avec les données relatives aux dépenses alimentaires et aux PIB exploitées dans les présentes *Perspectives*.

¹⁸ Fuglie, K. (2015), « Accounting for growth in global agriculture », *Bio-based and Applied Economics*, 4 (3): 221-254. (mis à jour jusqu'en 2019, USDA).

3

Céréales

Ce chapitre décrit l'évolution des marchés et les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des céréales sur la période 2023-32. Les projections couvrent la consommation, la production, les échanges et le prix du maïs, du riz, du blé et d'autres céréales secondaires. Ce chapitre s'achève par un examen des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des céréales au cours de la prochaine décennie.

3.1. Principaux éléments des projections

La croissance de la demande ralentit, les rendements stimulent la production

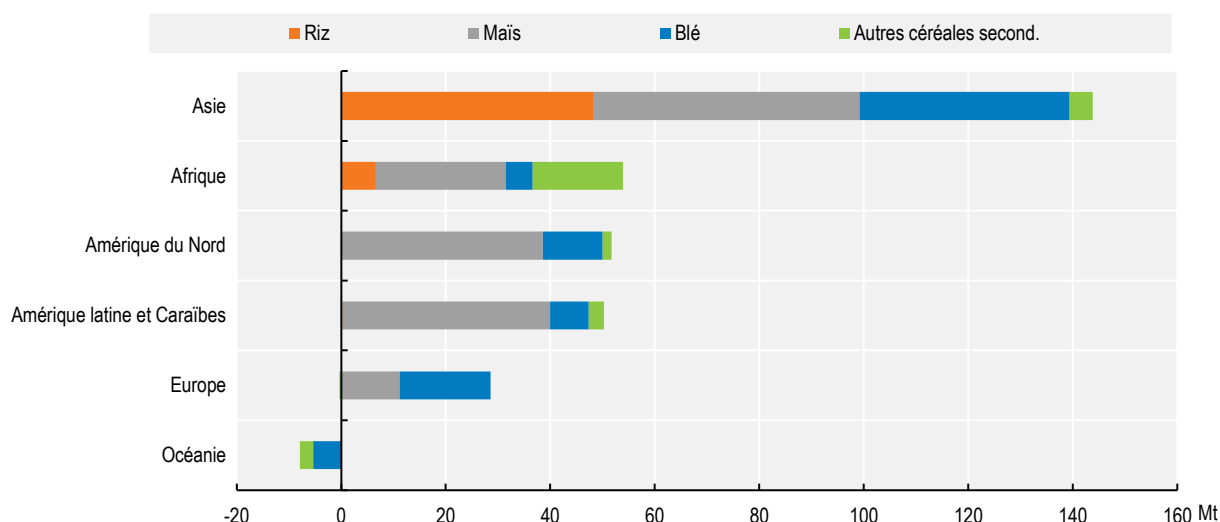
Au cours des dix prochaines années, la croissance de la demande de céréales devrait ralentir par rapport à la décennie précédente en raison d'une progression plus lente de la demande pour les aliments pour animaux, les biocarburants et d'autres usages industriels. En outre, dans de nombreux pays, la consommation directe par habitant de la plupart des céréales atteint un niveau de saturation, ce qui limite la croissance de la demande globale. L'essentiel de la hausse de la demande alimentaire s'explique par un accroissement démographique, notamment dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Sous l'effet de l'expansion démographique, la consommation de blé et de riz en Asie, ainsi que celle de millet, de sorgho et de maïs blanc en Afrique, devraient augmenter. Par ailleurs, l'importance croissante du riz dans les régimes alimentaires africains devrait se traduire par une hausse continue de sa consommation par habitant sur ce continent.

Durant la prochaine décennie, l'augmentation de la production mondiale de céréales sera alimentée par la hausse des rendements et l'intensification de l'exploitation des terres arables existantes. La disponibilité et l'adoption accrues de variétés de semences nouvelles et améliorées, l'utilisation plus intensive et efficace des intrants et l'amélioration des pratiques agricoles seront à l'origine de cette augmentation attendue. De plus, les perturbations du marché pourraient faire ressurgir les mesures visant à accroître la production intérieure afin de réduire l'exposition aux marchés mondiaux. Cependant, la croissance de la production pourrait être limitée par les répercussions du changement climatique sur les rendements, un accès limité aux nouvelles technologies dans certains pays et des investissements insuffisants. Par ailleurs, la prise de conscience écologique et les nouvelles mesures environnementales pourraient freiner la croissance des rendements.

La production mondiale de céréales devrait augmenter de 320 Mt par rapport à son niveau actuel pour atteindre 3.1 Gt d'ici 2032, essentiellement grâce au maïs et au riz. Comme lors de la décennie écoulée, cette hausse devrait être principalement attribuable aux pays asiatiques, qui représenteront environ 45 % de la croissance mondiale. L'Afrique, où le maïs et les autres céréales secondaires restent les principaux moteurs de la croissance, contribuera dans une plus grande mesure à la croissance mondiale de la production de céréales par rapport à la décennie précédente. L'Amérique latine et les Caraïbes représenteront également une part non négligeable de la hausse, principalement de maïs. En supposant des conditions de culture moyennes, l'Océanie ne devrait pas maintenir la production record affichée pendant la période de référence (Graphique 3.1).

À l'échelle mondiale, 17 % de la production mondiale de céréales a fait l'objet d'échanges internationaux en 2022. Néanmoins, cette part varie selon les céréales, s'échelonnant entre 10 % pour le riz et 25 % pour le blé. Cette part devrait rester stable au cours des dix prochaines années. L'Asie devrait conserver sa position de première région exportatrice de riz au monde, tandis qu'en majorité, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes importeront du blé et exporteront du maïs. De nombreux pays africains et asiatiques devraient accroître leur dépendance vis-à-vis des importations de céréales au cours de la prochaine décennie.

Graphique 3.1. Contribution régionale à la hausse de la production de céréales, 2020-22 à 2032



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Les échanges mondiaux de céréales devraient croître de 11 %, représentant 530 Mt en 2032. Le blé sera à l'origine d'environ 43 % de cette augmentation, la part restante se répartissant entre le maïs (34 %) et le riz (20 %) et les autres céréales secondaires (3%). La Fédération de Russie (ci-après la « Russie ») devrait demeurer au premier rang des exportations mondiales de blé, avec une part de 23 % en 2032. Les États-Unis resteront le premier exportateur de maïs, suivis de près par le Brésil, tandis que l'Union européenne maintiendra sa position de principal exportateur de céréales secondaires. S'agissant du riz, les principaux exportateurs mondiaux resteront l'Inde, la Thaïlande et le Viet Nam, tandis que le Cambodge et le Myanmar joueront un rôle de plus en plus important dans les exportations. Comme les années précédentes, la demande d'aliments pour animaux de la Chine devrait être un facteur clé sur les marchés des céréales. Les projections reposent sur l'hypothèse que les importations chinoises de maïs et de blé se maintiendront en deçà des pics récents et qu'elles atteindront 19 Mt et 7.5 Mt respectivement d'ici 2032.

Les prix nominaux des céréales devraient rester élevés pendant la campagne 2023-24. Toutefois, si les rendements moyens et la stabilité géopolitique se maintiennent, ces prix pourraient renouer avec leur tendance baissière à long terme en valeur réelle jusqu'en 2032.

Les restrictions liées à la pandémie de la covid-19 (dont certaines restent en vigueur en République populaire de Chine – ci-après la « Chine »), la guerre que de la Russie contre l'Ukraine, les maladies animales, la baisse de la production due à des événements météorologiques extrêmes dans certains pays, les coûts élevés des engrais et des transports, de même que l'environnement macroéconomique, dont la forte inflation, ont provoqué une brusque augmentation du prix des céréales. Ces facteurs devraient s'atténuer d'ici 2024, mais pourraient malgré tout influencer sur les prix pendant la période de projection. En outre, les perturbations des échanges qu'entraîne l'instabilité politique et les tentatives de maîtrise de l'inflation pourraient également avoir de profondes répercussions sur les marchés. Certains pays ont annoncé leur intention d'élaborer des stratégies de gestion des prix intérieurs, comme la constitution de stocks, les restrictions à l'exportation, la mise en place d'obstacles à l'importation et la hausse des subventions pour les producteurs et les consommateurs, mais la mise en place de ces mesures reste souvent peu claire et difficilement réalisable sur le plan financier.

3.2. Tendances actuelles des marchés

Baisse des prix du blé et des céréales secondaires après les pics récemment enregistrés

En 2022-23, la situation du marché des céréales (blé et céréales secondaires) est assez mitigée par rapport à la campagne précédente. La production mondiale de blé a atteint des niveaux inédits et les stocks mondiaux augmentent. En revanche, la production de maïs et d'autres céréales secondaires n'a pas été suffisante pour répondre à la demande, entraînant une diminution inattendue des stocks mondiaux de céréales secondaires à la fin de la campagne en 2023. Bien que l'Initiative céréalière de la mer Noire ait facilité le transport de plus de 15 millions de tonnes de céréales jusqu'en avril 2023, contribuant à accroître l'offre et à calmer en partie l'incertitude sur les marchés des céréales, la production exportée par l'Ukraine reste limitée.

S'agissant du riz, après plusieurs années consécutives de récoltes exceptionnelles, le mauvais temps et la hausse des coûts de production devraient entraîner une baisse de la production mondiale en 2022-23, même si, grâce à un volume de plantations qui reste important, les récoltes mondiales devraient se maintenir au-dessus de la moyenne. La diminution prévue de la production de cette campagne, combinée aux nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics, pourrait empêcher une nouvelle augmentation de la consommation mondiale de riz et faire baisser les échanges mondiaux de cette céréale en 2023. Cependant, du fait des efforts déployés par certains pays pour reconstituer leurs stocks, les réserves mondiales de riz devraient atteindre leur deuxième plus haut niveau enregistré en 2022-23.

3.3. Projections concernant les marchés

3.3.1. Consommation

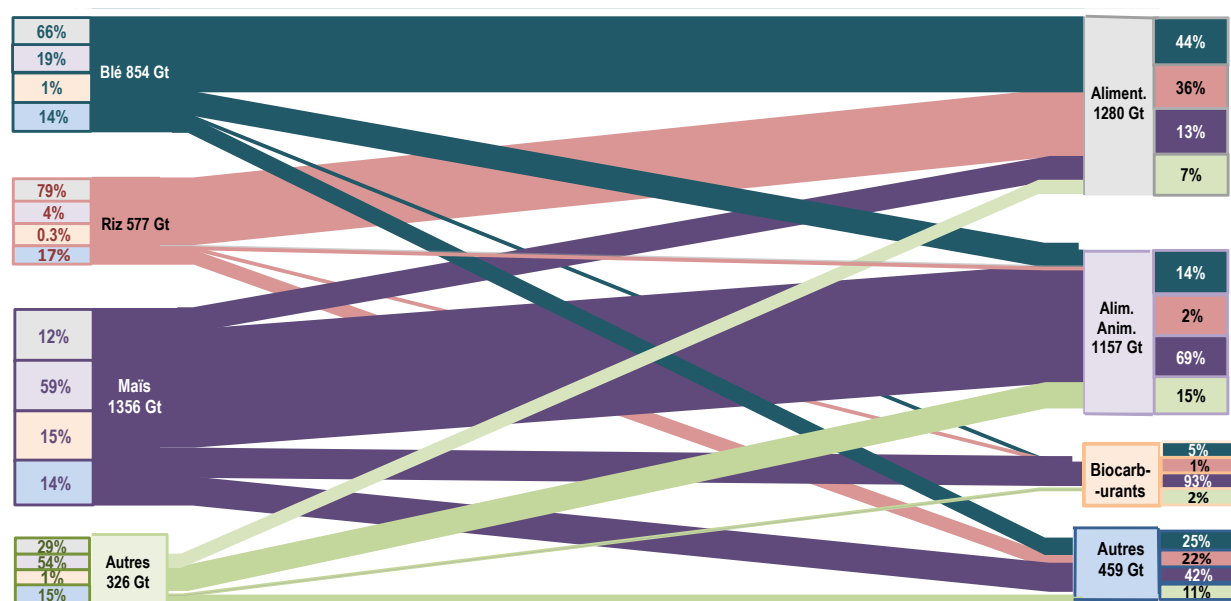
Les pays asiatiques alimenteront la croissance de la demande de céréales destinées à l'alimentation humaine et animale

L'alimentation humaine continuera de représenter la majeure partie de la demande de céréales, suivie de près par l'alimentation animale. En 2032, 41 % de l'ensemble des céréales sera directement consommé par l'homme, tandis que 37 % seront utilisés pour les aliments pour animaux. Les biocarburants et les autres usages devraient représenter les 22 % restants. Toutefois, ces parts varient selon le type de céréales. Si le blé et le riz sont principalement utilisés pour la consommation humaine, le maïs et les autres céréales secondaires sont majoritairement destinés à la consommation animale (Graphique 3.2).

Entre 49 % et 65 % de la consommation mondiale de *céréales* a lieu dans les cinq principaux pays consommateurs de chaque céréale (Graphique 3.3), ce qui est nettement moins concentré que la production (voir ci-dessous Graphique 3.4). La consommation mondiale de céréales devrait légèrement progresser pour passer de 2.8 Gt pendant la période de référence à 3.1 Gt en 2032, principalement sous l'effet de leur utilisation accrue pour l'alimentation humaine (+148 Mt) et animale (+130 Mt). Les pays asiatiques représenteront près de la moitié de cette projection d'augmentation de la demande.

Pendant la prochaine décennie, la hausse de la consommation mondiale de céréales destinées à l'alimentation animale devrait être due au premier chef au maïs (1.3 % par an), suivi par le blé (0.9 % par an) et les autres céréales secondaires (0.6 % par an). La consommation de céréales destinées à l'alimentation humaine devrait croître à un rythme plus lent que celui des dix dernières années.

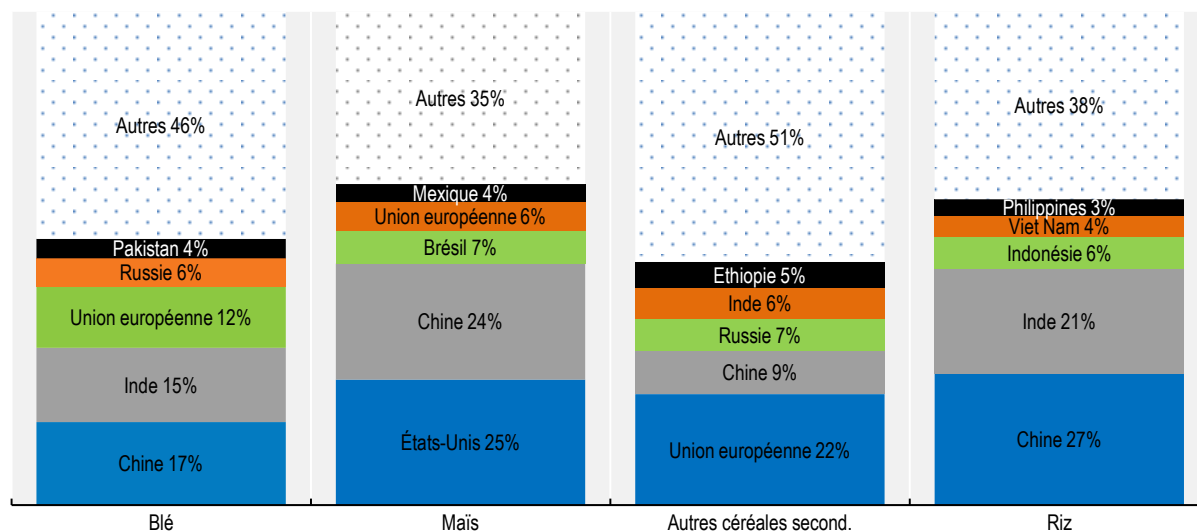
Graphique 3.2. Consommation mondiale de céréales en 2032



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/tegpql>

Graphique 3.3. Concentration de la demande mondiale de céréales en 2032



Note : les chiffres indiqués correspondent aux pourcentages du total mondial correspondant.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

En 2032, la consommation de *blé* devrait croître de 11 % par rapport à la période de référence. Quatre pays représentent les deux cinquièmes de cette hausse : l'Inde, le Pakistan, l'Égypte et la Chine. L'utilisation mondiale de blé pour l'alimentation humaine devrait croître de 57 Mt, mais se maintenir aux alentours de 66 % de la consommation totale. La hausse sera plus faible que lors de la précédente décennie du fait du ralentissement du taux de croissance de la population mondiale.

À l'échelle mondiale, la hausse prévue de la consommation humaine de blé devrait être trois fois supérieure à celle du blé destiné à l'alimentation animale, en particulier en Asie où la demande de produits alimentaires transformés tels que les pâtisseries et les nouilles est en progression. Ces produits nécessitent du blé de qualité supérieure riche en protéines, qui est produit aux États-Unis, au Canada, en Australie et, dans une moindre mesure, dans l'Union européenne. En Afrique du Nord et en Asie occidentale, des pays tels que l'Égypte, la Türkiye et la République islamique d'Iran resteront d'importants consommateurs de blé, avec des niveaux élevés de consommation par habitant. La production mondiale d'éthanol à base de blé devrait se redresser, étant donné que les hausses de production en Inde compenseront les baisses de production d'autres pays.

La consommation mondiale de *maïs* devrait augmenter de 1.2 % par an, soit à un rythme bien plus lent que celui de 2.3 % par an de la décennie précédente. Cet accroissement résulte principalement d'une hausse des revenus qui se traduit par une augmentation de la demande d'aliments pour animaux. Cette dernière, qui représente la majeure partie de la consommation totale, passera de 57 % au cours de la période de référence à 59 % approximativement en 2032. Cinquante-deux pourcent de la hausse de la consommation en alimentation animale sera attribuable aux pays asiatiques (dont plus de la moitié à la Chine), en raison de l'essor rapide des secteurs de l'élevage et de la volaille. Au niveau mondial, la demande d'aliments pour animaux devrait croître de 110 Mt, principalement en Chine, aux États-Unis, au Brésil, en Indonésie, en Argentine, en Inde, au Viet Nam et en Égypte pour s'établir à 794 Mt. En Asie du Sud-Est, la consommation évoluera à la hausse en raison de l'expansion rapide du secteur de la volaille.

L'utilisation du maïs pour l'alimentation humaine devrait augmenter principalement en Afrique subsaharienne, où la croissance de population est forte. Le maïs blanc¹ restera un aliment de base important, représentant environ un quart de l'apport calorique total. La consommation de maïs pour l'alimentation humaine dans les pays africains devrait enregistrer une hausse de 2.7 % par an approximativement.

À l'échelle mondiale, l'utilisation de maïs pour la production de biocarburants devrait progresser bien plus lentement qu'au cours des vingt dernières années, les marchés nationaux de l'éthanol des principaux producteurs étant limités par les mesures relatives aux biocarburants. Ensemble, le Brésil et les États-Unis représentent plus de 80 % de cette hausse.

L'utilisation mondiale des autres céréales secondaires _sorgho, orge, millet, seigle et avoine_ devrait augmenter de près de 23 Mt – soit 0.8 % par an – au cours des dix ans à venir, contre 0.2 % par an lors de la précédente décennie, tirée par un surcroît d'utilisation dans les pays africains et asiatiques, tandis que la consommation devrait rester stable dans les pays à revenu élevé. La part de l'alimentation humaine dans la consommation totale devrait passer de quelque 26 % au cours de la période de référence à 29 % en 2032. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, et notamment en Éthiopie, le millet représente une source essentielle de nourriture du fait de sa résistance aux sécheresses et aux conditions climatiques variées de la région.

Le riz est principalement destiné à la consommation humaine et représente l'un des principaux aliments de base en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et de plus en plus, en Afrique. La consommation mondiale de riz devrait s'accroître de 1.1 % par an, contre 0.9 % durant la décennie précédente, les pays asiatiques représentant 66 % de la hausse prévue, du fait de l'augmentation de la population plus que de celle de la consommation par habitant (Tableau 3.1). Dans les différentes régions, seule l'Afrique devrait afficher des hausses significatives de la consommation de riz par habitant. Au niveau mondial, la

consommation moyenne de riz par habitant devrait augmenter de 0.9 kg pour atteindre 53 kg par an approximativement.

Tableau 3.1. Consommation de riz par habitant

kg/personne/an

	2020-22	2032	Taux de croissance (% par an)
Afrique	26.5	30.0	1.01
Amérique du Nord	11.9	12.7	0.33
Europe	7.2	7.2	0.33
Océanie	19.7	20.1	0.05
Amérique latine et Caraïbes	25.7	25.2	-0.02
Asie	74.2	75.5	0.27

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

3.3.2. Production

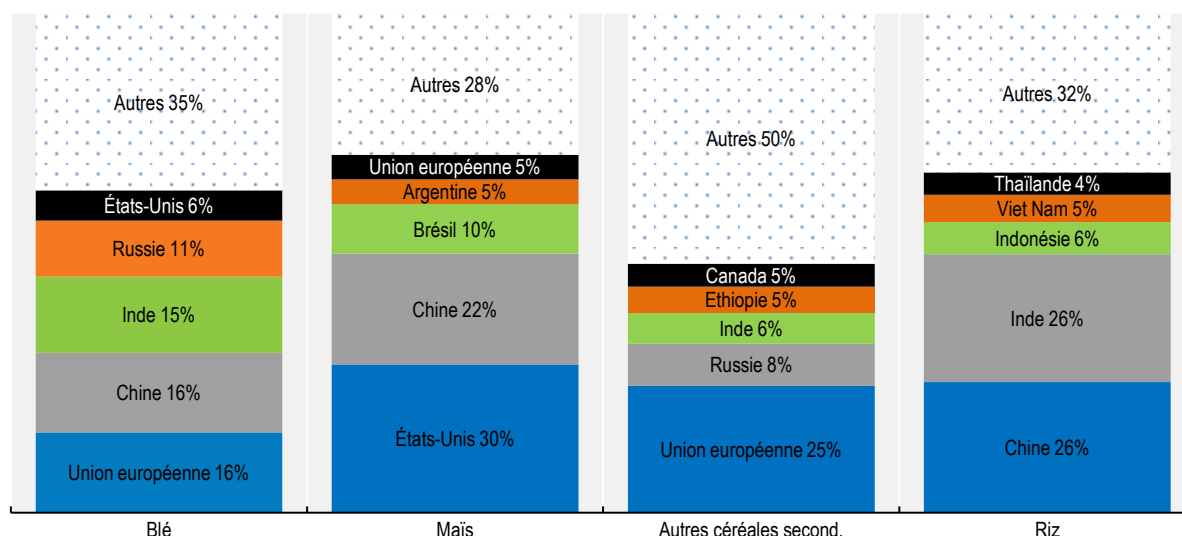
L'amélioration des technologies et des pratiques culturales soutient la croissance des rendements et de la production

La superficie mondiale récoltée en céréales devrait augmenter de 14.6 Mha (2 %) d'ici 2032. Elle progressera principalement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour gagner environ 5 Mha, notamment en Argentine et au Brésil. À l'échelle planétaire, les superficies de blé, de maïs et de riz devraient augmenter respectivement de 1 %, 5 % et 1 %, alors que celles des autres céréales secondaires devraient stagner. La baisse des superficies récoltées en riz en Chine, au Japon, et au Brésil sera compensée par des augmentations en Inde, en Thaïlande et dans les pays africains. Par rapport à la décennie précédente, la disponibilité des terres sera restreinte à l'avenir, étant donné que de nombreux gouvernements imposent des contraintes à la conversion de forêts ou de prairies en terres arables et que l'urbanisation se poursuit. Ainsi, la production mondiale devrait augmenter en grande partie sous l'effet de l'intensification. Cette augmentation des rendements découlant de l'amélioration de la technologie et des pratiques culturales, notamment dans les pays à revenu intermédiaire, devrait contribuer à l'accroissement de la production de céréales à l'avenir. Les rendements mondiaux devraient augmenter de près de 8 % pour le blé et les autres céréales secondaires, de 9 % pour le maïs et de 10% pour le riz.

La production mondiale de *blé* devrait progresser de 76 Mt pour s'établir à 855 Mt d'ici à 2032, dont 40 Mt seront le fait de l'Asie (Graphique 3.1), un rythme de croissance plus lent que celui de la décennie précédente.


L'Inde, troisième producteur mondial de blé, devrait fournir la plus grande partie du blé supplémentaire, représentant plus d'un quart de la hausse de la production mondiale, grâce à l'amélioration des rendements et à l'extension des superficies cultivées découlant des politiques nationales mises en œuvre pour améliorer l'autosuffisance du pays en blé. Des hausses notables de la production seront également enregistrées en Russie, au Canada, en Argentine et au Pakistan. L'Union européenne devrait devenir le premier producteur de blé en 2032 (Graphique 3.4), supplantant la Chine, où la production de blé réagit à la baisse de la demande liée à la croissance démographique négative.

Graphique 3.4. Concentration de la production mondiale de céréales en 2032



Note : les chiffres indiqués correspondent aux pourcentages du total mondial correspondant.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/kx562v>

La production mondiale de *maïs* devrait croître de 165 Mt pour s'établir à 1.36 Gt en 2032, les hausses les plus fortes étant observées aux États-Unis et en Chine, suivis par le Brésil, l'Argentine et l'Inde. Au Brésil, l'augmentation de la production sera essentiellement induite par la hausse de la production de maïs de seconde récolte après la récolte du soja. Aux États-Unis, le taux de croissance de la production devrait s'établir au-dessous de la moyenne mondiale de 1.2 % par an, à 0.6 % par an sur les dix prochaines années.

En Afrique subsaharienne, l'accroissement de 24 Mt de la production totale de maïs devrait être dû en grande partie au maïs blanc. La hausse de la production de maïs devrait s'expliquer principalement par l'amélioration des rendements.

En Chine, la production de maïs a diminué entre 2015 et 2018 en raison des nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics en 2016 qui ont supprimé le dispositif de soutien des prix pour mettre fin à l'accumulation des stocks. Ces mécanismes ont été remplacés par des politiques d'achat obéissant à la logique du marché associées à des subventions directes aux producteurs. En 2015, le ratio stocks/consommation du maïs était de près de 80 % d'après les estimations. Il est tombé à environ 52 % ces trois dernières années, un chiffre très proche du ratio estimé pour la période 2007-09 avant le début de l'accumulation des stocks. Ces chiffres indiquent que les stocks temporaires étaient épuisés en 2019. Le ratio stocks/consommation devrait s'élever à environ 50 % durant la période de projection. À mesure que les agriculteurs chinois s'adapteront à la nouvelle politique, la production de maïs devrait gagner en compétitivité. En effet, la Chine devrait contribuer pour près d'un quart à l'augmentation de la production mondiale de maïs.

La production mondiale d'autres céréales secondaires devrait atteindre 330 Mt d'ici à 2032, en hausse de 23 Mt par rapport à la période de référence. Les pays africains contribueront également pour près de 75 % à cette augmentation. L'Afrique, qui connaît l'augmentation de population la plus rapide, s'appuie sur d'autres céréales telles que le millet et le sorgho, principalement destinées à la consommation humaine. À l'échelle des pays, l'Éthiopie, l'Inde, le Nigéria et l'Argentine seront les principaux contributeurs à la croissance de la production mondiale. Au sein de l'Union européenne, la production diminuera par rapport

à la période de référence, qui inclut la récolte record de 2020, en raison du ralentissement de la progression de la demande d'aliments pour animaux.

La production mondiale de *riz* devrait croître de 55 Mt pour se porter à 577 Mt en 2032. L'amélioration des rendements devrait alimenter cette croissance. L'augmentation de la production des pays asiatiques, qui représentent la majeure partie de la production mondiale de riz, devrait être vigoureuse. La progression la plus importante devrait avoir lieu en Inde, suivie par les pays d'Asie les moins avancés, le Viet Nam, la Thaïlande et la Chine. L'Inde restera un important producteur de riz Indica et de riz Basmati.

La Chine, classée au premier rang mondial de la production de riz, devrait accroître sa production à un rythme similaire à celui des dix dernières années. Comme pour la plupart des grands producteurs de riz, les gains de production prévus en Chine devraient découler d'une amélioration des rendements, les actions visant à cesser toute culture sur les terres les moins productives étant supposés se poursuivre dans le cadre de l'objectif général d'amélioration de la qualité de du riz produit. Dans les pays à revenu élevé tels que la Corée et le Japon, la production devrait rester orientée à la baisse. Si, au sein de l'Union européenne, la production affichera un niveau proche de celui de la période de référence, aux États-Unis et en Australie, elle progressera respectivement de 0.7 % et 1.7 % approximativement.

3.3.3. Échanges

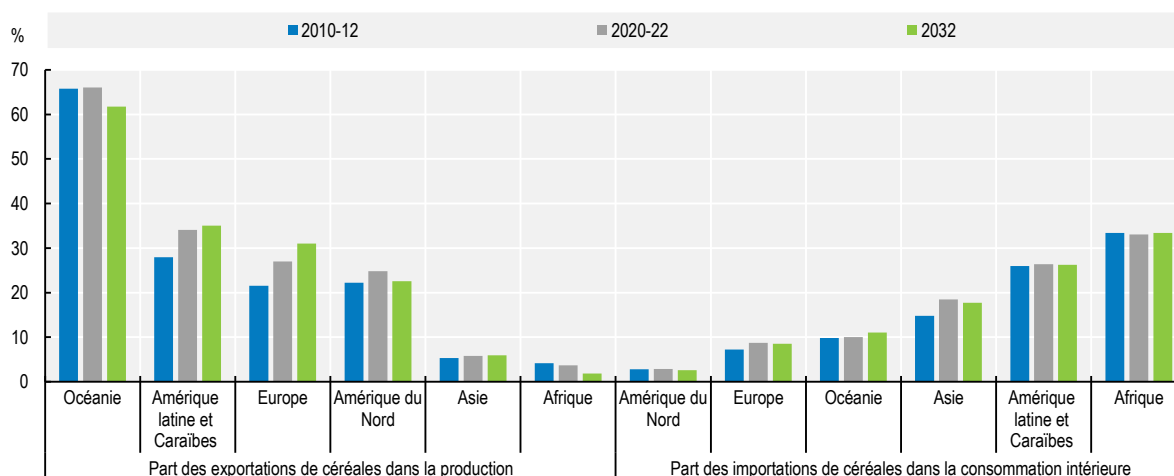
Les échanges de céréales resteront dynamiques, mais la part des pays évoluera

Les échanges de céréales représentent quelque 17 % de la consommation mondiale, qui devrait se maintenir jusqu'en 2032. Les Amériques et l'Europe fournissent traditionnellement des céréales à l'Asie et à l'Afrique, où l'augmentation de la demande de céréales destinées à la consommation humaine et animale, qui découle de la croissance démographique et du développement du secteur de l'élevage, est plus rapide que celle de la production intérieure. Cette dynamique devrait se maintenir au cours des dix prochaines années et les exportations de céréales devraient augmenter de 11 % par rapport à la période de référence d'ici à 2032. Le Graphique 3.5 illustre l'importance des échanges de céréales par rapport à la production et à la consommation. Les échanges nets de céréales sont faibles pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Océanie, même si la part des exportations de céréales dans la production intérieure de ces deux régions, soit 62 % et 35 % respectivement en 2032, fait partie des plus élevées. Parmi toutes les régions, c'est en Afrique que les importations de céréales contribuent le plus à la consommation intérieure et d'ici 2032, près de 34 % de la consommation intérieure de céréales en Afrique proviendra de pays non africains.

Les exportations de *blé* devraient augmenter de 20 Mt pour s'établir à 214 Mt à l'horizon 2032, la Russie demeurant le premier exportateur mondial, avec une part de 23 % des exportations mondiales (Graphique 3.6).

L'Union européenne, qui se classe au deuxième rang des exportateurs de blé, représentera 17 % des échanges internationaux en 2032, même si les exportations devraient rester inférieures aux niveaux sans précédent de 2019 et de 2022. Elle devrait maintenir ses parts sur le marché international par rapport à la période de référence, principalement du fait de la croissance limitée dans la région de la mer Noire. Pour la même raison, et à cause de la mauvaise récolte de 2021 qui a réduit le volume des échanges de la période de référence, le Canada devrait gagner des parts de marché et atteindre 13 % des exportations mondiales de blé à l'horizon 2032. Les États-Unis, le Canada, l'Australie et l'Union européenne devraient conserver les marchés du blé de qualité supérieure et à teneur élevée en protéines, en particulier en Asie. La Russie et l'Ukraine pourraient être amenées à intervenir sur ces marchés, mais ces deux pays seront plus compétitifs sur les marchés du blé tendre, tels que ceux de l'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient. Le volume de blé importé par les régions de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient devrait faire légèrement augmenter la part de leurs importations dans les échanges totaux de 25 % actuellement à 26 % pendant la prochaine décennie.

Graphique 3.5. Les échanges en pourcentage de la production et de la consommation

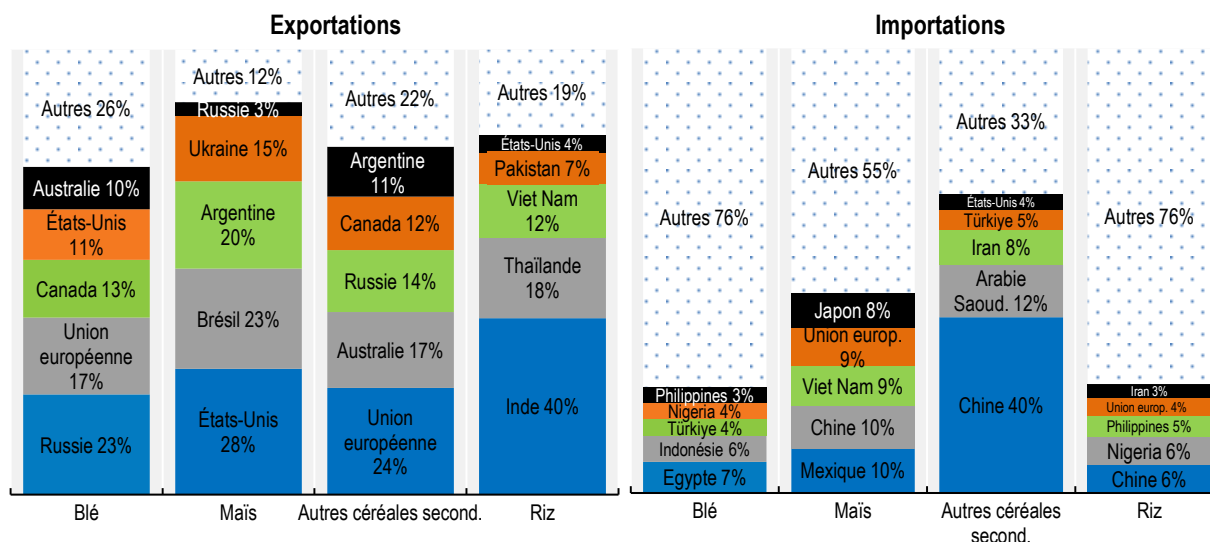


Note : ces estimations incluent les échanges intrarégionaux à l'exception de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/fqg310>

Graphique 3.6. Concentration des échanges mondiaux de céréales en 2032



Note : les chiffres indiqués correspondent aux pourcentages du total mondial correspondant.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <https://stat.link/j5sd4l>

Les exportations de maïs devraient s'accroître de 18 Mt pour atteindre 202 Mt à l'horizon 2032. Les cinq principaux exportateurs – États-Unis, Brésil, Argentine, Ukraine et Russie (qui détrône l'Union européenne au cinquième rang des exportateurs de maïs) – représenteront près de 88 % du total des échanges à la fin de la période de projection. Les États-Unis devraient conserver la première place du classement des exportateurs de maïs, même si les exportations resteront inférieures au niveau record de 2020 et que leur

part diminuera pour s'établir à 28 %. La part des exportations de maïs du Brésil devrait augmenter (23 %) avec la hausse de la production de maïs de seconde récolte. Les pays moins avancés de l'Afrique subsaharienne devraient rester presque autosuffisants en maïs, tandis que le maïs blanc continuera de jouer un rôle clé pour la sécurité alimentaire en tant que composante essentielle des régimes alimentaires locaux. L'Afrique du Sud continuera à approvisionner la région, mais sa marge de progression sera limitée car elle produit des variétés d'organismes génétiquement modifiés (OGM) qui sont soumises à des restrictions à l'importation dans les pays voisins.

Le Mexique devrait devenir le premier importateur de riz étant donné que la croissance des importations de l'Union européenne ralentit et que les volumes importés de la Chine devrait rester en deçà des volumes importés en 2020 et 2021 (graphique 3.6). Toutefois, les discussions actuelles en vue d'interdire les importations de maïs OGM pourraient modifier ces projections (Encadré 3.1).

Le volume des échanges internationaux des *autres céréales secondaires*, dont les principales sont l'orge et le sorgho, est bien moins élevé que celui du maïs ou du blé. Les exportations mondiales devraient rester stables par rapport à la période de référence, à 50 Mt en 2032. Les cinq principaux exportateurs – Union européenne, Australie, Russie, Canada et Argentine – devraient représenter 78 % des échanges mondiaux à l'horizon 2032, soit trois points de pourcentage de plus que pendant la période de référence, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des exportations en Russie. Les cinq principaux importateurs – Chine, Arabie saoudite, République islamique d'Iran, Türkiye et États-Unis – absorbent près de 67 % des importations mondiales, la Chine en représentant 40 % en 2032 selon les projections.

On suppose que la production de maïs en Chine augmentera davantage qu'au cours de la décennie écoulée, de sorte que le déficit net dans le domaine de l'alimentation animale diminuera à moyen terme. Toutefois, les importations de maïs devraient atteindre 19 Mt d'ici la fin de la période de projection, soit bien au-delà du contingent tarifaire de l'OMC, de même que les importations de sorgho et d'orge devraient augmenter pour s'établir à 18.6 Mt.

Comme lors de la précédente décennie, les échanges de *riz* devraient progresser au rythme de 1.9 % par an au cours des dix prochaines années, tandis que le volume global des exportations augmentera de 12 Mt pour s'établir à 63 Mt d'ici à 2032. La part de marché des cinq principaux exportateurs de riz – Inde, Thaïlande, Viet Nam, Pakistan et États-Unis – devrait augmenter, passant de 77 % à 81 %. L'Inde restera le premier fournisseur de riz au monde, tandis que les modifications actuellement apportées à la composition variétale de la production et l'importance accrue accordée à la culture de variétés de qualité supérieure pourraient aider le Viet Nam à développer sa part de marché dans les régions autres que l'Asie, d'après les projections. La Thaïlande devrait se maintenir au deuxième rang mondial des exportations, mais reste confrontée à une forte concurrence sur les marchés.

On anticipe que les pays les moins avancés d'Asie, notamment le Cambodge et le Myanmar, enregistreront une forte progression de leurs exportations : leurs expéditions de riz augmenteront globalement de 57 %, passant de 4.0 Mt pendant la période de référence à 6.2 Mt en 2032, car les importants stocks exportables devraient permettre à ces pays d'accroître leur part de marché en Asie et en Afrique. Historiquement, le riz Indica représente la majeure partie des échanges mondiaux de riz. Toutefois, la demande d'autres variétés devrait continuer à augmenter au cours des dix prochaines années.

Les importations de la Chine, premier importateur de riz pendant la période de référence, devraient stagner autour de 4 Mt, soit bien en deçà du pic de 2015. Les importations devraient augmenter sensiblement dans les pays africains, où la demande continue de croître plus rapidement que la production. Le Nigéria devrait devenir le premier importateur de riz, avec des importations qui augmenteront de 2.4 Mt pour atteindre 4.0 Mt, soit l'équivalent de 38 % de sa consommation intérieure à l'horizon 2032. Globalement, les importations des pays africains devraient passer de 18 Mt au cours de la période de référence à 29 Mt en 2032, portant ainsi la part des importations mondiales de l'Afrique de 34 % à 46 %. Outre la Chine et le Nigéria, le groupe des cinq principaux importateurs de riz devrait inclure les Philippines, l'Union

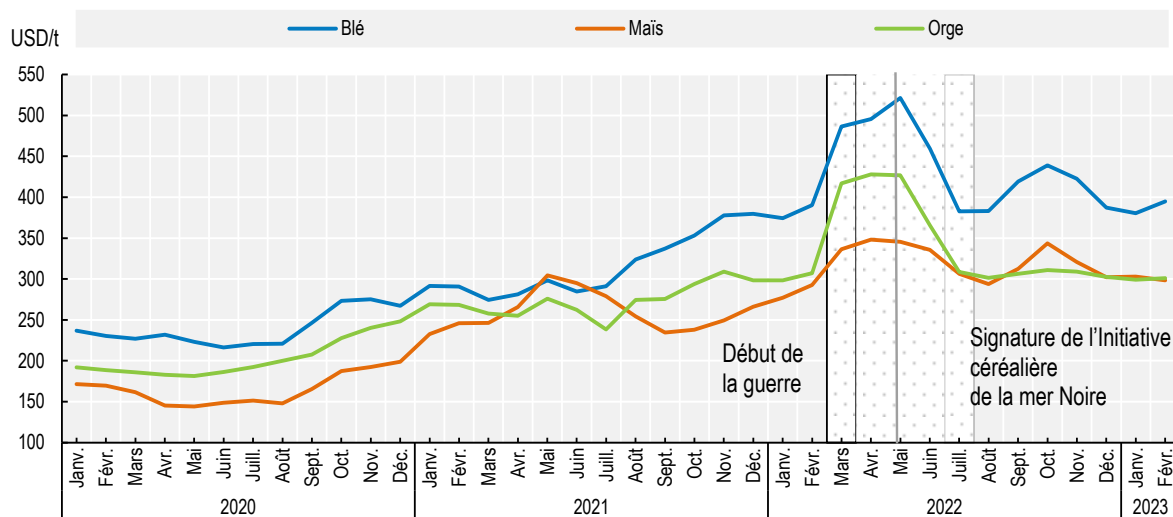
européenne et la République islamique d'Iran. Ensemble, ces pays représenteront 25 % des importations mondiales de riz en 2032.

3.3.4. Prix

Les prix des céréales en valeur réelle devraient fléchir au cours des dix prochaines années


Le prix mondial du blé s'est établi en moyenne à 319 USD/t durant l'année civile 2022, le prix plus élevé enregistré ces vingt dernières années. Les prix ont brusquement augmenté lorsque la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine a débuté en février et sont demeurés élevés pendant plusieurs mois, essentiellement en raison de l'incertitude entourant l'approvisionnement des marchés internationaux. Grâce à la hausse de l'offre saisonnière résultant des récoltes dans l'hémisphère Nord et à un accord conclu concernant l'Initiative céréalière de la mer Noire, les prix ont commencé à baisser avant que l'accord ne soit signé fin juillet 2022. Début 2023, les cours internationaux du blé étaient revenus aux niveaux observés avant le conflit, mais restaient élevés. Les prix de marché du maïs et de l'orge ont suivi des trajectoires similaires depuis 2020 (Graphique 3.7).

Graphique 3.7. Prix mensuels du blé, du maïs et de l'orge



Note : blé : prix f.a.b. du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, ports du Golfe, États-Unis ; maïs : prix f.a.b. du maïs jaune de catégorie n° 2, ports du Golfe, États-Unis ; orge : prix f.a.b. de l'orge fourragère, port de Rouen, France.

Source : Outil « Suivi et analyse des prix alimentaires » (FPMA).

StatLink  <https://stat.link/cwyfs4>

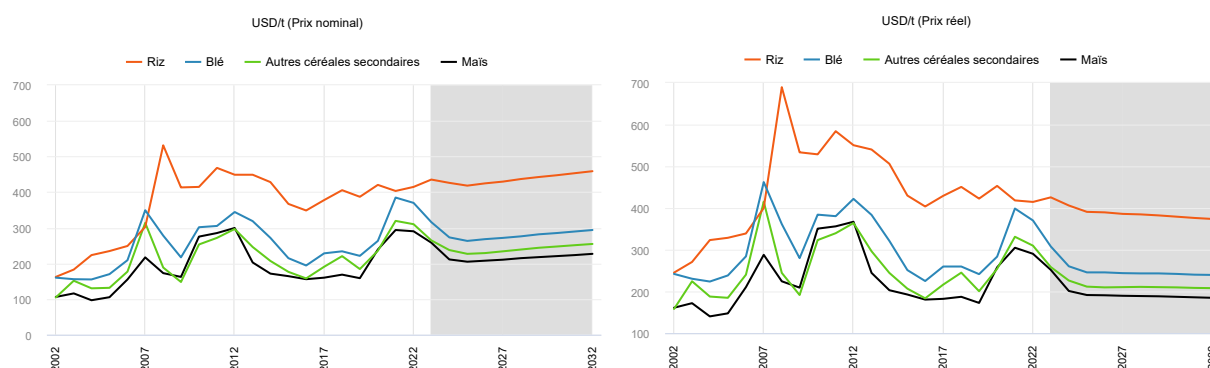
Les prix nominaux du blé devraient rester inférieurs à ceux de 2022, mais demeurer élevés pendant encore une campagne avant de renouer avec leur tendance à moyen terme. Après avoir chuté, le prix devrait être porté à 293 USD/t d'ici 2032. Le maïs et les autres céréales secondaires devraient également reprendre leur trajectoire à moyen terme d'ici 2025. À moyen terme, le cours mondial du maïs devrait atteindre 226 USD/t et celui des autres céréales secondaires (mesuré par le prix f.a.b. de l'orge fourragère, port de Rouen) devrait s'élever à 255 USD/t (Graphique 3.8).

Le prix de référence à l'exportation du riz usiné (indice FAO des prix du riz normalisé par rapport à l'Inde, 5 %) a fluctué dans une fourchette étroite comprise entre 387 USD/t et 420 USD/t entre 2018 et 2022. En 2023, les cours mondiaux du riz devraient évoluer à la hausse, en grande partie du fait de l'amenuisement des quantités exportables attribuable à une contraction de la production dans certains grands pays exportateurs. À moyen terme, même si la demande émanant de certains pays d'Extrême-

Orient, d'Afrique et du Moyen-Orient devrait croître, la hausse de l'offre des exportateurs ne devrait donner lieu qu'à une légère hausse des prix nominaux qui s'établiront à 459 USD/t en 2032.

Les prix du blé, du maïs, des autres céréales secondaires et du riz devraient baisser d'ici à 2032 une fois corrigés des effets de l'inflation (valeur réelle).

Graphique 3.8. Prix mondiaux des céréales



Note : blé : prix f.a.b. du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, ports du Golfe, États-Unis ; maïs : prix f.a.b. du maïs jaune de catégorie n° 2, ports du Golfe, États-Unis ; orge : prix f.a.b. de l'orge fourragère, port de Rouen, France ; riz : Indice FAO des prix du riz normalisé pour l'Inde, indice haute qualité 5% brisé moyenne 2014-2016. Les prix réels sont les prix mondiaux nominaux déflatés par le déflateur du PIB américain (2022=1). Les prix se réfèrent aux campagnes de commercialisation.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

3.4. Risques et incertitudes

Un marché et un cadre d'action beaucoup plus fluctuants au cours de la décennie à venir ?

Les marchés des céréales ont été et pourraient continuer d'être plus fortement affectés que la plupart des autres produits agricoles par les conséquences de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, étant donné la participation importante de ces pays aux marchés internationaux, en particulier ceux du blé et du maïs, ainsi que des engrais et des combustibles fossiles. Les prévisions de production et d'exportations de céréales des deux pays seront plus faibles que ce qu'indiquent les présentes *Perspectives*, en particulier pour l'Ukraine, si la crise perdure. En outre, la crise se prolongeant, les pays de l'Afrique de l'Est et de la région NENA qui dépendaient jusque-là des importations de céréales de la région de la mer Noire ont déjà commencé à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement, mais ce processus n'est pas terminé. L'Initiative céréalière de la mer Noire a permis de détendre la situation, mais la prolongation de cet accord est soumise à de nombreuses incertitudes. La hausse des prix des engrais due aux ruptures d'approvisionnement actuelles, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et d'autres facteurs pourraient entraîner une diminution des rendements à court terme, en particulier dans les pays à faible revenu. La hausse des prix des produits qui en résulterait pourrait fragiliser encore la sécurité alimentaire à l'échelle internationale, déjà potentiellement précaire.

Plusieurs autres facteurs pourraient engendrer des réactions des marchés des céréales qui n'apparaissent pas dans les projections actuelles. Bien que les hypothèses climatiques classiques donnent lieu à des perspectives de production positives pour les principales régions céréalières, les phénomènes météorologiques extrêmes accentués par le changement climatique pourraient entraîner une plus grande

volatilité des rendements des céréales, avec des conséquences sur l'offre et les prix au niveau mondial. Dans certaines régions, il existe des risques accrus que la rareté de l'eau limite la production.

L'action des pouvoirs publics sera primordiale. Le renforcement de la sécurité alimentaire et l'accent mis sur une durabilité accrue dans les réformes prévues (p. ex., la stratégie « De la ferme à la table » de l'Union européenne), ainsi que les politiques favorisant les biocarburants (Brésil et Inde), renforceront la concurrence à l'égard de la demande de céréales. Les mesures prises par la Chine, qui ont une influence croissante sur la production intérieure et la demande d'importations, sont également cruciales pour l'évolution future des marchés des céréales. Les restrictions commerciales pourraient provoquer une réaction des marchés et une modification des flux commerciaux, comme les mesures appliquées précédemment aux exportations de céréales et de riz. L'assouplissement des politiques relatives aux OGM et à l'édition génomique pourrait avoir une incidence notable sur le potentiel de production de céréales à l'échelle mondiale, tout comme la vitesse d'adoption des technologies conventionnelles disponibles et des pratiques agricoles améliorées. Ces nouvelles mesures pourraient également aller dans le sens inverse si les pays se montrent davantage hostiles aux OGM (Encadré 3.1).

Les ravageurs et les maladies animales constituent un risque permanent qui pourrait perturber les marchés. Du point de vue de l'offre, c'est le cas dans les régions disposant de ressources limitées pour atténuer les répercussions de tels événements. Les invasions récentes de criquets et de légionnaires d'automne, qui ont ébranlé la sécurité alimentaire dans plusieurs pays asiatiques et africains, sont quelques exemples de ces événements. Les maladies animales pourraient également faire baisser la demande d'aliments pour animaux, comme l'ont montré récemment les effets de l'épizootie de peste porcine africaine (PPA) en Asie du Sud-Est.

Encadré 3.1. Plan national de développement du Mexique

En décembre 2020, le gouvernement mexicain a promulgué un décret visant à mettre fin à l'utilisation du glyphosate et du maïs OGM d'ici 2024 afin d'atteindre les objectifs définis par le Plan national de développement (Plan de Desarrollo Nacional). Ce décret a été révisé en février 2023 afin de le rendre conforme aux exigences de l'accord de libre-échange Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) : il autorise l'utilisation de cultures génétiquement modifiées dans les secteurs de l'alimentation animale et de l'industrie, mais interdit leur utilisation pour la consommation humaine, par exemple dans la farine de maïs et les tortillas.

Le gouvernement mexicain a également lancé le programme *Sembrando Vida* avec l'objectif de favoriser l'autosuffisance alimentaire et de réduire la pauvreté rurale et la dégradation de l'environnement dans des zones précises. Par ailleurs, le gouvernement s'efforce de réduire sa dépendance aux marchés mondiaux des céréales, en particulier du maïs, qui a représenté 17 % de la valeur totale des importations agricoles en 2021.

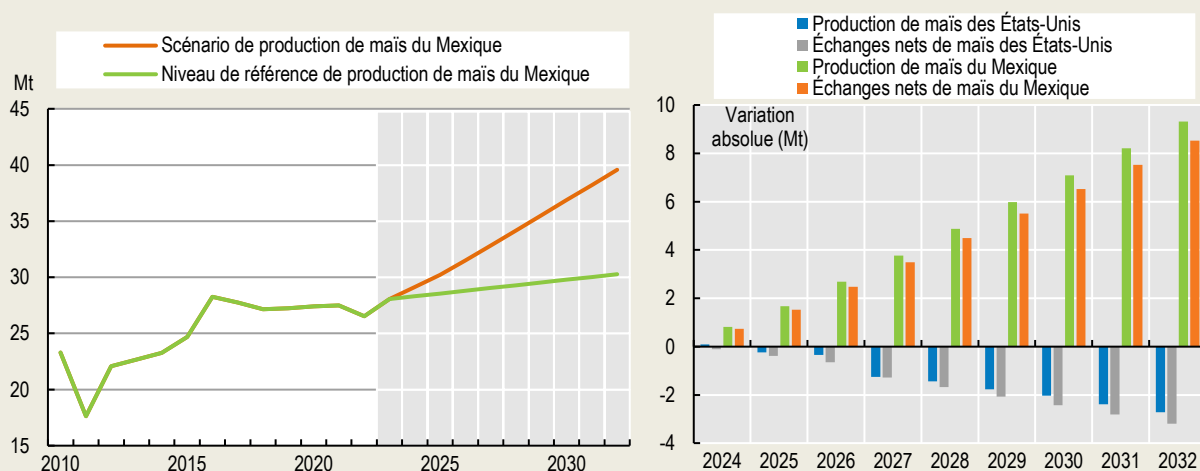
En 2022, le Mexique était le sixième producteur mondial de maïs, avec 27 Mt produites, mais fait malgré tout partie des principaux importateurs de maïs depuis des années, avec 17 Mt importées. La production a augmenté de 1.8 % par an en moyenne ces dix dernières années, s'alignant sur la croissance de la demande alimentaire (1.28 % par an), mais les importations ont crû à un rythme encore plus rapide (8.5 % par an) sous l'effet de l'envolée de la demande d'aliments pour animaux, qui a presque doublé pendant la décennie précédente. Le Mexique, qui s'approvisionne en maïs principalement aux États-Unis, importe essentiellement du maïs jaune génétiquement modifié.

Au Mexique, la production de maïs ne se limite pas à certaines régions, comme c'est le cas dans nombre d'autres grands pays producteurs de cette céréale : les cultures sont réparties dans l'ensemble du pays et couvrent différentes zones agroécologiques. Ainsi, 62 % de la production totale de maïs provient d'États fédéraux qui affichent des rendements inférieurs à la moyenne nationale. La région du Sud, qui représente

environ la moitié de la superficie dédiée à la production de maïs au Mexique, affiche des revenus inférieurs à la moyenne et manque d'infrastructures par rapport aux régions plus développées telles que le Centre et le Nord. Le Plan national de développement 2019-2024 vise à combler cet écart entre régions riches et régions pauvres du pays, notamment les différences de revenu et de productivité entre les agriculteurs du Sud.

Le scénario suivant, qui a été étudié à l'aide du modèle Aglink-Cosimo, prend pour hypothèse une hausse du rendement moyen du Mexique de 23 % par rapport à la valeur de référence. Plutôt que de considérer une hausse immédiate, on suppose que cet objectif ambitieux sera atteint progressivement d'ici à 2032 (Graphique 3.9). Cette estimation est obtenue en recensant les États participant au programme « Sembrando Vida » où les rendements du maïs sont inférieurs à la moyenne nationale, puis en augmentant leur rendement jusqu'au rendement national moyen en 2020¹ selon les données du Système d'information sur l'agroalimentaire et les pêches (*Sistema de Información Agralimentaria y Pesquera* ou SIAP) du Mexique².

Graphique 3.9. Effets de la hausse du rendement du maïs au Mexique sur la production et les échanges au Mexique et aux États-Unis



Note : Le volet de droite montre les changements absolus entre le scénario et les projections de référence.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Selon les résultats du scénario, si les rendements s'améliorent comme indiqué, la production de maïs du Mexique pourrait croître de 10.5 Mt, les importations diminuant d'un volume équivalent. Malgré cela, le Mexique restera un importateur net, avec 12.5 Mt de maïs. Pour que le pays devienne également autosuffisant sur les marchés de l'alimentation animale, il faudrait accroître encore les rendements. La baisse attendue des importations mexicaines de maïs ferait diminuer la production de maïs aux États-Unis de 2.7 Mt (ou de 0.7 %) en 2032 par rapport aux projections de référence. Cependant, les exportations de maïs des États-Unis diminuent moins que les importations mexicaines. Les cours mondiaux du maïs seraient inférieurs de 2.5 % à ceux de la période de référence.

Cette analyse laisse penser que l'amélioration des rendements est réalisable. Techniquement, il est possible d'atteindre ces rendements : les expériences menées par le *Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo* (CIMMYT) dans l'État du Chiapas, l'un des États affichant les rendements de maïs les plus faibles, ont montré qu'avec des pratiques agronomiques adaptées, les rendements pourraient être portés à 4 t/ha³ approximativement, un chiffre proche du rendement cible pris pour

hypothèse dans ce scénario. Néanmoins, l'étude et l'analyse des efforts nécessaires pour atteindre cet objectif dépassent la portée de ce scénario.

Selon les résultats du scénario, si les rendements s'améliorent comme indiqué, la production de maïs du Mexique pourrait croître de 10.5 Mt, les importations diminuant d'un volume équivalent. Malgré cela, le Mexique restera un importateur net, avec 12.5 Mt de maïs. Pour que le pays devienne également autosuffisant sur les marchés de l'alimentation animale, il faudrait accroître encore les rendements. La baisse attendue des importations mexicaines de maïs ferait diminuer la production de maïs aux États-Unis de 2.7 Mt (ou de 0.7 %) en 2032 par rapport aux projections de référence. Cependant, les exportations de maïs des États-Unis diminuent moins que les importations mexicaines. Les cours mondiaux du maïs seraient inférieurs de 2.5 % à ceux de la période de référence.

Cette analyse laisse penser que l'amélioration des rendements est réalisable. Techniquement, il est possible d'atteindre ces rendements : les expériences menées par le *Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo* (CIMMYT) dans l'État du Chiapas, l'un des États affichant les rendements de maïs les plus faibles, ont montré qu'avec des pratiques agronomiques adaptées, les rendements pourraient être portés à 4 t/ha³ approximativement, un chiffre proche du rendement cible pris pour hypothèse dans ce scénario. Néanmoins, l'étude et l'analyse des efforts nécessaires pour atteindre cet objectif dépassent la portée de ce scénario.

¹ Chiapas, Oaxaca, Puebla, Veracruz, Guerrero, México, Hidalgo, Durango, San Luis Potosí, Tabasco, Campeche, Querétaro, Tlaxcala, Aguascalientes, Quintana Roo, Morelos, Yucatán, Nayarit et Colima.

² <http://infosiap.siap.gob.mx/gobmx/datosAbiertos.php>.

³ <https://idp.cimmyt.org/demuestran-el-potencial-de-rendimiento-de-maices-nativos-en-la-plataforma-de-investigacion-masagro-de-comitan-chiapas/>.

Note

¹ Le maïs blanc et le maïs jaune sont les couleurs de maïs les plus répandues dans le monde. Les *Perspectives* ne distinguent cependant pas le maïs par couleur. Sur le plan nutritionnel, il n'y a pas de différence entre les variétés de maïs de couleurs différentes, seules les préférences régionales et nationales déterminent la demande.

4 Oléagineux et produits oléagineux

Ce chapitre décrit l'évolution des marchés et les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des oléagineux sur la période 2023-32. Ces projections englobent la consommation, la production, les échanges et les prix pour le soja, les autres oléagineux, les tourteaux protéiques et l'huile végétale. Ce chapitre s'achève par un examen des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des oléagineux au cours de la prochaine décennie.

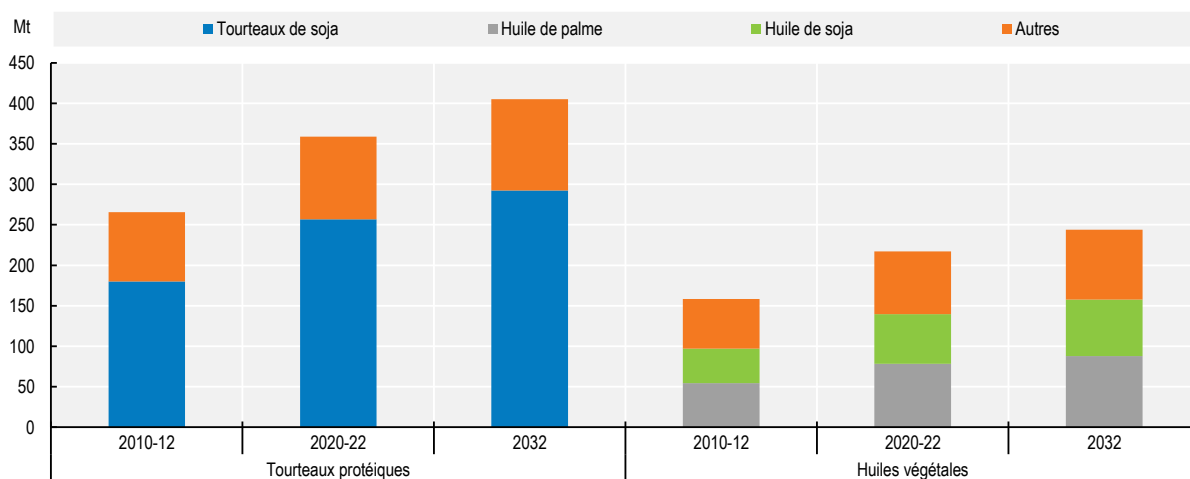
4.1. Principaux éléments des projections

La persistance de la demande d'huile végétale dynamisera les marchés des oléagineux

La consommation alimentaire d'*huiles végétales* devrait représenter 57 % de la consommation totale en 2032, tirée par la croissance démographique et l'augmentation de la demande par habitant dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Dans les présentes *Perspectives*, l'agrégat « huile végétale » comprend l'huile obtenue par trituration de graines oléagineuses (55 % environ de la production mondiale d'huile végétale), l'huile de palme (36 %) et l'huile de palmiste, de noix de coco et de coton. L'utilisation d'huile végétale pour produire du biodiesel, qui représente actuellement environ 16 % de la consommation mondiale d'huile végétale, devrait progresser à l'échelle internationale, en particulier sur les marchés émergents tels que l'Indonésie et le Brésil, mais aussi aux États-Unis, alors qu'elle reculera au sein de l'Union européenne, qui restera le premier producteur de biodiesel.

L'utilisation de *tourteaux protéiques* sera limitée par le ralentissement de la croissance de la production de bétail et de volaille, notamment dans les pays à revenu élevé, étant donné que ceux-ci sont presque exclusivement utilisés pour nourrir les animaux. Les tourteaux de soja représentent approximativement les trois quarts du secteur mondial des tourteaux protéiques (Graphique 4.1). En République populaire de Chine (ci-après la « Chine »), la croissance de la demande devrait considérablement ralentir sous l'effet de l'amélioration de l'efficacité alimentaire et des actions engagées pour abaisser la part des tourteaux protéiques dans les rations alimentaires animales. Dans l'Union européenne, deuxième utilisateur mondial de tourteaux protéiques, la consommation devrait reculer à mesure que la hausse de la production animale ralentit et que la part d'autres sources de protéines s'accroît dans les aliments pour animaux. À l'inverse, en Asie du Sud-Est, la hausse de la production animale devrait doper la demande d'importations de tourteaux protéiques.

Graphique 4.1. Production de tourteaux protéiques et d'huile végétale par variété



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/szk0yg>

Compte tenu d'un ralentissement de l'expansion des superficies en palmiers à huile matures, la croissance de la production d'*huile de palme* devrait être limitée en Indonésie et en Malaisie. Dans l'hypothèse d'une augmentation de la replantation et de la mécanisation, les rendements en huile de palme devraient légèrement se redresser pendant la période de projection. La production mondiale d'huile de palme dans

d'autres pays tropicaux devrait davantage se développer, mais l'Indonésie et la Malaisie devraient encore représenter 81 % de la production mondiale d'huile de palme.

La croissance mondiale de la production de *soja* devrait découler pour les trois quarts de l'amélioration des rendements et, pour le quart restant, de l'expansion des surfaces exploitées, ce qui englobe l'augmentation des superficies fournissant deux cultures par an en Amérique latine. La production de soja devrait atteindre 415 Mt en 2032, soit plus du double de la production cumulée des autres oléagineux, qui devrait s'établir à 189 Mt. Le Brésil, premier producteur et exportateur mondial, et les États-Unis devraient représenter les deux tiers environ de la production mondiale de soja et plus de 80 % des exportations.

La production des *autres oléagineux* devrait augmenter plus lentement que lors de la décennie précédente, en raison de la concurrence plus vive avec les céréales pour l'accès aux superficies arables limitées en Chine et dans l'Union européenne, ainsi que de la stagnation de la demande d'huile de colza pour la production de biodiesel en Europe. Globalement, la culture des autres oléagineux tels que le colza et le tournesol est beaucoup moins concentrée que celle du soja. La Chine, l'Union européenne, le Canada et l'Ukraine affichent chacun une production de ces oléagineux comprise entre 16 Mt et 36 Mt. Toutefois, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine perturbe la production, la transformation et le commerce de graines de tournesol.

Les deux principaux producteurs mondiaux d'*huile de palme*, l'Indonésie et la Malaisie, continueront de dominer les échanges d'huile végétale, exportant plus de 60 % de leur production combinée et représentant à eux deux près de 60 % des exportations mondiales d'huile végétale. Premier importateur mondial d'huile végétale, l'Inde devrait rester sur une forte croissance des importations afin de satisfaire la demande intérieure en hausse. Les importations d'huile végétale de l'Union européenne devraient fortement diminuer compte tenu du recul de leur utilisation pour la production de biodiesel. Les exportations mondiales de soja, autre produit avec une part d'échanges élevée dominé par les Amériques, devraient voir leur croissance ralentir considérablement au cours de la prochaine décennie sous l'effet de la décélération de la demande d'importations par la Chine.

Si la campagne 2021 a vu les prix dans la filière atteindre des records, l'ajustement à la baisse observé actuellement devrait se poursuivre durant les premières années de la période de projection. Les prix devraient ensuite légèrement augmenter en valeur nominale, mais baisser en valeur réelle pour les oléagineux et les tourteaux protéiques, suivant la tendance à long terme qui caractérise les prix des produits agricoles. Le prix de l'huile végétale pourrait augmenter en valeur réelle du fait du maintien de la forte croissance de la demande et des possibilités limitées d'accroissement de la production.

L'utilisation d'huile végétale pour produire du biodiesel est déterminée principalement par la politique relative aux biocarburants, qui inclut les taux d'incorporation obligatoires. L'utilisation par certains pays de carburant durable d'aviation (CDA), notamment, représente un potentiel et pourrait déboucher sur une forte croissance de la demande d'huile végétale. La demande future de tourteaux protéiques en Chine dépendra de l'équilibre entre l'intensité d'utilisation des aliments et l'efficacité alimentaire, en particulier dans le cadre de la reconstitution du secteur de la viande de porc après l'épizootie de peste porcine africaine (PPA) qui a débuté en 2018. En Indonésie et en Malaisie, la marge de progression de la production d'huile de palme reposera de plus en plus sur les activités de replantation de palmiers à huile et sur l'amélioration parallèle des rendements (plutôt que sur l'augmentation des superficies), ce qui créera de nouveaux défis étant donné que le rendement de l'huile de palme stagne depuis plusieurs années. Les préoccupations concernant la durabilité (c.-à-d. la déforestation et l'utilisation de certifications de durabilité pour l'huile végétale) et la teneur élevée en acides gras saturés de l'huile de palme influent également sur l'acceptation des consommateurs et la demande de ce produit.

4.2. Tendances actuelles des marchés

Les prix nominaux sont élevés mais en baisse par rapport aux niveaux records

Les cours mondiaux des oléagineux ont chuté par rapport aux niveaux record observés en 2022, mais sont restés supérieurs au niveau moyen des dernières années début 2023, reflétant principalement la fluctuation des prix du soja, des graines de tournesol et du colza. En parallèle, les cours mondiaux de l'huile végétale ont continué à baisser par rapport aux niveaux historiques enregistrés début 2022 sous l'effet du tassement des cours mondiaux des huiles de palme, de soja, de tournesol et de colza. S'agissant des tourteaux d'oléagineux, les cours internationaux des tourteaux de soja ont rebondi ces derniers mois, soutenus par les prévisions de recul de la production et de la trituration en Argentine.

En 2022-23, la production mondiale de soja a été inférieure aux attentes, en grande partie du fait de la vague de sécheresse prolongée en Argentine, alors que les prévisions de récolte du Brésil restent positives en raison de conditions météorologiques favorables dans la plupart des régions productrices. En Indonésie, la production d'huile de palme devrait augmenter en 2023, malgré les précipitations excessives enregistrées récemment dans certaines zones qui ont retardé les activités de récolte. En février, le gouvernement indonésien a restreint temporairement les exportations d'huile de palme afin de garantir un approvisionnement suffisant du pays en huile de cuisson. En Malaisie, la production d'huile de palme se développe également, grâce à des conditions météorologiques propices, ainsi qu'à l'amélioration progressive des problèmes persistants de pénurie de main-d'œuvre.

De nombreuses incertitudes pourraient influencer sur le marché au cours des prochains mois, par exemple des conditions climatiques défavorables, une réorientation de l'action publique et l'évolution de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine.

4.3. Projections concernant les marchés

4.3.1. Consommation d'huile végétale

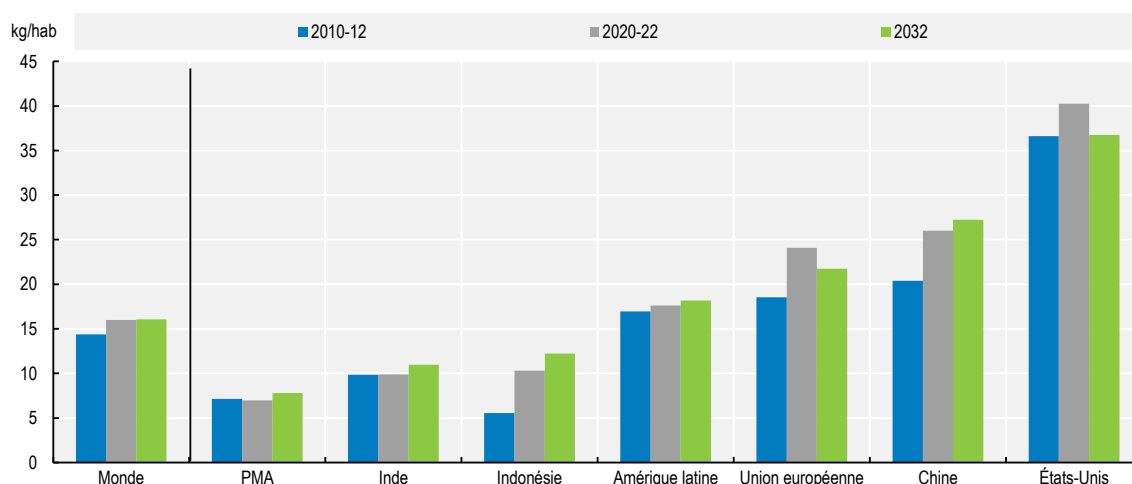
La demande d'huile végétale alimentaire ralentit

L'huile végétale est principalement utilisée pour la consommation humaine (57 %) et comme matière première pour la production de biodiesel (16 %). En outre, les huiles végétales sont employées dans la fabrication des cosmétiques, des vernis et, de plus en plus, dans les aliments pour animaux, en particulier dans le secteur aquacole.

La consommation d'huile végétale alimentaire par habitant devrait progresser de 0.1 % par an, ce qui est bien inférieur à la hausse annuelle de 0.8 % relevée sur la période 2013-22, en raison du repli de la demande alimentaire des pays développés. Sur les marchés émergents tels que la Chine (27 kg/habitant) et le Brésil (23 kg/habitant), la consommation d'huile végétale alimentaire devrait atteindre des niveaux comparables à ceux observés dans les économies plus riches (Graphique 4.2).

Deuxième consommateur et premier importateur d'huile végétale dans le monde, l'Inde devrait voir sa consommation par habitant continuer de croître au rythme de 1 % par an pour atteindre près de 11 kg par habitant en 2032. Cette nette progression résultera à la fois d'une augmentation de la production intérieure et de sa trituration, et d'une hausse des importations, principalement d'huile de palme d'origine indonésienne et malaisienne. À mesure que l'urbanisation progresse dans les pays à faible revenu, on s'attend à ce que les habitudes alimentaires et les structures traditionnelles des repas changent pour faire une plus grande place à des aliments transformés contenant davantage d'huile végétale. Dans les pays les moins avancés (PMA), les disponibilités en huile végétale par habitant devraient augmenter de 1.2 % par an pour atteindre 8 kg par habitant en 2032 sous l'effet de la hausse des revenus.

Graphique 4.2. Consommation d'huile végétale par habitant dans certains pays

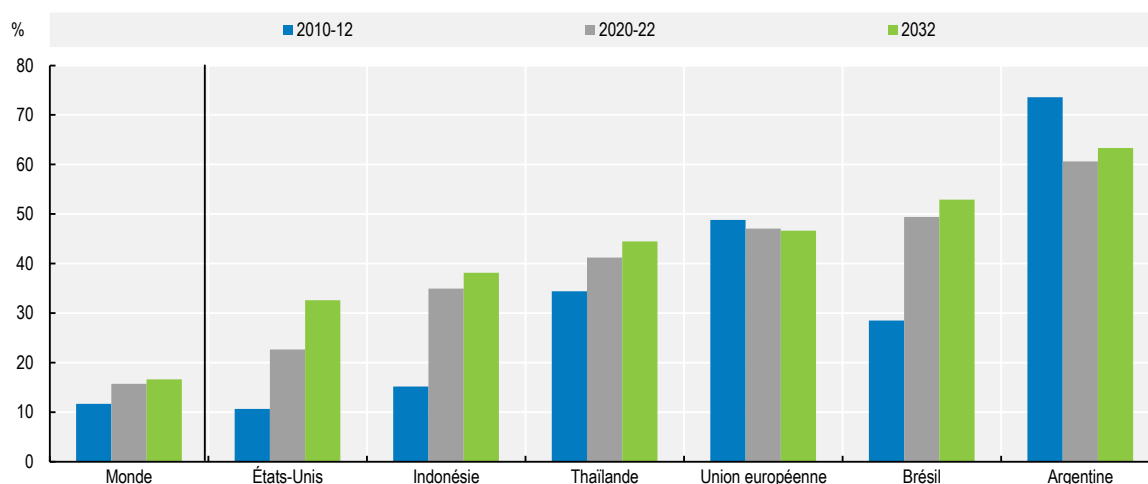


Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/18lp0u>

L'utilisation d'huile végétale comme matière première pour produire du biodiesel (environ 16 % de la consommation mondiale d'huile végétale) devrait progresser plus lentement dans les dix prochaines années, après avoir augmenté de 6.5 % par an au cours de la décennie précédente avec l'entrée en vigueur de politiques de soutien aux biocarburants (Graphique 4.3). L'utilisation d'huile végétale pour produire du biodiesel dépend du cadre réglementaire (chapitre 9) et de l'évolution relative des prix de l'huile végétale et du pétrole brut (voir plus loin). De manière générale, les objectifs nationaux de consommation obligatoire de biodiesel devraient moins progresser que par le passé. Par ailleurs, la part des huiles usagées, du suif et d'autres matières premières s'accroît dans la fabrication du biodiesel, en particulier dans l'Union européenne, en raison surtout de certaines mesures publiques. Aux États-Unis, l'huile végétale hydrotraitée (HVH) ou gazole renouvelable, considérée comme un biocarburant supérieur, devrait faire considérablement augmenter la production de biodiesel. En Indonésie, le volume d'huile végétale utilisé dans la production de biodiesel devrait continuer de progresser fortement et atteindre 10.1 Mt d'ici à 2032 du fait des politiques nationales de soutien.

Graphique 4.3. Proportion des huiles végétales utilisées dans la production de biodiesel



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

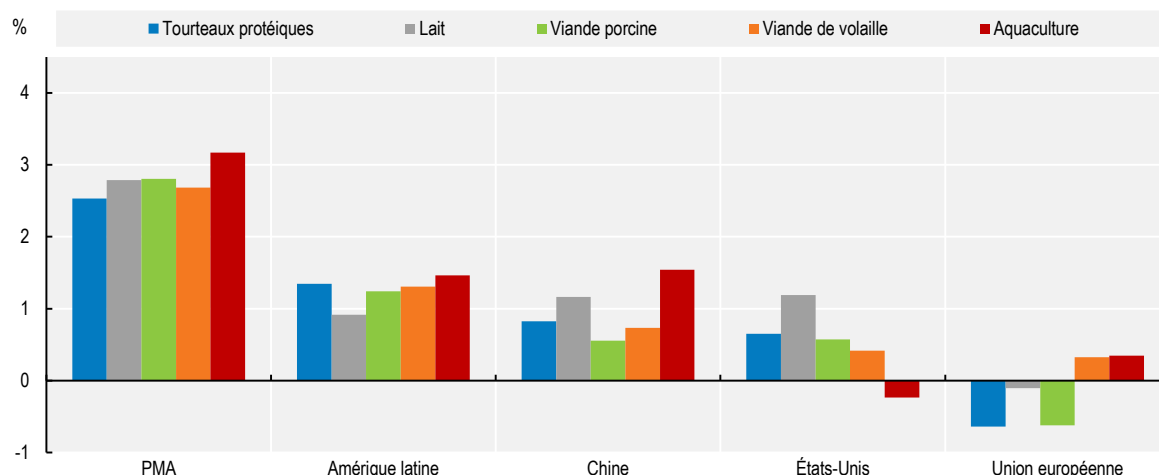
StatLink  <https://stat.link/la6h5j>

4.3.2. Consommation de tourteaux protéiques

La demande d'aliments pour animaux ralentit, orientée par les évolutions en Chine

Les tourteaux protéiques sont exclusivement utilisés pour l'alimentation animale et leur consommation devrait continuer d'augmenter de 0.9 % par an, un rythme nettement inférieur à celui de la décennie écoulée (2.9 % par an). L'utilisation de tourteaux dans l'alimentation animale et la production animale sont liées : l'intensification de cette dernière accroît la demande de tourteaux protéiques, tandis qu'une plus grande efficacité alimentaire entraîne une réduction du volume de tourteaux par animal. De plus, la composition de l'élevage et la taille du troupeau influent également sur ce lien. Le lien entre production animale et consommation de tourteaux protéiques dépend du niveau de développement économique d'un pays (Graphique 4.4). Les pays à faible revenu, où l'élevage se pratique à l'échelle familiale ou artisanale, consomment moins de tourteaux protéiques que les économies à revenu élevé, qui ont recours à des systèmes d'élevage intensif. L'urbanisation rapide et la demande accrue de produits d'origine animale conduisent les pays en développement à se tourner vers des modes de production qui font davantage appel aux aliments pour animaux. La consommation de tourteaux protéiques tend alors à croître plus rapidement que la production animale.

Graphique 4.4. Croissance annuelle moyenne de la consommation de tourteaux protéiques et de la production animale (2023-32)



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/0ipkmb>

Dans les PMA, où les tourteaux protéiques sont encore très peu employés, l'intensification de l'élevage devrait se poursuivre, avec à la clé un plus large recours aux aliments composés. Toutefois, du fait de la forte croissance de la production animale, l'utilisation moyenne de tourteaux protéiques par unité de production animale continue de diminuer.

La Chine est à l'origine de plus d'un quart de la demande mondiale de tourteaux protéiques et influe donc sur cette demande. La croissance de la demande chinoise d'aliments composés devrait ralentir par rapport à la décennie précédente, car la production animale progressera moins vite et la part de la production utilisant ce type d'aliments est déjà importante. En Chine, la part des tourteaux protéiques dans les aliments composés devrait se stabiliser après avoir bondi au cours de la décennie écoulée, mais devrait continuer de dépasser celle affichée actuellement par les États-Unis et l'Union européenne.

Dans l'Union européenne et aux États-Unis, la consommation de tourteaux protéiques devrait progresser plus lentement que la production animale du fait d'une amélioration de l'efficacité alimentaire. En outre, les produits d'origine animale – principalement la volaille et les produits laitiers – commercialisés dans l'Union européenne sont de plus en plus souvent certifiés comme ayant été obtenus sans utilisation d'aliments pour animaux issus de cultures transgéniques, sous l'impulsion des grandes chaînes de distribution, ce qui entraîne une diminution de la demande de tourteaux de soja.

4.3.3. Trituration d'oléagineux et production d'huile végétale et de tourteaux protéiques

Ralentissement de la trituration d'oléagineux à l'échelle mondiale et croissance limitée de la production d'huile de palme

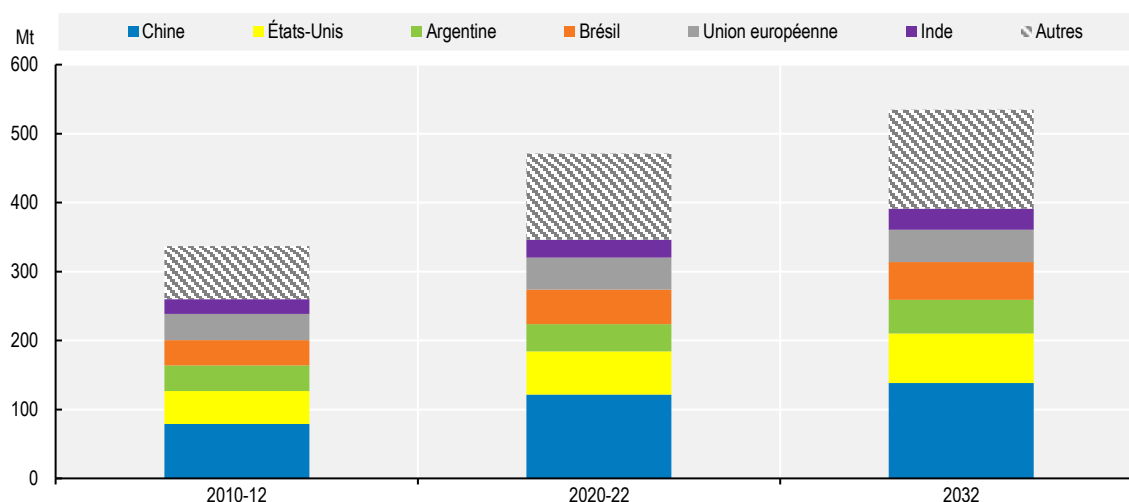
À l'échelle mondiale, la trituration est utilisée pour transformer en tourteaux et en huile quelque 90 % du soja et des autres oléagineux produits. La demande de graines destinées à la trituration augmentera plus vite que celle concernant d'autres usages, notamment la consommation directe de soja (substituts des produits laitiers et de la viande, par exemple), d'arachides et de graines de tournesol, ainsi que l'utilisation directe du soja dans l'alimentation animale. La situation géographique des activités de trituration dépend des frais de transport, des politiques commerciales (droits de douane différents pour les oléagineux et les

produits oléagineux), de la tolérance à l'égard des cultures transgéniques, des coûts de transformation (main-d'œuvre, énergie, etc.) et des infrastructures (installations de trituration, ports, routes, etc.).

En valeur absolue, la trituration du *soja* devrait augmenter de 44 Mt pendant la période de projection, soit bien moins que les 75 Mt enregistrées pendant la décennie écoulée. La Chine devrait produire 9 Mt supplémentaires de soja trituré, soit 21 % environ de la progression mondiale, pour l'essentiel à partir de soja importé. Certes important, ce niveau de croissance prévu en Chine est bien plus faible qu'au cours de la dernière décennie. Au niveau mondial, la trituration des autres oléagineux devrait augmenter au rythme de la production, de 19 Mt pendant la période considérée, et s'effectuer plus souvent dans le pays producteur.

La production mondiale de tourteaux protéiques devrait progresser de 0.9 % par an pour atteindre 405 Mt à l'horizon 2032. Cette production est dominée par le tourteau de soja, qui représente plus des deux tiers du total. Elle est par ailleurs concentrée dans un petit groupe de pays (Graphique 4.5). En Chine et dans l'Union européenne, la majeure partie des tourteaux produits le sont à partir de graines oléagineuses importées, principalement du soja provenant du Brésil et des États-Unis. Dans les autres pays producteurs de premier plan – Argentine, Brésil, Inde et États-Unis – ce sont le soja et d'autres graines oléagineuses produites à l'intérieur des frontières qui dominent.

Graphique 4.5. Trituration d'oléagineux par pays ou région



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

La production mondiale d'*huile végétale* est tributaire d'une part de la trituration d'oléagineux et d'autre part de la production de plantes oléagineuses tropicales pérennes, notamment de palmiers à huile. À l'échelle mondiale, la production d'huile de palme a connu une croissance plus forte que celle des autres huiles au cours de la décennie écoulée. Cette croissance devrait toutefois faiblir en raison de l'attention grandissante portée aux questions de durabilité et du vieillissement des palmiers à huile en Indonésie et en Malaisie, qui représentent plus du tiers de la production mondiale d'huile végétale et plus de 80 % de la production mondiale d'huile de palme.

Au niveau mondial, l'offre d'huile de palme devrait s'accroître de 0.8 % par an. Le durcissement des politiques environnementales dans les grands pays importateurs d'huile de palme et les normes de production agricole durable (conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU, par exemple) devraient ralentir l'expansion des surfaces plantées en palmiers à huile en Indonésie

et en Malaisie. Cela signifie que la croissance de la production tient de plus en plus aux gains de productivité, et notamment à l'accélération des activités de replantation. La production d'huile de palme devrait progresser plus vite dans les autres pays, où elle part, il est vrai, d'un niveau fort bas et alimente essentiellement les marchés intérieurs et régionaux. Ainsi, la Thaïlande devrait produire 3.5 Mt à l'horizon 2032, la Colombie, 2.6 Mt, et le Nigéria, 1.7 Mt. Dans plusieurs pays d'Amérique centrale, une production de niche d'huile de palme se développe, assortie d'emblée de certifications de durabilité reconnues à l'échelle mondiale, ce qui place la région en situation de trouver un jour de larges débouchés à l'exportation.

L'ensemble « huile végétale » comprend l'huile de palmiste, l'huile de coco et l'huile de coton, auxquelles s'ajoutent l'huile de palme et les huiles extraites par trituration de graines oléagineuses, comme indiqué plus haut. L'huile de palmiste est obtenue parallèlement à l'huile de palme, sa production évolue donc comme celle de cette dernière. L'huile de coco est produite principalement aux Philippines, en Indonésie et dans les îles océaniques. L'huile de palmiste et l'huile de coco ont de nombreux usages industriels, et la première est désormais beaucoup plus utilisée que la seconde en tant que sous-produit de la production d'huile de palme, en plein essor. L'huile de coton est un sous-produit de l'égrenage du coton (chapitre 10) dont la production est essentiellement concentrée en Inde, aux États-Unis, au Pakistan et en Chine. Dans l'ensemble, les projections indiquent que la production mondiale d'huile végétale devrait augmenter de 0.9 % par an, ce qui s'explique principalement par la demande alimentaire résultant de l'accroissement démographique et de la hausse des revenus dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

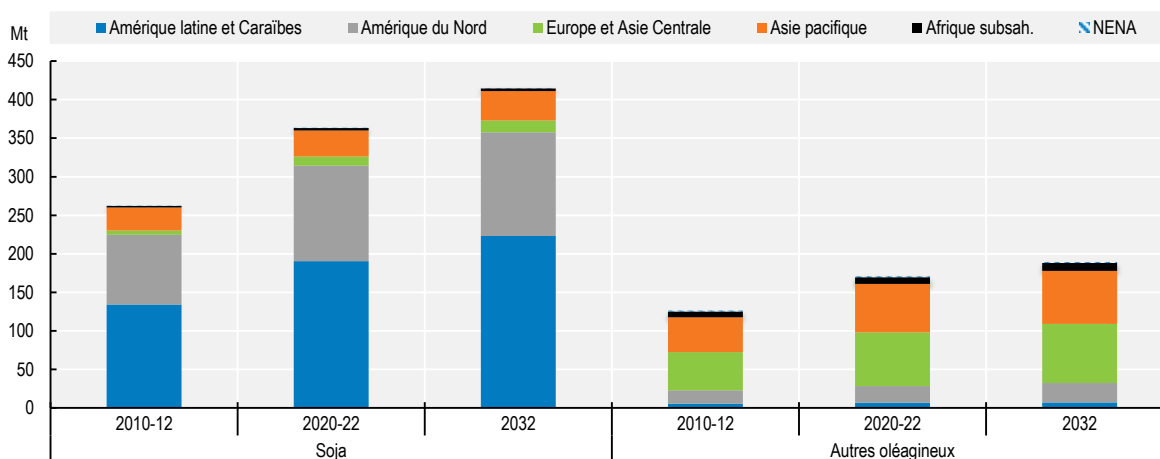
4.3.4. Production d'oléagineux

La production de soja se déplace en Amérique latine tandis que la croissance des rendements de l'huile de palme et de colza est atone

D'après les projections, la production de soja devrait croître de 0.9 % par an, contre 2.2 % par an au cours de la dernière décennie. La croissance de la production découlera pour près des trois quarts de l'augmentation des rendements. Le soja présente l'avantage d'être une culture à croissance rapide, ce qui permet de pratiquer une double culture, surtout en Amérique latine. Ainsi, la hausse supplémentaire de la superficie récoltée résultera pour une bonne part de la culture séquentielle de soja et de maïs au Brésil, et de soja et de blé en Argentine.

Le Brésil est depuis quelques années le premier producteur de soja et devrait voir sa production progresser de 0.8 % par an au cours de la prochaine décennie – légèrement plus vite qu'aux États-Unis, deuxième producteur mondial, où la croissance devrait s'établir à 0.6 % par an – du fait de la double culture avec le maïs. La production de soja devrait continuer de croître fortement ailleurs en Amérique latine, si bien que l'Argentine et le Paraguay en produiront respectivement 51 Mt et 12 Mt d'ici 2032 (Graphique 4.6). En Chine, on s'attend à ce que cette production poursuive son essor du fait de la diminution du soutien des pouvoirs publics à la culture de céréales, mais à un rythme plus lent que pendant la décennie écoulée. La production de soja devrait également s'accroître en Inde, dans la Fédération de Russie (ci-après la « Russie »), en Ukraine et au Canada.

Graphique 4.6. Production d'oléagineux par région



Note : l'acronyme NENA désigne la région Proche-Orient et Afrique du Nord, telle que définie dans le chapitre 2.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

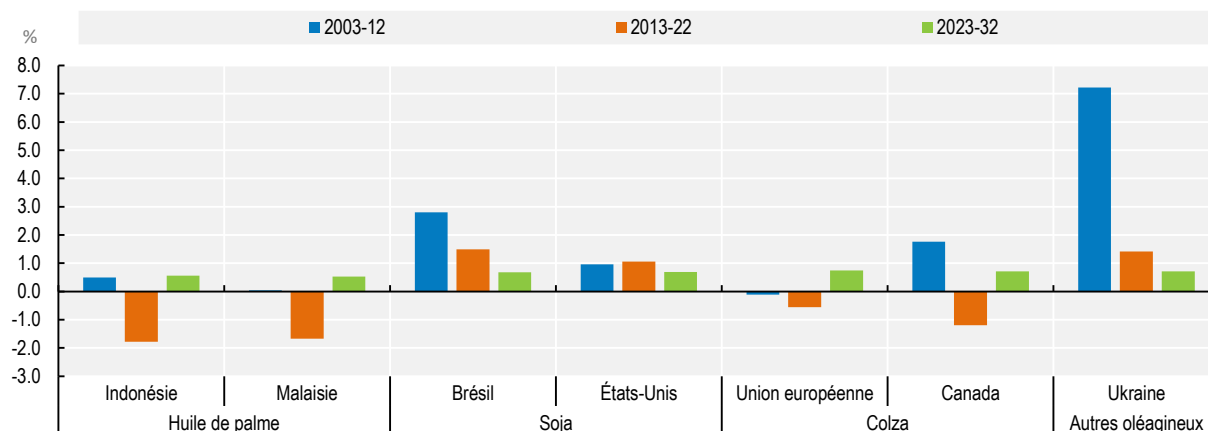
StatLink  <https://stat.link/26ek0m>

La progression de la production d'autres oléagineux (colza, tournesol et arachide) ralentira également pour s'établir à 0.9 % par an, contre 2.6 % par an sur les dix dernières années (2013-22). Les plus grands producteurs d'autres oléagineux sont la Chine (colza et arachide principalement) et l'Union européenne (colza et tournesol surtout). Leur production annuelle devrait ressortir à 40 Mt et 30 Mt respectivement en 2032. Elle devrait toutefois connaître une croissance limitée (0.8 % par an en Chine et 1.0 % par an dans l'Union européenne) en raison du prix plus élevé des céréales, qui engendrera une forte concurrence entre les deux types de culture alors que la superficie des terres arables est limitée. Le Canada, qui est lui aussi un important producteur et le premier exportateur de colza, devrait voir sa production d'autres oléagineux augmenter de 1.2 % par an pour atteindre 20 Mt à l'horizon 2032.

En décomposant la contribution du rendement et de la superficie à la production, il apparaît que les rendements des principaux producteurs d'huile de palme et de certains des principaux producteurs de colza ont réduit ou progressé lentement ces dix dernières années (graphique 4.7). Plusieurs facteurs expliquent cette évolution : 1) la forte hausse de la superficie de production a entraîné l'utilisation de terres moins propices à la culture et donc la baisse des rendements moyens ; 2) le vieillissement des palmiers à huile et les pénuries de main-d'œuvre ont fait diminuer les rendements ; 3) les restrictions d'utilisation des pesticides ont nui aux rendements moyens du colza dans l'Union européenne ; et 4) la modification des conditions météorologiques ont affecté les rendements. L'incertitude demeure sur la manière dont ces facteurs évolueront au cours de la prochaine décennie, mais le ralentissement de l'expansion des surfaces cultivées pourrait entraîner un redressement des rendements durant la période de projection. Dans le cas contraire, il sera difficile de satisfaire la demande croissante, notamment d'huile végétale.

D'après les projections, les stocks de soja correspondront à un ratio stocks/consommation de 12 % en 2032, un chiffre peu élevé comparé à celui des deux dernières décennies, si bien que le marché pourrait être rapidement confronté à des pénuries en cas de mauvaises récoltes.

Graphique 4.7. Croissance annuelle moyenne des rendements pour l'huile de palme et les oléagineux



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/0528b7>

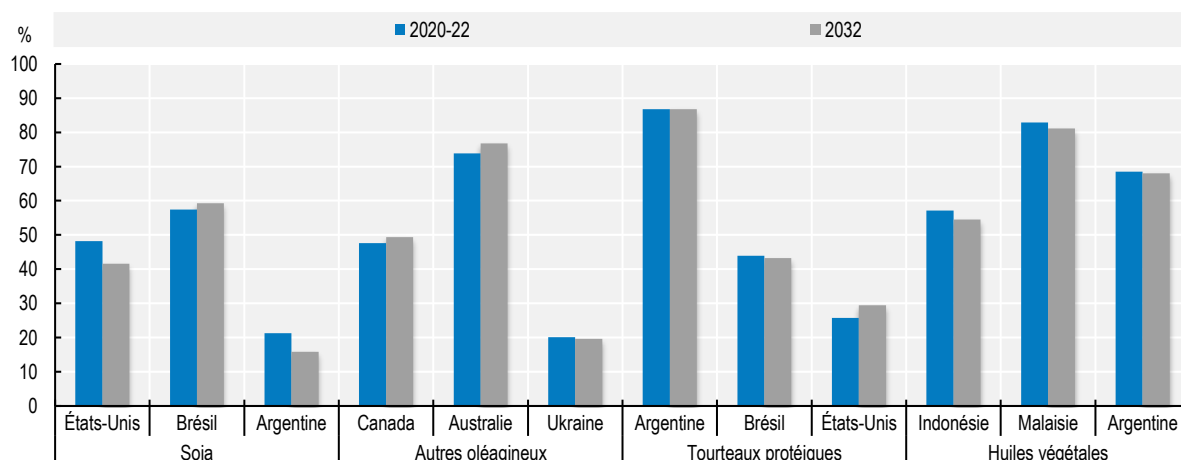
4.3.5. Échanges

Les échanges d'oléagineux et de produits oléagineux sont conséquents, mais ralentissent

Plus de 40 % de la production mondiale de soja fait l'objet d'échanges internationaux, ce qui est beaucoup par rapport aux autres produits agricoles. L'expansion des échanges mondiaux de soja est directement liée au ralentissement de la croissance des tonnages triturés en Chine et les importations chinoises devraient augmenter de 0.7 % par an (contre 4.0 % par an durant la période 2013-22) pour atteindre environ 102 Mt en 2032, soit approximativement 60 % des importations mondiales. Les exportations de soja proviennent principalement du Brésil et des États-Unis. Les États-Unis ont cédé la place de premier exportateur mondial de soja, qu'ils occupaient de longue date, au Brésil, qui voit ses capacités d'exportation croître de façon soutenue et devrait réaliser 53 % des exportations mondiales de soja à l'horizon 2032.

En ce qui concerne les autres oléagineux, la part de la production mondiale entrant dans les échanges internationaux reste nettement plus faible, à environ 14 %, dans la mesure où les deux premiers producteurs que sont la Chine et l'Union européenne sont des importateurs nets. Les principaux pays exportateurs, à savoir le Canada, l'Australie et l'Ukraine, devraient réaliser 70 % des exportations mondiales d'ici à 2032. Le Canada et surtout l'Australie exportent plus de la moitié de leur production d'autres oléagineux, principalement du colza (Graphique 4.8). Une partie de la production d'oléagineux est en outre triturée dans ces pays et exportée sous la forme d'huile végétale ou de tourteaux.

Graphique 4.8. Part des exportations dans la production totale d'oléagineux et de produits oléagineux des trois plus gros exportateurs



Note : ce graphique ne fait apparaître que la part des produits exportés directement, sans tenir compte des exportations de produits transformés, ce qui augmenterait les valeurs.

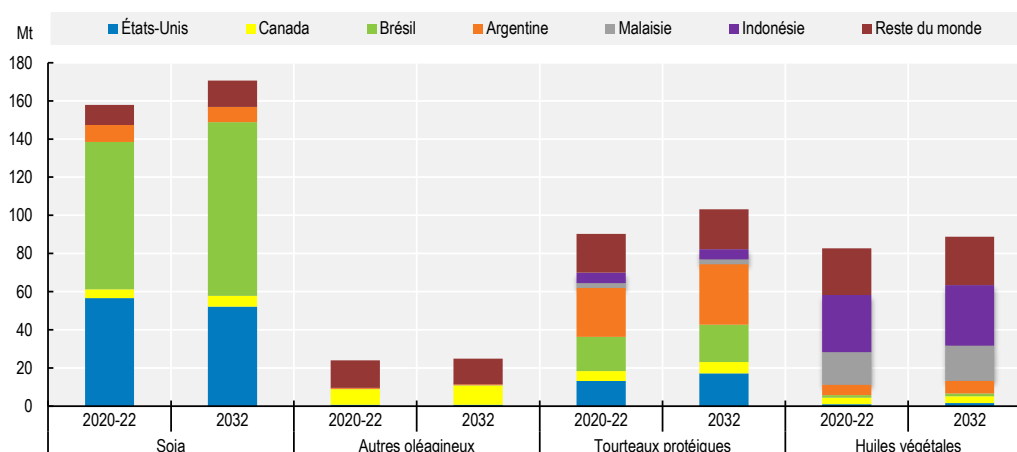
Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/30hmk1>

Les exportations d'huile végétale, qui représentent 38 % de la production mondiale, restent dominées par quelques pays. L'Indonésie et la Malaisie devraient continuer d'assurer près de 60 % de ces exportations au cours de la période de projection (graphique 4.9). Toutefois, la part de la production exportée par ces pays devrait diminuer légèrement en raison de l'augmentation prévue de la demande intérieure d'huile végétale pour l'alimentation, l'oléochimie et surtout la production de biodiesel. Les projections prévoient que l'Inde continuera d'accroître fortement ses importations – de 1.5 % par an – afin de satisfaire une demande en hausse du fait de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'augmentation du revenu disponible. Ces importations devraient ainsi atteindre 18 Mt en 2032.

Les échanges mondiaux de tourteaux protéiques devraient croître au rythme de 0.9 % par an pendant la période de projection. L'Argentine devrait rester le premier exportateur de tourteaux, car elle privilégie sans équivoque les exportations. L'Union européenne est le plus gros importateur. Ses importations devraient diminuer en raison du recul de la demande intérieure de tourteaux protéiques. Plus des trois quarts de la hausse des importations mondiales de tourteaux protéiques devraient avoir lieu en Asie, en particulier en Asie du Sud-Est, où la production animale s'accroît. La capacité de trituration dans les pays d'Asie ne pourra vraisemblablement pas suivre le rythme de la demande de tourteaux protéiques, d'où la nécessité pour le secteur de l'élevage de se tourner vers l'importation d'aliments pour animaux.

Graphique 4.9. Exportations d'oléagineux et de produits oléagineux par région



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

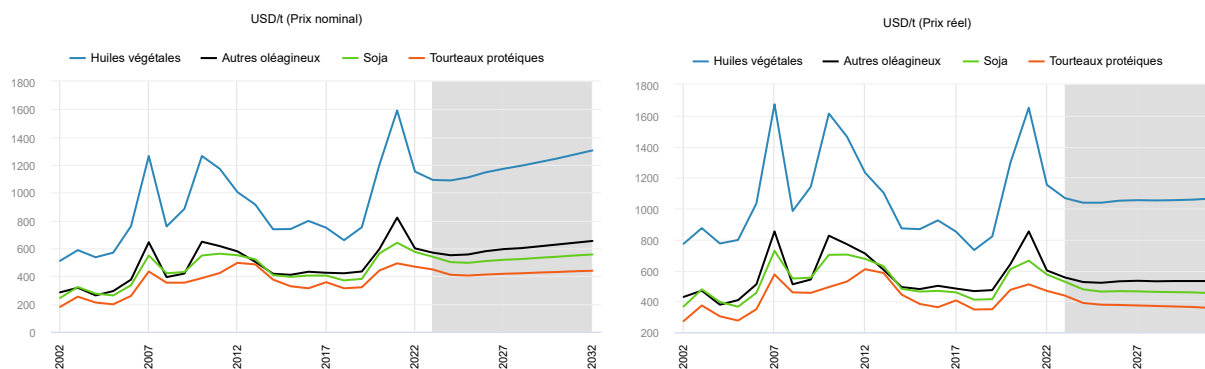
StatLink  <https://stat.link/9cpvm2>

4.3.6. Prix

Les prix élevés actuels fléchiront au cours des dix prochaines années


Les premières années de la période de projection devraient être marquées par un ajustement à la baisse, car on anticipe une amélioration des perspectives de production, notamment du fait de l'attrait des prix élevés actuels. Par la suite, les prix devraient légèrement augmenter en valeur nominale, mais baisser en valeur réelle, suivant la tendance à long terme qui caractérise les prix des produits agricoles (Graphique 4.10). La demande d'huile végétale prévue devant dépasser celle de tourteaux protéiques, les prix de la première devraient enregistrer une hausse par rapport à ceux des seconds. Ce mouvement favorisera également l'augmentation des prix d'autres oléagineux par rapport à ceux du soja étant donné leur teneur plus élevée en huile végétale.

Graphique 4.10. Évolution des prix mondiaux des oléagineux



Note : Soja, États-Unis, prix CAF (coût, assurance et fret) Rotterdam ; autres oléagineux, colza, Europe, prix CAF Hambourg ; tourteaux protéiques, prix moyen pondéré à la production de tourteaux de soja, de tournesol et de colza, port européen ; huile végétale, prix moyen pondéré à la production d'huile de palme, de soja, de tournesol et de colza, port européen. Les prix réels sont les prix mondiaux nominaux corrigés des effets de l'inflation par le déflateur du PIB des États-Unis (2022 = 1).

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/gwc7q>

4.4. Risques et incertitudes

Les préoccupations environnementales influenceront sur les chaînes d'approvisionnement mondiales en oléagineux

La marge de progression de la production d'huile de palme en Indonésie et surtout en Malaisie reposera de plus en plus sur les activités de replantation et sur l'amélioration des rendements plutôt que sur une nouvelle augmentation des superficies. Ces dernières années, la croissance de la production a manqué de vigueur en raison de la faible rentabilité du secteur et de la hausse des coûts de main-d'œuvre en Malaisie. En Indonésie, les principales entreprises productrices d'huile de palme ont réalisé certains progrès en matière de replantation. Outre ce ralentissement des rendements, les préoccupations liées à la durabilité pèseront également sur le développement de la production d'huile de palme, étant donné que, dans les pays développés, la demande privilégie les huiles végétales produites sans déforestation et certifiées durables, que ce soit celles utilisées pour produire du biodiesel ou, de plus en plus, celles destinées à l'alimentation humaine. Cependant, les systèmes de certification concurrents de la Malaisie et de l'Indonésie sont une source d'inquiétude.

Les autres inquiétudes des consommateurs concernant le soja sont liées au fait qu'une grande part de la production est obtenue avec des semences transgéniques. Dans l'Union européenne en particulier, les dispositifs de certification des produits animaux appliqués par les distributeurs qui garantissent une alimentation animale sans produits génétiquement modifiés prennent de l'ampleur et pourraient entraîner une réorientation de la demande d'aliments pour animaux vers des sources de protéines autres que les tourteaux de soja. Sachant que l'Union européenne représentait 13 % de la demande mondiale de protéines sur la période 2020-22, cette évolution pourrait réduire encore la demande de tourteaux. La hausse des préoccupations environnementales concerne notamment le lien potentiel entre la déforestation et l'essor de la production de soja au Brésil et en Argentine. Ces inquiétudes ont amené le secteur privé à encourager l'usage de terres déjà défrichées pour agrandir les superficies cultivées afin d'éviter de nouvelles destructions d'espaces forestiers. En cas de succès, ces initiatives volontaires devraient dissuader les producteurs de soja de défricher des terres pour mener leurs activités.

Les politiques relatives aux biocarburants appliquées aux États-Unis, dans l'Union européenne et en Indonésie demeurent une importante source d'incertitude pour le secteur mondial des huiles végétales, dans la mesure où 16 % environ de sa production est transformée en biodiesel. En Indonésie, l'obligation d'incorporation de 30 % de biodiesel proposée récemment ne pourra pas forcément être respectée, car en plus de nécessiter des subventions publiques, elle risque d'exercer des contraintes sur l'offre à moyen terme. Aux États-Unis, le gazole renouvelable ou HVH bénéficie d'un soutien important dans certains États qui affichent des taux de croissance de la production soutenus. Dans l'Union européenne, les réformes menées et l'arrivée des procédés de production de biocarburants de deuxième génération vont probablement permettre de ne plus utiliser directement des cultures alimentaires comme matières premières. À l'échelle mondiale, les carburants durables d'aviation (CDA) devraient constituer une utilisation durable des biocarburants, mais il reste difficile de prédire quand ils commenceront à être utilisés. L'évolution des prix du pétrole brut, dont dépendent la compétitivité et la rentabilité de la production de biodiesel, demeure une source majeure d'incertitude.

La demande d'importations de soja émanant de la Chine reste incertaine et est influencée par de nombreux facteurs. Dans l'ensemble, l'évolution de la demande de viande – et donc de la demande d'aliments pour animaux et en particulier de tourteaux protéiques – sera déterminée avant tout par le recul de la population et le ralentissement de la croissance économique, laquelle restera malgré tout non négligeable. Le rétablissement de la filière porcine après l'épidémie de PPA, ainsi que sa restructuration, influenceront considérablement sur la demande d'aliments pour animaux, et notamment sur celle de tourteaux protéiques. Ceux-ci rivalisent en partie avec d'autres produits dans la production d'aliments composés et

réagissent de ce fait à toute variation des prix des céréales. Toute modification des mélanges fourragers aura une incidence sur la consommation de tourteaux protéiques.

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine fait peser de fortes incertitudes sur la filière du tournesol, étant donné que ces deux pays sont les plus gros producteurs de graines de tournesol (chacun d'eux représente plus d'un quart de la production mondiale) et figurent parmi les principaux exportateurs de produits à base de tournesol. L'Ukraine, en particulier, est aussi un important exportateur régional de colza et de soja. Tout déficit de production réduit donc les volumes d'oléagineux et de produits oléagineux disponibles sur le marché mondial tout en entraînant une pénurie d'huile végétale et de tourteaux protéiques destinés à l'alimentation animale en Ukraine.

5

Sucre

Ce chapitre s'intéresse aux marchés mondiaux du sucre : il en décrit l'évolution puis présente des projections à moyen terme pour la période 2023-32. Ces projections portent sur la consommation, la production, les échanges et les prix de la betterave sucrière, de la canne à sucre, du sucre, de la mélasse et de l'isoglucose. La dernière section de ce chapitre expose les principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux du sucre au cours de la prochaine décennie.

5.1. Principaux éléments des projections

Au cours des dix prochaines années, la consommation mondiale de sucre par habitant devrait progresser, principalement sous l'effet de l'augmentation des revenus dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire d'Asie et d'Afrique. Cette hausse générale devrait néanmoins être atténuée du fait d'un léger recul de la consommation par habitant dans les pays à revenu élevé, au vu des préoccupations de santé croissantes des consommateurs et des mesures mises en œuvre au niveau national pour décourager de consommer du sucre. En dépit de ces tendances divergentes, la consommation moyenne par habitant devrait rester beaucoup plus faible dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, notamment en Afrique subsaharienne, que dans les pays à revenu élevé.

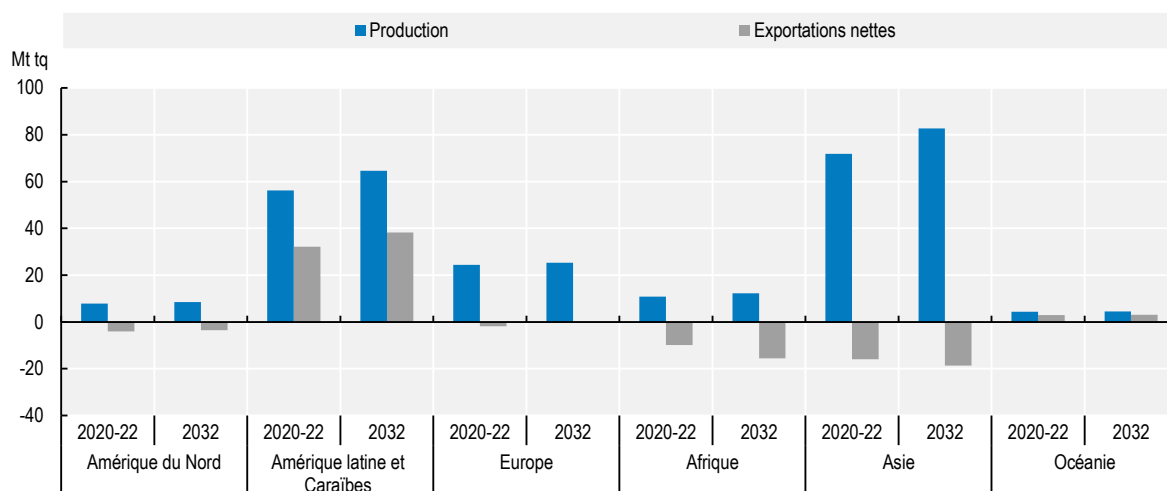
Le sucre devrait rester le plus prisé des édulcorants caloriques représentant toujours 80 % de la consommation mondiale, malgré les efforts déployés un peu partout pour lui trouver des substituts. Le principal édulcorant calorique de remplacement, le sirop de maïs à haute teneur en fructose, ou isoglucose, devrait, dans le meilleur des cas, voir sa part se maintenir autour de 8 % de la consommation totale, le reste du marché revenant aux édulcorants intenses hypocaloriques, dont la saccharine, le sucralose et l'aspartame¹.

Au cours de la période de projection, la production de sucre devrait croître principalement dans les grands pays producteurs de canne à sucre. Cultivée avant tout dans les régions tropicales et subtropicales, la canne à sucre continuera de constituer plus de 85 % de la production cumulée de plantes sucrières. Au Brésil, on s'attend à ce que la production augmente sous l'effet, causé par les prix rémunérateurs, de l'expansion des surfaces cultivées et de l'amélioration des rendements. En Inde et en Thaïlande, où les surfaces cultivées devraient rester relativement stables, ce sont les gains de productivité, y compris ceux que permettent les améliorations variétales et la hausse des taux d'extraction, qui seront les principaux déterminants de la croissance de la production de sucre. En Afrique du Sud, le premier fournisseur de canne à sucre du continent africain, les pouvoirs publics ont pris des mesures de soutien du secteur qui devraient contribuer à faire augmenter la production de canne. La production de betterave sucrière, surtout cultivée dans l'hémisphère nord, devrait rester assez stable dans l'Union européenne mais augmenter en Égypte, sous l'effet de la hausse de la demande régionale et industrielle. Cet essor de la production de betteraves sucrières devrait confirmer l'Égypte au premier rang des producteurs de sucre du continent africain en 2032.

Au cours de la prochaine décennie, la production d'éthanol à partir des plantes sucrières continuera de limiter l'offre de sucre. Au Brésil, le programme Renovabio a pour ambition d'encourager la fabrication d'éthanol, et c'est la canne à sucre qui demeure la principale matière première en vue de la réalisation de l'objectif fixé pour 2030. Les prix internationaux du pétrole brut, constants en termes réels, favoriseront la production d'éthanol de canne à sucre, tandis que la production brésilienne de sucre restera compétitive sur les marchés internationaux, même si l'on suppose une appréciation du real en termes réels. Les entreprises brésiliennes de transformation de la canne à sucre, qui peuvent facilement faire basculer leur activité vers le sucre ou vers l'éthanol, continueront de faire des arbitrages en fonction de la rentabilité relative des deux produits ; au cours des dix prochaines années, l'éthanol devrait devenir plus attractif que le sucre. Dans d'autres pays, la mise en œuvre de mesures en faveur du développement des biocarburants pèsera aussi sur la disponibilité de la canne à sucre pour la production de sucre, en particulier en Inde, où le programme national d'incorporation d'éthanol dans l'essence (*Ethanol Blended Petrol Programme*) vise un taux d'incorporation de 20 % d'éthanol dans l'essence (E20) d'ici 2025/26.

En 2032, le Brésil et l'Inde devraient totaliser autour de respectivement 23 % (45 Mt) et 19 % (38 Mt) de la production mondiale de sucre. Les perspectives de croissance sont meilleures au Brésil, où le secteur est soutenu par des ventes rentables sur le marché international ; en Inde, malgré la hausse du taux d'extraction, la croissance devrait être plus modérée, compte tenu de la réorientation de la canne à sucre vers la production d'éthanol. Dans le reste du monde, les plus fortes augmentations de production, en termes absolus par rapport à la période de référence, devraient être observées en Thaïlande (+5 Mt).

Graphique 5.1. Production et échanges de sucre, par région



Note : les chiffres sont exprimés en base tel quel (tq).

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/wqnd8e>

Les échanges internationaux continueront de croître, du fait principalement de l'augmentation de la demande des régions déficitaires dans les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire. Les exportations devraient progresser au cours de la décennie, représentant environ 37 % de la production mondiale de sucre en 2032, contre 36 % pendant la période de référence. Elles proviendront, comme auparavant, d'un nombre limité de pays, au premier rang desquels le Brésil (46 % des échanges internationaux), devant la Thaïlande et l'Inde. Les importations devraient être moins concentrées, avec les principales hausses prévues en Asie et en Afrique, tandis que les plus fortes baisses devraient avoir lieu aux États-Unis, en Russie et au Japon du fait d'une production intérieure plus élevée et, dans le cas du Japon, d'une contraction de la demande intérieure. Si le sucre brut de canne est appelé à continuer de représenter l'essentiel du sucre commercialisé dans le monde, la part du sucre blanc (raffiné) de canne ou de betterave devrait toutefois progresser légèrement.

Les prix internationaux du sucre en termes réels devraient décrocher de leurs niveaux élevés actuels à la faveur d'une augmentation des volumes disponibles à l'exportation, et baisser pendant la période de projection en raison des gains de productivité. La pression à la baisse sur les prix devrait être en partie compensée par les cours du pétrole brut, constants en termes réels, qui encourageront l'utilisation des plantes sucrières aux fins de la production d'éthanol. La surcote du sucre blanc (différence entre les prix du sucre blanc et du sucre brut), qui était particulièrement élevée (101 USD/t en moyenne pendant la période de référence) à cause du resserrement du marché du sucre blanc, devrait encore un peu augmenter en valeur nominale au cours de la période de projection avec, d'ici 2032, une hausse de la part des importations de sucre blanc dans le total des échanges.

La dynamique des marchés du sucre, telle qu'elle est présentée dans ces *Perspectives*, est entachée d'incertitudes et sujette à des risques, notamment du fait de la conjoncture économique mondiale et des nouvelles mesures relatives au sucre que les pouvoirs publics pourraient décider d'appliquer. Les conditions météorologiques, la rentabilité du sucre par rapport à l'éthanol et la concurrence d'autres cultures sont autant d'incertitudes supplémentaires qui entourent la production. Du côté de la demande, les évolutions de l'économie mondiale qui ont un impact sur le pouvoir d'achat, les préférences de consommation et l'inflation sont des facteurs clés qui pourraient modifier les profils de consommation présentés dans ces *Perspectives*.

5.2. Tendances actuelles des marchés

Après avoir atteint leur plus bas niveau depuis 16 mois en octobre 2022, les prix internationaux du sucre ont nettement rebondi à la fin de l'année et au début de 2023, principalement parce que l'offre mondiale s'est restreinte tandis que la demande d'importations restait forte. Plus récemment, les préoccupations concernant les perspectives de baisse de la production dans les principaux pays producteurs ont exercé de nouvelles pressions à la hausse des prix internationaux du sucre. Les prévisions donnent une production de sucre en déclin en Inde et dans l'Union européenne, à cause d'un recul des surfaces cultivées en betterave sucrière et de leurs rendements. Cependant, dans l'ensemble, la production mondiale de sucre de la saison 2022/23 devrait être supérieure à celle de l'année précédente, car on escompte une reprise significative du secteur au Brésil, le premier producteur et exportateur mondial de sucre, et de meilleures récoltes en Thaïlande. S'agissant de la demande, la consommation mondiale de sucre devrait progresser pour la troisième saison consécutive en 2022/23. Cependant, cette évolution devrait être modérée par le ralentissement prévu de la croissance économique mondiale au cours de la même période. L'augmentation plus lente de la consommation par rapport à la production devrait placer le marché mondial du sucre en situation excédentaire en 2022/23. Du fait des disponibilités accrues à l'exportation, en particulier en provenance du Brésil et de la Thaïlande, on s'attend à ce que les échanges internationaux de sucre dépassent ceux de la saison précédente, ce qui devrait coïncider avec la hausse prévue de la demande mondiale d'importations en 2022/23 ; les premiers acheteurs de sucre, principalement sous forme brute pour les applications industrielles, demeurent la République populaire de Chine (ci-après « la Chine ») et l'Indonésie.

5.3. Projections concernant les marchés

5.3.1. Consommation

Au cours de la prochaine décennie, la consommation mondiale de sucre devrait poursuivre sa progression, à environ 1.1 % par an pour atteindre 193 Mt en 2032, soutenue par la croissance démographique et l'augmentation des revenus. Après avoir reculé à la fin des années 2010, en particulier pendant la pandémie de la covid-19, la consommation mondiale moyenne par personne devrait rebondir pour se situer à 22.5 kg/hab en 2032.

De façon générale, la consommation de sucre au cours de la prochaine décennie devrait surtout augmenter là où la quantité par personne est actuellement faible puisque, sous toutes ses formes, le sucre est une source d'énergie essentielle dans l'alimentation humaine. La tendance devrait être opposée là où la consommation par personne est élevée donc suscite des préoccupations de santé (risques de prise de poids et de caries dentaires). L'OMS recommande de ramener l'apport quotidien en sucres libres à moins de 10 % de l'apport énergétique total pour des raisons de santé.

Les perspectives de développement sont meilleures en Asie et en Afrique

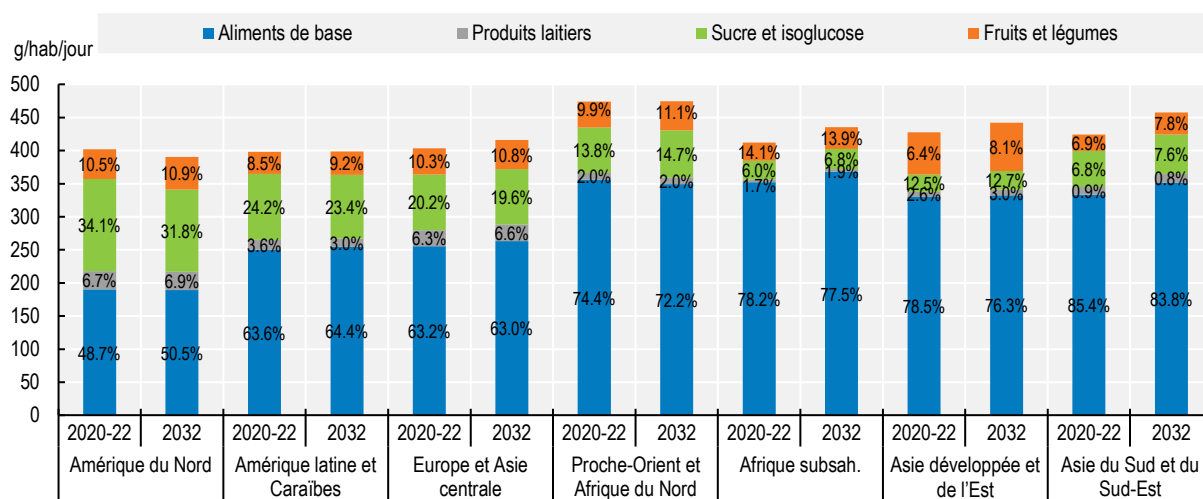
L'Asie et l'Afrique seront les régions qui contribueront le plus au supplément de demande par rapport à la période de référence, puisqu'elles représenteront respectivement 67 % et 32 % du total mondial. L'urbanisation, l'essor de la classe moyenne et la jeunesse de la population devraient y être les principaux moteurs de l'augmentation de la consommation par habitant. En dépit de cette progression prévue, qui viendra prolonger celle des années passées, les consommations par habitant de l'Asie et de l'Afrique devraient rester en dessous de la moyenne mondiale d'ici 2032.

En Asie, la consommation de sucre sera tirée vers le haut par la croissance démographique et l'augmentation des revenus ainsi que par la consommation accrue de produits contenant du sucre à des fins industrielles, notamment pour les confiseries et les boissons sucrées. C'est d'abord l'Inde, puis

l'Indonésie et la Chine, qui devraient contribuer le plus à la hausse globale de la consommation de sucre. En Inde et en Indonésie, la croissance démographique, même si elle est moins marquée que pendant la décennie précédente, et la hausse des revenus associée à une plus forte demande de boissons et de produits alimentaires transformés devraient soutenir l'augmentation de la consommation globale de sucre au cours des dix années à venir. En Chine, la consommation sort d'une période sans véritable croissance, débutée en 2016 par une période de hausse des prix, puis suivie d'une politique zéro covid de trois ans. Avec la réouverture des marchés au début de la période de projection, la consommation devrait repartir de l'avant au cours des dix prochaines années. Néanmoins, calculée par habitant, elle devrait se maintenir bien en dessous de la moyenne mondiale en 2032 (12.6 kg/hab). Les perspectives de croissance sont également solides dans les pays d'Asie les moins avancés. La consommation par habitant en Asie devrait progresser de 0.8 % par an au cours de la prochaine décennie, contre 0.3 % au cours de la précédente.


En Afrique, l'augmentation de la population et des revenus se poursuivra, entraînant dans son sillage la consommation globale de sucre, principalement du fait d'une consommation directe plus importante dans les zones urbaines. Dans les pays subsahariens les moins avancés, on s'attend à enregistrer les taux les plus élevés de croissance de la consommation par habitant à l'échelle de la région. De plus, comme c'est dans ces pays que la croissance démographique devrait être la plus forte, la consommation de sucre devrait y augmenter plus vite que dans le reste du monde. En revanche, en Afrique du Sud, où les pouvoirs publics ont pris des mesures pour décourager l'utilisation du sucre, la consommation chute depuis quelques années : la consommation par habitant devrait donc continuer de baisser au cours de la prochaine décennie.

Graphique 5.2. Consommation de glucides par habitant et par catégorie, dans les différentes régions



Note : les aliments de base sont les céréales, les racines et tubercules et les légumineuses.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/mfd4lw>

Au cours des dix prochaines années, même si l'apport total quotidien en glucides reste plus élevé en Asie et en Afrique qu'ailleurs dans le monde (en particulier en Afrique du Nord et du Nord-Est), les glucides simples (glucose et fructose du sucre, des édulcorants à haute teneur en fructose, des fruits et des légumes et lactose) devraient continuer de ne représenter qu'une petite fraction de cet apport quotidien (). Dans ces deux régions, l'augmentation de la consommation de sucre ne modifiera pas sensiblement le

régime alimentaire, du point de vue des apports en glucides, attendu que les trois quarts des glucides consommés proviennent d'aliments de base.

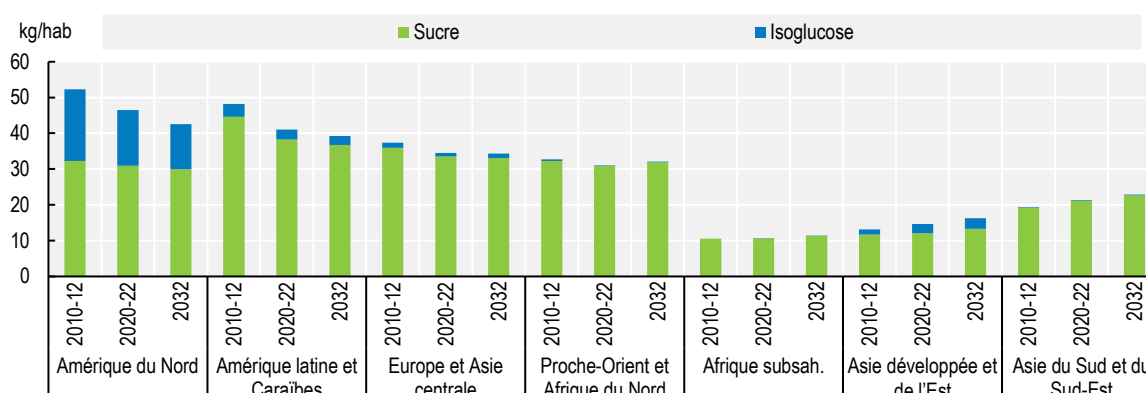
Dans le reste du monde, la part des glucides dans l'apport quotidien devrait rester stable, sauf en Amérique du Nord où l'on s'attend à une légère tendance à la baisse.

Les baisses se poursuivront dans les autres régions et pays gros consommateurs de sucre

C'est traditionnellement dans les pays du continent américain, des Caraïbes et d'Europe que la consommation de sucre par habitant est la plus élevée, même si les édulcorants caloriques ne représentent qu'une petite part des glucides dans l'alimentation. Depuis 2010 globalement, la consommation d'édulcorants caloriques est en baisse dans ces régions, notamment car les effets préjudiciables de ces produits sur la santé sont mis en avant. Cette baisse devrait se poursuivre au cours de la prochaine décennie, mais à un rythme plus ralenti.

En Amérique latine, la première région fournisseuse de sucre du monde, la consommation de sucre par habitant a atteint des niveaux qui font craindre d'éventuels effets négatifs sur la santé. Pour tenter de réduire la consommation de boissons sucrées, certains pays comme le Chili, l'Équateur, le Mexique, le Pérou et plus récemment la Colombie ont, au cours de la dernière décennie, instauré une taxe sur les boissons qui contiennent du sucre. Des mesures visant à limiter la vente et/ou la promotion des boissons et des produits sucrés auprès des enfants de moins de 18 ans ont également été prises, et certains pays comme l'Argentine ont voté des lois imposant un système d'étiquetage nutritionnel sur le devant des emballages avec des seuils stricts pour les produits plus sains. La consommation par habitant devrait continuer de baisser, comme elle le fait déjà depuis quelques années, pour passer de 38.6 kg/hab au cours de la période de référence à 37.1 kg/hab.

L'Europe est la deuxième consommatrice de sucre, loin derrière l'Asie, parmi les sept régions présentées dans ces *Perspectives*. Au cours de la prochaine décennie, elle devrait céder la place à l'Afrique, puis l'Amérique latine et les Caraïbes, tout en restant la troisième région la plus peuplée du monde. En effet, depuis vingt ans environ, les administrations nationales s'y emploient à prendre des mesures pour éviter la consommation excessive de sucre. L'une de ces mesures est la taxation du sucre. L'Italie et la Pologne viennent de mettre en place une telle taxe, et la Fédération de Russie (ci-après « la Russie ») est en train d'en voter une (mise en œuvre prévue le 1^{er} juillet 2023). L'industrie du secteur cherche aussi des solutions au problème de l'obésité en limitant le sucre dans les produits ou en lui préférant des édulcorants de synthèse. La consommation de sucre par habitant devrait continuer de décliner en Europe, mais à un rythme plus ralenti qu'au cours de la décennie précédente. En Ukraine, la consommation de sucre par habitant a fortement chuté après le début de la guerre en février 2022. Elle devrait cependant reprendre au cours des dix années à venir pour retrouver en 2032 ses niveaux d'avant la guerre. En Australie et en Nouvelle-Zélande, deux autres pays très consommateurs de sucre, on prévoit également une baisse. Cette tendance s'observera aussi au Canada et aux États-Unis. Cependant, les États-Unis sont le pays où la consommation par habitant est la plus élevée en ce qui concerne les édulcorants caloriques y compris l'isoglucose (48.1 kg/hab pendant la période de référence) ; au cours de la période de projection, ces édulcorants caloriques devraient céder du terrain au profit d'une consommation accrue de fruits et de légumes.

Graphique 5.3. Consommation de glucides par habitant et par catégorie, dans les différentes

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/rtxh2z>

Le marché de l'isoglucose progressera lentement

Le sirop de maïs à haute teneur en fructose, ou isoglucose, est l'autre édulcorant calorique, principalement utilisé dans les boissons à la place du sucre. Au contraire du sucre, il se présente sous forme liquide donc s'échange moins facilement. Il continuera de n'être consommé que dans un petit groupe de pays du monde, sans réelle évolution.

Les principaux producteurs, les États-Unis et le Mexique, resteront aussi les principaux consommateurs, avec respectivement 13.7 et 9.2 kg/hab en 2032. Aux États-Unis, l'isoglucose faisait concurrence au sucre à part égale dans le secteur des édulcorants caloriques au milieu des années 2000 : cette part relative est depuis en diminution, une tendance qui devrait se poursuivre, alors que le débat sur l'éventuel plus grand danger de l'isoglucose pour la santé est toujours en cours. Aux États-Unis en 2032, les deux produits devraient représenter respectivement 31 % et 69 % de la consommation d'édulcorants caloriques. Au Mexique, les efforts mobilisés par les pouvoirs publics pour réduire la consommation d'édulcorants caloriques et le déclin de la consommation d'isoglucose par habitant devraient se poursuivre pendant les dix prochaines années. De ce fait, parce que la demande d'isoglucose n'évoluera pas beaucoup, les États-Unis anticipent un recul de la production (-13 %) par rapport à la période de référence, jusqu'à atteindre 6 Mt en 2032.

Première productrice mondiale d'amidon, la Chine devrait connaître les changements les plus notables, puisque sa consommation d'édulcorants caloriques par habitant est très faible par rapport au reste du monde. La hausse des prix du maïs, observée depuis 2020, s'est répercutée sur le coût de la production/consommation d'isoglucose, d'où le remplacement partiel de ce dernier par le sucre ou d'autres édulcorants de substitution dans les boissons sucrées (érythritol), en fonction de la rentabilité des produits. Au cours des dix années à venir, avec des prix du maïs plus compétitifs, la production chinoise d'isoglucose devrait augmenter pour absorber une partie de la croissance de la demande intérieure (2.8 kg/hab en 2032). Il n'est en revanche prévu aucune augmentation au Japon et en Corée, où la consommation devrait être d'environ 6 kg/hab. Dans l'Union européenne, l'isoglucose restera non compétitif par rapport au sucre pendant la prochaine décennie, et totalisera seulement 1.6 kg/hab en 2032.

Dans le reste du monde, ce marché ne connaîtra pas d'évolution notable. Le sucre représentera dans l'ensemble toujours 80 % de la quantité totale consommée, et l'isoglucose, le principal produit de substitution, moins de 8 %. La part restante reviendra aux édulcorants intenses (à faible teneur en calories), non couverts dans ces *Perspectives*.

5.3.2. Production

Dans l'hypothèse de conditions météorologiques normales, la production mondiale de sucre devrait augmenter légèrement au cours de la période de projection, mais à un rythme modéré par la hausse du coût des intrants et la concurrence d'autres productions agricoles. Le secteur est très capitalistique : les prix rémunérateurs du marché intérieur devraient être suffisamment élevés pour soutenir les investissements et les développements, au niveau des cultures comme au niveau des sucreries.

La canne à sucre est la principale plante sucrière. On la trouve avant tout dans les régions tropicales et subtropicales. C'est une culture pérenne : les mêmes plantes peuvent être récoltées, au bout de 12 à 18 mois, pendant environ cinq ans puisque la canne repousse d'elle-même, même si les rendements diminuent au cours du temps. Elle est la matière première du sucre mais aussi de l'éthanol (avec une certaine flexibilité au Brésil). Elle permet aussi de produire de la mélasse (jus épais) et le résidu de la canne (bagasse, fibre laissée après extraction du jus épais) est utilisé pour fournir de l'énergie (coproduction de biocombustibles aux fins de la production d'électricité). À l'inverse, la betterave sucrière est une plante annuelle qui dépend davantage de la variabilité des coûts des intrants. Cultivée principalement en zone tempérée, elle donne un jus épais utilisé pour la production de sucre ou d'éthanol ; ses deux sous-produits sont la pulpe de betterave, destinée à l'alimentation animale, et la mélasse. De plus, la mélasse peut être traitée ultérieurement pour extraire le sucre cristallisé, ce qui génèrera à nouveau de la mélasse. Les plantes sucrières permettent d'obtenir un large éventail de produits, notamment des produits d'alimentation humaine (sucre), des produits d'alimentation animale, des bioproduits pour l'industrie (produits pharmaceutiques, matières plastiques, textiles et produits chimiques) et de l'éthanol. Elles fournissent aussi un sous-produit, la mélasse, qui peut elle aussi être traitée pour donner du sucre ou de l'éthanol. Aux cours des dix prochaines années, on devrait assister à une légère augmentation de la rentabilité du sucre et de l'éthanol donc, par voie de conséquence, à une hausse de la production des cultures sucrières dont ils sont les deux principaux produits.

La canne à sucre restera la principale plante sucrière

La canne à sucre continuera de représenter environ 87 % des cultures sucrières. Au cours de la période de projection, la production mondiale de *canne à sucre* devrait croître de 1.0 % par an pour atteindre 1 905 Mt à l'horizon 2032, le Brésil, l'Inde et la Thaïlande devant contribuer le plus à cette augmentation du volume global produit (+142 Mt, +31 Mt et +6 Mt, respectivement). Cela témoigne surtout de la hausse relative des rendements des cultures, en Inde notamment, mais aussi en Argentine (bien qu'à partir d'une valeur inférieure), l'expansion des surfaces cultivées devant essentiellement intervenir au Brésil (+1.6 Mha).

Le Brésil est le plus gros pays producteur de canne à sucre et plus de la moitié de sa production est destinée à la fabrication d'éthanol. Au cours des dix prochaines années, le gonflement de la demande ainsi que la rentabilité escomptée des deux produits, le sucre et l'éthanol, encouragera le secteur à répondre aux besoins du marché. Des investissements dans la mécanisation et des pratiques de production plus durables devraient permettre, entre autres, de réduire les effets de la sécheresse de ces dernières années. Le pays devrait aussi voir ses surfaces cultivées s'étendre : la part de la canne à sucre dans le total des terres arables disponibles passera de 12.8 % pendant la période de référence à 14.4 % en 2032, avec peu d'amélioration des rendements, du fait de conditions climatiques plus sèches que par le passé.

En Inde, la croissance de la production de canne à sucre devrait être principalement due à l'amélioration des rendements, puisque la concurrence avec les autres productions agricoles devrait empêcher toute expansion des surfaces cultivées. En Thaïlande, la production de canne à sucre de la prochaine décennie devrait aussi compter principalement sur l'amélioration des rendements. Ces dernières années, les rendements inférieurs à ceux d'autres cultures, les prix plus élevés des engrais, les mesures plus strictes mises en place par les pouvoirs publics pour limiter les pratiques de brûlis pendant les récoltes et les

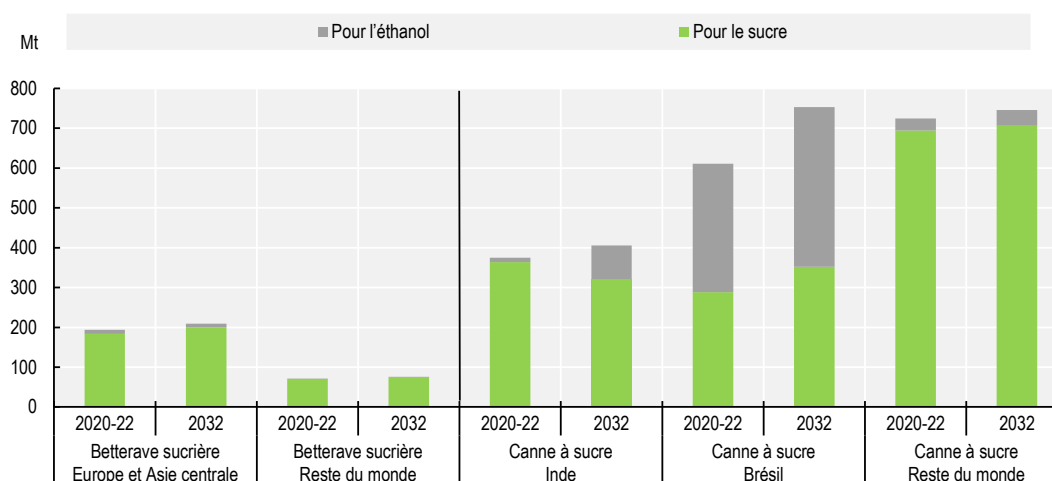
conditions météorologiques défavorables ont contribué à faire reculer les superficies, qui ne devraient donc pas beaucoup augmenter au cours de la prochaine décennie. En Chine, pendant deux ans, les autorités régionales continueront de soutenir les exploitations agricoles et les sucreries pour qu'elles puissent se moderniser et maximiser leurs rendements. Mais, avec la fin de la politique zéro covid au début de la période de projection, la croissance escomptée sera modérée, attendu que les efforts et l'efficacité seront limités par la hausse du coût des intrants, la concurrence entre cultures pour l'utilisation des terres et les importations de sucre comparativement moins chères.

Les perspectives sont moins favorables pour la betterave sucrière, l'autre plante sucrière, car sa culture est plus sensible à la hausse des coûts des intrants. En augmentant quelque peu, les rendements devraient légèrement tirer vers le haut la production, qui devrait ainsi atteindre 284 Mt en 2032, avec un taux de croissance annuel (0.4 % par an) plus faible qu'au cours de la décennie précédente (0.5 % par an) (Graphique 5.4). Par rapport à la période de référence, on s'attend à une expansion en Russie (+8.1 Mt, à partir d'une faible valeur de référence), en Türkiye, en Égypte, en Chine, aux États-Unis, et en Ukraine. Au cours de la dernière décennie, l'Égypte et la Chine avaient contribué le plus à l'augmentation mondiale de la production de betterave sucrière.


La surface agricole consacrée à la culture de la betterave sucrière devrait diminuer, les marges bénéficiaires étant impactées par la hausse des prix des engrais et de l'énergie (les sucreries de betterave doivent acheter des produits énergétiques pour pouvoir fonctionner, contrairement aux sucreries de canne qui peuvent avoir recours à la bagasse). C'est l'amélioration des rendements, uniquement, qui permettra à cette plante de conserver sa part de marché. Cela devrait surtout être le cas aux États-Unis, où les deux plantes sucrières sont cultivées en proportion presque égale, avec environ 55 % du sucre continuant de provenir de la betterave sucrière. Dans l'Union européenne, les prévisions donnent une production plutôt stable, en raison notamment de coûts des intrants plus élevés que pour d'autres cultures et d'une législation environnementale plus stricte² ; il n'est pas prévu que les rendements augmentent, et certaines exploitations agricoles se tourneront vers d'autres cultures.

En Égypte, les prix d'achat rémunérateurs devraient stimuler la plantation de betteraves sucrières, et des efforts sont également mobilisés en faveur de l'adoption de variétés de semences améliorées. Les actions actuellement menées par les pouvoirs publics pour stimuler la production agricole domestique devraient contribuer à l'accroissement global des surfaces destinées à la betterave et des rendements des cultures.

Graphique 5.4. Production mondiale de plantes sucrières par produit final



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/htfawu>

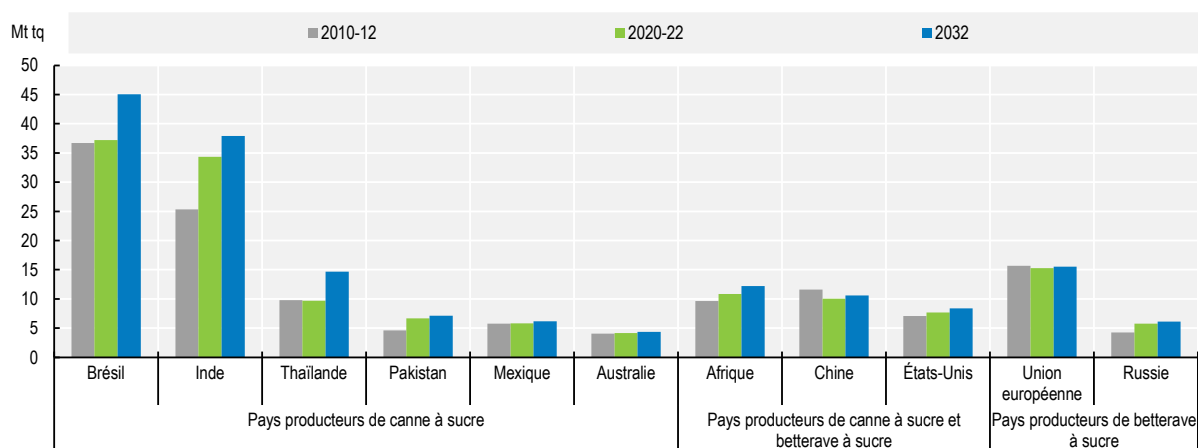
Si, au cours de la dernière décennie, 81 % des cultures sucrières mondiales étaient utilisées pour produire du sucre, on s'attend à ce que cette part baisse pendant la période de projection, pour atteindre 76 % en 2032 (72 % dans le cas de la canne à sucre et 97 % dans celui de la betterave sucrière) du fait de la concurrence accrue de l'éthanol, les sucreries ayant souvent la possibilité de basculer facilement d'un produit à l'autre. Le Brésil restera le principal producteur de sucre et d'éthanol de canne à sucre, produisant 40 % de la canne à sucre mondiale d'ici à 2032 : cette canne à sucre brésilienne sera utilisée pour 23 % de la production mondiale de sucre et 76 % de la production mondiale d'éthanol de canne à sucre (contre 21 % et 88 % au cours de la période de référence).

La production mondiale de sucre devrait augmenter

La production mondiale de sucre devrait passer de 175 Mt pendant la période de référence à 198 Mt en 2032, dont 23 % fournis par le Brésil, qui devrait satisfaire aux besoins croissants du marché international, en particulier dans la deuxième moitié de la décennie.


L'Asie restera la première région productrice, avec environ 42 % de la production mondiale. La Thaïlande devrait augmenter sa production de sucre de +5 Mt d'ici à 2032 par rapport à la période de référence, et ainsi fournir la part la plus importante de l'offre de sucre sur le marché mondial derrière le Brésil. Ce gonflement de la production va de pair avec la hausse de la production de canne à sucre et avec des taux d'extraction du sucre dont il est prévu qu'ils restent à leur niveau élevé de ces dernières années. En Inde, deuxième pays producteur de sucre du monde, la production de sucre devrait progresser à un taux inférieur à celui de la décennie précédente, du fait de la croissance ralentie de la production de canne à sucre et d'une plus grande réaffectation des récoltes à la production d'éthanol.

Graphique 5.5. Principaux pays/régions producteurs de sucre, classés par cultures traditionnelles



Note : les chiffres sont exprimés en base tel quel (tq).

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/b1tukw>

Grâce au Brésil qui est le premier pays producteur de sucre du monde, l'Amérique latine arrive en deuxième position du classement régional. La reprise, après une longue crise financière et un épisode de sécheresse, devrait s'accompagner d'investissements plus élevés dans le secteur. Compte tenu de la rentabilité des marchés internationaux du sucre, la production sucrière devrait augmenter de 5.2 Mt au cours des dix prochaines années.

On escompte que l'Afrique s'octroiera une plus grande part du marché mondial, principalement grâce aux pays d'Afrique subsaharienne, où les mesures de soutien public et les investissements étrangers devraient favoriser la hausse de la production sucrière au cours de la prochaine décennie. La production sucrière bénéficiera également de conditions propices à la culture de la canne à sucre, dont un climat favorable et des terres disponibles.

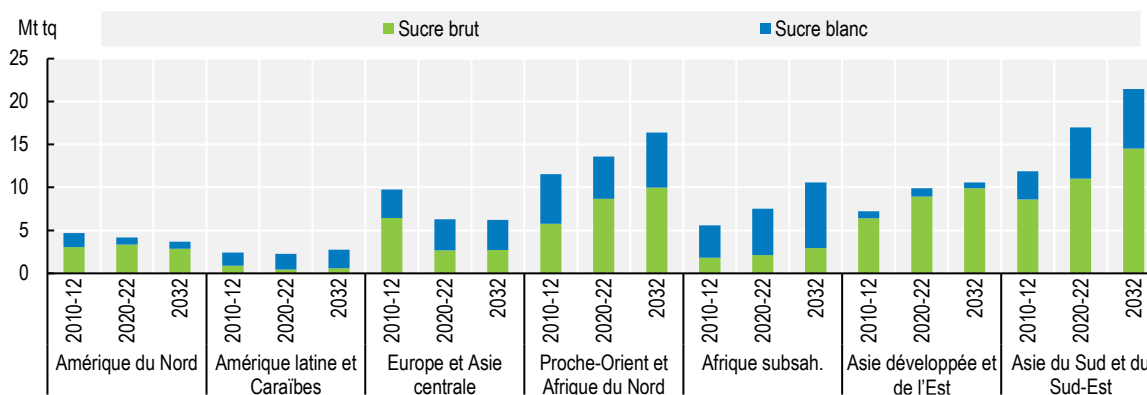
La production dans les pays de l'OCDE devrait être l'origine de moins de 10 % de l'augmentation mondiale par rapport à la période de référence. En 2032, la région représentera 21.2 % du marché mondial, contre 22.7 % pendant la période de référence. Même si elle conserve sa position de principal producteur de la région (37 %), l'Union européenne verra sa production de sucre se stabiliser. Toujours par rapport à la période de référence, c'est aux États-Unis qu'on observera la plus forte hausse de l'offre de sucre (+0.7 Mt), la production continuant de bénéficier de plusieurs mesures prises en faveur de la filière domestique, notamment le programme de prêts aux producteurs de sucre (*Sugar Loan Program*) qui soutient les prix payés aux agriculteurs ; les quotas de commercialisation du sucre (*Sugar Marketing Allotments*) qui visent à ce que les producteurs nationaux puissent satisfaire 85 % de la consommation intérieure ; le programme de flexibilité de l'approvisionnement (*Feedstock Flexibility Program*) qui aide à réorienter les excédents de sucre vers la production d'éthanol plutôt que favoriser le recours au dispositif de prêt de la *Commodity Credit Corporation* (CCC) du ministère de l'Agriculture ; et les barrières commerciales qui limitent les importations aux besoins uniquement (contingents tarifaires, accords régionaux et accords de suspension relatifs au sucre avec le Mexique).

5.3.3. Échanges

Les échanges de sucre demeureront importants pendant la période de projection

Le sucre continuera d'être un produit très échangé. Dans la plupart des cas (60 %), il le sera sous forme brute. Cependant, la part des importations de sucre blanc comprenant une surcote augmentera davantage comparativement (Graphique 5.6).

Graphique 5.6. Importations de sucre brut et blanc dans les différentes régions



Note : les chiffres sont exprimés en base tel quel (tq).

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/j2e3t9>

Il est attendu que les importations représentent 37 % de la consommation mondiale en 2032, l'Asie et l'Afrique restant des régions importatrices nettes. Cependant, en Afrique, des efforts engagés pour stimuler les capacités de production intérieure permettront de réduire la dépendance aux importations, même si elles devraient encore constituer 72 % de la consommation en 2032. La croissance de la consommation

dans les pays subsahariens les moins avancés devrait tirer vers le haut la part du sucre blanc importé pour la consommation directe. En Asie, aucun changement important n'est prévu s'agissant de la dépendance : les importations continueront de représenter 42 % de la consommation et la part du sucre brut importé à des fins industrielles continuera d'augmenter, principalement du fait de la Chine et de l'Indonésie, des acheteurs majeurs. À l'horizon 2032, l'Afrique et l'Asie recevront respectivement 28 % et 59 % des importations mondiales.

Au cours des dix dernières années, l'Asie du Sud et du Sud-Est, l'Europe, le Proche Orient et l'Afrique du Nord ont été les principales régions importatrices. Pendant la prochaine décennie, avec la fin de la politique zéro covid et une forte croissance de la consommation, la région Autres pays d'Asie du Sud-Est devrait devenir la première région importatrice de sucre, et l'Indonésie devrait être le plus gros pays importateur. Une croissance soutenue est également attendue dans les régions Proche Orient et Afrique du Nord et Afrique subsaharienne, bien qu'à partir d'une valeur de référence inférieure.

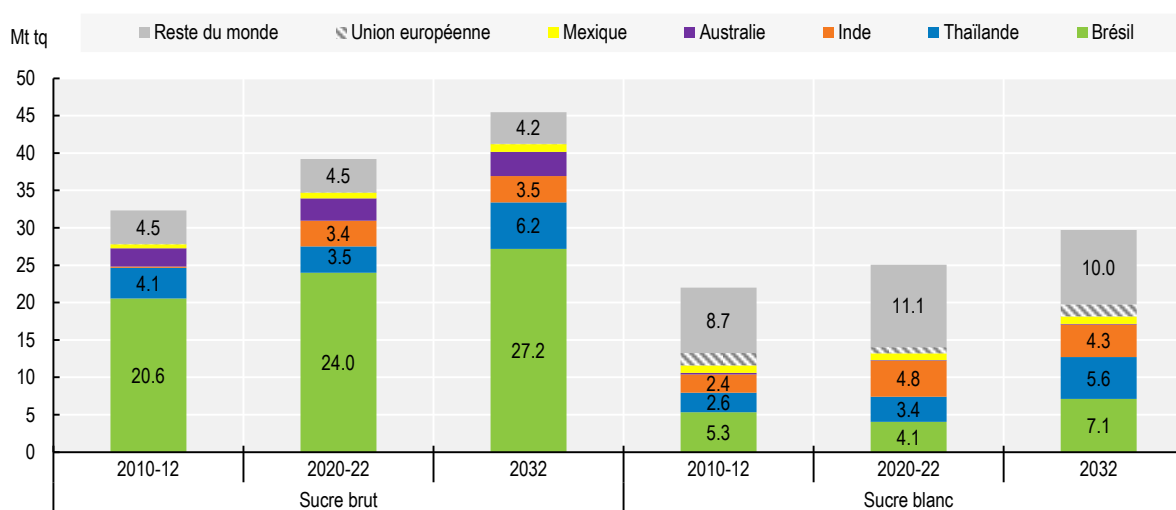
Au cours des dix prochaines années, les importations de sucre devraient diminuer encore, principalement aux États-Unis et en Russie du fait de meilleures perspectives du côté de l'offre, et aussi au Japon en raison d'une baisse de la population. Aux États-Unis, pays traditionnellement déficitaire en sucre, des politiques nationales continueront de favoriser la production intérieure et limiter les importations. Les flux d'importation seront régis par des contingents tarifaires appliqués en vertu d'accords de l'OMC ou d'accords de libre-échange et par les limites que le ministère du Commerce des États-Unis (*US Department of Commerce*) impose aux exportations du Mexique. Les prix du sucre étant relativement plus élevés aux États-Unis, le Mexique continuera néanmoins d'exporter sa production vers son voisin, principalement pour répondre aux besoins de celui-ci. En contrepartie, le Mexique devrait continuer d'importer de l'isoglucose des États-Unis pour satisfaire sa demande d'édulcorants. Dans l'Union européenne, les importations de sucre devraient diminuer encore, sous l'effet de la contraction de la demande, pour atteindre 1.9 Mt à l'horizon 2032.

S'agissant des exportations, les marchés du sucre devraient rester très concentrés (Graphique 5.7). Quatre pays continueront de fournir plus de 88 % du sucre brut à l'horizon 2032 : le Brésil (60 %), la Thaïlande (14 %), l'Inde (8 %) et l'Australie (7 %). Pour ce qui est du sucre blanc, environ 63 % de l'offre sera assurée par le Brésil (24 %), la Thaïlande (19 %), l'Inde (15 %) et l'Union européenne (5 %).

Le Brésil restera de loin le premier exportateur (46 % en 2032) (Graphique 5.7). Les sucreries devraient bénéficier d'incitations intéressantes à la production de sucre destiné à l'exportation. Les rendements favorables à la production d'éthanol de canne à sucre continueront de jouer un rôle déterminant, mais la croissance de la production de canne devrait être plus élevée pour le sucre que pour l'éthanol, ce qui libérera davantage de sucre pour les exportations. Ainsi, les exportations de sucre brésilien devraient atteindre 34 Mt en 2033, soit +6 Mt au cours de la période de projection, et se faire principalement sous forme de sucre brut, même si la part du sucre blanc devrait progresser, de 14 % à 21 % en 2032.


La Thaïlande, deuxième pays exportateur de sucre du monde, produit très peu d'éthanol directement à base de canne (moins de 2 %), car elle privilégie plutôt la mélasse ou le manioc. D'ici à 2032, la part des exportations de sucre devrait atteindre 16 %, soit près de 11.8 Mt, contre 11 % et 6.9 Mt durant la période de référence, du fait d'un recul de la production en 2020. En Inde, les exportations de sucre ne devraient pas augmenter sensiblement du fait des efforts constants des pouvoirs publics pour promouvoir l'éthanol. En Australie, un autre pays orienté vers les exportations, les exportations de sucre devraient continuer de totaliser encore les trois quarts environ de la production.

Graphique 5.7. Exportations de sucre des grands pays et régions



Note : les chiffres sont exprimés en base tel quel (tq).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/u1x6oh>

5.3.4. Prix

Les prix devraient baisser en termes réels

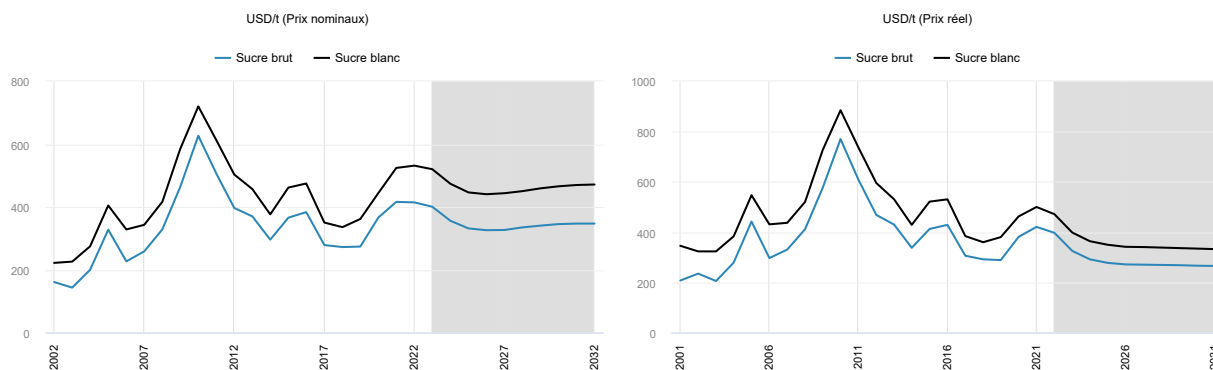
Au début de la période couverte par les *Perspectives*, malgré des indications selon lesquelles le marché mondial redeviendra excédentaire et une politique nationale brésilienne relative à l'essence (prix plus bas mais rétablissement de certains prélèvements fiscaux à la fin de février) tendant à favoriser le sucre plutôt que l'éthanol, les prix internationaux du sucre devraient ne baisser que très légèrement, du fait des coûts élevés des intrants.

Les prix internationaux du sucre, en termes réels, devraient décrocher de leurs niveaux élevés actuels à la faveur d'une augmentation des volumes disponibles à l'exportation, et baisser pendant la période de projection en raison des gains de productivité. La pression à la baisse sur les prix devrait être en partie compensée par les cours du pétrole brut, constants en termes réels, ce qui devrait encourager l'utilisation des plantes sucrières aux fins de la production d'éthanol (Graphique 5.8). Dans l'ensemble, les prix réels devraient tomber en dessous du niveau moyen des 20 dernières années, lorsqu'ils étaient tirés vers le haut par la concurrence des biocarburants (éthanol).

En termes nominaux, ils devraient suivre une tendance légèrement ascendante, puisque la demande devrait revenir à son niveau d'avant la pandémie de la covid-19, sous réserve que le rapport de prix entre l'éthanol et le sucre ne soit pas sensiblement modifié.


La surcote du sucre blanc (différence entre les prix du sucre blanc et du sucre brut), qui était particulièrement élevée (101 USD/t en moyenne pendant la période de référence) à cause de la flambée des prix de l'énergie et du resserrement du marché du sucre blanc, devrait encore un peu augmenter en valeur nominale au cours de la période de projection avec, d'ici 2032, une hausse de la part des exportations de sucre blanc dans le total des échanges.

Graphique 5.8. Évolution des prix mondiaux du sucre



Note : prix du sucre brut, Intercontinental Exchange, contrat n° 11 à l'échéance la plus proche ; prix du sucre raffiné, Euronext Liffe, contrat à terme n° 407, Londres. Les prix réels sont les prix mondiaux nominaux corrigés des effets de l'inflation par le déflateur du PIB des États-Unis (2022 = 1).

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/gy9shj>

5.4. Risques et incertitudes

Ces *Perspectives* font l'hypothèse de conditions climatiques normales, qui laissent envisager un avenir favorable pour la culture des plantes sucrières. Mais des événements météorologiques dommageables, causés par exemple par le changement climatique, pourraient avoir un impact marqué sur les productions et les prix, étant donné la concentration relativement élevée du marché des exportations. Un changement du rapport de prix entre les cultures pourrait aussi influencer sur les décisions et inciter à planter des variétés plus rentables.

La fluctuation des prix relatifs du pétrole brut et du sucre affecte la compétitivité et la rentabilité de la production de sucre comparativement à celle d'éthanol à base de plantes sucrières, et demeure une source de profondes incertitudes. Cette fluctuation joue un rôle important dans les décisions des sucreries de canne quant à la quantité de sucre à produire pour le marché international, dépendante de la rentabilité du sucre par rapport à celle de l'éthanol. Au Brésil, en outre, les prix des carburants des produits pétroliers raffinés peuvent être fixés librement, bien qu'il faille tenir compte de l'influence de Petrobras, l'industrie pétrolière publique brésilienne. Sa décision sur le moment et la manière de réagir au prix du pétrole brut international pourrait avoir une certaine influence sur le niveau du prix national de l'essence. En Inde, la mise en œuvre de mesures en faveur du développement des biocarburants pèsera aussi sur la disponibilité de la canne à sucre pour la production de sucre, en particulier à l'heure où le programme national d'incorporation d'éthanol dans l'essence (*Ethanol Blended Petrol Programme*) vise un taux d'incorporation de 20 % d'éthanol dans l'essence (E20) d'ici 2025/26. Ces *Perspectives* tiennent déjà compte des mesures susmentionnées, mais d'autres évolutions de l'action publique pourraient avoir des effets conséquents sur la production de sucre.

Les politiques nationales peuvent également entraîner une variabilité du marché. Dans ces *Perspectives*, le risque que le Mexique impose une interdiction du maïs génétiquement modifié à compter de 2025 n'est pas pris en compte. Si cette mesure entrait en vigueur, elle pourrait toucher les importations mexicaines d'isoglucose en provenance des États-Unis et, par ricochet, les importations de sucre par les États-Unis.

en provenance du Mexique, qui devraient représenter environ 40 % du total des importations américaines strictement réglementées.

Dans les pays où la consommation est élevée, la mise en place d'une taxe sur le sucre en vue de limiter son utilisation pour des raisons de santé pourrait aussi avoir des effets, amplifiés par la forte élasticité-prix de la demande. Les préférences des consommateurs pour des produits à faible teneur en sucre ou non sucrés pourraient aussi contribuer à abaisser les prévisions de consommation. De même, si le marché des produits de substitution moins caloriques se développe en réponse aux préoccupations de santé, la demande de sucre pourrait s'en trouver modifiée.

Du côté de l'offre, la domination de quelques exportateurs au cours de la prochaine décennie est aussi une source d'incertitudes pour les marchés du sucre. Environ 60 % du sucre échangé est transporté sous forme brute dans des navires vraquiers. Étant donné la croissance de la demande d'importation de sucre blanc, on escompte des investissements pour accroître la capacité d'exportation du sucre raffiné, plus délicat du fait des risques de contamination, de séchage et d'agglomération. Selon ces *Perspectives*, la surcote du sucre blanc devrait être suffisamment attractive pour que le Brésil, qui a l'habitude d'exporter le sucre brut, et la Thaïlande investissent dans leurs capacités de livraison de sucre blanc. Cependant, les capacités de raffinage des pays de destination pourraient aussi se développer, ce qui changerait la donne.

De nouveaux investissements dans la recherche-développement (nouvelles techniques de sélection des plantes sucrières, telles que l'édition génomique) et de nouvelles possibilités de diversification de la filière du sucre (bioéthanol, bioplastiques et biogaz) pourraient aussi venir modifier la dynamique du marché.

Notes

¹ Les projections indiquées dans ce rapport concernent uniquement les édulcorants caloriques, c'est-à-dire le sucre et l'isoglucose.

² Les néonicotinoïdes, utilisés pour protéger les semences de betterave du virus de la jaunisse grave (BYV), ont été interdits en 2019 ; certaines autorisations d'urgence ont été accordées à un nombre limité d'États membres et pour des années spécifiques.

6

Viande

Ce chapitre décrit l'évolution des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux de la viande sur la période 2023-32. Il passe en revue les évolutions prévues en matière de consommation, de production, d'échanges et de prix pour la viande bovine, la viande porcine, la volaille et la viande ovine. Il s'achève par un examen des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux de la viande dans les dix prochaines années.

6.1. Principaux éléments des projections

L'inflation freine la croissance de la demande dans les premières années

Les *Perspectives* prévoient que la croissance de la demande de viande subisse une pression à la baisse dans un contexte caractérisé par des prix à la consommation toujours plus élevés et par une faible progression des revenus. Cette tendance devrait se poursuivre dans les premières années examinées dans ces *Perspectives*, avec un pouvoir d'achat réduit, malgré le soutien public apporté aux ménages dans certains pays. Les consommateurs reverront vraisemblablement leurs priorités de dépenses pour limiter le volume global de leurs achats de viande, qui constitue une part non négligeable du panier de la ménagère dans les pays à revenu intermédiaire ou à revenu élevé. Ils pourraient notamment être amenés à privilégier les viandes et coupes de viande meilleur marché, ainsi qu'à réduire leurs dépenses alimentaires hors domicile.

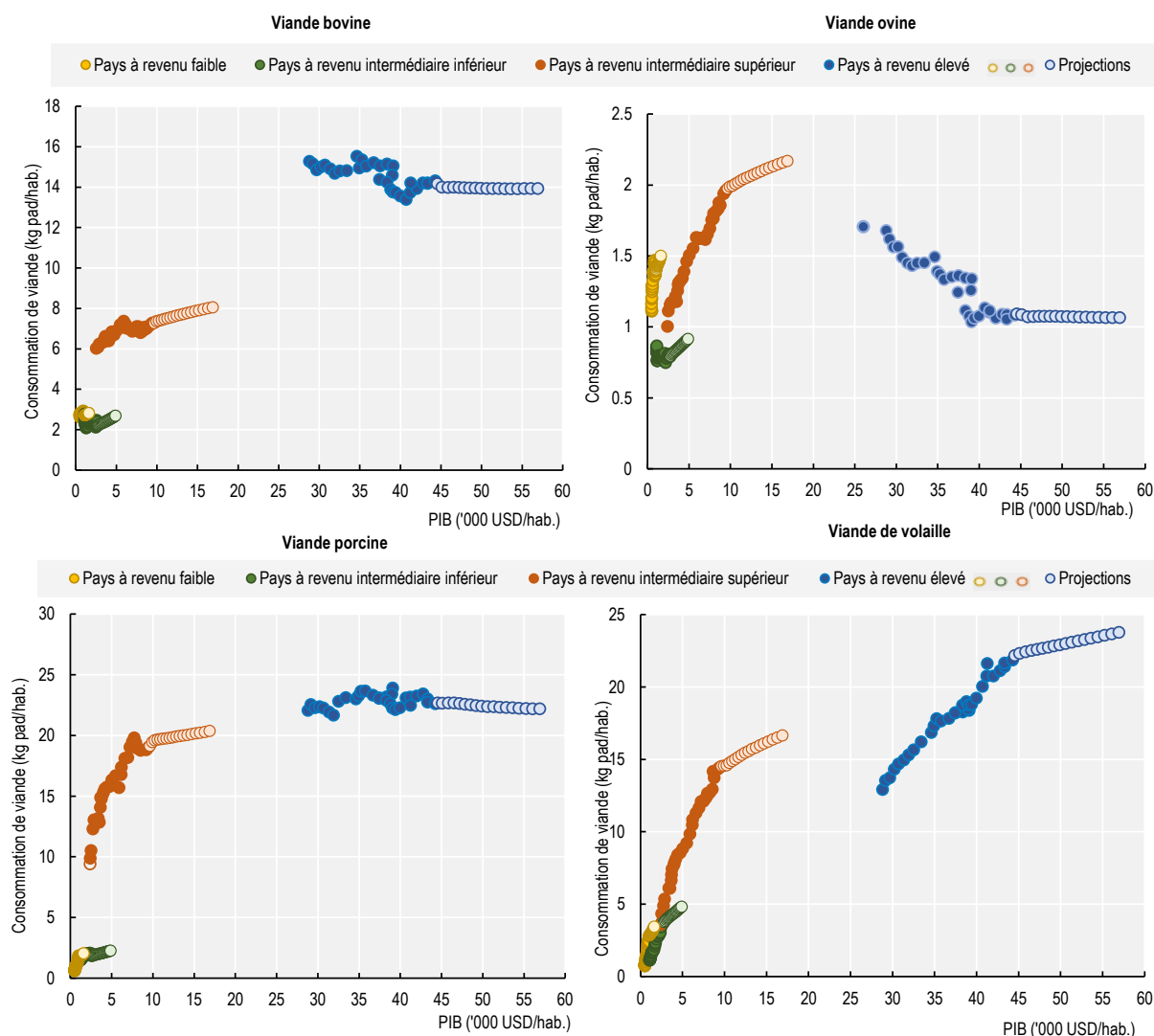
Au cours de la période de projection, la demande de viande par habitant devrait enregistrer une progression moyenne de 2 % à l'échelle mondiale, depuis la période de référence 2020-2022 jusqu'en 2032. La croissance de la consommation dans les pays à revenu intermédiaire contribuera pour une bonne part à cette augmentation (Graphique 6.1). Comme indiqué dans l'édition des *Perspectives* de l'année dernière, le revenu disponible dans les pays à revenu élevé n'est plus le principal facteur déterminant les évolutions de la consommation de viande. Les préoccupations relatives à la santé humaine, aux répercussions sur l'environnement et au bien-être animal constituent au contraire les principales motivations qui poussent les consommateurs de ces pays à adopter un régime alimentaire entraînant une évolution de la répartition de la demande entre les différents produits carnés (entre la viande rouge et la viande blanche, par exemple), voire une réduction de la demande globale de viande. Dans les pays à revenu intermédiaire, où la croissance économique, l'urbanisation, et le développement du secteur de la restauration rapide s'accroissent, les choix de consommation de viande connaîtront vraisemblablement des évolutions plus marquées. Dans les pays à revenu relativement faible, la forte croissance démographique devrait demeurer le principal facteur d'augmentation de la consommation de viande. Cependant, un accès limité dans les pays à revenu relativement faible continuera de restreindre la croissance de la consommation de viande par habitant, qui ne représente que 16 % de la moyenne observée dans les pays à revenu élevé.

La structure des marchés mondiaux de la viande s'est trouvée affectée ces dernières années par la baisse sensible de la consommation de viande porcine à la suite de la flambée de peste porcine africaine (PPA) apparue en 2018 en République populaire de Chine (ci-après « Chine »). D'après les projections des *Perspectives*, la consommation par habitant de ce pays reviendra en 2023 à son niveau d'avant la flambée, vu que les effets sur l'offre intérieure s'amenuisent et que la consommation par habitant retrouvera sa tendance à long terme. La modernisation des chaînes d'approvisionnement et les améliorations génétiques se conjugueront à des investissements croissants dans des unités de production à grande échelle pour réduire les coûts de production et accroître la productivité, et favoriseront ce faisant un rebond de la consommation chinoise de viande.

L'offre de viande s'accroîtra pour répondre à une modeste augmentation de la demande.

L'expansion des cheptels mondiaux et les progrès ininterrompus de l'amélioration génétique des animaux, des infrastructures, des modes de gestion et de la technologie accroîtront la production au cours de la période étudiée, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (+14 %). Ces pays apporteront la plus forte contribution à l'augmentation de la production mondiale de viande, qui devrait atteindre 382 Mt (+12 %) en 2032. Cependant, un taux d'inflation élevé et une hausse des coûts au début de la période de projection entraîneront un ralentissement de la croissance annuelle à moyen terme, qui sera limitée à 1 % par an (p.a.), contre 1.2 % par an ces dix dernières années.

Graphique 6.1. Croissance du produit intérieur brut (PIB) et évolution de la consommation de viande par habitant, de 1990 à 2040



Note : la consommation par habitant après 2032 est extrapolée à partir de tendances. Les 38 pays et les 11 agrégats régionaux pris en compte dans le scénario de référence sont répartis en quatre catégories de revenus selon leur revenu par habitant en 2018. Les seuils retenus sont les suivants : faible, < 1 550 USD ; intermédiaire de la tranche inférieure, < 3 895 USD ; intermédiaire de la tranche supérieure, < 13 000 USD ; élevé, > 13 000 USD.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/mcpdaq>

La production mondiale de viande sera principalement dopée par la progression de la viande de volaille et par une augmentation sensible de la production de viande porcine, partant du postulat que sa reprise après les grandes flambées de PPA qui ont touché l'Asie se poursuivra dans les premières années de la décennie à venir. Le redressement de la production de viande porcine aux Philippines et en Thaïlande sera par hypothèse achevé en 2026. Ces différentes flambées ont montré la nécessité de mettre en œuvre une approche globale conjuguant des mesures de biosécurité, de surveillance et d'indemnisation, une réglementation des importations et des exportations, ainsi qu'un programme de vaccination, afin de lutter contre la PPA et d'en surmonter les conséquences.

Ralentissement de la croissance des échanges du fait de la hausse des approvisionnements intérieurs dans les pays importateurs

Les échanges mondiaux de viande se caractériseront principalement par une baisse constante des importations chinoises, qui devrait être compensée par une demande croissante de la part des pays asiatiques à revenu intermédiaire, qui adoptent progressivement une alimentation accordant une place plus importante aux produits animaux, comme de celle des pays à faible revenu et forte croissance démographique. D'autre part, une production intérieure en hausse dans plusieurs autres pays tels que l'Iran, la Fédération de Russie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, le Viet Nam, et dans certains pays d'Amérique latine, ralentira probablement la croissance de leurs importations de viande dans le moyen terme. En conséquence, les échanges mondiaux de viande ne s'accroîtront que de 0.7 % par an, bien plus lentement que dans les dix dernières années.

La baisse des coûts de l'alimentation animale et les gains de productivité exercent une pression à la baisse des prix réels

D'après les projections de ces *Perspectives*, les prix nominaux de la viande demeureront élevés, mais ils devraient se détendre en 2023 et continuer d'enregistrer une légère baisse en termes réels tout au long de la décennie à venir à la suite d'un fléchissement de la demande, de la diminution des coûts de l'alimentation animale (en termes réels), et d'une augmentation constante de la productivité. À mesure que les prix de l'alimentation animale décroîtront et que les dépenses de consommation consacrées à la viande repartiront dans les pays à revenu intermédiaire, en particulier dans le cas de la volaille et de la viande porcine, les prix de la viande retrouveront dans l'ensemble leurs niveaux tendanciels à long terme. Cependant, la croissance de la demande de viandes rouges, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire, conjuguée à un ralentissement des gains de productivité, maintiendra leur prix réel à des niveaux relativement plus élevés tout au long de la période étudiée.

Les épizooties constituent une menace importante pour la filière viande

La filière viande est confrontée à diverses sources d'incertitude, concernant notamment l'évolution des préférences des consommateurs, les préoccupations de santé publique, les impacts climatiques, les politiques de commerce international, et le souci du bien-être animal. La demande de viande, dont l'élasticité-revenu est relativement élevée, demeure sensible à la conjoncture macroéconomique, en particulier dans les pays en développement émergents. Du côté de l'offre, les récentes épizooties telles que celles de peste porcine africaine (PPA) et de grippe aviaire (GA) ont désorganisé les chaînes d'approvisionnement et abouti à l'abattage d'un grand nombre d'animaux. Ces épizooties ont également entraîné des restrictions commerciales et une baisse de la demande de produits carnés en raison des préoccupations de santé publique. Les incertitudes liées aux épizooties mettent en lumière à quel point il importe que les pouvoirs publics et les parties prenantes de la filière conjuguent leurs efforts pour investir dans des mesures de biosécurité et des traitements efficaces afin d'assurer la viabilité du secteur.

6.2. Tendances actuelles des marchés

Les prix augmentent sur les marchés internationaux du fait d'approvisionnements limités

D'après les estimations, la production mondiale de viande a augmenté de 1 % pour atteindre 347 Mt epc en 2022. Plusieurs facteurs en ont limité la croissance, dont les épizooties, le niveau élevé et en hausse constante du coût des intrants, et les événements météorologiques extrêmes. Cette expansion a eu pour principal moteur une production accrue en Asie, et plus particulièrement une augmentation de la production de viande porcine en Chine pour la seconde année consécutive. En Amérique du Nord et du

Sud, la production est restée relativement stable, alors qu'elle a baissé en Europe et en Océanie. De manière générale, la rentabilité de la filière s'est légèrement améliorée vers la fin de 2022 grâce à la baisse du coût des intrants tels que l'énergie, l'alimentation animale, et les engrais. Cependant, les perturbations provoquées par les épizooties continuent de désorganiser la production de viande dans beaucoup de grands pays producteurs, avec les restrictions des échanges qui s'ensuivent.

En 2022, les exportations mondiales de viande ont diminué de 3 % pour s'établir à 40 Mt, en raison principalement d'un déficit de production et d'une hausse de la demande intérieure dans les principaux pays exportateurs, dont le Brésil, le Canada, l'Union européenne, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande. De surcroît, les importations de viande porcine des régions qui sont en train de se remettre de la PPA se sont également contractées au fur et à mesure de la reprise de leurs approvisionnements intérieurs. Néanmoins, certains pays, dont l'Australie, la Chine, l'Inde, la Thaïlande, et la Türkiye, ont enregistré un accroissement en glissement annuel de leurs exportations de viande.

Du fait de la baisse des volumes disponibles à l'exportation, l'indice des prix de la viande de la FAO a augmenté pour atteindre en moyenne 118.8 en 2022, soit une progression de 10 % par rapport à l'année précédente. Malgré cette hausse, les ratios entre les prix de la viande et ceux de l'alimentation animale sont demeurés peu élevés, comprimant la rentabilité des élevages intensifs consommant de grandes quantités de céréales fourragères au début de la période couverte par les *Perspectives*.

6.3. Projections concernant les marchés

6.3.1. Consommation

La demande de viande ne se développe que marginalement dans les pays à revenu élevé

La consommation de viande a commencé à stagner dans la plupart des pays à revenu élevé (qui représentent 33 % de la consommation totale de viande pour 16 % de la population mondiale en 2022), où les évolutions concerneront principalement les types et qualités de viande consommés. Cependant, la croissance de la demande trouvera principalement son origine dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, compte tenu de leur plus faible consommation de départ et de l'augmentation plus rapide de leur population et de leurs niveaux de revenus.

À l'échelle mondiale, la consommation de volaille, de viande porcine, de viande bovine et de viande ovine devrait respectivement augmenter de 15 %, 11 %, 10 %, et 15 % d'ici 2032. La viande de volaille devrait compter en 2032 pour 41 % de l'ensemble de la consommation de protéines carnées, devant les viandes porcine, bovine et ovine. S'il est fait abstraction des États-Unis, du Brésil et de la Chine, la plus forte croissance globale du volume de la consommation de viande est prévue dans les pays à revenu relativement faible, et plus particulièrement en Inde, au Pakistan, aux Philippines, au Viet Nam, ainsi qu'en Afrique subsaharienne.

Par habitant, la consommation mondiale de viande devrait progresser de 2 %. Cette augmentation de 0.7 kg/an/personne en équivalent poids comestible au détail (pad) à l'horizon 2032 est similaire à celle observée dans la décennie précédente et elle est, là encore, principalement due à l'augmentation de la consommation de viande de volaille (Encadré 6.1). À l'échelle mondiale, la tendance des consommateurs va vers une sensibilisation croissante aux préoccupations en matière de bien-être animal, de santé et d'environnement ; la volaille présente l'empreinte carbone la moins élevée. Ces évolutions des préférences peuvent parfois aboutir à une réduction de la consommation de viande par habitant, comme tel est le cas dans l'Union européenne, où les *Perspectives* prévoient une substitution progressive de la viande bovine et porcine par celle de volaille.

Encadré 6.1. Poids comestible au détail

Ces *Perspectives* introduisent un nouveau coefficient de conversion de second niveau pour standardiser les produits carnés aux différents stades de la filière alimentaire. Le premier niveau consiste à convertir le poids vif (p.v.) de l'animal en son équivalent poids carcasse (epc), sur lequel se basent généralement les statistiques de la viande. L'epc tient exclusivement compte de la viande, des graisses et des os de la carcasse. Le coefficient de conversion du poids vif en poids carcasse peut varier en fonction de divers éléments tels que l'âge, le sexe, la race, l'environnement et l'alimentation de l'animal vivant. Les autorités nationales s'appuient généralement sur des coefficients de conversion représentatifs pour établir les statistiques de la production, de la consommation et des échanges publiées par leurs instituts de statistique nationaux. Un coefficient de conversion de second niveau permet ensuite d'obtenir une évaluation quantitative plus précise de la part comestible de la carcasse, en retirant les parties non comestibles. La carcasse est ensuite, désossée et transformée pour calculer un équivalent poids au détail (pad) sans os. Cependant, les valeurs utilisées pour convertir une carcasse en ses équivalents comestibles peuvent varier de manière significative en fonction de la région, de la méthodologie choisie, des techniques de transformation mises en œuvre et du produit final souhaité. Les *Perspectives* appliquent à l'équivalent poids carcasse les coefficients de conversion standard ci-dessous afin d'obtenir le poids au détail correspondant.

	Coefficient de conversion du poids carcasse en pad sans os (%)
Viande bovine	67
Viande porcine	73
Volaille	60
Viande ovine	66

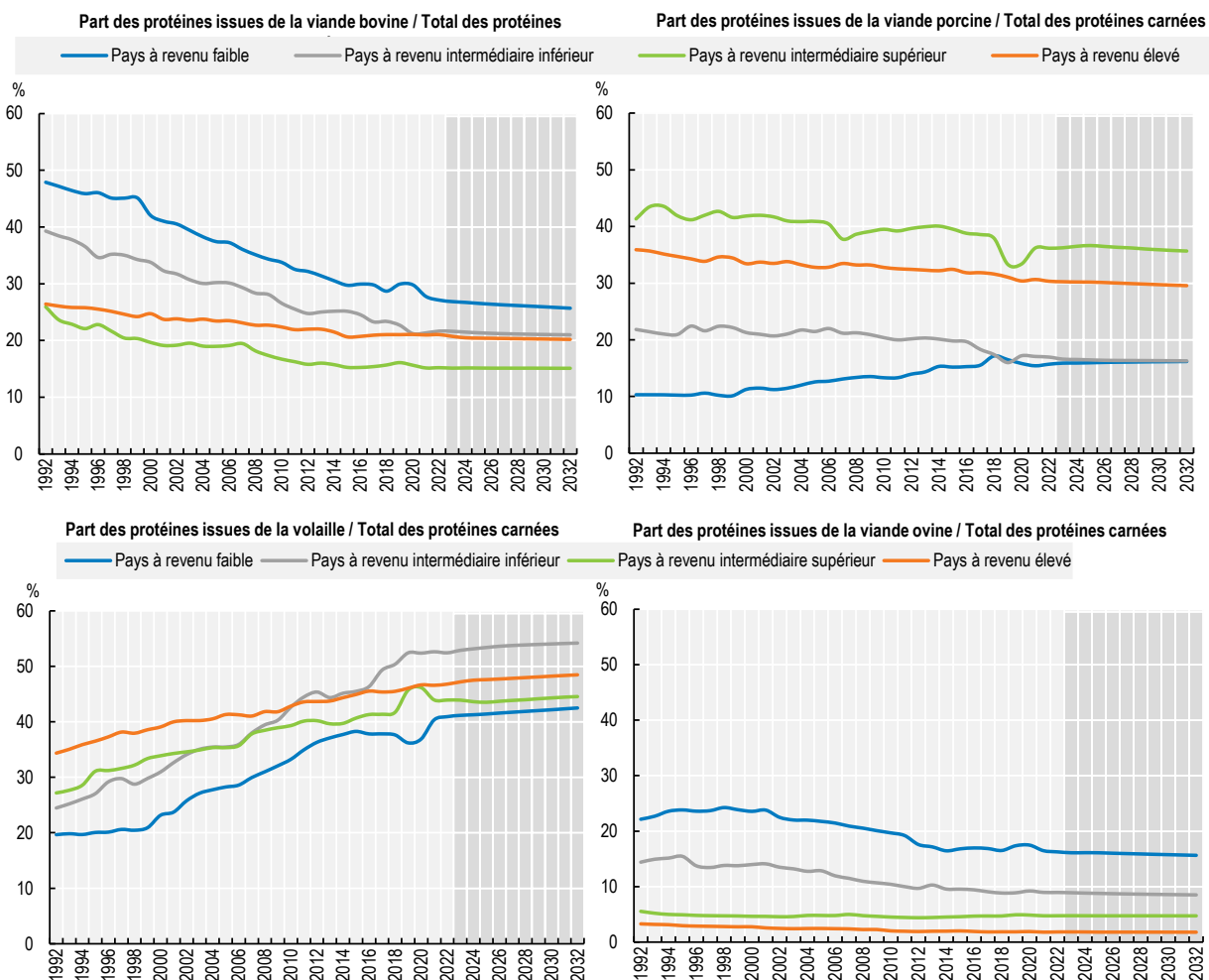
Source : USDA, ERS – Loss-Adjusted Food Availability (LAFA).

La consommation mondiale de *volaille* devrait grimper à 91 Mt pad pour représenter près de la moitié du surcroît de consommation de viande. L'augmentation de la part de la consommation mondiale de protéines de volaille dans la consommation totale de protéines carnées constitue depuis des décennies une caractéristique majeure de la progression de la consommation de viande, et cette tendance devrait se poursuivre (Graphique 6.2). C'est là la conséquence de plusieurs facteurs, dont notamment le prix plus abordable de la volaille par rapport à celui des autres types de viande, ainsi que sa teneur en protéines et son faible taux de matières grasses, qui en font un aliment sain.

Les considérations environnementales ont également contribué au succès de la volaille, vu que la production de viande rouge implique souvent une exploitation intensive des ressources naturelles et peut donner lieu à de fortes émissions de gaz à effet de serre. D'autre part, l'élevage de volaille est généralement jugé plus efficient et moins gros consommateur de ressources, d'où une durabilité supérieure à celle de la production d'autres types de viande.

L'augmentation de la consommation de volaille au cours des dix dernières années est le résultat d'une consommation en hausse dans les pays asiatiques, et plus particulièrement en Chine, en Inde et en Indonésie, ainsi qu'au Pakistan et aux Philippines. Ces tendances se poursuivront, mais la consommation devrait également enregistrer une croissance rapide dans d'autres régions, notamment au Brésil, en Afrique subsaharienne et aux États-Unis, ce qui témoigne de la place importante et grandissante de la volaille dans les régimes alimentaires du monde entier.

Graphique 6.2. Part des protéines issues de chaque type de viande dans la consommation totale de protéines carnées



Note : Consommation par habitant. Les 38 pays et les 11 agrégats régionaux pris en compte dans le scénario de référence sont répartis entre les quatre catégories de revenus selon leur revenu par habitant en 2018. Les seuils appliqués sont les suivants : faible < 1 550 USD ; intermédiaire de la tranche inférieure < 3 895 USD ; intermédiaire de la tranche supérieure < 13 000 USD ; élevé > 13 000 USD.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/92gbvp>

Au cours de la prochaine décennie, la consommation de viande porcine devrait également s'accroître partout dans le monde, sauf en Europe, où la consommation est déjà élevée, et où les préoccupations sanitaires, environnementales et sociétales exercent une influence significative sur les choix des consommateurs. La viande porcine demeurera cependant le type de viande le plus largement consommé en Europe. La viande porcine apportera la seconde plus importante contribution à l'augmentation totale de la consommation de viande, et elle devrait représenter 93 Mt pad en 2032. Cependant, la consommation par habitant demeurera stagnante tout au long de la période de projection. Dans les pays d'Amérique latine, la consommation par habitant devrait augmenter, du fait des prix plus favorables de la viande porcine par rapport à ceux de la viande bovine. Ailleurs, la demande par habitant devrait rester constante, voire diminuer.

La consommation mondiale de viande bovine devrait atteindre 52 Mt par an au cours de la prochaine décennie. La consommation mondiale par habitant a fluctué autour de 6 kg par habitant au cours de la dernière décennie et elle devrait rester stable pendant la période étudiée. La plupart des régions devraient réduire leur consommation de viande bovine, hormis la région Asie-Pacifique, où la consommation de viande bovine par habitant devrait progresser de 0.4 kg par an.

L'impact environnemental de la production de viande bovine suscite des inquiétudes croissantes, car elle est perçue comme un important contributeur aux émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, la déforestation entraînée par la réaffectation des terres au pâturage et à la production de l'alimentation animale constitue également une source de préoccupation. C'est pourquoi de nombreux consommateurs ont décidé de réduire leur consommation de viande bovine au profit de celle de volaille, dont l'empreinte environnementale est plus modeste. L'Amérique du Nord et l'Océanie, qui ont toujours montré une forte préférence pour la viande bovine, devraient connaître la baisse la plus marquée de la consommation par habitant. En revanche, en Chine, second plus gros consommateur de viande bovine au monde malgré une consommation par habitant relativement faible, la consommation annuelle par habitant devrait progresser de 0.8 kg par an à l'horizon 2032. Cette évolution est pour partie imputable à l'essor de la classe moyenne en Chine, qui a accru la demande de viande, notamment bovine.

La consommation de viande ovine ne représente qu'une faible part du marché mondial de la viande, mais elle demeure une source de protéines essentielle pour de nombreux consommateurs, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Malgré certaines évolutions des habitudes alimentaires mondiales, la contribution de la viande ovine à la consommation totale de protéines carnées devrait demeurer stable (Graphique 6.2). Il s'agit pour l'essentiel d'un choix alimentaire traditionnel (culturel), malgré la concurrence de la viande bovine et de la volaille, souvent plus largement disponibles et meilleur marché que la viande ovine.

La demande de viande chutera-t-elle à long terme ?

La consommation croissante de viande a suscité des préoccupations quant à sa durabilité à long terme, eu égard aux pressions qu'elle exerce sur les ressources de la planète et à sa contribution aux émissions de GES. Les *Perspectives* partent de l'hypothèse que les préférences des consommateurs évolueront lentement et elles ne prévoient aucune modification notable des tendances actuelles au cours des dix années à venir. Les conséquences du point de vue des émissions de GES sont dans l'ensemble conformes à celles annoncées par le GIEC. À plus long terme, les préoccupations relatives aux évolutions démographiques, à la santé humaine, au bien-être animal et à la sauvegarde de l'environnement pourraient avoir des effets négatifs sur la consommation de viande. Les efforts pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires pourraient également entraîner une baisse de la consommation et de la production de viande (Encadré 6.2).

Comme mentionné dans le chapitre des *Perspectives* de l'année dernière consacré à la viande, les données empiriques sur le comportement des consommateurs dans les pays à revenu relativement faible indiquent que lorsque les revenus dépassent un certain niveau, la part des protéines carnées dans l'alimentation s'accroît. À mesure que la population et les revenus augmentent, l'analyse de la demande mondiale de denrées alimentaires donne à penser que les groupes à revenu relativement faible consommeront une plus forte proportion de calories d'origine animale. La relation entre le revenu et la consommation de produits d'origine animale est cependant moins claire pour les groupes à revenu plus élevé.

Encadré 6.2. Pertes et gaspillage alimentaires dans le secteur de la viande

Les perspectives mondiales pour le secteur de la viande mettent en évidence un dilemme entre la volonté de répondre aux exigences croissantes des consommateurs et la nécessité de garantir sa durabilité environnementale. La production de viande et de produits carnés a d'importants impacts sur l'environnement et est responsable d'environ 3.8 gigatonnes éq. CO₂¹ par an. Cela a créé une préoccupation croissante quant à la durabilité du secteur de la viande et à la nécessité d'établir un équilibre entre la satisfaction de la demande des consommateurs et l'impératif de durabilité environnementale. L'une des solutions pour accroître la durabilité du secteur de la viande consiste à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires, qui affectent les produits carnés dans toutes les régions. Les estimations des pertes et du gaspillage alimentaires diffèrent il est vrai selon la méthodologie utilisée, mais de récents travaux de recherche laissent penser que des progrès pourraient être réalisés de ce point de vue par une meilleure connaissance des pertes et du gaspillage alimentaires à l'échelle régionale aux stades de la production et du stockage, d'autant plus que ces pertes sont vraisemblablement variables selon les régions du monde. Contrairement à ce qui se produit dans les pays à revenu relativement faible, dans les régions industrialisées, les pertes et le gaspillage surviennent aux derniers stades de la filière alimentaire.

À titre d'exemple, dans l'Union européenne, les pertes et le gaspillage représentent d'après les estimations 23 % de la production du secteur de la viande, considérée globalement à tous les stades de la filière alimentaire. La méthode de comptabilisation est l'analyse du débit massique. Le stade de la consommation compte pour 64 % de l'ensemble du gaspillage alimentaire, suivi par ceux de la transformation (20 %), de la distribution (12 %), et de la production primaire et de l'après-récolte (3.5 %). Outre la quantité de denrées alimentaires dont la perte pourrait être évitée, il serait également possible de réduire les émissions de GES du secteur de la viande ou d'accroître la production sans aggraver pour autant l'impact sur le climat. Par exemple, en 2020, les pertes de viande bovine, de viande porcine et de lait au sein même de l'exploitation représentaient en Suède 9 % des émissions de GES imputables à l'élevage².

Diverses mesures ont été prises pour faire face à ces problèmes, dont la promotion de solutions alimentaires favorisant une baisse de la consommation de viande, ainsi que la diminution des pertes et du gaspillage grâce aux progrès technologiques, aux innovations de produit, ou à la mise en place de canaux de vente plus différenciés en vue d'une meilleure valorisation des divers morceaux de viande y compris leurs parties non comestibles³. Ces mesures pourraient accroître l'efficacité et réduire la nécessité de développer la production animale pour répondre à la demande grandissante de viande, contribuant ainsi à remédier aux problèmes de demande comme à ceux de durabilité.

Notes

1. Gerber, P.J., Steinfeld, H., Henderson, B., Mottet, A., Opio, C., Dijkman, J., Falcucci, A. & Tempio, G. (2013), Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage – Une évaluation des émissions et des opportunités d'atténuation au niveau mondial, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome.

Comme indiqué par Gerber et al., à l'échelle mondiale, la production alimentaire d'origine animale apporte une contribution égale à 7.1 Gt éq. CO₂. La plus forte contribution à la formation de gaz à effet de serre est imputable à la production de viande bovine (35.3 %), devant celles de viande porcine (9.5 %) et de volaille (8.7 %).

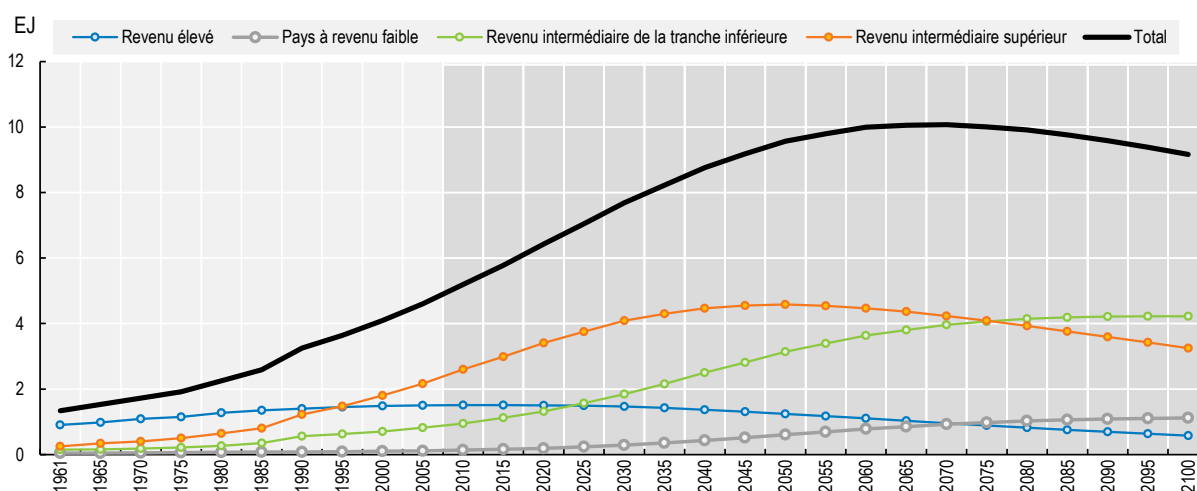
2. Lindow et al. *Jordbruksverket, Rapport 2022:19* "Losses of pork, beef and milk at farm level".

3. Bien que ces portions ne soient pas consommées directement par les humains, elles peuvent toujours avoir une valeur et des utilisations dans l'industrie alimentaire et agricole au sens large.

Source : Karwowska, M.; Łaba, S., Szczepanski, K. (2021), "Food Loss and Waste in Meat Sector – Why the Consumption Stage Generates the Most Losses?" *Sustainability*, Vol. 13, 6227. <https://doi.org/10.3390/su13116227>.

L'analyse du scénario à long terme, illustré au Graphique 6.3, révèle que les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure seront le principal moteur de l'augmentation de la demande jusqu'en 2040. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure prendront ensuite le relais et alimenteront la croissance de la demande jusqu'en 2075. À un certain moment au cours du reste du vingt-et-unième siècle, la demande mondiale pourrait commencer à baisser. Toutefois, la limitation des ressources et les contraintes environnementales pourraient faire obstacle à une plus grande croissance de l'offre et de la demande de viande, aussi est-il possible que le point d'inflexion soit atteint à une date plus rapprochée.

Graphique 6.3. Projections de la demande totale d'énergie alimentaire d'origine animale par région au fil du temps, en EJ



Notes : Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a établi les quatre canevas du Rapport spécial sur les scénarios d'émissions. Le graphique présente le scénario d'émissions intermédiaire B2, qui adopte une approche équilibrée associant une faible croissance économique, une modeste augmentation de la population, quelques progrès technologiques, et une durabilité sociale et environnementale.

L'exajoule (EJ) est une unité de mesure de l'énergie. 1 EJ = 1018 joules par année.

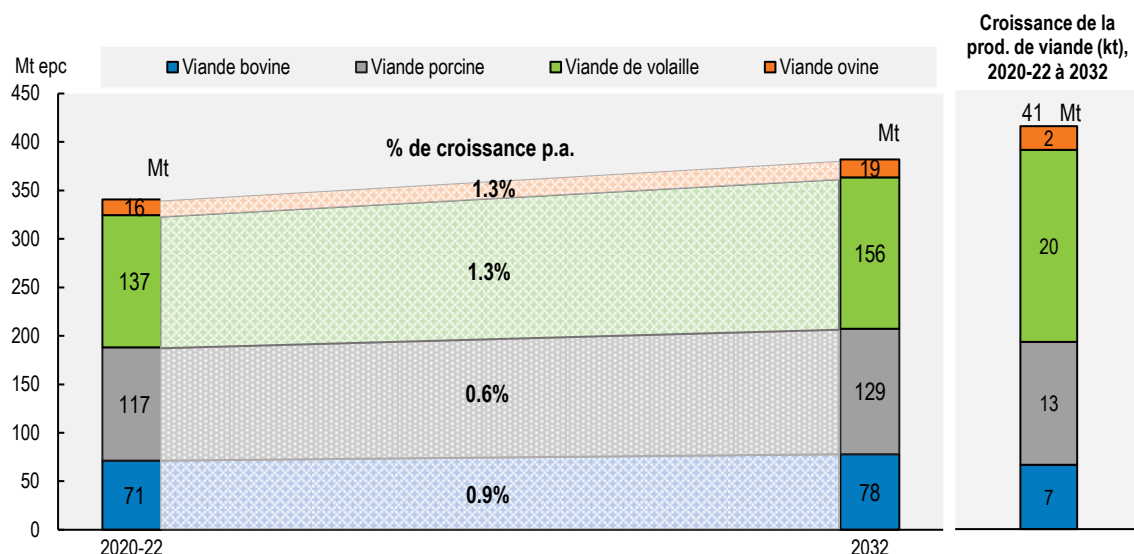
Source : Bodirsky B.L., S. Rolinski, A. Biewald, I. Weindl, A. Popp, H. Lotze-Campen (2015), Global Food Demand Scenarios for the 21st Century. PLoS ONE 10(11): e0139201. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0139201>.

6.3.2. Production

Les coûts élevés de l'alimentation animale et de la main-d'œuvre ralentissent la croissance

D'après les projections, la production mondiale de viande devrait augmenter de 41 Mt epc pour atteindre un volume estimé à 382 Mt epc en 2032, et la plus grande partie de cette augmentation sera sans doute observée en Asie, où elle sera tirée par une progression de 20 Mt de la production de volaille (Graphique 6.4). L'augmentation de la production de viande porcine en Chine compensera la baisse qui devrait être enregistrée en Europe, sous l'effet de facteurs tels que les flambées de PPA, un durcissement des lois environnementales et l'adoption de réglementations en matière de bien-être animal dans certains pays membres de l'UE. L'épidémie de PPA continue de sévir en Asie, principalement aux Philippines et en Thaïlande et il en sera toujours ainsi pendant les premières années de la période examinée (Graphique 6.9).

Graphique 6.4. Croissance de la production de viande, par type de viande, 2032 par rapport à 2020-22



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

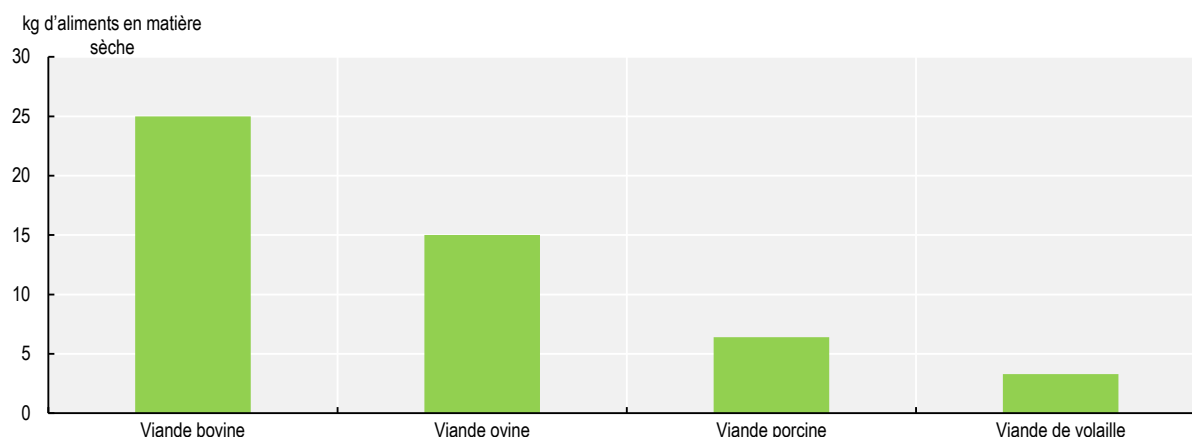
StatLink  <https://stat.link/e51q24>

Ces dernières années, les coûts élevés de l'alimentation animale et de la main-d'œuvre ont constitué un défi majeur pour les producteurs de viande du monde entier. Les coûts de l'alimentation représentent une part importante du coût total de la production de viande, en particulier pour les animaux monogastriques tels que la volaille et les porcins¹ (Graphique 6.5). Aussi les fluctuations des prix de l'alimentation animale peuvent-elles avoir une forte incidence sur les marges bénéficiaires des producteurs. La hausse des coûts de main-d'œuvre² a de même pour conséquence qu'il est plus difficile pour les producteurs de viande de développer leurs activités, car elle accroît les risques financiers encourus, surtout au début de la période étudiée, alors que les niveaux d'inflation et ceux des taux d'intérêt devraient rester élevés.

La volaille renforcera sa place dominante dans le secteur de la viande, puisqu'elle représentera la moitié du volume total de viande supplémentaire produite dans les dix années à venir. La production de volaille se développera rapidement dans les pays qui disposent d'un excédent de céréales fourragères, comme le Brésil et les États-Unis. Elle devrait également connaître un essor en Asie étant donné que la baisse de la consommation de viande porcine provoquée par les flambées de PPA a profité à la volaille, particulièrement en Chine au cours de ces dernières années. En Inde, en Türkiye et en Indonésie, la filière avicole demeure l'un des segments du secteur agricole qui enregistrent la plus forte expansion, grâce principalement à l'essor de la demande de protéines animales et à l'utilisation croissante d'œufs par les secteurs de la pâtisserie et de la confiserie. La volaille présente des avantages comparativement aux autres viandes du point de vue de la durée de production, des coûts, du taux de conversion alimentaire, ainsi que de la proximité par rapport aux marchés urbains en expansion.

Une forte densité d'élevage de volailles risque toutefois d'être source de maladies. Par exemple, les actuelles flambées de grippe aviaire hautement pathogène (GAHP) affectent la production de volailles et d'œufs dans de nombreux pays (Graphique 6.6). Cependant, ces flambées sont aisément détectées du fait des forts taux de mortalité et des signes cliniques associés à la maladie. Cela permet une rapide mise en œuvre de mesures de contrôle et de vaccins efficaces pour éviter la propagation. Par ailleurs, une fois l'épidémie contenue, la brièveté du cycle de production des volailles permet de redresser rapidement la situation. C'est pourquoi la GAHP n'est pas supposée avoir d'incidence sur les projections à moyen terme.

Graphique 6.5. Quantités d'aliments en matière sèche nécessaires pour produire un kilogramme de poids comestible (2013)



Note : Les besoins nutritionnels du cheptel monogastrique (autrement dit des volailles et des porcins) sont supposés être exclusivement satisfaits au moyen d'aliments pour animaux, alors que pour les espèces ruminantes (bovins et ovins, par exemple) les nutriments sont issus des aliments pour animaux et du pâturage des prairies.

Source : Les taux de conversion indiqués sont empruntés à Alexander et al. (2016), "Human appropriation of land for food: the role of diet", *Global Environmental Change*, Vol. 41, 88-98.

StatLink  <https://stat.link/zatln9>

Graphique 6.6. Les épizooties dans le monde

Janvier 2023-Mars 2023



Note : GAHP : points verts ; PPA : points bleus

Source : © FAO (2023) Animal disease [<https://data.apps.fao.org/>] [Date d'accès mars 2023].

Divers facteurs ont contribué au succès de la volaille, mais sa production se heurte à des problèmes environnementaux et sanitaires, concernant notamment l'utilisation d'antibiotiques et le bien-être animal. Il est donc essentiel de promouvoir la durabilité et la responsabilité des pratiques de production de volaille pour assurer le développement à long terme du secteur.

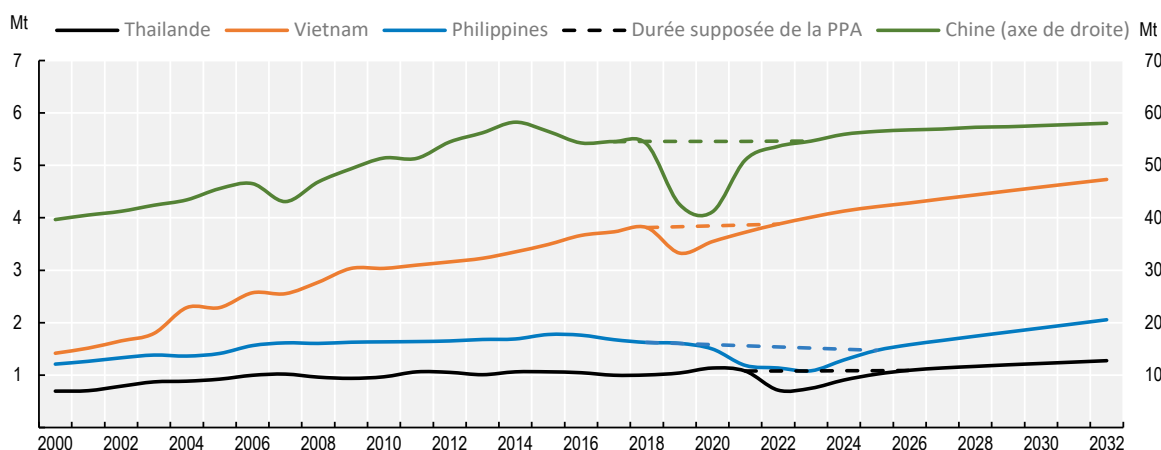
Dans plusieurs pays européens, la production porcine reculera tout au long de la période examinée. C'est là une conséquence des actuelles pressions sur les coûts liées à l'alimentation animale, à l'énergie et aux flambées épizootiques (graphique 6.6), ainsi qu'aux réglementations environnementales et aux normes de bien-être présentes et à venir qui font partie intégrante de la stratégie « De la ferme à la table » de la Commission européenne (telles que l'initiative « Pour une nouvelle ère sans cage »).

En Asie, la modernisation de la filière a contribué à surmonter la PPA

La production chinoise de viande porcine devrait se redresser, et sa part dans la production mondiale retrouvera son niveau de la dernière décennie (45 %) après avoir atteint son niveau antérieur à l'épidémie de PPA en 2023 (Graphique 6.7). Le Viet Nam, qui a subi une réduction de sa production du fait de la PPA depuis 2019, s'est remis plus rapidement, vu que sa production n'a pas été aussi gravement touchée et a retrouvé dès 2022 sa trajectoire d'avant la flambée épizootique. Dans les pays asiatiques touchés par la PPA, la plus grande partie du redressement de la filière est supposée advenir dans la première moitié de la période de projection des *Perspectives*, aussi la production mondiale devrait-elle s'accroître de 0.6 % par an au cours des dix prochaines années. L'essentiel de l'augmentation de la production de viande porcine aura pour origine des régions d'Asie touchées par la PPA, où une conversion de petits élevages familiaux en grandes entreprises commerciales respectant des normes plus strictes de biosécurité est en cours³.

Graphique 6.7. Hypothèses concernant l'impact de la peste porcine africaine sur la production de viande

Certains pays d'Asie



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/kcgsbt>

La production bovine atteindra 78 Mt epc d'ici la fin de la période étudiée (Graphique 6.3). Les principaux facteurs qui contribueront à cette expansion sont les suivants : la croissance chinoise à la suite de progrès technologiques, une amélioration de la gestion des troupeaux et de leur patrimoine génétique, et une augmentation de la production de lait au Pakistan, où les animaux sont élevés pour leur lait et pour servir au trait. La Türkiye sera également l'un des principaux contributeurs à l'expansion de la production grâce à de probables interventions publiques sous la forme d'importations génétiques, d'un plus grand soutien aux producteurs, et de mesures destinées à compenser le prix élevé de l'alimentation animale. En

Australie, l'augmentation des capacités d'abattage et de la rentabilité entraîneront une hausse de la production de viande bovine au cours de la période étudiée.

L'expansion de la production de viande bovine sera favorisée par une augmentation des poids carcasse grâce à la baisse des coûts d'alimentation et à l'amélioration génétique des animaux. La hausse du nombre d'abattages y contribuera également après plusieurs années d'expansion du cheptel dans plusieurs régions productrices d'Afrique (subsaharienne en particulier) et en Asie.

La production de viande ovine devrait atteindre 19 Mt epc en 2032 (Graphique 6.4). La production chinoise devrait s'accroître compte tenu du niveau élevé des prix et contribuer pour 17 % à l'augmentation de la production. L'offre accrue sur le marché mondial de la viande ovine sera une conséquence de la reconstitution des troupeaux et de l'augmentation des taux d'agnelage en Asie et en Afrique subsaharienne. Au sein de l'Union européenne, la production devrait légèrement progresser par rapport à son niveau actuel du fait du soutien des revenus couplé à la production et de prix à la production favorables dans les principaux États membres producteurs d'ovins. La part de l'Afrique dans la production mondiale de viande ovine connaîtra une lente augmentation malgré les limitations liées à l'urbanisation, à la désertification, et à la disponibilité des aliments pour animaux dans certains pays. L'engagement de la Nouvelle-Zélande de réduire ses émissions de GES devrait limiter la taille de son cheptel, les terres productives consacrées à l'élevage ovin étant converties en plantations en vue d'obtenir des crédits carbone.

6.3.3. Échanges

La concentration des exportations de viande diminuera

Les exportations mondiales de viande devraient augmenter de 3 % à l'horizon 2032 par rapport à la période de référence pour atteindre 42 Mt epc, et près de 11 % de la production de viande fera l'objet d'échanges internationaux. La croissance des échanges de viande devrait toutefois ralentir par rapport à la décennie précédente. Les pays développés devraient encore contribuer pour plus de la moitié (55 %) aux exportations mondiales de viande à l'horizon 2032, une part de 3 points de pourcentage plus basse qu'au cours de la période de référence. Cependant, la part du Brésil et des États-Unis, soit 20 % chacun, demeurera stable tout au long de la période de projection.

L'Australie et la Türkiye sont les pays qui devraient enregistrer la plus forte progression de leurs exportations de viande, grâce à un taux de change favorable et à de larges disponibilités en céréales fourragères. D'autres pays traditionnellement exportateurs, comme l'Argentine, le Paraguay et la Thaïlande, devraient contribuer à la hausse des échanges mondiaux de viande. Par ailleurs, la part des exportations de l'Union européenne diminuera pour passer de 18 % l'année de référence à 15 % en 2032.

La croissance la plus importante de la demande d'importations a pour origine l'Afrique, qui comptera pour 78 % de l'augmentation des importations de tous les types de viande. L'Asie, hors Chine, est une autre région dont les importations de viande sont en rapide expansion. Les importations de viande de la Chine demeureront élevées dans la première partie de la période de projection, mais elles devraient diminuer progressivement à mesure que la filière porcine se relèvera de la flambée de PPA. Sur le plan de la composition, la volaille comptera pour les deux tiers de l'augmentation des importations de viande, ce qui portera à 40 % sa part dans les importations totales de viande à l'horizon 2032.

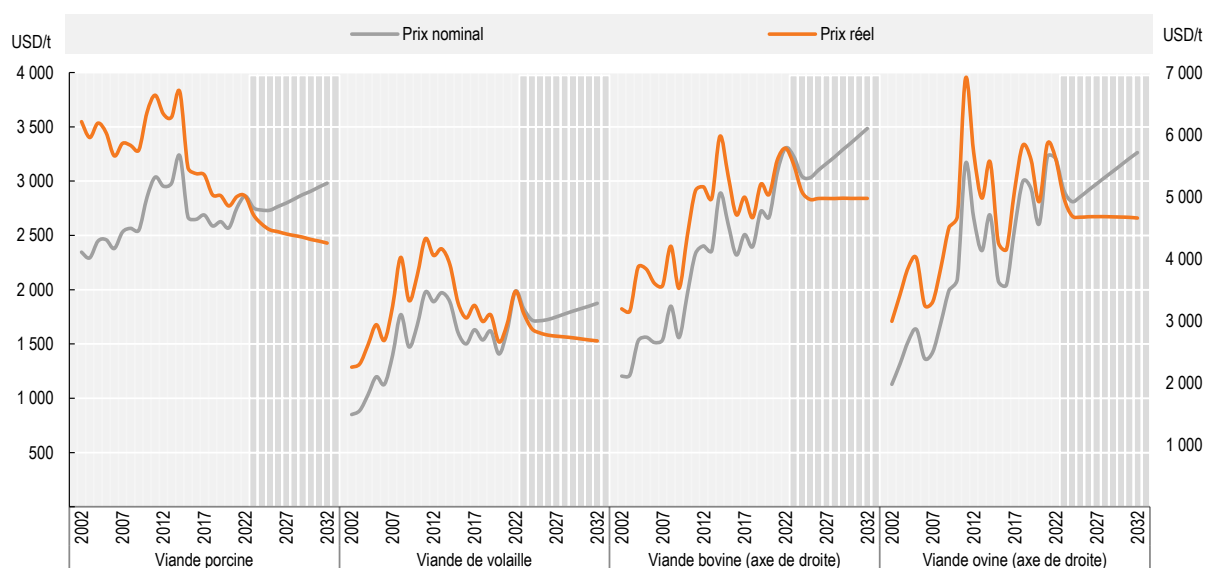
L'Australie et la Nouvelle-Zélande continueront d'occuper les premières places sur les marchés mondiaux de la viande ovine. L'Australie devrait accroître ses exportations d'agneau (de plus grande valeur) aux restaurants haut de gamme, aux dépens de celles de mouton, alors qu'en Nouvelle-Zélande, les exportations diminueront lentement, moins de terres étant consacrées à l'élevage ovin. L'augmentation de la demande d'importations trouve son origine dans l'essor d'une classe moyenne de consommateurs au Moyen-Orient.

6.3.4. Prix

La Chine exerce une influence majeure sur les prix de la viande

Les *Perspectives* prévoient que, malgré leur niveau élevé actuel, les prix baissent en termes nominaux comme en termes réels au début de la période étudiée (Graphique 6.8), sous l'effet d'une demande moins soutenue et d'une augmentation de l'offre à mesure que l'impact des flambées épidémiologiques s'estompe, surtout en Chine. L'évolution de la situation en Chine a des répercussions sur le prix de référence mondial de la viande porcine et, dans une moindre mesure, sur celui des autres viandes. De fait, la baisse des prix sera d'autant plus importante que la Chine se remettra rapidement de la flambée de PPA au début de la période étudiée et qu'elle diminuera dans le même temps ses importations de viande.

Graphique 6.8. Les prix de référence de la viande augmentent en valeur nominale, mais diminuent en valeur réelle



Note : Les prix réels sont les prix mondiaux nominaux corrigés des effets de l'inflation par le déflateur du PIB des États-Unis (2022 = 1). États-Unis : viande porcine (fraîche, réfrigérée ou congelée), valeur unitaire des exportations en USD/t ; Brésil : viande et abats comestibles de volaille (frais, réfrigérés ou congelés), valeur unitaire des exportations en USD/t ; Australie et Nouvelle-Zélande : viande bovine, mélange de parures 85 %, côte Est, FOB port d'entrée, en USD/t ; Nouvelle-Zélande : agneau 17.5 kg, USD/t epc.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/m7gl3k>

À mesure que les marchés surmontent ces perturbations et que les dépenses en viande des consommateurs des pays à revenu intermédiaire repartent à la hausse, en particulier dans le cas de la volaille et de la viande porcine, les prix devraient retrouver leur tendance à long terme à la baisse en valeur réelle. En conséquence, d'ici 2032, les prix réels de la viande devraient être de 10 % à 14 % inférieurs à leurs niveaux moyens en 2020-22. De surcroît, les prix de la viande rouge seront de plus en plus élevés par rapport à ceux de la viande porcine et de la volaille, du fait de gains de productivité plus limités.

6.4. Risques et incertitudes

Les épizooties restent la principale menace pour la filière viande

La filière viande est confrontée à diverses incertitudes dans ses efforts pour satisfaire la demande croissante de produits carnés tout en répondant aux préoccupations concernant les épizooties, la durabilité environnementale, les préférences des consommateurs, le bien-être animal, la santé publique et les politiques commerciales.

Le secteur de l'élevage et la filière viande subissent de graves conséquences économiques du fait des flambées épizootiques. Ces perturbations ont des coûts socioéconomiques variables selon les pays et les situations, dont la perte de marchés d'exportation, une réduction des importations en provenance des pays touchés, ou une diminution des achats des consommateurs en raison des inquiétudes sanitaires. Ces coûts peuvent être élevés à l'échelle mondiale, mais ils peuvent être atténués par des approvisionnements en provenance d'autres marchés restés indemnes ou par l'application des protocoles de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), qui circonscrivent les répercussions des épizooties sur les échanges commerciaux⁴ (Encadré 6.3).

Les flambées de PPA en Asie ont illustré quel peut être l'impact des épizooties sur les marchés intérieurs et internationaux. Dans l'Union européenne, l'autre région productrice particulièrement touchée par les flambées de PPA, une étude⁵ porte à croire qu'une épidémie de PPA peut réduire la production de viande porcine, les quantités exportées, ainsi que le cheptel porcin national à court et à moyen terme. En moyenne, les nouveaux cas de PPA ont réduit les exportations de viande porcine de près de 15 %, la production de plus de 4 % dans l'année qui a suivi la survenue de ces cas, et le cheptel porcin national de 3 % à 4 % dans l'année en cours et la suivante. Cependant, seuls les effets indirects sur les prix de la viande porcine (tels que le montant reçu en compensation et la valeur de marché) ont été observés.

Après la découverte du virus de la PPA chez des sangliers en Allemagne, plusieurs pays ont décidé de suspendre les importations de produits allemands. Les exportations vers les marchés internationaux habituels se sont alors principalement réorientées vers le marché européen. Les pays qui acceptent les produits allemands n'ont pas compensé la perte en volume et en valeur subie sur les marchés internationaux. L'expérience de l'Allemagne face à l'épidémie a servi d'objet d'étude à l'Institut français du porc (IFIP), afin d'estimer par extrapolation les conséquences économiques potentielles de la PPA sur la filière porcine française. La perte estimée sur les marchés d'exportation se situe entre 157 millions EUR et 364 millions EUR, ce qui met en évidence l'augmentation des « risques de marché » entraînée par les flambées épizootiques.

Les répercussions du changement climatique sur les productions animales à travers notamment ses effets sur les disponibilités en aliments pour animaux, en eau et en autres ressources essentielles pour le secteur de l'élevage suscitent actuellement une attention croissante. Les sécheresses, les inondations et les phénomènes météorologiques extrêmes deviendront vraisemblablement plus fréquents, réduisant la productivité et accroissant les coûts de production. Une évolution croissante des préférences des consommateurs au profit d'achats plus sains et plus soucieux de l'environnement, ce qui risque d'entraîner une baisse de la demande de produits carnés traditionnels et d'avoir des conséquences de taille pour la filière viande. De surcroît, les préoccupations de santé publique, telles que celles liées à la résistance aux antibiotiques, gagnent en importance, et des pressions s'exercent en vue d'une réduction du recours aux antibiotiques dans le secteur de l'élevage. Les échanges internationaux jouent un rôle crucial dans le secteur de la viande, et les évolutions des politiques commerciales – droits de douane et interdictions des échanges – peuvent également avoir d'importantes répercussions sur les marchés nationaux et mondiaux.

À l'échelle mondiale, la filière viande fait face à des pressions en faveur d'une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre du fait de leur importante contribution au changement climatique. La FAO signale que le secteur de l'élevage est responsable de 14.5 % de l'ensemble des émissions anthropiques de GES

(7.1 Gt éq. CO₂ par an)⁶, et que la production laitière et celle de viande bovine en sont les principaux contributeurs. La production et la consommation de viande, et plus particulièrement celles de viande rouge, exigent de grosses quantités de ressources, en terres, en eau et en énergie, notamment, aboutissant à des émissions de gaz à effet de serre qui risquent d'être préjudiciables à la santé humaine et à l'environnement. Le secteur de l'élevage doit adopter des pratiques durables, et améliorer l'alimentation des animaux, la gestion des effluents d'élevage et l'efficacité énergétique afin de réduire les émissions. Le modèle d'évaluation environnementale de l'élevage (GLEAM) estime à environ 33 %, soit aux alentours de 2.5 Gt éq. CO₂ les possibilités d'atténuation des émissions du secteur⁷. Ce chiffre résulte de l'hypothèse que les producteurs de tout système, région ou zone agroécologique donnés mettent en œuvre les pratiques appliquées par le 10^e centile des producteurs présentant les moindres intensités d'émission tout en maintenant les volumes de production constants. Pour y parvenir, il faudra investir dans la recherche, la technologie et l'infrastructure, et s'appuyer sur une collaboration entre le secteur et les pouvoirs publics en vue de mettre en œuvre des politiques et des cadres réglementaires favorisant la durabilité et la résilience climatique des activités d'élevage.

Encadré 6.3. Conséquences de la fièvre aphteuse et segmentation du marché mondial de la viande

Les projections des *Perspectives* partent généralement de l'hypothèse que les marchés mondiaux sont intégrés, et que la « loi du prix unique » s'applique sur l'ensemble des marchés nationaux et internationaux, sous réserve des mesures aux frontières susceptibles d'affaiblir les liens entre les prix. À cet égard, il n'existe par hypothèse qu'un seul marché international intégré pour un produit donné, et les chocs de prix sont censés se transmettre par-delà les frontières. Une exception notable a trait aux marchés mondiaux de la viande bovine et porcine, du fait, entre autres, de l'importance de l'épidémie de fièvre aphteuse, qui demeure présente au sein de 77 %¹ du cheptel mondial et dans des pays qui regroupent près des trois quarts de la population de la planète. Cette segmentation découle de l'application d'obstacles sanitaires par les pays indemnes de fièvre aphteuse, compte tenu de leur inquiétude face à la nature extrêmement contagieuse de cette maladie, qui la rend aisément transmissible à travers les animaux vivants, les échanges de viande, ou les déplacements des êtres humains. En 1927, les États-Unis ont adopté une législation sanitaire interdisant les importations de viande en provenance des pays où la fièvre aphteuse était endémique, aboutissant à la création de deux marchés différents pour la viande bovine : le marché du Pacifique et le marché de l'Atlantique².

Le marché du Pacifique, indemne de fièvre aphteuse, a enregistré une expansion progressive, tandis que la région de l'Atlantique, où la maladie est endémique, produisait des excédents de plus en plus importants et se trouvait dans l'impossibilité d'accéder aux marchés plus prospères épargnés par la maladie, créant d'importants écarts de prix entre les deux zones, à l'avantage des négociants de la région du Pacifique. Cependant, eu égard aux évolutions des technologies, des dispositifs institutionnels et des structures des marchés, certains analystes ont mis en doute que les marchés internationaux de la viande bovine et porcine demeurent effectivement segmentés sous l'angle de la circulation des produits et de la transmission des prix.

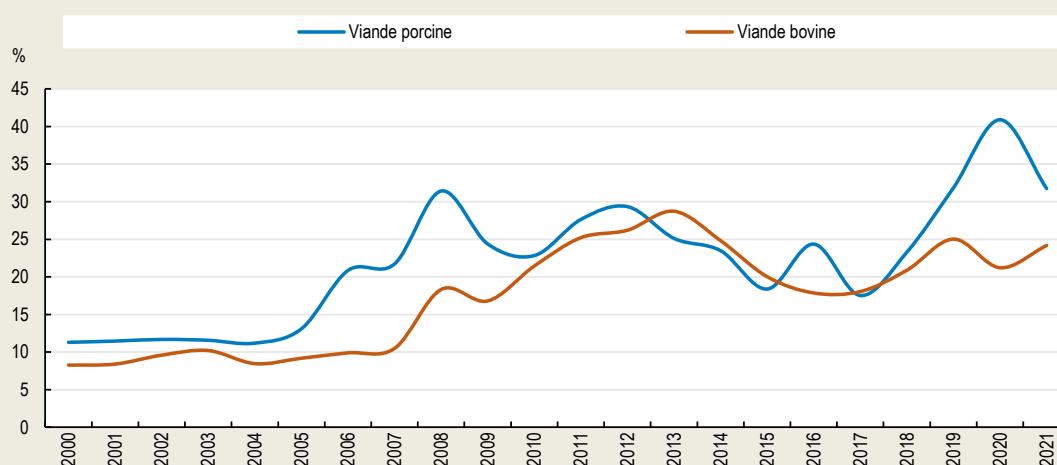
La nature de la segmentation des marchés imputable à la fièvre aphteuse a considérablement évolué au fil du temps. Premièrement, les réformes des mesures mises en œuvre, telles que les évaluations du statut sanitaire et les conditions établies par l'Organisation mondiale de la santé animale, ont permis de circonscrire des zones indemnes de fièvre aphteuse dans les pays où cette maladie est endémique adoptant des mesures d'atténuation des risques, ouvrant ainsi la possibilité de procéder à des échanges (pour plus de précisions, voir <https://www.woah.org/en/disease/foot-and-mouth-disease/#ui-id-2>)³. Cela a par exemple permis au Brésil, premier exportateur mondial de viande bovine et quatrième plus gros exportateur de viande porcine, d'établir des liens commerciaux avec le marché du Pacifique³. Les vaccins contre la fièvre aphteuse sont par ailleurs plus amplement utilisés dans les pays infectés, rendant ainsi possible un contrôle

plus strict de la maladie, ainsi que les échanges, et les stratégies de vaccination ont été largement mises en œuvre.

Deuxièmement, du point de vue de la structure des marchés, certains pays du Pacifique indemnes de fièvre aphteuse ont exporté de grandes quantités de viande bovine et porcine vers le marché de l'Atlantique, où la fièvre aphteuse est endémique (Graphique 6.9), leur volume allant par moments jusqu'à représenter de 30 % à 40 % de leurs exportations totales. Leur présence sur le marché des pays atteints par la fièvre aphteuse a gagné en ampleur au fil du temps. Cette situation excédentaire devrait se prolonger dans l'avenir prévisible, ce qui implique un considérable resserrement des liens entre ces deux espaces géographiques.

Graphique 6.9. Part croissante des exportations de viande des pays indemnes de fièvre aphteuse vers ceux infectés

Viande bovine et porcine (2000-21)



Note : Pays pris en compte par l'indicateur relatif à la région indemne de fièvre aphteuse : Australie, Canada, Colombie, Corée, Indonésie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou et Philippines.

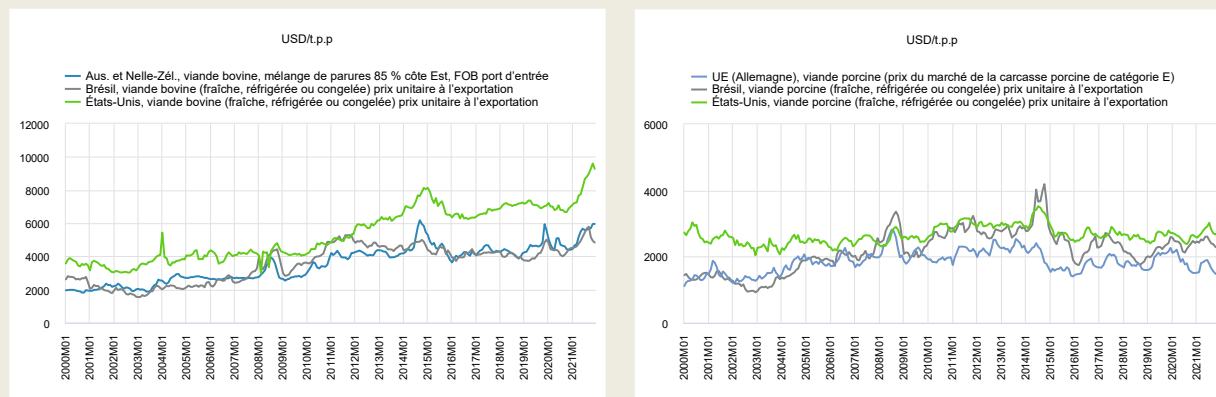
Source : Base de données COMTRADE des Nations Unies.

StatLink  <https://stat.link/>

Troisièmement, comme le met en évidence le Graphique 6.10, les prix indicatifs des deux régions ont connu au cours des deux dernières décennies une évolution parallèle qui témoigne de l'existence de ces liens. Les tests statistiques formels effectués à partir des données mensuelles relatives aux valeurs unitaires des exportations de viande bovine désossée et congelée de l'Australie, du Brésil, et des États-Unis de 2000 à 2021 ne rejettent pas l'hypothèse d'une cointégration entre ces séries, les prix australiens exerçant une influence sur les variations des prix brésiliens et étatsuniens. Des tests similaires sur la base des valeurs unitaires des exportations de viande porcine du Brésil, de l'Allemagne et des États-Unis mettent uniquement en évidence une cointégration entre la série des États-Unis et celle du Brésil et font apparaître un lien de causalité entre les prix étatsuniens et les prix brésiliens.

Graphique 6.10. Quelques prix de référence pour la viande bovine et porcine

2000-21



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Les éditions précédentes des *Perspectives* posaient l'hypothèse d'une segmentation des marchés de la viande bovine et porcine, entre la région du Pacifique, indemne de fièvre aphteuse, et la région de l'Atlantique, infectée. Le modèle Aglink-Cosimo, sur lequel reposent les projections des *Perspectives*, a spécifié cette segmentation pour les échanges entre ces deux régions. S'appuyant sur une nouvelle analyse des marchés (comme décrit ci-dessus), les projections de ces *Perspectives* supposent une forte intégration des échanges entre ces deux régions, de sorte que les flux quantitatifs imposeront des variations communes des prix, comme pour tous les autres produits. Elles partent donc de l'hypothèse que la loi du prix unique s'applique dans les deux régions, tant pour la viande bovine que pour la viande porcine. Si l'une des conditions d'une telle intégration devait faire défaut au cours de la période étudiée, en raison par exemple d'une importante flambée de fièvre aphteuse dans un grand pays exportateur indemne de la maladie, les structures des marchés pourraient connaître une mutation rapide et affecter de manière significative l'évaluation des marchés menée dans ces *Perspectives*.

Notes

1. <https://www.woah.org/fr/maladie/fievre-aphteuse/>.
2. Blackwell JH. Symposium: international challenges and perspectives: internationalism and survival of foot-and-mouth disease virus in cattle and food products. J Dairy Sci. 1980 Jun;63(6):1019-30. doi: 10.3168/jds.s0022-0302(80)83040-2. PMID : 7400424.
3. L'article 3.3 de l'accord SPS indique que les membres de l'OMC peuvent ne pas suivre les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé animale, laissant la décision finale d'accepter ou non la zone proposée aux partenaires commerciaux du pays infecté.
4. « Zone désigne une partie d'un pays délimitée par l'Autorité vétérinaire, où se trouve une population ou une sous-population animale caractérisée par un statut zoosanitaire spécifique au regard d'une infection ou d'une infestation, aux fins des échanges internationaux ou de la prévention et du contrôle des maladies. » (OIE – Code sanitaire pour les animaux terrestres, vingt-neuvième édition, 2021.) Pour plus d'informations, voir Junker, F., J. Ilicic-Komorowska et F. van Tongeren (2009), « Impact des flambées d'épizooties et des nouvelles pratiques de lutte sur les marchés et les échanges agricoles : « Le cas de la fièvre aphteuse », *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 19, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5kmmmqw3mqbw-fr>.

Notes

¹ La part des coûts de l'alimentation animale dans le coût total de la production de viande peut varier en fonction du type de viande et du système de production considéré. Dans les principaux pays producteurs de viande dotés de systèmes d'élevage intensifs, les coûts de l'alimentation des poulets peuvent compter pour 60 % à 70 % du coût total de production, alors que dans le cas de la production porcine, ils peuvent représenter de 50 % à 70 % du coût total. S'agissant des ruminants tels que les bovins et les ovins, la part des coûts de l'alimentation animale est généralement plus réduite, puisque ces animaux peuvent paître sur les pâturages et consommer un plus large éventail d'aliments. Dans le cas des exploitations d'engraissement, ces coûts peuvent représenter aux alentours de 25 % du coût total. Cependant, le coût total de la production bovine est bien plus élevé, tout comme la consommation totale d'aliments pour animaux par kg de viande produit.

² Par exemple, dans le cas de la production de poulets de chair, les coûts de main-d'œuvre peuvent représenter aux alentours de 5 % à 10 % du coût de production total, alors que dans celui de la production porcine, ils peuvent s'établir aux environs de 10 % à 20 %. Dans le cas des ruminants, les coûts de main-d'œuvre sont généralement plus faibles, car ces animaux exigent une moindre intensité de gestion, à certaines exceptions près, dont celle des exploitations d'engraissement, dont les coûts de main-d'œuvre peuvent représenter aux alentours de 8 % (publications.gc.ca/pub?id=9.581110&sl=0).

³ Pour plus d'information sur la manière dont la peste porcine africaine peut avoir un impact sur les marchés agricoles et pour comparer les différents résultats induits par l'épidémie de peste porcine africaine en Chine, voir Frezal, C., H. Gay and C. Nenert (2021), "The Impact of the African Swine Fever outbreak in China on global agricultural markets", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 156, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/96d0410d-en>.

⁴ En l'état actuel, un pays touché par la PPA n'est pas tenu de suspendre totalement ses exportations s'il prend les mesures recommandées par l'OMSA.

⁵ Niemi JK (2020), « Impacts of African Swine Fever on Pig Meat Markets in Europe » *Front. Vet. Sci.*, Vol. 7:634. doi : 10.3389/fvets.2020.00634.

⁶ Gerber, P.J., Steinfeld, H., Henderson, B., Mottet, A., Opio, C., Dijkman, J., Falcucci, A. & Tempio, G. (2013), *Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage – Une évaluation des émissions et des opportunités d'atténuation au niveau mondial*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome. (<https://www.fao.org/3/i3437f/i3437f.pdf>)

⁷ L'année 2015 étant prise pour référence (<https://www.fao.org/gleam/dashboard-old/en/>).

7 Lait et produits laitiers

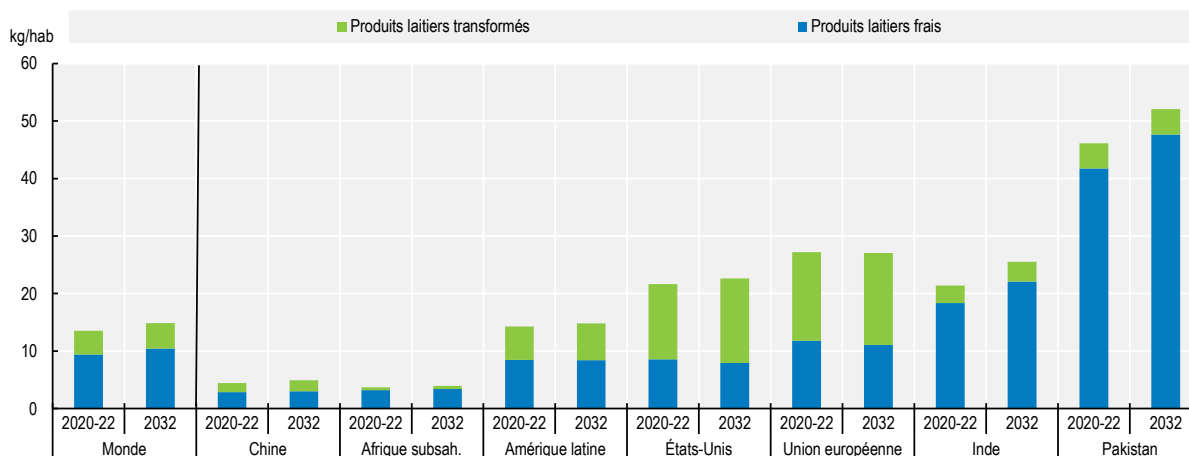
Ce chapitre décrit l'évolution des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des produits laitiers sur la période 2023-32. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de prix, de production, de consommation et d'échanges pour le lait, les produits laitiers frais, le beurre, le fromage, le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre. Il s'achève par un examen des risques et incertitudes notables susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des produits laitiers durant les dix prochaines années.

7.1. Principaux éléments des projections

La filière lait offre de belles perspectives en Asie du Sud et en Afrique

Le lait et les produits laitiers sont des sources de nutrition vitales et fournissent des moyens de subsistance à des millions de personnes tout le long des chaînes de valeur de la filière laitière dans le monde. Les revenus et la population augmentant, les volumes de produits laitiers consommés sont appelés à s'amplifier à moyen terme. Cette forte demande se concentre essentiellement en Inde, au Pakistan et dans plusieurs pays africains. Globalement, la consommation par habitant devrait augmenter de 0.8 % par an pour atteindre 15.7 kg (en équivalent extrait sec, excluant la teneur en eau du lait ou des produits laitiers) d'ici à 2032. L'essentiel du lait produit est consommé sous forme de produits laitiers frais, non transformés ou très peu transformés (pasteurisés ou fermentés), dont la part dans la consommation devrait augmenter à l'échelle mondiale au cours des dix prochaines années. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les produits laitiers frais représentent plus des deux tiers de la consommation moyenne de produits laitiers par habitant (en extrait sec), tandis que les consommateurs des pays à revenu élevé achètent davantage de produits transformés (Graphique 7.1).

Graphique 7.1. Consommation par habitant de produits laitiers frais et transformés, en extrait sec de lait



Note : on calcule l'extrait sec du lait en additionnant la quantité de matière grasse et de matière sèche non grasse contenue dans chaque produit. Les produits transformés comprennent le beurre, le fromage, le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/nk2pvj>

Le fromage est le produit laitier transformé le plus consommé en termes d'extrait sec, essentiellement en Europe et en Amérique du Nord, deux régions où sa consommation est en hausse. En Asie, le beurre est non seulement le produit laitier transformé le plus consommé (il représente près de la moitié de la consommation totale de produits laitiers transformés en termes d'extrait sec), mais il est également le produit qui devrait connaître la plus forte augmentation. En Afrique, le fromage et le lait entier en poudre représentent la majorité des produits laitiers transformés consommés. Au cours de la décennie à venir, la consommation de lait écrémé en poudre devrait enregistrer la plus forte croissance, en partant certes d'un niveau de référence inférieur.

La production mondiale de lait (constituée à environ 81 % de lait de vache, à 15 % de lait de bufflonne et à 4 % de lait de chèvre et de chamelle) devrait augmenter de 1.5 % par an sur les dix prochaines années.

(pour atteindre 1 039 Mt en 2032), soit une évolution plus rapide que la plupart des principaux produits agricoles. L'Inde et le Pakistan devraient compter pour plus de la moitié dans la croissance de la production totale de lait, et pour plus de 32 % de la production mondiale en 2032. La production de l'Union européenne (UE), deuxième producteur mondial de lait, devrait connaître un léger recul face à la stagnation de la demande intérieure, en raison d'une faible croissance démographique, d'une baisse de la consommation de produits laitiers frais par habitant, de politiques axées sur la transition vers une production durable, ainsi que du développement de la production biologique et des systèmes de production fondés sur le pâturage. À l'échelle mondiale, le nombre d'animaux laitiers devrait connaître une forte augmentation, en particulier dans les régions où les rendements sont faibles, comme c'est le cas en Afrique subsaharienne, mais aussi dans les principaux pays producteurs de lait tels que l'Inde et le Pakistan. Au cours de la période de projection, les rendements mondiaux devraient augmenter régulièrement, la croissance la plus forte étant attendue dans les pays d'Asie du Sud-Est.

Les échanges laitiers mondiaux portent principalement sur les produits transformés. La République populaire de Chine (ci-après « Chine ») devrait rester en tête des importations de produits laitiers, malgré une plus forte augmentation de la production laitière nationale par rapport à la dernière décennie. La demande d'importation de produits laitiers en Asie du Sud-Est devrait progresser sous l'effet de la croissance démographique et de l'augmentation des revenus, qui favorisent des régimes alimentaires plus riches en produits animaux. Toutefois, par rapport aux marchés traditionnellement consommateurs de produits laitiers, la consommation par habitant devrait rester faible dans cette région. La Fédération de Russie (ci-après « Russie »), le Mexique et les pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, notamment l'Arabie Saoudite, resteront des importateurs nets importants de produits laitiers. À moyen terme, l'UE, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande resteront les principaux exportateurs de produits laitiers transformés et représenteraient environ 65 % des exportations de fromage, 70 % des exportations de lait entier en poudre, 70 % des exportations de beurre et 79 % des exportations de lait écrémé en poudre en 2032.

Depuis 2015, le prix unitaire du beurre est nettement plus élevé que celui du lait écrémé en poudre. Cette hausse s'explique par une demande accrue de matières grasses laitières par rapport aux autres constituants solides du lait sur le marché international. Cet écart devrait persister tout au long de la période de projection. Globalement, les prix devraient évoluer dans le même sens que ceux des autres principaux produits agricoles, enregistrant une légère augmentation nominale après un ajustement à la baisse au cours des premières années de la période de projection.

Malgré un taux de croissance élevé des produits végétaux de substitution dans de nombreuses régions, notamment en Asie de l'Est, en Europe, en Océanie et en Amérique du Nord, les opinions contradictoires quant à leurs effets sur l'environnement et leurs bienfaits pour la santé créent des incertitudes concernant leur incidence à long terme sur la demande de produits laitiers. Durant la période de projection, on s'attend à une baisse de la consommation de produits laitiers frais par habitant en Europe, en Océanie et en Amérique du Nord, qui s'expliquerait en partie par une hausse de la consommation de produits végétaux de substitution.

La mise en œuvre de nouvelles politiques de production durable et les problèmes d'acceptation des produits laitiers par les consommateurs auront une incidence sur les projections de la filière lait. Dans certains pays, la production laitière représente une part importante des émissions globales de gaz à effet de serre, ce qui conduit à s'interroger sur les moyens d'ajuster l'échelle de production et les technologies de la filière afin de contribuer à la réduction de ces émissions.

Seule une part relativement faible de la production mondiale de lait fait l'objet d'échanges internationaux sous la forme de produits transformés, principalement des poudres et des fromages. En outre, les échanges de produits laitiers sont souvent couverts par des accords commerciaux régionaux spécifiques. Par conséquent, la conclusion de nouveaux accords commerciaux ou la modification des accords en vigueur tend à modifier le régime des échanges mondiaux de produits laitiers. L'entrée de l'Inde, premier producteur et consommateur mondial de produits laitiers, sur le marché international pourrait avoir des

répercussions importantes. Actuellement, certaines laiteries indiennes s'intéressent à l'exportation vers les pays voisins.

7.2. Tendances actuelles des marchés

Les prix des produits laitiers ont atteint des niveaux record en 2022, avant d'entamer une baisse

En 2022, la valeur de l'indice FAO des prix des produits laitiers a augmenté de 20 % pour l'ensemble des produits, établissant un nouveau record. Les cours mondiaux des produits laitiers ont atteint un pic au milieu de l'année 2022 avant d'amorcer une lente décrue. Toutefois, les prix intérieurs du lait ont atteint par la suite un point haut et n'ont commencé à fléchir qu'à la fin 2022. Les prix ont été essentiellement déterminés par les coûts de l'énergie et de l'alimentation animale, qui ont suivi une évolution similaire, avec cependant des variations plus importantes pour les produits laitiers et le lait.

La production mondiale de lait a augmenté de 0.7 % en 2022, pour atteindre environ 897 Mt. La production a augmenté de 2.2 % en Inde, atteignant 194 Mt, avec toutefois des retombées minimes sur le marché laitier mondial, car l'Inde ne participe que de façon marginale aux échanges de lait et de produits laitiers. Si l'on considère les trois principaux exportateurs, la production de l'UE est restée stable en 2022, alors qu'elle a diminué en Nouvelle-Zélande et augmenté aux États-Unis.

En 2022, les échanges de produits laitiers ont connu une baisse due à une demande d'importation nettement plus faible de la part de la Chine, en particulier pour le lait entier en poudre. En revanche, d'autres importateurs majeurs de produits laitiers, à savoir l'Arabie saoudite, l'Indonésie et le Mexique, ont augmenté leurs importations. Parmi les grands pays exportateurs, les États-Unis feraient partie des principaux bénéficiaires d'une hausse des exportations.

7.3. Projections concernant les marchés

7.3.1. Consommation

La hausse de la consommation mondiale de produits laitiers est portée par la forte demande en Inde et au Pakistan

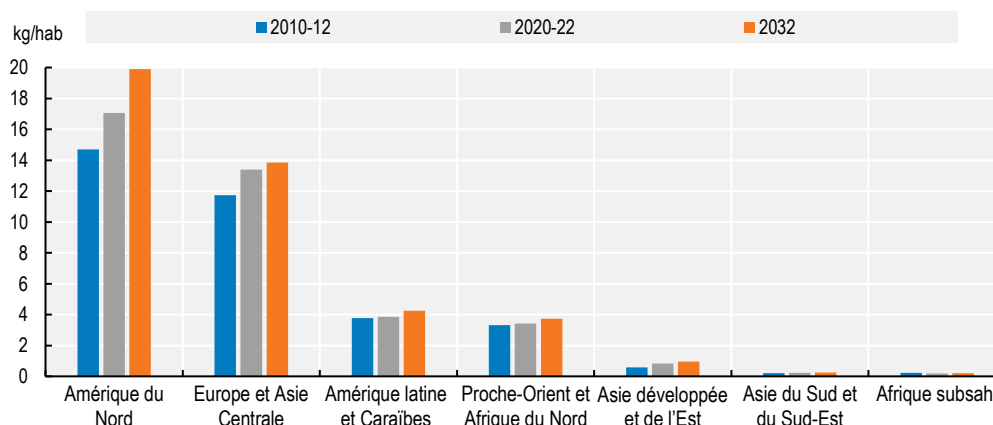
Bien que le lait soit un produit très périssable qui doit être transformé rapidement après sa collecte, il est consommé principalement sous la forme de produits frais¹, qui comprennent les produits fermentés et pasteurisés. La part des produits laitiers frais dans la consommation mondiale devrait augmenter ces dix prochaines années, sous l'effet de l'accélération de la demande en Inde et au Pakistan, elle-même portée par la croissance des revenus et de la population. La consommation mondiale par habitant de produits laitiers frais devrait progresser de 1.0 % par an durant la prochaine décennie, c'est-à-dire un peu plus vite que ces dix dernières années, essentiellement en raison d'une hausse plus rapide du revenu par habitant.

En termes d'extrait sec, la consommation de lait par habitant varie considérablement dans le monde (Graphique 7.1), sous l'effet de la hausse des revenus et des préférences régionales. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, l'essentiel du lait produit est consommé sous forme de produits frais. Les projections prévoient une consommation élevée de produits laitiers frais par habitant en Inde et au Pakistan, mais faible en Chine.

En Europe et en Amérique du Nord, la demande globale de produits laitiers frais par habitant est stable ou en recul, mais sa composition se modifie depuis quelques années au profit des matières grasses du lait, en l'occurrence le lait entier et la crème. Les substituts végétaux de produits laitiers gagnent du terrain et concurrencent davantage les produits laitiers frais que les produits laitiers transformés.

La part des produits laitiers transformés, en particulier du fromage, dans la consommation globale de lait devrait être étroitement corrélée aux revenus, avec des variations dues aux préférences locales, aux contraintes alimentaires et au degré d'urbanisation. Les principaux marchés du fromage, deuxième produit laitier le plus consommé, se situent en Europe et en Amérique du Nord, où la consommation par habitant devrait continuer d'augmenter durant la période de projection (Graphique 7.2). La consommation de fromage augmentera également dans des régions où ce produit ne s'inscrivait pas dans les traditions alimentaires nationales. Dans le Sud-Est asiatique, l'urbanisation et la hausse des revenus se sont traduites par le développement de la restauration hors domicile, notamment dans le secteur de la restauration rapide (hamburgers et pizzas, entre autres).

Graphique 7.2. Consommation de fromage par habitant dans certaines régions



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/4cwymt>

La consommation de beurre a repris en Europe et en Amérique du Nord en raison d'une évolution des préférences. Les consommateurs sont peut-être influencés par les récentes études qui dépeignent de manière plus positive les effets de la consommation de beurre sur la santé, à l'opposé des messages précédemment véhiculés.

Les poudres de lait, écrémé ou entier, resteront principalement employées par l'industrie agroalimentaire, notamment pour la pâtisserie-confiserie, les laits maternisés et la boulangerie. Une petite partie des produits laitiers est utilisée pour l'alimentation animale, en particulier le lait écrémé en poudre et la poudre de lactosérum. On observe partout dans le monde une montée en puissance des poudres de lactosérum qui sont utilisées pour la fabrication de produits nutritionnels, notamment dans la nutrition clinique, des jeunes enfants et des personnes âgées.

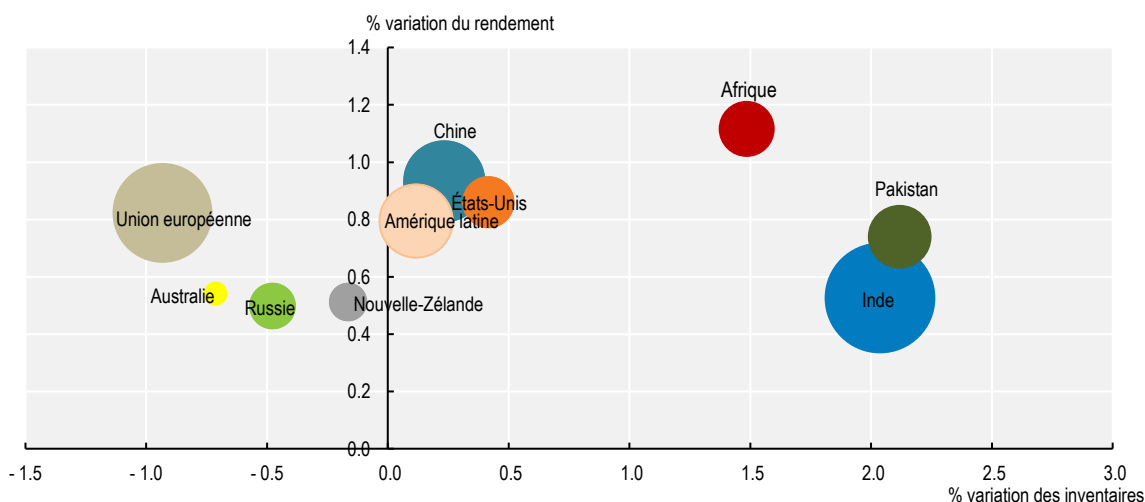
7.3.2. Production

Des hausses de rendement attendues grâce à une meilleure efficacité de la production laitière

La production mondiale de lait devrait progresser de 1.5 % par an ces dix prochaines années (pour atteindre 1 039 Mt en 2032), soit un rythme plus rapide que celui de la plupart des autres principaux produits agricoles. On anticipe une forte augmentation du cheptel laitier (1.3 % par an), notamment en Afrique subsaharienne et dans les grands pays producteurs de lait comme l'Inde et le Pakistan, où les rendements sont faibles. Les rendements devraient continuer de croître régulièrement partout dans le monde au cours des dix prochaines années. Cependant, dans la plupart des régions du monde,


l'augmentation de la production devrait venir davantage de la hausse des rendements que de l'expansion des cheptels (Graphique 7.4), grâce à l'optimisation des systèmes de production laitière, à une meilleure santé animale, à des gains d'efficacité en matière d'alimentation animale et à l'amélioration génétique.

Graphique 7.3. Évolution annuelle des effectifs des cheptels laitiers et des rendements entre 2022 et 2032



Note : la taille de chaque bulle représente la production totale de lait pour la période de base 2020-22.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

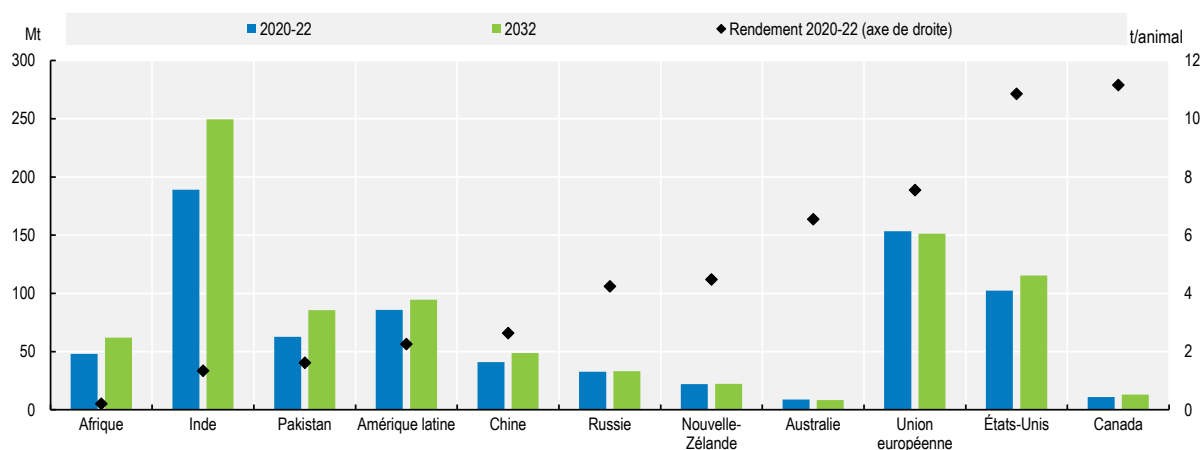
StatLink  <https://stat.link/duc1rw>

L'Inde est le premier producteur de lait et devrait enregistrer une augmentation soutenue et continue de sa production. La production repose sur de petits exploitants qui travaillent avec des coopératives pour la transformation et la distribution. Cette intégration dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement joue également un rôle important dans la valeur accordée à la production laitière en Inde. La croissance de la production devrait découler de l'augmentation du nombre de vaches et de bufflonnes laitières et d'une hausse des rendements.

Dans l'UE, les projections indiquent une baisse de la production, en raison d'un déclin des cheptels laitiers et d'un ralentissement de la croissance des rendements. La nourriture des cheptels laitiers repose sur un mélange de systèmes de production à base d'herbe et d'aliments pour animaux. Par ailleurs, la part du lait bio ou produit dans des systèmes non conventionnels devrait augmenter dans la production totale. Actuellement, plus de 10 % des vaches laitières appartiennent à des systèmes biologiques situés en Autriche, au Danemark, en Grèce, en Lettonie et en Suède. L'Allemagne et la France ont aussi enregistré une hausse de leur production laitière bio. Toutefois, les rendements des exploitations biologiques étant inférieurs d'environ 25 % à ceux des exploitations conventionnelles, avec des coûts de production plus importants, il est nécessaire de fixer des prix de vente considérablement plus élevés.

Les rendements moyens par vache sont parmi les plus élevés en Amérique du Nord, où la production à l'herbe est très minoritaire et où l'on cherche à optimiser l'alimentation du bétail afin d'obtenir des rendements élevés dans des cheptels laitiers spécialisés (Graphique 7.5). Aux États-Unis et au Canada, les cheptels laitiers devraient demeurer relativement stables, et la croissance de la production serait donc favorisée par de nouvelles hausses des rendements. Compte tenu des prévisions concernant la demande intérieure qui resterait plus forte pour les matières grasses du lait, les États-Unis continueront à exporter principalement du lait écrémé en poudre.

Graphique 7.4. Production et rendements laitiers dans un certain nombre de pays et de régions



Note : le rendement est calculé par animal de traite (vaches principalement, mais aussi bufflonnes, chèvres, brebis et chèvres).

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Bien que la Nouvelle-Zélande ne représente que 2.5 % de la production mondiale de lait aujourd'hui, elle est le pays qui exporte le plus sa production. Après avoir fortement augmenté au cours des vingt dernières années, la production connaît un ralentissement depuis quelques années, et devrait progresser de 0.4 % par an au cours de la décennie à venir. Les cheptels laitiers sont nourris principalement à l'herbe, et les rendements sont beaucoup plus faibles qu'en Amérique du Nord et en Europe. Une gestion efficace des prairies permet néanmoins à la Nouvelle-Zélande d'être compétitive. Les principaux obstacles à la croissance sont le manque de terres disponibles, les restrictions environnementales grandissantes et la tarification du méthane entérique à partir de 2025 (loi Neutralité carbone de 2019 portant modification de la loi de 2002 sur la lutte contre le changement climatique), mais le modèle d'alimentation animale devrait rester inchangé.

En Afrique, la production laitière devrait afficher une forte croissance, due principalement à l'expansion des cheptels. Les rendements sont généralement bas, et les laits de chèvre et de brebis occupent une place très importante. La plupart des vaches, des chèvres et des brebis pâturent et sont aussi élevées pour la production de viande, la traction ou comme actif financier (épargne). Les animaux supplémentaires se nourrissent sur les mêmes pacages, entraînant une utilisation plus intensive qui pourrait conduire à des surpâturages au niveau local. Au cours de la période de projection, environ un tiers du cheptel mondial devrait se trouver sur le continent africain et fournir plus de 6 % de la production mondiale de lait.

Environ 30 % de la production mondiale de lait devraient être transformés en beurre, fromage, lait en poudre entier ou écrémé ou poudre de lactosérum au cours des dix prochaines années. La situation varie néanmoins d'une région à l'autre. Dans les pays à revenu élevé, la production de lait est majoritairement transformée en produits laitiers. Compte tenu de la vigueur de la demande directe de beurre et de fromage, ces deux produits représentent actuellement une grande partie de la consommation de lait en Europe et en Amérique du Nord. Le lait en poudre entier ou écrémé est principalement produit pour l'exportation et utilisé dans le secteur agroalimentaire, notamment en pâtisserie-confiserie, pour les laits maternisés et en boulangerie. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, l'essentiel du lait produit est consommé sous forme de produits frais.

7.3.3. Échanges

Les échanges de produits laitiers vont s'intensifier entre quelques grands exportateurs et une multitude de pays importateurs dispersés

Seulement 7 % environ de la production mondiale de lait font l'objet d'échanges internationaux, ce qui s'explique principalement par la nature périssable du lait et par sa teneur élevée en eau (plus de 85 %). Plus de 50 % de la production mondiale de lait en poudre entier ou écrémé est échangée sur les marchés, car ces poudres sont souvent produites dans le seul but de pouvoir stocker et vendre le lait plus longtemps ou le transporter sur de plus longues distances. Les produits laitiers frais s'échangent très peu, sous forme de petits volumes de produits laitiers fermentés échangés entre pays voisins (Canada et États-Unis, Union européenne et Suisse). La seule exception concerne les importations de lait liquide en Chine, en provenance de l'Union européenne et de la Nouvelle-Zélande, ces échanges étant facilités par la capacité des produits laitiers et crémiers pasteurisés à ultra-haute température à être transportés sur de longues distances, mais aussi, dans certains cas, par les tarifs favorables du fret chinois. Les importations chinoises nettes de produits laitiers frais s'élevaient à 1.2 Mt sur la période de référence, et elles ne devraient pas augmenter sensiblement au cours des dix années à venir.

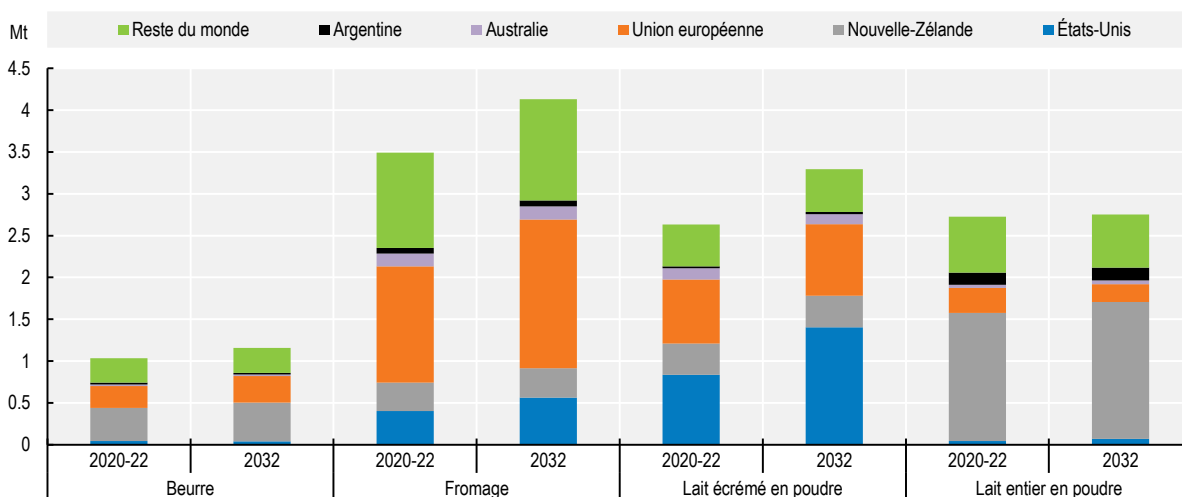
Les échanges mondiaux de produits laitiers devraient augmenter au cours de la prochaine décennie pour atteindre 14.2 Mt en 2032, soit 11 % de plus que pendant la période de référence. Cette croissance se traduira surtout par une hausse des exportations des États-Unis, de l'Union européenne et de la Nouvelle-Zélande. Ensemble, ces trois pays devraient réaliser environ 65 % des exportations de fromage, 70 % des exportations de lait entier en poudre, 70 % des exportations de beurre, et 80 % des exportations de lait écrémé en poudre en 2032 (Graphique 7.5). L'Australie, autre pays exportateur, a perdu des parts de marché mais reste en bonne position dans les secteurs du fromage et du lait écrémé en poudre. Concernant le lait entier en poudre, l'Argentine est aussi un acteur important qui devrait compter pour 5 % des exportations mondiales en 2032. Ces dernières années, le Bélarus a également acquis une certaine stature en tant qu'exportateur, principalement tourné vers le marché russe en raison de l'embargo décrété par la Russie qui touche plusieurs grands exportateurs de produits laitiers depuis 2015.

L'Union européenne restera le principal exportateur mondial de fromage, suivie des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. Le Royaume-Uni, le Japon, la Russie, l'Union européenne et l'Arabie saoudite devraient être les cinq premiers importateurs de fromage en 2032. Ces pays étant souvent aussi exportateurs de fromage, leur participation aux échanges commerciaux internationaux devrait se traduire par un choix plus vaste pour les consommateurs.

La Nouvelle-Zélande reste la principale source de beurre et de lait entier en poudre sur le marché international, et ses parts de marché devraient se situer respectivement autour de 40 % et 60 % en 2032. La Chine est le premier importateur de lait entier en poudre en provenance de la Nouvelle-Zélande, mais les échanges entre les deux pays devraient être moins dynamiques au cours de la période de projection. La hausse anticipée de la production laitière intérieure en Chine limitera la croissance des importations de lait entier en poudre. D'après les prévisions, la Nouvelle-Zélande diversifiera et augmentera légèrement sa production de fromage sur la période considérée.

Parmi les grands exportateurs, les États-Unis devraient être le pays le plus dynamique au cours des dix prochaines années, notamment grâce à la hausse de ses exportations de lait écrémé en poudre. Cela nécessitera une croissance de la capacité de séchage qui dépasse les investissements actuels. Les importations de lait écrémé en poudre sont dispersées à l'échelle mondiale, car il s'agit souvent du produit laitier le plus facile à échanger pour être utilisé par l'industrie agroalimentaire.

Graphique 7.5. Exportations de produits laitiers par région



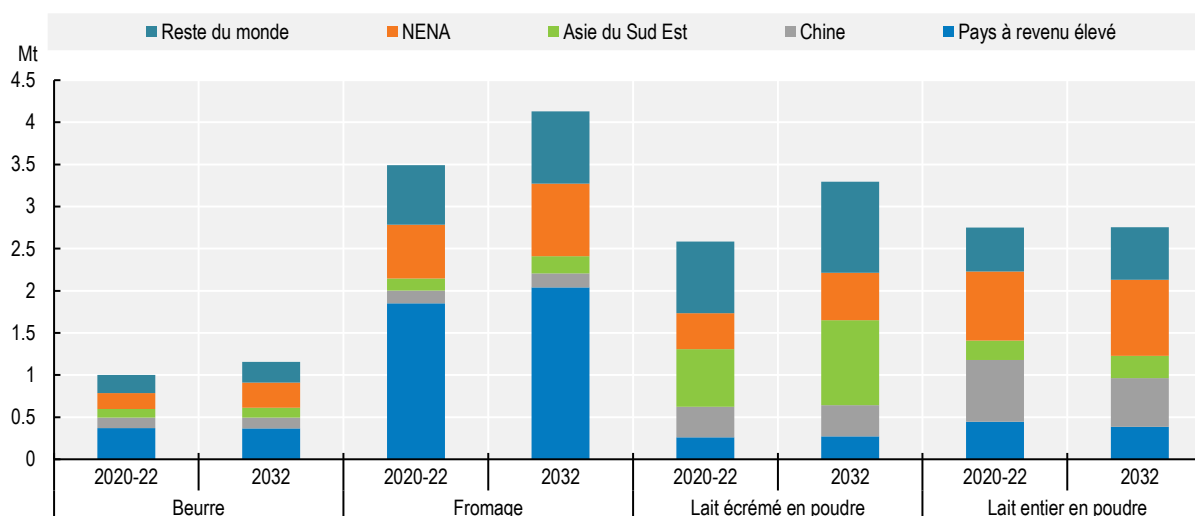
Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/fcuezv>

Les importations de produits laitiers sont plus largement réparties entre les pays, mais les principales destinations pour tous les produits laitiers sont le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, les pays à revenu élevé, l'Asie du Sud-Est et la Chine (Graphique 7.6). La Chine devrait rester le premier importateur de produits laitiers, en particulier de lait entier en poudre (21 % des importations mondiales en 2032). La consommation de produits laitiers par habitant en Chine est relativement modeste par rapport aux marchés traditionnels, mais la demande a notablement augmenté au cours de la décennie passée, et la croissance devrait se poursuivre. La Chine s'approvisionne en produits laitiers essentiellement en Océanie, mais elle a néanmoins augmenté ses achats de beurre et de lait écrémé en poudre auprès de l'Union européenne ces dernières années.

Si certains pays sont autosuffisants, comme l'Inde et le Pakistan, dans d'autres régions du monde telles que l'Afrique, l'Asie du Sud-Est ainsi que le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, la consommation de produits laitiers devrait augmenter plus vite que la production et se traduire par une hausse des importations. Le lait liquide coûtant cher à importer et à exporter (ratio volume/valeur élevé), la demande supplémentaire devrait être satisfaite par les laits en poudre, auxquels on ajoute de l'eau pour la consommation finale ou la transformation. Les importations du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord devraient provenir essentiellement de l'Union européenne, tandis que les États-Unis et l'Océanie devraient être les principaux fournisseurs de lait en poudre de l'Asie de Sud-Est.

Graphique 7.6. Importations de produits laitiers par région



Note : l'acronyme NENA désigne la région Proche-Orient et Afrique du Nord, telle que définie dans le chapitre 2. L'Asie du Sud-Est regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/3aiylt>

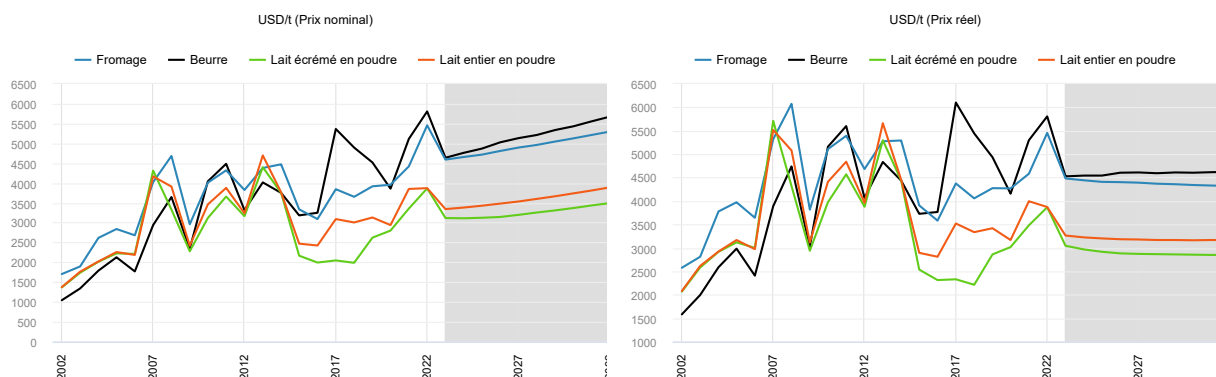
7.3.4. Prix

Les prix mondiaux réels des produits laitiers afficheront une tendance à la baisse

Les cours mondiaux des produits laitiers correspondent aux prix des produits transformés des principaux exportateurs d'Océanie et d'Europe. Les deux principaux cours de référence pour les produits laitiers sont ceux du beurre et du lait écrémé en poudre, le premier pour les matières grasses du lait, et le second pour les autres constituants solides du lait. Les matières grasses et les autres constituants solides représentent environ 13 % du poids total du lait, le reste étant constitué d'eau.

Depuis 2015, le prix du beurre a augmenté beaucoup plus que celui du lait écrémé en poudre. La demande accrue en matières grasses du lait a créé un écart de prix entre les deux produits et continuera de soutenir le prix du beurre tant qu'elle restera supérieure à la demande pour les autres constituants solides sur le marché international. Cette différence de prix devrait donc persister au cours des dix années à venir (Graphique 7.7). Les prix du beurre et du lait écrémé en poudre devraient légèrement baisser au cours de la période de projection, l'attractivité des prix actuels entraînant un gonflement de l'offre. Les prix mondiaux du lait entier en poudre et du fromage devraient être affectés par l'évolution des cours du beurre et du lait écrémé en poudre, selon leur teneur respective en matières grasses et en autres matières sèches.

Graphique 7.7. Prix des produits laitiers, 2002-32



Note : beurre, prix à l'exportation franco à bord (FAB), 82 % de matières grasses, Océanie ; lait écrémé en poudre, prix à l'exportation FAB, lait dégraissé en poudre, 1.25 % de matières grasses, Océanie ; lait entier en poudre, prix à l'exportation FAB, 26 % de matières grasses, Océanie ; fromage, prix à l'exportation FAB, cheddar, 39 % d'humidité, Océanie. Les prix réels sont les prix mondiaux nominaux corrigés des effets de l'inflation par le déflateur du PIB des États-Unis (2022 = 1).

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

La forte volatilité des cours internationaux des produits laitiers s'explique par le faible pourcentage que représente l'échange de ces produits sur les marchés mondiaux, par la prédominance d'un petit nombre d'exportateurs ainsi que par des politiques commerciales très restrictives. La plupart des marchés intérieurs sont relativement déconnectés de ces prix puisque l'on consomme surtout des produits laitiers frais et que seule une petite partie de la production de lait est transformée, le reste étant fermenté ou pasteurisé.

7.4. Risques et incertitudes

Les préoccupations relatives à la santé et à l'environnement revêtent une importance croissante

Les substituts végétaux de produits laitiers liquides (boissons à base de soja, d'amande, de riz ou d'avoine, par exemple) ont gagné en importance dans de nombreuses régions du monde, en particulier en Amérique du Nord, en Europe et en Asie de l'Est. L'offre de substituts s'est élargie à divers fruits à coque, légumineuses et autres cultures. Cette évolution s'explique principalement par les préoccupations des consommateurs concernant la santé et les conséquences de la production de lait sur l'environnement, ainsi que par l'intolérance au lactose. Si les substituts végétaux de produits laitiers affichent des taux de croissance vigoureux, en partant certes de très bas, la réalité de leurs effets sur l'environnement et de leurs relatifs bienfaits pour la santé fait débat. La durabilité des substituts populaires très prisés comme les boissons à l'amande ou au soja suscite des interrogations, les consommateurs étant plus nombreux à prendre en compte, outre les émissions de GES, des problèmes écologiques tels que la consommation d'eau et la déforestation. De même, l'intolérance au lactose est un problème pour certains consommateurs, et l'on trouve de plus en plus de produits laitiers sans lactose pour ceux qui ne privilégient pas les substituts végétaux. Globalement, l'incertitude prévaut quant à l'incidence à long terme des substituts végétaux sur la filière lait.

La législation environnementale pourrait avoir des répercussions majeures sur l'évolution future de la production laitière. Les émissions de GES dues au secteur laitier représentent une part importante des émissions totales dans certains pays (en Nouvelle-Zélande et en Irlande, par exemple), et un durcissement

des politiques et des initiatives publiques en la matière, comme l'initiative pour la neutralité GES du secteur laitier (Pathways to Dairy Net Zero) lancée en septembre 2021, pourrait avoir une incidence sur le niveau et la nature de la production laitière dans le but de réduire ces émissions. D'autres domaines dans lesquels des changements de politique pourraient jouer un rôle sont, par exemple, l'accès à l'eau et la gestion des effluents d'élevage, qui s'orientent de plus en plus vers des pratiques durables. Les experts européens du secteur laitier envisagent une baisse des exportations de produits laitiers causée par la stratégie de l'Union européenne de la ferme à la fourchette. Cependant, une législation environnementale plus stricte pourrait aussi conduire à l'élaboration de solutions novatrices améliorant la compétitivité de la filière à long terme. Globalement, le niveau des émissions mondiales de GES dépendra en grande partie des gains d'efficacité qui pourront être obtenus en Inde et dans les autres pays ayant des cheptels bovins importants et pratiquant l'élevage extensif. De plus, le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes, auxquels certains pays et régions sont déjà confrontés, pourraient menacer encore davantage la viabilité de la production laitière dans les pays touchés.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a considérablement exacerbé les incertitudes concernant les approvisionnements en énergie, en engrais et autres produits agricoles, et pourrait ralentir la croissance économique. Le renchérissement du coût des intrants pourrait se répercuter sur d'autres marchés connexes comme celui des produits laitiers. Cela pourrait également accroître l'intérêt pour l'agriculture circulaire mettant l'accent sur une moindre utilisation d'intrants externes, une solution disponible et largement utilisée dans la production laitière.

L'évolution des politiques nationales reste un motif d'incertitude. Dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), le Canada a plafonné les exportations de lait écrémé en poudre, autorisé une plus grande ouverture des marchés et supprimé sa classe 7 de produits, créée initialement pour mettre en œuvre la décision de Nairobi de l'OMC relative à l'élimination des subventions à l'exportation. Dans l'Union européenne, les achats d'intervention de lait écrémé en poudre et de beurre à des prix déterminés, qui ont eu des répercussions majeures sur les marchés ces dernières années, restent possibles dans certaines situations.

Les échanges de produits laitiers pourraient être profondément modifiés par les évolutions de l'environnement commercial. La modification des accords commerciaux en vigueur ou la conclusion de nouveaux accords entraînerait des conséquences sur la demande et les échanges de produits laitiers. En outre, l'Inde et le Pakistan, grands consommateurs de produits laitiers, ne sont pas présents sur le marché international, puisque la demande intérieure en plein essor devrait être satisfaite par une hausse rapide de la production nationale. De futurs investissements dans les infrastructures de la chaîne du froid contribueront à accroître le degré d'autosuffisance en produits laitiers dans ces régions.

Note

¹ Les produits laitiers frais comprennent tous les produits laitiers et le lait qui ne sont pas inclus dans les produits transformés (beurre, fromage, lait écrémé en poudre, lait entier en poudre, poudre de lactosérum et, dans quelques cas, caséine). Les quantités sont exprimées en équivalent lait de vache.

8 Poisson

Ce chapitre décrit l'évolution récente des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des produits halieutiques et aquacoles sur la période 2023-32. Il passe en revue les évolutions prévues en matière de prix, de production, de consommation et d'échanges pour les produits de la pêche et de l'aquaculture. Il s'achève par un examen des risques et incertitudes notables susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des produits halieutiques et aquacoles durant les dix prochaines années.

8.1. Principaux éléments des projections

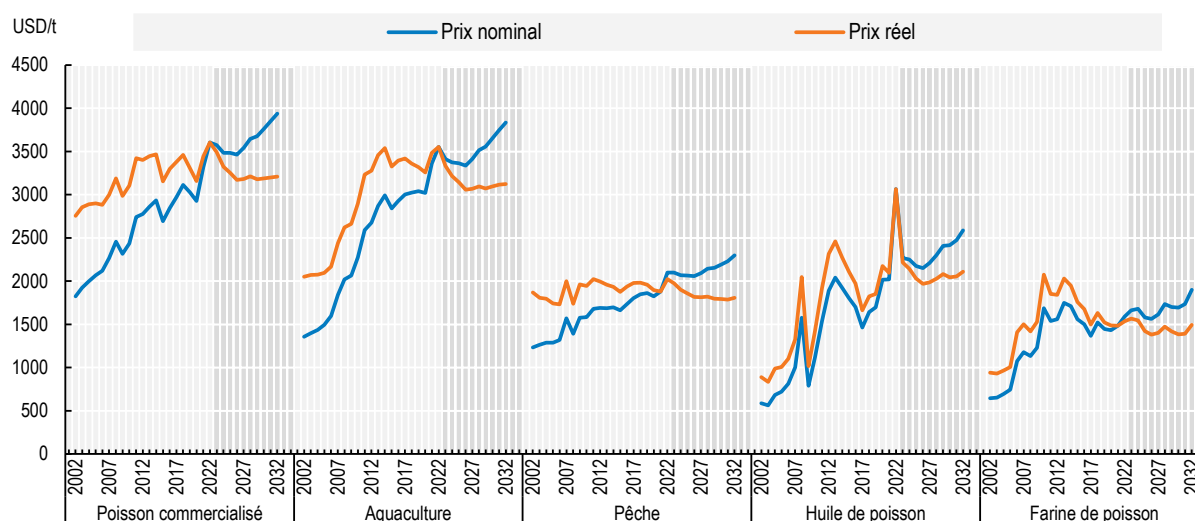
La production, la consommation et les échanges de poisson connaîtront une croissance plus lente qu'au cours des dix dernières années

La consommation de poisson¹ destiné à l'alimentation humaine devrait encore augmenter ces dix prochaines années, mais à un rythme moins rapide que durant la dernière décennie, principalement en raison d'un fléchissement de la demande dans les pays d'Asie, premiers consommateurs d'aliments aquatiques. Ce ralentissement dans les pays d'Asie s'explique par des niveaux de consommation de poisson par habitant déjà élevés en moyenne et par la concurrence accrue avec certaines viandes, notamment une reprise de la consommation de viande de porc en République populaire de Chine (ci-après « Chine »). La consommation humaine apparente² de poisson par habitant devrait augmenter sur tous les continents à l'exception de l'Afrique, la région à la croissance démographique la plus rapide. À l'échelle mondiale, elle devrait atteindre 21.2 kg par habitant d'ici à 2032, en hausse par rapport aux 20.4 kg par habitant au cours de la période de référence (moyenne 2020-22). Les écarts entre les continents persisteront et se creuseront, la plus forte croissance étant attendue en Asie, qui affiche déjà la consommation par habitant la plus élevée. À l'inverse, on s'attend à une diminution en Afrique, où la consommation par habitant est déjà la plus faible. La part de la consommation de poisson destiné à l'alimentation humaine dans l'ensemble de la production halieutique et aquacole devrait rester globalement stable, autour de 90 % au cours de la période de projection. Les 10 % de la production restants seront utilisés à d'autres fins que la consommation humaine, essentiellement sous forme de farine et d'huile de poisson.

Les prix du poisson en valeur réelle diminueront tous au cours de la période de projection par rapport aux niveaux élevés atteints durant la période de référence (Graphique 8.1). La croissance modérée de la production halieutique et aquacole empêchera toutefois une chute des prix trop importante. Ce sont les prix de l'huile de poisson qui devraient accuser la baisse la plus considérable au cours de la période, en raison d'une correction baissière après des niveaux exceptionnellement élevés en 2022. Malgré un approvisionnement stable, les prix de l'huile de poisson ont en effet augmenté de plus de 50 % entre 2021 et 2022, une évolution favorisée par la hausse des prix des huiles végétales. La diminution des prix de la farine de poisson en valeur réelle devrait être faible et inférieure à celle observée dans d'autres catégories au cours de la période de projection en raison de l'offre limitée et de la forte demande actuelles. Les prix mondiaux du poisson échangé, des espèces aquacoles et des espèces capturées devraient tous diminuer à un rythme similaire en valeur réelle au cours des dix prochaines années.


La production halieutique et aquacole mondiale continuera de croître pour répondre à la hausse de la demande et atteindre 202 Mt d'ici à 2032, mais à un rythme moins rapide que ces dix dernières années. Ce ralentissement de la croissance s'explique par les réformes politiques menées en Chine, qui ont freiné l'augmentation de la production, par la hausse du coût des intrants, en particulier de l'énergie, et par le retour probable du phénomène El Niño en 2032, qui entraînera un déclin de la production, principalement en Amérique du Sud. La production supplémentaire sera majoritairement générée par le secteur aquacole. D'après les projections, d'ici à 2032, la production aquacole devrait représenter 55 % de la production totale de poisson, contre 50 % durant la période de référence. En moyenne, la filière pêche fournira environ 92 Mt de poisson par an, avec des niveaux plus faibles au cours des années du phénomène El Niño³. La production mondiale de farine de poisson devrait augmenter ces dix prochaines années, essentiellement du fait de la proportion de farine obtenue à partir de résidus de poisson, qui montre que le secteur parvient de mieux en mieux à utiliser les sous-produits. La production mondiale d'huile de poisson devrait augmenter plus ou moins au même rythme que la production halieutique et aquacole totale.

Graphique 8.1. Prix mondiaux des produits halieutiques et aquacoles



Note : poisson de consommation échangé : valeur unitaire mondiale des échanges (somme des importations et des exportations) de poisson destiné à la consommation humaine. Aquaculture : valeur unitaire mondiale de la production aquacole (poids vif) calculée par la FAO. Pêche : valeur des débarquements à l'échelle mondiale estimée par la FAO, hors pêches minotières. Farine de poisson : teneur en protéines de 64-65 %, Hambourg (Allemagne). Huile de poisson : Europe du Nord-Ouest. Les prix réels sont les prix mondiaux nominaux corrigés des effets de l'inflation par le déflateur du PIB des États-Unis (2022 = 1).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/4uz3ka>

Les échanges mondiaux de poisson destiné à la consommation humaine devraient continuer à se développer au cours de la décennie à venir, mais à rythme moins rapide que ces dix dernières années. La hausse des exportations sera majoritairement due à l'Asie et, dans une moindre mesure, à l'Europe. En 2032, l'Asie représentera 51 % des exportations totales de poisson destiné à l'alimentation humaine, contre 47 % durant la période de référence. Les exportations en provenance d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique devraient diminuer d'ici à 2032, compte tenu d'un ralentissement de la croissance de la production sur ces continents et du retour supposé d'El Niño dans le cas des Amériques. L'Union européenne (UE), les États-Unis et la Chine resteront les trois premiers importateurs, avec une hausse des importations pour l'UE et les États-Unis, tandis que les importations chinoises devraient diminuer de 21 % d'ici à 2032, en raison des efforts déployés par la Chine pour répondre à la hausse de la demande alimentaire avec sa production intérieure.

Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture devraient se heurter à d'importantes incertitudes au cours de la prochaine décennie. La production halieutique et les prix dans cette filière pourraient être affectés par les récentes négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions à la pêche, mais également par une amélioration de la gestion des pêches. Le changement climatique constitue une source de risque tant sur le plan environnemental que réglementaire pour les filières halieutique et aquacole. Enfin, la guerre menée par la Fédération de Russie (ci-après « Russie ») contre l'Ukraine et les sanctions adoptées en conséquence continueront d'influer sur les échanges de poisson étant donné l'importance de la production halieutique russe.

8.2. Tendances actuelles des marchés

Flambée des prix favorisée par une croissance limitée de l'offre et une hausse de la demande due au relèvement mondial

Après une reprise vigoureuse en 2021, la production halieutique et aquacole mondiale a légèrement augmenté en 2022 pour atteindre un volume estimé à 183 Mt. La hausse de la production asiatique a été en partie compensée par une réduction des captures péruviennes après une production importante en 2021. L'augmentation des coûts de production (énergie et carburant) a érodé la rentabilité dans les secteurs de l'aquaculture et de la pêche, et ce malgré une hausse notable des prix du poisson.

L'accroissement de la demande dans un contexte de reprise économique mondiale après la récession due à la covid-19, associé aux perturbations des approvisionnements liées notamment aux conflits géopolitiques et aux catastrophes météorologiques, a entraîné une hausse de l'inflation en 2021 et 2022. Selon l'indice des prix du poisson de la FAO⁴, les cours mondiaux du poisson ont été, en 2022, supérieurs de 19 % à ceux de 2021, après une hausse de 7 % en 2021. L'indice a atteint 135 en juin 2022 et n'a cessé de baisser depuis.

Les exportations mondiales de poisson destiné à l'alimentation humaine ont légèrement diminué entre 2021 et 2022, pour atteindre un volume estimé à 42 Mt. En effet, les hausses enregistrées en Chine, en Corée et en Inde ont été en partie compensées par la diminution des exportations en provenance du Pérou, de l'Union européenne et de la Norvège.

8.3. Projections concernant les marchés

8.3.1. Consommation

L'augmentation de la consommation de poisson devrait ralentir ces dix prochaines années

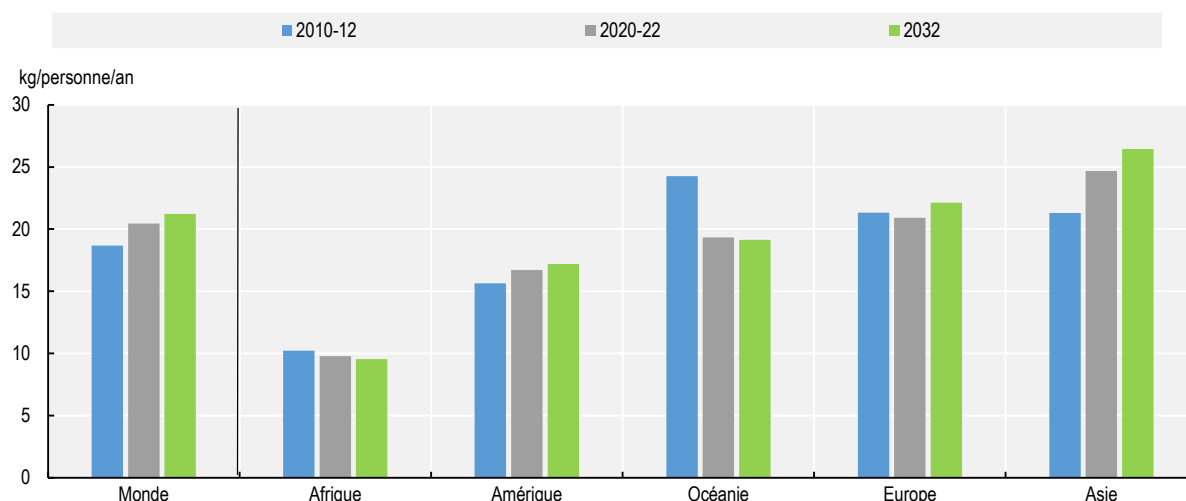
Le poisson peut être consommé sous différentes formes, pour l'alimentation humaine ou pour d'autres usages. Le poisson non destiné à la consommation humaine est transformé en farine ou en huile de poisson ou utilisé à d'autres fins, telles que l'aquariophilie, la reproduction, l'alevinage, la pêche de loisir (appâts), la production pharmaceutique, ou encore l'alimentation directe d'animaux d'élevage ou autres. Dans les dix années à venir, l'essentiel de la production halieutique et aquacole devrait continuer de servir à la consommation humaine. En 2032, 90 % du poisson produit devraient être consommés directement, contre 88 % durant la période de référence (moyenne 2020-22). Cette évolution sera principalement due à une diminution de la quantité de poisson utilisé pour produire de la farine et de l'huile de poisson en raison du phénomène El Niño, supposé se produire en 2032.

À l'échelle mondiale, la consommation de poisson destiné à l'alimentation humaine devrait poursuivre sa progression, mais plus lentement qu'au cours des décennies précédentes. Ce ralentissement de la croissance s'explique essentiellement par une augmentation lente de la production, par la hausse des prix du poisson, en particulier au cours des premières années de la période de projection, et par un fléchissement de la demande dans certains pays d'Asie. La production de poisson destiné à la consommation humaine devrait augmenter de 14 % pour atteindre 182 Mt d'ici à 2032. Cette évolution concernera tous les continents à des degrés divers, selon les niveaux de consommation de référence et le rythme de la croissance démographique. L'Afrique devrait enregistrer la plus forte croissance du volume de poisson disponible pour l'alimentation d'ici à 2032 (+25 %), et l'Europe, la plus faible (+4.6 %). Si l'Asie n'affiche pas le taux de croissance le plus élevé (+14 %), le continent est de loin le premier consommateur de poisson et représentera 74 % de la quantité supplémentaire de poisson consommé d'ici à 2032. À elle seule, la Chine consommera 34 % de ce volume supplémentaire. La part de l'aquaculture dans la quantité

totale de poisson destiné à la consommation humaine disponible sera de plus en plus importante, passant de 57 % au cours de la période de référence à 61 % en 2032.

La consommation humaine apparente de poisson dans le monde devrait augmenter dans les dix années à venir pour atteindre 21.2 kg par habitant en 2032, contre une moyenne de 20.4 kg pendant la période 2020-22 (Graphique 8.2). Le taux de croissance sera plus faible durant la seconde moitié de la période de projection en raison de l'augmentation des prix du poisson. La consommation de poisson par habitant augmentera sur tous les continents, à l'exception de l'Afrique où elle devrait reculer, passant de 9.8 kg pendant la période 2020-22 à 9.6 kg en 2032, la baisse la plus marquée étant anticipée en Afrique subsaharienne (de 8.8 kg à 8.3 kg). Néanmoins, du fait de l'augmentation des revenus et de la quasi-saturation des niveaux de consommation dans certains pays d'Asie, l'évolution de la consommation de poisson par habitant devrait être plus homogène entre les différents continents. Le recul de la consommation de poisson par habitant en Afrique sera relativement plus faible que durant la décennie précédente, tandis que son augmentation en Asie sera environ moitié moins importante qu'au cours des dix années précédentes.

Graphique 8.2. Consommation de poisson par habitant



Note : les données sont exprimées en équivalent poids vif.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

La hausse de la consommation apparente de poisson par habitant au cours de la période de projection sera principalement due aux pays à revenu intermédiaire, puis aux pays à revenu élevé. Les pays à faible revenu devraient en revanche connaître une croissance négative sur cette même période.

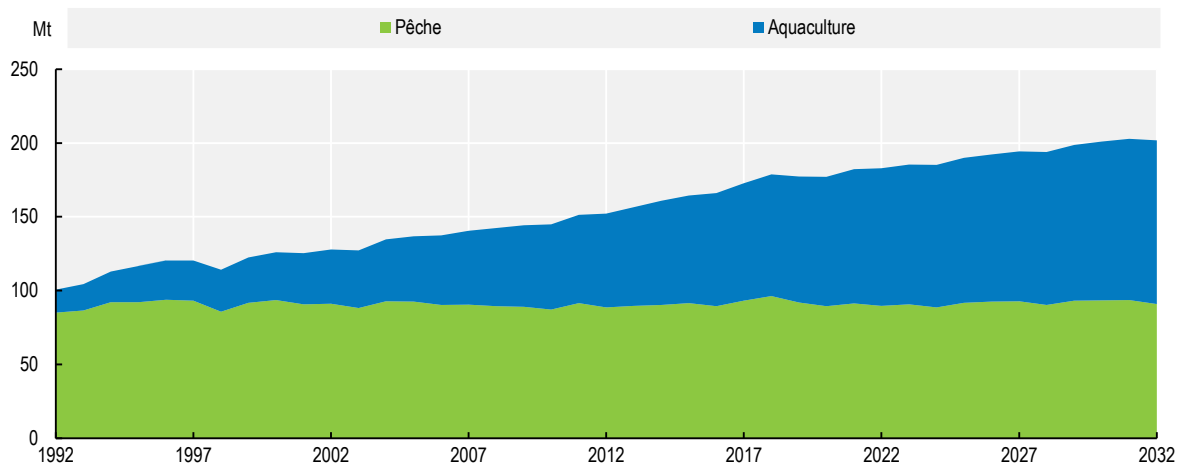
La consommation de farine et d'huile de poisson sera limitée par une production globalement stable. Les marchés continueront de se répartir entre aquaculture et élevage pour la farine de poisson, et entre aquaculture et compléments alimentaires destinés à la consommation humaine directe pour l'huile de poisson. Étant donné la réduction de l'utilisation de farine de poisson dans les rations alimentaires animales en raison de son prix élevé et suite à d'importants efforts d'innovation, le marché des tourteaux d'oléagineux devrait continuer de se développer dans l'industrie aquacole, où leur emploi pour l'alimentation animale devrait atteindre 11.4 Mt en 2032. La Chine arrivera en tête pour la quantité de farine de poisson utilisée dans l'alimentation animale, avec une part de 42 % du total en 2032. L'huile de poisson devrait rester majoritairement utilisée dans l'aquaculture, mais la consommation humaine directe demeurera un marché important, aux prix généralement plus élevés.

8.3.2. Production

Une augmentation de la production favorisée par l'aquaculture

La production mondiale de poisson (pêche et aquaculture) devrait croître pour passer de 181 Mt durant la période de référence à 202 Mt en 2032 (Graphique 8.3). Bien que la production halieutique et aquacole mondiale continue d'augmenter (+12 % au cours de la période de projection), le taux de croissance sera sensiblement inférieur à la hausse de 22 % observée durant la décennie écoulée. Cela s'explique par une croissance plus lente que durant la décennie précédente dans le secteur aquacole. De manière générale, la tendance de ces dix dernières années, caractérisée par une production halieutique globalement stable et par une progression de la production aquacole, devrait se poursuivre.

Graphique 8.3. Production halieutique et aquacole



Note : les données sont exprimées en équivalent poids vif.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

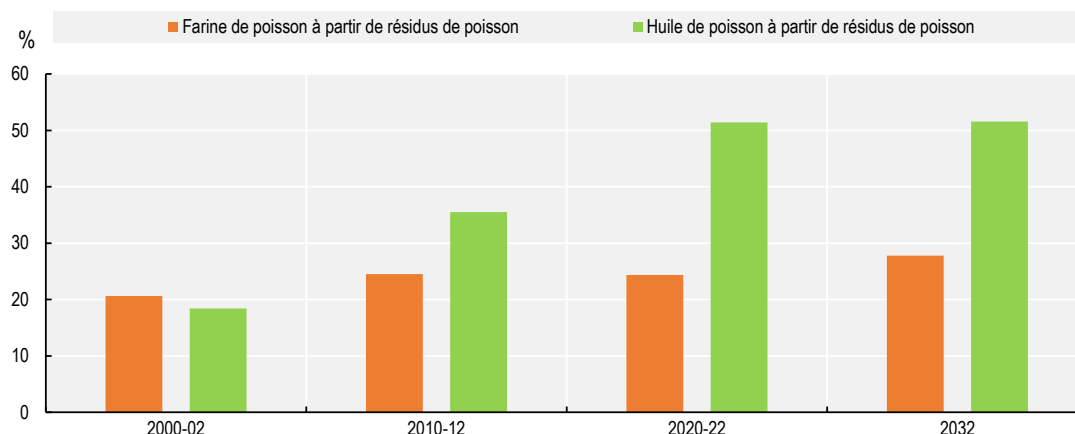
La production halieutique devrait légèrement augmenter pour atteindre 91 Mt en 2032, soit une hausse d'un peu moins de 1 Mt. Cette faible évolution est toutefois en partie influencée par l'hypothèse d'un retour du phénomène El Niño en 2032 qui entraverait la production halieutique en Amérique du Sud, provoquant une diminution des débarquements mondiaux de l'ordre de 2 à 3 Mt sur ces périodes. La hausse de la production halieutique devrait venir en grande partie d'une meilleure gestion des pêcheries et d'améliorations technologiques réduisant les rejets et les déchets. La majeure partie de la production sera enregistrée dans les pays d'Asie, qui devraient voir leur part dans la pêche de capture mondiale augmenter légèrement pour atteindre 53 % en 2032.

La croissance supplémentaire de la production mondiale de poisson émanera en très grande majorité (96 %) du développement de l'aquaculture. La production aquacole devrait en effet s'élever à 111 Mt en 2032, soit une hausse de 22 % (ou +20 Mt) par rapport à la période de référence, contre 55 % (ou +33 Mt) au cours de la décennie précédente. Ce ralentissement anticipé de la croissance de la production aquacole sera essentiellement causé par une baisse continue des gains de productivité due aux réglementations environnementales, aux maladies animales liées à une densité d'élevage trop élevée et à une disponibilité réduite des sites de production optimaux. La Chine, en particulier, devrait connaître un net fléchissement de la croissance de sa production de poisson d'élevage en raison des réglementations visant à rendre le secteur plus durable et à privilégier les espèces consommées dans le pays. Le pays continuera cependant de dominer la production aquacole mondiale, avec une part qui devrait passer à 56 % en 2032, en très léger recul par rapport à la période de référence.

La production devrait augmenter au cours de la période de projection pour tous les groupes d'espèces, mais à des rythmes différents, ce qui modifiera la composition de la production aquacole d'ici à 2032. La carpe, première espèce d'élevage, devrait voir sa part diminuer, tandis que la part de toutes les autres espèces augmentera. Cette baisse s'inscrit dans une tendance qui a commencé à la fin des années 1990 et s'explique, en particulier en Chine, par une diversification de la production visant surtout à répondre à la demande locale. Il convient de noter que la part de la Chine dans la production totale de carpe devrait diminuer, en raison d'une plus forte croissance dans d'autres pays tels que l'Inde. On observera également une augmentation de la proportion de crevettes, de poissons d'eau douce et de poissons diadromes (à l'exception du tilapia et des salmonidés dont la part devrait rester généralement stable).

Au cours des dix prochaines années, la quantité de produits halieutiques transformée en farine ou en huile de poisson oscillera entre 15.9 Mt les années du phénomène El Niño et 18.3 Mt les meilleures années de pêche, en baisse par rapport à une moyenne de 26 Mt de poisson sauvage destiné à ces usages dans les années 1990. En parallèle, l'utilisation de résidus de poisson et de sous-produits pour fabriquer de la farine et de l'huile de poisson devrait continuer d'augmenter, la hausse de la demande de filets de poisson entraînant la production d'une plus grande quantité de résidus (Graphique 8.4). En valeur absolue, la production de farine et d'huile de poisson atteindra respectivement 5.4 Mt et 1.3 Mt (poids produit) en 2032, soit une augmentation respective de 4.0 % et 11 % par rapport à la période de référence. Conséquence notable de la capacité de croissance relativement limitée de la production de farine de poisson et de l'essor continu de l'aquaculture, les tourteaux d'oléagineux sont de plus en plus utilisés pour compenser le manque d'aliments en aquaculture. Compte tenu de l'écart de prix entre l'huile de poisson et l'huile végétale et de la différence croissante entre la farine de poisson et les tourteaux d'oléagineux, le concassage de poisson a de bonnes chances de rester une activité rentable. La farine et l'huile de poisson étant considérées comme les ingrédients les plus nutritifs et les plus digestes pour le poisson d'élevage, elles devraient être utilisées de manière sélective à certaines étapes de la production, notamment pour les alevinières, les stocks de reproducteurs et l'alimentation de finition.

Graphique 8.4. Proportion de farine et d'huile de poisson obtenues à partir de résidus de poisson



Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/n1p96o>

8.3.3. Échanges

Plus de la moitié des importations de poisson de consommation restera concentrée dans les pays à revenu élevé

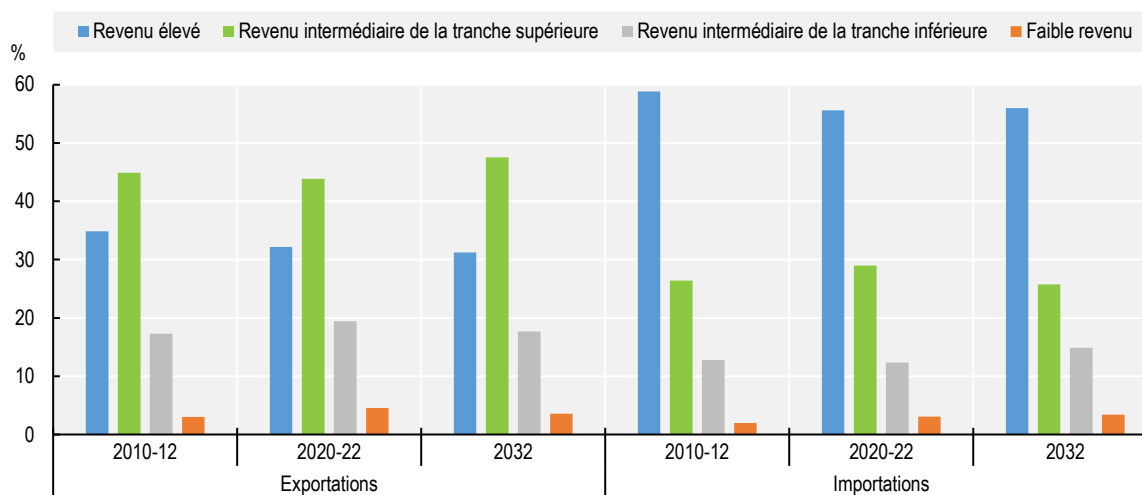
D'après les projections, les échanges de produits aquatiques (qu'ils soient ou non destinés à l'alimentation humaine) resteront importants, avec environ 33 % de la production totale de poisson exportés en 2032 en

tenant compte du commerce intra-Union européenne (30 % hors commerce intra-UE), ce qui témoigne de l'ouverture du secteur et de son intégration au commerce international. La chaîne d'approvisionnement de l'aquaculture et de la pêche devrait rester compliquée, car les produits aquatiques traversent souvent des frontières plusieurs fois avant d'être consommés, leur transformation étant externalisée vers des pays où les coûts de production et de main-d'œuvre sont relativement plus faibles.

En 2032, les échanges mondiaux de poisson destiné à l'alimentation humaine devraient être supérieurs de 5,0 % au niveau enregistré durant la période de référence. Ils seront toutefois en perte de vitesse comparés à la croissance de 10 % observée durant la décennie précédente. Ce ralentissement s'explique principalement par le coût élevé du transport, le développement lent de la production halieutique et aquacole, ainsi que le souhait de répondre à la demande intérieure grâce à la production locale dans certains pays importants comme la Chine. En 2032, les exportations de poisson destiné à la consommation humaine devraient atteindre 44 Mt, contre 42 Mt durant la période de référence.

D'ici à 2032, seule la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure devrait voir augmenter sa part d'exportations mondiales de poisson de consommation, laquelle passera à 48 % contre 44 % durant la période de référence. D'ici 2032, les pays à revenu élevé seront à l'origine de 31 % des exportations totales de poisson de consommation, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de 18 %, et les pays à faible revenu représenteront les 4 % restants (Graphique 8.5). La Chine conservera sa place de premier exportateur de poisson destiné à l'alimentation humaine avec 22 % des exportations mondiales en 2032 (en hausse par rapport aux 17 % au cours de la période 2020-22), suivie par la Norvège et le Viet Nam (stables, avec respectivement 7 % et 6 %).

Graphique 8.5. Échanges de poisson destiné à la consommation humaine par catégorie de revenu des pays



Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/1lrkbn>

La part des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dans les importations mondiales de poisson de consommation devrait augmenter au cours de la période de projection pour atteindre 15 % en 2032 contre 12 % durant la période de référence. Inversement, la part des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sera en recul, avec 26 % des importations mondiales contre 29 % pendant la période de référence. Cette tendance tient à une augmentation des revenus dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, qui permettra à ces derniers d'accroître leur accès aux marchés internationaux. Elle s'explique également par la relocalisation des usines de transformation du poisson

des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure comme la Chine vers des pays aux coûts de production plus faibles, comme l'Inde, l'Indonésie ou le Viet Nam, ce qui entraînera une augmentation des importations de produit brut dans les pays de la tranche inférieure. La part des pays à revenu élevé dans les importations mondiales de poisson de consommation restera stable à 56 % pendant la prochaine décennie. Ces pays continueront à dépendre fortement des importations de poisson destiné à l'alimentation humaine pour répondre à la demande intérieure. En 2032, ces importations devraient représenter 75 % de l'ensemble du poisson consommé dans les pays de cette catégorie.

En 2032, les exportations de farine de poisson devraient atteindre 3.3 Mt (poids produit), une quantité comparable à celle observée au cours de la période de référence. Il convient cependant de noter que le retour du phénomène El Niño, prévu en 2032, entraînera sans doute la diminution de la production et des échanges de farine de poisson. Le Pérou restera le principal exportateur de farine de poisson, avec une part des exportations mondiales oscillant entre 26 % et 34 % selon la présence ou l'absence du phénomène El Niño. La Chine devrait être à l'origine de 55 % des importations mondiales de farine de poisson en 2032, en hausse par rapport aux 46 % enregistrés sur la période 2020-22, afin de satisfaire les besoins de ses industries aquacole et porcine. Les exportations d'huile de poisson devraient augmenter légèrement et passer à 0.9 Mt (poids produit) d'ici à 2032. Avec une part conjointe de 44 %, l'Union européenne et la Norvège resteront les principaux importateurs d'huile de poisson, cette dernière étant utilisée pour la salmoniculture et comme complément alimentaire destiné à la consommation humaine.

8.3.4. Prix

Les prix devraient baisser légèrement, mais resteront élevés au cours de la période de projection

En 2022, les prix de toutes les catégories de produits ont augmenté, la reprise économique après la pandémie de la covid-19 continuant à susciter une forte demande associée à un contexte général d'inflation. En valeur nominale, les prix de tous les groupes de produits devraient diminuer jusqu'en 2026 avant de repartir à la hausse en raison d'une stabilisation de la demande après le relèvement de la covid-19. Les prix baisseront au cours de la période de projection, mais resteront élevés par rapport à leurs niveaux historiques dans tous les groupes de produits. Les prix réels, en revanche, chuteront dans tous les groupes de produits au cours de la période, en partie à cause d'une concurrence accrue avec d'autres sources de protéines (Graphique 8.1).

Les prix des produits de la pêche comme de l'aquaculture subissent l'influence d'une concurrence accrue avec d'autres sources de protéines, principalement la viande porcine et la volaille. La hausse de la production et la baisse des prix d'autres sources de protéines entraîneront un fléchissement de la demande et une réduction des prix réels des produits halieutiques et aquacoles. La croissance de la production aquacole devrait toutefois être moins rapide qu'au cours de la décennie précédente (voir la section « Production »), limitant la baisse des prix attendue sur la période de projection.

Les prix du poisson de pêche devraient augmenter de 19 % (+1.1 % par an) en valeur nominale. En valeur réelle, cependant, cela équivaut à une diminution de 6.6 % (-0.9 % par an), alors que durant la décennie précédente, les prix avaient augmenté de 27 % en valeur nominale et de 1.8 % en valeur réelle. Comme pour les autres groupes de produits, la hausse des prix ces dix dernières années constitue un artefact dû à la forte augmentation des prix à l'issue de la pandémie de la covid-19 durant la période de référence. Par rapport au niveau élevé atteint en 2022, les prix en valeur nominale devraient baisser jusqu'en 2026 avant de remonter à partir de 2027. Les prix réels des produits de la pêche suivront une tendance similaire, mais continueront à chuter après 2027, plus lentement toutefois qu'entre 2022 et 2026.

Les prix des produits aquacoles devraient évoluer d'une façon similaire à ceux des produits halieutiques, avec une hausse de 16 % (+1.5 % par an) en valeur nominale et une baisse de 9.0 % (-0.5 % par an) en valeur réelle. Leur hausse devrait être nettement plus faible qu'au cours des dix dernières années, pendant

lesquelles ils ont augmenté de 41 % en valeur nominale et de 13 % en valeur réelle. Comme pour les produits de la pêche, l'évolution des prix se caractérisera par une baisse entre 2022 et 2026 compte tenu des prix élevés liés au relèvement de la covid-19, puis par une hausse entre 2027 et 2032. Contrairement à la filière pêche, en revanche, les prix devraient remonter à la fois en valeur nominale et en valeur réelle durant la seconde moitié de la période étudiée.

Selon les projections, les prix de l'huile de poisson augmenteront de 9.2 % (+1.7 % par an) en valeur nominale, mais diminueront de 14 % (-0.3 % par an) en valeur réelle, accusant ainsi la baisse la plus forte de tous les groupes de produits. Ce recul s'explique en partie par les prix exceptionnellement élevés enregistrés pendant la période de référence, le prix de l'huile de poisson ayant bondi de plus de 50 % entre 2021 et 2022 malgré un approvisionnement stable en raison des prix vertigineux des huiles végétales. Compte tenu de ce contexte, les prix de l'huile de poisson en 2032 devraient être inférieurs à leur niveau de 2022 tant en valeur nominale qu'en valeur réelle, en dépit d'une demande toujours importante pour nourrir les poissons d'élevage et pour la consommation humaine. Cette baisse des prix contrastera fortement avec l'augmentation de 102 % (+2.8 % par an) en valeur nominale et de 63 % (+0.9 % par an) en valeur réelle observée ces dix dernières années. Ce sont les prix de la farine de poisson qui devraient augmenter le plus en valeur nominale, à 26 % (+1.3 % par an), et diminuer le moins en valeur réelle, à -0.6 % (-0.7 % par an). Cette très légère baisse sera la conséquence d'une offre encore limitée et d'une demande toujours forte, en hausse par rapport à d'autres farines protéiques utilisées pour la production aquacole.

8.4. Risques et incertitudes

Les incertitudes environnementales et les risques réglementaires pourraient affecter de façon importante la production halieutique et aquacole

Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture resteront confrontés à de grandes incertitudes au cours des dix prochaines années, notamment à des difficultés liées à l'environnement, aux réformes politiques et à l'efficacité de la gouvernance. Si l'on s'attend à ce que l'aquaculture contribue en grande partie à la croissance de la production, l'évolution des politiques gouvernementales, en particulier sur la question des impacts environnementaux, pourrait modifier la distribution ainsi que le taux de croissance. Le moindre changement d'orientation en Chine, premier producteur de produits issus tant de l'aquaculture que de la pêche, entraînerait des conséquences majeures pour la production mondiale, et le 15e Plan quinquennal du pays pour la période 2026-30 fait planer nombre d'incertitudes sur la seconde moitié de la période de projection.

Le changement climatique, qui engendra des répercussions directes et indirectes sur la pêche comme sur l'aquaculture, constitue sans doute l'une des principales sources d'incertitude concernant la production halieutique et aquacole au cours des dix prochaines années, et il est difficile d'en tenir compte dans les projections. Le changement climatique peut avoir des conséquences directes sur la pêche de capture, en modifiant la répartition géographique des stocks de poisson, mais également la composition des espèces, leur rotation, leur abondance et la diversité des écosystèmes marins. Non seulement il affectera les ressources disponibles pour les pêcheurs, mais il compliquera le travail des gestionnaires des pêches et augmentera le nombre de stocks partagés, renforçant la nécessité de mettre en place des régimes de gestion coopérative. Dans la filière aquacole, on s'attend à des répercussions à long terme du fait des changements liés au climat en ce qui concerne les températures, les précipitations, l'acidification des océans, l'incidence et l'ampleur des phénomènes d'hypoxie et de l'élévation du niveau de la mer, la disponibilité de semences sauvage, ou encore la réduction des précipitations, entraînant une concurrence accrue pour l'eau douce. Les effets du dérèglement climatique ne seront pas répartis de façon uniforme, et les régions tropicales devraient connaître des changements plus marqués que les zones tempérées.

Le changement climatique expose également la pêche et l'aquaculture à différents risques réglementaires. Alors que des pressions grandissantes poussent les gouvernements à réduire les émissions de gaz à effet de serre du système alimentaire et à opérer une transition vers la neutralité carbone, les prix des principales énergies utilisées pour la pêche (carburant diesel, par exemple) et l'aquaculture (électricité, notamment) pourraient évoluer et remettre en cause la rentabilité de certaines activités, ce qui aurait des répercussions sur les types de production et la structure des flottes. L'influence de ces politiques sur les marchés agricoles est également un facteur d'incertitude. Les risques posés par la transition vers la neutralité carbone dépendent de l'intensité énergétique de la production, mais aussi de la nature des politiques mises en place, ce qui les rend à la fois difficiles à prédire et différents selon les pays et les segments de flotte. Pour aider les gouvernements à appréhender ces difficultés et partager les bonnes pratiques, l'OCDE a lancé deux nouvelles initiatives : une concernant les effets du changement climatique sur l'élaboration de politiques relatives à la pêche, et une autre sur le rôle que pourrait jouer l'aquaculture pour relever les défis rencontrés par les systèmes alimentaires dans le monde.

Afin d'aider les États vulnérables à atténuer les effets souvent dévastateurs du changement climatique, la Transformation bleue propose un programme d'action pour lutter contre la faim et gérer les océans, les mers et les ressources marines de façon viable en conciliant les priorités en matière de durabilité environnementale, de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance. Cette stratégie de la FAO met l'accent sur des systèmes alimentaires bleus plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, issus tant de la pêche que de l'aquaculture, favorisés par de meilleures politiques et programmes axés sur une gestion intégrée reposant sur les données de la science, l'innovation technologique et l'implication du secteur privé. La Transformation bleue poursuit trois grands objectifs : le développement et l'intensification d'une aquaculture durable, la gestion efficace de toutes les pêcheries et l'amélioration des chaînes de valeur. L'atteinte de ces objectifs passera par des approches holistiques et adaptatives, qui tiennent compte des interactions complexes entre les composantes mondiales et locales des systèmes alimentaires et favorisent les interventions multipartites afin de protéger et d'améliorer les moyens de subsistance, d'encourager une répartition équitable des avantages et de garantir une utilisation et une préservation appropriées de la biodiversité et des écosystèmes.

En 2022, la communauté internationale a adopté l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche, dont l'application constitue une source d'incertitude supplémentaire pour la production halieutique. Cet accord interdit entre autres les subventions aux activités de pêche ciblant les stocks surexploités, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et à la pêche en haute mer dans les zones ne relevant pas de l'autorité d'une organisation régionale de gestion des pêches (ORGP). Selon une analyse des aides publiques à la pêche présentée dans l'*Examen des pêcheries 2022 de l'OCDE*, plus de 60 % des subventions (en moyenne pour la période 2018-20) présentent un risque important ou modéré d'encourager des pratiques de pêche non durables en l'absence d'une gestion efficace. Cela laisse à penser que lorsque l'Accord de l'OMC entrera en vigueur (une fois approuvé par deux tiers des membres), il pourrait entraîner des conséquences considérables sur la production halieutique si les gouvernements doivent modifier leurs programmes de subventionnement pour se conformer aux exigences. Cet accord comprend également des dispositions concernant l'adoption d'accords plus détaillés dans les quatre ans suivant son entrée en vigueur, qui pourraient donner lieu à l'application d'autres mesures plus drastiques au cours de la période de projection, ce qui soulève de nouvelles incertitudes.

Enfin, sur le plan des échanges, les projections pourraient également subir l'influence des décisions politiques futures. Ainsi, si les sanctions prises contre la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine restent en place, il est difficile de prédire comment cette situation évoluera et comment cela pourra affecter les relations commerciales. Les tensions actuelles entre les États-Unis et la Chine pourraient avoir des répercussions croissantes sur le commerce de produits de la pêche, en particulier si elles ont une incidence sur les échanges commerciaux et les activités de pêche dans le Pacifique. Sur le long terme, l'application de sanctions, de droits de douane et de restrictions commerciales pourrait modifier les

marchés établis, entraînant une réduction des échanges et une hausse des prix à la consommation dans certaines régions.

Notes

¹ Dans le présent chapitre et dans cette publication, les termes « poisson », « produits de la mer », « production halieutique et aquacole/produits halieutiques et aquacoles » et « produits aquatiques » englobent les poissons, les crustacés, les mollusques et autres animaux aquatiques, mais ne comprennent ni les mammifères et plantes aquatiques, ni les crocodiles, caïmans et alligators. Les quantités sont exprimées en équivalent poids vif, hormis celles concernant la farine et l'huile de poisson.

² La consommation apparente correspond à la quantité de produits d'alimentation humaine disponibles pour la consommation, un chiffre qui n'est pas égal à la consommation moyenne de produits comestibles. La consommation apparente est calculée en appliquant la formule suivante : production + importations - exportations - usages non alimentaires, +/- variation des stocks, chaque élément étant exprimé en équivalent poids vif.

³ Selon les modélisations, le phénomène El Niño devrait survenir au cours des années 2024, 2028 et 2032.

⁴ Indice calculé en valeur nominale et englobant les produits halieutiques et aquacoles.

9 Biocarburants

Ce chapitre décrit l'évolution des marchés ainsi que les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des biocarburants sur la période 2023-32. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de consommation, de production, d'échanges et de prix pour l'éthanol et le biodiesel. Il s'achève par un examen des risques et incertitudes notables susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des biocarburants durant les dix prochaines années.

9.1. Principaux éléments des projections

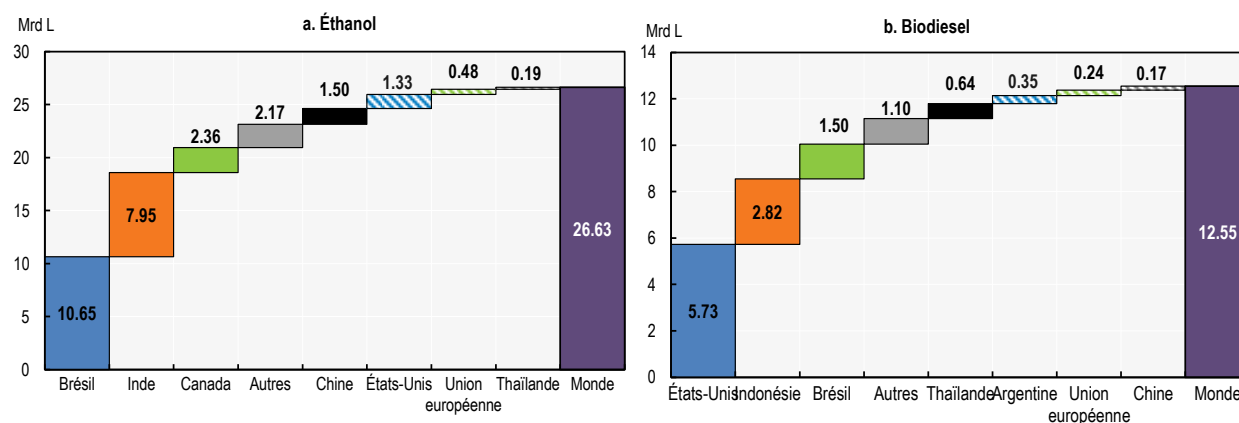
L'action publique et les carburants utilisés à l'échelle mondiale sont déterminants sur les marchés des biocarburants

La consommation de biocarburants restera largement dictée par la demande de carburant pour les transports et les mesures internes de soutien. Les projections relatives à la consommation mondiale de carburant retenues dans les présentes *Perspectives* reposent sur les *Perspectives énergétiques mondiales de l'AIE*, qui laissent entrevoir une diminution dans de nombreux pays à revenu élevé, contre une augmentation dans les pays à faible revenu. Les pays à revenu intermédiaire devraient dicter la croissance du marché des biocarburants en mettant en œuvre des obligations d'incorporation ainsi que des subventions en faveur de la production intérieure et de la consommation de carburants mélangés.

La consommation mondiale de biocarburants devrait nettement augmenter au cours de la décennie à venir (Graphique 9.1). Aux États-Unis, premier producteur mondial de biocarburants, la demande devrait rester forte grâce à la norme sur les carburants renouvelables (*Renewable Fuel Standard*, RFS). Si la consommation d'éthanol devrait rester relativement stable au cours de la période de projection, celle de biodiesel (gazole d'origine renouvelable inclus) devrait donner la principale impulsion à la croissance relevée à l'échelle mondiale, compte tenu de la révision à la hausse des objectifs fixés pour les programmes sur les carburants renouvelables conduits à l'échelle des États et du pays ainsi que des crédits d'impôt le concernant, qui ont été prolongés jusqu'en 2024 dans le cadre de la loi sur la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Act*) de 2022. Dans l'Union européenne, la Directive révisée sur les énergies renouvelables (DER II) classe le biodiesel à base d'huile de palme dans la catégorie des matières à risque élevé de changement indirect dans l'affectation des sols (CASI), ce qui devrait faire décliner sa consommation et induire par la même occasion un léger recul de la consommation totale de biodiesel sur ce territoire. La part du biodiesel dans la consommation totale de gazole devrait néanmoins augmenter au cours de la prochaine décennie. Au Canada, le Règlement sur les combustibles propres devrait faire doubler la consommation de biocarburants à l'horizon 2032.

Graphique 9.1. Contribution des régions à la croissance de la consommation de biocarburants

Entre 2032 et la période de référence



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/gw6v2t>

Dans les années à venir, la consommation de carburants pour les transports devrait croître au Brésil, en Argentine, en Colombie et au Paraguay, et devrait provoquer dans son sillage une augmentation de celle

d'éthanol et de biodiesel. En Indonésie, le taux d'incorporation devrait rester supérieur à 30 %, tandis que la consommation de gazole et de biodiesel a toutes les chances d'augmenter. Ailleurs en Asie du Sud-Est, le biodiesel devrait gagner en popularité sous l'effet de l'accroissement de la demande et de la consommation industrielle de carburants pour les transports. En Inde, la production d'éthanol de canne à sucre devrait nettement contribuer à parvenir à un taux d'incorporation de 16 % d'ici à 2025, tandis que la cible E20 devrait être atteinte à l'horizon 2032.

La production de biocarburants devrait toujours reposer en grande partie sur les produits de base de première génération tels que le maïs et la canne à sucre pour l'éthanol et l'huile végétale pour le biodiesel. La production de biodiesel à partir d'huile de cuisson usagée devrait prendre de l'ampleur dans l'UE, aux États-Unis et à Singapour. La plupart des pays se dotent de politiques principalement destinées à réduire leur empreinte carbone, à restreindre leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles et à soutenir leurs agriculteurs. Le soutien à la production et les obligations d'incorporation donnent généralement lieu à des marchés intérieurs autosuffisants et ne laissent que peu de place aux échanges internationaux. Dans le cadre des présentes *Perspectives*, on estime qu'à l'horizon 2032, les échanges internationaux de biodiesel passeront de 13 % à 11 % de la production totale, tandis que les volumes d'éthanol échangés reculeront légèrement pour s'établir à 7 % de la production totale.

Les projections relatives aux prix internationaux des biocarburants laissent entrevoir une période d'ajustement de deux ans au cours de laquelle les prix reviendront à leur niveau normal après avoir atteint un niveau record en 2022. On s'attend ensuite à qu'ils augmentent en valeur nominale tout au long de la période considérée avec, en valeur réelle, un léger recul pour l'éthanol et une petite hausse pour le biodiesel. Les prix des biocarburants restent influencés par tout un ensemble de facteurs fondamentaux, comme les coûts des matières premières, les prix du pétrole brut, les coûts de distribution ainsi que les mesures publiques telles que les subventions à la production, les crédits d'impôt à la consommation et les obligations d'incorporation.

Ce cadre d'action, très sensible aux problématiques liées à l'énergie et à l'environnement, constitue une source d'incertitude majeure sur les projections relatives au secteur des transports. Les présentes *Perspectives* n'entrevoient pas de progrès significatifs du côté des biocarburants avancés, tels que l'éthanol cellulosique ou le biodiesel à base d'huile végétale hydrotraitee, au cours de la période de projection. La production de carburant diesel renouvelable et de carburant d'aviation durable (CAD) pourrait progresser plus rapidement que prévu à long terme, mais son succès dépendra du progrès technologique, des obligations d'incorporation et de la disponibilité de matières premières durables. Une partie des incertitudes à long terme sont liées au parc mondial de véhicules électriques, qui dépend de nombreux facteurs sous-jacents comme les préférences des consommateurs, les technologies, la disponibilité des ressources, les mesures publiques ou les effets indirects sur les marchés des biocarburants. Le recours à ces véhicules progresse depuis le milieu des années 2000. À ce jour, plus de 20 pays déclarent projeter d'abandonner progressivement les ventes de véhicules équipés de moteurs à combustion à interne au cours des 10 à 30 prochaines années. De nombreux pays se sont fixés des objectifs de déploiement et ont pris d'autres initiatives afin d'encourager l'utilisation de ces véhicules ainsi que la recherche-développement (R-D) dans ce domaine. De plus, l'instabilité qui règne actuellement dans les secteurs de l'énergie et du pétrole pousse les pouvoirs publics à faire de l'autosuffisance en matière d'approvisionnements énergétiques une priorité, les biocarburants étant considérés comme un élément indispensable à prendre en compte pour réduire la vulnérabilité à l'égard des marchés mondiaux. L'incertitude dans les projections est donc liée aux hypothèses formulées à propos des évolutions à venir dans le secteur des transports. Des avancées technologiques inattendues, couplées à de possibles modifications du cadre réglementaire, pourraient entraîner des écarts importants par rapport aux projections actuelles visant les marchés des biocarburants.

9.2. Tendances actuelles des marchés

Les biocarburants (bioéthanol et biodiesel¹) sont des carburants produits à partir de la biomasse. Les présentes *Perspectives* incluent également le carburant diesel renouvelable et le carburant d'aviation durable (CAD) dans leur définition des biocarburants. À l'heure actuelle, 60% environ de l'éthanol produit est issu du maïs ; 23 %, de la canne à sucre ; 7 %, de la mélasse ; 3 %, du blé ; les autres céréales, le manioc et les betteraves sucrières se partageant le reste. Le biodiesel est obtenu à partir d'huiles végétales dans environ 70 % des cas (à raison de 14 % pour l'huile de colza, 23 % pour l'huile de soja et 29 % pour l'huile de palme) et d'huiles de cuisson usagées (25 %). Les biocarburants avancés issus de produits celluloseux (tels que des résidus de récolte, des plantes cultivées spécialement pour produire de l'énergie ou du bois) occupent une place marginale dans la production totale de biocarburants. Les secteurs internationaux des biocarburants sont extrêmement sensibles aux politiques nationales poursuivant les trois objectifs suivants : soutenir les agriculteurs, réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et/ou renforcer les approvisionnements et l'indépendance énergétiques.

Tableau 9.1. Classement des producteurs de biocarburants et principales matières premières

	Rang (période de référence)		Principales matières premières	
	Éthanol	Biodiesel	Éthanol	Biodiesel
États-Unis	1 (46.4 %)	2 (18.3 %)	Maïs	Huiles de cuisson usagées, huile de soja
Union européenne	4 (5.3 %)	1 (32.2 %)	Betterave sucrière, blé, maïs	Huile de colza, huile de palme, huiles de cuisson usagées
Brésil	2 (25.2 %)	4 (12.3 %)	Canne à sucre, maïs	Huile de soja
Chine	3 (7.9 %)	5 (3.6 %)	Maïs, manioc	Huiles de cuisson usagées
Inde	5 (4.3 %)	15 (0.4 %)	Mélasse, canne à sucre, maïs, blé, riz	Huiles de cuisson usagées
Canada	6 (1.6 %)	12 (0.7 %)	Maïs, blé	Huile de colza, huiles de cuisson usagées, huile de soja
Indonésie	18 (0.1 %)	3 (17.6 %)	Mélasse	Huile de palme
Argentine	8 (1 %)	6 (3.3 %)	Maïs, canne à sucre, mélasse	Huile de soja
Thaïlande	7 (1.4 %)	7 (3.0 %)	Mélasse, manioc, canne à sucre	Huile de palme
Colombie	13 (0.4 %)	10 (1.2 %)	Canne à sucre	Huile de palme
Paraguay	10 (0.5 %)	17 (0.02 %)	Maïs, canne à sucre	Huile de soja

1. Le nombre donne la place du pays considéré dans le classement de la production mondiale ; le pourcentage précise la part de ce même pays dans la production totale pour la période de référence.

2. Les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2023-2032* intègrent le carburant diesel renouvelable (ou huile végétale hydrotraitée, HVH) dans le biodiesel, bien qu'il s'agisse de deux produits différents.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

La consommation de biocarburants s'est accrue en 2022, atténuant la baisse observée pendant la pandémie de la covid-19, qui a fait chuter la consommation mondiale de carburants de transport compte tenu des restrictions de circulation des personnes et des perturbations au niveau de la logistique commerciale partout dans le monde. Le marché de l'éthanol a presque regagné les niveaux relevés en 2019. Le marché du biodiesel a moins souffert de la pandémie du fait du rehaussement des obligations d'incorporation, de crédits d'impôt, de subventions directes et d'initiatives de décarbonation, qui ont compensé la baisse de la consommation totale de gazole. Si les prix mondiaux des biocarburants ont progressé en raison d'un surcoût de production lié à l'accroissement du coût des matières premières (huile végétale, maïs, canne à sucre et mélasse) et de la main d'œuvre, les hausses de prix du pétrole ont été encore plus importantes, ce qui a contribué à pérenniser les incitations en faveur du maintien, voire du développement des biocarburants.

9.3. Projections concernant les marchés

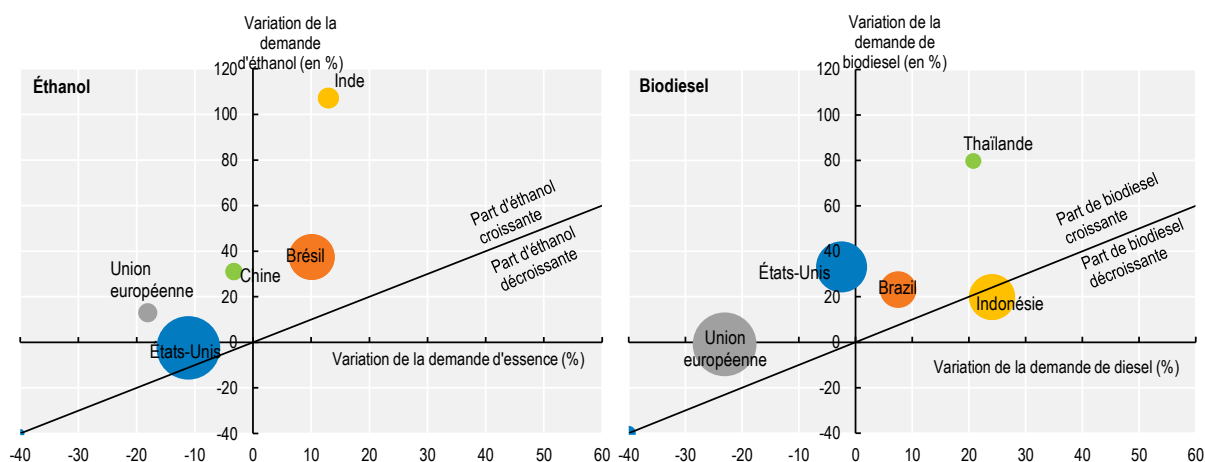
9.3.1. Consommation et production

Les pays asiatiques sont le moteur de l'offre et de la demande de biocarburants

Les présentes *Perspectives* estiment qu'au cours de la période de projection, la consommation et la production mondiales de biocarburants augmenteront bien moins vite (1.3 % par an) que lors des décennies précédentes, les pouvoirs publics ayant notamment décidé de ne pas rehausser le niveau des aides accordées à ce secteur dans les pays développés. Ce ralentissement est particulièrement perceptible pour le biodiesel, dont la consommation a enregistré une progression annuelle supérieure à 7 % ces dix dernières années. La demande de biocarburants devrait néanmoins s'amplifier du fait de l'élargissement des parcs de véhicules dans certains pays, où la consommation totale de carburant est toujours appelée à augmenter et où les politiques publiques favorisent des mélanges à haute teneur. Le Graphique 9.2 montre que la part des biocarburants dans la consommation totale de carburants progresse presque partout, à l'exception du biodiesel en l'Indonésie où il reste stable.


Cinq pays contribuent à l'essor de la consommation mondiale de biocarburants à hauteur de 80 %. Pour le biodiesel, il s'agit des États-Unis, de l'Indonésie et du Brésil, tandis que pour l'éthanol ce sont le Brésil, l'Inde et le Canada (Graphique 1.1).

Graphique 9.2. Évolution de la demande de biocarburants dans les grandes régions



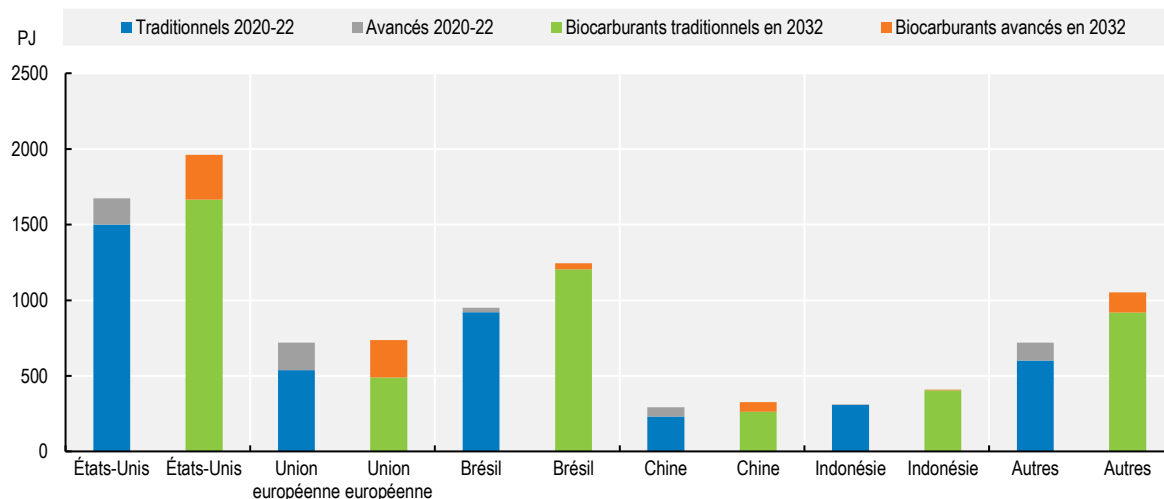
Note : les parts calculées pour la demande sont exprimées en volume. La taille de chaque bulle correspond au volume de consommation du biocarburant considéré en 2022.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/ly0amv>

D'après les projections, la production mondiale d'éthanol et de biodiesel augmentera pour atteindre respectivement 150.9 milliards de litres et 66.9 milliards de litres à l'horizon 2032. Les matières premières traditionnelles resteront prédominantes, même si de nombreux pays sont de plus en plus sensibles à la durabilité du secteur (Graphique 9.3).

Graphique 9.3. Production mondiale de biocarburants à partir de produits de base traditionnels et avancés



Note : les produits de base traditionnels désignent ici les cultures vivrières et fourragères employées dans la fabrication des biocarburants. Valeurs en pétajoules = 1015 joules.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

États-Unis

Aux États-Unis, la pérennité des biocarburants devrait être assurée par la norme sur les carburants renouvelables (*Renewable Fuel Standard*, RFS) gérée par l'Agence pour la protection de l'environnement (*Environmental Protection Agency*, EPA) aux niveaux annoncés récemment, tandis qu'une baisse de la consommation de carburant est attendue. Pour l'essentiel, le taux d'incorporation de l'éthanol dans l'essence devrait rester de 10 % (E10). Le carburant incorporant 15 % d'éthanol (E15) devrait progresser quelque peu, mais la croissance des mélanges à moyenne ou forte teneur en éthanol sera restreinte en raison des infrastructures, de la technologie ou d'autres contraintes. Le taux d'incorporation d'éthanol sera porté à 11 % d'ici à 2032.

La production et la consommation d'éthanol devraient augmenter légèrement par rapport à la période de référence (Graphique 9.1). Le maïs devrait rester la principale matière première utilisée à cette fin, représentant 99 % de la production en 2032. Malgré un niveau initial très bas, la capacité de production d'éthanol cellulosique devrait croître. Bien que l'on s'attende à ce que les États-Unis demeurent le premier producteur mondial d'éthanol, leur part dans la production mondiale devrait passer de 46 % à 40 %. La production de biodiesel devrait quant à elle progresser de 2.7 % par an dans la prochaine décennie. Cette hausse résultera d'une augmentation de la consommation de carburant diesel renouvelable liée au relèvement des normes sur les carburants renouvelables édictées à l'échelle des États et du pays, ainsi que des crédits d'impôts ciblant le gazole à base de biomasse, qui ont été prolongés jusqu'en 2024 dans le cadre de la loi sur la réduction de l'inflation de 2022. La part des États-Unis dans la production mondiale de biodiesel devrait passer de 18 % durant la période de référence à 24 % en 2032. Cette hausse s'explique également par la demande d'importations de carburant diesel renouvelable du Canada, qui cherche à atteindre ses objectifs en matière de carburants propres.

Union européenne

Depuis 2010, le soutien aux biocarburants au sein de l'Union européenne est régi par la directive de 2009 sur les énergies renouvelables (DER), qui fixe à 10 % la part minimale du renouvelable dans la

consommation finale d'énergie des transports à l'horizon 2020. En 2018, il a été convenu de porter cet objectif à 14 % ; les plafonds nationaux applicables aux biocarburants issus de cultures vivrières et fourragères étant fixés à un 1 point de pourcentage au-dessus des niveaux de 2020 et ne pouvant excéder 7 %. Un nouveau cadre a été adopté en vertu de la directive 2018/2001 (DER II). Ce texte, entré en vigueur en 2021, sera mis en œuvre à l'horizon 2030². La directive DER II fixe un nouvel objectif global de 32 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030. Le texte classe le biodiesel produit à partir d'huile de palme parmi les produits à risque élevé de changement indirect d'affectation des sols (CIAS), ce qui devrait faire baisser sa consommation.

Les projections relatives à la consommation totale de carburants dans l'Union européenne sont issues des *Perspectives agricoles 2022-32*, qui prévoient une chute de la consommation de carburant, à la fois du gazole et de l'essence. Les biocarburants devraient cependant échapper à cette tendance baissière. La consommation de biodiesel devrait en effet se maintenir à des niveaux semblables à ceux relevés durant la période de référence, tandis que celle d'éthanol devrait s'amplifier. Ainsi, la part du biodiesel dans la consommation totale de gazole devrait passer de 10 % en 2022 à 13 %, tandis que la part de l'éthanol dans la consommation d'essence devrait s'établir à 8.7 %, contre 6.3 % en 2022. Comparé à la consommation, la production de biodiesel demeure globalement stable, bien que la part du biodiesel à base d'huile de palme reculera pour passer de 21 % à 8 % en 2032 compte tenu des préoccupations que ce produit suscite sur le plan du développement durable. La production de biodiesel à base d'huiles de cuisson usagées devrait quant à elle augmenter de 1.5 % par an, soit bien plus lentement que lors de la décennie précédente, cette matière première étant disponible en quantité restreinte. Il y a donc tout lieu de penser qu'en 2032, même si l'Union européenne occupe toujours le premier rang dans le classement mondial des régions productrices de biodiesel, sa part ne sera plus que de 26 % de la production mondiale, contre 32 % actuellement.

Brésil

Le Brésil dispose d'un vaste parc de véhicules polycarburants fonctionnant indifféremment au bioéthanol (mélange d'essence et d'éthanol anhydre, également connu sous l'appellation d'essence C) ou à l'éthanol hydraté. Concernant le bioéthanol, le taux d'incorporation varie dans une fourchette comprise entre 18 % et 27 % en fonction du rapport entre les prix intérieurs du sucre et de l'éthanol. Le pourcentage actuel requis pour l'éthanol est fixé par la loi à 27 %. En 2022, les exonérations fiscales visant les carburants et de la baisse des prix de l'essence relevée au second semestre ont poussé les consommateurs à acheter davantage d'essence, ce qui a profité aux mélanges intégrant de l'éthanol anhydre, au détriment de l'éthanol hydraté. Le taux d'incorporation cible du biodiesel est fixé à 15 % mais a été ramené à 10 % en 2021. Pour 2023, le Conseil national de la politique énergétique du Brésil a annoncé le rétablissement progressif de ce taux à 15 % d'ici 2026, et les présentes *Perspectives* partent du principe qu'il sera maintenu à ce niveau jusqu'en 2032.

Au Brésil, la consommation d'éthanol devrait progresser de 2.5 % par an au cours de la décennie à venir, sous l'effet du programme RenovaBio³. Signé en janvier 2018, ce programme a pour objectif de réduire l'intensité d'émission du secteur des transports, conformément aux engagements pris par le pays dans le cadre de la COP 21. La production devrait augmenter à un rythme semblable. Selon les projections, la canne à sucre restera la première matière première utilisée pour l'éthanol ; le maïs a toutefois connu une montée en puissance au cours des cinq dernières années, entrant dans la composition de moins de 0.3 milliards de litres d'éthanol à plus de 4.4 milliards de litres, et devrait continuer de gagner du terrain dans la panoplie de matières premières disponible, pour atteindre une production de presque 7 milliards de litres en 2032.

Contrairement aux États-Unis et à l'Union européenne, le Brésil devrait voir sa consommation totale de gazole et d'essence augmenter au cours de la prochaine décennie, ce qui devrait soutenir le potentiel de croissance des biocarburants incorporés dans ces produits. De ce fait, les présentes *Perspectives*

prévoient une progression annuelle de la consommation d'éthanol et de biodiesel de 2.5 % et 1.6 %, respectivement, au Brésil.

Indonésie

En introduisant le B30 (biodiesel présentant un taux d'incorporation de 30 %), l'Indonésie vise à réduire sa dépendance à l'égard des carburants fossiles importés, à stabiliser les prix de l'huile de palme, à réduire ses émissions de GES et à soutenir son économie intérieure, ce secteur étant pourvoyeur de près d'un demi-million d'emplois dans le pays. Ces dernières années, la production de biodiesel a enregistré une progression régulière sous l'effet d'un programme national de soutien aux producteurs financé par le fonds pour l'huile de palme brute (HPB), lui-même alimenté par les taxes sur les exportations de HPB. En 2021, les recettes de ce fonds ont avoisiné 4.9 milliards USD et ont été utilisées pour subventionner le biodiesel à hauteur de 3.5 milliards USD environ. Compte tenu de facteurs externes tels que la crise économique consécutive à la pandémie de la covid-19, les pouvoirs publics ont néanmoins pris des dispositions pour retreindre les exportations de HPB, et ainsi atténuer la hausse des prix alimentaires intérieurs. Ces mesures ont été levées au second semestre 2022 à mesure que les stocks de HPB se sont reconstitués. Afin de favoriser les exportations, les droits aux exportations ont été temporairement ramenés à zéro avec la perspective de les rétablir une fois que le prix de référence aura dépassé 800 USD par tonne. Les présentes *Perspectives* estiment que les prix à la production demeureront supérieurs au prix de référence au cours de la période de projection. De ce fait, le fonds HPB va se reconstituer, ce qui permettra non seulement de continuer à subventionner la production intérieure de biodiesel mais aussi de porter le taux d'incorporation à 35 %. Parallèlement, le niveau des subventions dépend dans une certaine mesure du coût des combustibles fossiles, or l'augmentation attendue des prix du pétrole au cours de la période de projection contribuera à faire baisser le montant des subventions versées par unité de biodiesel.

Partant de ces hypothèses, on estime que la production indonésienne de biodiesel s'établira à 12.4 milliards de litres à l'horizon 2032. Compte tenu de la réglementation environnementale de l'UE et d'une consommation de gazole en baisse dans les pays à revenu élevé, les exportations devraient cependant rester négligeables au cours de la période de projection.

Inde

L'Inde a accru sa production d'éthanol, avec l'objectif ambitieux d'atteindre la cible E20 (taux d'incorporation de 20 % pour l'éthanol) d'ici à 2025 plutôt que 2030. Les prévisions établies dans les présentes *Perspectives* indiquent cependant que l'offre de matières premières permettra difficilement d'atteindre cet objectif au cours de la période de projection. Tandis que la mélasse et le jus de canne à sucre devraient rester les principales matières premières utilisées, d'autres produits tels que le riz, le blé et d'autres céréales secondaires contribueront à l'accélération de la production domestique. Les sucreries investissent et développent leur capacité de production d'éthanol à partir du jus de la canne à sucre, cette dernière étant soutenue par des prêts accordés à des taux préférentiels. On estime ainsi qu'en 2022, la canne à sucre entraine dans la composition d'environ 25 % de l'éthanol produit, et que cette part pourrait atteindre près de 55 % à l'horizon 2032. Compte tenu de l'accélération de la demande d'essence, le taux d'incorporation pourrait toutefois être porté à 16 % en 2025, puis à 20 % en 2032. La production d'éthanol devrait atteindre 13 milliards de litres en 2032. L'offre restreinte d'huiles végétales, dont l'Inde est un importateur net, ainsi que le niveau élevé des prix internationaux resteront les principaux freins au développement de la production de biodiesel.

Chine

Ces dernières années, la République populaire de Chine (ci-après « la Chine ») a mis en œuvre des mesures changeantes dans le domaine des biocarburants, qui ont limité leur essor. Le Président Xi s'est engagé à ce que le pic d'émissions de dioxyde de carbone soit atteint d'ici à 2030 mais n'a aucunement

évoqué le rôle des biocarburants dans ce contexte. Les présentes *Perspectives* font l'hypothèse que le taux d'incorporation d'éthanol, qui avoisinait 1.2 % ces dernières années, atteindra 1.7 % en 2032. Cette augmentation viendra compenser la baisse attendue de la consommation totale d'essence tout en soutenant une croissance annuelle de la consommation d'éthanol de 1.1 % au cours de la prochaine décennie. De même, la consommation de biodiesel devrait progresser de 2 % par an, et la demande d'éthanol devrait être essentiellement satisfaite par la production intérieure.

Argentine

Après que la pandémie de la covid-19 a provoqué une chute de la demande de gazole, la production de biodiesel s'est redressée en 2022, la consommation intérieure ayant plus que compensé le recul des exportations vers l'Union européenne. Aucun nouvel investissement dans les capacités de production de biodiesel n'a été annoncé en 2022. En 2022, le gouvernement a cependant décidé de relever le taux d'incorporation du biodiesel de 5 % à 7.5 %, et autorisé qu'il soit temporairement porté jusqu'à 12.5 % pour faire face aux pénuries de gazole. Les présentes *Perspectives* retiennent la cible B7.5 dans leurs hypothèses et tablent sur un accroissement limité des possibilités d'exportations, ce qui devrait conduire à une hausse seulement marginale de la production de biodiesel au cours de la décennie à venir.

Le taux d'incorporation de l'éthanol demeure quant à lui de 12 % malgré les sollicitations des producteurs de bioéthanol, qui réclamaient sa révision à 15 %. D'après les projections, le maintien de ce taux à 12 %, conjugué à une hausse de la consommation totale d'essence, devrait faire augmenter la consommation d'éthanol de 0.8 % par an.

Thaïlande

Malgré les objectifs définis dans le Plan de développement des énergies alternatives (AEDP) pour la canne à sucre (et, indirectement, la mélasse) et le manioc, la disponibilité limitée de ces produits dans le pays risque de restreindre la production de biocarburants. De plus, la stagnation de la demande de combustibles fossiles limitera la progression de la demande d'éthanol. En moyenne, le taux d'incorporation devrait atteindre 14 % au cours de la période de projection, tandis que la production devrait enregistrer une hausse marginale pour s'établir à 2 milliards de litres en 2032. Les obligations d'incorporation devraient venir étayer la demande de biodiesel. Cependant, l'offre d'huile de palme et les prix élevés de l'huile végétale restreindront l'offre et la demande intérieure, qui devraient augmenter de 2.2 milliards de litres à l'horizon 2032.

Colombie

Les projections indiquent que la demande d'éthanol augmentera au cours de la période considérée, suivant en cela la reprise de la demande d'essence. En raison de pénuries d'approvisionnement à l'échelle locale, les pouvoirs publics ont abaissé le taux d'incorporation de l'éthanol à 4 % entre avril et septembre 2021, ce qui donne un taux d'incorporation moyen avoisinant les 8 % en 2022. À moyen terme, le taux d'incorporation devrait revenir à 10 %. Les présentes *Perspectives* estiment que la canne à sucre demeurera la principale matière première. En 2032, la consommation de biocarburants absorbera environ 35 % de la production de canne à sucre, contre 22 % sur la période de référence, confirmant ainsi l'importance de l'éthanol pour le secteur colombien de la canne à sucre. En 2019 et 2020, la demande de biodiesel est restée en retrait à cause d'une demande de gazole en baisse, mais le taux d'incorporation a atteint 12 % en 2021 et 2022. Les présentes *Perspectives* font l'hypothèse que ce niveau se maintiendra et que la production atteindra 0.9 milliards de litres d'ici à 2032.

Autres pays

Les autres producteurs d'éthanol relativement importants sont le Paraguay, les Philippines et le Pérou, dont les productions respectives pourraient atteindre 0.8, 0.6 et 0.3 milliard de litres en 2032 ; le taux d'incorporation devrait demeurer stable dans ces trois pays, autour de 30 %, 10 % et 7 %, respectivement. Par ailleurs, la Malaisie, les Philippines et le Pérou sont de grands producteurs de biodiesel, avec une production respective qui pourrait s'établir à 1.7, 0.3 et 0.3 milliard de litres d'ici à 2032. En Malaisie, les projections indiquent que le taux d'incorporation se maintiendra autour de 10 %, tandis qu'au Pérou et aux Philippines, il tournera autour de 5 % et 4 % respectivement. Dans les autres pays asiatiques, et en particulier à Singapour, la production de biodiesel issu d'huiles de cuisson usagées devrait progresser pour atteindre environ 1.4 milliard de litres en 2032. Contrairement à la plupart des pays, qui utilisent leurs biocarburants sur le territoire national pour faire baisser leurs émissions de GES et réduire leur dépendance à l'égard des huiles importées, Singapour exporte une grande partie de sa production de biodiesel.

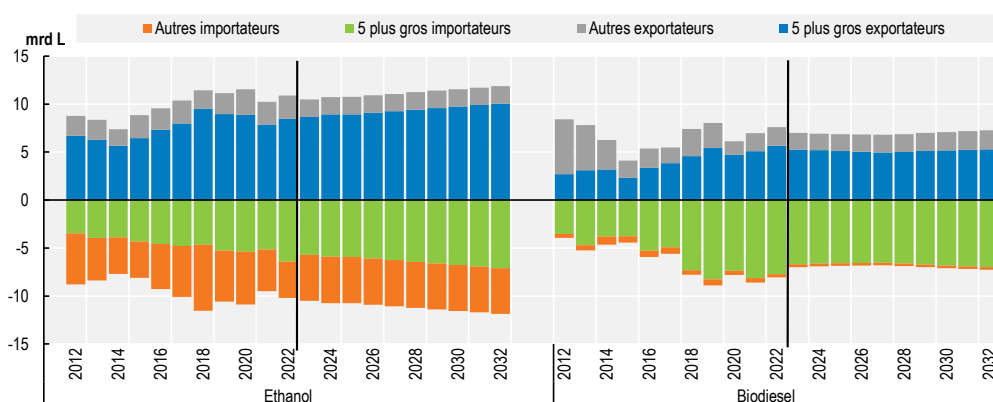
9.3.2. Échanges

Les échanges mondiaux de biocarburants stagnent

Les échanges mondiaux d'éthanol devraient progresser de 10 milliards de litres sur la période de référence à 12 milliards de litres en 2032, tandis que la part totale de ce produit dans la production de biocarburants se maintiendra à 8 %. Les États-Unis et le Brésil devraient conserver leur statut de principaux exportateurs d'éthanol à base de maïs et de canne à sucre. À eux deux, ces pays devraient rester à la tête de quelque 70 % des exportations mondiales, mais les États-Unis gagneront des parts de marché au détriment du Brésil, où l'accroissement de la demande intérieure de biocarburants empêchera les exportations de progresser.

Au niveau mondial, les échanges de biodiesel représentent 13 % de la production et devraient passer de 7.6 milliards de litres à 7.3 milliards de litres à l'horizon 2032, ce qui réduira cette part à 11 %. Les exportations indonésiennes de biodiesel se sont effondrées en 2020 et restent basses depuis cette date. Compte tenu du niveau élevé de demande intérieure, les présentes *Perspectives* ne tablent pas sur un retour du biodiesel indonésien sur les marchés internationaux. Les cinq principaux exportateurs de biodiesel – Chine, Union européenne, Argentine, États-Unis et Malaisie – devraient voir leur part de marché reculer, passant de 75 % pendant la période de référence à 73 % en 2032 et à cette occasion, l'Argentine devrait ravir la deuxième place du classement à l'Union européenne.

Graphique 9.4. Des échanges de biocarburants dominés par une poignée d'acteurs mondiaux



Note : En 2032, les cinq premiers exportateurs d'éthanol seront les États-Unis, le Brésil, le Pakistan, l'Union européenne et le Paraguay, et les cinq premiers importateurs, le Canada, le Japon, l'Union européenne, le Royaume-Uni et l'Inde. En 2032, les cinq principaux exportateurs de biodiesel seront la Chine, l'Argentine, les États-Unis, l'Union européenne et la Malaisie, et les cinq premiers importateurs, l'Union européenne, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et la Chine. Dans plusieurs pays, la classification des biocarburants par les politiques nationales peut entraîner des exportations et des importations simultanées de biocarburants dans plusieurs pays.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

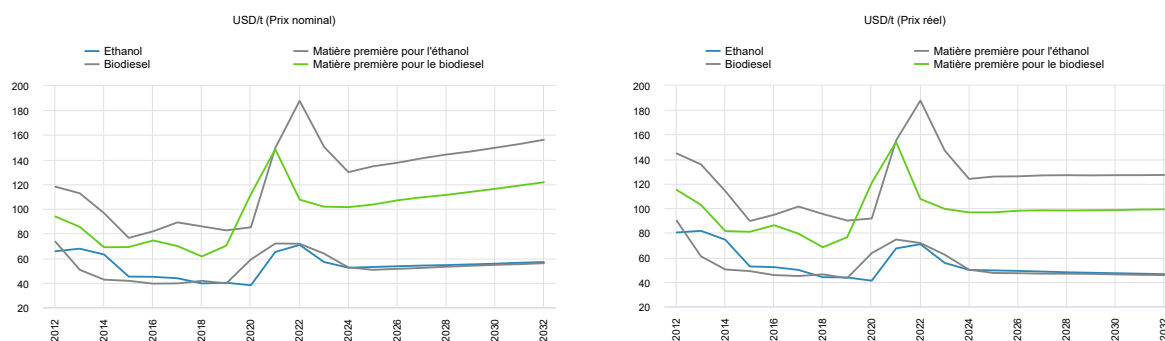
StatLink  <https://stat.link/08zeac>

9.3.3. Prix

Les prix réels devraient fléchir au cours de la période de projection

Les prix nominaux du biodiesel et de l'éthanol ont atteint des niveaux record en 2021 et ont continué d'augmenter en 2022. En 2023 et 2024, les prix des biocarburants devraient suivre la tendance à la baisse caractérisant les prix des matières premières et du pétrole, en valeur nominale comme réelle, après quoi les prix nominaux devraient repartir légèrement à la hausse jusqu'en 2032. En termes réels, les prix de l'éthanol et du biodiesel devraient fléchir durant la prochaine décennie.

Graphique 9.5. Évolution des prix des biocarburants et des matières premières qui les composent



Note : éthanol : prix de gros, Omaha (États-Unis) ; biodiesel : prix à la production en Allemagne net de droits de douanes et de taxes sur l'énergie. Les prix réels sont les prix mondiaux nominaux corrigés des effets de l'inflation par le déflateur du PIB des États-Unis (2022 = 1). Pour établir les prix des matières premières du biodiesel, on s'est fondé sur les cours mondiaux des huiles végétales et, pour ceux de l'éthanol, sur une moyenne pondérée des prix du sucre brut et du maïs.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

9.4. Risques et incertitudes

L'évolution des politiques et les prix relatifs sont des risques déterminants

Les principaux risques et incertitudes qui pèsent sur l'avenir du secteur des biocarburants sont en grande partie liés au cadre de l'action publique, aux matières premières et aux prix du pétrole. Les incertitudes liées à l'action gouvernementale concernent la variation des niveaux d'incorporation prescrits, les mécanismes mis en œuvre pour contrôler l'application des règles, l'investissement dans les produits non traditionnellement destinés à la production de biocarburants, les exonérations fiscales et les subventions dont bénéficient les biocarburants et les carburants fossiles, ainsi que les mesures prises pour assurer la promotion des véhicules électriques et des CAD.

Le cadre de l'action publique va demeurer incertain car il est étroitement lié à l'évolution des prix agricoles et pétroliers. Les prix des carburants fossiles pèsent sur la compétitivité des biocarburants et sont donc liés aux subventions accordées au secteur. Depuis ces dernières années, les marchés du pétrole sont très instables, et la guerre menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine n'a fait que renforcer cette tendance. Ces fluctuations extrêmes des prix relevés sur les marchés de l'énergie portent atteinte à la structure du marché des biocarburants et pourraient avoir des conséquences durables. L'offre de matières premières constitue une autre source d'incertitude. Généralement, les pays cherchent à utiliser leurs surplus de matières premières pour produire des biocarburants, de façon à ne pas réduire les disponibilités alimentaires et menacer leur sécurité alimentaire. En effet, les biocarburants concurrencent la consommation alimentaire et peuvent nécessiter des terres cultivables supplémentaires, ce qui incite les pays à réfléchir avant d'accélérer leur production. Les obligations d'incorporation devraient néanmoins entraîner une hausse de la production de biocarburants dans certains pays émergents.

La flambée des prix récemment observée sur les marchés des céréales et de l'huile végétale ont ravivé les débats centrés sur l'opposition entre la production de carburant et la production alimentaire, dans un contexte où certains individus peinent à trouver suffisamment de nourriture. Une solution pourrait être d'utiliser les mesures relatives aux biocarburants pour réguler les crises liées aux prix de l'alimentation, en abaissant le niveau des obligations d'incorporation pendant un certain temps, par exemple. L'efficacité de ce type d'approche reste à démontrer, mais si cette démarche était privilégiée, elle ne viendrait pas perturber les projections linéaires établies à partir du scénario de référence.

Le parc mondial de véhicules électriques ne cesse de grandir depuis le milieu des années 2000. Plus de 20 pays ont annoncé leur décision d'abandonner progressivement et complètement les ventes de véhicules équipés de moteurs à combustion à interne, et huit autres pays, ainsi que l'Union européenne ont pris des engagements en faveur de véhicules zéro émission dans les 10 à 30 prochaines années⁴. De nombreux pays se sont fixés des objectifs de déploiement des véhicules électriques et ont adopté des programmes visant à accroître l'utilisation de ces véhicules et à promouvoir la recherche-développement (R-D) dans ce domaine. L'actualité récente a cependant démontré que des mesures en faveur des véhicules électriques pouvaient être abrogées ou suspendues. La Chine a notamment arrêté d'accorder des subventions à l'achat de véhicules électriques en janvier 2023. La consommation et la production de CAD pourraient se développer à long terme ; le succès de ce carburant repose toutefois sur le progrès technologique, l'adoption de mesures ambitieuses et le recours à des matières premières durables. Des avancées technologiques et la modification du cadre réglementaire dans le secteur des transports pourraient entraîner des écarts importants par rapport aux projections actuelles concernant les marchés de biocarburants. On s'attend à ce que les pays adoptent des mesures favorisant la mise en œuvre de nouvelles technologies pour réduire les émissions de GES, au moyen d'obligations d'incorporation, de subventions et d'allègements fiscaux. Toutes ces mesures ont pour effet de transférer les incertitudes en matière énergétique sur les marchés agricoles ce qui pourrait, à l'avenir, conduire la demande de biocarburants à dépendre de la réaction du secteur privé face à ces mesures. Les secteurs qui investissent actuellement dans les véhicules électriques et les CAD pourraient, en fonction de l'accueil qui sera réservé

à cette technologie et des mesures que les pouvoirs publics prendront pour soutenir le mouvement, considérablement modifier la consommation des biocarburants au cours des dix années à venir, et au-delà.

Notes

¹ Le biodiesel inclut le carburant diesel renouvelable (ou huile végétale hydrotraitée, HVH), bien qu'il s'agisse de deux produits différents.

² <https://ec.europa.eu/jrc/en/jec/renewable-energy-recast-2030-red-ii>.

³ http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2015-2018/2017/lei/L13576.htm (en portugais uniquement).

⁴ <http://www.iea.org/reports/global-ev-outlook-2021>.

10 Coton

Ce chapitre décrit l'évolution des marchés et les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux du coton sur la période 2023-32. Ces projections englobent les évolutions prévues en termes de consommation, de production, d'échanges et de prix pour le coton. Ce chapitre s'achève par un examen des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux du coton au cours de la prochaine décennie.

10.1. Principaux éléments des projections

Une croissance régulière durant la prochaine décennie

Au cours des dix prochaines années, la consommation mondiale de coton brut devrait croître de 1.8 % par an, soutenue par l'accroissement démographique et la hausse des revenus dans les pays à revenu faible et intermédiaire. La consommation de coton brut continuera de dépendre de l'évolution de la demande dans les secteurs du textile et de l'habillement, ainsi que de la concurrence de produits de substitution. Des pays asiatiques tels que le Bangladesh et le Viet Nam alimenteront la croissance de la consommation de fibres de coton.

La répartition de la consommation de fibres de coton dans le monde dépend du lieu d'implantation des filatures de coton, qui sont souvent situées à proximité de l'industrie de la confection. Ces dernières décennies, on a observé un développement significatif des activités de filature du coton en Asie, et cette tendance devrait se maintenir au cours de la prochaine décennie. La consommation chinoise a atteint le haut de la vague en 2007 mais diminue depuis, car le durcissement de la réglementation en matière de travail et d'environnement, combiné à la hausse des coûts de main-d'œuvre, a déplacé ces activités vers d'autres pays d'Asie, en particulier le Viet Nam et le Bangladesh. Ces pays ont affiché une croissance vigoureuse de leur industrie textile ces dernières années et devraient enregistrer une nouvelle hausse de leurs capacités de filature au cours de la décennie à venir, qui sera soutenue par d'importants investissements étrangers. En revanche, la consommation des filatures chinoises est demeurée constante depuis 2016 et ces *Perspectives* prévoient que cette consommation restera stable les dix prochaines années. En Inde, autre grand consommateur de coton, la croissance prévue des produits textiles devrait se traduire par la hausse continue de la consommation des filatures.

Sur les dix prochaines années, la production mondiale de fibres de coton devrait progresser de 1.81 % par an pour atteindre 28.15 Mt en 2032. Cette augmentation s'expliquera avant tout par l'amélioration des rendements (1.4 % par an) et, dans une moindre mesure, par l'extension des superficies exploitées (0.4 % par an). La croissance des rendements sera alimentée par l'amélioration des caractéristiques génétiques des plants, de meilleures pratiques agricoles, de nouvelles technologies et la numérisation qui soutient l'agriculture de précision. Ces facteurs contribueront notablement à accroître la productivité. Une augmentation marginale des superficies récoltées aux États-Unis et au Brésil participera également à l'essor de la production de coton. Dans l'ensemble, l'Inde et la République populaire de Chine (ci-après la « Chine ») continueront de dominer la production mondiale de coton, avec une part de près de 46 % en 2032.

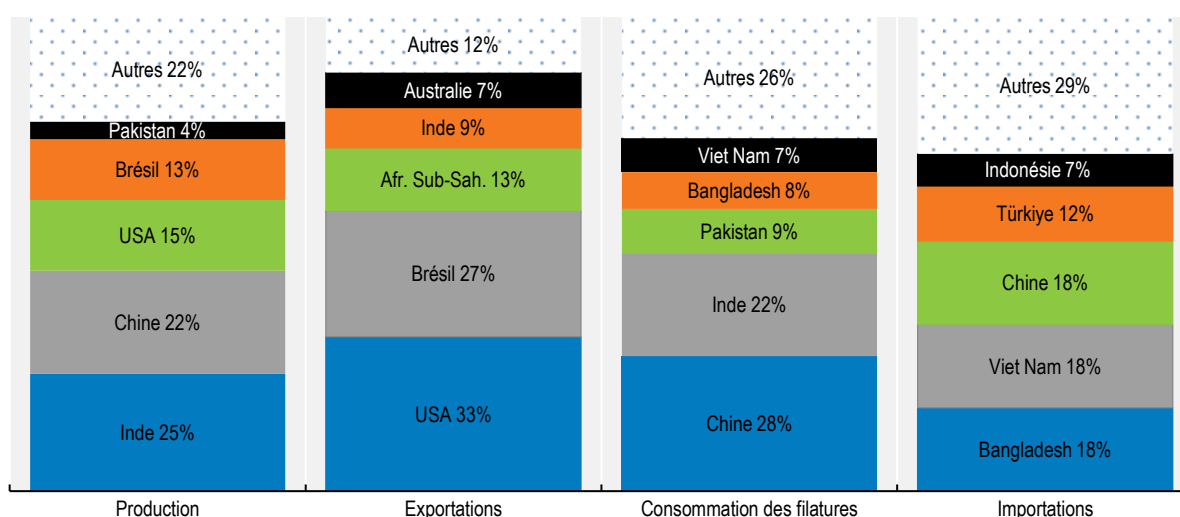
Le coton brut, ou coton égrené, est expédié dans le monde entier sous la forme de grandes balles (environ 225 kg) de fibres de coton fortement compressées, ce qui facilite le transport. Les présentes *Perspectives* prévoient une croissance des échanges mondiaux de coton égrené de 15.8 % par rapport à la période de référence, le volume dépassant 11.9 Mt en 2032. Par ailleurs, les échanges mondiaux devraient progresser légèrement plus rapidement que la consommation globale, étant donné que les pays où l'industrie textile est importante, comme le Bangladesh et le Viet Nam, s'appuient beaucoup sur les importations de matières premières. Cet écart croissant sera majoritairement comblé par les principaux pays producteurs, tels que le Brésil et les États-Unis, où le secteur du coton égrené est essentiellement à vocation exportatrice. Globalement, la structure du marché mondial du coton n'évoluera guère pendant la décennie à venir : la région de l'Afrique subsaharienne devrait conserver sa position de troisième exportateur mondial de coton brut d'ici 2032, derrière les États-Unis et le Brésil (Graphique 10.1).

En valeur réelle, les cours mondiaux du coton devraient s'orienter légèrement à la baisse à moyen terme. L'amélioration de la productivité, conjuguée aux prix faibles prévus des fibres synthétiques, devrait également influencer sur les prix du coton, les tirant vers le bas.

Du côté de la demande, des facteurs d'incertitude clés pourraient influencer les résultats. Tout d'abord, l'évolution de l'économie mondiale pourrait agir sur la consommation de textiles et de vêtements, faisant ainsi évoluer la demande de coton. Ensuite, la concurrence plus forte que prévu exercée par les fibres synthétiques, notamment le polyester, pourrait avoir une incidence négative sur la demande de coton. Enfin, la préoccupation croissante manifestée par les gouvernements et les consommateurs vis-à-vis des impacts environnementaux de l'industrie du textile et de l'habillement pourrait donner lieu à un resserrement des règles et des normes qui influera sur la demande de coton.

Du point de vue de l'offre, les risques naturels, dont le changement climatique et les infestations de ravageurs, constituent la principale source d'incertitude. L'action publique joue également un rôle important sur les marchés du coton. Par exemple, la modification des mesures de stockage, des subventions aux intrants et de l'accès aux marchés pourrait affecter les résultats du secteur.

Graphique 10.1. Acteurs mondiaux sur les marchés du coton en 2032



Note : les chiffres indiqués correspondent aux pourcentages du total mondial correspondant.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/mb4ow8>

10.2. Tendances actuelles du marché

L'augmentation des rendements et des superficies contribue à la croissance régulière de la production

La consommation mondiale de coton brut devrait atteindre son plus bas niveau en dix ans au cours de la campagne 2022-23 (août-juillet). La demande de fibres de coton émanant de certains des principaux pays consommateurs, comme l'Inde et le Pakistan, devrait considérablement diminuer. Cette baisse attendue de la consommation reflète l'incertitude économique au niveau mondial et la poussée de l'inflation, qui font ralentir la demande de produits liés au coton. De plus, l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport aux monnaies asiatiques a accentué le recul de la demande de fibres de coton, compte tenu du fait que les principaux consommateurs de coton brut sont très dépendants des importations.

Les cours mondiaux du coton ont enregistré d'importantes fluctuations au cours de la campagne 2022-23. La reprise économique mondiale, associée à la recrudescence de la demande de textiles de la saison précédente, a maintenu les prix à un niveau élevé jusqu'en mai 2022, où les prix ont atteint leur plus haut niveau depuis 11 ans. À la suite de la diminution de la demande mondiale de coton à partir de juin 2022,

les prix du coton ont chuté de manière significative. Malgré cette baisse, en 2022, les prix ont été en moyenne supérieurs de 38 % à ceux observés un an plus tôt, entraînant une augmentation des superficies plantées en Inde et au Brésil.

La production mondiale de coton a légèrement diminué en 2022 en raison de conditions météorologiques extrêmes. Aux États-Unis, la sécheresse qu'a connue le Texas au début de la campagne a entraîné une contraction de près de 16 % de la production de fibres de coton, tandis qu'au Pakistan, les inondations survenues à la fin de la campagne ont fait chuter la production locale à son plus bas niveau en près de 40 ans. Toutefois, les hausses de production de coton en Chine et en Inde, principaux producteurs mondiaux, n'ont pas compensé les déficits de production à l'échelle mondiale.

Les échanges mondiaux de coton brut devraient marquer le pas par rapport à la campagne précédente. S'agissant de l'offre, les exportations devraient diminuer sensiblement, en raison du mauvais rendement de la campagne aux États-Unis, premier exportateur mondial. Du côté de la demande, le recul de la consommation mondiale de textiles a fait significativement baisser les importations de fibres de coton au Viet Nam, au Bangladesh et en Türkiye. En outre, au Pakistan, la forte dépréciation de la monnaie locale par rapport au dollar des États-Unis a entraîné un recul des importations, tandis que les échanges de la Chine sont restés stables par rapport à la campagne 2021-22.

10.3. Projections relatives au marché

10.3.1. Consommation

Le Viet Nam et le Bangladesh enregistrent la plus forte croissance de la consommation, supplantant la Chine

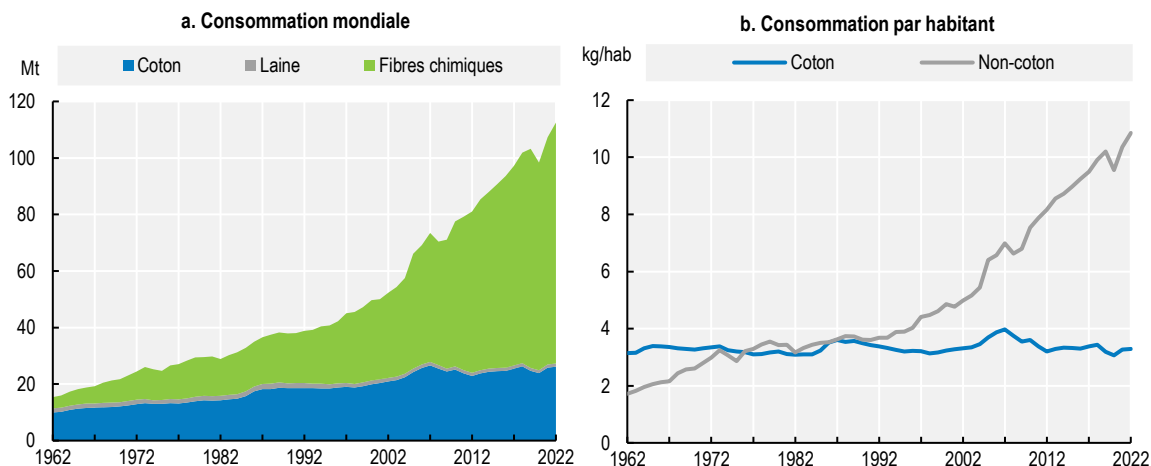
La consommation de coton fait référence à l'utilisation de fibres de coton par les filatures pour les transformer en fil de coton. L'utilisation du coton par les filatures dépend essentiellement de deux facteurs : la demande mondiale de textiles et la concurrence des fibres synthétiques. Ces dernières décennies, la demande mondiale de fibres textiles a fortement augmenté, tirée par l'accroissement démographique et la hausse des revenus, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Cette demande croissante a été en grande partie satisfaite par les fibres chimiques (Graphique 10.2, panel a). Les différents avantages des fibres synthétiques par rapport au coton en termes de durabilité, de froissabilité, d'évacuation de l'humidité et de prix ont incité l'industrie textile à favoriser les fibres synthétiques au détriment de celles de coton. La consommation mondiale de fibres naturelles a donc atteint le haut de la vague en 2007 en affichant 26.5 Mt, avant de se rétracter à environ 24.4 Mt en 2020-22.

À partir des années 1990, les fibres autres que le coton se sont solidement établies au sein de l'industrie textile. En 2022, la part de marché des utilisations finales a atteint 76.7 % pour les fibres chimiques et seulement 23.3 % pour le coton. De même, la consommation par habitant de fibres autres que le coton dépasse largement celle de fibres de coton et continue de progresser à un rythme soutenu. En revanche, la consommation de coton par habitant est restée stable au fil des années et tend à diminuer ces dernières années (Graphique 10.2, panel b).

Les perspectives de la consommation mondiale de coton reposent essentiellement sur son évolution dans les économies en développement et émergentes. La demande de ces régions, qui ont un niveau de consommation absolu inférieur mais une plus grande réactivité aux revenus, devrait exercer une pression à la hausse sur la demande mondiale de coton, étant donné que les revenus et la population de ces pays devraient augmenter. Par conséquent, les *Perspectives* prévoient que la croissance de la consommation mondiale de produits en coton devancera légèrement celle de la population mondiale au cours de la décennie à venir. Parallèlement, les volumes consommés par les filatures devraient croître de quelque 1.8 % par an au cours des dix prochaines années à l'échelle mondiale.

La répartition géographique de la demande de fibres de coton dépend du lieu d'implantation des filatures, qui transforment les fibres naturelles et synthétiques en fils. Traditionnellement, l'industrie de la filature est principalement implantée en Asie, où les conditions, par exemple le coût de la main-d'œuvre, sont intéressantes pour la filière. La Chine est le premier consommateur mondial de coton depuis les années 1960. Toutefois, les changements majeurs intervenus dans le paysage de la production de coton en Chine ont remodelé les marchés mondiaux du coton ces dix dernières années. Actuellement, avec 90 % du coton produit dans la région du Xianjiang et un contingent tarifaire restreignant les importations de coton, la production de fil de coton se déplace progressivement dans d'autres pays asiatiques.

Graphique 10.2. Évolution historique de la consommation de fibres textiles



Source : Estimations de la demande mondiale de textiles du CCIC, 2023.

StatLink  <https://stat.link/7eosu9>

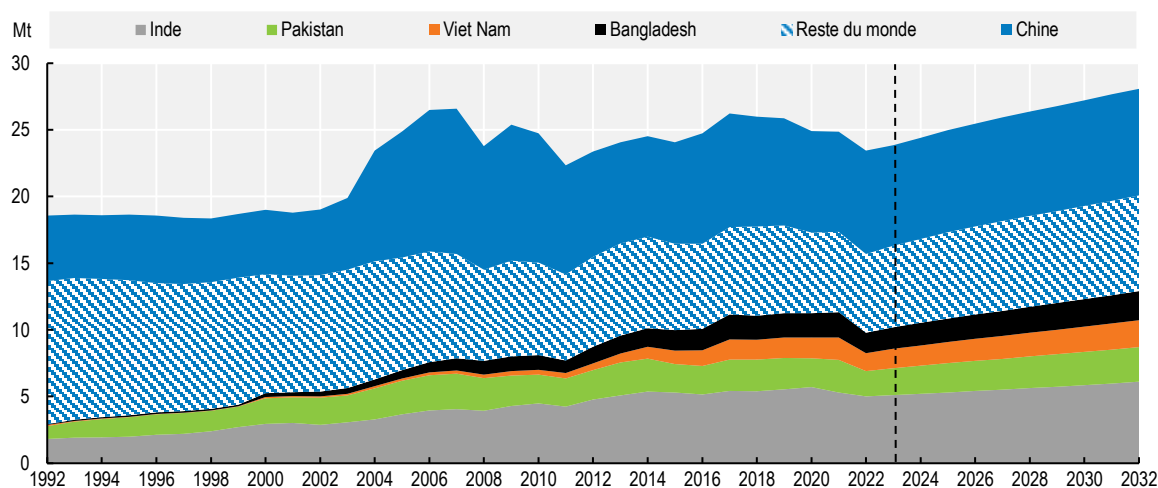
La consommation des filatures de coton de la Chine diminue depuis la suppression du système de prix de soutien en 2014. Les prix artificiellement élevés avaient conduit à une réorientation de la demande de coton vers les fibres synthétiques. La diminution de la demande de coton témoigne également de changements structurels qui a eu lieu en raison de la hausse des coûts de main-d'œuvre et de réglementations plus strictes en matière de travail et d'environnement. Ces changements ont entraîné la réimplantation de ces activités dans d'autres pays d'Asie, notamment au Viet Nam et au Bangladesh. Ces dernières années, les volumes consommés par les filatures chinoises ont regagné une partie du terrain cédé, notamment parce que les prix du coton sur le marché intérieur ont gagné en attrait face au polyester, qui semble avoir pâti des mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre la pollution industrielle. Les volumes utilisés par les filatures chinoises devraient donc rester stables au cours des dix prochaines années si les marges sont rémunératrices.

En Inde, le développement de l'industrie textile, associé à la compétitivité des coûts de la main-d'œuvre, et le soutien fourni par le gouvernement au secteur devraient se traduire par une croissance continue de la consommation des filatures. Le coton joue un rôle majeur dans l'économie indienne, l'industrie textile du pays se fondant essentiellement sur cette fibre. Néanmoins, la filière textile est confrontée à plusieurs difficultés, dont l'obsolescence technologique, le coût élevé des intrants et un manque d'accès au crédit. Le gouvernement encourage les investissements dans le secteur et a mis en place plusieurs mécanismes ces dernières années pour encourager l'industrie textile et améliorer les moyens de subsistance des personnes qui y travaillent.

La suppression progressive des dispositions de l'Arrangement multifibres (contingents fixes d'importation de l'Europe et des États-Unis en provenance des pays en développement, négociés bilatéralement), qui s'est achevée en 2005, devait selon les prévisions favoriser les producteurs de textile chinois, aux dépens de leurs rivaux implantés dans de plus petits pays asiatiques. En pratique, l'industrie textile de pays comme le Bangladesh, le Viet Nam et l'Indonésie a affiché une croissance vigoureuse qui s'explique par l'abondance de la main-d'œuvre, le faible niveau des coûts de production et les mesures de soutien du gouvernement. En outre, l'escalade des différends commerciaux entre la Chine et les États-Unis a favorisé la hausse des volumes consommés par les filatures au Bangladesh et au Viet Nam. Dans le cas du Viet Nam, cette croissance s'explique en partie par l'adhésion du pays à l'Organisation mondiale du commerce en 2007 et par les investissements directs étrangers (IDE), réalisés notamment par les entrepreneurs chinois.

L'évolution structurelle de la production de coton en Chine, combinée à l'essor d'industries textiles plus solides au Viet Nam, au Bangladesh et dans d'autres économies d'Asie centrale, a stimulé la croissance de la consommation des filatures ces dernières années et celle-ci devrait continuer à progresser durant la prochaine décennie. Le Viet Nam affichera la plus forte augmentation annuelle de consommation des filatures. La ratification de l'accord de libre-échange (ALE) avec l'Union européenne mi-2020 devrait contribuer à cette croissance. Au Bangladesh et en Indonésie, la demande croissante de fil de coton et de tissu émanant des industries nationales de la confection et du textile stimule les investissements dans de nouvelles filatures ou dans l'augmentation de la capacité de production des filatures existantes. La consommation de fibres de coton devrait donc progresser respectivement de 3.4 % par an et 3.2 % par an dans ces pays.

Graphique 10.3. Consommation des filatures de coton par région



Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

10.3.2. Production

L'amélioration des rendements stimule la croissance, mais la durabilité de la production reste la préoccupation majeure

Le coton est cultivé sous les climats subtropicaux et à saisons alternées (saison des pluies, saison sèche) dans l'hémisphère Nord aussi bien que dans l'hémisphère Sud, bien que la majeure partie des volumes soient produits au nord de l'équateur. Les principaux pays producteurs sont l'Inde, la Chine, les États-Unis,

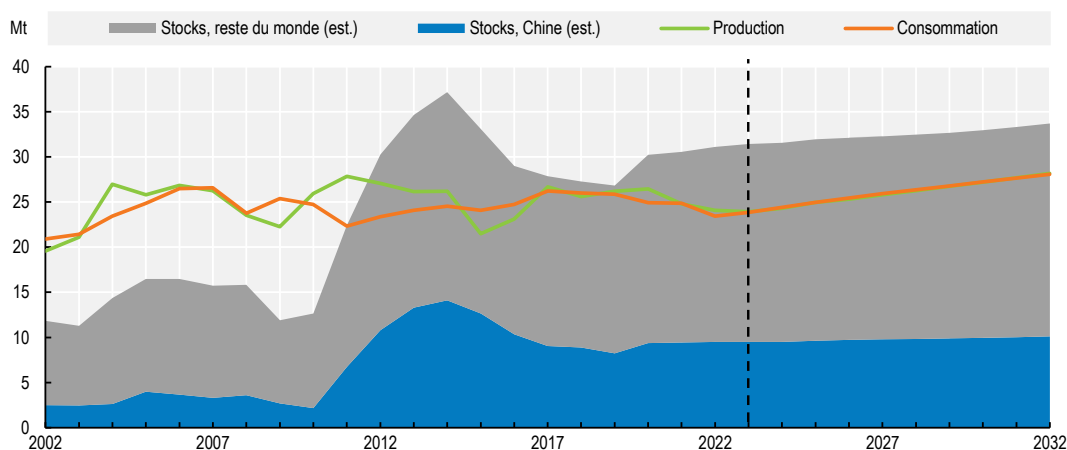
le Brésil et le Pakistan. Ensemble, ces pays représentent environ 78 % de la production mondiale en 2032 (Graphique 10.1)

La production mondiale de coton devrait progresser régulièrement pour atteindre 28.15 Mt en 2032, soit une hausse de 12 % par rapport à la période de référence (Graphique 10.4). L'augmentation prévue sera principalement alimentée par la croissance dans les principaux pays producteurs de coton : les États-Unis représenteront environ 29 % de la hausse mondiale, suivis par l'Inde (25 %) et la Chine (7 %). Dans l'ensemble, la hausse de la production de coton proviendra essentiellement de l'accroissement des rendements, et dans une moindre mesure, de l'expansion de la superficie récoltée.

Selon les projections, les rendements mondiaux moyens progresseront de 8 % par rapport à la période de référence. Des facteurs comme l'amélioration des caractéristiques génétiques des plants, l'adoption de meilleures pratiques agricoles et la numérisation à l'appui de l'agriculture de précision contribueront sensiblement à améliorer la productivité et la durabilité. Ces vingt dernières années, les rendements mondiaux moyens ont stagné, ce qui laisse penser que les rendements sont stationnaires ou en baisse chez certains grands producteurs. Par exemple, en 2022, les rendements de la Chine et du Brésil étaient deux fois plus élevés que la moyenne mondiale, tandis que celui de l'Inde, premier producteur de coton, s'affichait nettement au-dessous (environ 0.5 fois le rendement mondial moyen). Ces différences devraient légèrement s'accroître pendant la période de projection (Graphique 10.5, panel a.). La superficie consacrée à la culture du coton devrait augmenter de 4 % par rapport à la période de référence.

La production devrait augmenter de quelque 2.5 % par an en Inde au cours de la prochaine décennie, ce qui sera à mettre au compte de l'amélioration des rendements plus que de l'expansion des surfaces, le coton étant déjà en concurrence avec d'autres cultures telles que le soja et les légumineuses pour les superficies cultivées. La productivité du coton brut stagne ces dernières années et fait partie des plus faibles à l'échelle mondiale. En effet, les producteurs de coton se trouvent confrontés à des conditions météorologiques défavorables, aux ravageurs et aux maladies. En outre, le coton est traditionnellement cultivé dans de petites exploitations, ce qui limite l'adoption de technologies d'exploitation intensive. Toutefois, la demande croissante émanant de l'industrie de la confection du pays continue de stimuler l'investissement dans le secteur et ces *Perspectives* tablent sur une hausse des rendements qui reflètera le recours croissant à la mécanisation intelligente, à la mise au point de nouvelles variétés et aux pratiques de lutte contre les ravageurs. Néanmoins, la majorité du coton étant cultivé sans irrigation, le changement climatique pourrait réduire le potentiel de hausse des rendements.

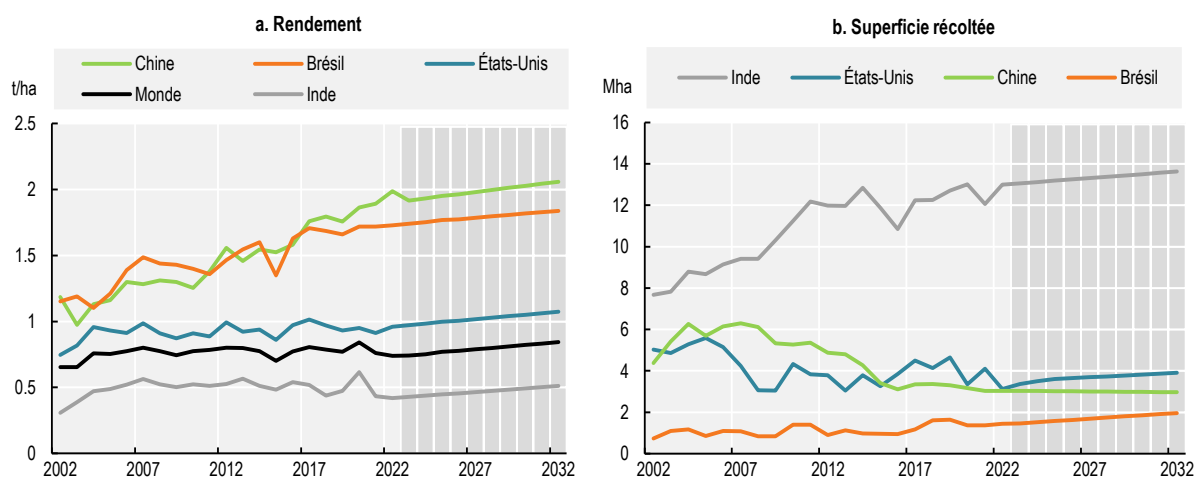
Graphique 10.4. Production, consommation et stocks de coton dans le monde



Note : « est. » désigne les estimations.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

Graphique 10.5. Rendements et superficie récoltée en coton dans les principaux pays producteurs



Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

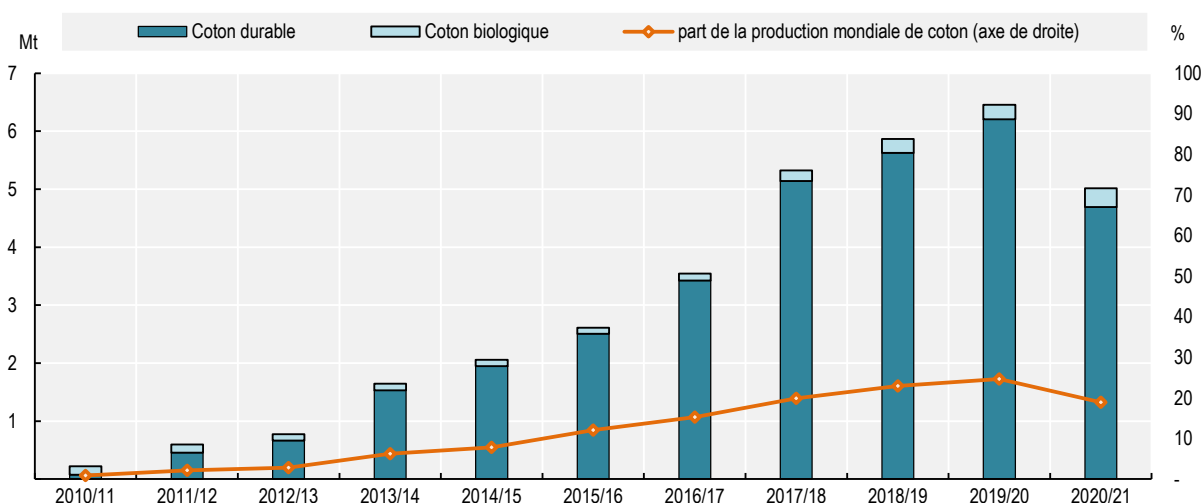
StatLink  <https://stat.link/u84ks7>

Le coton chinois affiche actuellement les rendements les plus élevés (1.90 t/ha en moyenne en 2020-22), qui sont plus deux fois supérieurs à la moyenne mondiale. Ces vingt dernières années, la surface dévolue au coton en Chine recule, du fait notamment de l'évolution des politiques publiques. Cependant, cette tendance semble s'être ralentie depuis 2016. La superficie des cultures de coton devrait diminuer de 0.4 % par an durant la période de projection.


Au Brésil, une partie du coton est cultivé de manière séquentielle en alternance avec le soja ou le maïs. Récemment, la production a grimpé en flèche dans les principales régions productrices telles que l'État du Mato Grosso, où l'on récolte actuellement 70 % du coton brésilien. La production de coton devrait croître de 3.9 % par an, ce qui est à mettre au compte de la hausse des rendements et de l'utilisation de semences génétiquement modifiées et d'engrais. De récents investissements dans la capacité de production de coton et l'acquisition de nouveaux équipements (semoirs, récolteuses et capacité d'égrenage) devraient doper la production dans les années à venir. En raison de la forte concurrence avec les autres cultures, principalement le soja, la superficie plantée dépend grandement de la rentabilité du coton par rapport à d'autres produits.

Les questions de durabilité jouent un rôle important et influenceront sur les marchés du coton à moyen terme. Dans un contexte où les effets du changement climatique et les considérations socio-environnementales font l'objet d'une attention croissante, de nouvelles initiatives ont été mises en place pour encourager la durabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Parmi les normes en vigueur, la *Better Cotton Initiative* occupe une place prépondérante à l'échelle mondiale. En 2021, la production mondiale de coton durable de l'ensemble des partenaires a atteint 20 % de la production mondiale de coton (Graphique 10.6). D'autres stratégies¹ encouragent de meilleures pratiques agricoles afin d'atténuer le changement climatique et fournissent des conseils aux marques et aux distributeurs du secteur textile pour s'approvisionner auprès de producteurs de coton durable reconnus et certifiés. La demande de coton plus durable devrait continuer à s'accroître, alimentée par les engagements pris par les marques et la sensibilisation des jeunes. Ainsi, la tendance croissante à la consommation de produits en coton plus durables devrait donner un coup de fouet à la production de coton dans des pays tels que le Brésil, où environ 84 % du coton est déjà produit conformément aux normes de durabilité. La région de l'Afrique subsaharienne devrait également profiter de cette tendance, étant donné que des programmes tels que *Cotton Made in Africa (CMIA)* représentent 13 % de la production durable mondiale.

Graphique 10.6. Évolution des volumes mondiaux de coton durable et biologique



Source : Calculs de l'auteur fondés sur les publications « Organic cotton market report 22 » et « Better cotton annual report 2021 ».

StatLink  <https://stat.link/0awl19>

10.3.3. Échanges

Le marché mondial du coton repose fortement sur les échanges ; la consommation des filatures du Bangladesh et du Viet Nam dépend des importations

Selon les prévisions, les échanges mondiaux de coton devraient croître régulièrement au cours de la prochaine décennie et atteindre 11.2 Mt à l'horizon 2032, soit 16 % de plus que pendant la période de référence. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation notable des volumes consommés par les filatures dans les pays asiatiques, notamment au Viet Nam et au Bangladesh, où la quasi-totalité du coton est importée pour approvisionner leur secteur textile national en plein essor. À l'horizon 2032, les importations de la Chine devraient diminuer de 7 %, s'établissant à 2 Mt. La modification de l'emplacement de la zone de plantation qui a eu lieu lors de la précédente décennie a remodelé le marché du coton chinois. Les distances physiques entre les filatures chinoises et les champs de coton, de même que le contingent tarifaire imposé pour les importations, ont conduit l'industrie textile chinoise à remplacer les importations de coton brut par des importations de fil de coton, ces dernières ayant augmenté de 21.7 % par an durant la période 2012-21. Par conséquent, la demande de fibres de coton a été absorbée par d'autres économies asiatiques (Graphique 10.7, panel b).

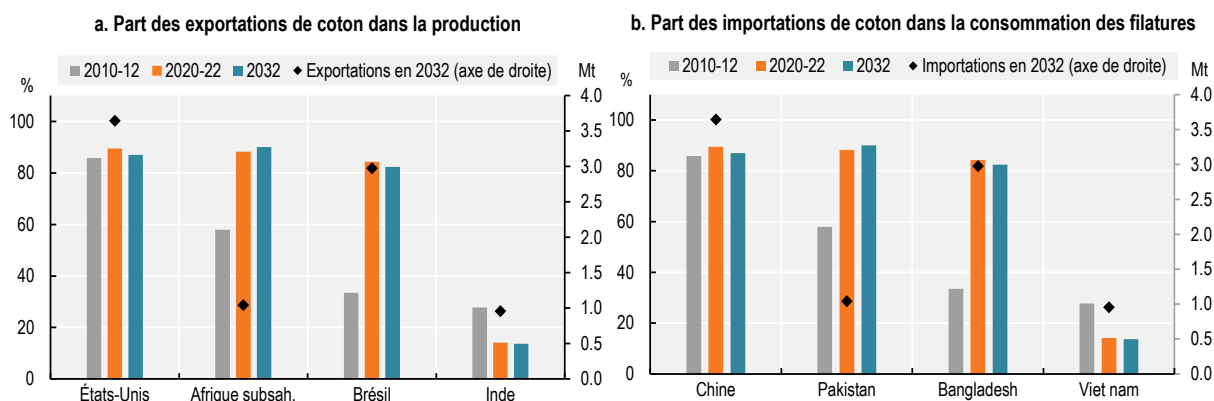
Les États-Unis resteront le premier exportateur mondial sur la période de projection. Les exportations des États-Unis se sont stabilisées ces dernières années, regagnant en vigueur après les niveaux bas de 2016. Leur part dans les échanges mondiaux devrait s'élever à 33 % en 2032 (à 3.6 Mt environ). Malgré les changements majeurs intervenus dans l'industrie textile chinoise, les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du pays. À moyen terme, les volumes des exportations vers la Chine diminueront, mais gagneront légèrement du terrain dans les autres économies asiatiques.

Les exportations brésiliennes devraient connaître un coup de fouet sur les dix prochaines années, consolidant la position du pays au deuxième rang des exportateurs d'ici 2032, devant l'Afrique subsaharienne (Graphique 10.7, panel a). En Afrique subsaharienne, le coton est une culture d'exportation essentielle et la région assure environ 13 % des exportations mondiales. Globalement, la production de coton dans la région augmente depuis plusieurs années du fait de l'expansion des surfaces et de

l'amélioration des rendements. La région restera exposée aux ravageurs et aux maladies qui réduisent les récoltes de coton.


Les volumes d'exportation de l'Afrique subsaharienne devraient continuer de croître au rythme d'environ 1.9 % par an sur les dix prochaines années, les principaux destinataires des exportations étant l'Asie du Sud et du Sud-Est. Par ailleurs, l'industrie du textile et de la confection se développe dans des pays tels que l'Éthiopie, soutenue par des conditions économiques favorables, les flux d'investissement directs étrangers et les investissements gouvernementaux. À long terme, l'essor de cette industrie pourrait entraîner une augmentation de la consommation des filatures et donc faire évoluer le statut d'exportateur net de l'Afrique subsaharienne.

Graphique 10.7. Les échanges en pourcentage de la production de coton et de la consommation des filatures



Note : Pour le Bangladesh, inclut la consommation des filatures et les importations d'autres pays tels que le Cambodge, le Myanmar, le Bhoutan et le Népal.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/1n7gru>

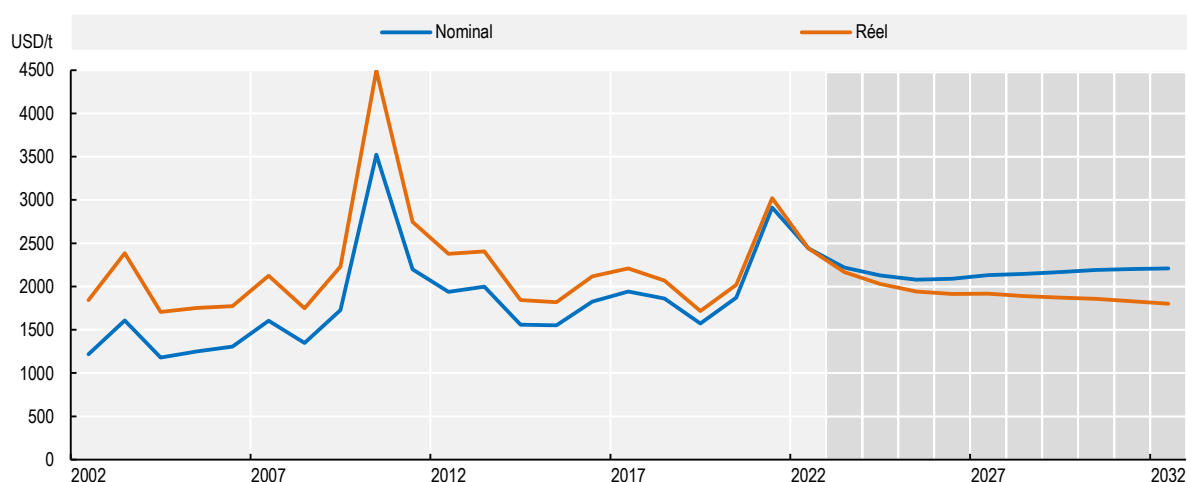
10.3.4. Prix

Les cours mondiaux du coton diminueront en valeur réelle à moyen terme

En valeur réelle, les cours mondiaux du coton devraient s'orienter légèrement à la baisse à moyen terme (Graphique 10.8). La concurrence des fibres synthétiques et l'évolution des préférences des consommateurs continueront d'avoir une incidence déterminante sur les prix.

Depuis le début des années 1970, lorsque le prix du polyester est devenu compétitif, la courbe de prix du coton a eu tendance à suivre celle de son substitut synthétique. Par exemple, les prix du coton n'étaient que 5 % supérieurs à ceux de la fibre de polyester entre 1972 et 2009. Depuis 2010, toutefois, le coton affiche des prix en moyenne près de 40 % supérieurs à ceux du polyester, en valeur nominale. L'année dernière, les prix du coton ont augmenté plus rapidement que ceux du polyester, creusant l'écart de prix. Néanmoins, la compétitivité relative de ces deux types de fibre ne devrait pas changer radicalement durant la période de projection.

Graphique 10.8. Prix mondiaux du coton



Note : Les prix réels sont les prix mondiaux nominaux corrigés des effets de l'inflation par le déflateur du PIB des États-Unis (2022 = 1). Le prix de référence du coton est l'indice de prix Cotlook A, Middling 1 1/8", coût et fret, ports d'Extrême-Orient. Les données indiquées représentent la moyenne de la campagne annuelle (août-juillet).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO » ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

10.4. Risques et incertitudes

Les mesures des pouvoirs publics et le rôle de la sélection génétique constituent des sources de préoccupation majeures

La croissance économique et l'urbanisation continueront d'être les principaux facteurs influant sur la demande de textiles par habitant dans les économies en développement et émergentes. Les tendances de la demande de textiles auront un impact notable sur la demande de fibres de coton. Étant donné que la consommation de textiles et de vêtements réagit davantage aux revenus que la consommation de produits alimentaires, des écarts par rapport aux conditions économiques escomptées dans les *Perspectives* pourraient modifier notablement les projections en matière de consommation, de production et d'échanges de coton.

À court terme, les projections seront sans doute impactées par la hausse des prix de l'énergie enregistrée en 2022. De plus, les conditions macroéconomiques actuelles devraient jouer un rôle important dans les décisions d'investissement à court terme, étant donné que le niveau élevé de l'inflation et la hausse des taux d'intérêt influent sur le coût des emprunts. De plus, pour les pays asiatiques fortement tributaires des importations de coton, l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport aux monnaies asiatiques aura également une incidence sur le marché du coton à brève échéance.

Parmi les autres tendances de la demande qui influent sur les projections figure l'activité de recyclage de l'industrie textile qui crée un marché secondaire compétitif fournissant des matières premières aux producteurs de textiles et de produits non textiles de moindre qualité. Cette tendance, ainsi que la concurrence plus forte que prévu exercée par les fibres synthétiques, pourrait avoir une incidence négative sur la demande de coton. La préoccupation croissante manifestée par les gouvernements et les consommateurs vis-à-vis des impacts de l'industrie du textile et de l'habillement sur l'environnement pourrait également influencer la demande de coton. Cependant, l'adoption plus généralisée de normes de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement pourrait stimuler la demande de coton.

Comme les autres cultures, la production de coton est sensible aux ravageurs, aux maladies et au changement climatique. Ce dernier facteur pourrait augmenter la fréquence des sécheresses, des inondations et d'autres conditions météorologiques défavorables. Comme nous l'avons déjà évoqué, les rendements n'ont progressé qu'à faible allure dans plusieurs pays au cours des vingt années passées. L'amélioration plus rapide que prévue des caractéristiques génétiques des plants et des techniques d'édition génomique (p. ex., facilitée en partie par un meilleur décryptage du génome du coton) et une lutte plus efficace contre les nuisibles pourraient permettre aux rendements d'augmenter davantage que ne le prévoient ces *Perspectives*. La mise au point et le déploiement de telles innovations prennent toutefois du temps et, dans le cas du coton transgénique, suscitent parfois la controverse. Au Burkina Faso, l'introduction du coton Bt en 2008 a permis de lutter efficacement contre le ver rose, mais cette variété a produit des fibres plus courtes (donc de moindre qualité et vendues moins cher), ce qui a incité les pouvoirs publics à mettre un terme à son utilisation en 2015.

L'action publique joue également un rôle important sur les marchés mondiaux du coton. Des mesures prises par les pouvoirs publics, outre celles supposées dans les *Perspectives*, comme les mesures de soutien aux industries textiles ou les subventions à l'achat d'intrants, pourraient modifier les projections qui en résultent. La politique commerciale et les tensions géopolitiques ont également un effet sur l'évolution des marchés des fibres de coton. Par exemple, le litige actuel entre les États-Unis et la Chine ainsi que la loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours (Uyghur forced labour prevention Act)² des États-Unis entrée en vigueur en juin 2022, ont des conséquences non négligeables et ont provoqué des perturbations tout au long de la chaîne d'approvisionnement en Chine. Enfin, les questions associées à la durabilité économique, sociale et environnementale (p. ex., l'empreinte environnementale de produit, ou EEP, et la Stratégie de l'UE pour des textiles durables et circulaires) revêtent de plus en plus d'importance aux yeux des consommateurs, de l'industrie et des décideurs dans de nombreux pays.

Parmi les mesures des pouvoirs publics influant sur la consommation figure, par exemple, la décision de plusieurs pays d'Afrique de l'Est de décourager de plus en plus les importations de vêtements de seconde main. Cette décision pourrait stimuler la consommation de coton et encourager la création de valeur ajoutée en Afrique. En Afrique de l'Ouest, le gouvernement et le secteur privé s'efforcent d'accroître les capacités de transformation du coton dans l'ensemble des pays.

Notes

¹ <https://bettercotton.org/who-we-are/our-aims-strategy/2030-strategy/> et <https://textileexchange.org/2025-sustainable-cotton-challenge/>.

² La loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours interdit l'importation de marchandises produites dans la province chinoise du Xianjiang. L'importateur doit clairement prouver que la marchandise provenant de cette région n'est pas le fruit du travail forcé.

11

Autres produits

Ce chapitre donne un aperçu et une description de la situation actuelle du marché pour les racines et tubercules (manioc, pomme de terre, igname, patate douce et taro), les légumineuses (petits pois, fèves, pois chiches et lentilles), ainsi que la banane et les principaux fruits tropicaux (mangue, mangoustan et goyave, ananas, avocat et papaye). Il met ensuite en évidence les projections à moyen terme (2023-32) pour la production, la consommation et le commerce de ces produits et décrit les principaux moteurs de ces projections.

11.1. Racines et tubercules

11.1.1. Vue d'ensemble du marché

Les racines et les tubercules de certaines plantes contiennent de l'amidon (manioc, patate douce et igname dans le premier cas, par exemple ; pomme de terre et taro dans le second, entre autres). Ces produits sont principalement destinés à l'alimentation humaine (transformés ou non) et, comme la plupart des autres cultures de base, ils peuvent être utilisés pour nourrir les animaux ou produire notamment de la fécule, de l'éthanol et des boissons fermentées. À moins d'être transformés, ils se gâtent très vite une fois récoltés, ce qui limite les possibilités de commercialisation et de stockage.

Dans la famille des racines et des tubercules, la production mondiale est dominée par la pomme de terre, suivie de loin par le manioc. Dans le classement alimentaire mondial, la pomme de terre arrive quatrième après le maïs, le blé et le riz. Elle est plus riche en calories, pousse plus rapidement et plus densément, et peut être cultivée sous des climats variés. Cependant, la production de pommes de terre – qui constitue l'essentiel du secteur des racines et des tubercules dans les pays développés – diminue depuis plusieurs décennies, son taux de croissance se situant nettement en deçà de celui de la population.

La production de manioc progresse de plus de 3 % par an, soit presque trois fois plus que la démographie. Implantée principalement sous les tropiques et dans certaines des régions les plus pauvres du globe, elle a doublé en plus de vingt ans. Autrefois considéré comme une culture de subsistance, le manioc est aujourd'hui perçu comme un produit agricole essentiel pour la création de valeur, le développement rural et la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique ainsi que pour les importants avantages macroéconomiques qu'il procure. Ces considérations expliquent la commercialisation rapide de ce produit et les investissements considérables réalisés pour développer l'activité de transformation, le résultat étant une expansion substantielle de la production mondiale.

11.1.2. Situation actuelle du marché

Les régions ayant produit le plus de racines et de tubercules au cours de la période de référence sont l'Asie (102 Mt) et l'Afrique (100 Mt). Les racines constituent un aliment de base important en Afrique subsaharienne. À l'échelle mondiale, quelque 130 Mt sont utilisées pour l'alimentation humaine, 57 Mt pour l'alimentation animale et 33 Mt pour d'autres usages, principalement la fabrication de biocarburant et de fécule. Du fait de leur caractère périssable – qui empêche leur commercialisation internationale à grande échelle à l'état frais –, ces produits sont généralement destinés à la consommation intérieure. Environ 15 Mt sont aujourd'hui commercialisées à l'étranger, principalement sous forme déshydratée ou de produit transformé. La Thaïlande et le Viet Nam en sont les principaux exportateurs, et la République populaire de Chine (ci-après « la Chine ») le premier importateur.

La production mondiale de racines et tubercules a atteint 251 Mt (de matière sèche) durant la période de référence (2020-22) et augmente d'environ 5 Mt par an depuis quelques années. Ce surplus de production a été destiné principalement à l'alimentation humaine. Les prix (dont la référence est le prix de gros de la farine de manioc à Bangkok) ont à nouveau enregistré une hausse considérable en 2022 sous l'effet d'une demande soutenue, en Chine notamment. Les quantités échangées à l'échelle mondiale ont progressé de 0.5 Mt.

11.1.3. Contexte des projections

La production de manioc nécessite peu d'intrants et permet de planifier la récolte avec souplesse, car le produit peut demeurer en terre un certain temps après être arrivé à maturité. Tolérante aux conditions météorologiques extrêmes (dont la sécheresse), cette culture est au cœur des stratégies d'adaptation au changement climatique. Par rapport à d'autres produits de base, le manioc se caractérise par des prix

compétitifs et une diversité d'usages. La farine de manioc de haute qualité (HQCF) est de plus en plus convoitée par les pays d'Afrique qui la considèrent comme une culture vivrière stratégique aux prix moins volatils que ceux d'autres céréales importées. L'obligation de la mélanger avec de la farine de blé permet de réduire les volumes d'importation de cette céréale, et ainsi d'alléger la facture liée aux importations et de conserver des devises précieuses. En Asie, la recherche de sécurité énergétique et l'exigence d'incorporation dans l'essence ont entraîné la création de distilleries d'éthanol à base de manioc. Sur le plan commercial, le manioc transformé tire son épingle du jeu sur le marché mondial, face à la féculé de maïs et aux céréales utilisées pour l'alimentation animale notamment.

La pomme de terre est généralement réservée à l'alimentation humaine, où elle occupe une place importante dans les régions développées (particulièrement en Europe et en Amérique du Nord). La consommation humaine de pommes de terre est très élevée dans ces régions et a peut-être atteint le niveau de saturation, ce qui limite la possibilité pour la consommation de croître plus vite que la population. Les régions en développement donnent cependant un certain élan à la production de pommes de terre au niveau mondial.

La culture mondiale de patate douce a fléchi ces dernières années, du fait principalement d'une nette diminution des superficies cultivées (qui ne semble pas s'atténuer) en Chine, premier producteur mondial. Compte tenu de la viabilité commerciale limitée des autres usages, c'est sur la consommation humaine que repose l'essentiel du potentiel de croissance de la patate douce ainsi que d'autres racines et tubercules moins répandus. Les préférences des consommateurs et les prix jouent par conséquent un rôle important.

11.1.4. Principaux éléments des projections

La production et la consommation mondiales de racines et de tubercules devraient s'accroître d'environ 18 % au cours de la prochaine décennie. Dans les régions à faible revenu, la production pourrait augmenter de 2.6 % par an, alors qu'une croissance annuelle de 0.3 % seulement est attendue dans les pays à revenu élevé. Au niveau mondial, la superficie des terres cultivées devrait gagner 6 millions d'hectares et s'établir à 71 millions d'hectares, moyennant des évolutions toutefois variables selon les régions. Si l'on en croit les projections, elle devrait augmenter dans les pays africains, et baisser en Europe et en Amérique. En outre, de nombreux agriculteurs thaïlandais ont délaissé la production de manioc au profit de celle de riz, cette dernière étant visée par des incitations plus intéressantes. La hausse de la production découlera avant tout des investissements réalisés en Afrique et en Asie pour améliorer les rendements, ainsi que par une utilisation plus intensive des terres dans ces régions.

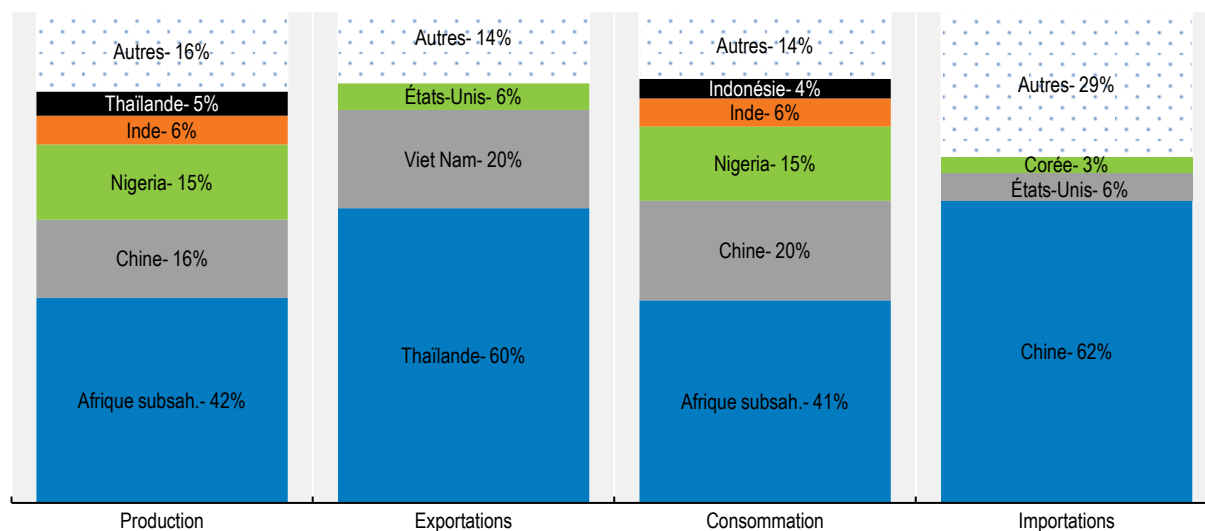
D'ici à 2032, la consommation de racines alimentaires par habitant augmentera de 1.4 kg par an à l'échelle mondiale, principalement sous l'influence de l'Afrique, où chaque individu pourrait consommer annuellement plus de 41 kg de racines et tubercules. Bien qu'elle ne représente actuellement que 3 % de la consommation, l'utilisation de ces produits pour la fabrication de biocarburants devrait progresser de 37 % sur les dix prochaines années, sous l'impulsion du secteur chinois des biocarburants. L'alimentation animale et les autres usages industriels se maintiendront à un niveau élevé, mais croîtront plus lentement, d'environ 10 % et 15 % respectivement, au cours de la période examinée.

Les échanges internationaux de racines et tubercules représentent environ 6 % du marché mondial. Ce pourcentage devrait rester stable sur le moyen terme. Les exportations de la Thaïlande et du Viet Nam sont en hausse et devraient se hisser à un total de 15 Mt, principalement pour approvisionner les secteurs chinois de la féculé et des biocarburants, qui sont en pleine expansion.

Les prix des racines et tubercules devraient baisser modérément en 2023 dans un contexte de fortes pressions sur les marchés du manioc en Thaïlande et de déficit de la production de pommes de terre en Ukraine. Puis, ils devraient suivre une tendance semblable à celle des prix des céréales à moyen terme,

compte tenu de la substituabilité de ces produits sur les marchés de l'alimentation humaine et animale, qui se traduira par une hausse en valeur nominale mais une baisse en valeur réelle.

Graphique 11.1. Acteurs mondiaux sur les marchés des racines et tubercules en 2032



Note : les chiffres indiqués correspondent aux pourcentages du total mondial correspondant.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/w863k0>

11.2. Légumineuses

11.2.1. Vue d'ensemble du marché

Les légumineuses sont les graines comestibles de certaines plantes. On en compte généralement 11 types¹. Elles sont riches en protéines, fibres alimentaires, vitamines, minéraux, substances phytochimiques et glucides complexes. Outre leurs bienfaits nutritionnels, les légumineuses permettent aussi d'améliorer la digestion, de réduire la glycémie, d'atténuer les inflammations, d'abaisser le taux de cholestérol et de prévenir les maladies chroniques telles que diabète, maladies cardiaques et obésité. Leur niveau de consommation diffère cependant d'une région à l'autre selon les habitudes alimentaires, leur disponibilité et les conditions qui règnent.

La culture des légumineuses relève d'une longue tradition dans presque toutes les régions du monde. Depuis des siècles, les légumineuses jouent un rôle fondamental dans les systèmes agricoles traditionnels. Avant 2000, la production mondiale stagnait sous l'effet de la disparition généralisée des petites exploitations dans les pays en développement, laquelle avait entraîné le déclin de l'agriculture traditionnelle dont le système de rotation des cultures reposait entre autres sur les légumineuses. D'autres facteurs étaient en cause, comme la faible résistance aux maladies (due à la diversité génétique réduite des semences), l'accès limité à des variétés à haut rendement et l'absence de soutien des pouvoirs publics à l'égard des producteurs. Le secteur a commencé à se redynamiser au début des années 2000 et connaît depuis une croissance annuelle moyenne d'environ 3 % à l'échelle mondiale, dominée par l'Asie et l'Afrique. Ensemble, ces deux régions totalisaient plus de la moitié de la hausse de la production (+ 12 Mt) enregistrée au cours de la précédente décennie.

La consommation mondiale de légumineuses par habitant a commencé à diminuer dans les années 60 (Graphique 11.2), sous l'effet d'une hausse des prix due à la faible progression des rendements. La croissance des revenus et l'urbanisation ont conduit à une modification des préférences, les consommateurs se tournant vers une alimentation plus riche en protéines animales, sucre et matières grasses. Malgré cela, les légumineuses demeurent une importante source de protéines dans les pays en développement et la consommation mondiale par habitant s'est accrue pour atteindre quelque 7 kg/an à l'heure actuelle. Cette progression s'explique principalement par la hausse des revenus dans les pays où ces produits constituent une importante source de protéines, particulièrement en Inde, où environ 30 % de la population est végétarienne.

Les légumineuses peuvent être transformées et utilisées sous différentes formes : entières, décortiquées, en farine et en isolats en fonction de leurs composants (protéines, amidon et fibres). La farine et les isolats sont employés dans des secteurs comme les préparations à base de viande et les en-cas, la boulangerie et les boissons, et la pâte et la chapelure.

11.2.2. Situation actuelle du marché

De loin le plus gros producteur de légumineuses, l'Inde a totalisé environ 25 % de la production mondiale au cours de la précédente décennie. Viennent ensuite le Canada (9 %), la Chine (6 %) et l'Union européenne (5 %). Le marché asiatique représente 52 % de la consommation totale mais seulement quelque 43 % de la production, ce qui en fait la principale destination des importations. Environ 21 % de la production mondiale est exportée ; le Canada arrive nettement en tête dans le classement des exportateurs (35 % des échanges internationaux) tandis que l'Inde est le plus gros importateur (19 % du commerce mondial). L'Afrique a encore augmenté sa production et sa consommation au cours des dix dernières années et demeure largement autosuffisante.

En 2022, le marché mondial des légumineuses a atteint un volume de 93 Mt, après une croissance moyenne de 1.7 % par an au cours de la précédente décennie, tirée par l'Asie et l'Afrique. Le commerce international s'est monté à 19 Mt, soit 0.5 Mt de plus qu'en 2021. Les prix mondiaux des légumineuses (dont la référence est le pois sec canadien) ont commencé à baisser après avoir atteint le niveau record de 359 USD/Mt en 2022, en raison du sursaut de production observé au Canada.

11.2.3. Contexte des projections

Les légumineuses présentent divers bienfaits et se substituent avantageusement à la viande du fait de leur teneur élevée en protéines. C'est pour cette raison que les consommateurs soucieux de leur santé et de l'environnement les intègrent de plus en plus dans leur régime alimentaire quotidien, ce qui se traduit par la croissance du marché de ces produits à l'échelle mondiale. L'urbanisation rapide, le changement des modes de vie et les rythmes de travail frénétiques conduisent la population active à se tourner vers une restauration rapide bonne pour la santé, et les légumineuses sont des ingrédients de plus en plus couramment utilisés dans les aliments prêts à consommer.

Les gouvernements des pays producteurs, conscients des bénéfices sanitaires et environnementaux, viennent en aide aux agriculteurs, ce qui contribue au développement de ce marché. Le soutien à la production de légumineuses constitue un volet important de la stratégie de l'Union européenne en faveur des protéagineux. En outre, ces produits comptent parmi les principaux ingrédients de préparations telles que les substituts de viande. Selon l'évolution future de la demande de produits de ce type, les légumineuses pourraient voir leur part évoluer considérablement dans la production agricole.

11.2.4. Principaux éléments des projections

Les légumineuses devraient regagner en importance dans les régimes alimentaires de nombreuses régions du monde. La présente édition des *Perspectives* prévoit une poursuite de la tendance mondiale et

une hausse de la consommation humaine de légumineuses, laquelle s'établirait à 8.6 kg par an et par habitant à l'horizon 2032. La consommation par habitant devrait augmenter dans toutes les régions au cours de la prochaine décennie, tout particulièrement en Europe (+4 % par an) (Graphique 11.2).

L'offre mondiale devrait s'accroître de 29 Mt. Plus de la moitié de cette hausse sera enregistrée en Asie, et particulièrement en Inde, où se concentrera l'essentiel de la production mondiale. D'après les projections, l'amélioration soutenue des rendements permettra au pays de produire 11 Mt supplémentaires d'ici à 2032. L'Inde a introduit des semences hybrides à haut rendement, encouragé la mécanisation et instauré un prix minimum de soutien pour stabiliser les revenus des agriculteurs. De plus, le gouvernement central et certains États fédérés ont inclus les légumineuses dans leurs programmes d'achat, même si la couverture géographique n'est pas la même que pour le blé et le riz.

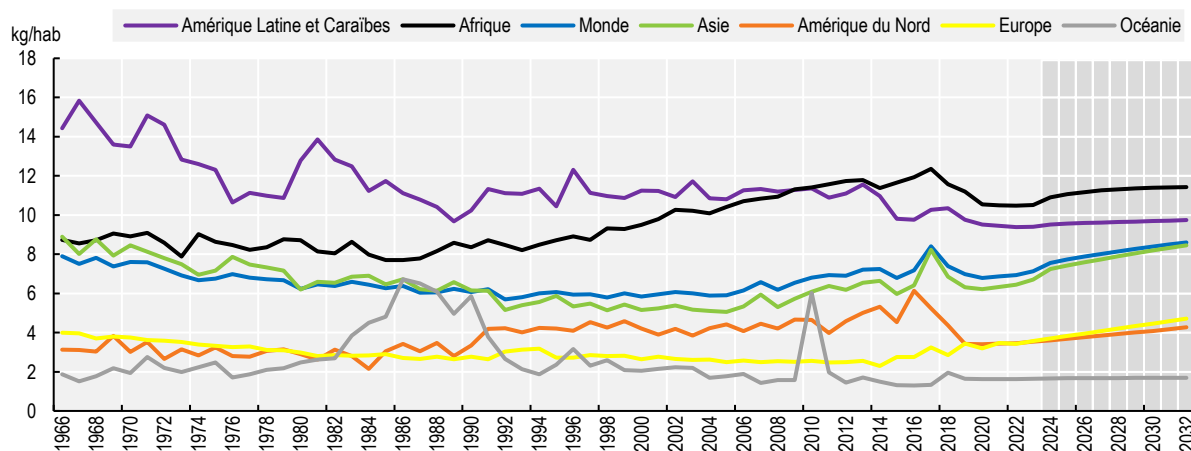
Cette augmentation escomptée de l'offre s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle la production de légumineuses va poursuivre son intensification grâce à la hausse des rendements d'une part, et à l'utilisation plus intensive des terres d'autre part. Environ 60 % de la croissance de la production peuvent être attribués à l'intensification de l'utilisation des terres au cours de la période de projection, et les 40 % restants à l'amélioration des rendements. Sur le continent africain en particulier, la combinaison des deux facteurs pourrait faire progresser la production de quelque 0.6 Mt par an.

Selon les prévisions, la hausse de l'offre sera assurée par l'association de la culture des légumineuses avec celle des céréales, en particulier en Asie et en Afrique, où les petits producteurs occupent une place importante. L'amélioration prévue des rendements restera inférieure à celle des céréales et des oléagineux, car, dans la plupart des pays, les légumineuses ne sont pas concernées par les initiatives de développement de variétés à haut rendement ou d'amélioration des systèmes d'irrigation, ni par les mesures de soutien à l'agriculture.

Les échanges internationaux de légumineuses sont passés de 15 Mt à 19 Mt au cours des dix dernières années et devraient atteindre 23 Mt à l'horizon 2032. Le Canada restera le principal exportateur de légumineuses, avec des volumes qui devraient croître de 6.8 Mt aujourd'hui à 9.9 Mt en 2032 ; il sera suivi par la Russie et l'Australie, avec 2 Mt et 1.9 Mt d'exportations respectives en fin de période.

En valeur nominale, les prix mondiaux des légumineuses devraient continuer à décroître jusqu'en 2025 avant de connaître une légère hausse sur le reste de la décennie à venir, tandis qu'un fléchissement est attendu en valeur réelle.

Graphique 11.2. Consommation humaine de légumineuses par habitant sur chaque continent



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/q26uom>

11.3. Bananes et principaux fruits tropicaux

La banane et les quatre principaux fruits tropicaux (mangue, ananas, avocat et papaye) jouent un rôle essentiel dans la production agricole mondiale, notamment en garantissant l'alimentation et la subsistance des petits exploitants dans les pays de production. Ces dernières décennies, la hausse des revenus et l'évolution des préférences des consommateurs sur les marchés tant émergents qu'à revenu élevé, mais aussi l'amélioration des transports et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, ont favorisé la croissance rapide des échanges internationaux de ces produits. D'après les chiffres provisoires pour 2022, les exportations mondiales de bananes et des principaux fruits tropicaux génèrent respectivement autour de 10 milliards USD et 11 milliards USD par an. Bien que seuls 16 % et 7 % environ de la production mondiale de bananes et de principaux fruits tropicaux soient exportés (chiffres provisoires pour 2022), il importe de souligner que dans les pays exportateurs, qui sont majoritairement des pays à revenu faible à moyen, les recettes provenant de la production et du commerce de ces produits peuvent représenter une part importante du PIB de l'agriculture. En 2021, par exemple, les bananes ont pesé pour environ 50 % dans les recettes des exportations agricoles de l'Équateur, tandis que prises dans leur ensemble, les exportations d'ananas et de bananes ont représenté quelque 40 % des recettes des exportations agricoles au Costa Rica. Le commerce de bananes et des principaux fruits tropicaux a donc la capacité de générer d'importantes recettes à l'exportation dans les pays producteurs. Pour toutes ces raisons, il importe d'évaluer le développement potentiel futur de leur marché.

11.3.1. Situation du marché - aperçu

Des données et informations provisoires font apparaître que les échanges mondiaux de bananes et principaux fruits tropicaux ont continué de pâtir de divers facteurs sur le plan de l'offre en 2022, qui ont provoqué une hausse des coûts de production et des pénuries d'approvisionnement, tandis que la demande est restée stable sur les principaux marchés d'importation. D'après les représentants du secteur, les prix élevés conjugués à une moindre disponibilité des engrais en 2021 et au premier semestre 2022 ont forcé les agriculteurs à réduire l'utilisation de ces intrants, ce qui a nui à la productivité et à la qualité des bananes et principaux fruits tropicaux dans les grandes régions productrices. De mauvaises conditions météorologiques, telles qu'une vague de froid inhabituelle imputable au phénomène *La Niña* ainsi que la survenue d'une nouvelle tempête tropicale intense dans la région des Caraïbes ont, elles aussi, eu des conséquences en termes de quantités disponibles à l'exportation. En 2022, la pénurie de containers réfrigérés liée aux longues périodes de confinement instaurées dans certains pays asiatiques, ainsi que la hausse des coûts de transport à l'échelle mondiale au premier semestre, sont venues entraver la croissance des exportations.

À ce contexte difficile s'est ajoutée, toujours en 2022, la dépréciation de nombreuses devises par rapport au dollar des États-Unis (USD), qui a pesé sur les opérations conduites tout au long de la chaîne de valeur, les transactions effectuées dans les secteurs de la banane et des fruits tropicaux, comme l'achat d'intrants, étant habituellement réalisées en USD. Tous ces éléments ont tiré les prix à la hausse, que ce soit pour les producteurs, les exportateurs et les importateurs. Bien que les prix relevés tout le long des chaînes de valeur des bananes et des principaux fruits tropicaux aient manifesté une tendance à la hausse en réaction à un raffermissement de la demande sur les principaux marchés d'importation en 2022, cette augmentation n'a pas suffi, dans la plupart des cas, à compenser cette envolée des coûts. Tandis que les prix à la production seraient 40 % à 50 % supérieurs aux niveaux relevés avant la pandémie, les prix à l'exportation et à l'importation, ainsi que les prix de gros et de détail n'auraient progressé que de 10 % à 20 % en moyenne, ce qui porte à croire que la réduction considérable des marges bénéficiaires était au cœur des préoccupations du secteur en 2022.

11.3.2. Bananes

Situation du marché

Les premières estimations font apparaître que les exportations mondiales de bananes, à l'exception des bananes plantains, ont reculé de 4 % en 2022, ce qui contraste une nouvelle fois avec la croissance rapide relevée au cours des années précédant la pandémie. Les quantités exportées seraient ainsi passées de 20.5 Mt en 2021 à environ 19.6 Mt en 2022. Le maintien des coûts des engrais à niveau élevé, qui avait déjà conduit à une baisse de leur utilisation en 2021, est la première raison avancée par les producteurs pour justifier leur incapacité à fournir des bananes dans des quantités suffisantes et répondant aux normes de qualité attendues sur les marchés d'exportation du monde entier. De mauvaises conditions météorologiques ont par ailleurs continué d'affecter la production et les rendements au cours des neuf premiers mois de 2022, tandis que les coûts élevés du transport terrestre et des expéditions longue distance ont limité la capacité des exportateurs à approvisionner les marchés internationaux. La grande inquiétude liée à la propagation des maladies végétales, et en particulier de la fusariose de race tropicale 4 (TR4), dont les effets sont dévastateurs aux Philippines et la présence alarmante au Pérou et en Colombie, pèse toujours aussi lourdement sur le secteur, qui doit faire face à des coûts supplémentaires liés à la prévention de la maladie et aux pertes de production. Dans le contexte de la pandémie de la covid-19, il est resté en outre nécessaire d'appliquer des mesures sanitaires strictes et de conserver des règles de distanciation sociale afin de protéger les travailleurs, ce qui a engendré des coûts supplémentaires pour les producteurs et les opérateurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement, notamment au premier semestre 2022.

Parallèlement, on estime que le volume net des importations mondiales de bananes a reculé de 2.5 % en 2022, soit une baisse de près de 0.5 Mt par rapport à l'année précédente, pour s'établir à un peu moins de 19 Mt. Si la demande sur la plupart des marchés d'importation est restée constante, la croissance relevée au cours des sept premiers mois de l'année a été entravée par une offre d'exportation moins importante ainsi que par la persistance de goulets d'étranglement logistiques, qui ont empêché les marchandises d'atteindre leur destination. Au cours de cette période, ces facteurs ont particulièrement joué sur le volume des importations vers l'Union européenne, les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et le Canada qui, pris dans leur ensemble, représentent quelque 60 % des importations mondiales. À l'opposé, les importations de la Chine, troisième pays importateur de bananes à l'échelle mondiale, ont continué de croître rapidement au cours des sept premiers mois de 2022, sous l'impulsion d'une forte demande intérieure et d'une offre d'exportation abondante de nouveaux producteurs en Asie du Sud-Est.

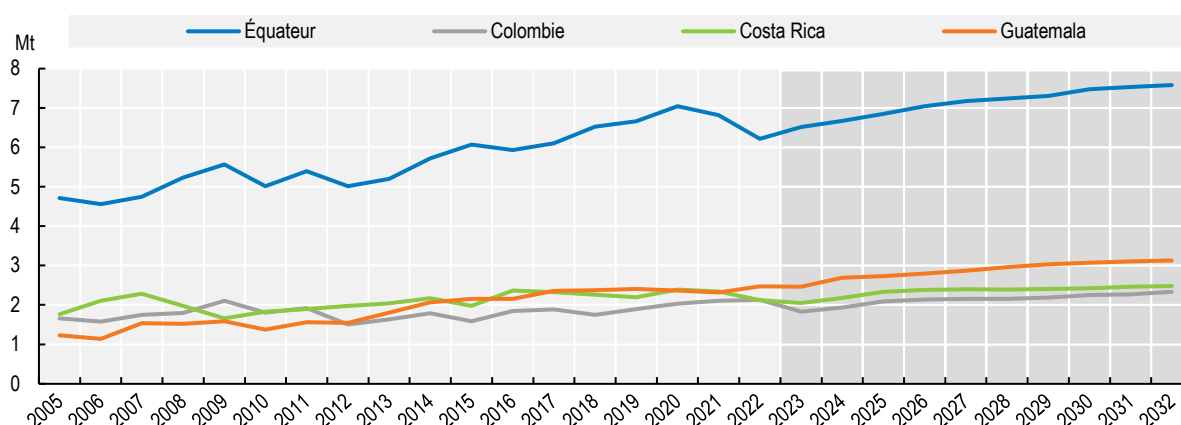
Principaux éléments des projections

Étant donné la saturation croissante de la demande de bananes par habitant dans la plupart des régions, l'augmentation de la production et de la consommation mondiales devraient reposer essentiellement sur la dynamique des populations. Compte tenu du ralentissement de la croissance démographique mondiale, les projections de référence actuelles indiquent donc que la production et la consommation mondiales de bananes vont connaître une progression modérée de 1.5 % par an au cours de la période considérée. En supposant des conditions météorologiques normales et l'absence de nouveaux foyers de maladies végétales, la production mondiale de bananes atteindra 141 Mt à l'horizon 2032. Parallèlement, dans certaines économies émergentes – en Inde et en Chine, surtout –, la hausse rapide des revenus devrait favoriser la modification de la sensibilité à la santé et à l'alimentation et maintenir un niveau de demande supérieur à la croissance démographique. Par conséquent, l'essentiel de la production mondiale devrait continuer de se concentrer en Asie, avec 50 % du volume total et avec, dans le cas de l'Inde, une production qui devrait atteindre 35 Mt d'ici à 2032.


La production dans la principale région d'exportation – l'Amérique latine et les Caraïbes – devrait atteindre 37 Mt en 2032, grâce à l'accroissement de la demande sur les principaux marchés d'importation, en

particulier dans l'Union européenne et aux États-Unis. Les pressions inflationnistes étant probablement amenées à perdurer en 2023, voire au-delà, la demande de bananes sur ces marchés sera vraisemblablement favorisée par un coût relativement abordable. La hausse de la demande d'importation en Chine, où la production intérieure devrait poursuivre son déclin, devrait également contribuer à faire augmenter la production en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les principaux pays exportateurs de cette région – Équateur, Guatemala, Colombie et Costa Rica – restent bien placés pour bénéficier de cet essor, sous réserve que la production puisse s'accroître sans subir les effets néfastes des phénomènes météorologiques imprévisibles et des maladies. L'augmentation de la demande d'importation dans l'Union européenne et au Royaume-Uni devrait quant à elle profiter à quelques pays exportateurs des Caraïbes, notamment la République dominicaine et le Belize, et d'Afrique, dont la croissance des ventes devrait croître de 1.8 % par an au cours de la période de projection, tirée par la Côte d'Ivoire, pour s'établir autour de 0.85 Mt en 2032. Dans ce contexte, les exportations mondiales de bananes devraient atteindre quelque 23.7 Mt à l'horizon 2032.

Graphique 11.3. Exportations de bananes provenant des quatre principaux pays exportateurs d'Amérique latine et des Caraïbes



Source : données FAO.

StatLink  <https://stat.link/qbw12n>

11.3.3. Mangue, mangoustan et goyave

Situation du marché

D'après des données préliminaires, les exportations mondiales de mangues, mangoustans et goyaves ont totalisé autour de 2.1 Mt en 2022, soit une baisse de 5 % (0.12 Mt) par rapport à l'année précédente. Ce recul s'explique principalement par la chute non négligeable des exportations thaïlandaises de mangoustans, ainsi que par le recul des exportations brésiliennes et péruviennes de mangues, qui n'ont pas été compensées par la hausse des exportations du premier producteur mondial, le Mexique. Si l'on regarde les exportations mondiales par produit, les mangues ont représenté environ 83 % des expéditions, contre quelque 16 % pour les mangoustans. Comme par le passé, la goyave affiche une faible disponibilité sur les marchés d'importation car ce produit supporte assez mal le transport, notamment.

On estime que les importations mondiales totales de mangues, mangoustans et goyaves frais ont fléchi de 1 % en 2022, à environ 2 Mt, comme l'indiquent les données commerciales mensuelles disponibles jusqu'en août 2022. Les États-Unis et l'Union européenne demeurent les deux premiers importateurs à l'échelle mondiale, avec des parts respectives d'environ 26 % et 18 %. Sur ces deux marchés, les

représentants du secteur indiquent que la demande de mangues progresse en dépit d'une forte inflation. Cette tendance s'inscrit dans un contexte de prise de conscience autour des bienfaits supposés de ces fruits pour la santé. Au cours des huit premiers mois de l'année, la croissance des importations américaines a cependant été quelque peu freinée par les tensions sur l'offre observées au Pérou et au Brésil, qui ne sont autres que les deuxième et troisième pays fournisseurs de mangues aux États-Unis. La hausse des importations en provenance du Mexique n'a pas suffi à combler totalement cet écart entre l'offre et la demande. Globalement, les importations américaines sont restées stables en 2022 par rapport à l'année précédente, autour de 0.56 Mt. En revanche, dans l'Union européenne, on estime que les importations ont atteint quelque 0.39 Mt en 2022, soit une baisse de 5 %, qui s'explique également par des pénuries d'approvisionnement dans les deux premiers pays fournisseurs de mangues de la région, le Brésil et le Pérou.

Principaux éléments des projections

La production mondiale de mangues, mangoustans et goyaves devrait connaître une augmentation annuelle de 3.3 % au cours de la décennie à venir, et atteindre 84 Mt d'ici à 2032. À l'instar de ce qui devrait être observé pour la plupart des autres fruits tropicaux, la croissance de la production de mangues sera essentiellement dictée par une hausse de la demande liée à la progression des revenus dans les pays producteurs ainsi que par la croissance démographique. On prévoit que l'Asie, d'où proviennent la mangue et le mangoustan, représentera toujours quelque 70 % de la production mondiale en 2032. Cela s'expliquera principalement par une forte augmentation de la demande intérieure en Inde, qui n'est autre que le premier producteur et consommateur mondial de mangues, sous l'influence de la hausse des revenus et des changements de préférences alimentaires qui y seront associés. En Inde, la production de mangues, qui est destinée en grande partie aux marchés informels, devrait donc représenter près de 38 Mt en 2032, soit 45 % de la production mondiale. Dans ce pays, la consommation par habitant devrait croître de 2.4 % par an au cours de la période de projection et se hisser à 24.8 kg en 2032, contre 18.3 kg pendant la période de référence. Au Mexique et en Thaïlande, premiers pays exportateurs de fruits tropicaux sur les marchés mondiaux, la hausse de la production devrait au contraire suivre la demande d'importations à l'échelle mondiale. Dans ces deux pays, la part de la production destinée à être exportée devrait atteindre respectivement 31 % et 26 % en 2032. Cela dit, avec des volumes de production respectifs de 3.2 et 1.8 Mt prévus en 2032, le Mexique et la Thaïlande ne représenteront qu'une part relativement faible de la production mondiale.

Les exportations mondiales de mangues, mangoustans et goyaves devraient se monter à 2.8 Mt d'ici à 2032, contre 2.2 Mt au cours de la période de référence, grâce à une augmentation des achats aux États-Unis, en Chine et dans l'Union européenne. Le Mexique, qui est le principal fournisseur de mangues, devrait bénéficier de l'essor de la demande d'importation sur son marché le plus important – les États-Unis – et être à la tête de 35 % des exportations mondiales en 2032. Les expéditions thaïlandaises, presque exclusivement composées de mangoustans, répondront principalement à une hausse de la demande d'importation en Chine, tandis que les mangues produites au Pérou et au Brésil, deux pays exportateurs en devenir, seront pour la plupart destinées à l'Union européenne. La Thaïlande et le Pérou devraient tous deux détenir une part de 15 % dans les exportations mondiales en 2032, suivis par le Brésil, avec quelque 11 %. La Chine, où la consommation de mangues, mangoustans et goyaves s'est établie à 2.6 kg par habitant au cours de la période de référence, ce qui est relativement faible comparé aux autres pays asiatiques, devrait voir ses importations croître de 3 % par an, jusqu'à atteindre 0.36 Mt en 2032. Cette progression sera surtout due à une forte hausse de la demande de mangoustans – elle-même liée à l'augmentation des revenus – non satisfaite par la production intérieure, qui demeure restreinte en Chine.

11.3.4. Ananas

Situation du marché

D'après les données préliminaires, on estime que les exportations mondiales d'ananas ont reculé de 1.5 % en 2022, avec un peu moins de 3.2 Mt, ce qui s'explique en grande partie par une réduction de la production au Costa Rica, premier pays exportateur avec une part de marché de presque 70 %. Les représentants du secteur indiquent que de mauvaises conditions météorologiques, la hausse des prix de l'énergie et des problèmes de conteneurs ont nui à la production et à l'offre d'exportation du Costa Rica en 2022. Les expéditions de ce pays devraient donc accuser une baisse de l'ordre de 2 % (0.05 Mt) en 2022, et s'établir à moins de 2.2 Mt, ce qui tranchera nettement avec la progression de 11 % relevée en 2021. S'agissant des principaux pays destinataires, les expéditions d'ananas du Costa Rica sont restées presque exclusivement destinées aux marchés des États-Unis et de l'Union européenne.

Les données préliminaires font apparaître un déclin des importations mondiales, qui se sont montées à 2.9 Mt en 2022, soit une baisse de 1 % par rapport à 2021, qui est liée à un déficit d'offre de la part du premier pays producteur mondial, le Costa Rica. La demande étant restée forte aux États-Unis et dans l'Union européenne au cours de neuf premiers mois de l'année, la valeur unitaire indicative moyenne des importations a eu tendance à augmenter dans ces deux régions clés. Favorisées par un dollar fort et une envolée des ventes dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, les importations américaines ont connu une hausse estimée à 4 % en 2022, et se sont hissées à 1.1 Mt. À l'inverse, les achats de la deuxième région importatrice, l'Union européenne, ont chuté de 8 %, les pénuries d'approvisionnement et problèmes d'expédition ayant réduit les quantités pouvant être acheminées sur place durant les neuf premiers mois de l'année. Un contexte économique plus fragile et la faiblesse de l'euro par rapport au dollar des États-Unis se sont également révélés problématiques. On estime que sur l'ensemble de l'année, les importations de l'Union européenne auront reculé d'environ 0.76 Mt et atteindront un niveau 17 % inférieur à la moyenne précédemment relevée sur cinq ans. Les estimations font donc apparaître que les États-Unis ont acquis environ 39 % de l'offre d'exportation sur l'ensemble de l'année 2022, contre 26 % pour l'Union européenne.

Principaux éléments des projections

Compte tenu d'une extension de 1.7 % de la surface récoltée, la production mondiale d'ananas devrait s'accroître de 2 % par an au cours de la décennie à venir, pour s'établir à 32 Mt en 2032. L'Asie devrait conserver le haut du podium en matière de volume de production et concentrer quelque 44 % du total mondial, avec une offre importante aux Philippines, en Thaïlande, en Inde, en Indonésie et en Chine. En Asie, la production d'ananas continuera à satisfaire principalement la demande intérieure et devrait augmenter fortement sous l'effet de l'évolution démographique et de la croissance des revenus, en particulier en Inde, en Indonésie et en Chine. De même, en Amérique latine et dans les Caraïbes, la production d'ananas – qui devrait arriver au deuxième rang mondial avec 34 % en 2032 – sera en grande partie conditionnée par l'évolution des besoins de la population, qui s'accroît et devient de plus en plus aisée. Seuls le Costa Rica et les Philippines, deux grands producteurs et principaux exportateurs d'ananas sur les marchés mondiaux, devraient voir leur production grandir sous l'effet d'une hausse de la demande d'importation, avec des exportations qui devraient représenter environ 68 % et 18 % des ananas frais produits au Costa Rica et aux Philippines en 2032, respectivement.

Les exportations mondiales d'ananas devraient progresser de 1.3 % par an et atteindre 3.5 Mt en 2032, principalement sous l'effet de la demande d'importations des États-Unis et de l'Union européenne. Avec des quantités importées estimées à 1.1 Mt en 2032 – soit 34 % du total mondial –, les États-Unis resteront le plus gros importateur devant l'Union européenne (qui représentera quelque 26 % des importations totales). Sur ces deux marchés clés, la demande d'ananas frais devrait bénéficier de prix unitaires toujours peu élevés et, dans une certaine mesure, de l'introduction de nouvelles variétés de plus grande qualité.

La hausse de la demande d'importations de la Chine, où la consommation a progressé plus rapidement que la production ces dernières années, devrait également favoriser l'essor des exportations mondiales. À l'horizon 2032, les importations chinoises d'ananas devraient avoisiner 0.39 Mt par an, et provenir en majeure partie des Philippines.

11.3.5. Avocat

Situation du marché

Les estimations indiquent que les exportations mondiales d'avocat ont fléchi de 6 % en 2022, à moins de 2.4 Mt, à la suite d'une baisse de l'offre imputable à de très mauvaises conditions météorologiques au Mexique, premier exportateur mondial. Bien que les données et informations préliminaires montrent que les exportations de la plupart des autres pays producteurs continuent de croître relativement rapidement, il semble que ces augmentations n'aient pas suffi à compenser ces ruptures d'approvisionnement sans précédent au Mexique. Les données mensuelles relatives aux exportations mexicaines pour la période allant de janvier à août 2022 montrent que les expéditions ont chuté de 32 % d'une année sur l'autre, laissant entrevoir un total de 1 Mt exportées sur l'année complète, soit un recul de quelque 0.38 Mt par rapport à l'année précédente.

À l'échelle mondiale, les importations mondiales d'avocats ont elles aussi connu une diminution estimée à 6 % en 2022, atteignant environ 2.3 Mt. Malgré une demande perpétuellement soutenue sur les deux principaux marchés d'importation, les États-Unis et l'Union européenne, qui représentaient respectivement 45 % et 25 % des importations mondiales en 2022, la croissance globale des importations a été freinée par les ruptures d'approvisionnement survenues au Mexique. On estime que les importations des États-Unis ont baissé de 11 % en 2022, pour s'établir autour de 1 Mt. Ce pays est particulièrement exposé aux variations de l'offre observées au Mexique, d'où proviennent près de 90 % des avocats qu'il importe. Du côté de l'Union européenne, les importations semblent être restées relativement stables, à environ 0.58 Mt, affichant une légère tendance à la baisse. À l'instar de ce qui est observé aux États-Unis, les consommateurs européens, de plus en plus soucieux de leur santé, continuent de plébisciter massivement l'avocat, qui est communément perçu comme étant un fruit de bonne qualité nutritive.

Principaux éléments des projections

Parmi les principaux fruits tropicaux, l'avocat présente le niveau de production le plus faible, mais connaît également la croissance la plus rapide depuis quelques décennies, et devrait voir cette tendance se maintenir au cours de la période de projection. La forte demande mondiale, des rendements importants par hectare et le niveau élevé des prix unitaires à l'exportation restent les principaux moteurs de cette hausse, qui favorise des investissements dans l'extension des surfaces cultivées, que ce soit dans les zones de production émergentes ou bien établies. Ainsi, la production annuelle devrait atteindre 12 Mt en 2032, soit plus de trois fois son niveau de 2010. Bien que de nouvelles régions de culture aient émergé rapidement ces dernières années, il est probable que la production d'avocats continue de se concentrer dans un petit nombre de régions et de pays. Les cinq premiers pays producteurs – Mexique, Colombie, Pérou et République dominicaine – devraient voir leur production croître considérablement au cours de la décennie à venir et représenter à eux seuls plus de 50 % de la production mondiale en 2032, sachant que la Colombie et le Pérou devraient voir leurs niveaux de production augmenter de 60 à 70 % par rapport à la période de référence. Quelque 66 % de la production d'avocat devrait donc demeurer en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui jouissent de conditions propices à la culture de ce produit.

En réponse à la hausse soutenue de la demande mondiale et dans un contexte de croissance rapide de la production, l'avocat est en voie de devenir le principal fruit tropical échangé d'ici à 2032 avec 3.8 Mt de produits exportés, et dépasser ainsi l'ananas et la mangue. Compte tenu de prix unitaires moyens élevés, on estime que la valeur totale des exportations pourrait atteindre 8.7 milliards USD constants de 2014-16,

ce qui fait de l'avocat l'un des fruits les plus lucratifs. Malgré une concurrence de plus en plus forte imposée par de nouveaux exportateurs, le Mexique devrait se maintenir à la tête des exportations mondiales, avec une part de 40 % en 2032. Le pays tirera en effet parti d'une croissance annuelle de la production de 3.6 % au cours de la décennie à venir ainsi que de la hausse continue de la demande aux États-Unis, premier pays importateur d'avocats mexicains. Le Pérou, deuxième pays exportateur d'avocats, devrait quant à lui être à l'origine de 24 % des expéditions mondiales, ces dernières étant principalement destinées à répondre à la croissance de la demande observée dans l'Union européenne.

Les États-Unis et l'Union européenne, où l'intérêt pour l'avocat provient de ses bienfaits déclarés pour la santé, devraient se maintenir à la tête des importations mondiales, respectivement à hauteur de 44 % et 27 % en 2032. Cependant, les importations devraient progresser également rapidement dans de nombreux autres pays, tels que la Chine et certains pays du Moyen-Orient, en raison de l'augmentation des revenus et de l'évolution des préférences des consommateurs sur ces marchés. De la même manière, la consommation d'avocats par habitant devrait augmenter sous l'effet de la croissance des revenus dans de nombreux pays producteurs, notamment en Colombie, en République dominicaine et en Indonésie. Cependant, il importe de souligner que la demande d'avocats, tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés d'importation, peut varier en fonction des prévisions macroéconomiques. Compte tenu de valeurs unitaires généralement élevées ainsi que d'une élasticité-revenu et prix relativement importante, l'évolution des revenus des consommateurs – ou des prix – pourrait rapidement peser sur la demande. Cela dit, la demande d'importation d'avocat s'est montrée relativement résistante face aux variations de revenus sur les deux principaux marchés d'importations, les États-Unis et l'Union européenne, où la demande semble également dictée par l'évolution des préférences des consommateurs, comme l'a prouvé la croissance ininterrompue observée au cours de la décennie passée.

11.3.6. Papaye

Situation du marché

Les données préliminaires révèlent que les exportations mondiales de papayes ont augmenté de 1 % en 2022, pour atteindre quelque 0.37 Mt. Au Mexique, premier exportateur mondial, les ventes semblent avoir progressé d'environ 4 % sur l'ensemble de l'année, sous l'effet d'une croissance de la production. La quasi-totalité des exportations mexicaines de papayes sont destinées aux États-Unis qui, ayant réalisé plus de la moitié des importations mondiales de papayes en 2022, se positionnent en tant que principal importateur mondial. L'essentiel de la production mexicaine de papayes est cependant destiné à la consommation intérieure, ce qui sous-entend que les résultats commerciaux dépendent très largement de l'évolution des marchés intérieur et étrangers.

Les importations mondiales sont quant à elles restées globalement stables, autour de 0.34 Mt en 2022, bien qu'affichant une légère tendance au fléchissement, de l'ordre de 0.3 %. Les données disponibles montrent que les importations américaines se sont accrues d'environ 1 % en 2022, à quelque 0.19 Mt, dans un contexte d'offre abondante au Mexique, premier fournisseur de papayes aux États-Unis. Bien que la croissance ait sensiblement ralenti par rapport à 2021, époque à laquelle les importations des États-Unis progressaient de 5 % d'une année sur l'autre, les représentants du secteur affirment que la demande américaine de papayes est restée forte au cours des neuf premiers mois de 2022. L'Union européenne demeure le deuxième importateur mondial de papayes, mais avec une part de seulement 10 %. La papaye reste un produit méconnu dans l'Union européenne en raison principalement de sa fragilité lors du transport. De ce fait, une croissance significative sur ce marché semble difficilement atteignable.

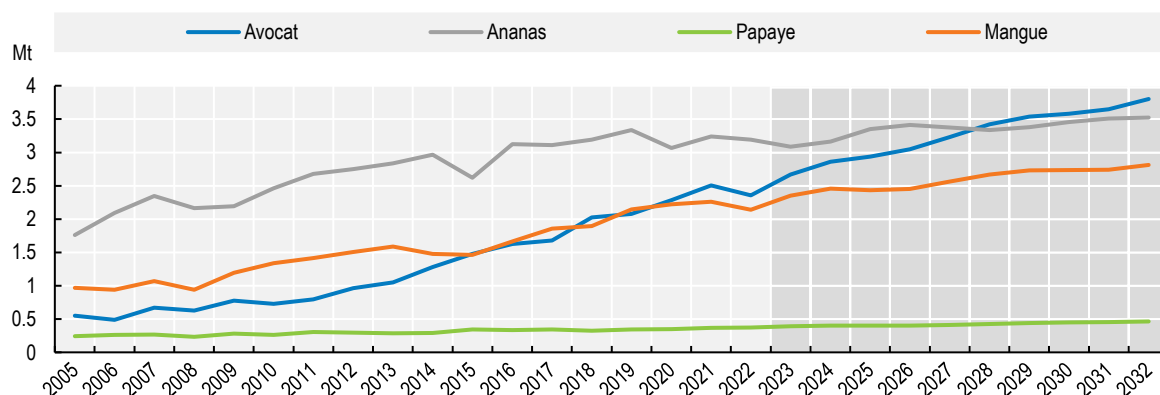
Principaux éléments des projections

La production mondiale de papayes devrait progresser de 1.9 % par an et atteindre 18 Mt en 2032. La part de papayes exportées étant particulièrement faible, autour de 2.5 % au cours de la période de référence,

la production de ce fruit est essentiellement dictée par la demande intérieure, qui dépend de la croissance démographique et des revenus. Dans ce contexte, la croissance la plus forte est attendue en Asie, première région productrice au niveau mondial, où ces deux variables devraient avoir un poids conséquent. La part de l'Asie dans la production mondiale devrait ainsi atteindre 60 % à l'horizon 2032, contre 58 % au cours de la période de référence. L'Inde, premier pays producteur au monde, verra sa production augmenter de 1.6 % par an jusqu'à représenter 37 % de l'offre mondiale d'ici à 2032. La croissance de la population et des revenus seront les principaux facteurs de cette hausse, avec une consommation intérieure de papayes estimée à 4.4 kg par habitant en 2032, contre 4.1 kg pendant la période de référence. En Indonésie, la production devrait croître de 2.8 % par an au cours de la période de projection, dans le sillage de l'accroissement de la demande intérieure, les revenus par habitant devant augmenter de plus de 4 % par an.

Les exportations mondiales seront en grande partie stimulées par l'augmentation de la production au Mexique –premier exportateur mondial – et par celle de la demande des principaux importateurs, les États-Unis et l'Union européenne. Moyennant un taux de croissance annuel de 1.9 %, les exportations mondiales de papayes devraient dépasser 0.46 Mt à l'horizon 2032. Il existe toutefois un obstacle majeur au développement du commerce international de la papaye, à savoir sa grande périssabilité et sa fragilité dans les transports, qui rendent son expédition vers des destinations lointaines compliquée. Les innovations dans la chaîne du froid, l'emballage et le transport pourraient toutefois faciliter sa distribution à plus grande échelle, d'autant que la demande de fruits tropicaux est en hausse sur les marchés d'importation.

Graphique 11.4. Exportations mondiales des quatre principaux fruits tropicaux



Source : données FAO.

StatLink  <https://stat.link/on2ldj>

11.3.7. Incertitudes

Du point de vue des projections, les échanges et la consommation de bananes et de principaux fruits tropicaux sont grandement menacés à plusieurs niveaux. D'une part, les taux d'inflation élevés, la hausse des charges d'intérêt et les fluctuations des taux de change risquent de freiner la demande, en particulier pour les consommateurs appartenant aux milieux économiques moins favorisés, qui vont devoir consacrer une part plus élevée de leurs revenus à leurs dépenses d'alimentation. Certains analystes tablent en outre sur une récession économique à l'échelle mondiale, et si les prévisions récemment publiées semblent écarter un tel scénario – au moins pour 2023 –, ce dernier pourrait venir contrarier un peu plus la croissance de la demande s'il venait à se concrétiser. Les incertitudes qui entourent la guerre menée par la Russie en Ukraine, et notamment ses conséquences pour les chaînes d'approvisionnement mondiales,

les marchés des engrais, les axes de transport et l'accès aux marchés d'exportation viennent assombrir un peu plus les projections.

D'autre part, le réchauffement climatique accroît la fréquence des sécheresses, des inondations, des ouragans et d'autres catastrophes naturelles, qui rendent la production de plus en plus difficile et coûteuse. Compte tenu de la périssabilité des fruits tropicaux lors des phases de production, de commercialisation et de distribution, les défis environnementaux et le manque d'infrastructure continuent de menacer la production et l'approvisionnement des marchés internationaux. Le problème est d'autant plus aigu que l'immense majorité des fruits tropicaux sont produits dans un cadre informel et dans des zones reculées, que leur culture dépend beaucoup des précipitations, est sujette aux effets néfastes de phénomènes météorologiques de plus en plus imprévisibles et est éloignée des grands axes de transport.

En outre, dans un contexte de hausse des températures, on observe une propagation plus rapide et plus intense des ravageurs et des maladies, à l'instar de la fusariose. La souche de la maladie qui se propage actuellement (appelée race tropicale 4, ou TR4) présente des risques particulièrement élevés pour l'approvisionnement mondial de bananes, car elle peut toucher une variété beaucoup plus grande de cultivars de bananes et de bananes plantains que les autres souches. Bien que des progrès aient été récemment réalisés dans l'élaboration de variétés résistantes, il n'existe actuellement aucun fongicide ou méthode d'éradication efficace contre la maladie. Selon les informations officielles, la TR4 est actuellement confirmée dans 21 pays, principalement en Asie du Sud et du Sud-Est, mais aussi au Moyen-Orient, en Afrique, en Océanie et en Amérique latine, où un premier cas a été détecté en Colombie en août 2019, au Pérou en avril 2021 et au Venezuela en janvier 2023. Une évaluation indicative de l'impact économique potentiel de la TR4 sur la production et le commerce de bananes au niveau mondial a montré que la propagation de la maladie entraînerait notamment une perte considérable de revenus et d'emplois dans le secteur bananier des pays concernés, ainsi qu'une hausse importante des prix au consommateur dans les pays importateurs, ces impacts atteignant des degrés variables selon la propagation effective.

Les bananes, ananas et avocats étant des produits particulièrement populaires sur les marchés d'importation, les acteurs du secteur se livrent une concurrence féroce tout au long des chaînes de valeur mondiales, jusqu'au commerce de détail. Cette rivalité a tiré les prix des bananes et des ananas vers le bas à chaque étape de la chaîne de valeur, ce qui a eu pour effet de maintenir les prix à la production à un faible niveau, avec peu de fluctuations. La hausse des coûts de production, les prix peu élevés et les faibles marges bénéficiaires empêchent de rémunérer convenablement les travailleurs et les petits exploitants dans ces secteurs et ne permettent absolument pas aux producteurs de faire face aux nouveaux défis et aux perturbations de la chaîne logistique qui s'imposent à eux. Les perspectives de production sont donc également compromises en raison d'un risque élevé de contraction du secteur, qui n'incitera pas les producteurs à poursuivre leur activité dans un contexte de marges bénéficiaires faibles, voire négatives, dont il découlera une baisse de l'offre sur les marchés mondiaux et, partant, une augmentation des prix des aliments. Les données relatives à l'évolution des marchés mondiaux d'exportation et d'importation courant 2022 vont d'ores et déjà dans ce sens, et aucune des principales régions ne semble épargnée.

Note

¹ Les différents types de légumineuses sont les suivants : haricots secs, fèves sèches, pois secs, pois chiches, niébés, pois d'Angole, lentilles, pois bambara, vesces, lupins et légumineuses secondaires (non classifiées séparément).

Annexe A. Glossaire

Accès aux marchés	Régi par les dispositions de l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay concernant les concessions contenues dans les Listes nationales, c'est-à-dire les consolidations et les réductions des droits de douane, ainsi que d'autres engagements en matière d'accès aux marchés.
Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)	Accord trilatéral sur les échanges, échanges agricoles compris, conclu entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, visant à éliminer progressivement les droits de douane et à revoir les autres règles commerciales entre les trois pays sur une période de 15 ans. Signé en décembre 1992, il est entré en vigueur le 1 ^{er} janvier 1994. En 2018, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont signé un nouvel accord (l'ACEUM) qui est entré en vigueur le 1 ^{er} juillet 2020.
Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)	Le PTPGP est un accord commercial entre l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Viet Nam. Il a été signé en mars 2018 et est entré en vigueur dans les six premiers pays en décembre 2018.
Accord économique et commercial global (AECG)	L'AECG est un accord commercial entre l'Union européenne et le Canada. Signé en octobre 2016, il est entré en application provisoirement en avril 2017. Sa ratification et son entrée en vigueur pleines et entières sont en cours.
Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay (AACU)	« Accord sur l'agriculture » contenu dans l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay. Ce texte comprend des engagements en matière d'accès aux marchés, de soutien interne et de subventions à l'exportation, ainsi que des dispositions générales concernant le suivi de sa mise en œuvre et la poursuite du processus. En outre, chaque pays a une Liste nationale qui fait partie intégrante de ses engagements dans le cadre de l'AACU. Un accord distinct, intitulé « Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires » (Accord SPS), vise à établir un cadre multilatéral de règles et de disciplines pour orienter l'adoption, l'élaboration et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires afin de minimiser leurs effets négatifs sur le commerce.
Année commerciale / campagne	<p>Il est courant de comparer la production agricole à travers des « années de commercialisation », qui sont définies de manière à ce que la récolte d'une saison ne soit pas artificiellement répartie sur différentes années civiles. Dans ces Perspectives, les campagnes de commercialisation internationales sont principalement définies à partir de leur récolte dans les principales régions productrices, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Blé : 1^{er} juin ; 1^{er} octobre en Australie • Coton : 1^{er} août • Maïs : 1^{er} septembre ; 1^{er} mars en Australie • Autres céréales secondaires : 1^{er} septembre ; 1^{er} novembre en Australie • Sucre, soja, autres oléagineux, tourteaux protéiques, huiles végétales : 1^{er} octobre ; 1^{er} novembre en Australie <p>Chaque fois que le texte fait référence, par exemple, à la campagne de commercialisation 2021, c'est l'abréviation de 2021/22 pour les produits ci-dessus. Pour tous les autres produits, la campagne de commercialisation est égale à l'année civile, à l'exception des viandes et produits laitiers en Nouvelle Zélande et de la viande bovine et des produits laitiers en Australie : l'année se terminant le 30 juin..</p>
Autres céréales secondaires	Catégorie comprenant l'orge, l'avoine, le sorgho et d'autres céréales secondaires dans tous les pays sauf l'Australie, où elle englobe aussi le triticale, les États membres de l'Union européenne, où le seigle et les céréales mélangées sont compris.
Autres oléagineux	Catégorie comprenant les graines de colza (canola), de tournesol et d'arachides (cacaahuètes).
Base tel quel	Poids du sucre indépendamment de sa teneur en saccharose (mesuré par polarisation).
Biomasse	Toute matière végétale utilisée directement comme combustible ou transformée avant combustion. Elle comprend le bois, les déchets végétaux (déchets de bois et résidus de récoltes), les matières/déchets d'origine animale et les déchets industriels et urbains servant de

	matières premières pour obtenir des produits biosourcés. Dans les Perspectives, elle n'englobe pas les produits agricoles utilisés pour produire des biocarburants (huiles végétales, sucre et céréales, par exemple).
Biocarburants	Au sens large, les biocombustibles comprennent tous les combustibles solides, liquides ou gazeux produits à partir de la biomasse. Dans un sens plus étroit, les biocarburants désignent les produits qui remplacent les carburants à base de pétrole dans le transport routier : le bioéthanol tiré de plantes sucrières, de céréales et de plantes amylacées, qui peut être utilisé comme additif à l'essence, en mélange avec elle ou à sa place ; et le biodiesel, tiré principalement d'huiles végétales, mais aussi d'huiles usagées ou de graisses animales. Il existe deux formes principales de biodiesel : les esters méthyliques d'acides gras (EMAG) et l'huile végétale hydrotraitée (HVH).
BRICS	Acronyme désignant les économies émergentes suivantes : Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.
Campagne	Voir année commerciale.
Céréales	Catégorie comprenant le blé, le maïs, les autres céréales secondaires et le riz (blanchi).
Contingent tarifaire	Régime d'importation prévu par l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay. Certains pays se sont engagés à assurer des possibilités minimales d'accès à des produits précédemment visés par des obstacles non tarifaires. Dans ce cadre, un contingent et un droit de douane à deux niveaux sont instaurés pour les produits concernés. Le droit le plus bas (taux contingentaire) est appliqué aux importations dans la limite du contingent et le droit le plus élevé (taux hors contingent) est perçu sur les importations en sus du contingent.
Cotton Bt	Variété de coton transgénique qui contient un ou plusieurs gènes étrangers dérivés de la bactérie <i>Bacillus thuringiensis</i> . Le coton Bt est résistant à certains insectes nuisibles, mais la fibre des plants de coton Bt est plus courte que celle des variétés traditionnelles.
Covid-19	La covid-19 est la maladie infectieuse causée par le coronavirus le plus récemment découvert. Ce nouveau virus et cette nouvelle maladie étaient inconnus avant le début de l'épidémie à Wuhan (Chine) en décembre 2019. La covid-19 est aujourd'hui une pandémie qui touche de nombreux pays dans le monde.
Directive sur les énergies renouvelables	Directive de l'UE qui fixe à 20 % la part que devront représenter les énergies renouvelables dans la palette énergétique de tous les États membres en 2020, et en particulier à 10 % leur part dans la consommation d'énergie destinée aux transports.
Édulcorants caloriques	Catégorie comprenant le saccharose (sucre de table) et le sirop de maïs à haute teneur en fructose (isoglucose).
Édulcorant à haute teneur en fructose	Édulcorant à base d'amidon extrait principalement du maïs (sirop de maïs à haute teneur en fructose ou HFCS).
El Niño	<i>El Niño</i> désigne ici un ensemble de phénomènes climatiques océaniques quasi-périodiques englobant <i>La Niña</i> et l'oscillation australe, qui se caractérisent par des anomalies de la température à la surface de l'eau sur la façade occidentale de l'Amérique latine (surtout au Pérou) – réchauffement et refroidissement respectivement appelés <i>El Niño</i> et <i>La Niña</i> – et par des variations de la pression atmosphérique dans la zone tropicale du Pacifique Ouest (oscillation australe), souvent aux alentours de Noël. Le réchauffement anormal des eaux océaniques va de pair avec un bouleversement complet de l'abondance et de la répartition des espèces, une augmentation des précipitations et des inondations locales, auxquels s'ajoute la mortalité massive des poissons et de leurs prédateurs (oiseaux compris).
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	Indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des politiques de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricole. L'ESP mesure le soutien découlant des politiques en faveur de l'agriculture par rapport à la situation qui prévaudrait en l'absence de ces dernières, c'est-à-dire lorsque les producteurs sont soumis uniquement aux politiques nationales de portée générale (politiques économique, sociale, environnementale, fiscale, etc.). Elle est brute en ce sens qu'aucun des coûts associés à ces politiques et supportés individuellement par les producteurs n'est déduit. Elle fait en outre référence au soutien nominal, ce qui signifie que la majoration des coûts liée aux droits perçus sur les importations d'intrants n'est pas déduite. Cet indicateur est toutefois mesuré déduction faite des contributions des producteurs au financement des dispositions (prélèvements à la production, par exemple) donnant lieu à un transfert donné en leur faveur (voir http://www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/suivi-et-evaluation-des-politiques-agricoles/).

Éthanol	Biocarburant qui peut être utilisé comme carburant de substitution (éthanol hydraté) ou mélangé à de l'essence (éthanol anhydre), et produit à partir de matières premières agricoles comme la canne à sucre et le maïs. L'alcool anhydre ne contient pas d'eau et il est pur à 99 % au minimum. L'alcool hydraté contient de l'eau et, en général, il est pur à 96 %. Au Brésil, cet éthanol est utilisé en remplacement de l'alcool carburant dans les véhicules polycarburant.
Fertilisants	Les engrais fournissent des éléments nutritifs essentiels au maintien des rendements et de la qualité des cultures agricoles et à la croissance de la production. Les trois nutriments les plus importants sont l'azote (N), le phosphore (P) et le potassium (K).
Fièvre aphteuse	La fièvre aphteuse est la maladie la plus contagieuse des mammifères et a un grand potentiel de causer de graves pertes économiques chez les animaux à ongles sensibles (https://www.woah.org/en/disease/foot-and-mouth-disease/). Le commerce international des animaux est lié au statut de la fièvre aphteuse selon l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA).
G20	Le G20 est un forum international qui réunit 19 pays et l'Union européenne, soit les principales économies développées et émergentes du monde. Ensemble, les membres du G20 représentent 85 % du PIB mondial, 75 % des échanges internationaux et deux tiers de la population mondiale. Composé à l'origine de ministres des finances et de gouverneurs de banque centrale, le G20 fonctionne aujourd'hui comme un forum élargi où l'on débat des grands problèmes mondiaux.
Gasohol	Mélange d'essence et d'éthanol anhydre.
Huiles végétales	Huiles de colza (canola), de soja, de tournesol, de coprah/coco, de coton, de palmiste, d'arachide et de palme.
Influenza aviaire	L'influenza aviaire est une infection virale très contagieuse qui peut atteindre toutes les espèces d'oiseaux et peut se manifester de différentes façons selon, notamment, la capacité du virus à provoquer une maladie (pathogénécité) chez l'espèce touchée (pour plus d'informations à ce sujet, voir : http://www.oie.int/doc/ged/D13947.pdf)
Isoglucose	Édulcorant liquide fabriqué à partir du glucose présent dans l'amidon, par l'action de la glucose-isomérase sur le dextrose. Ce procédé d'isomération permet d'obtenir des mélanges de glucose et de fructose contenant jusqu'à 42 % de fructose. D'autres opérations peuvent porter la teneur en fructose à 55 %. L'isoglucose à 42 % de fructose possède un pouvoir sucrant qui équivaut à celui du saccharose.
Loi agricole (Farm Bill)	Aux États-Unis, la loi agricole est le principal instrument de la politique agricole et alimentaire du pouvoir fédéral.
Loi sur l'indépendance et sécurité énergétique (EISA) 2007	Cette loi adoptée en décembre 2007 aux États-Unis vise à renforcer la sécurité énergétique du pays en réduisant sa dépendance à l'égard du pétrole importé, à faire des économies d'énergie, à accroître l'efficacité énergétique, à développer la production d'énergie renouvelable et à améliorer la qualité de l'air pour les générations futures.
Norme sur les carburants renouvelables (RFS et RFS2)	Prévue aux États-Unis pour le secteur des transports par la loi sur l'indépendance et la sécurité énergétiques (EISA), la norme sur les carburants renouvelables (RSF) fait l'objet d'un programme dont la nouvelle mouture, RFS2, s'applique depuis 2010.
Organisation mondiale du commerce (OMC)	Créée en 1995 à l'issue des négociations du cycle d'Uruguay, elle établit les règles du commerce mondial, sert de cadre à la négociation d'accords commerciaux et dispose d'un mécanisme de règlement des différends entre ses membres.
Paiement découplé	Paiement budgétaire versé aux producteurs remplissant les conditions requises, sans lien avec la production de certains produits ou le nombre d'animaux, ni avec l'utilisation de facteurs de production particuliers.
Paiement direct	Paiement versé directement par les pouvoirs publics aux producteurs.
Parité de pouvoir d'achat (PPA)	Taux de conversion monétaire qui permet de neutraliser les différences de prix entre pays. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) indiquent combien d'unités de la monnaie nationale sont nécessaires pour se procurer ce qui pourrait être acheté avec un dollar des États-Unis (USD).
Pays développés et en développement	Voir la liste des groupes de pays et territoires dans les Perspectives agricoles
Pêche	Activités consistant à prélever dans les eaux maritimes, côtières ou intérieures, des organismes aquatiques sauvages, notamment des poissons, des mollusques et des crustacés, mais aussi des végétaux, pour la consommation humaine ou à d'autres fins, moyennant leur capture, leur collecte ou leur ramassage à la main ou, plus souvent, à l'aide de divers types d'engins, tels que les filets, les lignes et les pièges fixes. La production est mesurée en captures nominales (poids vif) de poissons, crustacés, mollusques et autres animaux et plantes aquatiques, tués, capturés, piégés ou ramassés à des fins commerciales, industrielles,

	récréatives et de subsistance. Il convient de noter que dans ces Perspectives, les données concernant les plantes ne sont pas prises en compte.
Peste porcine africaine (PPA)	La peste porcine africaine est une maladie hémorragique très contagieuse qui touche les porcs, les phacochères et les sangliers d'Europe et d'Amérique. Elle ne constitue pas une menace pour la santé de l'homme. L'agent pathogène responsable de la peste porcine africaine est un virus à ADN de la famille des Asfarviridés. (pour plus d'informations à ce sujet, voir : http://www.oie.int/doc/ged/D13955.pdf).
Poids vif	Poids des viandes, poissons, coquillages et crustacés au moment de la capture ou de la récolte. Dans le cas des produits halieutiques et aquacoles, le poids vif est calculé à partir de facteurs de conversion, compte tenu par ailleurs des taux observés dans les pays pour chaque type de transformation.
Politique agricole commune (PAC)	Politique agricole de l'Union européenne, dont les objectifs ont été définis pour la première fois par l'article 39 du Traité de Rome, signé en 1957.
Prix de soutien	Prix fixé par les pouvoirs publics pour déterminer, directement ou indirectement, les prix intérieurs ou les prix à la production. Les dispositifs de prix « administrés » fixent, pour le produit visé, un prix de soutien minimum garanti ou un prix indicatif, qui peut être maintenu au moyen de différentes mesures : restrictions quantitatives visant la production et les importations ; taxes, prélèvements et droits de douane sur les importations ; subventions à l'exportation ; et stockage public.
Produits laitiers frais	Les produits laitiers frais contiennent tous les produits laitiers et le lait qui ne sont pas inclus dans les produits transformés (beurre, fromage, lait écrémé en poudre, lait entier en poudre et dans certains cas caséine et lactosérum). Les quantités sont en équivalent lait de vache.
Projections de référence	Ensemble de projections concernant les marchés, qui étaient l'analyse présentée dans ce rapport et servent de repère pour étudier les effets de différents scénarios économiques et stratégiques. La section méthodologie décrit en détail la démarche suivie pour les établir.
Racines et tubercules	Les racines et les tubercules de certaines plantes contiennent de l'amidon (manioc, patate douce et igname dans le premier cas, par exemple ; pomme de terre et taro dans le second, entre autres). Ils sont principalement destinés à l'alimentation humaine (transformés ou non) et, comme la plupart des cultures de base, ils peuvent être utilisés pour nourrir les animaux ou produire de la fécule, de l'éthanol et des boissons fermentées. À moins d'être transformés, ils se périment très vite une fois récoltés, ce qui limite les possibilités de commercialisation et de stockage. Comme ils contiennent beaucoup d'eau, les quantités sont toujours exprimées en poids sec de manière à améliorer la comparabilité.
Ratio stocks/consommation	Dans le cas des céréales, rapport entre les volumes stockés et les volumes utilisés à l'intérieur du pays.
Ratio stocks/utilisation totale	Rapport entre les stocks détenus par les principaux exportateurs et leur utilisation totale (consommation intérieure plus exportations). Dans le cas du blé, les huit principaux exportateurs sont pris en compte, à savoir les États-Unis, l'Argentine, l'Union européenne, le Canada, l'Australie, la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Dans celui des céréales secondaires, ce sont les États-Unis, l'Argentine, l'Union européenne, le Canada, l'Australie, la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Brésil qui sont comptabilisés. En ce qui concerne le riz, ce sont le Viet Nam, la Thaïlande, l'Inde, le Pakistan et les États-Unis.
Scénario	Ensemble de projections concernant le marché, générées par un modèle à partir d'hypothèses différentes de celles retenues pour établir les projections de référence. Apporte des informations quantitatives sur les effets d'une modification des hypothèses sur les perspectives.
Soutien interne	Renvoie au niveau annuel de soutien apporté à la production agricole, exprimé en termes monétaires. Il s'agit de l'un des trois domaines faisant l'objet d'engagements dans l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay.
Stocks d'intervention	Dans l'Union européenne, stocks détenus par les organismes nationaux compétents par suite des achats d'intervention de produits bénéficiant d'un soutien des prix du marché. Les stocks d'intervention peuvent être écoulés sur le marché intérieur si les prix intérieurs sont supérieurs aux prix d'intervention ; dans le cas contraire, ils peuvent être vendus sur le marché mondial moyennant des restitutions à l'exportation.
Subventions à l'exportation	Aides accordées aux négociants pour compenser les différences de prix entre le marché intérieur et le marché mondial. Les restitutions à l'exportation de l'UE en sont un exemple. L'élimination des subventions à l'exportation dans le domaine agricole est prévue par l'accord conclu à Nairobi dans le cadre de la 10 ^e Conférence ministérielle de l'OMC, en

décembre 2015.

Sucre	Saccharose produit à partir de betterave à sucre et de canne à sucre.
Taux de croissance des moindres carrés	Le taux de croissance des moindres carrés, r , est estimé comme suit par régression linéaire du logarithme des valeurs annuelles de la variable considérée sur la période étudiée : $\ln(x_t) = a + r \cdot t$ et calculé comme suit : $[\exp(r) - 1]$.
Taux maximal d'incorporation	Plafond de la proportion d'éthanol pouvant être mélangée à l'essence du fait de contraintes techniques à court terme, qui freinent la progression de la consommation de biocarburants.
Tourteaux protéiques	Tourteaux d'oléagineux, de coprah, de graines de coton et de palmiste.
« Tout sauf les armes » (TSA)	Initiative consistant à supprimer les droits de douane appliqués par l'UE aux importations de nombreux biens, produits agricoles compris, en provenance des pays les moins avancés. La suppression des droits a eu lieu en quatre étapes de 2006/07 à 2009/10.
Véhicules polycarburant (ou véhicules flex-fuel)	Véhicules acceptant aussi bien le gasohol que l'éthanol hydraté.

Annexe B. Méthodologie

Cette annexe contient des informations sur les modalités d'établissement des projections qui sont utilisées aux fins des présentes *Perspectives agricoles*. Tout d'abord, elle fournit une description générale des différents éléments et du calendrier du processus conduisant aux projections agricoles de référence et à la publication annuelle des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*. Deuxièmement, elle examine les hypothèses cohérentes faites sur les projections des variables macroéconomiques exogènes. Troisièmement, elle fournit des éléments de référence pour comprendre le modèle Aglink-Cosimo sous-jacent. Enfin, elle explique comment une analyse stochastique partielle est réalisée avec le modèle Aglink-Cosimo.

Le processus générateur des projections agricoles de référence

Les projections présentées dans ces *Perspectives agricoles* sont le résultat d'un processus mobilisant un très grand nombre de sources d'information. Ces projections reposent sur les données fournies par les pays et les experts ainsi que sur les résultats du modèle Aglink-Cosimo établi par l'OCDE et la FAO pour analyser les marchés agricoles mondiaux. Ce modèle économique sert également à vérifier la cohérence des projections de référence. Cependant, les experts n'en sont pas moins largement consultés à différents stades du processus. Les secrétariats de l'OCDE et de la FAO publient dans Les *Perspectives agricoles* une évaluation unifiée et plausible de l'évolution future des principaux marchés de produits agricoles, compte tenu des hypothèses retenues et des informations disponibles au moment de la rédaction.

Point de départ : établissement des valeurs de référence initiales

Les séries de données historiques relatives à la consommation, à la production, aux échanges¹ et aux prix internationaux des différents produits de base couverts par les *Perspectives* sont principalement extraites des bases de données de l'OCDE et de la FAO. Ces bases de données reposent en grande partie sur des sources statistiques nationales. Pour chaque publication, le processus générateur des données de base commence en novembre de l'année précédant la décennie projetée et se termine en avril de l'année suivante. Les valeurs de départ utilisées pour définir l'évolution future probable des marchés agricoles sont établies par l'OCDE, pour ce qui est de ses États membres et certains non-membres, et par la FAO, pour tous les autres pays ou régions.

- Du côté de l'OCDE, un questionnaire annuel adressé aux administrations nationales est diffusé en novembre afin de recueillir les attentes des pays concernant l'évolution à moyen terme de leur secteur agricole, ainsi que des informations sur l'état actuel ou les changements récents des politiques agricoles nationales.
- Du côté de la FAO, les valeurs de départ destinées aux modules nationaux ou régionaux sont établies à l'aide du modèle et des avis des spécialistes de produits de la FAO.

Des facteurs macroéconomiques provenant de sources externes, telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les Nations unies, sont également utilisés pour compléter la vision des principales forces économiques qui déterminent l'évolution du marché.

L'objet de cette étape est d'obtenir un premier aperçu de l'évolution possible des marchés et de construire les principales hypothèses sous-jacentes aux *Perspectives*. Celles qui concernent l'activité macroéconomique et l'action publique sont décrites dans le premier chapitre intitulé « Marchés agricoles et alimentaires : tendances et perspectives » ainsi que dans les tableaux par produits. Les sources et hypothèses dont elles découlent sont analysées plus en détail ci-après.

L'étape suivante consiste à utiliser le cadre de modélisation Aglink-Cosimo de l'OCDE et de la FAO pour faciliter l'intégration des données initiales de manière cohérente et en tirer des valeurs de référence initiales sur la base desquelles les projections de l'évolution des marchés mondiaux sont établies. Ce cadre de modélisation garantit qu'à l'échelle mondiale, les projections de la consommation correspondent avec celles de la production pour les différents produits de base. Le modèle est discuté ci-dessous.

Outre les quantités produites, consommées et échangées, ce scénario de référence porte sur les prix nominaux (exprimés en unités monétaires locales) des produits considérés.

Les valeurs de référence initiales sont ensuite corrigées :

- Pour les pays qui relèvent du Secrétariat de l'OCDE, elles sont comparées avec les réponses indiquées dans le questionnaire. Les problèmes, quels qu'ils soient, sont examinés dans le cadre d'échanges bilatéraux avec les experts des pays concernés.
- S'agissant des modules nationaux et régionaux mis au point par le Secrétariat de la FAO, les valeurs de référence initiales sont examinées par un cercle plus large d'experts internes et internationaux.

Valeurs de référence définitives

À ce stade, un tableau général des projections apparaît. Des ajustements sont effectués suivant les compromis convenus entre les deux secrétariats et les experts externes. À partir du résultat de ces échanges et des informations actualisées, un deuxième ensemble de valeurs de référence est élaboré. Les informations ainsi obtenues servent à analyser les marchés des céréales, des oléagineux, du sucre, de la viande, des produits laitiers, des biocarburants, des produits de la pêche et de l'aquaculture et du coton sur la période couverte par les *Perspectives*.

Ces résultats sont ensuite examinés lors des réunions annuelles du Groupe sur les marchés de produits du Comité de l'agriculture de l'OCDE courant mars, qui réunit les experts des administrations nationales des États membres de l'OCDE et des organisations spécialisées. La version définitive des projections de référence est établie à partir des observations formulées par ce groupe et des données révisées.

Les modalités d'élaboration des *Perspectives* impliquent que les projections de référence présentées dans ce rapport ne reposent pas seulement sur des projections pures, mais tiennent également compte des connaissances des experts. L'utilisation d'un cadre de modélisation formel permet de résoudre les incohérences relevées entre les projections des différents pays et de parvenir à un équilibre général pour tous les marchés de produits. La procédure d'examen permet de prendre en compte l'avis des experts nationaux dans les projections et les analyses connexes. Ce sont néanmoins les secrétariats de l'OCDE et de la FAO qui, en dernier ressort, sont responsables des projections et de leur interprétation.

Les *Perspectives agricoles* s'appuient sur les projections finales de référence pour fournir une vue d'ensemble et des analyses plus détaillées des marchés agricoles mondiaux à moyen terme. Avant d'être publié, le texte des *Perspectives agricoles* est examiné en mai par le Comité de direction du Département du développement économique et social de la FAO, ainsi que par le Groupe de travail des politiques et des marchés agricoles du Comité de l'agriculture de l'OCDE. Par ailleurs, les *Perspectives* serviront de point de départ à l'analyse présentée au Comité des produits de la FAO, ainsi qu'à ses divers groupes intergouvernementaux sur les produits.

Sources et hypothèses utilisées pour les projections macroéconomiques

Pour les projections démographiques, les *Perspectives agricoles* utilisent les estimations de la variante moyenne de la base de données des *Perspectives de la population dans le monde* des Nations Unies (United Nations Population Prospects) pour les données démographiques utilisées pour l'ensemble des pays et blocs régionaux. Sur les quatre variantes de projection envisagées (fécondité basse, moyenne, haute et constante), c'est la variante moyenne qui a été retenue pour la période de projection. La décision d'utiliser la base de données des Nations Unies sur les perspectives démographiques tient au fait qu'il s'agit d'une source très complète d'estimations fiables et qu'elle renseigne également sur des pays en développement non-membres de l'OCDE. Dans un souci de cohérence, elle constitue également la source des estimations démographiques historiques et des données de projection.

Les autres séries macroéconomiques utilisées dans le modèle Aglink-Cosimo sont celles du PIB réel, de l'indice implicite des prix du PIB, du déflateur des dépenses de consommation des ménages, du prix du pétrole brut Brent (en USD par baril) et des taux de change exprimés en unités de monnaie locale pour un dollar des États-Unis. Les données historiques utilisées pour les séries concernant les pays de l'OCDE ainsi que le Brésil, l'Argentine, la Chine et la Fédération de Russie concordent avec celles publiées dans le n°110 des *Perspectives économiques de l'OCDE*, en décembre 2022. Pour les autres économies, les données macroéconomiques historiques proviennent des *Perspectives économiques mondiales* du FMI publiées en octobre 2022. Les hypothèses retenues de 2023 à 2032 reposent sur les projections macroéconomiques des *Perspectives économiques mondiales* du FMI publiées en octobre 2022.

Dans le modèle, les indices du PIB réel, des prix à la consommation (déflateur des dépenses de consommation des ménages) et des prix à la production (indice implicite des prix du PIB) prennent la valeur 1 pour 2010, qui sert d'année de référence. L'hypothèse de taux de change constant en termes réels implique qu'un pays dont le taux d'inflation est supérieur (inférieur) à celui des États-Unis (mesuré par l'indice implicite des prix du PIB des États-Unis) verra sa monnaie se déprécier (s'apprécier) et, en conséquence, son taux de change augmenter (diminuer) au cours de la période considérée dans la mesure où le taux de change est exprimé en nombre d'unités de monnaie locale correspondant à 1 USD. Le taux de change nominal est calculé à partir de la croissance en pourcentage du ratio « déflateur du PIB du pays considéré / déflateur du PIB des États-Unis ».

Jusqu'à 2021, le cours du pétrole utilisé est tiré de la version actualisée des *Perspectives économiques de l'OCDE* n°112 (décembre 2022). Pour 2022, c'est le prix spot moyen quotidien qui est utilisé tandis que le prix spot moyen de décembre est utilisé pour 2023. Pour le reste de la période de projection, le prix de référence du pétrole utilisé dans les projections est supposé rester constant en termes réels.

Le modèle Aglink-Cosimo

Aglink-Cosimo est un modèle économique qui analyse l'offre et la demande agricoles mondiales. Administré par les secrétariats de l'OCDE et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il sert à l'élaboration des projections de base cohérentes présentées dans les *Perspectives agricoles* et à l'analyse des scénarios d'action publique.

Aglink-Cosimo est un modèle d'équilibre partiel dynamique et récursif, employé pour simuler l'évolution d'une année sur l'autre de l'équilibre des marchés et des prix des principaux produits agricoles de base qui sont produits, consommés et négociés dans le monde. Des modules nationaux et régionaux couvrent le monde entier. Les secrétariats de l'OCDE et de la FAO, en collaboration avec les experts des pays et les administrations nationales, sont responsables de l'élaboration et de la mise à jour des projections. Plusieurs grandes caractéristiques sont à signaler :

- Aglink-Cosimo est un modèle « d'équilibre partiel » couvrant les principaux produits agricoles de base ainsi que le biodiesel et le bioéthanol. Les marchés non agricoles ne sont pas modélisés et

sont traités de façon exogène ; de ce fait, les hypothèses concernant la trajectoire des variables macroéconomiques clés sont prédéterminées et l'incidence des évolutions des marchés agricoles sur l'économie en général n'est pas envisagée.

- Les marchés mondiaux des produits agricoles de base sont censés être concurrentiels, ce qui signifie que les acheteurs et vendeurs acceptent les prix. Les prix du marché sont déterminés par l'équilibre mondial ou régional de l'offre et de la demande.
- La production d'un pays et les produits qu'il échange sont considérés comme homogènes et donc comme parfaitement substituables par les acheteurs et les vendeurs. En particulier, les importateurs ne distinguent pas les produits en fonction de leur pays d'origine, étant donné qu'Aglink-Cosimo n'est pas un modèle spatial. Les importations et les exportations sont néanmoins déterminées séparément. Cette hypothèse a une incidence sur les résultats des analyses dans lesquelles les échanges sont un facteur important.
- Aglink-Cosimo est un modèle dynamique et récursif, en conséquence de quoi les résultats obtenus pour une année déterminent ceux des années consécutives (par exemple, à travers les effectifs des cheptels ou les anticipations dynamiques de rendement). Les projections obtenues avec Aglink-Cosimo portent sur les dix années à venir.

Le cadre de modélisation est régulièrement amélioré afin de développer la capacité des *Perspectives* à refléter les développements futurs des marchés et à renforcer l'analyse des résultats au-delà du marché (par exemple, la sécurité alimentaire, l'utilisation des terres et les résultats environnementaux).

A partir du cycle 2022-2023 des *Perspectives*, les Secrétariats ont explicitement incorporé l'utilisation des trois principaux engrais minéraux (azote, phosphore et potassium) dans les équations de rendement qui déterminent l'offre de produits agricoles. Cette nouvelle caractéristique permet de séparer les coûts des engrais de ceux des autres intrants de production (énergie, semences, machines, main-d'œuvre et autres intrants commercialisables et non commercialisables). Des séries de données historiques pour l'utilisation d'engrais par culture ont été développées en combinant les informations existantes sur l'utilisation totale de FAOSTAT avec les estimations détaillées au niveau des cultures de l'association internationale de l'industrie des engrais (IFA, International Fertilizer Association).

Les pertes et gaspillages alimentaires ont été intégrés dans les *Perspectives agricoles de l'OCDE-FAO 2023-2032*. L'encadré 1.1 du rapport donne un aperçu plus détaillé des définitions, des estimations mondiales et des facteurs. En termes de mise en œuvre dans les données et le modèle Aglink-Cosimo, deux valeurs ont été ajoutées : une pour les pertes de distribution et une pour les déchets. Par conséquent, trois valeurs différentes sont disponibles pour l'utilisation alimentaire des produits agricoles. Premièrement, la disponibilité alimentaire, qui était la valeur utilisée dans les précédentes *Perspectives agricoles*. Deuxièmement, après soustraction des pertes, la consommation alimentaire est obtenue. Il s'agit actuellement de la principale valeur de référence utilisée dans le rapport et les tableaux. Troisièmement, l'apport alimentaire est la quantité après comptabilisation des pertes. Les valeurs actuelles des pertes et des déchets sont préliminaires et cette intégration est encore en cours.

Aglink-Cosimo est décrit en détail en anglais dans un document accessible sur le site officiel des *Perspectives agricoles* : www.agri-outlook.org.

Le modèle employé pour établir les projections relatives aux produits de la pêche et de l'aquaculture est un satellite d'Aglink-Cosimo. Sont partagées les hypothèses exogènes sont mises en commun et les variables interactives, comme les prix qui se répercutent les uns sur les autres. Le modèle dédié à la pêche et à l'aquaculture a été remanié en profondeur en 2016. Les 32 éléments représentés dans les fonctions de l'offre totale de l'aquaculture ont été remplacés par des fonctions de l'offre de 117 espèces, chacune étant caractérisée par une élasticité, une ration alimentaire et un temps de réaction qui lui sont propres. Les principales espèces prises en compte sont le saumon, la truite, la crevette, le tilapia, la carpe, le silure (dont le Pangasius), les sparidés, le bar et les mollusques. À cela s'ajoutent quelques productions mineures, comme les chanidés. Le modèle a été construit de façon à assurer une cohérence entre les

rations alimentaires et les marchés de la farine et de l'huile de poisson. Selon les espèces, les rations alimentaires peuvent contenir au maximum cinq types d'aliments : farine de poisson, huile de poisson, tourteaux d'oléagineux (ou substituts), huile végétale et aliments à faible teneur en protéines comme les céréales et le son.

Méthodologie des simulations stochastiques à l'aide d'Aglink-Cosimo

L'analyse stochastique partielle montre en quoi les scénarios divergent de celui de référence en appliquant un traitement stochastique à un certain nombre de variables. Celles-ci sont sélectionnées de manière à mettre en évidence les principales sources d'incertitude sur les marchés agricoles. En l'occurrence, les variables macro-économiques spécifiques aux pays, le prix du pétrole brut, les rendements nationaux et les rendements par produit sont considérés comme incertains. Outre le prix international du pétrole, quatre variables macro-économiques sont prises en compte pour tous les pays : l'indice des prix à la consommation (IPC) l'indice du produit intérieur brut, le déflateur du produit intérieur brut et le taux de change du dollar des États-Unis (XR). Les variables de rendement considérées concernent la production végétale et la production laitière dans toutes les régions couvertes par le modèle.

La façon de procéder pour générer les tirages stochastiques de ces variables repose sur une technique simple qui restitue la variance dans le temps de chacune des variables. Les trois grandes étapes de l'analyse stochastique partielle sont brièvement décrites ci-après.

i) Quantification de la variabilité passée autour de la tendance calculée pour chaque variable macro-économique et chaque variable de rendement

La première étape de la procédure consiste à définir la tendance passée des variables stochastiques. Souvent, une tendance linéaire ne représente pas correctement la dynamique observée. C'est pourquoi on utilise un filtre de Hodrick-Prescott pour estimer une tendance non linéaire, en séparant les fluctuations de court terme des mouvements à long terme². Le filtre est appliqué directement aux séries temporelles des rendements et aux variations annuelles pour les variables macro-économiques.

ii) Génération de 1 000 combinaisons de valeurs possibles pour les variables stochastiques

La deuxième étape consiste à générer 1 000 combinaisons de valeurs possibles pour les variables stochastiques. Pour chacune des dix années de la période de projection (2022-2031), on tire une année particulière de la période de référence 1995-2021, puis on applique l'écart relatif entre la valeur effective de la variable à la fin de cette année-là et la valeur tendancielle correspondante estimée à l'étape 1 à la valeur de la variable pour l'année de projection. Toutes les variables reçoivent ainsi la valeur de la même année de référence. Les variables macro-économiques sont toutefois traitées séparément des rendements, car il n'y a pas de corrélation étroite entre eux.

iii) Application du modèle Aglink-Cosimo pour chacune des 1 000 combinaisons de valeurs possibles (scénarios d'incertitude)

La troisième étape consiste à faire tourner le modèle Aglink-Cosimo pour chacun des 1 000 scénarios d'incertitude générés à l'étape ii). En combinant l'incertitude macro-économique et l'incertitude liée aux rendements, on aboutit à 98% de simulations réussies, le modèle ne donnant pas de solution pour toutes les simulations stochastiques. Le modèle étant un système complexe d'équations et de politiques, il peut en effet conduire à des impasses en cas de choc extrême sur une ou plusieurs variables stochastiques.

Notes

¹ Pour les régions comme l'Union européenne et les groupes de pays en développement, les données relatives aux échanges concernent uniquement les échanges avec l'extérieur (et n'incluent donc pas les échanges réalisés à l'intérieur de la région). On obtient par conséquent des valeurs des échanges mondiaux plus faibles qu'en cumulant les statistiques nationales. Les demandes d'information concernant des séries particulières doivent être adressées aux secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

² Ce filtre a été popularisé en économie dans les années 90 par Hodrick, R.J. et E.C. Prescott (1997), « Postwar U.S. Business Cycles : An Empirical Investigation », *Journal of Money, Credit, and Banking*, vol. 29, n° 1, pp. 1–16, JSTOR 2953682.

Annexe C. Annexe statistique

ANNEXE C

Tableau C.1. Projections mondiales des céréales

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
BLÉ												
Monde												
Production	Mt	778.5	795.7	799.5	808.2	812.9	820.1	826.7	833.8	841.2	848.3	854.9
Surface	Mha	221.8	223.6	223.1	222.7	222.8	223.2	223.4	223.8	224.2	224.5	224.8
Rendements	t/ha	3.51	3.56	3.58	3.63	3.65	3.67	3.70	3.73	3.75	3.78	3.80
Consommation	Mt	771.4	794.3	800.5	805.6	811.4	818.8	826.1	832.9	840.0	846.7	853.7
Alimentation animale	Mt	149.7	151.9	154.2	156.3	157.5	159.2	160.7	161.8	163.1	163.9	164.6
Alimentation humaine	Mt	505.5	518.4	523.8	528.5	534.2	539.6	544.5	549.2	553.8	558.3	562.4
Biocarburant	Mt	9.0	9.4	9.7	9.9	9.9	9.9	9.9	9.9	9.9	9.9	9.9
Autre	Mt	65.7	72.4	70.2	68.0	66.3	66.2	66.7	67.3	68.4	69.4	71.2
Exportations	Mt	193.8	192.8	195.1	197.2	199.0	202.2	204.7	207.0	209.3	211.6	213.4
Stocks, fin de période	Mt	292.7	296.4	295.4	298.0	299.4	300.8	301.4	302.4	303.6	305.2	306.4
Prix ¹	USD/t	339.2	315.5	272.8	263.2	268.0	271.5	276.1	281.4	285.5	289.2	293.9
Pays développés												
Production	Mt	404.6	410.6	411.9	414.5	416.2	419.4	422.2	425.5	428.9	432.2	434.9
Consommation	Mt	266.1	272.4	272.0	271.5	270.4	271.2	272.4	273.7	275.3	276.7	278.6
Échanges nets	Mt	137.1	139.6	141.9	143.8	145.0	147.5	149.4	151.1	152.8	154.5	155.6
Stocks, fin de période	Mt	73.7	75.5	73.3	72.5	73.2	73.8	74.3	75.0	75.9	76.8	77.5
Pays en développement												
Production	Mt	373.9	385.1	387.6	393.7	396.7	400.7	404.4	408.3	412.3	416.2	419.9
Consommation	Mt	505.3	521.9	528.5	534.1	540.9	547.5	553.7	559.2	564.7	570.0	575.1
Échanges nets	Mt	-133.2	-139.6	-141.9	-143.8	-145.0	-147.5	-149.4	-151.1	-152.8	-154.5	-155.6
Stocks, fin de période	Mt	219.1	220.9	222.0	225.5	226.3	227.0	227.1	227.4	227.8	228.4	228.9
OCDE²												
Production	Mt	284.4	292.4	292.4	292.8	293.1	294.6	295.8	297.3	299.1	300.6	301.7
Consommation	Mt	218.6	222.2	223.1	222.0	221.9	221.7	221.9	222.4	223.0	223.6	224.1
Échanges nets	Mt	69.5	70.5	69.9	69.8	70.1	72.2	73.4	74.3	75.3	76.3	77.0
Stocks, fin de période	Mt	55.3	53.1	52.4	53.5	54.6	55.4	55.8	56.4	57.1	57.9	58.5
MAÏS												
Monde												
Production	Mt	1 190.4	1 220.3	1 236.6	1 253.5	1 264.5	1 280.7	1 295.2	1 311.4	1 326.7	1 341.8	1 355.4
Surface	Mha	202.4	205.0	206.0	206.5	207.1	208.0	208.8	209.7	210.6	211.5	212.4
Rendements	t/ha	5.88	5.95	6.00	6.07	6.10	6.16	6.20	6.25	6.30	6.34	6.38
Consommation	Mt	1 195.5	1 224.6	1 238.4	1 251.0	1 267.4	1 282.0	1 296.8	1 311.7	1 326.8	1 341.9	1 356.4
Alimentation animale	Mt	684.0	703.7	716.5	727.1	735.2	744.9	754.7	764.3	774.4	784.5	794.5
Alimentation humaine	Mt	141.7	145.2	149.0	151.9	154.3	156.6	158.8	161.0	163.1	165.2	167.2
Biocarburant	Mt	181.9	191.5	192.6	193.4	194.7	195.7	196.8	197.9	199.1	200.3	201.5
Autre	Mt	84.8	78.7	73.3	70.5	74.4	74.9	75.7	76.8	77.4	78.1	78.7
Exportations	Mt	183.5	178.9	180.6	182.0	184.7	187.6	190.4	193.3	196.1	198.8	201.7
Stocks, fin de période	Mt	303.7	299.1	301.7	308.6	310.1	313.2	316.0	320.1	324.4	328.7	332.1
Prix ³	USD/t	274.2	258.1	211.4	204.7	208.0	210.9	214.7	217.7	220.6	223.4	226.7
Pays développés												
Production	Mt	523.7	537.7	540.5	545.9	548.6	553.3	557.4	562.3	566.6	570.9	575.1
Consommation	Mt	466.7	477.2	482.5	487.9	491.7	494.6	498.2	502.0	505.6	509.2	512.6
Échanges nets	Mt	57.4	57.8	56.8	55.9	56.9	57.9	58.6	59.1	59.8	60.6	61.5
Stocks, fin de période	Mt	90.6	93.0	94.1	96.3	96.4	97.2	97.8	99.0	100.2	101.3	102.3
Pays en développement												
Production	Mt	666.7	682.6	696.0	707.6	715.8	727.4	737.8	749.1	760.1	770.9	780.3
Consommation	Mt	728.9	747.4	755.8	763.1	775.8	787.4	798.6	809.8	821.2	832.8	843.7
Échanges nets	Mt	-61.8	-62.2	-61.2	-60.2	-61.3	-62.3	-63.0	-63.5	-64.2	-65.0	-65.9
Stocks, fin de période	Mt	213.0	206.1	207.5	212.3	213.7	216.0	218.2	221.1	224.2	227.4	229.8
OCDE²												
Production	Mt	481.3	499.6	501.8	506.3	507.9	511.2	513.9	517.3	520.2	522.9	525.7
Consommation	Mt	501.5	512.3	517.7	523.2	526.8	529.8	533.6	537.4	541.1	544.8	548.5
Échanges nets	Mt	-13.2	-17.7	-18.8	-18.9	-19.3	-19.6	-20.3	-21.1	-22.0	-22.9	-23.6
Stocks, fin de période	Mt	71.3	69.8	72.8	74.8	75.1	76.1	76.7	77.8	78.8	79.7	80.5

ANNEXE C

Tableau C.1. Projections mondiales des céréales (suite)

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
AUTRES CÉRÉALES SECONDAIRES												
Monde												
Production	Mt	306.3	309.1	310.2	313.7	315.0	317.3	319.6	322.4	325.1	327.5	329.7
Surface	Mha	149.3	149.5	149.5	149.3	149.3	149.2	149.2	149.2	149.3	149.3	149.3
Rendements	t/ha	2.05	2.07	2.07	2.10	2.11	2.13	2.14	2.16	2.18	2.19	2.21
Consommation	Mt	302.9	303.6	306.2	310.1	312.5	314.6	316.7	319.0	321.4	323.8	326.1
Alimentation animale	Mt	172.8	167.7	167.7	169.4	170.5	171.2	172.2	173.0	174.0	175.0	176.1
Alimentation humaine	Mt	77.3	82.8	84.8	86.6	87.7	89.2	90.4	91.9	93.2	94.4	95.5
Biocarburant	Mt	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7
Autre	Mt	34.8	35.2	35.6	35.9	35.9	35.7	35.5	35.5	35.4	35.5	35.5
Exportations	Mt	48.5	46.0	45.7	45.5	45.8	46.4	47.2	47.8	48.7	49.2	49.8
Stocks, fin de période	Mt	61.9	62.5	63.6	64.5	64.1	63.9	64.0	64.5	65.3	66.2	66.9
Prix ⁴	USD/t	288.3	264.8	237.3	226.8	228.7	234.1	239.2	243.8	247.6	250.9	254.9
Pays développés												
Production	Mt	188.7	184.9	183.8	184.5	184.7	184.9	185.5	186.2	187.0	187.6	187.9
Consommation	Mt	151.7	151.9	151.7	152.3	152.6	152.0	151.8	151.5	151.4	151.5	151.4
Échanges nets	Mt	35.3	32.5	32.2	32.2	32.5	33.1	33.9	34.5	35.2	35.7	36.2
Stocks, fin de période	Mt	33.7	35.8	35.8	35.8	35.3	35.1	34.9	35.1	35.4	35.8	36.0
Pays en développement												
Production	Mt	117.6	124.1	126.4	129.2	130.2	132.4	134.1	136.2	138.1	140.0	141.8
Consommation	Mt	151.2	151.7	154.6	157.7	159.9	162.5	165.0	167.5	170.0	172.4	174.7
Échanges nets	Mt	-32.5	-29.7	-29.3	-29.4	-29.7	-30.3	-31.1	-31.7	-32.4	-32.9	-33.4
Stocks, fin de période	Mt	28.2	26.7	27.8	28.7	28.7	28.9	29.1	29.4	29.9	30.4	30.8
OCDE²												
Production	Mt	156.6	153.8	152.3	152.7	152.7	152.6	152.8	153.1	153.5	153.7	153.8
Consommation	Mt	132.2	132.6	132.5	133.1	133.4	132.7	132.6	132.3	132.3	132.3	132.3
Échanges nets	Mt	23.3	21.1	20.3	19.6	19.5	20.0	20.3	20.7	21.0	21.1	21.3
Stocks, fin de période	Mt	25.4	25.8	25.3	25.2	25.0	24.9	24.8	25.0	25.3	25.5	25.7
RIZ												
Monde												
Production	Mt	521.5	522.3	530.2	537.3	543.0	549.8	555.5	561.3	566.8	572.1	576.9
Surface	Mha	165.8	165.9	166.4	166.6	166.8	167.0	167.1	167.2	167.3	167.3	167.4
Rendements	t/ha	3.15	3.15	3.19	3.22	3.26	3.29	3.33	3.36	3.39	3.42	3.45
Consommation	Mt	519.9	521.0	528.2	535.0	542.3	549.0	554.8	560.6	566.5	571.9	576.9
Alimentation animale	Mt	20.3	19.1	19.3	19.5	19.9	20.3	20.6	21.0	21.3	21.5	21.8
Alimentation humaine	Mt	407.0	413.1	418.5	423.5	429.3	434.4	438.6	442.9	447.3	451.2	454.7
Exportations	Mt	51.6	53.8	54.4	55.9	56.8	57.8	58.9	60.2	61.4	62.5	63.5
Stocks, fin de période	Mt	201.0	201.5	203.5	205.8	206.5	207.3	208.0	208.7	209.0	209.2	209.2
Prix ⁵	USD/t	412.8	435.4	425.8	418.1	425.0	429.8	436.8	442.2	447.5	453.0	458.6
Pays développés												
Production	Mt	17.3	16.5	16.6	16.6	16.6	16.6	16.5	16.4	16.4	16.3	16.4
Consommation	Mt	20.8	20.8	20.9	21.0	21.0	21.1	21.2	21.2	21.2	21.3	21.3
Échanges nets	Mt	-4.1	-4.6	-4.5	-4.5	-4.4	-4.4	-4.4	-4.4	-4.5	-4.5	-4.5
Stocks, fin de période	Mt	12.1	12.5	12.7	12.9	12.8	12.7	12.5	12.2	11.8	11.3	10.9
Pays en développement												
Production	Mt	504.2	505.8	513.6	520.6	526.4	533.2	539.0	544.9	550.4	555.8	560.6
Consommation	Mt	499.0	500.1	507.3	514.0	521.3	527.9	533.6	539.4	545.2	550.6	555.6
Échanges nets	Mt	3.2	4.6	4.5	4.5	4.4	4.4	4.4	4.4	4.5	4.5	4.5
Stocks, fin de période	Mt	188.9	189.0	190.8	192.9	193.7	194.6	195.5	196.5	197.2	197.9	198.3
OCDE²												
Production	Mt	22.1	21.1	21.3	21.4	21.4	21.3	21.3	21.2	21.2	21.1	21.1
Consommation	Mt	25.9	25.8	25.9	26.1	26.1	26.2	26.3	26.3	26.3	26.4	26.4
Échanges nets	Mt	-4.5	-5.0	-4.9	-4.9	-4.8	-4.8	-4.8	-4.8	-4.8	-4.8	-4.8
Stocks, fin de période	Mt	13.7	14.2	14.5	14.7	14.7	14.5	14.3	14.0	13.6	13.2	12.7

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Prix FAB du blé rouge d'hiver de catégorie No.2, protéine ordinaire, ports des États-Unis (juin/mai).
2. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
3. Prix à l'exportation FAB du maïs jaune de catégorie No.2, aux ports des États-Unis (Sept/Août).
4. Prix à l'exportation FAB de l'orge fourragère, Rouen (juillet/juin).
5. Indice FAO des prix de tout le riz normalisé à l'Inde, indica haute qualité 5% moyenne brisée 2014-2016 (janvier/décembre).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.2. Projections mondiales des oléagineux

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
SOJA												
Monde												
Production	Mt	363.3	384.0	388.0	392.2	395.1	399.2	402.7	405.8	408.8	411.7	414.8
Surface	Mha	131.8	134.8	135.4	135.7	135.9	136.5	136.7	136.9	137.0	137.1	137.3
Rendements	t/ha	2.76	2.85	2.87	2.89	2.91	2.93	2.95	2.97	2.98	3.00	3.02
Consommation	Mt	365.1	382.2	386.4	391.1	394.7	398.5	401.9	405.0	408.1	411.4	414.4
Trituration	Mt	327.7	344.1	347.6	351.5	354.8	358.3	361.4	364.3	367.1	370.2	372.9
Stocks, fin de période	Mt	41.6	43.6	45.2	46.4	46.8	47.5	48.4	49.1	49.9	50.2	50.7
Prix ¹	USD/t	592.5	539.3	501.1	495.7	508.8	518.2	524.1	532.7	540.3	548.7	556.3
Pays développés												
Production	Mt	137.9	141.0	142.6	144.0	145.0	146.4	147.6	148.7	149.8	150.7	151.7
Consommation	Mt	99.1	104.0	104.9	106.3	107.1	107.9	108.7	109.5	110.2	110.9	111.4
Trituration	Mt	90.4	94.7	95.6	96.8	97.7	98.4	99.2	100.0	100.7	101.2	101.7
Stocks, fin de période	Mt	9.7	12.1	12.7	12.9	13.0	13.1	13.3	13.4	13.6	13.7	13.8
Pays en développement												
Production	Mt	225.4	243.0	245.4	248.2	250.1	252.8	255.1	257.1	259.0	261.0	263.1
Consommation	Mt	266.0	278.2	281.5	284.8	287.5	290.6	293.1	295.5	297.8	300.5	303.0
Trituration	Mt	237.3	249.4	252.0	254.7	257.1	259.9	262.2	264.4	266.5	268.9	271.2
Stocks, fin de période	Mt	31.9	31.5	32.5	33.4	33.8	34.4	35.1	35.7	36.3	36.6	36.9
OCDE²												
Production	Mt	127.4	129.6	131.0	132.3	133.2	134.4	135.5	136.5	137.4	138.3	139.1
Consommation	Mt	99.9	103.5	104.2	105.5	106.4	107.2	108.0	108.9	109.5	110.2	110.7
Trituration	Mt	92.0	95.2	95.9	97.1	98.0	98.7	99.5	100.3	101.0	101.6	102.1
Stocks, fin de période	Mt	8.8	10.4	11.0	11.3	11.4	11.5	11.7	11.8	12.0	12.1	12.2
AUTRES OLÉAGINEUX												
Monde												
Production	Mt	170.8	175.0	176.4	178.5	179.6	181.2	183.0	184.5	186.0	187.5	189.1
Surface	Mha	94.1	94.1	94.2	94.8	94.9	95.0	95.2	95.3	95.5	95.6	95.8
Rendements	t/ha	1.82	1.86	1.87	1.88	1.89	1.91	1.92	1.93	1.95	1.96	1.97
Consommation	Mt	170.1	174.5	175.8	178.3	179.5	181.1	182.9	184.4	185.9	187.5	189.1
Trituration	Mt	143.1	147.6	148.9	151.2	152.5	154.1	155.8	157.3	158.8	160.2	161.8
Stocks, fin de période	Mt	9.0	9.6	10.2	10.5	10.6	10.7	10.8	10.9	10.9	10.9	11.0
Prix ³	USD/t	672.0	568.3	550.5	556.9	579.0	593.7	601.3	614.9	627.2	641.0	652.8
Pays développés												
Production	Mt	96.9	98.3	99.1	100.3	100.7	101.5	102.5	103.3	104.1	104.8	105.7
Consommation	Mt	89.2	89.1	89.4	90.9	91.3	92.1	92.9	93.5	94.2	94.8	95.5
Trituration	Mt	82.0	82.1	82.5	83.8	84.3	85.0	85.8	86.4	87.0	87.7	88.3
Stocks, fin de période	Mt	6.6	6.8	7.4	7.7	7.8	7.9	8.0	8.1	8.1	8.1	8.1
Pays en développement												
Production	Mt	74.0	76.7	77.3	78.3	78.9	79.8	80.5	81.2	81.9	82.6	83.3
Consommation	Mt	81.0	85.4	86.4	87.4	88.2	89.0	90.0	90.9	91.8	92.7	93.6
Trituration	Mt	61.1	65.5	66.4	67.4	68.2	69.1	70.0	70.9	71.7	72.6	73.5
Stocks, fin de période	Mt	2.4	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8
OCDE²												
Production	Mt	59.7	61.9	62.4	63.0	63.1	63.3	63.9	64.3	64.7	65.1	65.5
Consommation	Mt	60.4	60.0	60.2	61.3	61.6	62.0	62.4	62.7	63.0	63.3	63.6
Trituration	Mt	54.8	54.6	54.8	55.9	56.1	56.5	57.0	57.2	57.5	57.8	58.1
Stocks, fin de période	Mt	3.9	4.0	4.7	4.9	5.0	5.1	5.2	5.2	5.3	5.3	5.3
TOURTEAUX PROTEIQUES												
Monde												
Production	Mt	358.9	372.8	376.5	381.3	384.8	388.6	392.2	395.5	398.7	402.1	405.2
Consommation	Mt	360.5	371.6	376.3	381.2	384.8	388.6	392.2	395.4	398.7	402.0	405.2
Stocks, fin de période	Mt	14.5	16.2	16.4	16.6	16.6	16.6	16.6	16.7	16.8	16.9	17.0
Prix ⁴	USD/t	466.8	447.7	408.9	404.7	411.0	416.4	420.8	425.7	430.0	434.6	439.4
Pays développés												
Production	Mt	114.6	117.4	118.3	120.1	121.0	122.0	123.0	124.0	124.9	125.7	126.5
Consommation	Mt	124.0	126.8	127.6	128.5	128.7	128.8	129.1	129.2	129.4	129.5	129.6
Stocks, fin de période	Mt	2.9	3.1	3.1	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2
Pays en développement												
Production	Mt	244.2	255.4	258.2	261.2	263.7	266.6	269.2	271.5	273.8	276.4	278.8
Consommation	Mt	236.5	244.8	248.7	252.6	256.1	259.8	263.1	266.2	269.3	272.6	275.6
Stocks, fin de période	Mt	11.6	13.1	13.3	13.4	13.4	13.4	13.5	13.5	13.6	13.7	13.8
OCDE²												
Production	Mt	105.8	108.0	108.8	110.4	111.4	112.2	113.2	114.1	114.9	115.5	116.1
Consommation	Mt	130.9	133.4	134.3	135.2	135.6	135.8	136.2	136.4	136.7	136.8	137.0
Stocks, fin de période	Mt	1.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.1	2.1	2.1

Tableau C.2. Projections mondiales des oléagineux (suite)

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
HUILES VÉGÉTALES												
Monde												
Production	Mt	217.3	224.9	226.9	229.7	231.6	233.9	236.0	238.0	239.9	241.9	243.9
dont huile de palme	Mt	78.4	81.7	82.4	83.3	83.9	84.7	85.4	86.0	86.7	87.3	88.0
Consommation	Mt	216.9	224.6	227.0	229.5	231.5	233.6	235.8	237.8	239.8	241.8	243.7
Alimentation humaine	Mt	125.0	126.6	127.3	129.0	130.2	131.6	132.8	134.1	135.4	136.7	137.8
Biocarburants	Mt	34.1	36.8	37.8	38.2	38.6	38.8	39.2	39.5	39.8	40.1	40.5
Exportations	Mt	82.7	84.4	84.8	85.3	85.8	86.3	86.8	87.3	87.8	88.3	88.7
Stocks, fin de période	Mt	19.2	20.6	20.5	20.6	20.7	20.9	21.2	21.4	21.5	21.7	21.8
Prix ⁵	USD/t	1 314.7	1 091.2	1 087.8	1 109.8	1 146.2	1 173.2	1 194.2	1 220.2	1 246.6	1 275.8	1 304.4
Pays développés												
Production	Mt	53.5	53.9	54.2	55.0	55.4	55.9	56.4	56.8	57.3	57.7	58.1
Consommation	Mt	56.5	57.2	57.1	57.2	57.2	57.2	57.2	57.3	57.3	57.4	57.5
Stocks, fin de période	Mt	4.6	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3
Pays en développement												
Production	Mt	163.8	171.0	172.7	174.6	176.2	178.0	179.6	181.2	182.7	184.3	185.8
Consommation	Mt	160.4	167.4	169.9	172.4	174.4	176.4	178.6	180.5	182.5	184.4	186.2
Stocks, fin de période	Mt	14.7	16.2	16.2	16.3	16.4	16.6	16.9	17.0	17.2	17.4	17.5
OCDE²												
Production	Mt	44.9	45.5	45.9	46.7	47.1	47.5	48.0	48.4	48.7	49.1	49.4
Consommation	Mt	59.6	60.2	60.2	60.4	60.4	60.4	60.5	60.5	60.5	60.6	60.7
Stocks, fin de période	Mt	4.4	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Soja, U.S., CAF Rotterdam (Octobre/Septembre).
2. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
3. Colza, Europe, CAF Hambourg (Octobre/Septembre).
4. Prix moyen pondéré des tourteaux protéiques, port Européen (Octobre/Septembre).
5. Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port Européen (Octobre/Septembre).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.3. Projections mondiales du sucre

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
MONDE												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	264.3	271.0	272.5	276.0	276.3	276.7	278.0	279.6	281.3	282.8	284.0
Surface	Mha	4.4	4.5	4.5	4.5	4.5	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
Rendements	t/ha	59.82	60.07	60.32	60.81	60.82	60.82	60.96	61.13	61.31	61.47	61.60
Utilisation en biocarburant	Mt	9.8	10.4	10.3	10.1	10.0	9.8	9.7	9.6	9.5	9.3	9.2
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	1 710.5	1 734.7	1 763.9	1 793.5	1 807.5	1 814.7	1 826.8	1 848.4	1 869.1	1 888.1	1 904.6
Surface	Mha	24.0	24.1	24.3	24.6	24.8	24.8	25.0	25.2	25.4	25.5	25.7
Rendements	t/ha	71.27	72.00	72.44	72.83	72.98	73.13	72.94	73.34	73.64	73.90	74.10
Utilisation en biocarburant	Mt	363.6	401.9	426.3	442.7	458.5	471.6	485.0	496.0	506.4	515.8	525.0
SUCRE												
Production	Mt tq	175.5	181.2	184.8	187.3	187.0	187.0	188.3	191.1	193.7	196.1	197.8
Consommation	Mt tq	171.7	175.6	177.5	180.0	182.4	184.4	186.3	188.0	189.7	191.5	193.1
Stocks, fin de période	Mt tq	89.2	92.3	96.1	99.7	100.8	99.8	98.2	97.7	98.2	99.2	100.4
Prix, sucre brut ¹	USD/t	399.4	400.6	356.3	332.0	326.2	327.0	334.6	340.6	345.2	347.4	346.8
Prix, sucre raffiné ²	USD/t	500.5	520.4	473.7	446.2	440.4	444.1	450.3	459.5	466.2	470.1	471.4
PAYS DÉVELOPPÉS												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	206.3	214.0	214.8	216.8	216.3	216.0	216.3	216.9	217.5	217.9	218.1
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	81.1	80.3	81.2	82.3	82.3	82.1	82.4	83.0	83.6	84.2	84.6
SUCRE												
Production	Mt tq	39.1	39.7	40.0	40.5	40.3	40.3	40.5	40.7	40.9	41.1	41.2
Consommation	Mt tq	45.7	45.3	45.2	45.3	45.3	45.4	45.4	45.3	45.3	45.3	45.3
Stocks, fin de période	Mt tq	13.8	14.3	14.8	15.0	14.9	14.7	14.5	14.3	14.3	14.2	14.2
ISOGLUCOSE												
Production	Mt é.s	8.5	8.3	8.2	8.1	8.1	8.0	8.0	7.9	7.9	7.9	7.8
Consommation	Mt é.s	7.5	7.3	7.2	7.1	7.1	7.0	6.9	6.9	6.8	6.8	6.8
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	58.0	57.0	57.7	59.2	60.0	60.7	61.6	62.7	63.8	64.9	65.9
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	1 629.3	1 654.4	1 682.6	1 711.2	1 725.2	1 732.5	1 744.4	1 765.4	1 785.5	1 803.9	1 820.0
SUCRE												
Production	Mt tq	136.4	141.5	144.8	146.8	146.7	146.7	147.8	150.4	152.8	155.0	156.7
Consommation	Mt tq	126.0	130.3	132.2	134.7	137.0	139.1	141.0	142.6	144.4	146.2	147.8
Stocks, fin de période	Mt tq	75.3	78.0	81.2	84.7	85.9	85.0	83.7	83.4	83.9	85.0	86.2
ISOGLUCOSE												
Production	Mt é.s	5.4	5.4	5.5	5.5	5.6	5.6	5.7	5.7	5.8	5.9	5.9
Consommation	Mt é.s	6.2	6.3	6.3	6.4	6.5	6.5	6.6	6.6	6.7	6.8	6.8
OCDE³												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	175.4	179.2	180.3	181.3	180.7	180.3	180.6	181.0	181.6	182.0	182.2
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	139.6	143.4	143.6	143.4	143.2	142.4	142.2	143.1	144.0	144.7	145.2
SUCRE												
Production	Mt tq	39.8	40.8	41.5	41.6	41.4	41.2	41.3	41.5	41.7	41.9	42.0
Consommation	Mt tq	44.9	44.8	44.8	44.8	44.8	44.8	44.8	44.7	44.7	44.6	44.6
Stocks, fin de période	Mt tq	14.2	14.2	14.8	15.2	15.4	15.4	15.2	15.1	15.0	15.0	15.0
ISOGLUCOSE												
Production	Mt é.s	9.3	9.1	9.1	9.0	8.9	8.9	8.8	8.7	8.7	8.7	8.7
Consommation	Mt é.s	9.0	8.8	8.7	8.6	8.6	8.5	8.4	8.4	8.3	8.3	8.3

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Prix mondial du sucre brut, ICE contrat No11 le plus proche (octobre/septembre).
2. Prix du sucre raffiné, contrats futurs No. 407, marché de l'Euronext, Liffe, Londres (octobre/septembre).
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.4. Projections mondiales des viandes

Année civile

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
MONDE												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	71 211	72 100	72 647	73 265	73 911	74 569	75 228	75 873	76 525	77 166	77 812
Consommation	kt epc	70 499	71 948	72 468	73 067	73 732	74 390	75 049	75 693	76 344	76 986	77 631
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	116 806	122 072	123 833	125 088	125 798	126 388	127 070	127 542	128 132	128 750	129 377
Consommation	kt epc	116 667	122 023	123 765	125 009	125 725	126 313	126 994	127 466	128 056	128 674	129 302
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	136 552	139 681	141 387	142 914	144 976	146 917	148 797	150 686	152 580	154 473	156 247
Consommation	kt pac	135 413	139 677	141 366	142 892	144 980	146 916	148 793	150 667	152 576	154 462	156 237
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	16 206	16 649	16 890	17 077	17 310	17 540	17 763	17 985	18 206	18 425	18 644
Consommation	kt epc	16 259	16 726	16 968	17 155	17 388	17 619	17 842	18 064	18 286	18 505	18 724
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant ¹	kg pad	28.1	28.5	28.6	28.7	28.7	28.7	28.7	28.7	28.7	28.8	28.8
PAYS DÉVELOPPÉS												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	31 276	31 312	31 232	31 333	31 462	31 576	31 691	31 796	31 906	32 011	32 120
Consommation	kt epc	29 847	29 935	29 701	29 757	29 829	29 888	29 941	29 989	30 043	30 094	30 147
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	47 100	46 046	45 986	46 012	45 970	45 940	45 887	45 851	45 816	45 813	45 806
Consommation	kt epc	41 011	41 446	41 495	41 597	41 626	41 634	41 621	41 612	41 599	41 591	41 588
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	52 863	53 655	54 244	54 619	54 935	55 265	55 585	55 910	56 234	56 555	56 900
Consommation	kt pac	49 600	51 089	51 536	51 852	52 154	52 446	52 726	52 990	53 281	53 547	53 845
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	3 383	3 462	3 493	3 491	3 516	3 539	3 559	3 579	3 598	3 617	3 635
Consommation	kt epc	2 697	2 749	2 748	2 732	2 747	2 761	2 771	2 781	2 791	2 800	2 808
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant ¹	kg pad	56.0	56.5	56.6	56.7	56.8	56.8	56.9	56.9	57.0	57.0	57.1
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	39 935	40 789	41 414	41 932	42 450	42 993	43 537	44 078	44 620	45 155	45 692
Consommation	kt epc	40 651	42 013	42 767	43 310	43 902	44 502	45 109	45 704	46 302	46 892	47 484
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	69 705	76 026	77 847	79 077	79 828	80 448	81 183	81 692	82 316	82 936	83 571
Consommation	kt epc	75 656	80 578	82 270	83 412	84 099	84 679	85 373	85 854	86 457	87 083	87 714
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	83 689	86 027	87 143	88 295	90 041	91 652	93 212	94 776	96 346	97 918	99 347
Consommation	kt pac	85 813	88 588	89 830	91 040	92 826	94 470	96 067	97 677	99 295	100 916	102 392
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	12 822	13 187	13 397	13 586	13 794	14 001	14 204	14 406	14 608	14 808	15 009
Consommation	kt epc	13 561	13 977	14 220	14 422	14 641	14 858	15 071	15 283	15 495	15 705	15 915
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant ¹	kg pad	21.8	22.3	22.5	22.5	22.6	22.7	22.7	22.8	22.8	22.9	22.9
OCDE²												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	30 473	30 406	30 292	30 389	30 509	30 610	30 710	30 804	30 902	30 994	31 087
Consommation	kt epc	29 330	29 454	29 168	29 220	29 281	29 329	29 368	29 406	29 447	29 484	29 523
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	44 784	43 845	43 772	43 826	43 796	43 768	43 718	43 681	43 647	43 646	43 639
Consommation	kt epc	40 038	40 773	40 770	40 908	40 950	40 962	40 951	40 940	40 925	40 917	40 912
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	53 510	54 970	55 668	56 129	56 489	56 855	57 207	57 564	57 919	58 270	58 610
Consommation	kt pac	50 253	52 148	52 650	53 022	53 372	53 718	54 043	54 347	54 678	54 985	55 292
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	2 782	2 947	2 999	3 009	3 045	3 076	3 099	3 117	3 133	3 149	3 164
Consommation	kt epc	2 135	2 274	2 293	2 289	2 314	2 337	2 350	2 359	2 367	2 373	2 378
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant ¹	kg pad	56.7	57.6	57.6	57.7	57.8	57.9	57.9	57.9	57.9	58.0	58.0

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 Juin pour la Nouvelle-Zélande dans les agrégats. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

- La consommation par habitant est exprimée en poids désossé au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids désossé au détail sont de 0.67 pour la viande bovine, de 0.73 pour la viande porcine, de 0.6 pour la viande de volaille et de 0.66 pour la viande ovine.
- Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.5. Projections mondiales du secteur laitier : Lait, beurre et fromage

Année civile

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
LAIT												
Monde												
Production	kt pp	888 412	910 964	925 166	938 077	952 326	966 819	981 706	995 842	1 010 318	1 024 868	1 039 320
Inventaires	000 têtes	719 741	745 900	756 334	764 822	774 130	785 660	797 002	808 143	819 249	830 106	840 875
Rendements	tonne/tête	1.23	1.22	1.22	1.23	1.23	1.23	1.23	1.23	1.23	1.23	1.24
Pays développés												
Production	kt pp	409 280	410 315	412 987	414 948	417 603	420 163	422 978	425 120	427 617	430 084	432 483
Inventaires	000 têtes	72 878	72 803	72 703	72 573	72 496	72 500	72 499	72 484	72 475	72 456	72 433
Rendements	tonne/tête	5.62	5.64	5.68	5.72	5.76	5.80	5.83	5.87	5.90	5.94	5.97
Pays en développement												
Production	kt pp	479 131	500 649	512 179	523 128	534 723	546 656	558 728	570 722	582 701	594 784	606 837
Inventaires	000 têtes	646 864	673 098	683 631	692 249	701 634	713 161	724 503	735 659	746 774	757 650	768 442
Rendements	tonne/tête	0.74	0.74	0.75	0.76	0.76	0.77	0.77	0.78	0.78	0.79	0.79
OCDE¹												
Production	kt pp	372 557	373 357	375 527	377 128	379 586	382 032	384 759	386 808	389 244	391 654	394 010
Inventaires	000 têtes	80 849	82 017	82 067	82 118	82 305	82 757	83 228	83 670	84 137	84 593	85 051
Rendements	tonne/tête	4.61	4.55	4.58	4.59	4.61	4.62	4.62	4.62	4.63	4.63	4.63
PRODUITS LAITIERS FRAIS												
Monde												
Consommation	kt pp	460 865	476 845	485 199	493 249	501 841	510 746	519 743	528 528	537 275	546 176	554 984
Pays développés												
Consommation	kt pp	141 204	141 533	141 414	141 446	141 495	141 555	141 515	141 443	141 390	141 518	141 533
Pays en développement												
Consommation	kt pp	319 661	335 312	343 785	351 803	360 345	369 191	378 228	387 085	395 885	404 658	413 451
OCDE¹												
Consommation	kt pp	106 923	106 615	106 340	106 426	106 454	106 594	106 601	106 600	106 608	106 666	106 607
BEURRE												
Monde												
Production	kt pp	12 643	12 902	13 101	13 286	13 471	13 638	13 803	13 979	14 151	14 329	14 504
Consommation	kt pp	12 592	12 915	13 112	13 295	13 471	13 636	13 802	13 979	14 151	14 329	14 504
Variation de stocks	kt pp	18	-12	-10	-10	0	2	1	0	0	0	0
Prix ²	USD/t	4 925	4 637	4 765	4 866	5 027	5 130	5 213	5 336	5 433	5 557	5 673
Pays développés												
Production	kt pp	4 928	4 851	4 887	4 926	4 968	4 994	5 020	5 051	5 078	5 104	5 132
Consommation	kt pp	4 404	4 354	4 372	4 387	4 403	4 413	4 426	4 451	4 469	4 493	4 517
Pays en développement												
Production	kt pp	7 715	8 051	8 215	8 360	8 503	8 644	8 783	8 928	9 074	9 224	9 372
Consommation	kt pp	8 189	8 561	8 740	8 908	9 068	9 223	9 376	9 527	9 682	9 836	9 988
OCDE¹												
Production	kt pp	4 835	4 780	4 820	4 859	4 900	4 931	4 962	4 997	5 027	5 057	5 089
Consommation	kt pp	4 289	4 254	4 282	4 305	4 322	4 333	4 347	4 372	4 390	4 415	4 440
Variation de stocks	kt pp	18	-12	-10	-10	0	2	1	0	0	0	0
FROMAGE												
Monde												
Production	kt pp	25 227	25 702	26 048	26 335	26 663	27 013	27 368	27 664	27 995	28 317	28 647
Consommation	kt pp	25 218	25 633	26 014	26 321	26 653	27 002	27 354	27 659	27 986	28 308	28 638
Variation de stocks	kt pp	9	69	34	14	10	12	14	5	9	9	9
Prix ³	USD/t	4 611	4 590	4 658	4 719	4 808	4 892	4 960	5 046	5 123	5 211	5 300
Pays développés												
Production	kt pp	20 754	21 174	21 446	21 668	21 931	22 206	22 485	22 706	22 958	23 201	23 449
Consommation	kt pp	19 664	19 881	20 141	20 334	20 550	20 779	21 007	21 191	21 394	21 596	21 805
Pays en développement												
Production	kt pp	4 473	4 528	4 602	4 667	4 732	4 807	4 883	4 958	5 036	5 115	5 198
Consommation	kt pp	5 555	5 752	5 873	5 987	6 103	6 223	6 347	6 468	6 591	6 712	6 833
OCDE¹												
Production	kt pp	20 032	20 439	20 681	20 878	21 108	21 358	21 623	21 829	22 068	22 299	22 536
Consommation	kt pp	19 123	19 360	19 617	19 809	20 009	20 222	20 436	20 606	20 798	20 987	21 186
Variation de stocks	kt pp	9	69	34	14	10	12	14	5	9	9	9

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 Juin pour la Nouvelle-Zélande dans les agrégats. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
2. Prix à l'exportation FAB, beurre à 82% m.g., Océanie
3. Prix à l'exportation, FAB, fromage cheddar, 39% d'humidité, Océanie.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.6. Projections mondiales du secteur laitier : Poudres et caséine

Année civile

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE												
Monde												
Production	kt pp	4 541	4 593	4 718	4 817	4 918	5 015	5 110	5 206	5 300	5 393	5 488
Consommation	kt pp	4 486	4 594	4 717	4 816	4 918	5 015	5 110	5 206	5 300	5 393	5 489
Variation de stocks	kt pp	6	-1	0	1	0	0	0	0	0	-1	-1
Prix ¹	USD/t	3 340	3 116	3 112	3 122	3 147	3 199	3 256	3 312	3 369	3 432	3 498
Pays développés												
Production	kt pp	3 807	3 802	3 905	3 985	4 068	4 148	4 224	4 302	4 378	4 453	4 530
Consommation	kt pp	1 673	1 652	1 680	1 691	1 706	1 721	1 733	1 747	1 761	1 772	1 786
Pays en développement												
Production	kt pp	734	791	813	832	850	868	886	904	922	940	958
Consommation	kt pp	2 814	2 942	3 038	3 125	3 212	3 295	3 377	3 459	3 539	3 621	3 703
OCDE²												
Production	kt pp	3 632	3 655	3 761	3 845	3 929	4 009	4 087	4 166	4 244	4 319	4 398
Consommation	kt pp	1 858	1 843	1 867	1 876	1 893	1 910	1 923	1 939	1 955	1 968	1 985
Variation de stocks	kt pp	6	-1	0	1	0	0	0	0	0	-1	-1
LAIT ENTIER EN POUDRE												
Monde												
Production	kt pp	5 055	5 091	5 191	5 292	5 386	5 471	5 562	5 652	5 742	5 835	5 929
Consommation	kt pp	5 084	5 089	5 190	5 292	5 385	5 470	5 561	5 651	5 742	5 835	5 928
Variation de stocks	kt pp	-3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Prix ³	USD/t	3 554	3 344	3 380	3 426	3 478	3 537	3 598	3 667	3 736	3 813	3 890
Pays développés												
Production	kt pp	2 540	2 411	2 428	2 443	2 455	2 463	2 473	2 485	2 493	2 504	2 514
Consommation	kt pp	665	597	589	593	593	583	581	577	575	575	576
Pays en développement												
Production	kt pp	2 515	2 680	2 763	2 849	2 931	3 008	3 088	3 167	3 249	3 332	3 415
Consommation	kt pp	4 419	4 493	4 601	4 699	4 792	4 887	4 980	5 074	5 167	5 260	5 352
OCDE²												
Production	kt pp	2 784	2 664	2 687	2 709	2 723	2 733	2 746	2 761	2 772	2 785	2 799
Consommation	kt pp	974	917	914	923	928	922	923	923	924	928	932
Variation de stocks	kt pp	-3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1
POUDRE DE LACTOSÉRUM												
Prix ⁴	USD/t	1 143	1 003	1 014	1 025	1 032	1 047	1 061	1 078	1 093	1 108	1 124
CASÉINE												
Prix ⁵	USD/t	9 234	9 279	8 971	8 914	8 983	9 122	9 263	9 406	9 551	9 697	9 847

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 Juin pour la Nouvelle-Zélande dans les agrégats. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Prix à l'exportation FAB, lait écrémé en poudre, 1.25% de matière grasse, Océanie.
2. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
3. Prix à l'exportation FAB, lait entier en poudre 26% de matière grasse, Océanie.
4. Prix à l'exportation FAB, lactosérum doux non hygroscopique, Europe occidentale.
5. Prix à l'exportation, Nouvelle Zélande.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.7. Projections mondiales de la pêche et l'aquaculture

Année civile

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
POISSON¹												
Monde												
Production	kt	180 766	185 405	185 211	189 984	192 263	194 376	193 945	198 707	200 954	202 741	201 735
dont aquaculture	kt	90 606	94 715	96 456	98 285	99 667	101 645	103 623	105 489	107 508	109 110	110 734
Consommation	kt	182 809	187 655	187 361	192 034	194 213	196 246	195 715	200 377	202 524	204 241	203 135
alimentation humaine	kt	159 784	164 846	166 365	169 151	171 320	173 332	174 656	177 360	179 546	181 257	181 979
transformation industrielle	kt	17 694	17 649	15 886	17 822	17 881	17 958	16 157	18 170	18 186	18 246	16 473
Prix												
Aquaculture ²	USD/t	3 311.6	3 413.8	3 374.7	3 365.1	3 336.7	3 413.7	3 514.3	3 556.5	3 651.9	3 748.0	3 833.5
Pêche ³	USD/t	1 935.0	2 097.6	2 067.3	2 064.5	2 056.4	2 093.4	2 144.0	2 154.2	2 192.4	2 230.1	2 297.7
Produits échangés ⁴	USD/t	3 284.1	3 575.2	3 483.9	3 483.2	3 462.0	3 543.1	3 644.9	3 676.1	3 761.6	3 848.0	3 937.5
Pays développés												
Production	kt	28 615	29 210	29 460	29 117	29 356	29 374	29 679	29 794	29 835	29 961	30 076
dont aquaculture	kt	5 178	5 417	5 480	5 563	5 628	5 674	5 723	5 799	5 875	5 949	6 017
Consommation	kt	37 124	37 631	37 661	37 740	38 000	38 068	38 365	38 535	38 707	38 922	39 100
alimentation humaine	kt	31 278	31 762	31 702	31 799	32 020	32 056	32 243	32 377	32 553	32 733	32 798
transformation industrielle	kt	5 082	5 129	5 217	5 196	5 232	5 265	5 377	5 415	5 413	5 450	5 565
Pays en développement												
Production	kt	152 152	156 195	155 751	160 867	162 907	165 002	164 266	168 913	171 119	172 779	171 659
dont aquaculture	kt	85 428	89 298	90 977	92 722	94 039	95 970	97 900	99 690	101 633	103 161	104 717
Consommation	kt	145 685	150 024	149 700	154 294	156 213	158 178	157 350	161 842	163 817	165 319	164 035
alimentation humaine	kt	128 506	133 083	134 663	137 353	139 301	141 276	142 413	144 982	146 993	148 524	149 181
transformation industrielle	kt	12 612	12 520	10 669	12 626	12 650	12 692	10 780	12 756	12 773	12 796	10 908
OCDE⁵												
Production	kt	28 184	29 057	28 460	28 663	28 999	29 020	28 527	29 156	29 357	29 523	28 921
dont aquaculture	kt	7 471	7 822	7 885	7 928	8 026	8 108	8 188	8 186	8 322	8 442	8 558
Consommation	kt	38 569	39 176	38 698	39 200	39 497	39 564	39 382	39 948	40 150	40 373	40 062
alimentation humaine	kt	32 394	33 045	32 950	33 082	33 341	33 382	33 514	33 655	33 855	34 053	34 038
transformation industrielle	kt	5 272	5 402	5 013	5 378	5 411	5 437	5 123	5 548	5 550	5 576	5 279
FARINE DE POISSON⁶												
Monde												
Production	kt	5 157.8	5 254.4	4 874.6	5 409.6	5 482.0	5 546.2	5 139.4	5 684.4	5 733.4	5 782.5	5 361.7
à partir de poisson entier	kt	3 900.8	4 026.7	3 617.4	4 117.7	4 156.6	4 189.2	3 754.5	4 269.2	4 289.2	4 315.7	3 872.9
Consommation	kt	5 250.8	5 253.3	5 032.1	5 269.9	5 463.0	5 550.6	5 295.6	5 533.5	5 727.9	5 783.1	5 518.1
Variation de stocks	kt	-90.0	1.1	-157.5	139.7	19.0	-4.4	-156.1	150.9	5.5	-0.6	-156.4
Prix ⁷	USD/t	1 501.5	1 663.6	1 679.8	1 580.0	1 563.4	1 615.4	1 735.3	1 700.2	1 693.9	1 734.6	1 898.8
Pays développés												
Production	kt	1 685.7	1 706.1	1 747.4	1 765.0	1 795.7	1 816.0	1 854.2	1 874.6	1 883.5	1 901.1	1 936.7
à partir de poisson entier	kt	1 093.3	1 139.3	1 169.5	1 176.1	1 195.7	1 204.9	1 231.9	1 242.1	1 243.1	1 253.0	1 280.8
Consommation	kt	1 845.4	1 772.2	1 654.5	1 712.7	1 733.8	1 718.8	1 605.8	1 658.7	1 679.9	1 676.0	1 574.8
Variation de stocks	kt	-30.0	-3.9	-44.5	39.7	1.0	-4.4	-38.1	35.9	2.5	-0.6	-38.4
Pays en développement												
Production	kt	3 472.1	3 548.3	3 127.2	3 644.6	3 686.3	3 730.2	3 285.2	3 809.7	3 849.9	3 881.4	3 425.0
à partir de poisson entier	kt	2 807.5	2 887.4	2 447.9	2 941.6	2 960.8	2 984.4	2 522.6	3 027.1	3 046.1	3 062.7	2 592.1
Consommation	kt	3 756.1	3 981.1	3 827.6	3 957.2	4 079.2	4 131.8	3 939.7	4 074.8	4 198.0	4 207.1	3 993.3
Variation de stocks	kt	-60.0	5.0	-113.0	100.0	18.0	0.0	-118.0	115.0	3.0	0.0	-118.0
OCDE⁵												
Production	kt	1 579.8	1 613.0	1 547.3	1 647.9	1 676.7	1 693.9	1 637.0	1 741.2	1 749.8	1 763.8	1 707.3
à partir de poisson entier	kt	1 096.5	1 179.7	1 104.7	1 196.0	1 215.5	1 223.3	1 156.9	1 252.6	1 255.2	1 263.2	1 200.8
Consommation	kt	1 864.3	1 946.7	1 807.8	1 866.2	1 900.6	1 895.0	1 774.1	1 819.6	1 852.2	1 857.0	1 754.3
Variation de stocks	kt	-35.0	-8.9	-49.5	44.7	6.0	-4.4	-43.1	40.9	2.5	-0.6	-43.4

Tableau C.7. Projections mondiales de la pêche et l'aquaculture (suite)

Année civile

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
HUILE DE POISSON⁶												
Monde												
Production	kt	1 188.9	1 247.5	1 201.3	1 291.0	1 307.9	1 325.4	1 267.3	1 361.6	1 371.3	1 382.7	1 315.5
à partir de poisson entier	kt	577.8	629.0	575.9	659.0	669.4	680.4	615.8	703.4	706.4	711.1	637.4
Consommation	kt	1 180.0	1 249.4	1 259.5	1 236.7	1 306.4	1 327.3	1 321.2	1 316.0	1 366.6	1 383.6	1 368.8
Variation de stocks	kt	8.9	-1.9	-58.2	54.3	1.5	-1.9	-53.9	45.5	4.6	-0.9	-53.3
Prix ⁸	USD/t	2 367.0	2 268.9	2 250.1	2 173.4	2 150.2	2 209.1	2 298.5	2 407.5	2 413.7	2 473.5	2 585.7
Pays développés												
Production	kt	490.5	517.7	528.2	532.4	537.3	542.0	550.3	554.7	557.4	561.8	569.3
à partir de poisson entier	kt	181.1	197.3	204.1	204.6	206.1	207.5	212.2	213.0	212.2	212.9	217.0
Consommation	kt	631.2	690.2	692.8	671.1	697.3	705.0	705.0	695.9	712.1	717.7	714.2
Variation de stocks	kt	8.4	-6.9	-26.2	22.3	-3.5	-1.9	-21.9	18.5	-0.4	-0.9	-21.3
Pays en développement												
Production	kt	699.3	729.8	673.1	758.7	770.6	783.4	717.1	806.9	813.9	820.9	746.2
à partir de poisson entier	kt	397.6	431.7	371.9	454.4	463.3	472.9	403.6	490.3	494.2	498.2	420.5
Consommation	kt	512.4	559.3	566.7	565.7	609.0	622.4	616.2	620.1	654.5	665.8	654.6
Variation de stocks	kt	0.5	5.0	-32.0	32.0	5.0	0.0	-32.0	27.0	5.0	0.0	-32.0
OCDE⁵												
Production	kt	698.8	730.7	720.8	741.7	746.3	750.4	739.7	761.5	764.8	769.1	759.3
à partir de poisson entier	kt	202.3	226.3	211.9	228.5	228.8	228.8	213.9	231.3	230.3	230.2	216.2
Consommation	kt	873.1	961.1	968.6	937.9	993.0	1 006.0	999.3	988.0	1 027.6	1 040.1	1 029.3
Variation de stocks	kt	15.0	-11.9	-31.2	27.3	1.5	-1.9	-26.9	18.5	4.6	-0.9	-26.3

Note : Sous la terminologie "produits de la pêche et aquaculture" sont compris les poissons, les crustacés, les mollusques et autres animaux marins, mais sont exclus les mammifères marins, les crocodiles, caïmans, aligators et les plantes aquatiques. Moyenne 2020-22 est : Les données pour 2022 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Les données sont en équivalent poids vif.
2. Valeur unitaire mondiale de la production de poissons issue de l'aquaculture (base poids vivant).
3. La valeur de la production de poissons pêchés est estimée par la FAO, déduction faite des poissons utilisés pour réduction.
4. Valeur unitaire mondiale des échanges (somme des importations et des exportations).
5. Exclut le Costa Rica.
6. Les données sont en poids de produit.
7. Farine de poisson, protéine 64-65%, Hambourg, Allemagne.
8. Huile de poisson, sans origine, N.O. Europe.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.8. Projections mondiales des biocarburants

Année civile

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
ÉTHANOL												
Monde												
Production	bln L	124.3	133.5	136.3	138.2	140.4	142.2	144.2	145.9	147.6	149.3	150.9
Consommation	bln L	124.4	133.5	136.2	138.4	140.6	142.5	144.4	146.2	147.8	149.4	151.0
Exportations	bln L	10.2	10.5	10.7	10.8	10.9	11.1	11.2	11.4	11.6	11.7	11.9
Prix ¹	USD/hl	57.9	56.8	52.3	52.8	53.4	53.9	54.3	54.9	55.5	56.2	56.8
Pays développés												
Production	mrd L	68.5	71.0	71.3	71.4	71.7	71.9	72.2	72.4	72.7	73.0	73.3
Consommation	mrd L	68.1	70.6	70.6	70.7	71.0	71.3	71.7	71.9	72.1	72.4	72.6
Échanges nets	mrd L	0.0	0.5	0.7	0.9	0.9	0.9	0.8	0.7	0.7	0.8	0.8
Pays en développement												
Production	mrd L	55.8	62.5	65.0	66.8	68.7	70.3	72.0	73.5	74.9	76.3	77.6
Consommation	mrd L	56.2	62.9	65.7	67.7	69.6	71.2	72.8	74.2	75.7	77.1	78.4
Échanges nets	mrd L	-0.7	-0.5	-0.7	-0.9	-0.9	-0.9	-0.8	-0.7	-0.7	-0.8	-0.8
OCDE²												
Production	mrd L	68.2	70.7	71.0	71.2	71.5	71.7	72.0	72.3	72.6	72.9	73.2
Consommation	mrd L	69.4	71.8	71.8	72.0	72.4	72.6	73.0	73.3	73.5	73.7	74.0
Échanges nets	mrd L	-1.6	-1.1	-0.9	-0.6	-0.7	-0.7	-0.8	-0.8	-0.8	-0.7	-0.7
BIODIESEL												
Monde												
Production	mrd L	53.6	58.6	60.6	61.4	62.2	62.9	63.8	64.5	65.2	66.0	66.9
Consommation	mrd L	54.4	58.6	60.7	61.4	62.3	63.0	63.8	64.5	65.3	66.0	66.9
Exportations	mrd L	6.9	7.0	6.9	6.9	6.8	6.8	6.9	7.0	7.1	7.2	7.3
Prix ³	USD/hl	140.8	150.5	129.9	134.7	137.5	141.1	144.2	146.7	149.7	152.8	156.1
Pays développés												
Production	mrd L	28.1	30.5	31.9	32.3	32.8	33.3	33.7	34.0	34.2	34.5	35.0
Consommation	mrd L	32.7	35.1	36.3	36.6	37.0	37.4	37.8	38.1	38.4	38.7	39.1
Échanges nets	mrd L	-5.1	-4.5	-4.4	-4.2	-4.1	-4.0	-4.0	-4.1	-4.1	-4.1	-4.1
Pays en développement												
Production	mrd L	25.5	28.1	28.7	29.1	29.4	29.6	30.1	30.5	31.0	31.4	31.9
Consommation	mrd L	21.6	23.6	24.3	24.9	25.3	25.5	26.0	26.5	26.9	27.3	27.8
Échanges nets	mrd L	3.8	4.5	4.4	4.2	4.1	4.0	4.0	4.1	4.1	4.1	4.1
OCDE²												
Production	mrd L	29.5	31.9	33.3	33.7	34.2	34.8	35.1	35.4	35.7	36.0	36.5
Consommation	mrd L	34.1	36.5	37.7	38.0	38.4	38.8	39.2	39.5	39.8	40.1	40.6
Échanges nets	mrd L	-5.0	-4.5	-4.3	-4.2	-4.1	-4.0	-4.0	-4.1	-4.1	-4.1	-4.1

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Prix de gros, États-Unis, Omaha.

2. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

3. Prix à la production en Allemagne net de droits de douanes sur le biodiesel et de la taxe sur l'énergie.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.9. Projections mondiales du coton

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
MONDE												
Production	Mt	25.1	23.9	24.3	25.0	25.3	25.8	26.3	26.7	27.2	27.7	28.2
Surface	Mha	32.2	32.3	32.3	32.5	32.6	32.7	32.8	33.0	33.1	33.3	33.4
Rendements	t/ha	0.78	0.74	0.75	0.77	0.78	0.79	0.80	0.81	0.82	0.83	0.84
Consommation ¹	Mt	24.4	23.8	24.4	25.0	25.5	25.9	26.4	26.8	27.2	27.7	28.1
Exportations	Mt	9.7	9.0	9.3	9.6	9.8	10.0	10.3	10.5	10.7	11.0	11.2
Stocks, fin de période	Mt	21.2	21.9	22.1	22.3	22.4	22.5	22.6	22.8	23.0	23.3	23.6
Prix ²	USD/t	2 407.7	2 219.1	2 127.8	2 079.1	2 090.5	2 132.2	2 144.3	2 167.8	2 190.9	2 203.0	2 208.3
PAYS DÉVELOPPÉS												
Production	Mt	5.9	5.6	5.7	5.8	5.9	6.0	6.1	6.2	6.3	6.4	6.5
Consommation	Mt	1.6	1.5	1.6	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8
Exportations	Mt	4.6	4.4	4.4	4.5	4.6	4.7	4.7	4.8	4.9	5.0	5.0
Importations	Mt	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Stocks, fin de période	Mt	2.3	2.4	2.5	2.5	2.6	2.6	2.6	2.6	2.7	2.7	2.7
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
Production	Mt	19.2	18.3	18.6	19.1	19.4	19.8	20.2	20.5	20.9	21.3	21.6
Consommation	Mt	22.8	22.3	22.8	23.3	23.8	24.2	24.7	25.1	25.5	25.9	26.3
Exportations	Mt	5.1	4.6	4.8	5.1	5.2	5.4	5.5	5.7	5.8	6.0	6.1
Importations	Mt	9.5	8.9	9.1	9.5	9.7	9.9	10.1	10.4	10.6	10.8	11.1
Stocks, fin de période	Mt	18.9	19.5	19.6	19.8	19.8	19.9	20.0	20.2	20.3	20.6	20.8
OCDE³												
Production	Mt	5.6	5.5	5.6	5.8	5.9	6.0	6.1	6.2	6.3	6.5	6.6
Consommation	Mt	2.8	2.9	3.0	3.1	3.2	3.2	3.3	3.3	3.3	3.3	3.4
Exportations	Mt	4.4	4.4	4.5	4.5	4.6	4.7	4.8	4.9	5.0	5.1	5.2
Importations	Mt	2.0	1.8	1.8	1.9	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Stocks, fin de période	Mt	3.9	4.2	4.2	4.2	4.3	4.3	4.3	4.3	4.4	4.4	4.4

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. La consommation du coton correspond à celle de la filature et non à la demande finale du consommateur.
2. Indice Cotlook A, Middling 1 1/8", coût et fret hors assurance, ports d'extrême Orient (août/juillet).
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.10. Hypothèses économiques

Année civile

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PIB RÉEL¹												
Australie	%	2.2	1.9	1.6	2.0	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Canada	%	0.9	1.0	1.3	2.3	1.9	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
Chili	%	2.6	-1.0	2.0	2.3	2.4	2.5	2.1	2.1	2.0	2.0	1.9
Union européenne	%	0.7	0.8	1.7	1.6	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Japon	%	-0.5	1.8	0.9	0.9	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Corée	%	2.1	1.8	1.9	2.6	2.5	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Mexique	%	-0.2	1.6	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
Nouvelle-Zélande	%	2.0	1.0	1.2	2.2	2.3	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
Norvège	%	1.9	1.8	1.6	1.6	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Suisse	%	1.3	0.6	1.4	1.2	1.8	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
Türkiye	%	6.1	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	2.4	2.5	2.6	2.7	2.7
Royaume-Uni	%	0.3	-0.4	0.2	2.3	2.2	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5
États-Unis	%	1.7	0.5	1.0	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
Brésil	%	1.2	1.2	1.4	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Chine	%	4.5	4.6	4.1	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
Égypte	%	4.5	4.4	5.2	5.6	5.8	5.9	5.5	5.2	5.0	4.7	4.5
Inde	%	3.0	6.1	6.8	6.8	6.5	6.2	5.8	5.5	5.2	5.0	4.7
Indonésie	%	2.3	5.0	5.4	5.3	5.2	5.1	4.9	4.6	4.4	4.2	4.1
Iran	%	3.7	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Malaisie	%	1.0	4.4	4.9	4.4	4.4	3.9	3.8	3.7	3.5	3.4	3.3
Pakistan	%	3.6	3.5	4.2	4.6	5.0	5.0	4.8	4.5	4.3	4.2	4.0
Russie	%	-0.6	-5.6	-0.2	1.0	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Arabie saoudite	%	2.2	3.7	2.9	2.9	2.9	3.0	2.9	2.9	2.8	2.7	2.6
Afrique du Sud	%	0.2	1.1	1.3	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3
Ukraine	%	1.0	3.4	3.8	4.0	4.0	3.8	3.7	3.6	3.4	3.3	3.2
OCDE ^{2,3}	%	1.4	1.0	1.4	1.8	1.8	1.7	1.6	1.6	1.7	1.7	1.7
DÉFLATEUR DCP¹												
Australie	%	2.4	4.3	2.5	2.8	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Canada	%	3.0	3.9	2.4	1.9	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Chili	%	6.4	8.7	4.1	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Union européenne	%	3.5	4.3	1.9	2.1	2.0	2.1	2.2	2.1	2.1	2.0	2.0
Japon	%	0.7	2.0	1.7	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Corée	%	2.5	3.3	2.3	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Mexique	%	6.6	5.6	3.2	3.3	3.1	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Nouvelle-Zélande	%	3.5	4.8	2.8	2.5	2.3	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
Norvège	%	3.1	4.4	3.0	2.5	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Suisse	%	0.6	2.0	1.4	1.3	1.0	1.0	0.9	0.8	0.7	0.6	0.5
Türkiye	%	35.0	51.2	24.2	17.2	15.4	15.0	7.0	5.6	5.3	5.3	5.3
Royaume-Uni	%	3.8	6.1	2.8	1.8	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
États-Unis	%	3.8	3.5	2.6	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Brésil	%	7.3	4.7	4.5	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Chine	%	1.8	2.2	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Égypte	%	6.2	12.0	8.0	7.1	7.0	7.0	6.5	6.1	5.8	5.5	5.2
Inde	%	6.2	5.1	4.4	4.1	4.0	4.0	3.8	3.7	3.6	3.4	3.3
Indonésie	%	2.7	5.5	3.2	3.0	3.0	3.0	2.9	2.9	2.8	2.7	2.6
Iran	%	3.8	3.0	2.5	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Malaisie	%	1.5	2.8	2.4	2.4	2.4	2.5	2.4	2.4	2.3	2.2	2.2
Pakistan	%	10.6	19.9	10.0	7.7	6.5	6.5	6.1	5.8	5.4	5.2	4.9
Russie	%	7.9	5.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
Arabie saoudite	%	3.1	2.2	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	1.9	1.9	1.9	1.8
Afrique du Sud	%	4.9	5.1	4.7	4.5	4.5	4.5	4.3	4.1	4.0	3.8	3.7
Ukraine	%	6.5	5.8	5.2	5.0	5.0	4.7	4.5	4.3	4.2	4.0	3.8
OCDE ^{2,3}	%	6.5	11.2	6.9	5.7	5.6	5.8	3.6	3.2	3.1	3.1	3.2

Tableau C.10. Hypothèses économiques (suite)

Année civile

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
DÉFLATEUR PIB¹												
Australie	%	2.9	1.9	1.2	2.6	2.4	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Canada	%	3.7	1.9	1.8	1.5	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Chili	%	8.2	8.5	3.4	3.3	2.8	2.8	2.9	2.9	3.0	3.1	3.1
Union européenne	%	3.8	4.3	2.3	1.8	2.0	1.9	2.0	1.9	1.8	1.8	1.7
Japon	%	0.3	0.7	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Corée	%	1.5	0.8	2.3	1.8	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
Mexique	%	4.6	3.2	3.7	3.2	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Nouvelle-Zélande	%	2.9	2.5	3.6	3.8	3.4	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1
Norvège	%	5.7	1.3	0.1	0.5	0.6	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Suisse	%	0.7	1.0	1.4	1.5	1.4	1.4	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
Türkiye	%	43.9	51.0	24.9	17.1	15.1	14.7	5.5	5.3	5.0	4.9	4.9
Royaume-Uni	%	3.0	2.2	3.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
États-Unis	%	3.0	2.4	2.5	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Brésil	%	7.4	3.6	4.0	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3
Chine	%	2.2	1.4	2.2	2.1	2.0	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
Égypte	%	6.7	13.1	8.2	7.4	7.1	7.1	6.6	6.2	5.9	5.5	5.2
Inde	%	7.9	5.9	4.6	4.4	4.2	4.2	4.0	3.9	3.7	3.6	3.5
Indonésie	%	3.9	5.5	3.2	3.0	3.0	3.0	2.9	2.9	2.8	2.7	2.6
Iran	%	3.8	3.0	2.5	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Malaisie	%	2.9	2.8	2.6	2.8	2.6	2.7	2.6	2.5	2.5	2.4	2.4
Pakistan	%	11.3	20.8	10.2	7.8	6.5	6.4	6.0	5.7	5.4	5.1	4.9
Russie	%	6.8	5.0	2.1	2.4	3.5	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7
Arabie saoudite	%	6.3	-4.9	-0.9	-0.2	0.2	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Afrique du Sud	%	5.6	3.7	4.6	4.6	4.6	4.6	4.4	4.2	4.1	3.9	3.8
Ukraine	%	11.0	6.7	5.6	5.3	5.0	4.8	4.5	4.3	4.2	4.0	3.8
OCDE ³	%	7.1	11.2	7.6	6.1	5.9	6.1	3.2	3.1	3.0	3.0	3.0
PRIX MONDIAUX DES INTRANTS												
Pétrole brut (Brent) ⁴	USD/baril	70.2	81.7	83.7	85.4	87.1	88.8	90.5	92.3	94.1	96.0	97.9
Engrais ⁵	USD/t	129.5	159.6	105.2	108.5	109.9	112.1	114.2	116.7	119.2	121.6	123.9
TAUX DE CHANGE												
Australie	AUD/USD	1.41	1.57	1.57	1.58	1.58	1.59	1.60	1.60	1.61	1.62	1.62
Canada	CAD/USD	1.30	1.37	1.37	1.37	1.36	1.35	1.34	1.33	1.32	1.31	1.30
Chili	CLP/USD	801.47	819.78	837.60	847.30	856.30	864.44	872.58	880.72	888.85	896.99	905.13
Union européenne	EUR/USD	0.89	1.02	1.02	1.02	1.01	1.01	1.00	0.99	0.99	0.98	0.97
Japon	JPY/USD	116.47	147.33	147.33	141.63	137.01	133.62	130.32	127.10	123.97	120.90	117.92
Corée	KRW/USD	1 210.62	1 422.10	1 422.10	1 422.81	1 423.27	1 423.28	1 423.30	1 423.31	1 423.32	1 423.33	1 423.34
Mexique	MXN/USD	20.57	19.64	19.64	19.92	20.14	20.33	20.53	20.73	20.93	21.13	21.33
Nouvelle-Zélande	NZD/USD	1.52	1.73	1.73	1.75	1.76	1.77	1.78	1.78	1.79	1.80	1.80
Brésil	BRL/USD	5.23	5.13	5.13	5.14	5.15	5.15	5.15	5.14	5.14	5.14	5.14
Chine	CNY/USD	6.71	7.30	7.30	7.31	7.30	7.29	7.28	7.26	7.25	7.24	7.23
Égypte	EGP/USD	16.11	19.38	20.35	21.12	21.95	22.81	23.68	24.55	25.41	26.28	27.15
Inde	INR/USD	75.84	80.39	82.28	84.11	85.81	87.54	89.27	91.00	92.73	94.46	96.19
Indonésie	'000 IDR/USD	14.52	15.14	15.17	15.21	15.27	15.33	15.39	15.44	15.50	15.56	15.62
Malaisie	MYR/USD	4.08	3.88	3.88	3.88	3.89	3.90	3.90	3.91	3.91	3.92	3.92
Pakistan	PKR/USD	165.43	195.42	213.02	230.62	248.22	265.81	283.41	301.01	318.61	336.20	353.80
Russie	RUB/USD	71.89	62.28	62.28	64.06	65.73	67.37	69.05	70.76	72.52	74.33	76.18
Arabie saoudite	SAR/USD	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75
Afrique du Sud	ZAR/USD	15.78	16.44	16.76	17.12	17.51	17.89	18.28	18.67	19.06	19.45	19.83
Ukraine	UAH/USD	27.31	27.66	27.80	27.80	27.80	27.80	27.80	27.80	27.80	27.80	27.80
Royaume-Uni	GBP/USD	0.78	0.89	0.89	0.88	0.87	0.85	0.83	0.82	0.80	0.79	0.77

ANNEXE C

Tableau C.10. Hypothèses économiques (suite)

Année civile

		2022est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
POPULATION¹												
Australie	%	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8
Canada	%	0.7	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7
Chili	%	0.5	0.0	-0.1	0.0	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.4	0.4
Union européenne	%	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1
Japon	%	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6
Corée	%	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3
Mexique	%	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Nouvelle-Zélande	%	1.4	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6
Norvège	%	0.4	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6
Suisse	%	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4
Türkiye	%	0.8	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Royaume-Uni	%	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2
États-Unis	%	0.3	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Argentine	%	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5
Brésil	%	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4
Chine	%	0.1	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2
Égypte	%	1.9	1.8	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5
Inde	%	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7
Indonésie	%	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7
Iran	%	1.2	1.1	1.1	1.0	1.0	0.9	0.9	0.8	0.8	0.7	0.7
Malaisie	%	1.3	1.2	1.2	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.8
Pakistan	%	2.0	1.9	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	1.6	1.6	1.5	1.5
Russie	%	-0.4	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
Arabie saoudite	%	1.5	1.4	1.3	1.2	1.2	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	0.9
Afrique du Sud	%	1.2	1.1	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9
Ukraine	%	-0.6	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7
OCDE ³	%	0.2	0.4	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Monde	%	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PIB PAR HABITANT en dollar US constant année 2010¹												
Australie	%	1.2	0.9	0.7	1.0	1.2	1.3	1.4	1.4	1.4	1.4	1.5
Canada	%	0.0	0.2	0.5	1.5	1.1	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0
Chili	%	2.0	-0.9	2.0	2.3	2.3	2.4	1.9	1.8	1.7	1.6	1.5
Union européenne	%	0.7	0.5	2.2	2.0	1.8	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
Japon	%	0.0	2.4	1.4	1.5	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Corée	%	2.1	1.8	2.0	2.7	2.6	2.5	2.5	2.5	2.5	2.6	2.6
Mexique	%	-0.9	0.9	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5
Nouvelle-Zélande	%	0.5	0.2	0.4	1.4	1.5	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	1.8
Norvège	%	1.3	1.1	0.8	0.9	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7
Suisse	%	0.6	0.0	0.8	0.6	1.2	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8
Türkiye	%	5.2	2.6	2.6	2.5	2.5	2.5	1.8	1.9	2.0	2.1	2.1
Royaume-Uni	%	-0.1	-0.7	-0.1	2.0	1.9	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.3
États-Unis	%	1.3	0.0	0.5	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
Brésil	%	0.6	0.7	0.8	1.5	1.4	1.5	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6
Chine	%	4.4	4.6	4.2	4.7	4.7	4.7	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8
Égypte	%	2.5	2.6	3.4	3.8	4.1	4.2	3.9	3.6	3.4	3.2	3.0
Inde	%	2.0	5.1	5.9	5.8	5.6	5.3	5.0	4.7	4.4	4.2	4.0
Indonésie	%	1.3	4.0	4.4	4.4	4.3	4.2	4.0	3.8	3.6	3.5	3.3
Iran	%	2.4	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	1.2	1.2	1.3	1.3	1.3
Malaisie	%	-0.3	3.1	3.7	3.3	3.3	2.9	2.8	2.7	2.6	2.5	2.4
Pakistan	%	1.6	1.6	2.3	2.8	3.2	3.2	3.1	2.9	2.7	2.6	2.5
Russie	%	-0.4	-5.4	0.1	1.3	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Arabie saoudite	%	0.7	2.3	1.6	1.6	1.7	1.9	1.8	1.8	1.8	1.7	1.7
Afrique du Sud	%	-1.0	0.0	0.1	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Ukraine	%	1.6	4.1	4.5	4.7	4.7	4.6	4.4	4.3	4.2	4.1	4.0
OCDE ³	%	0.9	0.6	1.0	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3

ANNEXE C

Note : Pour les pays de l'OCDE, ainsi que le Brésil, la Chine et la Russie, les données historiques du PIB réel, du déflateur des dépenses de la consommation privée et du déflateur du PIB proviennent des Perspectives Économiques de l'OCDE No. 112, décembre 2022. Pour les autres économies, les données macroéconomiques historiques proviennent du FMI, Perspectives Économiques mondiales, octobre 2022. Les hypothèses pour la période de projection se basent sur la mise à jour historique du Département économique de l'OCDE, sur les projections du FMI et pour les données de population sur les World Population Prospects (medium variant), des Nations Unies. Les données de l'Union européenne sont un agrégat de la zone euro à l'exception de la population. L'indice des prix utilisé est le déflateur des dépenses de la consommation privée. Moyenne 2020-22est et 2022est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Variation annuelle en pourcentage.
 2. Moyenne pondérée des taux de croissance annuels du PIB réel et du déflateur de l'IPC dans les pays de l'OCDE basée sur des poids utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA).
 3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
 4. La mise à jour de court terme du prix du pétrole brut provient des Perspectives Économiques de l'OCDE No. 112, décembre 2022. Pour l'année 2022, c'est la moyenne annuelle des prix spot quotidiens qui est utilisée, et pour 2023 le prix spot moyen de décembre 2022 est utilisé. Les prix du pétrole sont constants en termes réels sur la période de projection.
 5. Banque mondiale. Les données pour 2022 sont estimées, les projections proviennent des Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.
- Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.11. Prix mondiaux

Prix nominal

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
CÉRÉALES												
Blé ¹	USD/t	339.2	315.5	272.8	263.2	268.0	271.5	276.1	281.4	285.5	289.2	293.9
Maïs ²	USD/t	274.2	258.1	211.4	204.7	208.0	210.9	214.7	217.7	220.6	223.4	226.7
Autres céréales secondaires ³	USD/t	288.3	264.8	237.3	226.8	228.7	234.1	239.2	243.8	247.6	250.9	254.9
Riz ⁴	USD/t	412.8	435.4	425.8	418.1	425.0	429.8	436.8	442.2	447.5	453.0	458.6
Drêches sèches de distillerie ⁵	USD/t	207.7	215.4	168.1	154.7	157.3	159.7	162.4	164.8	167.1	169.3	171.8
OLÉAGINEUX												
Soja ⁶	USD/t	592.5	539.3	501.1	495.7	508.8	518.2	524.1	532.7	540.3	548.7	556.3
Autres oléagineux ⁷	USD/t	672.0	568.3	550.5	556.9	579.0	593.7	601.3	614.9	627.2	641.0	652.8
Tourteaux protéiques ⁸	USD/t	466.8	447.7	408.9	404.7	411.0	416.4	420.8	425.7	430.0	434.6	439.4
Huiles végétales ⁹	USD/t	1 314.7	1 091.2	1 087.8	1 109.8	1 146.2	1 173.2	1 194.2	1 220.2	1 246.6	1 275.8	1 304.4
EDULCORANTS												
Sucre brut ¹⁰	USD/t	399.4	400.6	356.3	332.0	326.2	327.0	334.6	340.6	345.2	347.4	346.8
Sucre raffiné ¹¹	USD/t	500.5	520.4	473.7	446.2	440.4	444.1	450.3	459.5	466.2	470.1	471.4
Mélasses ¹²	USD/t	217.5	199.0	166.1	160.2	167.9	174.5	179.2	180.7	182.1	183.4	185.0
VIANDE												
Viande bovine ¹³	USD/t	5 277.7	5 650.8	5 331.5	5 303.6	5 423.4	5 531.6	5 638.5	5 755.8	5 864.6	5 981.0	6 098.0
Viande porcine ¹⁴	USD/t	2 728.8	2 754.6	2 732.9	2 731.5	2 765.7	2 797.3	2 835.3	2 874.5	2 906.0	2 944.9	2 980.0
Viande de volaille ¹⁵	USD/t	1 672.8	1 826.2	1 721.5	1 713.9	1 725.4	1 749.1	1 775.8	1 801.5	1 824.9	1 848.4	1 874.2
Viande ovine ¹⁶	USD/t	5 273.2	5 104.8	4 920.9	4 996.8	5 102.7	5 204.6	5 307.4	5 407.4	5 509.6	5 613.1	5 709.8
PECHE ET AQUACULTURE												
Produits échangés ¹⁷	USD/t	3 284.1	3 575.2	3 483.9	3 483.2	3 462.0	3 543.1	3 644.9	3 676.1	3 761.6	3 848.0	3 937.5
Aquaculture ¹⁸	USD/t	3 311.6	3 413.8	3 374.7	3 365.1	3 336.7	3 413.7	3 514.3	3 556.5	3 651.9	3 748.0	3 833.5
Pêche ¹⁹	USD/t	1 935.0	2 097.6	2 067.3	2 064.5	2 056.4	2 093.4	2 144.0	2 154.2	2 192.4	2 230.1	2 297.7
Alimentation animale ²⁰	USD/t	1 501.5	1 663.6	1 679.8	1 580.0	1 563.4	1 615.4	1 735.3	1 700.2	1 693.9	1 734.6	1 898.8
Huile ²¹	USD/t	2 367.0	2 268.9	2 250.1	2 173.4	2 150.2	2 209.1	2 298.5	2 407.5	2 413.7	2 473.5	2 585.7
PRODUITS LAITIERS												
Beurre ²²	USD/t	4 925.0	4 636.7	4 765.1	4 866.3	5 027.0	5 129.8	5 212.9	5 336.1	5 432.7	5 557.2	5 673.0
Fromage ²³	USD/t	4 610.6	4 589.7	4 658.0	4 718.8	4 807.6	4 891.6	4 960.5	5 046.1	5 123.0	5 210.8	5 300.0
Lait écrémé en poudre ²⁴	USD/t	3 340.1	3 115.6	3 112.0	3 122.2	3 147.2	3 199.0	3 256.4	3 312.1	3 368.7	3 432.3	3 497.6
Lait entier en poudre ²⁵	USD/t	3 554.2	3 343.9	3 380.3	3 425.8	3 478.3	3 536.9	3 598.0	3 667.3	3 735.6	3 813.2	3 890.5
Poudre de lactosérum ²⁶	USD/t	1 143.1	1 002.5	1 014.2	1 024.5	1 032.5	1 046.7	1 061.5	1 078.0	1 093.1	1 108.5	1 124.2
Caséine ²⁷	USD/t	9 233.9	9 278.6	8 970.9	8 914.0	8 983.0	9 122.2	9 263.2	9 406.0	9 550.7	9 697.3	9 847.2
BIOCARBURANTS												
Éthanol ²⁸	USD/hl	57.9	56.8	52.3	52.8	53.4	53.9	54.3	54.9	55.5	56.2	56.8
Biodiesel ²⁹	USD/hl	140.8	150.5	129.9	134.7	137.5	141.1	144.2	146.7	149.7	152.8	156.1
COTON												
Coton ³⁰	USD/t	2 407.7	2 219.1	2 127.8	2 079.1	2 090.5	2 132.2	2 144.3	2 167.8	2 190.9	2 203.0	2 208.3
RACINES ET TUBERCULES												
Racines et tubercules ³¹	USD/t	440.7	448.5	462.7	468.4	479.3	483.9	492.7	499.0	506.5	513.1	520.5
Déflateur PIB USA (2022=1)	Indice	0.964	1.024	1.049	1.071	1.092	1.113	1.135	1.157	1.180	1.203	1.227

Tableau C.11. Prix mondiaux (suite)

Prix réel

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
CÉRÉALES												
Blé ¹	USD/t	350.9	308.2	260.1	245.9	245.5	243.9	243.3	243.2	242.0	240.4	239.6
Maïs ²	USD/t	284.1	252.1	201.5	191.2	190.6	189.5	189.2	188.2	187.0	185.7	184.8
Autres céréales secondaires ³	USD/t	298.4	258.7	226.2	211.9	209.5	210.3	210.7	210.6	209.8	208.5	207.8
Riz ⁴	USD/t	428.8	425.3	406.0	390.6	389.4	386.2	384.9	382.1	379.2	376.5	373.8
Drêches sèches de distillerie ⁵	USD/t	214.8	210.4	160.2	144.5	144.1	143.5	143.1	142.4	141.6	140.7	140.0
OLÉAGINEUX												
Soja ⁶	USD/t	615.1	526.7	477.8	463.1	466.1	465.6	461.8	460.3	457.9	456.0	453.4
Autres oléagineux ⁷	USD/t	697.7	555.2	524.8	520.3	530.5	533.5	529.8	531.4	531.5	532.7	532.1
Tourteaux protéiques ⁸	USD/t	484.4	437.3	389.8	378.1	376.6	374.1	370.8	367.9	364.4	361.2	358.2
Huiles végétales ⁹	USD/t	1 365.8	1 065.9	1 037.0	1 036.7	1 050.1	1 054.1	1 052.3	1 054.4	1 056.4	1 060.3	1 063.2
EDULCORANTS												
Sucre brut ¹⁰	USD/t	414.1	391.3	339.7	310.2	298.8	293.8	294.9	294.3	292.5	288.7	282.7
Sucre raffiné ¹¹	USD/t	518.7	508.3	451.6	416.8	403.5	399.0	396.8	397.1	395.1	390.8	384.2
Mélasses ¹²	USD/t	225.1	194.4	158.3	149.7	153.8	156.8	157.9	156.2	154.3	152.4	150.8
VIANDE												
Viande bovine ¹³	USD/t	5 466.7	5 519.7	5 082.7	4 954.5	4 968.7	4 970.1	4 968.4	4 973.9	4 970.2	4 971.1	4 970.6
Viande porcine ¹⁴	USD/t	2 830.2	2 690.7	2 605.4	2 551.7	2 533.9	2 513.3	2 498.3	2 484.0	2 462.8	2 447.6	2 429.0
Viande de volaille ¹⁵	USD/t	1 729.8	1 783.8	1 641.2	1 601.1	1 580.8	1 571.6	1 564.7	1 556.7	1 546.6	1 536.3	1 527.7
Viande ovine ¹⁶	USD/t	5 462.5	4 986.3	4 691.3	4 667.9	4 674.9	4 676.2	4 676.6	4 672.9	4 669.3	4 665.3	4 654.1
PECHE ET AQUACULTURE												
Produits échangés ¹⁷	USD/t	3 401.9	3 492.3	3 321.4	3 254.0	3 171.8	3 183.4	3 211.7	3 176.7	3 187.9	3 198.2	3 209.5
Aquaculture ¹⁸	USD/t	3 432.4	3 334.6	3 217.2	3 143.6	3 057.0	3 067.2	3 096.7	3 073.4	3 095.0	3 115.1	3 124.7
Pêche ¹⁹	USD/t	2 006.0	2 049.0	1 970.8	1 928.6	1 884.0	1 880.9	1 889.2	1 861.6	1 858.0	1 853.5	1 872.9
Alimentation animale ²⁰	USD/t	1 557.4	1 625.0	1 601.5	1 476.0	1 432.3	1 451.4	1 529.1	1 469.3	1 435.5	1 441.7	1 547.7
Huile ²¹	USD/t	2 444.8	2 216.3	2 145.1	2 030.3	1 969.9	1 984.9	2 025.3	2 080.4	2 045.6	2 055.8	2 107.7
PRODUITS LAITIERS												
Beurre ²²	USD/t	5 089.3	4 529.1	4 542.7	4 546.0	4 605.6	4 609.1	4 593.3	4 611.2	4 604.2	4 618.8	4 624.1
Fromage ²³	USD/t	4 769.0	4 483.2	4 440.6	4 408.2	4 404.6	4 395.1	4 370.9	4 360.6	4 341.7	4 330.9	4 320.1
Lait écrémé en poudre ²⁴	USD/t	3 454.9	3 043.3	2 966.8	2 916.7	2 883.4	2 874.3	2 869.4	2 862.2	2 854.9	2 852.7	2 850.9
Lait entier en poudre ²⁵	USD/t	3 678.9	3 266.3	3 222.6	3 200.3	3 186.7	3 177.9	3 170.4	3 169.1	3 165.9	3 169.3	3 171.2
Poudre de lactosérum ²⁶	USD/t	1 181.2	979.3	966.9	957.1	945.9	940.5	935.3	931.6	926.4	921.3	916.4
Caséine ²⁷	USD/t	9 535.7	9 063.3	8 552.3	8 327.3	8 229.9	8 196.2	8 162.3	8 128.3	8 094.1	8 059.8	8 026.5
BIOCARBURANTS												
Éthanol ²⁸	USD/hl	59.7	55.5	49.8	49.3	48.9	48.5	47.9	47.4	47.1	46.7	46.3
Biodiesel ²⁹	USD/hl	144.8	147.0	123.8	125.8	125.9	126.7	127.0	126.8	126.9	127.0	127.2
COTON												
Coton ³⁰	USD/t	2 492.8	2 167.6	2 028.5	1 942.2	1 915.2	1 915.8	1 889.4	1 873.3	1 856.8	1 831.0	1 800.0
RACINES ET TUBERCULES												
Racines et tubercules ³¹	USD/t	456.9	438.1	441.1	437.6	439.1	434.7	434.1	431.2	429.3	426.4	424.2

ANNEXE C

Note : Ce tableau est une compilation de l'information sur les prix présentés dans les tableaux détaillés par produits de cette annexe. Les prix pour les produits végétaux sont en année commerciale et ceux des autres produits sont en année calendaire. Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les prix réels sont déflatés en utilisant le PIB des Etats-Unis en base année 2022=1.

1. Prix FAB du blé rouge d'hiver de catégorie No.2, protéine ordinaire, ports des États-Unis (juin/mai).
2. Prix à l'exportation FAB du maïs jaune de catégorie No.2, aux ports des États-Unis (septembre/août).
3. Prix à l'exportation FAB de l'orge fourragère, Rouen (juillet/juin).
4. Indice FAO des prix de tout le riz normalisé à l'Inde, indica haute qualité 5% moyenne brisée 2014-2016 (janvier/décembre).
5. Prix de gros, Illinois central (septembre/août).
6. Soja, U.S., CAF Rotterdam (octobre/septembre).
7. Colza, Europe, CAF Hambourg (octobre/septembre).
8. Prix moyen pondéré des tourteaux, port Européen (octobre/septembre).
9. Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port Européen (octobre/septembre).
10. Prix mondial du sucre brut, ICE contrat No11 le plus proche (octobre/septembre).
11. Prix du sucre raffiné, Euronext, Liffe, Contrat No. 407, Londres, Europe (octobre/septembre).
12. Prix unitaire à l'importation, Europe (octobre/septembre).
13. Australie et Nouvelle-Zélande : Mélange de viande de boeuf paré, Côte Est, FAB port d'entrée USD/t.
14. États-Unis d'Amérique : Viande de porc (fraîche, réfrigérée ou congelée), valeur unitaire d'exportation USD/t.
15. Brésil : Viande et abats comestibles de volaille (frais, réfrigérés ou congelés), valeur unitaire d'exportation USD/t.
16. Nouvelle-Zélande, agneau 17.5 kg, USD/t.
17. Valeur unitaire mondiale des échanges (somme des exportations et importations).
18. Valeur unitaire mondiale de la production issue de l'aquaculture (base poids vivant).
19. La valeur de la production de poissons pêchés à l'exclusion de la transformation industrielle est estimée par la FAO.
20. Farine de poisson, 64-65% de protéine, Hambourg, Allemagne.
21. Huile de poisson, sans origine, N.O. Europe.
22. Prix à l'exportation FAB, beurre à 82% m.g., Océanie.
23. Prix à l'exportation FAB, fromage cheddar, 39% d'humidité, Océanie.
24. Prix à l'exportation FAB, lait écrémé en poudre, 1.25% de matière grasse, Océanie.
25. Prix à l'exportation FAB, lait entier en poudre 26% de matière grasse, Océanie.
26. Prix à l'exportation FAB, lactosérum doux non hygroscopique, Europe occidentale.
27. Prix à l'exportation, Nouvelle Zélande.
28. Prix de gros, États-Unis, Omaha.
29. Prix à la production en Allemagne net de droits de douanes sur le biodiesel et de la taxe sur l'énergie.
30. Indice Cotlook A, Middling 1 1/8", coût et fret hors assurance, ports d'extrême Orient (août/juillet).
31. Thaïlande, Bangkok, Manioc (farine), prix de gros.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.12.1. Projections des échanges mondiaux, importations

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Blé												
Échanges mondiaux	kt	189 817	192 766	195 075	197 239	199 014	202 239	204 703	206 977	209 296	211 638	213 431
OCDE ¹	kt	39 529	39 007	39 182	39 148	39 146	39 303	39 397	39 413	39 458	39 513	39 614
Pays en développement	kt	159 923	164 170	166 445	168 661	170 413	173 387	175 711	177 861	180 037	182 246	183 905
Pays les Moins Avancés	kt	19 593	22 816	23 638	23 389	23 878	24 627	25 376	26 065	26 620	27 154	27 611
Maïs												
Échanges mondiaux	kt	187 870	183 282	185 039	186 364	189 132	191 963	194 842	197 700	200 477	203 229	206 138
OCDE ¹	kt	82 177	78 656	81 187	82 108	82 386	83 037	84 044	85 147	86 137	87 038	87 879
Pays en développement	kt	144 701	144 288	144 657	145 694	148 307	150 822	153 033	155 074	157 243	159 469	161 948
Pays les Moins Avancés	kt	4 980	5 503	5 920	5 298	5 335	5 307	5 407	5 412	5 247	5 057	4 905
Autres céréales secondaires												
Échanges mondiaux	kt	45 614	43 148	42 857	42 705	42 935	43 549	44 341	44 999	45 809	46 403	46 963
OCDE ¹	kt	9 010	9 224	9 257	9 295	9 330	9 261	9 369	9 331	9 466	9 530	9 608
Pays en développement	kt	38 594	35 970	35 644	35 689	35 988	36 648	37 429	38 066	38 775	39 341	39 884
Pays les Moins Avancés	kt	1 124	1 500	1 417	1 239	1 205	1 267	1 367	1 499	1 574	1 617	1 611
Riz												
Échanges mondiaux	kt	52 482	53 847	54 446	55 927	56 751	57 766	58 906	60 206	61 379	62 454	63 487
OCDE ¹	kt	7 805	7 965	7 965	8 008	8 025	8 068	8 114	8 173	8 235	8 290	8 370
Pays en développement	kt	44 834	46 161	46 730	48 137	48 912	49 846	50 907	52 118	53 206	54 200	55 132
Pays les Moins Avancés	kt	11 889	12 326	13 037	13 639	14 104	14 656	15 311	16 024	16 674	17 322	17 976
Soja												
Échanges mondiaux	kt	160 631	162 187	163 261	165 142	165 779	166 766	167 626	168 331	169 112	169 827	170 674
OCDE ¹	kt	31 120	30 713	30 624	30 619	30 451	30 333	30 259	30 156	30 060	29 954	29 859
Pays en développement	kt	137 863	139 551	140 695	142 501	143 414	144 667	145 751	146 686	147 662	148 611	149 670
Pays les Moins Avancés	kt	1 679	1 889	1 976	2 019	2 063	2 106	2 155	2 201	2 249	2 298	2 349
Autres oléagineux												
Échanges mondiaux	kt	22 536	23 936	24 028	24 078	24 133	24 045	24 246	24 400	24 545	24 671	24 799
OCDE ¹	kt	13 953	14 201	14 198	14 183	14 105	13 980	13 970	13 916	13 871	13 817	13 752
Pays en développement	kt	10 404	11 793	11 972	12 094	12 261	12 317	12 545	12 744	12 927	13 100	13 287
Pays les Moins Avancés	kt	306	285	290	291	296	292	297	301	303	304	305
Tourteaux protéiques												
Échanges mondiaux	kt	92 250	95 026	96 581	97 398	98 362	99 231	100 121	100 971	101 723	102 509	103 222
OCDE ¹	kt	46 706	48 222	48 458	48 194	48 158	48 007	47 876	47 754	47 601	47 453	47 332
Pays en développement	kt	53 730	55 196	56 734	57 845	58 888	59 985	61 097	62 176	63 190	64 213	65 165
Pays les Moins Avancés	kt	1 503	1 638	1 701	1 749	1 849	1 937	2 026	2 119	2 211	2 340	2 415
Huiles végétales												
Échanges mondiaux	kt	83 184	84 376	84 782	85 272	85 774	86 285	86 780	87 255	87 754	88 264	88 728
OCDE ¹	kt	23 691	23 384	23 086	22 776	22 527	22 296	22 035	21 791	21 543	21 408	21 281
Pays en développement	kt	61 438	62 869	63 519	64 283	64 987	65 703	66 415	67 092	67 803	68 414	68 976
Pays les Moins Avancés	kt	6 945	7 368	7 607	7 806	8 016	8 251	8 502	8 755	9 032	9 274	9 513
Sucre												
Échanges mondiaux	kt	60 725	61 267	63 590	65 640	66 655	66 968	67 234	68 364	69 484	70 703	71 614
OCDE ¹	kt	12 014	11 774	11 557	11 433	11 547	11 581	11 565	11 535	11 446	11 390	11 367
Pays en développement	kt	48 568	49 549	52 043	54 299	55 261	55 539	55 735	56 855	58 035	59 286	60 219
Pays les Moins Avancés	kt	9 365	9 334	9 816	10 370	10 755	11 060	11 188	11 502	11 825	12 176	12 564
Viande bovine²												
Échanges mondiaux	kt	11 293	11 963	12 196	12 365	12 511	12 673	12 825	12 976	13 135	13 290	13 448
OCDE ¹	kt	4 538	4 662	4 640	4 651	4 643	4 650	4 652	4 658	4 666	4 672	4 679
Pays en développement	kt	7 298	8 065	8 312	8 475	8 635	8 797	8 953	9 107	9 266	9 423	9 584
Pays les Moins Avancés	kt	94	174	178	176	201	235	262	279	298	320	346
Viande porcine²												
Échanges mondiaux	kt	11 748	10 417	10 292	10 291	10 285	10 291	10 285	10 297	10 317	10 364	10 399
OCDE ¹	kt	5 411	5 879	5 886	5 919	5 953	5 980	6 004	6 031	6 058	6 084	6 105
Pays en développement	kt	7 981	6 328	6 200	6 169	6 133	6 119	6 094	6 082	6 079	6 104	6 121
Pays les Moins Avancés	kt	145	170	173	190	212	226	240	259	276	293	310
Viande de volaille												
Échanges mondiaux	kt	14 577	15 600	15 569	15 493	15 603	15 738	15 885	16 049	16 218	16 384	16 544
OCDE ¹	kt	4 070	4 543	4 432	4 373	4 363	4 388	4 412	4 433	4 456	4 477	4 499
Pays en développement	kt	10 355	10 928	10 984	10 954	11 093	11 236	11 388	11 557	11 732	11 908	12 079
Pays les Moins Avancés	kt	1 296	1 620	1 685	1 765	1 846	1 929	2 015	2 106	2 201	2 299	2 398
Viande ovine²												
Échanges mondiaux	kt	1 091	1 131	1 135	1 138	1 142	1 145	1 149	1 153	1 157	1 162	1 166
OCDE ¹	kt	436	442	426	418	416	413	411	409	406	404	402
Pays en développement	kt	671	700	720	730	736	742	748	755	761	767	774
Pays les Moins Avancés	kt	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2

ANNEXE C

Tableau C.12.1. Projections des échanges mondiaux, importations (suite)

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Beurre												
Échanges mondiaux	kt	1 002	1 079	1 083	1 090	1 096	1 111	1 125	1 131	1 143	1 150	1 158
OCDE ¹	kt	295	310	308	307	302	303	303	300	300	300	300
Pays en développement	kt	585	653	666	678	689	701	713	721	731	738	746
Pays les Moins Avancés	kt	11	18	20	20	22	25	27	29	31	32	33
Fromage												
Échanges mondiaux	kt	3 491	3 630	3 659	3 702	3 762	3 826	3 888	3 950	4 013	4 074	4 131
OCDE ¹	kt	1 723	1 765	1 770	1 789	1 809	1 831	1 841	1 854	1 869	1 883	1 896
Pays en développement	kt	1 642	1 753	1 789	1 826	1 871	1 914	1 962	2 010	2 056	2 102	2 145
Pays les Moins Avancés	kt	27	34	41	44	49	55	62	69	75	81	88
Lait entier en poudre												
Échanges mondiaux	kt	2 752	2 605	2 630	2 650	2 666	2 684	2 699	2 715	2 729	2 741	2 753
OCDE ¹	kt	160	153	149	153	155	158	159	159	160	160	160
Pays en développement	kt	2 619	2 484	2 511	2 525	2 542	2 559	2 574	2 590	2 603	2 616	2 628
Pays les Moins Avancés	kt	262	257	268	279	289	299	309	319	328	338	348
Lait écrémé en poudre												
Échanges mondiaux	kt	2 583	2 693	2 768	2 839	2 905	2 969	3 035	3 099	3 163	3 229	3 295
OCDE ¹	kt	510	523	523	526	530	533	536	539	542	546	550
Pays en développement	kt	2 345	2 449	2 518	2 581	2 647	2 710	2 774	2 837	2 900	2 964	3 029
Pays les Moins Avancés	kt	122	135	143	151	159	167	175	183	191	198	206
Poisson												
Échanges mondiaux	kt	43 953	44 084	44 402	44 991	45 100	45 284	45 331	45 595	45 722	45 884	45 659
OCDE ¹	kt	23 503	23 547	23 588	24 119	24 196	24 289	24 316	24 412	24 475	24 557	24 558
Pays en développement	kt	21 139	21 371	21 750	21 858	21 885	21 995	22 098	22 296	22 315	22 411	22 244
Pays les Moins Avancés	kt	1 353	1 394	1 453	1 482	1 531	1 551	1 549	1 574	1 586	1 587	1 550
Farine de poisson³												
Échanges mondiaux	kt	3 723	3 869	3 577	3 795	3 846	3 830	3 475	3 691	3 747	3 715	3 348
OCDE ¹	kt	1 197	1 205	1 062	1 150	1 132	1 112	957	1 032	1 035	1 031	895
Pays en développement	kt	2 756	2 907	2 736	2 863	2 940	2 949	2 740	2 879	2 941	2 920	2 685
Pays les Moins Avancés	kt	87	87	69	85	98	102	91	102	108	109	95
Huile de poisson³												
Échanges mondiaux	kt	919	915	892	927	945	959	932	968	979	992	959
OCDE ¹	kt	733	728	715	730	750	760	741	758	770	780	758
Pays en développement	kt	322	317	314	332	345	353	345	360	371	378	367
Pays les Moins Avancés	kt	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
Éthanol												
Échanges mondiaux	kt	10 893	10 490	10 735	10 754	10 907	11 067	11 240	11 398	11 551	11 709	11 863
OCDE ¹	kt	7 443	7 219	7 402	7 394	7 532	7 677	7 844	7 996	8 143	8 296	8 444
Pays en développement	kt	4 675	4 449	4 520	4 533	4 534	4 540	4 540	4 541	4 542	4 545	4 548
Pays les Moins Avancés	kt	221	224	224	224	224	224	224	224	224	224	224
Biodiesel												
Échanges mondiaux	kt	8 147	6 987	6 919	6 865	6 825	6 797	6 870	6 999	7 094	7 180	7 266
OCDE ¹	kt	7 806	6 648	6 578	6 543	6 504	6 483	6 558	6 685	6 780	6 865	6 950
Pays en développement	kt	341	339	341	322	321	314	312	314	313	315	316
Pays les Moins Avancés	kt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coton												
Échanges mondiaux	kt	9 895	9 233	9 502	9 833	10 047	10 276	10 497	10 717	10 944	11 192	11 422
OCDE ¹	kt	2 024	1 764	1 832	1 899	1 925	1 958	1 959	1 963	1 970	1 982	2 001
Pays en développement	kt	9 549	8 870	9 138	9 468	9 685	9 914	10 133	10 352	10 578	10 825	11 055
Pays les Moins Avancés	kt	1 560	1 467	1 543	1 614	1 671	1 726	1 787	1 845	1 903	1 962	2 024
Racines et tubercules												
Échanges mondiaux	kt	18 728	19 179	19 523	19 957	20 302	20 647	20 947	21 295	21 632	21 988	22 352
OCDE ¹	kt	3 760	3 926	3 886	3 920	3 921	3 921	3 947	3 957	3 962	3 969	3 959
Pays en développement	kt	15 584	15 851	16 244	16 654	16 998	17 336	17 612	17 946	18 277	18 623	18 992
Pays les Moins Avancés	kt	240	333	327	331	325	337	366	410	462	508	528

Note : La somme OCDE, pays en développement et pays les moins avancés ne correspond pas au total des échanges mondiaux en raison du double comptage pour certains pays et des différences statistiques (par exemple les PMA sont déjà compris dans l'agrégat des pays en développement). Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Exclut l'Islande (à l'exception des produits de la pêche et de l'aquaculture) et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
2. Exclut le commerce d'animaux vivants.
3. Les données sont en poids de produit.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.12.2. Projections des échanges mondiaux, exportations

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Blé												
OCDE ¹	kt	108 983	109 469	109 074	108 937	109 295	111 470	112 768	113 762	114 787	115 790	116 571
Pays en développement	kt	26 769	24 613	24 504	24 815	25 401	25 839	26 317	26 811	27 280	27 773	28 303
Pays les Moins Avancés	kt	211	173	167	169	166	162	159	155	153	151	150
Maïs												
OCDE ¹	kt	68 935	60 983	62 355	63 229	63 113	63 438	63 756	64 036	64 172	64 187	64 292
Pays en développement	kt	82 921	82 122	83 440	85 446	87 003	88 512	90 030	91 532	93 007	94 484	96 025
Pays les Moins Avancés	kt	3 003	3 104	2 949	3 053	3 035	3 006	2 953	2 933	2 947	2 980	3 016
Autres céréales secondaires												
OCDE ¹	kt	32 272	30 320	29 538	28 931	28 849	29 212	29 694	30 010	30 453	30 679	30 924
Pays en développement	kt	6 114	6 300	6 299	6 317	6 324	6 358	6 368	6 390	6 413	6 444	6 489
Pays les Moins Avancés	kt	522	343	357	380	384	375	355	334	323	317	317
Riz												
OCDE ¹	kt	3 284	2 936	3 053	3 131	3 224	3 286	3 337	3 394	3 455	3 491	3 546
Pays en développement	kt	48 029	50 755	51 221	52 611	53 330	54 267	55 339	56 563	57 658	58 680	59 640
Pays les Moins Avancés	kt	4 446	4 623	4 517	4 550	4 734	4 841	4 902	4 913	5 010	5 156	5 341
Soja												
OCDE ¹	kt	61 371	55 558	56 740	57 113	57 161	57 404	57 561	57 635	57 823	57 922	58 146
Pays en développement	kt	94 058	103 878	103 627	105 031	105 575	106 323	107 040	107 669	108 255	108 862	109 482
Pays les Moins Avancés	kt	18	17	17	17	17	17	17	16	16	16	16
Autres oléagineux												
OCDE ¹	kt	14 471	15 701	15 685	15 595	15 495	15 183	15 344	15 453	15 540	15 602	15 685
Pays en développement	kt	3 264	2 929	2 925	2 960	2 984	3 041	3 039	3 035	3 042	3 047	3 050
Pays les Moins Avancés	kt	478	360	321	336	330	343	341	337	336	334	333
Tourteaux protéiques												
OCDE ¹	kt	21 586	22 737	22 866	23 379	23 962	24 456	24 947	25 425	25 796	26 165	26 423
Pays en développement	kt	61 369	64 660	66 039	66 270	66 568	66 848	67 132	67 406	67 681	67 983	68 314
Pays les Moins Avancés	kt	361	320	305	305	285	273	262	250	239	220	216
Huiles végétales												
OCDE ¹	kt	8 891	8 729	8 792	9 057	9 240	9 374	9 561	9 702	9 808	9 915	9 985
Pays en développement	kt	64 123	66 056	66 344	66 455	66 738	67 045	67 257	67 516	67 823	68 135	68 422
Pays les Moins Avancés	kt	565	536	515	499	481	463	446	429	413	397	383
Sucre												
OCDE ¹	kt	6 956	7 834	7 599	7 733	7 921	8 004	8 294	8 461	8 546	8 652	8 656
Pays en développement	kt	58 555	58 809	61 368	62 909	63 698	63 933	63 936	64 930	65 963	67 024	67 887
Pays les Moins Avancés	kt	2 442	1 965	1 933	1 959	2 058	2 130	1 986	1 940	1 871	1 825	1 814
Viande bovine²												
OCDE ¹	kt	5 225	5 318	5 427	5 463	5 535	5 599	5 668	5 735	5 803	5 870	5 936
Pays en développement	kt	6 623	6 933	7 010	7 112	7 202	7 308	7 400	7 496	7 598	7 701	7 807
Pays les Moins Avancés	kt	13	11	11	12	12	12	13	13	13	13	14
Viande porcine²												
OCDE ¹	kt	10 143	8 934	8 849	8 785	8 754	8 740	8 724	8 725	8 733	8 766	8 785
Pays en développement	kt	1 907	1 723	1 629	1 662	1 676	1 679	1 689	1 700	1 712	1 726	1 741
Pays les Moins Avancés	kt	1	2	2	2	2	2	2	2	2	1	1
Viande de volaille												
OCDE ¹	kt	7 355	7 376	7 439	7 462	7 483	7 525	7 574	7 634	7 695	7 755	7 810
Pays en développement	kt	8 215	8 352	8 286	8 205	8 309	8 417	8 531	8 653	8 781	8 908	9 031
Pays les Moins Avancés	kt	45	32	31	30	28	27	26	25	24	23	23
Viande ovine²												
OCDE ¹	kt	1 021	1 063	1 076	1 084	1 094	1 102	1 110	1 119	1 127	1 135	1 143
Pays en développement	kt	86	86	84	84	85	85	86	86	86	86	86
Pays les Moins Avancés	kt	4	5	5	5	5	4	4	4	4	4	4
Beurre												
OCDE ¹	kt	824	848	856	871	880	900	917	924	937	943	949
Pays en développement	kt	111	144	141	129	124	122	121	122	123	126	130
Pays les Moins Avancés	kt	3	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Fromage												
OCDE ¹	kt	2 623	2 775	2 801	2 844	2 897	2 955	3 014	3 072	3 130	3 186	3 236
Pays en développement	kt	561	529	519	506	500	498	498	499	501	505	510
Pays les Moins Avancés	kt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lait entier en poudre												
OCDE ¹	kt	1 972	1 899	1 921	1 938	1 949	1 967	1 981	1 996	2 007	2 016	2 026
Pays en développement	kt	715	670	672	675	680	680	681	682	685	687	689
Pays les Moins Avancés	kt	6	6	6	6	5	5	5	5	5	5	4
Lait écrémé en poudre												
OCDE ¹	kt	2 278	2 335	2 417	2 495	2 566	2 633	2 700	2 767	2 832	2 897	2 962
Pays en développement	kt	265	298	293	288	285	283	282	282	282	283	284
Pays les Moins Avancés	kt	13	13	13	12	12	11	11	10	10	10	10

Tableau C.12.2. Projections des échanges mondiaux, exportations (suite)

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Poisson³												
OCDE ¹	kt	13 165	13 408	13 330	13 563	13 678	13 746	13 460	13 620	13 681	13 706	13 417
Pays en développement	kt	27 775	27 512	27 772	28 402	28 549	28 789	28 984	29 337	29 586	29 871	29 868
Pays les Moins Avancés	kt	1 928	1 770	1 805	1 716	1 667	1 659	1 670	1 616	1 586	1 562	1 583
Farine de poisson⁴												
OCDE ¹	kt	948	880	851	887	902	916	863	913	930	938	892
Pays en développement	kt	2 532	2 469	2 148	2 450	2 530	2 547	2 204	2 499	2 590	2 594	2 235
Pays les Moins Avancés	kt	180	201	193	199	205	207	202	207	209	210	204
Huile de poisson⁴												
OCDE ¹	kt	544	510	499	507	501	506	508	513	502	510	514
Pays en développement	kt	508	482	452	493	502	514	478	520	525	533	490
Pays les Moins Avancés	kt	44	43	43	43	42	42	42	42	41	41	41
Éthanol												
OCDE ¹	kt	5 877	6 138	6 529	6 763	6 880	7 008	7 092	7 228	7 377	7 556	7 731
Pays en développement	kt	3 938	3 979	3 834	3 618	3 654	3 686	3 776	3 798	3 802	3 782	3 760
Pays les Moins Avancés	kt	36	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44
Biodiesel												
OCDE ¹	kt	2 766	2 169	2 243	2 317	2 390	2 465	2 541	2 619	2 699	2 780	2 836
Pays en développement	kt	4 159	4 841	4 698	4 572	4 458	4 356	4 352	4 403	4 418	4 424	4 453
Pays les Moins Avancés	kt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coton												
OCDE ¹	kt	4 438	4 403	4 473	4 538	4 616	4 700	4 797	4 890	4 983	5 074	5 162
Pays en développement	kt	5 084	4 635	4 848	5 076	5 231	5 387	5 534	5 680	5 826	5 993	6 145
Pays les Moins Avancés	kt	1 144	983	1 030	1 141	1 142	1 149	1 149	1 155	1 166	1 176	1 185
Racines et tubercules												
OCDE ¹	kt	1 861	1 905	1 937	1 959	1 986	2 007	2 036	2 067	2 094	2 124	2 155
Pays en développement	kt	12 754	13 177	13 492	13 903	14 222	14 548	14 822	15 141	15 453	15 782	16 119
Pays les Moins Avancés	kt	141	107	112	110	111	108	102	96	92	90	91

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Exclut l'Islande (à l'exception des produits de la pêche et de l'aquaculture) et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
2. Exclut le commerce d'animaux vivants.
3. Les données sont en équivalent poids vif et correspondent au commerce de produits alimentaires, c'est à dire pour la consommation humaine.
4. Les données sont en poids de produit.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.13.1. Projections du blé : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	778 550	854 859	0.85	0.82	189 817	213 431	2.14	1.17	193 795	213 431	2.15	1.17
AMÉRIQUE DU NORD	77 052	88 547	-2.12	0.54	3 002	3 132	-4.07	1.06	45 157	52 014	-1.41	0.77
Canada	30 519	37 048	-0.93	1.23	142	151	10.22	1.87	21 866	27 755	-0.84	1.44
États-Unis	46 533	51 500	-2.87	0.07	2 860	2 981	-4.52	1.02	23 291	24 259	-1.96	0.06
AMÉRIQUE LATINE	32 119	39 498	3.28	1.22	22 380	24 817	0.07	0.50	14 777	19 847	8.02	1.88
Argentine	17 933	23 739	5.96	1.42	3	3	0.00	-0.05	12 312	17 020	15.96	1.91
Brésil	7 348	8 605	3.14	1.23	5 184	4 963	-4.05	-1.34	579	589	-5.04	0.00
Chili	1 204	1 052	-3.04	0.02	1 287	1 523	6.26	0.49	0	0	..	..
Colombie	5	6	-15.70	1.18	1 959	2 102	2.58	0.30	20	17	24.41	-0.30
Mexique	3 288	3 470	-1.18	0.45	4 949	5 825	2.06	1.37	729	1 292	-3.53	3.98
Paraguay	891	978	-0.66	1.10	1	1	-37.43	-0.82	410	302	0.79	3.98
Pérou	195	203	-1.66	1.00	2 136	2 545	2.17	1.11	4	3	-7.42	-0.35
EUROPE	265 108	282 539	1.31	0.72	8 824	8 081	-2.96	-0.45	87 000	102 343	3.34	1.57
Union européenne ¹	133 279	137 548	-0.34	0.15	4 806	5 313	-2.04	0.07	31 842	36 858	0.04	1.43
Royaume-Uni	13 073	16 095	-0.72	1.03	1 656	584	-5.86	-5.02	637	1 215	-6.85	3.04
Russie	84 651	96 226	5.17	1.44	190	377	-14.96	3.89	36 272	48 126	7.36	1.78
Ukraine	25 676	22 515	0.55	0.80	27	15	-12.09	-0.22	16 481	12 856	4.43	0.87
AFRIQUE	26 686	31 823	-0.13	0.79	51 031	64 309	1.18	2.02	812	569	-3.16	-1.00
Égypte	9 233	10 448	-0.26	1.24	11 815	14 922	0.97	1.76	195	92	-1.95	-0.69
Éthiopie	5 241	5 563	3.05	1.12	1 350	2 827	5.06	4.16	0	0	..	..
Nigéria	66	66	-1.89	0.84	5 663	7 837	3.00	2.68	1	1	-10.10	-0.59
Afrique du Sud	2 208	2 165	2.93	-0.21	1 537	1 746	-1.13	1.43	150	77	-5.77	2.71
ASIE	342 214	382 446	0.87	0.98	103 664	111 936	4.04	0.98	19 847	18 310	1.18	1.06
Chine ²	136 307	136 176	0.88	0.14	10 025	7 446	14.89	-0.56	168	222	-2.47	1.33
Inde	108 096	130 578	2.21	1.84	4	2	-39.42	-7.19	5 489	1 783	6.15	9.62
Indonésie	0	0	..	..	10 805	12 458	4.55	0.54	70	67	-5.75	-0.54
Iran	12 480	13 324	2.40	0.41	4 953	5 109	-1.89	2.69	50	49	3.29	-0.27
Japon	1 011	1 120	2.39	0.28	5 424	5 374	-0.99	0.00	0	0	..	..
Kazakhstan	13 091	16 821	-1.11	1.17	1 200	717	65.01	-0.79	8 092	10 001	1.22	0.80
Corée	20	28	-3.05	0.31	4 178	4 070	0.17	0.16	53	56	0.95	0.65
Malaisie	0	0	..	..	1 655	1 886	1.85	0.94	148	158	5.26	-0.93
Pakistan	26 223	31 331	0.52	1.19	2 741	2 730	41.44	7.84	68	79	-29.15	-0.68
Philippines	0	0	..	..	6 371	7 455	5.55	1.31	63	59	249.06	-1.29
Arabie saoudite	550	479	16.11	0.86	3 158	3 876	-0.65	1.30	0	0	..	..
Thaïlande	1	1	-3.71	0.82	2 895	3 485	-0.30	1.17	19	12	2.84	-1.15
Türkiye	19 233	22 847	-1.45	1.20	9 019	8 157	10.94	-0.57	4 222	4 651	1.68	0.58
Viet Nam	0	0	..	..	4 073	5 167	6.00	2.07	43	36	0.01	-2.02
OCÉANIE	35 370	30 005	3.37	0.06	917	1 156	2.65	0.39	26 201	20 349	3.57	-0.20
Australie	34 945	29 507	3.43	0.04	33	28	13.15	-0.40	26 201	20 349	3.57	-0.20
Nouvelle-Zélande	425	499	-0.69	1.33	488	600	1.40	0.64	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	404 630	434 912	0.59	0.67	29 894	29 526	-0.54	0.39	167 026	185 129	1.82	1.09
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	373 920	419 946	1.12	0.98	159 923	183 905	2.72	1.30	26 769	28 303	4.23	1.70
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	8 652	9 289	-1.28	0.85	19 593	27 611	3.82	2.22	211	150	1.41	-1.59
OCDE³	284 443	301 655	-0.55	0.38	39 529	39 614	1.28	0.16	108 983	116 571	0.20	0.84
BRICS	338 610	373 750	2.31	1.06	16 940	14 535	2.44	-0.53	42 659	50 796	6.47	1.90

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.13.2. Projections du blé : Consommation, humaine

Année commerciale

	CONSUMPTION (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	771 357	853 707	1.16	0.81	505 481	562 448	1.04	0.92	64.7	65.6	-0.05	0.08
AMÉRIQUE DU NORD	39 091	39 089	-0.85	0.26	27 635	28 498	0.25	0.32	73.6	71.8	-0.45	-0.20
Canada	8 962	9 450	0.25	0.64	2 829	3 030	1.14	0.59	74.1	72.8	0.06	-0.20
États-Unis	30 129	29 639	-1.16	0.14	24 806	25 469	0.15	0.29	73.6	71.7	-0.50	-0.20
AMÉRIQUE LATINE	40 343	44 426	1.03	0.76	33 201	36 272	0.80	0.72	50.7	51.5	-0.09	0.06
Argentine	6 091	6 723	0.64	0.82	5 032	5 466	0.94	0.77	111.2	113.4	0.14	0.20
Brésil	12 170	12 968	0.93	0.51	10 557	11 221	0.68	0.49	49.3	49.7	-0.06	0.03
Chili	2 474	2 571	0.81	0.51	2 018	2 062	1.19	0.22	105.2	105.1	0.09	0.01
Colombie	1 933	2 091	2.70	0.42	1 707	1 841	2.60	0.36	33.3	34.1	1.35	-0.13
Mexique	7 390	8 003	1.25	0.61	6 150	6 619	1.59	0.70	48.5	48.6	0.64	0.05
Paraguay	526	655	1.54	1.98	360	435	1.36	1.63	49.8	53.7	0.07	0.61
Pérou	2 327	2 743	1.84	1.25	1 920	2 221	1.42	1.12	57.6	60.7	-0.04	0.27
EUROPE	181 516	188 250	0.10	0.07	76 003	78 807	-0.22	0.37	101.7	106.8	-0.33	0.53
Union européenne ¹	105 287	106 084	-0.43	-0.35	47 389	49 358	0.06	0.39	106.3	111.6	-0.06	0.54
Royaume-Uni	14 610	15 458	-0.06	0.61	5 531	5 851	-2.58	0.69	82.2	84.2	-3.11	0.40
Russie	45 134	48 445	2.76	0.55	13 997	13 846	0.20	-0.10	96.4	98.5	0.11	0.20
Ukraine	8 255	9 615	-4.34	1.49	4 400	5 173	-1.37	1.73	101.2	128.4	-0.84	2.45
AFRIQUE	78 510	95 216	1.61	1.70	67 659	82 805	2.32	1.71	49.7	47.4	-0.23	-0.55
Égypte	21 332	25 247	0.81	1.60	19 298	23 026	2.12	1.59	185.1	184.8	0.06	0.00
Éthiopie	6 766	8 381	4.04	2.10	5 548	7 004	4.69	2.05	47.1	46.4	1.98	-0.18
Nigéria	5 661	7 891	3.21	2.73	5 173	7 268	3.65	2.76	24.5	26.4	1.01	0.33
Afrique du Sud	3 531	3 830	1.29	0.64	3 300	3 566	0.99	0.64	55.0	53.1	-0.39	-0.34
ASIE	422 076	475 928	1.75	1.00	298 230	332 902	1.20	0.93	64.4	67.4	0.29	0.37
Chine ²	141 287	144 082	1.80	0.10	88 204	87 649	0.61	-0.14	61.9	62.2	0.20	-0.02
Inde	104 944	128 404	1.88	1.81	79 853	95 512	0.96	1.70	57.3	62.6	-0.09	0.90
Indonésie	10 519	12 383	4.36	0.80	7 345	8 175	2.54	0.37	26.6	26.9	1.37	-0.46
Iran	16 233	18 337	1.94	1.00	14 009	15 759	1.38	0.99	164.8	167.6	0.05	0.13
Japon	6 417	6 494	-0.69	0.05	4 878	4 809	-0.62	-0.13	39.1	41.1	-0.29	0.45
Kazakhstan	6 322	7 524	-1.65	1.47	2 646	2 919	1.13	0.85	139.3	139.2	-0.21	-0.01
Corée	4 178	4 036	-0.13	0.11	2 345	2 359	0.27	-0.07	45.2	46.2	-0.09	0.09
Malaisie	1 424	1 724	1.02	1.13	1 111	1 296	2.58	0.98	33.9	35.3	1.23	-0.02
Pakistan	27 863	33 969	1.76	1.65	25 203	30 321	1.64	1.63	111.9	111.9	-0.40	-0.03
Philippines	6 108	7 381	5.16	1.34	3 149	4 122	4.00	1.88	28.4	32.6	2.53	0.72
Arabie saoudite	3 797	4 325	1.61	1.15	3 391	3 864	1.89	1.10	96.0	96.4	-0.05	0.01
Thaïlande	3 077	3 465	0.68	1.17	1 146	1 371	1.09	1.23	16.4	19.5	0.78	1.23
Turquie	24 273	26 273	1.52	0.72	17 750	18 895	1.68	0.56	208.9	209.4	0.30	0.01
Viet Nam	3 750	5 119	4.51	2.11	1 657	2 353	2.42	2.69	16.9	22.4	1.43	2.08
OCÉANIE	9 822	10 797	2.50	0.75	2 753	3 163	1.37	1.24	64.5	65.5	-0.22	0.13
Australie	8 483	9 176	2.74	0.69	2 011	2 271	1.28	1.15	77.6	79.2	-0.15	0.24
Nouvelle-Zélande	913	1 098	0.23	0.95	406	478	1.35	1.48	79.2	85.9	-0.45	0.78
PAYS DÉVELOPPÉS	266 077	278 631	0.01	0.26	128 656	134 463	0.08	0.43	89.4	91.7	-0.31	0.28
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	505 281	575 076	1.81	1.09	376 825	427 985	1.38	1.08	59.1	60.2	0.13	0.09
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	28 760	36 659	3.11	2.06	23 933	31 275	3.15	2.20	26.3	27.2	0.79	0.06
OCDE³	218 564	224 094	-0.08	0.07	119 974	125 288	0.33	0.41	85.6	87.2	-0.17	0.21
BRICS	307 065	337 729	1.92	0.80	195 911	211 795	0.73	0.70	60.5	62.9	0.03	0.36

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.14.1. Projections du maïs : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	1 190 406	1 355 409	1.58	1.17	187 870	206 138	5.54	1.36	183 477	201 745	4.64	1.39
AMÉRIQUE DU NORD	379 091	417 543	0.22	0.64	4 639	4 163	10.75	1.24	63 518	58 637	2.23	0.37
Canada	14 029	15 234	0.83	0.90	3 409	3 126	17.09	1.73	1 642	1 542	4.01	-0.04
États-Unis	365 062	402 309	0.20	0.63	1 230	1 037	1.93	-0.11	61 876	57 095	2.24	0.38
AMÉRIQUE LATINE	213 615	253 404	4.59	1.52	39 980	45 449	5.59	1.13	74 394	88 800	8.00	1.77
Argentine	60 023	68 299	7.77	1.17	4	4	-2.17	0.02	37 918	39 581	10.54	0.80
Brésil	109 071	133 586	4.89	1.82	1 934	1 235	10.43	-0.11	34 008	45 467	6.74	2.57
Chili	664	460	-9.59	-0.91	2 333	3 133	7.38	2.63	27	21	-2.48	-2.10
Colombie	1 441	1 990	-3.01	3.01	6 048	5 790	5.97	-0.75	1	1	-13.31	0.06
Mexique	27 152	30 255	1.82	0.84	16 810	20 310	8.52	1.66	502	1 368	-6.52	7.05
Paraguay	4 940	6 577	2.73	1.94	30	10	6.97	-0.44	1 886	2 318	-1.63	1.73
Pérou	1 566	1 931	-0.28	2.25	3 756	4 703	5.13	1.65	11	11	3.85	-0.22
EUROPE	124 731	135 796	0.76	1.15	20 900	21 385	5.24	2.25	33 596	44 359	2.70	2.30
Union européenne ¹	65 231	66 617	-0.60	0.00	17 614	17 649	6.02	2.39	4 411	3 909	1.26	0.97
Royaume-Uni	0	0	..	..	2 460	2 978	2.95	1.67	0	0	..	..
Russie	14 706	18 240	2.62	2.16	51	129	-0.54	6.10	3 419	6 030	-0.15	3.65
Ukraine	33 467	37 104	2.61	2.90	33	39	-3.04	-0.15	23 165	29 784	3.61	2.27
AFRIQUE	93 657	118 531	2.97	2.51	21 208	25 798	0.47	1.44	5 078	3 479	3.76	-0.71
Égypte	7 526	8 005	-1.57	0.42	9 549	12 547	2.04	2.62	0	0	..	..
Éthiopie	10 406	10 969	5.53	3.98	0	1	-66.59	..	934	0	2.37	-2.67
Nigéria	12 283	15 354	3.70	2.85	2	1	-44.20	-4.48	1	1	1.27	4.86
Afrique du Sud	16 270	18 114	4.11	0.93	0	0	-84.54	..	3 306	2 569	12.54	-1.70
ASIE	378 720	429 542	1.43	1.17	101 027	109 256	6.75	1.28	6 825	6 397	4.46	1.49
Chine ²	270 140	301 540	0.90	1.01	24 722	19 257	28.71	2.08	15	61	1.16	14.67
Inde	32 589	38 884	4.28	1.80	25	31	11.11	0.43	3 143	3 333	7.41	4.66
Indonésie	23 080	28 162	2.39	1.76	996	100	-10.23	-20.56	61	106	5.32	2.55
Iran	1 276	1 294	-3.05	-0.05	9 554	11 042	8.94	1.23	0	0	..	..
Japon	0	0	..	..	15 552	15 652	0.87	0.09	0	0	..	..
Kazakhstan	1 013	1 107	6.40	1.78	6	5	61.33	-1.24	70	82	19.25	9.41
Corée	81	85	0.29	-0.21	11 767	11 827	2.04	0.05	0	0	..	..
Malaisie	69	79	-0.33	1.32	3 702	4 073	-0.02	0.92	9	9	2.66	-0.91
Pakistan	9 367	10 869	8.87	2.32	25	280	10.59	22.70	260	9	10.96	-7.87
Philippines	8 240	9 488	1.34	1.39	674	1 178	0.97	3.14	0	0	..	..
Arabie saoudite	86	82	-0.03	0.99	3 467	4 904	3.01	3.11	0	0	..	..
Thaïlande	4 936	6 060	0.44	1.56	1 652	1 823	38.26	-0.03	55	19	-32.67	0.01
Turkiye	6 767	7 910	1.42	0.79	2 766	3 756	7.33	2.62	370	242	-0.63	-2.42
Viet Nam	4 447	4 560	-2.28	0.83	11 079	17 939	10.79	2.69	453	241	27.93	-2.62
OCÉANIE	593	593	-1.79	0.54	115	86	26.16	-0.49	65	73	-0.67	-2.39
Australie	380	373	-2.17	0.63	4	4	94.93	0.00	63	70	0.27	-2.50
Nouvelle-Zélande	198	204	-1.28	0.31	110	80	32.37	0.13	2	4	-16.59	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	523 728	575 121	0.45	0.76	43 168	44 190	3.40	1.30	100 556	105 721	2.67	1.07
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	666 678	780 287	2.53	1.48	144 701	161 948	6.26	1.37	82 921	96 025	7.24	1.76
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	46 236	64 773	3.03	2.83	4 980	4 905	10.88	-1.28	3 003	3 016	1.30	-0.29
OCDE³	481 265	525 658	0.17	0.57	82 177	87 879	4.77	1.12	68 935	64 292	2.09	0.49
BRICS	442 776	510 364	2.17	1.31	26 732	20 651	22.10	1.94	43 890	57 459	6.30	2.56

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.14.2. Projections du maïs : Consommation, animale, humaine

Année commerciale

	CONSUMPTION (kt)		Croissance (%) ⁴		ANIMALE (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	1 195 528	1 356 374	2.33	1.15	684 006	794 453	2.83	1.32	18.1	19.5	0.41	0.68
AMÉRIQUE DU NORD	324 800	362 276	0.61	0.80	133 504	158 417	0.73	1.42	16.2	16.0	-0.45	-0.22
Canada	15 850	16 800	2.98	1.07	8 571	8 323	2.86	0.79	27.6	26.4	-2.29	-0.88
États-Unis	308 950	345 476	0.50	0.79	124 933	150 094	0.59	1.46	14.9	14.7	-0.07	-0.10
AMÉRIQUE LATINE	181 212	209 614	4.15	1.40	117 557	135 064	4.10	1.39	48.0	49.9	0.06	0.31
Argentine	21 995	28 637	5.12	1.71	17 220	20 963	7.00	1.88	34.4	35.4	1.36	0.20
Brésil	77 730	89 081	4.56	1.53	50 610	58 315	2.61	1.36	22.4	22.7	-0.02	0.11
Chili	2 970	3 568	1.34	2.16	2 483	3 031	1.52	2.44	20.5	20.9	0.18	0.34
Colombie	7 655	7 779	3.88	0.15	6 662	6 734	4.44	0.12	17.3	17.3	0.30	-0.12
Mexique	44 143	49 158	4.73	1.08	24 121	26 573	8.19	1.15	132.5	138.5	0.34	0.40
Paraguay	3 436	4 261	12.18	2.05	724	1 083	6.65	3.46	50.0	52.5	-0.94	0.42
Pérou	5 311	6 614	3.47	1.91	4 609	5 819	4.00	2.02	14.9	15.4	0.79	0.19
EUROPE	108 401	112 826	1.02	0.63	84 272	85 485	1.23	0.37	8.4	8.9	0.06	0.50
Union européenne ¹	80 175	80 416	1.25	0.39	62 363	60 049	1.41	-0.01	10.2	10.7	0.06	0.54
Royaume-Uni	2 468	2 978	4.20	1.67	1 357	1 788	4.84	2.67	8.2	9.4	-0.11	0.41
Russie	10 606	12 298	2.96	1.43	8 842	10 389	4.61	1.43	1.3	1.5	1.31	1.73
Ukraine	6 659	7 365	-3.63	0.93	4 942	5 469	-4.08	0.87	10.6	10.9	-0.01	0.27
AFRIQUE	109 607	140 291	2.68	2.53	37 428	46 772	2.01	2.50	41.7	43.6	0.18	0.44
Égypte	17 108	20 518	0.70	1.78	12 122	14 952	0.50	2.05	40.4	37.8	-0.55	-0.53
Éthiopie	9 255	10 844	5.60	3.56	1 767	1 851	6.07	2.24	49.3	48.7	2.48	2.07
Nigéria	12 350	15 350	3.63	2.86	2 750	3 870	8.73	3.72	32.2	28.2	-0.45	-0.20
Afrique du Sud	12 625	15 444	1.42	1.84	5 502	7 710	0.53	3.26	87.2	83.4	-0.19	-0.45
ASIE	470 872	530 761	3.23	1.08	310 770	368 289	3.98	1.35	8.9	8.7	-0.16	-0.17
Chine ²	292 473	319 301	3.14	0.87	186 500	217 028	3.53	1.14	9.4	9.4	0.14	0.00
Inde	29 829	35 544	4.55	1.63	15 393	19 383	6.13	2.33	5.8	5.4	-0.78	-0.74
Indonésie	24 033	28 147	1.10	1.38	12 255	15 751	6.50	2.28	25.8	24.3	-1.32	-0.56
Iran	10 955	12 322	6.58	1.09	10 730	12 072	6.76	1.09	0.9	0.8	-1.35	-0.22
Japon	15 503	15 668	0.92	-0.07	11 977	11 781	1.07	0.03	0.8	0.9	1.13	0.58
Kazakhstan	816	1 010	4.26	2.15	648	814	4.80	2.39	0.5	0.5	-1.00	-0.10
Corée	11 677	11 908	2.19	-0.03	9 417	9 597	2.69	-0.02	1.9	2.0	0.86	0.26
Malaisie	3 775	4 140	0.01	0.98	3 438	3 784	-0.50	1.02	5.9	6.2	9.54	-0.06
Pakistan	9 065	11 116	8.79	2.61	5 883	7 329	15.07	2.51	8.4	8.3	1.71	1.87
Philippines	8 997	10 663	1.74	1.56	5 967	7 395	1.32	2.01	19.2	18.6	1.03	-0.42
Arabie saoudite	3 519	4 970	3.14	3.19	3 313	4 706	3.13	3.26	0.2	0.1	-1.91	-1.04
Thaïlande	6 582	7 863	6.61	1.16	6 225	7 443	7.20	1.20	1.2	1.2	-0.31	-0.23
Türkiye	9 246	11 422	3.63	1.44	7 299	9 548	5.27	1.79	15.5	14.7	-0.28	-0.39
Viet Nam	15 219	22 245	5.52	2.40	11 638	17 565	5.35	2.54	7.9	8.1	2.42	0.15
OCÉANIE	636	606	-0.11	0.92	474	425	1.54	1.12	2.1	1.8	-1.10	-1.20
Australie	317	308	-2.56	1.51	179	154	-1.19	2.76	2.8	2.5	-1.07	-1.26
Nouvelle-Zélande	307	281	2.46	0.26	292	268	3.21	0.27	1.3	1.2	-1.72	-0.68
PAYS DÉVELOPPÉS	466 656	512 648	0.75	0.77	239 764	268 876	0.95	1.06	12.5	12.9	0.10	0.24
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	728 872	843 727	3.46	1.39	444 242	525 577	3.98	1.46	19.4	20.8	0.40	0.68
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	48 590	66 437	3.90	2.77	13 496	17 391	7.26	2.46	29.7	35.0	0.37	1.07
OCDE³	501 511	548 471	1.19	0.73	261 686	290 395	1.75	0.97	22.1	23.4	0.37	0.52
BRICS	423 263	471 667	3.42	1.09	266 847	312 824	3.44	1.31	9.8	9.6	-0.10	-0.19

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.

2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.

3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.15.1. Projections des autres céréales secondaires : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	306 297	329 659	0.09	0.74	45 614	46 963	0.92	1.11	48 458	49 808	0.29	1.05
AMÉRIQUE DU NORD	27 004	28 650	-1.47	0.13	1 718	1 726	-2.17	-0.74	10 066	8 858	-4.08	0.46
Canada	14 126	15 141	1.66	0.42	213	79	7.11	0.24	6 383	5 981	4.08	1.23
États-Unis	12 878	13 509	-4.47	-0.18	1 504	1 647	-2.95	-0.79	3 684	2 877	-18.59	-0.99
AMÉRIQUE LATINE	21 982	24 873	0.25	0.86	1 996	2 263	-1.45	1.56	4 851	5 903	3.34	0.59
Argentine	8 579	10 368	0.68	0.88	1	1	0.03	0.00	4 518	5 613	3.11	0.60
Brésil	4 055	4 952	5.18	1.44	500	620	1.65	1.75	6	6	-20.32	6.85
Chili	782	741	0.57	-0.51	140	301	-8.68	8.82	29	20	-11.35	-6.02
Colombie	18	21	-10.30	3.37	335	375	-4.03	0.72	0	0	..	..
Mexique	5 659	5 952	-3.59	0.41	783	659	3.22	0.43	23	34	31.39	0.32
Paraguay	108	121	1.06	1.91	0	0	..	125.62	2	0	-2.73	-6.54
Pérou	261	258	-0.37	1.32	156	212	6.13	0.60	0	0	..	..
EUROPE	136 801	136 489	-0.27	0.17	2 680	2 368	3.31	-0.01	21 652	25 244	1.12	2.05
Union européenne ¹	86 180	83 760	-0.25	-0.23	1 836	1 538	5.27	-0.50	10 771	11 941	-0.13	1.49
Royaume-Uni	8 416	7 887	0.77	-0.12	167	243	-6.01	3.83	1 346	1 458	1.37	-0.65
Russie	26 722	28 014	0.20	0.53	135	128	-5.74	-1.01	4 834	6 930	4.00	1.72
Ukraine	9 262	9 639	-1.93	2.37	28	17	-0.59	0.05	4 457	4 469	0.72	5.34
AFRIQUE	52 225	69 516	0.42	1.85	4 688	4 184	2.32	1.50	911	351	-3.50	-1.83
Égypte	990	1 176	0.53	1.30	19	51	-13.86	4.34	0	0	..	..
Éthiopie	11 858	17 022	0.21	1.63	0	1	-77.40	..	355	0	-3.58	-33.57
Nigéria	8 598	9 993	1.81	1.94	10	8	0.00	-3.48	6	7	0.00	3.69
Afrique du Sud	658	649	2.79	1.14	74	162	-9.09	-2.05	8	9	-14.59	0.52
ASIE	49 814	54 194	0.33	1.19	34 421	36 288	0.96	1.22	1 075	939	-2.24	0.16
Chine ²	10 293	10 171	1.30	0.38	19 327	18 562	4.43	1.13	69	86	-0.64	1.03
Inde	18 214	20 562	-0.15	1.58	74	203	47.40	5.69	151	54	-15.55	-7.71
Indonésie	0	0	..	..	73	85	-2.99	1.18	0	0	..	..
Iran	3 014	3 361	-0.13	0.68	2 567	3 621	11.11	1.62	0	0	..	..
Japon	236	226	1.85	-0.52	1 727	1 457	-5.19	-1.55	0	0	..	..
Kazakhstan	3 367	3 873	1.77	1.42	61	39	26.18	0.25	715	695	2.21	1.17
Corée	207	149	4.65	-1.33	114	113	-0.39	-0.10	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	13	18	73.96	2.11	0	0	..	..
Pakistan	467	548	-0.43	1.68	147	237	9.20	6.57	0	0	..	..
Philippines	1	1	0.93	-0.72	41	45	2.93	0.83	0	0	..	..
Arabie saoudite	211	219	2.65	1.06	5 309	5 541	-8.00	1.21	0	0	..	..
Thaïlande	160	143	-0.57	-0.30	600	584	50.75	0.93	2	2	0.00	-0.18
Türkiye	8 350	9 194	0.57	1.58	1 400	2 198	21.30	1.96	131	96	34.11	-0.83
Viet Nam	3	2	8.61	-1.16	100	121	3.57	1.35	0	0	..	..
OCÉANIE	18 471	15 936	4.08	0.68	110	136	0.42	0.27	9 903	8 512	2.79	-0.45
Australie	18 112	15 530	4.27	0.68	0	0	..	..	9 903	8 512	2.79	-0.45
Nouvelle-Zélande	358	405	-2.68	0.50	25	31	2.51	-0.43	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	188 723	187 886	-0.03	0.23	7 020	7 080	-0.79	-0.16	42 344	43 319	0.20	1.16
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	117 574	141 772	0.27	1.46	38 594	39 884	1.29	1.36	6 114	6 489	1.05	0.32
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	24 936	33 003	0.10	2.13	1 124	1 611	5.14	2.14	522	317	-2.81	-1.69
OCDE³	156 559	153 759	-0.09	0.06	9 010	9 608	0.17	0.41	32 272	30 924	-0.49	0.51
BRICS	59 942	64 348	0.59	0.90	20 110	19 676	4.17	1.14	5 069	7 084	1.92	1.60

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.15.2. Projections des autres céréales secondaires : Consommation, animale, humaine

Année commerciale

	CONSUMMATION (kt)		Croissance (%) ⁴		ANIMALE (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	302 944	326 149	0.21	0.78	172 795	176 113	0.17	0.56	9.9	11.1	-0.21	0.72
AMÉRIQUE DU NORD	18 642	21 421	-0.95	0.02	10 176	12 667	-0.60	-0.11	7.4	7.5	1.94	-0.13
Canada	7 734	9 212	0.38	-0.02	6 285	7 677	0.04	-0.07	11.0	10.8	5.13	-0.79
États-Unis	10 908	12 209	-1.78	0.06	3 891	4 990	-1.42	-0.17	7.0	7.1	1.46	-0.03
AMÉRIQUE LATINE	19 139	21 224	-0.65	1.03	13 328	14 392	-1.40	0.86	2.2	2.3	-1.25	0.44
Argentine	4 011	4 750	-1.38	1.26	2 486	2 557	-1.23	0.91	13.2	12.7	-1.64	-0.28
Brésil	4 532	5 566	4.74	1.44	3 141	3 835	5.57	1.20	1.7	2.1	1.94	2.04
Chili	900	1 020	-0.80	1.67	620	688	-2.12	2.20	3.7	3.8	0.74	0.22
Colombie	354	395	-4.53	0.85	10	11	-27.90	0.97	0.5	0.4	-13.14	0.44
Mexique	6 419	6 578	-3.49	0.45	5 573	5 843	-4.03	0.44	0.2	0.2	-0.93	-0.64
Paraguay	106	120	2.46	1.96	89	99	1.21	2.00	0.0	0.0	-2.50	0.15
Pérou	420	470	1.70	1.01	5	7	0.98	2.04	6.6	6.6	0.58	0.18
EUROPE	117 451	113 552	-0.28	-0.18	86 690	82 474	-0.18	-0.03	13.0	13.7	-0.13	0.19
Union européenne ¹	77 288	73 327	-0.12	-0.46	57 383	53 296	-0.15	-0.28	10.1	11.0	0.05	0.50
Royaume-Uni	7 354	6 671	1.53	0.21	4 575	3 545	3.24	0.09	31.5	34.8	-0.04	0.41
Russie	21 427	21 225	-0.60	0.09	16 563	16 709	-0.33	0.23	11.7	10.7	-0.28	-0.96
Ukraine	4 972	5 173	-2.76	0.73	3 263	3 375	-3.40	0.83	16.6	15.4	-1.64	-0.70
AFRIQUE	56 657	72 996	0.88	2.00	7 898	8 291	-1.20	1.60	29.7	31.9	-0.78	-0.14
Égypte	1 008	1 224	0.02	1.45	653	801	0.01	1.37	2.8	2.8	-1.99	0.04
Éthiopie	12 017	16 873	1.40	1.83	390	383	-6.37	1.55	82.0	97.3	-0.58	-0.34
Nigéria	8 702	9 985	1.21	2.01	250	259	-7.74	3.02	36.9	32.4	-0.60	-0.49
Afrique du Sud	721	798	2.18	0.93	83	99	-4.72	3.58	2.5	2.3	-1.36	-0.48
ASIE	83 463	89 397	0.74	1.29	48 790	52 577	1.39	1.47	4.9	5.0	-1.19	0.62
Chine ²	29 199	28 696	3.18	0.87	17 683	17 379	6.03	1.28	3.0	2.9	-0.57	-0.32
Inde	18 407	20 705	0.30	1.67	1 650	1 941	12.87	2.51	11.2	11.5	-1.33	0.79
Indonésie	73	85	-2.99	1.18	0	0	0.00	0.00	0.3	0.3	-4.12	0.35
Iran	5 648	6 964	3.96	1.28	5 471	6 768	4.11	1.29	0.3	0.3	-1.35	-0.24
Japon	1 956	1 692	-5.14	-1.58	1 257	1 360	-7.36	-1.28	1.6	1.7	-1.98	0.48
Kazakhstan	2 668	3 205	1.32	1.69	1 727	2 164	1.20	2.15	2.4	2.2	-1.33	-0.78
Corée	320	263	2.43	-0.82	69	69	1.38	-0.02	4.6	3.6	2.56	-0.93
Malaisie	13	18	70.01	2.19	12	17	78.10	2.25	0.0	0.0	135.43	-0.09
Pakistan	614	785	0.99	2.94	186	255	-0.42	2.62	1.7	1.7	-0.03	1.63
Philippines	42	46	2.89	0.80	31	33	2.31	0.51	0.0	0.0	1.71	0.73
Arabie saoudite	5 587	5 723	-7.00	1.51	5 391	5 512	-7.21	1.54	2.5	2.2	-1.91	-1.04
Thaïlande	758	725	19.02	0.79	434	270	30.63	1.04	1.4	1.4	-0.36	0.05
Turkiye	9 452	11 246	1.67	1.67	8 406	10 110	2.05	1.77	3.4	3.1	-1.35	-0.39
Viet Nam	103	124	3.68	1.30	0	0	0.00	0.00	0.0	0.0	-2.46	-2.53
OCÉANIE	7 591	7 559	3.23	0.58	5 914	5 712	3.65	0.73	6.3	6.1	-0.59	-0.68
Australie	7 121	7 018	3.68	0.57	5 572	5 313	4.21	0.74	7.6	7.3	-0.31	-0.78
Nouvelle-Zélande	383	436	-2.40	0.43	323	375	-2.81	0.49	1.5	1.3	-1.72	-0.68
PAYS DÉVELOPPÉS	151 735	151 417	-0.22	-0.05	108 236	107 308	-0.07	0.07	9.1	9.4	0.08	-0.03
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	151 208	174 732	0.67	1.57	64 559	68 805	0.62	1.38	10.1	11.5	-0.29	0.84
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	25 337	34 135	0.33	2.30	1 544	1 689	-4.25	2.05	21.2	23.8	-0.84	0.30
OCDE³	132 191	132 276	-0.17	-0.06	95 622	95 139	-0.10	0.08	7.5	7.9	0.33	0.18
BRICS	74 286	76 991	1.28	0.89	39 120	39 962	2.82	0.88	6.8	7.1	-0.91	0.69

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.16.1. Projections du riz : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	521 534	576 943	0.79	1.10	52 482	63 487	2.38	1.90	51 554	63 487	1.87	1.90
AMÉRIQUE DU NORD	6 098	6 215	-1.26	0.69	1 655	2 090	5.90	1.70	2 548	2 503	-3.18	1.43
Canada	0	0	..	..	426	484	1.72	1.11	0	0	..	..
États-Unis	6 098	6 215	-1.26	0.69	1 229	1 606	7.66	1.88	2 548	2 503	-3.18	1.43
AMÉRIQUE LATINE	18 521	18 718	-0.19	0.33	4 364	5 071	1.79	0.59	3 557	3 346	1.50	-0.96
Argentine	818	768	-3.61	-0.43	5	5	-4.42	0.12	263	135	-7.60	-4.89
Brésil	7 647	6 926	-0.98	-0.72	759	872	3.77	1.40	1 040	853	3.71	-2.19
Chili	93	80	-0.70	0.62	188	197	6.16	0.54	0	0	-33.03	..
Colombie	1 909	2 248	4.17	2.69	128	86	-12.64	-12.43	2	3	157.72	1.64
Mexique	272	284	3.22	0.96	771	863	2.20	1.01	18	17	33.93	0.00
Paraguay	763	976	5.11	1.38	1	1	-5.64	0.58	698	894	8.25	1.40
Pérou	2 344	2 486	1.79	0.92	240	349	0.95	0.78	57	32	37.05	-0.36
EUROPE	2 724	2 814	-0.84	0.35	3 666	3 873	3.88	0.92	677	988	0.90	4.09
Union européenne ¹	1 596	1 587	-1.55	-0.55	2 504	2 649	6.37	1.19	429	681	0.36	3.19
Royaume-Uni	0	0	..	..	622	660	0.06	0.35	0	0	-0.58	-4.73
Russie	1 088	1 198	0.82	1.66	234	237	-1.08	-0.06	234	296	1.78	6.80
Ukraine	29	15	-10.92	1.47	72	84	-1.03	1.42	7	5	10.34	-1.40
AFRIQUE	25 071	31 678	2.11	1.88	17 888	28 717	2.65	4.70	499	218	-5.04	-3.47
Égypte	3 800	3 964	-4.33	0.52	393	881	36.92	10.12	0	0	-87.86	..
Éthiopie	170	187	11.86	1.35	605	1 029	12.99	4.96	0	0	..	..
Nigéria	4 963	6 600	3.34	2.53	2 423	3 994	-2.61	3.28	0	0	..	..
Afrique du Sud	2	2	0.01	0.24	923	949	-0.24	0.51	0	0	..	..
ASIE	468 619	516 967	0.81	1.09	24 119	22 880	1.77	-0.37	44 157	56 279	2.49	2.10
Chine ²	147 745	150 904	0.38	0.40	5 005	4 033	-3.31	0.52	2 303	1 475	29.10	-2.31
Inde	126 444	147 808	2.47	1.94	6	3	19.99	1.31	19 190	25 205	7.00	3.17
Indonésie	35 155	37 323	-0.94	0.44	560	183	-4.77	-11.53	2	1	-0.36	3.35
Iran	2 400	2 481	6.05	0.77	1 439	1 883	0.78	1.13	2	1	15.87	-0.09
Japon	7 273	6 050	-1.07	-1.50	775	776	0.15	-0.09	89	115	-0.25	3.31
Kazakhstan	347	363	4.61	1.51	19	27	0.28	-2.62	94	88	6.17	2.69
Corée	3 731	3 466	-1.80	-0.64	431	428	1.67	-0.14	53	50	62.65	-0.39
Malaisie	1 566	1 712	-1.60	0.76	1 295	1 511	3.33	1.34	86	92	17.70	-1.25
Pakistan	8 582	9 565	2.92	0.52	9	5	-17.38	0.19	4 302	4 510	1.70	-0.97
Philippines	12 987	16 005	0.92	1.78	3 028	2 968	13.38	0.53	0	0	-20.58	..
Arabie saoudite	0	0	..	..	1 280	1 328	-1.36	0.83	0	0	..	..
Thaïlande	21 905	25 800	0.06	1.02	147	167	-7.51	1.48	7 277	11 447	-4.19	1.95
Türkiye	606	683	2.02	1.05	172	100	-10.28	-3.48	27	22	-4.30	3.86
Viet Nam	27 954	31 503	-0.44	1.17	1 330	1 162	10.53	-1.73	6 582	7 660	-2.34	1.76
OCÉANIE	499	552	-8.26	1.72	790	856	5.17	0.68	117	153	-18.08	8.66
Australie	486	535	-8.63	1.73	235	175	4.84	-1.80	116	152	-18.16	8.76
Nouvelle-Zélande	0	0	..	..	57	62	3.45	1.72	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	17 335	16 384	-1.16	-0.19	7 648	8 355	3.20	0.95	3 525	3 847	-3.17	2.36
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	504 199	560 560	0.86	1.14	44 834	55 132	2.24	2.05	48 029	59 640	2.33	1.87
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	79 829	94 164	1.29	1.53	11 889	17 976	4.08	4.22	4 446	5 341	3.96	1.73
OCDE³	22 064	21 148	-0.93	-0.07	7 805	8 370	3.02	0.56	3 284	3 546	-3.38	2.02
BRICS	282 926	306 838	1.23	1.09	6 927	6 094	-2.19	0.61	22 768	27 829	8.10	2.63

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.16.2. Projections du riz : Consommation, humaine

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	519 886	576 931	0.93	1.14	52.1	53.0	-0.12	0.24
AMÉRIQUE DU NORD	5 170	5 785	2.48	0.85	11.9	12.7	1.75	0.33
Canada	426	484	1.72	1.11	10.5	11.0	0.56	0.33
États-Unis	4 744	5 301	2.55	0.83	12.1	12.9	1.88	0.33
AMÉRIQUE LATINE	19 486	20 425	0.00	0.62	25.7	25.1	-0.63	-0.02
Argentine	590	637	1.64	0.86	10.6	11.1	1.83	0.41
Brésil	7 284	6 944	-1.78	-0.28	28.8	26.2	-2.27	-0.75
Chili	284	276	4.21	0.58	12.0	11.9	2.83	0.36
Colombie	2 092	2 327	3.71	1.48	35.8	37.9	2.13	0.99
Mexique	1 024	1 130	1.65	1.02	7.6	7.8	0.71	0.37
Paraguay	81	83	-0.98	1.28	6.0	6.0	-0.58	0.41
Pérou	2 540	2 799	1.71	0.93	65.9	66.9	0.31	0.09
EUROPE	5 729	5 699	1.90	0.17	7.2	7.2	1.78	0.33
Union européenne ¹	3 669	3 556	3.04	0.04	7.9	7.7	2.90	0.18
Royaume-Uni	622	660	0.12	0.35	8.2	8.4	-1.04	0.06
Russie	1 103	1 137	0.56	0.31	7.0	7.5	0.49	0.57
Ukraine	96	94	-4.52	1.59	2.0	2.0	-4.94	2.33
AFRIQUE	42 301	59 969	2.67	3.17	26.5	30.0	0.38	1.01
Égypte	4 260	4 842	-1.03	1.67	37.2	36.1	-1.97	0.09
Éthiopie	761	1 212	13.20	4.36	5.6	7.1	9.40	2.28
Nigéria	7 353	10 583	1.18	2.87	29.1	32.6	-1.37	0.51
Afrique du Sud	925	950	-0.69	0.51	14.9	13.7	-1.52	-0.47
ASIE	445 959	483 800	0.78	0.95	74.2	75.5	-0.13	0.27
Chine ²	151 513	154 126	0.80	0.44	72.2	72.2	-0.07	0.01
Inde	105 025	122 173	1.22	1.70	66.6	71.1	-0.07	0.90
Indonésie	36 130	37 498	-0.88	0.38	119.0	111.2	-0.51	-0.58
Iran	3 943	4 357	4.19	0.93	40.1	40.4	2.52	0.09
Japon	7 314	7 169	-1.03	-0.31	50.2	52.5	-1.00	0.38
Kazakhstan	287	302	4.22	0.75	13.4	12.9	2.74	-0.14
Corée	3 961	3 838	-1.58	-0.41	66.2	64.7	-1.68	-0.28
Malaisie	2 761	3 128	0.10	1.10	77.3	77.9	-0.51	0.10
Pakistan	4 163	5 037	4.19	2.45	13.8	15.2	1.05	1.02
Philippines	16 000	18 945	2.67	1.67	120.8	127.4	0.92	0.54
Arabie saoudite	1 202	1 325	-1.52	0.84	32.5	31.6	-3.41	-0.25
Thaïlande	13 668	14 484	-0.40	0.50	103.1	104.4	0.32	0.10
Turquie	761	761	-0.17	0.31	8.4	7.9	-1.16	-0.26
Viet Nam	22 535	24 992	0.78	0.92	140.4	139.3	-1.28	0.01
OCÉANIE	1 241	1 253	5.91	0.96	19.7	20.1	3.14	0.05
Australie	655	557	6.41	0.38	11.6	11.3	2.74	-0.35
Nouvelle-Zélande	57	62	3.45	1.72	10.4	10.5	1.67	1.02
PAYS DÉVELOPPÉS	20 849	21 330	0.92	0.25	12.7	12.8	0.38	0.15
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	499 037	555 601	0.93	1.18	61.0	61.3	-0.27	0.13
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	87 283	106 316	1.62	1.93	74.7	75.0	-0.17	0.03
OCDE³	25 876	26 402	0.78	0.24	16.1	16.1	0.17	0.07
BRICS	265 849	285 331	0.88	0.94	62.9	64.8	-0.14	0.41

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.17. Hypothèses concernant les marchés des céréales

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
ARGENTINE												
Production végétale taxe à l'exportation	%	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
Riz taxe à l'exportation	%	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
CANADA												
Contingents tarifaires ¹												
Blé	kt	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0
Droits de douane intra quota	%	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
Droits de douane hors quota	%	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7
Orge	kt	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0
Droits de douane intra quota	%	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Droits de douane hors quota	%	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0
UNION EUROPÉENNE^{2,3}												
Soutien couplé facultatif												
Blé ⁴	mIn EUR	95.2	113.5	113.5	113.5	113.5	113.5	113.5	113.5	113.5	113.5	113.5
Riz ⁵	mIn EUR	61.3	115.7	115.7	115.7	115.8	114.4	114.4	114.4	114.4	114.4	114.4
Céréales prix de référence ⁶	EUR/t	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3
Plafonds des paiements directs ⁷	mrd EUR	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3
Riz prix de référence ⁸	EUR/t	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0
Blé contingents tarifaires ¹	kt	3 805.8	3 447.2	3 447.2	3 447.2	3 447.2	3 447.2	3 447.2	3 447.2	3 447.2	3 447.2	3 447.2
Céréales secondaires contingents tarifaires ¹	kt	4 446.0	4 435.1	4 436.1	4 437.1	4 438.1	4 439.1	4 440.1	4 441.1	4 442.1	4 442.1	4 442.1
JAPON												
Blé contingents tarifaires	kt	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0
Droits de douane intra quota	'000 JPY/t	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	'000 JPY/t	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0
Orge contingent tarifaire	kt	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0
Droits de douane intra quota	'000 JPY/t	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	'000 JPY/t	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0
Riz contingent tarifaire	kt	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2
Droits de douane intra quota	'000 JPY/t	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	'000 JPY/t	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0
CORÉE												
Blé tarif	%	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Maïs contingent tarifaire	kt	9 733.3	10 000.0	10 000.0	10 000.0	10 000.0	10 000.0	10 000.0	10 000.0	10 000.0	10 000.0	10 000.0
Droits de douane intra quota	%	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Droits de douane hors quota	%	328.0	328.0	328.0	328.0	328.0	328.0	328.0	328.0	328.0	328.0	328.0
Orge contingent tarifaire	kt	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6
Droits de douane intra quota	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Droits de douane hors quota	%	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4
Riz, contingent ⁹	kt	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7
Droits de douane intra quota	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Droits de douane hors quota	%	513.0	513.0	513.0	513.0	513.0	513.0	513.0	513.0	513.0	513.0	513.0
MERCOSUR												
Blé, droits de douane	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Céréales secondaires droits de douane ¹⁰	%	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Riz droits de douane	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
ÉTATS-UNIS												
Taux de participation ARC												
Blé	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Céréales secondaires	%	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Taux de prêt du blé	USD/t	124.2	124.2	124.2	124.2	124.2	124.2	124.2	124.2	124.2	124.2	126.2
Taux de prêt du maïs	USD/t	86.6	86.6	86.6	86.6	86.6	86.6	86.6	86.6	86.6	86.6	86.6
CHINE												
Blé contingents tarifaires	kt	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636
Droits de douane intra quota	%	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Droits de douane hors quota	%	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0
Céréales secondaires, droits de douane	%	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Maïs contingent tarifaire	kt	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200
Droits de douane intra quota	%	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Droits de douane hors quota	%	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0
Riz contingent tarifaire	kt	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320
Droits de douane intra quota	%	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Droits de douane hors quota	%	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7

Tableau C.17. Hypothèses concernant les marchés des céréales (suite)

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
INDE												
Prix de soutien minimum												
Riz	INR/t	18 902	20 681	21 464	22 042	22 616	23 287	23 933	24 580	25 210	25 843	26 467
Blé	INR/t	20 186	22 840	23 738	24 416	24 906	25 465	26 042	26 667	27 294	27 930	28 533
Blé, droits de douane	%	54.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5
Riz, droits de douane	%	72.2	72.4	72.4	72.4	72.4	72.4	72.4	72.4	72.4	72.4	72.4
RUSSIE												
Blé, taxe à l'exportation	%	21.9	25.6	18.7	16.8	17.8	18.4	19.3	20.2	21.0	21.6	22.4
Maïs, taxe à l'exportation	%	17.1	19.8	8.7	6.7	7.7	8.6	9.7	10.5	11.3	12.0	12.9
Autres céréales secondaires, taxe à l'exportation	%	19.2	21.1	15.4	12.9	13.4	14.7	15.9	16.9	17.7	18.4	19.2

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les sources pour les droits de douane et les contingents tarifaires sont la réponse au questionnaire national, la CNUCED et l'OMC.

1. Année débutant le 1er juillet.
2. Depuis 2015, le régime de paiement de base est en vigueur et représente au maximum 68% des enveloppes nationales pour les paiements directs. De plus, des instruments obligatoires ont été introduits : les paiements "verts" (30%) et l'aide aux jeunes agriculteurs (2%).
3. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
4. Concerne essentiellement le blé dur. Mis en oeuvre dans 6 états membres.
5. Mis en oeuvre dans 6 états membres.
6. L'achat au prix de référence n'est possible automatiquement que pour le blé tendre à hauteur de 3 millions de tonnes par année de commercialisation. Au-delà de ce seuil et pour le blé dur, le maïs et l'orge, l'intervention ne peut avoir lieu que par appel d'offres.
7. Montants nets estimés pour tous les paiements directs basés sur l'Annexe II du Règlement UE N°1307/2013, en prenant en compte les transferts entre aides directes et enveloppes de développement rural.
8. L'intervention est fixée à zéro tonne par année de commercialisation. Néanmoins, la Commission peut intervenir si la situation du marché le nécessite.
9. Base riz usiné.
10. Appliqués uniquement par le Brésil.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.18.1. Projections du soja : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	363 337	414 821	2.17	0.86	160 631	170 674	4.38	0.55	157 936	170 674	3.13	0.55
AMÉRIQUE DU NORD	123 941	134 496	1.71	0.74	928	889	-7.23	1.19	61 118	57 845	1.55	0.38
Canada	6 395	9 258	1.06	2.91	466	477	3.28	2.17	4 452	5 760	1.92	2.15
États-Unis	117 546	125 237	1.75	0.60	463	412	-12.59	0.14	56 666	52 085	1.52	0.21
AMÉRIQUE LATINE	190 288	223 254	1.90	0.85	10 999	10 952	8.59	0.55	93 564	109 107	4.26	0.63
Argentine	42 067	50 713	-4.24	0.85	3 001	3 022	461.42	0.09	8 945	8 017	-4.77	-0.69
Brésil	134 524	153 496	5.18	0.76	410	412	-0.86	0.04	77 303	90 955	6.77	0.66
Chili	0	0	..	..	177	182	-4.13	0.65	2	2	0.00	-0.64
Colombie	75	84	0.97	0.92	537	633	-1.83	0.90	0	0	-49.13	..
Mexique	274	515	-2.79	4.95	5 619	5 511	5.86	0.98	7	6	58.06	0.00
Paraguay	7 933	11 958	-2.42	1.80	33	0	-37.24	1.12	4 867	7 270	-1.29	1.90
Pérou	5	5	0.00	1.28	367	375	-0.15	0.82	0	0	..	..
EUROPE	11 659	14 645	5.99	1.55	17 805	16 092	1.50	-1.17	2 730	3 326	3.13	0.88
Union européenne ¹	2 592	3 441	6.24	2.24	14 579	12 720	1.57	-1.42	236	284	9.17	1.69
Royaume-Uni	0	0	..	..	760	784	0.54	0.30	0	0	..	..
Russie	5 020	6 632	12.09	1.81	1 815	1 874	0.91	-0.58	1 026	1 033	31.96	0.00
Ukraine	3 226	3 669	-0.33	0.70	7	6	18.06	0.21	1 458	1 999	-3.19	1.26
AFRIQUE	3 397	3 789	5.33	0.76	5 624	6 727	12.05	1.10	179	158	5.52	-0.81
Égypte	33	33	-0.52	0.58	4 383	5 164	15.14	0.82	0	0	-62.95	..
Éthiopie	120	130	7.92	0.76	0	0	-50.36	..	78	78	11.18	0.04
Nigéria	700	802	1.88	1.49	70	113	77.05	3.51	10	9	13.38	-0.82
Afrique du Sud	1 765	1 931	10.32	0.21	46	36	-14.15	-1.20	28	17	10.78	-2.32
ASIE	34 004	38 557	3.99	1.03	125 270	136 006	4.41	0.74	342	235	-10.81	-0.40
Chine ²	18 762	21 103	5.88	1.01	95 977	101 847	4.01	0.66	167	100	-9.20	0.00
Inde	12 832	14 659	2.44	1.11	640	1 014	86.14	2.02	55	42	-16.99	-0.32
Indonésie	707	872	-2.55	0.27	2 600	2 989	3.03	1.36	5	5	-4.70	-0.18
Iran	220	201	2.76	-0.22	2 150	2 542	13.48	1.38	27	36	1.39	-1.36
Japon	240	260	0.97	0.23	3 238	3 092	1.39	-0.57	0	0	..	..
Kazakhstan	267	303	3.41	1.17	45	39	14.41	-1.61	0	0	47.98	..
Corée	110	112	-1.88	0.21	1 297	1 332	0.26	0.03	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	933	1 214	6.03	1.25	10	8	-15.13	-1.23
Pakistan	2	2	-11.93	0.17	2 383	2 800	21.47	1.60	0	0	..	..
Philippines	1	1	0.00	-0.58	217	276	13.55	1.59	0	0	..	..
Arabie saoudite	0	0	..	..	770	956	6.72	1.30	0	0	..	..
Thaïlande	43	45	-3.17	0.59	3 833	4 820	8.05	1.13	3	3	-19.92	-1.07
Türkiye	141	150	-2.22	0.53	2 917	3 472	5.83	0.87	5	5	-25.03	-0.58
Viet Nam	61	59	-12.88	0.33	1 977	2 426	4.47	1.58	35	2	36.40	-1.56
OCÉANIE	48	80	2.92	1.31	5	6	16.17	0.26	3	4	-8.94	0.48
Australie	48	80	2.92	1.31	4	5	25.56	0.31	3	4	-8.95	0.48
Nouvelle-Zélande	0	0	..	..	1	1	-0.01	0.00	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	137 935	151 731	2.12	0.81	22 768	21 003	0.96	-0.90	63 879	61 192	1.62	0.41
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	225 402	263 090	2.19	0.88	137 863	149 670	5.06	0.77	94 058	109 482	4.16	0.63
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	899	1 012	1.75	1.18	1 679	2 349	14.57	2.32	18	16	-3.79	-0.92
OCDE³	127 426	139 143	1.77	0.79	31 120	29 859	1.95	-0.32	61 371	58 146	1.56	0.39
BRICS	172 902	197 822	5.22	0.84	98 889	105 184	3.98	0.64	78 578	92 146	6.81	0.66

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est: Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.18.2. Projections du soja : Consommation, trituration domestique

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%) ⁴		TRITURATION DOMESTIQUE (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	365 134	414 372	2.83	0.89	327 744	372 933	2.90	0.89
AMÉRIQUE DU NORD	66 246	77 412	2.42	1.15	61 664	72 206	2.72	1.21
Canada	2 500	3 966	0.91	4.12	1 798	3 248	0.81	4.66
États-Unis	63 747	73 447	2.49	1.01	59 866	68 958	2.78	1.07
AMÉRIQUE LATINE	107 243	125 034	0.88	1.02	98 505	114 720	0.80	0.98
Argentine	36 456	45 717	-2.29	1.21	35 430	44 631	-2.39	1.23
Brésil	56 797	62 898	3.26	0.81	49 892	54 525	3.45	0.69
Chili	185	180	-3.87	0.66	184	180	-3.90	0.66
Colombie	612	717	-1.13	0.90	604	709	-1.13	0.91
Mexique	5 900	6 019	6.04	1.38	5 564	5 717	6.29	1.42
Paraguay	3 100	4 680	-3.19	1.65	2 995	4 540	-3.10	1.67
Pérou	372	380	0.50	0.82	371	378	0.49	0.83
EUROPE	26 561	27 401	3.12	-0.09	23 526	24 209	2.95	-0.13
Union européenne ¹	17 035	15 877	2.37	-0.87	15 009	13 854	2.20	-1.00
Royaume-Uni	760	784	0.54	0.30	709	691	0.92	-0.02
Russie	5 840	7 474	6.34	1.41	5 429	6 947	6.11	1.43
Ukraine	1 460	1 665	0.59	0.72	1 315	1 509	0.59	0.82
AFRIQUE	8 790	10 354	9.03	1.02	8 130	9 527	10.54	0.92
Égypte	4 433	5 194	14.67	0.84	4 423	5 194	14.71	0.84
Éthiopie	43	52	3.66	2.03	21	25	3.40	1.61
Nigéria	760	906	2.98	1.75	656	786	11.03	1.57
Afrique du Sud	1 704	1 951	9.03	0.21	1 538	1 740	8.91	0.10
ASIE	156 243	174 088	4.23	0.84	135 875	152 197	4.38	0.85
Chine ²	111 705	122 638	4.15	0.74	95 076	104 669	4.07	0.75
Inde	13 513	15 629	3.06	1.17	11 857	13 890	4.16	1.21
Indonésie	3 228	3 854	1.50	1.16	2 600	3 155	3.03	1.21
Iran	2 323	2 704	11.90	1.33	2 306	2 694	12.04	1.34
Japon	3 534	3 351	1.59	-0.52	2 771	2 452	2.14	-1.14
Kazakhstan	302	342	3.47	0.81	173	192	4.17	0.80
Corée	1 410	1 445	0.02	0.04	1 369	1 404	0.08	0.04
Malaisie	950	1 205	7.05	1.27	948	1 205	7.03	1.27
Pakistan	2 392	2 797	21.50	1.65	2 387	2 797	21.49	1.65
Philippines	218	276	13.34	1.75	214	276	13.51	1.75
Arabie saoudite	773	956	6.75	1.30	768	951	6.67	1.30
Thaïlande	3 857	4 860	7.94	1.22	3 817	4 860	7.94	1.22
Türkiye	3 089	3 612	6.40	1.01	3 003	3 575	6.21	1.02
Viet Nam	1 995	2 478	3.82	1.64	1 976	2 446	4.22	1.66
OCÉANIE	50	82	5.66	1.26	45	74	5.97	1.29
Australie	49	81	5.82	1.28	45	74	5.97	1.29
Nouvelle-Zélande	1	1	-0.01	0.00	0	0	0.00	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	99 123	111 403	2.68	0.77	90 432	101 730	2.86	0.80
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	266 011	302 969	2.89	0.94	237 312	271 203	2.92	0.93
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 572	3 343	8.30	2.00	2 125	2 818	10.28	1.95
OCDE³	99 899	110 723	2.58	0.77	91 987	102 099	2.79	0.80
BRICS	189 559	210 590	3.86	0.81	163 791	181 771	3.95	0.78

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est: Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.19.1. Projections des autres oléagineux : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	170 836	189 088	2.56	0.86	22 536	24 799	2.11	0.39	23 982	24 799	2.64	0.39
AMÉRIQUE DU NORD	21 874	25 423	-0.08	1.07	989	952	-1.39	0.07	8 836	10 716	-2.59	1.91
Canada	17 237	20 342	-0.64	1.18	244	260	1.16	0.55	8 200	10 048	-2.78	1.94
États-Unis	4 637	5 080	2.33	0.65	745	692	-2.07	-0.10	637	668	-0.12	1.53
AMÉRIQUE LATINE	6 626	7 072	3.57	0.74	1 829	2 360	1.42	0.83	1 102	1 255	6.54	1.47
Argentine	4 623	4 644	3.45	0.37	1	1	0.00	0.00	594	596	2.47	0.77
Brésil	585	778	4.11	2.65	4	2	-9.50	0.00	172	210	15.47	2.95
Chili	200	201	1.15	0.41	34	39	13.81	-0.49	9	8	5.53	0.42
Colombie	2	2	0.01	0.09	7	7	0.02	0.02	0	0	..	..
Mexique	112	115	-0.79	0.56	1 756	2 286	1.33	0.89	2	3	-1.36	0.00
Paraguay	218	233	-1.35	0.72	0	0	..	..	27	30	-1.63	2.09
Pérou	6	7	0.00	0.71	1	1	0.00	0.75	0	0	..	..
EUROPE	66 177	72 077	2.10	1.06	8 362	7 636	8.16	-0.90	6 677	6 316	7.21	1.34
Union européenne ¹	27 561	29 943	-0.58	0.99	6 922	6 306	7.07	-0.97	790	824	-4.49	0.31
Royaume-Uni	1 239	1 670	-7.61	0.19	801	743	18.11	-0.26	58	23	-26.67	-2.52
Russie	18 288	21 681	7.42	1.41	247	220	5.35	-0.88	1 744	1 447	35.46	-0.90
Ukraine	16 736	16 159	3.00	0.89	29	26	1.32	-0.50	3 363	3 176	9.01	2.96
AFRIQUE	9 542	10 994	0.95	1.41	403	578	-2.30	1.98	568	415	16.14	-0.48
Égypte	118	111	0.24	0.51	87	197	4.18	2.59	22	17	4.67	-2.52
Éthiopie	120	144	1.70	1.45	0	0	..	55.00	27	34	111.37	0.77
Nigéria	2 163	2 592	-0.12	2.05	0	0	..	..	14	11	-9.29	-1.70
Afrique du Sud	1 047	1 154	3.58	0.04	14	10	-23.14	0.41	6	11	-1.41	-0.34
ASIE	60 180	68 188	3.91	0.87	10 925	13 247	-0.63	1.09	2 052	2 015	3.37	0.39
Chine ²	35 888	39 915	3.66	0.77	3 694	5 389	-3.46	2.47	680	670	3.00	0.00
Inde	16 385	18 913	5.18	0.94	220	238	-4.47	-0.78	756	574	7.88	0.08
Indonésie	465	519	-6.43	1.21	262	288	4.08	0.26	1	1	0.30	-0.02
Iran	399	410	6.46	0.30	142	154	6.18	-0.13	1	1	0.02	0.01
Japon	23	25	0.93	0.67	2 399	2 514	-0.59	-0.03	0	0	..	..
Kazakhstan	1 152	1 547	6.21	1.28	13	7	-0.12	0.01	423	596	9.14	1.38
Corée	14	14	-2.77	-0.06	30	31	2.86	-0.08	0	0	..	..
Malaisie	5	5	0.00	0.21	44	47	0.80	0.53	3	3	0.01	-0.53
Pakistan	983	1 128	3.18	1.33	1 030	1 469	-1.51	1.18	0	0	-60.24	..
Philippines	20	22	0.00	1.56	95	105	6.82	0.72	0	0	..	..
Arabie saoudite	3	3	0.00	0.98	4	4	0.01	0.52	0	0	..	..
Thaïlande	90	95	-0.03	0.64	58	60	1.39	0.25	4	3	-0.31	-0.18
Türkiye	2 046	2 653	3.40	1.36	846	701	0.18	-0.95	12	12	-8.56	0.12
Viet Nam	311	343	0.77	1.34	189	202	2.62	0.35	35	33	4.06	-0.35
OCÉANIE	6 437	5 334	6.80	-3.14	27	26	3.47	-0.03	4 747	4 083	6.80	-4.04
Australie	6 424	5 321	6.81	-3.15	23	22	4.55	0.00	4 746	4 083	6.80	-4.04
Nouvelle-Zélande	10	10	0.00	-0.14	4	4	0.01	0.06	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	96 872	105 743	1.93	0.80	12 132	11 512	4.76	-0.59	20 719	21 749	2.29	0.37
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	73 964	83 345	3.43	0.93	10 404	13 287	-0.52	1.32	3 264	3 050	5.20	0.51
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	6 855	7 799	1.68	1.39	306	305	3.85	0.73	478	333	22.25	-0.20
OCDE³	59 668	65 536	0.18	0.61	13 953	13 752	3.75	-0.38	14 471	15 685	-0.36	-0.04
BRICS	72 193	82 440	4.87	0.98	4 179	5 859	-3.29	2.16	3 359	2 911	14.43	-0.27

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.19.2. Projections des autres oléagineux : Consommation, trituration domestique

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%) ⁴		TRITURATION DOMESTIQUE (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	170 110	189 061	2.66	0.89	143 117	161 787	2.51	1.03
AMÉRIQUE DU NORD	14 903	15 658	2.89	0.67	12 666	13 277	3.00	0.79
Canada	10 161	10 554	3.57	0.78	9 810	10 244	3.74	0.87
États-Unis	4 742	5 104	1.53	0.44	2 856	3 034	0.73	0.52
AMÉRIQUE LATINE	7 443	8 177	3.08	0.66	6 960	7 610	3.62	0.60
Argentine	4 125	4 049	4.52	0.31	3 978	3 863	5.40	0.26
Brésil	408	570	1.11	2.53	335	461	0.87	2.34
Chili	225	232	2.39	0.25	206	212	2.51	0.25
Colombie	9	10	0.02	0.03	8	8	0.02	-0.05
Mexique	1 869	2 399	1.24	0.87	1 758	2 298	1.49	0.89
Paraguay	191	203	-2.32	0.54	158	166	-2.49	0.45
Pérou	7	7	0.00	0.71	3	3	0.00	0.53
EUROPE	68 010	73 387	2.39	0.85	63 881	69 128	2.59	0.88
Union européenne ¹	34 070	35 425	0.96	0.70	31 585	32 865	0.93	0.75
Royaume-Uni	1 982	2 390	-0.53	0.07	1 982	2 390	-0.53	0.07
Russie	16 571	20 442	6.19	1.57	15 808	19 507	6.55	1.56
Ukraine	13 369	13 012	2.11	0.43	12 728	12 486	2.77	0.45
AFRIQUE	9 337	11 156	0.28	1.52	5 620	6 215	0.39	0.72
Égypte	182	291	1.58	2.13	131	234	2.83	2.27
Éthiopie	93	111	-2.00	1.66	60	69	-1.95	1.24
Nigéria	2 149	2 582	-0.03	2.07	752	643	-0.04	-0.36
Afrique du Sud	1 021	1 153	2.01	0.07	915	1 022	1.87	-0.04
ASIE	68 777	79 406	3.10	0.93	52 795	64 396	2.38	1.34
Chine ²	38 675	44 632	2.81	0.97	26 331	33 771	1.14	1.78
Inde	15 822	18 573	4.88	0.97	14 064	16 533	5.08	0.99
Indonésie	727	806	-3.59	0.86	295	334	2.34	0.84
Iran	540	563	6.26	0.19	499	517	6.25	0.14
Japon	2 402	2 539	-0.58	-0.03	2 384	2 521	-0.58	-0.03
Kazakhstan	716	955	4.72	1.29	563	771	4.74	1.42
Corée	44	44	0.67	-0.07	40	40	0.85	-0.08
Malaisie	46	49	0.76	0.56	45	47	0.79	0.55
Pakistan	1 985	2 594	0.62	1.25	1 833	2 422	0.50	1.23
Philippines	115	127	5.50	0.87	102	113	6.38	0.83
Arabie saoudite	7	7	0.00	0.72	5	5	0.00	0.58
Thaïlande	144	152	0.49	0.51	88	95	0.86	0.82
Turquie	2 926	3 341	2.73	0.87	2 701	3 088	2.74	0.89
Viet Nam	465	512	1.53	1.05	355	396	1.73	1.19
OCÉANIE	1 640	1 277	6.61	0.37	1 194	1 161	3.67	0.40
Australie	1 623	1 260	6.70	0.37	1 182	1 149	3.71	0.40
Nouvelle-Zélande	14	14	-0.01	-0.08	11	11	-0.01	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	89 153	95 492	2.48	0.79	82 001	88 325	2.58	0.83
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	80 958	93 568	2.85	1.01	61 116	73 462	2.41	1.28
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	6 675	7 769	1.10	1.44	4 607	5 120	1.08	1.03
OCDE³	60 355	63 601	1.52	0.64	54 787	58 123	1.41	0.70
BRICS	72 497	85 370	3.94	1.11	57 453	71 294	3.39	1.51

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.20.1. Projections des tourteaux protéiques : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	358 869	405 248	2.49	0.93	92 250	103 222	1.63	0.89	90 293	103 222	0.17	0.89
AMÉRIQUE DU NORD	57 703	66 769	2.45	1.22	5 113	4 777	1.10	-0.88	18 333	23 041	2.89	1.91
Canada	6 979	8 358	3.10	1.89	1 320	1 006	5.78	-3.79	5 267	5 847	4.26	1.05
États-Unis	50 723	58 412	2.37	1.13	3 793	3 771	-0.24	0.06	13 065	17 194	2.40	2.22
AMÉRIQUE LATINE	82 830	96 754	0.85	1.03	10 383	12 199	2.14	1.39	47 426	56 034	-1.29	0.94
Argentine	29 562	36 737	-2.19	1.18	0	0	..	..	25 657	31 878	-2.82	1.37
Brésil	40 707	45 201	3.38	0.85	5	5	6.84	0.00	17 886	19 545	1.43	0.40
Chili	262	262	-1.59	0.47	1 143	1 326	-0.05	1.36	1	1	0.00	-0.13
Colombie	681	832	-0.11	1.34	1 814	2 328	6.25	2.08	160	131	7.07	-2.04
Mexique	5 635	6 012	5.00	1.16	1 828	2 034	-0.57	0.72	22	22	0.63	0.00
Paraguay	2 413	3 607	-3.29	1.64	2	2	-0.18	0.42	1 749	2 550	-5.14	1.24
Pérou	315	320	0.10	0.84	1 503	2 100	5.47	3.42	5	5	0.00	-0.84
EUROPE	48 812	51 476	2.37	0.49	26 480	24 986	-0.93	-1.11	10 299	11 596	3.06	1.28
Union européenne ¹	29 045	28 845	1.19	0.05	21 449	20 099	-0.93	-1.32	2 192	2 285	1.49	1.74
Royaume-Uni	1 691	1 882	0.93	0.87	2 857	2 651	-0.64	-0.74	521	640	17.19	1.79
Russie	9 568	12 022	6.30	1.51	367	307	-5.82	0.25	2 759	3 938	4.32	2.27
Ukraine	6 720	6 771	2.47	0.52	27	25	-6.71	-0.17	4 417	4 311	1.91	0.31
AFRIQUE	10 997	12 443	6.04	0.95	4 179	5 980	-3.88	3.67	709	510	2.46	-3.08
Égypte	3 612	4 275	13.87	0.88	307	731	-18.76	11.55	5	5	10.79	-0.96
Éthiopie	107	129	1.56	2.63	20	26	22.34	-0.40	0	0	..	..
Nigéria	1 052	1 155	4.98	1.01	700	815	16.26	1.23	189	162	1.10	-1.22
Afrique du Sud	1 659	1 868	6.74	0.07	619	941	-4.87	5.16	52	48	6.91	-3.07
ASIE	157 390	176 651	3.27	0.90	42 874	51 392	4.18	1.74	13 452	11 964	0.31	-1.12
Chine ²	92 127	102 158	3.27	0.76	5 132	6 444	27.64	1.77	852	798	-10.68	-0.44
Inde	22 886	26 504	2.91	1.43	628	754	14.81	3.66	2 537	1 614	1.55	-3.53
Indonésie	8 227	9 281	3.90	0.82	5 585	6 164	4.28	0.71	5 566	5 321	4.14	-0.71
Iran	2 174	2 495	10.42	1.18	2 155	2 266	0.63	0.91	7	5	-29.44	-0.09
Japon	3 573	3 396	1.02	-0.68	2 011	1 933	0.41	0.00	4	0	-27.29	0.00
Kazakhstan	461	568	4.50	1.24	78	81	48.25	0.02	202	194	11.62	-0.02
Corée	1 183	1 211	-0.04	0.04	3 325	3 435	-0.90	0.24	23	30	-22.06	0.00
Malaisie	3 297	3 766	0.71	0.87	1 426	1 505	0.79	0.36	2 541	2 479	-0.11	-0.36
Pakistan	3 828	4 483	2.15	1.51	467	1 241	-7.77	11.68	66	50	-12.38	-3.30
Philippines	1 195	1 341	3.94	0.66	3 242	4 009	4.02	1.49	396	365	0.40	-1.47
Arabie saoudite	609	754	6.64	1.30	1 630	2 009	8.29	2.19	14	24	33.66	-0.80
Thaïlande	3 558	4 467	8.12	1.22	3 368	4 018	0.81	1.82	12	12	8.12	-0.17
Türkiye	4 540	5 321	4.44	1.08	2 240	2 909	3.27	2.87	203	144	7.50	-2.48
Viet Nam	1 797	2 192	4.00	1.60	6 076	7 754	4.28	2.42	70	51	-2.69	-1.84
OCÉANIE	1 137	1 154	1.19	0.41	3 221	3 888	2.71	1.47	75	77	-4.90	-0.61
Australie	1 005	1 007	1.18	0.34	956	1 294	4.94	2.92	21	25	-12.24	0.00
Nouvelle-Zélande	8	8	-0.01	0.00	2 255	2 584	1.84	0.81	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	114 619	126 461	2.39	0.83	38 520	38 057	-0.24	-0.53	28 924	34 908	2.96	1.68
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	244 250	278 787	2.54	0.97	53 730	65 165	3.17	1.83	61 369	68 314	-0.97	0.51
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	5 097	5 879	3.75	1.45	1 503	2 415	11.62	4.56	361	216	2.73	-4.46
OCDE³	105 827	116 118	2.14	0.82	46 706	47 332	0.15	-0.24	21 586	26 423	2.86	1.83
BRICS	166 947	187 753	3.42	0.91	6 751	8 451	14.45	2.19	24 085	25 943	0.77	0.32

.. Non disponible

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.20.2. Projections des tourteaux protéiques : Consommation

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	360 530	405 164	2.90	0.95
AMÉRIQUE DU NORD	44 470	48 503	2.13	0.69
Canada	3 008	3 515	2.16	1.21
États-Unis	41 462	44 988	2.13	0.65
AMÉRIQUE LATINE	46 118	52 899	3.82	1.34
Argentine	4 206	4 859	1.88	1.21
Brésil	22 826	25 661	5.33	1.21
Chili	1 401	1 587	-0.58	1.25
Colombie	2 329	3 026	4.15	2.14
Mexique	7 439	8 024	3.36	1.05
Paraguay	712	1 050	3.10	2.95
Pérou	1 806	2 412	4.40	3.10
EUROPE	64 832	64 859	0.81	-0.28
Union européenne ¹	48 301	46 660	0.19	-0.64
Royaume-Uni	4 027	3 892	-1.32	-0.38
Russie	7 002	8 391	6.15	1.13
Ukraine	2 341	2 479	3.41	0.89
AFRIQUE	14 502	17 907	2.44	1.94
Égypte	3 922	4 999	4.95	1.95
Éthiopie	127	156	3.33	2.04
Nigéria	1 562	1 807	9.53	1.35
Afrique du Sud	2 216	2 759	1.89	1.62
ASIE	186 337	216 030	3.73	1.22
Chine ²	96 072	107 802	4.19	0.83
Inde	20 834	25 633	3.55	1.91
Indonésie	8 211	10 120	3.71	1.65
Iran	4 318	4 755	4.36	1.05
Japon	5 583	5 329	0.84	-0.44
Kazakhstan	333	454	4.24	1.64
Corée	4 488	4 616	-0.31	0.19
Malaisie	2 197	2 790	1.77	1.79
Pakistan	4 234	5 670	1.12	3.14
Philippines	4 015	4 983	4.43	1.51
Arabie saoudite	2 254	2 739	8.04	1.97
Thaïlande	6 911	8 471	3.70	1.52
Türkiye	6 602	8 074	3.99	1.78
Viet Nam	7 816	9 892	4.26	2.27
OCÉANIE	4 272	4 966	2.43	1.31
Australie	1 928	2 276	3.38	1.88
Nouvelle-Zélande	2 263	2 592	1.72	0.81
PAYS DÉVELOPPÉS	124 021	129 599	1.38	0.21
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	236 509	275 565	3.78	1.31
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	6 226	8 074	5.28	2.53
OCDE³	130 942	137 009	1.29	0.27
BRICS	148 950	170 246	4.30	1.07

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
 2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
 3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
 4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
- Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.21.1. Projections des huiles végétales : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	217 271	243 867	2.80	0.91	83 184	88 728	1.66	0.57	82 676	88 728	1.45	0.57
AMÉRIQUE DU NORD	18 407	20 842	2.74	1.15	5 360	5 665	3.20	0.53	4 368	5 116	1.59	2.59
Canada	4 571	4 995	3.17	1.25	377	297	4.01	-2.86	3 326	3 513	3.32	0.89
États-Unis	13 836	15 847	2.60	1.12	4 982	5 367	3.15	0.75	1 042	1 603	-3.62	7.55
AMÉRIQUE LATINE	27 837	32 955	1.91	1.21	4 806	4 940	0.83	0.23	10 537	12 483	0.13	1.11
Argentine	8 177	9 775	-1.14	1.06	17	17	0.00	-0.02	5 600	6 646	-0.72	1.18
Brésil	10 835	12 366	3.81	1.09	675	713	4.07	0.74	1 304	1 487	-2.94	1.41
Chili	112	114	0.27	0.37	475	511	2.54	0.46	1	1	0.00	-0.07
Colombie	2 074	2 911	4.95	2.62	549	401	-0.60	-2.64	748	1 101	8.05	2.71
Mexique	2 206	2 530	3.96	1.24	1 001	1 077	1.96	0.53	79	92	6.21	0.00
Paraguay	605	886	-2.99	1.58	13	10	0.00	-1.48	510	761	-3.36	1.50
Pérou	290	318	2.76	1.05	648	772	5.12	1.50	1	0	0.06	-0.12
EUROPE	31 183	33 204	2.75	0.73	13 753	11 110	1.04	-2.10	13 820	14 876	5.66	0.77
Union européenne ¹	16 314	16 618	1.35	0.44	10 123	7 459	0.63	-3.12	2 454	2 372	0.59	-0.01
Royaume-Uni	1 105	1 274	0.80	1.09	1 129	1 042	0.74	0.09	256	294	-0.31	2.08
Russie	6 910	8 474	6.75	1.50	1 238	1 291	3.67	0.44	5 318	6 532	14.00	1.47
Ukraine	5 934	5 851	2.64	0.47	276	281	-0.13	-0.30	5 260	5 135	2.70	0.30
AFRIQUE	9 054	10 210	3.46	1.03	10 979	14 952	0.70	2.67	1 558	1 257	1.78	-2.28
Égypte	883	1 071	12.48	0.97	1 708	2 129	-1.52	1.56	131	112	-8.35	-1.54
Éthiopie	58	70	0.93	2.56	494	702	1.42	3.02	0	0	..	..
Nigéria	2 060	2 356	4.82	1.14	1 169	2 087	-3.29	4.46	39	56	-11.07	-1.43
Afrique du Sud	623	696	4.36	0.04	797	1 005	0.05	1.86	18	17	-16.49	-1.09
ASIE	129 240	144 997	2.98	0.84	47 927	51 677	2.00	0.71	51 428	53 955	0.74	0.30
Chine ²	28 273	32 296	2.75	0.91	9 911	7 497	2.20	-1.56	167	175	-5.73	0.00
Inde	10 948	12 675	2.70	1.43	14 278	17 500	0.83	1.50	215	197	10.09	-0.69
Indonésie	52 473	58 154	4.85	0.68	134	130	6.75	-0.01	29 955	31 717	1.50	0.43
Iran	647	726	8.89	0.97	1 776	1 867	3.60	0.66	93	53	-15.34	-0.66
Japon	1 515	1 518	0.21	-0.36	820	743	0.46	-0.49	6	5	13.15	0.00
Kazakhstan	314	402	4.53	1.36	111	99	3.84	-0.98	109	83	16.19	0.99
Corée	293	299	-0.04	0.03	1 292	1 267	5.18	-0.54	3	3	-0.75	0.00
Malaisie	20 577	22 688	-0.54	0.74	2 038	1 884	5.50	-0.50	17 065	18 411	-0.76	0.50
Pakistan	1 621	1 942	-1.09	1.43	3 269	3 527	2.24	0.29	33	20	-17.02	-0.13
Philippines	2 010	2 206	2.85	0.47	1 392	1 594	6.86	1.82	986	854	2.59	-1.79
Arabie saoudite	140	173	6.54	1.29	810	986	5.02	1.52	36	30	-4.57	-1.50
Thaïlande	4 128	4 884	6.42	1.23	301	487	2.43	4.76	815	525	13.95	-4.54
Türkiye	2 087	2 416	3.63	1.07	1 748	1 834	1.67	0.30	629	660	-0.13	-0.30
Viet Nam	713	832	3.52	1.41	1 178	1 408	5.03	1.29	141	112	1.50	-1.27
OCÉANIE	1 550	1 658	3.42	0.63	359	384	2.20	0.81	965	1 041	2.62	0.49
Australie	569	561	2.09	0.36	246	265	2.75	0.92	204	191	3.03	0.00
Nouvelle-Zélande	5	5	-0.01	0.00	85	93	1.82	0.92	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	53 454	58 060	2.64	0.84	21 746	19 752	1.61	-0.97	18 553	20 306	4.52	1.19
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	163 817	185 807	2.86	0.93	61 438	68 976	1.67	1.05	64 123	68 422	0.68	0.39
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	4 005	4 457	1.85	1.18	6 945	9 513	1.81	2.90	565	383	5.66	-3.67
OCDE³	44 932	49 364	2.21	0.92	23 691	21 281	1.72	-1.06	8 891	9 985	1.64	1.60
BRICS	57 589	66 507	3.37	1.10	26 899	28 005	1.47	0.54	7 023	8 408	7.68	1.37

.. Non disponible

Note : Moyenne 2020-22est: Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.21.2. Projections des huiles végétales : Consommation, humaine

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	216 937	243 701	2.90	0.90	16.0	16.1	0.80	0.14
AMÉRIQUE DU NORD	19 331	21 397	3.24	0.66	39.8	36.6	1.22	-0.40
Canada	1 564	1 786	4.14	0.94	35.5	35.6	2.86	-0.32
États-Unis	17 766	19 611	3.16	0.63	40.3	36.8	1.08	-0.41
AMÉRIQUE LATINE	22 120	25 406	2.44	1.07	17.6	18.2	-0.09	0.26
Argentine	2 595	3 145	-2.18	0.80	19.0	20.5	0.75	0.67
Brésil	10 223	11 591	4.73	1.02	22.6	22.6	-0.91	-0.09
Chili	588	624	2.14	0.45	8.6	8.9	1.04	0.38
Colombie	1 858	2 209	2.15	1.41	13.1	14.7	-0.05	0.90
Mexique	3 128	3 515	3.30	1.05	23.4	24.6	2.30	0.40
Paraguay	103	134	-3.94	1.84	12.2	14.8	-4.96	0.94
Pérou	941	1 089	4.39	1.37	10.1	10.8	1.92	0.83
EUROPE	31 074	29 437	0.99	-0.45	21.9	21.4	0.94	-0.05
Union européenne ¹	24 000	21 704	1.23	-0.89	24.1	21.7	1.59	-0.69
Royaume-Uni	1 978	2 022	0.94	0.43	28.9	28.6	0.85	0.14
Russie	2 777	3 232	-1.96	1.13	18.5	22.3	-2.07	1.43
Ukraine	938	996	2.00	1.20	9.2	10.5	3.20	1.94
AFRIQUE	18 509	23 897	1.89	2.26	7.7	8.3	-1.94	0.79
Égypte	2 465	3 086	2.60	1.48	5.6	6.6	-1.68	0.91
Éthiopie	552	773	1.38	2.98	2.6	3.1	-2.63	1.72
Nigéria	3 185	4 385	1.51	2.64	9.4	10.4	-1.77	0.61
Afrique du Sud	1 404	1 684	2.31	1.10	14.5	16.1	-3.50	0.60
ASIE	124 994	142 565	3.62	1.00	15.3	16.1	1.59	0.47
Chine ²	38 236	39 593	2.75	0.39	26.0	27.2	2.38	0.52
Inde	24 954	29 968	1.59	1.48	9.9	11.0	0.90	1.01
Indonésie	22 058	26 488	10.90	0.97	10.3	12.2	5.19	1.09
Iran	2 295	2 538	5.03	0.79	13.6	14.1	5.35	0.30
Japon	2 304	2 256	0.34	-0.40	18.2	19.0	0.67	0.17
Kazakhstan	322	418	2.61	0.86	14.1	16.6	2.16	0.12
Corée	1 592	1 563	4.26	-0.40	17.9	18.4	4.34	0.21
Malaisie	5 298	6 138	2.30	1.06	9.6	9.9	0.88	0.12
Pakistan	4 875	5 448	1.26	0.69	4.2	4.2	-7.17	0.24
Philippines	2 330	2 940	4.75	2.05	13.7	15.5	4.05	1.19
Arabie saoudite	911	1 128	5.94	1.61	19.7	22.1	3.62	0.81
Thaïlande	3 713	4 845	5.70	2.47	11.0	12.1	4.77	1.06
Turquie	3 175	3 588	3.22	0.93	16.5	17.9	0.02	0.85
Viet Nam	1 763	2 127	4.84	1.50	5.0	6.2	4.35	1.81
OCÉANIE	911	1 000	3.41	0.92	17.0	16.6	0.29	-0.11
Australie	603	636	2.01	0.77	22.8	22.2	0.55	-0.13
Nouvelle-Zélande	90	98	1.72	0.87	16.8	16.8	-0.06	0.19
PAYS DÉVELOPPÉS	56 516	57 509	1.77	0.07	25.3	24.5	0.94	-0.10
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	160 422	186 192	3.32	1.18	13.9	14.3	0.88	0.33
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	10 385	13 584	1.75	2.55	7.0	7.8	-1.30	1.24
OCDE³	59 616	60 663	2.19	0.07	26.6	25.4	1.41	-0.18
BRICS	77 594	86 067	2.39	0.89	18.3	19.1	1.27	0.46

Note : Moyenne 2020-22est: Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.22. Hypothèses concernant les marchés des oléagineux

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
ARGENTINE												
Taxe à l'exportation												
Soja	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Autres oléagineux	%	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
Tourteaux de soja	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Huile de soja	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
CANADA												
Droits de douane												
Huile de palme	%	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
UNION EUROPÉENNE^{1,2}												
Soutien couplé facultatif												
Soja	mIn EUR	37	36	36	36	37	38	39	40	41	41	41
Droits de douane												
Huile de soja	%	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4
Huile de colza	%	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4
CORÉE												
Contingent tarifaire, soja	kt	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Droits de douane intra quota	%	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Droits de douane hors quota	%	487	487	487	487	487	487	487	487	487	487	487
Soja (alim. humaine), marge	'000 KRW/t	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131	132
MEXIQUE												
Droits de douane												
Soja	%	33	33	33	33	33	33	33	33	33	33	33
Tourteaux de soja	%	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8
Huile de soja	%	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45
ÉTATS-UNIS												
Taux de participation ARC												
Soja	%	51.1	50.5	50.5	50.8	51.2	51.2	50.8	50.5	50.5	50.5	50.5
Taux débiteur du soja	USD/t	227.8	227.8	227.8	227.8	227.8	227.8	227.8	227.8	227.8	227.8	229.8
Droits de douane												
Graines de colza	%	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Tourteaux de soja	%	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
Huile de soja	%	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7
Huile de colza	%	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2
CHINE												
Droits de douane												
Soja	%	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
Tourteaux de soja	%	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3
Huile de soja, droits de douane intra quota	%	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0
Contingent tarifaire, huile végétale	kt	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1
INDE												
Soja, droits de douane	%	40.1	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0
Colza, droits de douane	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Tourteaux de soja, droits de douane	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Huile de soja, droits de douane	%	24.5	18.9	18.9	18.9	18.9	18.9	18.9	18.9	18.9	18.9	18.9
INDONÉSIE												
Tourteaux protéiques, droits de douane	%	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
PAKISTAN												
Tourteaux protéiques, droits de douane	%	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0
VIET NAM												
Tourteaux protéiques, droits de douane	%	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est: Les données pour 2022 sont estimées. Les sources pour les droits de douane et les contingents tarifaires sont la réponse au questionnaire national, la CNUCED et l'OMC

- Depuis 2015, le régime de paiement de base est en vigueur et représente au maximum 68% des enveloppes nationales pour les paiements directs. De plus, des instruments obligatoires ont été introduits : les paiements "verts" (30%) et l'aide aux jeunes agriculteurs (2%).
- Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.23.1. Projections du sucre : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	175 491	197 849	0.55	0.88	60 725	71 614	0.58	1.53	64 287	75 176	0.74	1.46
AMÉRIQUE DU NORD	7 820	8 510	0.98	0.72	4 177	3 663	-0.06	-0.73	159	121	-0.76	0.00
Canada	121	119	3.36	0.08	1 323	1 278	1.86	0.56	120	91	21.72	0.00
États-Unis	7 699	8 390	0.95	0.73	2 854	2 384	-0.85	-1.35	39	30	-16.35	0.00
AMÉRIQUE LATINE	56 249	64 632	-0.40	1.14	2 254	2 756	0.40	0.75	34 482	41 061	0.14	1.84
Argentine	1 559	1 826	-2.40	1.70	0	0	..	..	229	532	0.55	7.61
Brésil	37 194	45 066	0.16	1.69	0	0	-74.20	..	28 038	34 293	1.00	2.16
Chili	122	121	-9.17	0.96	589	619	2.99	-0.82	0	0	..	..
Colombie	2 149	2 012	-1.01	-1.07	214	249	8.91	2.79	566	446	-3.34	-2.72
Mexique	5 800	6 181	-0.73	-0.04	44	34	20.22	0.52	1 637	2 031	-1.24	0.28
Paraguay	142	96	-3.07	-1.60	83	117	236.52	1.58	86	65	4.07	-1.55
Pérou	1 168	1 008	0.53	-0.86	286	620	1.95	3.80	108	44	0.23	-3.65
EUROPE	24 358	25 271	0.51	0.19	3 485	3 089	-8.64	0.23	1 658	2 905	-7.15	6.86
Union européenne ¹	15 270	15 532	0.84	-0.19	1 864	1 856	-9.65	1.20	847	1 652	-10.46	10.05
Royaume-Uni	893	1 018	-3.65	-0.05	652	579	-4.66	-0.84	43	64	-24.31	-2.14
Russie	5 780	6 101	2.67	0.61	191	47	-18.14	-1.37	324	730	59.14	6.32
Ukraine	1 242	1 223	-4.82	3.11	64	0	-24.92	-21.75	82	29	5.04	0.84
AFRIQUE	10 828	12 206	0.71	1.56	14 922	19 810	2.49	2.23	5 102	4 283	1.54	-0.89
Égypte	2 480	2 585	1.71	1.88	1 061	1 654	-3.94	1.79	342	147	3.78	-1.76
Éthiopie	413	468	0.58	1.88	319	532	20.89	4.23	37	33	173.99	-1.71
Nigéria	19	0	9.62	..	1 572	2 221	1.44	2.04	0	0	-41.96	..
Afrique du Sud	1 925	2 237	1.03	1.35	319	293	-7.67	-2.98	561	719	8.83	3.07
ASIE	71 896	82 672	1.44	0.86	35 573	41 965	1.37	1.61	19 664	23 355	3.40	1.00
Chine ²	10 037	10 606	-1.75	0.66	6 368	7 146	2.17	3.10	88	70	2.97	0.00
Inde	34 352	37 900	4.43	0.72	703	612	-13.29	2.47	8 250	7 858	17.68	1.48
Indonésie	2 391	2 839	-0.27	1.93	5 316	7 855	5.58	2.61	86	0	25.62	..
Iran	1 354	1 199	-1.16	0.24	1 094	1 337	7.10	0.58	0	0	-78.37	..
Japon	705	646	-0.31	0.07	1 350	1 137	0.59	-0.91	4	5	19.37	0.00
Kazakhstan	49	0	35.80	..	457	559	0.01	0.70	5	0	-38.66	..
Corée	0	0	..	..	1 921	2 053	0.51	-0.02	309	463	-0.08	-0.05
Malaisie	0	0	-73.41	..	2 128	2 349	0.85	0.63	184	132	-4.98	-0.62
Pakistan	6 672	7 107	2.66	1.05	171	178	23.96	11.12	399	146	-9.86	-10.01
Philippines	2 005	2 293	-2.44	2.08	308	389	691.41	-1.44	114	143	-3.61	1.40
Arabie saoudite	0	0	..	..	1 714	1 911	3.97	0.40	460	457	11.20	-0.39
Thaïlande	9 703	14 687	-1.50	0.61	0	0	..	..	6 901	11 821	0.28	1.22
Türkiye	2 704	3 334	2.51	2.33	228	143	24.55	-6.09	282	506	43.81	6.50
Viet Nam	811	877	-8.40	0.80	1 606	1 865	28.63	1.85	216	121	7.53	-1.81
OCÉANIE	4 340	4 559	-1.43	0.25	314	331	-2.69	0.12	3 222	3 451	-3.13	-0.06
Australie	4 146	4 360	-1.30	0.23	17	20	-22.53	0.00	3 082	3 341	-2.96	-0.03
Nouvelle-Zélande	0	0	..	..	229	222	-0.87	-0.15	22	20	-1.55	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	39 123	41 151	0.42	0.37	12 156	11 395	-3.45	-0.15	5 732	7 289	-4.09	2.54
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	136 367	156 698	0.60	1.02	48 568	60 219	1.85	1.89	58 555	67 887	1.33	1.34
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 883	4 964	1.11	2.09	9 365	12 564	1.51	3.11	2 442	1 814	-5.76	-0.96
OCDE³	39 825	41 958	0.17	0.21	12 014	11 367	-2.22	-0.25	6 956	8 656	-3.74	1.55
BRICS	89 288	101 910	1.52	1.14	7 580	8 098	-1.99	2.72	37 262	43 670	3.63	2.10

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

Les données sur le sucre sont exprimées en base tel quel.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.23.2. Projections du sucre : Consommation, par habitant

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%) ⁴		PAR HABITANT (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	171 723	193 144	0.67	1.07	21.7	22.2	-0.42	0.23
AMÉRIQUE DU NORD	11 753	12 045	0.53	0.24	30.9	29.9	-0.20	-0.29
Canada	1 301	1 305	1.37	0.21	31.6	29.3	0.08	-0.57
États-Unis	10 452	10 739	0.43	0.24	30.8	30.0	-0.23	-0.25
AMÉRIQUE LATINE	25 297	26 140	-0.61	0.28	38.3	36.7	-1.50	-0.38
Argentine	1 339	1 301	-2.97	0.07	29.1	26.6	-3.80	-0.50
Brésil	10 342	10 673	-1.07	0.32	47.8	46.9	-1.81	-0.14
Chili	741	734	-0.51	-0.04	38.4	37.2	-1.61	-0.25
Colombie	1 775	1 813	0.54	0.03	34.4	33.4	-0.70	-0.46
Mexique	4 151	4 173	-0.47	-0.26	32.3	30.3	-1.41	-0.89
Paraguay	138	148	0.84	0.81	19.0	18.1	-0.42	-0.21
Pérou	1 403	1 570	2.13	1.06	41.8	42.6	0.65	0.22
EUROPE	26 495	25 567	-0.63	-0.22	35.1	34.3	-0.70	-0.06
Union européenne ¹	16 576	15 770	-0.47	-0.42	36.8	35.3	-0.55	-0.28
Royaume-Uni	1 534	1 534	-1.47	-0.06	22.5	21.8	-1.72	-0.35
Russie	5 766	5 551	0.67	-0.40	39.4	39.2	0.59	-0.10
Ukraine	1 065	1 145	-7.26	3.17	24.3	28.2	-6.79	3.90
AFRIQUE	20 577	27 458	1.89	2.62	14.9	15.5	-0.65	0.33
Égypte	3 233	4 022	-0.26	2.17	30.8	32.0	-2.27	0.57
Éthiopie	665	931	5.11	3.61	5.5	6.0	2.46	1.34
Nigéria	1 580	2 207	1.51	2.53	7.2	7.7	-1.18	0.11
Afrique du Sud	1 697	1 787	-1.87	0.56	28.1	26.5	-3.23	-0.42
ASIE	86 159	100 510	1.25	1.36	18.3	20.0	0.32	0.79
Chine ²	15 520	17 697	0.15	1.41	10.4	12.0	-0.25	1.53
Inde	26 850	30 326	1.20	0.97	18.9	19.5	0.06	0.17
Indonésie	7 639	10 673	3.11	2.38	27.4	34.8	1.95	1.54
Iran	2 393	2 524	-0.30	0.65	27.9	26.6	-1.62	-0.21
Japon	1 945	1 778	-1.40	-0.57	15.5	15.1	-1.08	0.00
Kazakhstan	493	554	0.47	0.96	25.8	26.3	-0.87	0.10
Corée	1 594	1 606	0.56	-0.05	30.5	31.2	0.19	0.11
Malaisie	1 914	2 184	1.97	1.17	58.3	59.4	0.63	0.17
Pakistan	5 688	7 030	2.44	1.94	25.1	25.8	0.38	0.28
Philippines	2 168	2 534	-0.13	1.41	19.3	19.9	-1.59	0.26
Arabie saoudite	1 269	1 441	1.54	1.07	35.7	35.8	-0.39	-0.02
Thaïlande	2 775	2 820	-0.17	0.12	39.6	40.1	-0.49	0.11
Türkiye	2 556	2 927	1.83	1.09	29.8	32.2	0.45	0.53
Viet Nam	2 183	2 605	4.59	1.82	22.0	24.5	3.56	1.22
OCÉANIE	1 441	1 424	0.73	0.26	33.5	29.2	-0.86	-0.83
Australie	1 097	1 031	0.65	-0.08	42.0	35.5	-0.78	-0.97
Nouvelle-Zélande	210	203	-0.64	-0.12	40.6	36.2	-2.41	-0.81
PAYS DÉVELOPPÉS	45 710	45 306	-0.30	0.01	31.4	30.6	-0.68	-0.14
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	126 012	147 839	1.05	1.42	19.5	20.5	-0.23	0.43
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	10 816	15 560	3.57	3.40	11.8	13.4	1.20	1.23
OCDE³	44 878	44 638	-0.09	-0.05	31.7	30.8	-0.58	-0.26
BRICS	60 175	66 033	0.37	0.84	18.2	19.2	-0.37	0.50

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est: Les données pour 2022 sont estimées. Les données sur le sucre sont exprimées en base tel quel.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.24. Hypothèses concernant les marchés du sucre

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
ARGENTINE												
Droits de douane, sucre	ARS/t	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0
BRÉSIL												
Droits de douane, sucre brut	%	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0
Droits de douane, sucre raffiné	%	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0
CANADA												
Droits de douane, sucre brut	CAD/t	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7
Droits de douane, sucre raffiné	CAD/t	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9
CHINE¹												
Contingent tarifaire sucre	kt	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0
Droits de douane intra quota, sucre brut	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Droits de douane hors quota	%	57.8	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
UNION EUROPÉENNE²												
Soutien couplé facultatif												
Betterave à sucre ³	min EUR	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3
Droits de douane, sucre brut	EUR/t	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0
Droits de douane, sucre raffiné	EUR/t	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	420.0
INDE												
Droits de douane, sucre	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
INDONÉSIE												
Droits de douane, sucre	%	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6
JAPON												
Prix de stabilisation minimum, sucre brut	JPY/kg	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2
Droits de douane, sucre brut	JPY/kg	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8
Droits de douane, sucre raffiné	JPY/kg	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1
CORÉE												
Droits de douane, sucre brut	%	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Droits de douane, sucre raffiné	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
RUSSIE												
Droits de douane minimum, sucre brut	USD/t	150.3	171.0	203.0	240.0	240.0	240.0	240.0	240.0	203.0	203.0	203.0
Droits de douane minimum, sucre raffiné	USD/t	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0
ÉTATS-UNIS												
Taux de prêt, sucre brut	USD/t	435.4	435.4	435.4	435.4	435.4	435.4	435.4	435.4	435.4	435.4	435.4
Taux de prêt, sucre raffiné	USD/t	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1
Contingent tarifaire, sucre brut	kt esb	1 518	1 477	1 481	1 484	1 487	1 491	1 494	1 498	1 498	1 499	1 500
Sucre brut, droits de douane OMC 2ème régime	USD/t	338.7	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6
Sucre raffiné, droits de douane OMC 2ème régime	USD/t	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4
VIET NAM												
Droit de douane, sucre	%	83.4	83.4	83.4	83.4	83.4	83.4	83.4	83.4	83.4	83.4	83.4

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. Les sources pour les droits de douane et les contingents tarifaires sont la réponse au questionnaire national, la CNUCED et l'OMC.

1. Continentale uniquement.
2. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
3. Mis en oeuvre dans 11 états membres.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.25.1. Projections de la viande : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt epc) ⁴		Croissance (%) ⁵		IMPORTATIONS (kt epc) ⁶		Croissance (%) ⁵		EXPORTATIONS (kt epc) ⁶		Croissance (%) ⁵	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	340 775	382 080	1.34	0.95	38 709	41 557	3.83	0.71	40 392	41 554	3.05	0.69
AMÉRIQUE DU NORD	52 927	55 780	2.03	0.44	2 979	3 200	2.16	0.14	10 435	10 435	2.46	0.55
Canada	5 240	5 440	1.84	0.40	666	728	-0.82	1.08	2 305	2 239	3.19	0.48
États-Unis	47 687	50 339	2.05	0.44	2 313	2 472	3.18	-0.12	8 130	8 196	2.27	0.57
AMÉRIQUE LATINE	55 817	63 302	1.63	1.16	5 309	5 908	3.99	0.50	11 445	12 564	4.51	1.27
Argentine	6 136	6 695	2.23	0.83	51	51	6.34	0.02	1 122	1 352	14.08	1.65
Brésil	28 267	30 555	1.31	0.79	94	84	1.13	-0.02	7 848	8 360	3.06	1.17
Chili	1 597	1 930	1.28	1.87	704	677	9.11	-0.10	474	505	6.66	1.18
Colombie	2 991	3 756	2.66	1.81	246	283	10.05	-0.03	54	71	10.60	3.97
Mexique	7 403	8 347	2.73	1.03	2 349	2 673	4.12	0.69	688	794	11.89	1.60
Paraguay	669	917	4.13	3.52	41	50	5.13	-0.10	407	574	2.47	3.50
Pérou	2 152	2 799	3.48	2.38	115	126	12.66	1.66	1	2	-22.17	-0.16
EUROPE	64 378	63 119	1.40	-0.01	4 525	4 564	-3.54	-0.47	9 947	8 712	4.68	-0.08
Union européenne ¹	44 236	41 979	1.01	-0.28	1 365	1 483	-1.63	-0.80	7 368	6 184	3.97	-0.37
Royaume-Uni	4 151	4 275	1.72	0.33	1 494	1 727	-1.55	0.67	856	889	1.54	0.62
Russie	10 916	11 388	3.56	0.35	599	264	-14.16	-4.88	677	609	26.70	0.00
Ukraine	2 150	2 256	-0.46	1.52	384	322	3.73	-1.43	480	446	12.65	1.18
AFRIQUE	17 979	22 570	1.86	2.30	3 341	5 560	2.71	3.95	320	355	0.55	1.78
Égypte	2 093	2 919	0.64	3.26	346	507	-3.39	1.75	3	1	-8.73	-1.02
Éthiopie	795	931	3.12	2.25	1	1	0.11	7.44	15	14	-0.44	1.83
Nigéria	1 205	1 469	0.59	2.13	8	16	15.83	5.69	0	0	..	..
Afrique du Sud	3 530	4 272	1.76	1.64	487	478	-0.23	-0.46	154	235	-0.42	4.87
ASIE	143 372	170 404	0.97	1.26	22 013	21 656	6.70	0.38	5 304	6 074	1.63	0.79
Chine ²	84 428	96 211	-0.11	0.63	8 733	6 652	21.62	-0.26	850	674	-0.86	-2.08
Inde	7 353	9 640	1.48	2.36	2	3	7.50	3.72	1 339	1 521	-3.68	0.32
Indonésie	4 581	5 731	7.21	2.08	271	418	17.80	2.06	3	3	-5.37	0.67
Iran	3 060	3 525	0.85	2.07	149	176	5.74	-6.92	61	36	-8.69	5.71
Japon	3 456	3 372	0.80	-0.23	3 056	3 023	2.15	-0.25	19	19	6.74	0.10
Kazakhstan	1 034	1 290	3.96	2.02	335	373	3.06	1.12	33	35	22.41	-0.50
Corée	2 738	2 793	2.19	0.30	1 444	1 621	5.79	0.17	70	53	10.03	-2.93
Malaisie	1 956	2 532	0.34	2.66	395	537	3.98	0.54	237	288	5.65	2.09
Pakistan	4 945	6 855	6.56	2.82	2	3	-12.63	0.60	79	64	3.89	-0.14
Philippines	2 873	4 201	-1.68	4.50	840	932	11.66	-0.21	8	9	-7.17	-0.34
Arabie saoudite	958	1 358	6.88	2.90	819	707	-4.64	-0.43	64	80	-0.66	0.82
Thaïlande	3 001	3 706	0.04	2.76	36	40	-3.71	-0.46	1 339	1 640	6.33	1.90
Türkiye	4 331	5 789	5.32	1.84	82	93	-4.48	0.29	818	1 289	6.72	2.43
Viet Nam	5 724	7 234	3.20	1.86	664	748	-4.75	2.47	24	21	0.90	0.44
Océanie	6 301	6 905	-0.33	0.72	542	669	1.89	1.67	2 941	3 415	-1.30	0.76
Australie	4 692	5 260	-0.78	0.83	334	408	1.02	1.88	1 834	2 321	-2.49	1.00
Nouvelle-Zélande	1 473	1 491	1.14	0.30	84	97	3.49	0.90	1 104	1 091	0.99	0.28
PAYS DÉVELOPPÉS	134 623	138 461	1.58	0.32	12 405	13 000	-0.24	-0.02	23 561	22 889	2.76	0.37
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	206 152	243 619	1.18	1.33	26 305	28 557	6.38	1.06	16 831	18 665	3.46	1.09
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	11 601	15 033	2.79	2.48	1 537	3 056	4.48	5.17	63	41	9.48	-1.97
OCDE³	131 549	136 500	1.64	0.35	14 455	15 685	2.22	0.19	23 745	23 674	2.73	0.47
BRICS	134 493	152 066	0.58	0.77	9 915	7 481	11.14	-0.48	10 868	11 398	2.22	0.83

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Production indigène brute.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
6. Exclut le commerce d'animaux vivants.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.25.2. Projections de la viande : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt epc)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg pad/cap) ⁵		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	338 837	381 894	1.40	0.95	28.1	28.8	0.17	0.08
AMÉRIQUE DU NORD	45 711	48 734	1.94	0.39	78.6	79.1	1.21	-0.14
Canada	3 272	3 619	1.21	0.56	54.9	55.6	0.01	-0.26
États-Unis	42 439	45 114	2.00	0.38	81.3	81.9	1.32	-0.12
AMÉRIQUE LATINE	49 245	56 186	1.24	1.07	49.0	51.9	0.38	0.39
Argentine	5 065	5 394	0.63	0.63	71.2	71.2	-0.18	0.04
Brésil	20 406	22 159	0.72	0.65	65.0	67.2	0.08	0.20
Chili	1 807	2 082	2.44	1.37	61.3	69.0	1.32	1.15
Colombie	3 104	3 891	2.85	1.67	38.3	45.5	1.63	1.16
Mexique	8 887	10 025	2.71	0.88	44.1	46.3	1.77	0.22
Paraguay	299	388	6.63	3.04	27.1	31.4	5.54	2.00
Pérou	2 266	2 922	3.88	2.35	41.2	48.4	2.35	1.47
EUROPE	58 682	58 752	0.45	-0.02	52.1	52.7	0.27	0.12
Union européenne ¹	37 937	37 032	0.39	-0.28	57.0	55.9	0.19	-0.15
Royaume-Uni	4 789	5 113	0.62	0.40	46.0	47.4	-0.17	0.09
Russie	10 848	11 058	0.80	0.20	48.9	51.5	0.75	0.49
Ukraine	2 053	2 136	-1.76	1.08	30.7	34.3	-1.26	1.78
AFRIQUE	21 019	27 860	2.05	2.63	9.6	9.9	-0.55	0.34
Égypte	2 478	3 475	-0.07	2.97	14.3	16.8	-2.23	1.33
Éthiopie	756	893	3.49	2.31	3.7	3.4	0.54	0.07
Nigéria	1 273	1 560	0.65	2.13	3.5	3.3	-2.20	-0.28
Afrique du Sud	3 786	4 440	1.24	1.28	39.6	41.5	-0.13	0.29
ASIE	160 547	186 371	1.58	1.16	22.3	24.3	0.43	0.54
Chine ²	92 361	102 113	0.92	0.59	43.0	48.3	0.27	0.70
Inde	6 003	8 109	2.99	2.80	1.9	2.3	0.62	1.91
Indonésie	4 985	6 309	7.61	2.05	10.5	12.0	6.40	1.20
Iran	3 133	3 653	1.36	1.38	22.3	23.5	-0.02	0.51
Japon	6 484	6 379	1.40	-0.24	34.3	35.9	1.71	0.32
Kazakhstan	1 340	1 630	3.49	1.86	45.6	50.1	2.00	0.96
Corée	4 113	4 361	3.17	0.27	53.2	57.2	2.76	0.40
Malaisie	2 133	2 801	0.44	2.25	40.3	47.2	-0.86	1.21
Pakistan	4 858	6 785	6.58	2.85	13.4	15.6	4.51	1.17
Philippines	3 713	5 132	0.53	3.45	21.8	26.5	-1.20	2.33
Arabie saoudite	1 874	2 167	0.48	1.61	32.2	32.8	-1.42	0.50
Thaïlande	1 463	1 824	-4.72	3.05	13.9	17.2	-4.92	3.11
Türkiye	3 608	4 603	4.46	1.64	26.2	31.5	3.23	1.09
Viet Nam	6 381	7 979	2.02	1.92	44.4	51.8	0.91	1.29
OCÉANIE	3 635	3 991	1.24	0.88	55.0	53.3	-0.39	-0.24
Australie	2 961	3 212	1.27	0.85	73.8	72.3	-0.20	-0.07
Nouvelle-Zélande	417	464	0.70	0.71	52.3	53.3	-1.15	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	123 156	128 388	1.17	0.28	56.0	57.1	0.71	0.11
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	215 682	253 506	1.53	1.31	21.8	22.9	0.10	0.28
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	13 073	18 102	3.12	2.91	9.2	10.1	0.75	0.75
OCDE³	121 755	128 105	1.52	0.31	56.7	58.0	0.94	0.08
BRICS	133 404	147 879	0.98	0.70	27.0	28.8	0.06	0.31

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids désossé au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids désossé au détail sont de 0.67 pour la viande bovine, de 0.73 pour la viande porcine, de 0.6 pour la viande de volaille et de 0.66 pour la viande ovine.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.26.1. Projections de la viande bovine : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt epc) ⁴		Croissance (%) ⁵		IMPORTATIONS (kt epc) ⁶		Croissance (%) ⁵		EXPORTATIONS (kt epc) ⁶		Croissance (%) ⁵	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	71 211	77 812	0.97	0.86	11 293	13 448	3.74	1.27	11 798	13 563	2.66	1.26
AMÉRIQUE DU NORD	13 833	14 195	1.91	0.33	1 726	1 674	1.85	-0.42	2 039	2 178	4.57	1.07
Canada	1 560	1 592	1.99	0.23	204	219	-3.41	1.00	589	640	7.34	0.88
États-Unis	12 274	12 603	1.91	0.34	1 521	1 455	2.79	-0.62	1 450	1 539	3.61	1.15
AMÉRIQUE LATINE	17 881	19 552	0.17	0.90	874	916	1.05	0.27	4 965	5 961	7.03	1.68
Argentine	3 074	3 233	1.75	0.63	7	7	0.00	-0.15	868	1 055	23.60	1.55
Brésil	8 415	8 935	-1.32	0.49	65	62	-0.89	0.00	2 507	2 993	4.46	1.72
Chili	231	274	0.04	1.81	391	420	7.77	0.79	24	24	19.69	-0.79
Colombie	825	842	-0.91	0.91	9	13	11.77	2.80	54	71	14.74	3.98
Mexique	2 103	2 174	2.01	0.72	124	112	-1.07	-0.38	374	457	11.30	2.42
Paraguay	554	767	3.52	3.62	7	7	14.09	-3.46	394	565	2.16	3.59
Pérou	188	208	-0.37	0.82	10	8	6.98	-1.47	0	0	..	..
EUROPE	10 718	10 268	0.41	-0.33	1 115	972	-3.83	0.16	1 085	1 068	3.16	1.22
Union européenne ¹	7 104	6 708	0.58	-0.43	315	377	-0.52	0.06	574	647	2.74	1.88
Royaume-Uni	909	880	0.66	-0.31	310	335	-0.55	0.74	144	141	1.68	-0.87
Russie	1 663	1 672	0.33	-0.01	323	95	-10.24	-0.72	89	0	40.00	0.00
Ukraine	322	253	-3.43	-1.56	9	8	11.68	-1.06	29	16	-0.62	1.07
AFRIQUE	6 278	7 646	0.61	2.16	498	947	-1.98	4.24	88	162	-5.05	7.28
Égypte	538	699	-4.98	2.75	328	489	3.31	1.69	1	0	8.60	-0.08
Éthiopie	447	473	1.59	1.26	0	0	..	72.17	0	0	44.62	..
Nigéria	277	334	-1.82	1.84	2	2	-0.01	0.73	0	0	..	..
Afrique du Sud	1 125	1 350	1.71	1.62	5	6	-21.62	2.55	60	137	2.25	9.56
ASIE	19 536	22 963	2.08	1.36	7 043	8 902	7.24	1.58	1 654	1 850	-2.39	0.31
Chine ²	6 925	7 772	1.74	0.92	2 953	3 916	32.11	1.73	16	18	-8.43	0.08
Inde	2 443	2 822	-0.41	0.61	0	0	..	..	1 325	1 507	-3.60	0.33
Indonésie	301	290	-5.00	1.65	265	408	19.04	2.08	0	0	-3.53	-0.14
Iran	550	673	3.85	1.63	54	85	-6.80	1.77	7	6	9.24	-0.61
Japon	476	446	-0.51	-0.24	815	777	1.51	-0.42	9	10	31.29	0.00
Kazakhstan	535	646	4.30	1.46	64	66	0.83	0.16	12	16	25.43	-0.07
Corée	306	337	-1.00	0.23	593	639	7.49	0.32	5	5	-1.82	0.00
Malaisie	29	39	-0.43	2.02	213	276	1.14	1.49	13	13	0.51	-1.47
Pakistan	2 379	3 183	4.91	2.73	1	1	-1.24	-0.02	67	60	6.38	0.01
Philippines	193	200	-6.56	0.35	180	264	5.57	2.88	4	4	3.36	-1.02
Arabie saoudite	40	49	-0.63	1.35	182	216	1.83	1.11	11	11	-6.80	-1.10
Thaïlande	171	193	-1.89	1.08	32	35	0.83	-0.61	49	56	0.67	0.61
Türkiye	1 431	1 736	8.92	1.46	5	4	-10.40	-0.12	33	58	8.54	6.35
Viet Nam	471	559	4.86	1.44	245	479	-15.01	5.18	1	1	28.30	-0.43
OCÉANIE	2 965	3 188	-1.99	0.73	37	37	0.04	0.24	1 967	2 343	-1.99	0.90
Australie	2 200	2 429	-3.18	0.83	19	18	6.36	0.00	1 299	1 690	-3.82	1.03
Nouvelle-Zélande	756	752	2.34	0.43	9	9	-4.11	-0.06	666	652	2.65	0.58
PAYS DÉVELOPPÉS	31 276	32 120	0.99	0.32	3 995	3 864	-0.05	-0.09	5 174	5 756	1.42	1.16
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	39 935	45 692	0.96	1.26	7 298	9 584	6.36	1.87	6 623	7 807	3.72	1.34
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 868	4 696	1.83	2.16	94	346	-3.30	8.87	13	14	-0.49	2.10
OCDE³	30 473	31 087	1.18	0.29	4 538	4 679	2.48	0.06	5 225	5 936	1.84	1.19
BRICS	20 570	22 551	0.03	0.68	3 345	4 079	15.43	1.64	3 996	4 656	1.26	1.40

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Production indigène brute.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
6. Exclut le commerce d'animaux vivants.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.26.2. Projections de la viande bovine : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt epc)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg pad/cap) ⁵		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	70 499	77 631	1.08	0.86	5.9	5.9	-0.05	0.02
AMÉRIQUE DU NORD	13 728	13 900	1.51	0.12	24.3	23.2	0.81	-0.41
Canada	995	1 019	0.41	0.22	17.2	16.1	-0.68	-0.57
États-Unis	12 732	12 881	1.60	0.12	25.1	24.0	0.95	-0.38
AMÉRIQUE LATINE	13 338	14 037	-1.78	0.55	13.4	13.1	-2.64	-0.13
Argentine	2 214	2 185	-1.95	0.21	32.1	29.8	-2.73	-0.37
Brésil	5 865	5 885	-3.14	-0.08	18.0	17.1	-3.84	-0.57
Chili	579	650	3.93	1.30	20.0	22.0	2.79	1.08
Colombie	701	708	-2.30	0.78	9.0	8.7	-3.50	0.28
Mexique	1 660	1 618	0.96	0.11	8.5	7.7	0.06	-0.55
Paraguay	162	204	7.41	3.47	14.7	16.6	6.18	2.42
Pérou	198	216	-0.08	0.72	3.9	3.9	-1.51	-0.12
EUROPE	10 554	10 031	-0.50	-0.39	9.3	9.0	-0.63	-0.24
Union européenne ¹	6 637	6 281	0.25	-0.56	9.9	9.4	0.12	-0.42
Royaume-Uni	1 076	1 074	0.17	0.08	10.5	10.2	-0.59	-0.21
Russie	1 914	1 784	-3.01	-0.05	8.7	8.4	-3.08	0.24
Ukraine	297	242	-3.56	-1.71	4.5	4.0	-3.05	-1.02
AFRIQUE	6 748	8 553	0.48	2.30	3.2	3.2	-2.03	0.04
Égypte	906	1 239	-2.38	2.20	5.6	6.4	-4.32	0.60
Éthiopie	423	447	1.96	1.31	2.1	1.7	-0.97	-0.91
Nigéria	329	402	-1.70	1.95	0.9	0.8	-4.47	-0.45
Afrique du Sud	993	1 145	0.10	1.10	11.0	11.3	-1.25	0.11
ASIE	25 350	30 392	3.75	1.45	3.5	4.0	2.75	0.88
Chine ²	9 979	11 694	6.16	1.12	4.5	5.4	5.70	1.24
Inde	1 118	1 315	5.11	0.94	0.4	0.4	2.73	0.14
Indonésie	715	872	2.27	1.69	1.6	1.8	1.36	0.85
Iran	598	753	2.58	1.66	4.6	5.2	1.20	0.79
Japon	1 273	1 218	0.72	-0.36	6.8	6.9	1.06	0.21
Kazakhstan	590	698	3.64	1.36	20.6	22.1	2.28	0.50
Corée	893	971	3.59	0.29	11.4	12.6	3.24	0.44
Malaisie	246	320	0.60	1.60	5.0	5.8	-0.72	0.60
Pakistan	2 303	3 116	4.86	2.79	6.6	7.5	2.90	1.12
Philippines	377	468	-1.51	1.71	2.2	2.4	-2.94	0.55
Arabie saoudite	212	254	2.00	1.26	4.0	4.2	0.05	0.17
Thaïlande	116	135	-3.37	0.78	1.1	1.3	-3.70	0.78
Türkiye	1 415	1 692	8.12	1.32	10.8	12.2	6.68	0.77
Viet Nam	730	1 054	-6.60	2.95	5.0	6.7	-7.50	2.34
OCÉANIE	781	718	-1.15	0.31	12.1	9.9	-2.70	-0.78
Australie	694	632	-0.70	0.35	17.8	14.6	-2.10	-0.55
Nouvelle-Zélande	72	71	-4.15	0.04	9.3	8.4	-5.85	-0.65
PAYS DÉVELOPPÉS	29 847	30 147	0.74	0.13	13.7	13.6	0.34	-0.02
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	40 651	47 484	1.34	1.35	4.1	4.3	0.03	0.36
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 980	5 096	1.96	2.51	2.9	2.9	-0.37	0.37
OCDE³	29 330	29 523	1.28	0.09	13.9	13.6	0.77	-0.12
BRICS	19 869	21 823	1.36	0.67	3.9	4.2	0.52	0.31

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids désossé au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids désossé au détail est de 0.67 pour la viande bovine.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.27.1. Projections de la viande porcine : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt epc) ⁴		Croissance (%) ⁵		IMPORTATIONS (kt epc) ⁶		Croissance (%) ⁵		EXPORTATIONS (kt epc) ⁶		Croissance (%) ⁵	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	116 806	129 377	-0.14	0.59	11 748	10 399	5.94	0.03	11 754	10 210	4.68	-0.11
AMÉRIQUE DU NORD	14 590	15 077	2.21	0.49	807	1 035	2.76	1.17	4 705	4 600	3.94	0.71
Canada	2 193	2 135	1.48	0.00	261	280	2.41	1.06	1 584	1 447	2.95	0.19
États-Unis	12 396	12 942	2.35	0.57	546	755	2.76	1.21	3 121	3 154	4.46	0.96
AMÉRIQUE LATINE	9 102	10 338	3.12	1.24	1 969	2 233	7.97	0.43	1 653	1 391	8.68	0.04
Argentine	692	788	6.45	0.97	35	30	14.34	0.01	27	9	15.32	-0.01
Brésil	4 679	4 903	4.08	0.83	22	15	10.20	-0.08	1 036	784	8.60	-0.43
Chili	585	689	1.34	1.53	141	81	15.27	-0.99	256	245	6.22	1.00
Colombie	465	620	8.02	2.11	137	182	12.00	0.81	0	0	..	..
Mexique	1 488	1 754	2.07	1.02	1 154	1 384	6.67	0.67	306	328	12.80	0.59
Paraguay	65	85	9.56	2.46	5	6	7.92	1.26	5	3	8.31	-1.27
Pérou	176	231	3.94	2.12	12	19	6.03	2.00	0	0	..	..
EUROPE	30 245	28 375	1.15	-0.37	1 144	1 340	-5.77	0.39	5 074	3 799	5.13	-1.25
Union européenne ¹	23 122	21 008	0.60	-0.62	127	154	-2.21	0.69	4 547	3 281	5.19	-1.38
Royaume-Uni	961	981	2.20	0.42	679	736	-0.96	-0.06	253	253	2.42	-0.20
Russie	4 328	4 507	5.47	0.21	44	49	-30.39	0.04	193	200	26.75	0.00
Ukraine	675	701	-1.45	2.01	58	66	7.24	-2.65	5	1	-15.83	0.53
AFRIQUE	1 601	1 997	3.08	2.08	275	514	0.39	6.29	31	31	1.31	0.12
Égypte	1	1	6.10	-1.40	2	4	31.77	6.11	0	0	..	..
Éthiopie	2	3	1.86	2.58	0	1	..	..	0	0	..	..
Nigéria	291	342	1.70	1.94	6	14	33.51	6.89	0	0	..	..
Afrique du Sud	317	398	4.80	1.61	30	34	-0.41	-0.52	26	26	1.21	0.52
ASIE	60 685	72 956	-1.71	0.87	7 155	4 789	10.45	-1.09	259	357	-5.09	2.10
Chine ²	48 578	58 009	-2.20	0.55	3 938	1 537	21.14	-2.82	128	165	-9.23	0.48
Inde	331	363	-0.95	1.05	1	2	6.65	2.32	2	1	36.32	-10.01
Indonésie	326	410	-0.69	1.76	4	6	1.09	0.73	0	0	..	..
Iran	0	0	..	..	0	0	63.98	..	0	0	29.83	..
Japon	1 309	1 245	0.25	-0.53	1 306	1 268	2.13	-0.31	3	4	14.64	0.51
Kazakhstan	85	95	-2.15	1.33	46	60	2.02	1.92	1	1	3.98	-0.27
Corée	1 407	1 372	1.93	0.03	621	727	4.19	0.08	8	3	12.52	-10.97
Malaisie	218	236	0.17	0.81	28	65	5.73	3.94	3	2	-8.40	-4.31
Pakistan	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
Philippines	1 276	2 057	-4.23	6.56	274	157	12.27	-8.12	2	3	-1.48	0.72
Arabie saoudite	0	0	..	..	18	18	10.60	0.00	2	2	-0.72	0.00
Thaïlande	975	1 275	-1.62	5.13	1	1	-19.03	1.78	43	100	3.87	13.33
Türkiye	0	0	..	..	26	32	9.67	0.00	26	32	9.67	0.00
Viet Nam	3 718	4 732	1.35	1.79	208	38	70.12	-9.76	11	12	-7.76	1.03
OCÉANIE	582	635	2.13	0.65	397	489	1.52	1.81	32	31	1.19	-0.01
Australie	438	481	2.65	0.66	315	390	0.76	1.98	30	30	0.68	0.00
Nouvelle-Zélande	45	43	-0.49	-0.49	71	84	5.23	1.05	1	1	20.28	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	47 100	45 806	1.46	-0.06	3 767	4 278	-0.92	0.53	9 846	8 469	4.52	-0.22
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	69 705	83 571	-1.13	0.96	7 981	6 121	11.55	-0.31	1 907	1 741	5.53	0.42
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 280	3 163	4.51	2.81	145	310	-0.69	7.30	1	1	2.76	-0.60
OCDE³	44 784	43 639	1.29	-0.06	5 411	6 105	3.15	0.44	10 143	8 785	4.71	-0.16
BRICS	58 233	68 181	-1.31	0.56	4 036	1 636	11.82	-2.67	1 385	1 176	6.14	-0.24

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Production indigène brute.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
6. Exclut le commerce d'animaux vivants.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.27.2. Projections de la viande porcine : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt epc)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg pad/cap) ⁵		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	116 667	129 302	-0.07	0.58	10.8	10.9	-1.12	-0.24
AMÉRIQUE DU NORD	10 704	11 503	1.55	0.46	20.6	20.9	0.85	-0.06
Canada	719	813	-0.40	-0.02	13.5	14.0	-1.49	-0.81
États-Unis	9 985	10 690	1.71	0.49	21.4	21.8	1.05	0.00
AMÉRIQUE LATINE	9 433	11 189	3.19	1.23	11.8	12.9	2.29	0.55
Argentine	700	809	6.44	0.95	11.1	12.0	5.59	0.37
Brésil	3 665	4 134	3.10	1.10	16.8	18.0	2.35	0.63
Chili	470	525	1.68	1.34	17.7	19.4	0.56	1.12
Colombie	601	802	8.88	1.80	8.4	10.7	7.55	1.30
Mexique	2 351	2 820	3.05	0.89	13.1	14.7	2.13	0.25
Paraguay	65	88	9.47	2.53	6.5	7.8	8.21	1.50
Pérou	188	250	4.09	2.11	4.0	4.9	2.60	1.26
EUROPE	26 299	25 896	0.13	-0.20	25.4	25.3	0.01	-0.03
Union européenne ¹	18 666	17 832	-0.30	-0.47	30.2	29.1	-0.42	-0.32
Royaume-Uni	1 387	1 464	0.50	0.28	14.8	15.1	-0.26	0.00
Russie	4 176	4 356	2.27	0.21	20.7	22.3	2.19	0.51
Ukraine	733	772	-1.61	1.49	12.2	13.8	-1.09	2.21
AFRIQUE	1 843	2 475	2.63	2.86	1.0	1.0	0.06	0.59
Égypte	3	4	23.31	4.42	0.0	0.0	20.86	2.79
Éthiopie	2	3	0.70	4.79	0.0	0.0	-2.19	2.49
Nigéria	298	357	1.96	2.09	0.9	0.8	-0.91	-0.32
Afrique du Sud	322	406	4.50	1.49	3.9	4.4	3.08	0.50
ASIE	67 440	77 146	-0.87	0.71	10.3	11.1	-1.78	0.15
Chine ²	52 321	59 282	-1.38	0.45	26.0	29.8	-1.81	0.58
Inde	330	363	-1.02	1.10	0.1	0.1	-3.27	0.30
Indonésie	316	404	-0.53	1.84	0.8	0.9	-1.40	1.01
Iran	0	0	..	..	0.0	0.0	33.31	-0.86
Japon	2 606	2 510	1.07	-0.42	15.1	15.5	1.42	0.15
Kazakhstan	130	154	-0.81	1.56	5.0	5.3	-2.12	0.70
Corée	2 021	2 096	2.51	0.02	28.1	29.6	2.16	0.18
Malaisie	242	299	0.95	1.46	5.4	5.9	-0.38	0.45
Pakistan	0	0	..	..	0.0	0.0	23.98	-1.63
Philippines	1 547	2 211	-2.20	4.41	10.0	12.6	-3.62	3.23
Arabie saoudite	16	16	13.64	0.00	0.3	0.3	11.47	-1.08
Thaïlande	751	934	-3.39	3.98	7.7	9.6	-3.73	3.98
Türkiye	0	0	..	..	0.0	0.0	-1.36	-0.55
Viet Nam	3 917	4 760	2.11	1.61	28.9	32.9	1.13	1.01
OCÉANIE	948	1 092	1.89	1.18	16.0	16.3	0.29	0.08
Australie	723	841	1.87	1.28	20.2	21.2	0.43	0.37
Nouvelle-Zélande	115	126	2.62	0.51	16.2	16.3	0.80	-0.18
PAYS DÉVELOPPÉS	41 011	41 588	0.59	0.03	20.6	20.5	0.19	-0.12
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	75 656	87 714	-0.42	0.86	8.6	8.9	-1.62	-0.11
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 432	3 480	4.08	3.14	1.9	2.2	1.69	0.98
OCDE³	40 038	40 912	0.79	0.03	20.6	20.5	0.27	-0.17
BRICS	60 814	68 540	-0.89	0.48	13.6	14.8	-1.53	0.16

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids désossé au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids désossé au détail est de 0.73 pour la viande porcine.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.28.1. Projections de la viande de volaille : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt pac)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt pac)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt pac)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	136 552	156 247	2.89	1.27	14 577	16 544	2.81	0.74	15 728	16 544	2.51	0.74
AMÉRIQUE DU NORD	24 419	26 413	2.01	0.46	271	327	-0.19	0.38	3 689	3 655	-0.07	0.06
Canada	1 471	1 696	2.23	1.08	178	205	-1.89	1.30	132	152	-5.92	1.59
États-Unis	22 948	24 717	1.99	0.42	92	123	3.68	-1.00	3 558	3 502	0.20	0.00
AMÉRIQUE LATINE	28 368	32 907	2.19	1.31	2 454	2 748	2.67	0.64	4 796	5 179	1.37	1.17
Argentine	2 316	2 620	1.89	1.06	9	14	-4.71	0.12	223	284	-0.74	2.13
Brésil	15 031	16 566	2.24	0.94	5	4	379.72	0.00	4 305	4 583	1.38	1.12
Chili	766	953	1.69	2.19	172	176	8.26	-1.60	188	230	6.27	1.63
Colombie	1 701	2 290	3.48	2.08	100	89	7.31	-1.87	0	0	-40.82	..
Mexique	3 705	4 309	3.48	1.21	1 069	1 176	2.64	0.82	5	6	4.76	-0.08
Paraguay	47	61	6.37	3.91	29	37	3.22	0.40	7	6	197.71	-0.40
Pérou	1 749	2 321	4.05	2.61	93	98	14.65	1.91	1	2	-22.06	-0.16
EUROPE	22 158	23 189	2.35	0.59	2 052	2 053	-1.68	-1.22	3 644	3 682	4.83	0.79
Union européenne ¹	13 380	13 620	2.02	0.33	783	829	-1.81	-1.28	2 198	2 191	2.09	0.58
Royaume-Uni	1 993	2 114	2.40	0.56	440	594	-1.90	1.69	374	409	2.38	1.66
Russie	4 709	5 000	3.37	0.63	232	120	-8.88	-8.30	393	408	24.58	0.00
Ukraine	1 145	1 302	1.31	1.97	316	244	4.84	-1.17	446	428	15.14	1.19
AFRIQUE	6 713	8 655	2.82	2.46	2 558	4 087	5.09	3.63	165	129	4.60	-1.84
Égypte	1 492	2 135	4.41	3.45	16	12	-24.19	1.95	2	1	-12.86	-1.06
Éthiopie	66	77	-0.59	1.83	1	1	..	1.07	0	0	..	..
Nigéria	237	279	2.41	1.73	0	0	..	..	0	0	..	..
Afrique du Sud	1 915	2 342	1.59	1.74	451	436	0.91	-0.48	66	66	-3.16	0.34
ASIE	53 281	63 204	3.99	1.72	7 158	7 213	3.78	-0.02	3 366	3 835	5.23	0.91
Chine ²	23 829	24 909	4.09	0.73	1 456	802	14.92	-3.20	704	488	1.98	-2.87
Inde	3 728	5 485	3.11	3.72	1	1	16.98	6.91	4	1	-7.20	-15.54
Indonésie	3 837	4 891	10.18	2.14	0	0	-41.74	..	2	3	-6.05	0.78
Iran	2 154	2 465	0.62	2.43	91	89	9.75	-11.23	54	30	-10.43	7.44
Japon	1 671	1 680	1.67	0.00	915	959	2.82	0.00	7	5	-5.67	0.00
Kazakhstan	240	353	9.21	4.01	225	247	4.02	1.22	17	13	19.01	-1.18
Corée	1 024	1 082	3.80	0.68	212	236	6.05	0.04	56	44	11.36	-2.30
Malaisie	1 708	2 257	0.39	2.88	119	149	11.24	-2.29	220	274	6.45	2.35
Pakistan	1 801	2 691	8.82	3.13	1	2	-17.02	1.07	8	2	0.40	-3.75
Philippines	1 371	1 899	2.51	3.15	386	510	14.78	2.48	2	2	-19.85	-0.20
Arabie saoudite	918	1 310	7.35	2.97	596	438	-6.05	-1.30	50	66	2.18	1.24
Thaïlande	1 853	2 236	1.06	1.76	3	3	-18.24	0.31	1 247	1 484	6.68	1.52
Türkiye	2 419	3 302	3.37	1.83	51	57	-6.08	0.51	757	1 194	6.55	2.35
Viet Nam	1 514	1 917	8.54	2.16	211	226	12.38	1.44	12	9	44.20	-0.21
OCÉANIE	1 614	1 878	2.51	1.22	84	115	7.01	2.14	67	64	3.12	-1.28
Australie	1 361	1 577	2.48	1.22	0	0	..	..	53	49	3.83	-1.91
Nouvelle-Zélande	225	266	2.89	1.11	1	1	4.30	0.00	14	16	0.98	1.00
PAYS DÉVELOPPÉS	52 863	56 900	2.17	0.62	4 222	4 465	0.29	-0.39	7 513	7 513	2.09	0.40
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	83 689	99 347	3.37	1.66	10 355	12 079	4.01	1.19	8 215	9 031	2.90	1.03
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 368	4 526	3.23	2.68	1 296	2 398	6.17	4.49	45	23	16.67	-3.82
OCDE³	53 510	58 610	2.26	0.68	4 070	4 499	1.09	0.08	7 355	7 810	1.45	0.62
BRICS	49 213	54 302	3.25	1.09	2 144	1 364	5.73	-3.06	5 471	5 547	2.18	0.60

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.28.2. Projections de la viande de volaille : Consommation, humaine

Année civile

	CONSUMMATION (kt pac)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg pad/cap) ⁵		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	135 413	156 237	2.93	1.27	10.1	10.6	1.78	0.41
AMÉRIQUE DU NORD	21 025	23 080	2.42	0.52	33.3	34.5	1.71	0.00
Canada	1 519	1 747	2.68	1.07	23.5	24.8	1.57	0.28
États-Unis	19 506	21 333	2.40	0.48	34.4	35.7	1.74	-0.01
AMÉRIQUE LATINE	26 027	30 477	2.40	1.27	23.4	25.4	1.51	0.60
Argentine	2 103	2 350	2.25	0.93	27.3	28.7	1.44	0.36
Brésil	10 731	11 987	2.62	0.87	29.5	31.3	1.87	0.41
Chili	750	899	1.91	1.47	23.2	27.3	0.80	1.25
Colombie	1 801	2 379	3.72	1.90	20.8	26.1	2.45	1.40
Mexique	4 769	5 478	3.29	1.13	21.9	23.4	2.37	0.48
Paraguay	69	92	3.67	2.66	5.7	6.7	2.48	1.63
Pérou	1 841	2 417	4.50	2.58	32.6	38.9	3.01	1.72
EUROPE	20 564	21 559	1.49	0.37	16.3	17.3	1.36	0.53
Union européenne ¹	11 965	12 258	1.71	0.16	15.9	16.4	1.58	0.31
Royaume-Uni	2 059	2 298	1.34	0.65	18.1	19.5	0.58	0.36
Russie	4 547	4 711	1.48	0.30	18.6	19.8	1.41	0.60
Ukraine	1 015	1 118	-1.19	1.49	13.9	16.5	-0.66	2.20
AFRIQUE	9 106	12 613	3.41	2.88	3.9	4.2	0.84	0.59
Égypte	1 506	2 146	3.23	3.44	8.3	10.0	1.18	1.82
Éthiopie	66	78	-0.54	1.82	0.3	0.3	-3.39	-0.41
Nigéria	237	279	2.41	1.73	0.6	0.5	-0.48	-0.67
Afrique du Sud	2 300	2 712	1.61	1.37	22.8	24.1	0.24	0.38
ASIE	57 061	66 578	3.88	1.57	7.0	7.7	2.88	0.95
Chine ²	24 581	25 223	4.58	0.66	10.0	10.4	4.12	0.79
Inde	3 725	5 486	3.14	3.73	1.1	1.5	0.80	2.91
Indonésie	3 835	4 888	10.17	2.15	7.8	9.0	9.20	1.30
Iran	2 191	2 525	1.50	1.40	15.1	15.7	0.13	0.53
Japon	2 584	2 633	2.11	0.01	12.3	13.4	2.46	0.59
Kazakhstan	448	587	6.15	2.88	14.0	16.7	4.76	2.00
Corée	1 179	1 274	3.92	0.68	13.5	14.8	3.56	0.84
Malaisie	1 606	2 132	0.32	2.49	29.2	34.6	-1.00	1.48
Pakistan	1 795	2 690	8.80	3.14	4.6	5.8	6.77	1.46
Philippines	1 755	2 407	4.43	3.01	9.3	11.3	2.92	1.84
Arabie saoudite	1 464	1 681	0.33	1.74	24.5	24.8	-1.59	0.64
Thaïlande	593	752	-6.49	2.42	5.0	6.3	-6.81	2.42
Türkiye	1 713	2 165	1.60	1.52	11.7	14.0	0.25	0.97
Viet Nam	1 712	2 134	8.84	2.09	10.4	12.1	7.80	1.49
OCÉANIE	1 630	1 929	2.68	1.36	22.6	23.7	1.07	0.26
Australie	1 307	1 529	2.43	1.34	30.0	31.7	0.99	0.43
Nouvelle-Zélande	212	251	3.04	1.11	24.5	26.7	1.21	0.43
PAYS DÉVELOPPÉS	49 600	53 845	2.02	0.57	20.5	21.8	1.62	0.42
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	85 813	102 392	3.49	1.66	7.8	8.3	2.16	0.65
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	4 619	6 902	3.91	3.31	3.0	3.5	1.54	1.15
OCDE³	50 253	55 292	2.30	0.64	21.2	22.8	1.78	0.43
BRICS	45 884	50 119	3.49	1.01	8.1	8.5	2.67	0.59

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids désossé au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids désossé au détail est de 0.6 pour la viande de volaille.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.29.1. Projections de la viande ovine : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt epc) ⁴		Croissance (%) ⁵		IMPORTATIONS (kt epc) ⁶		Croissance (%) ⁵		EXPORTATIONS (kt epc) ⁶		Croissance (%) ⁵	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	16 206	18 644	1.99	1.27	1 091	1 166	-0.52	0.34	1 113	1 238	-0.17	0.76
AMÉRIQUE DU NORD	85	95	-1.49	1.49	176	164	7.25	-0.61	2	2	-8.06	-0.02
Canada	17	17	0.06	-0.02	22	24	1.11	0.46	0	0	..	..
États-Unis	69	78	-1.84	1.84	154	140	8.42	-0.78	1	1	-8.04	-0.02
AMÉRIQUE LATINE	466	505	1.50	0.56	11	11	-12.51	0.07	31	32	4.12	-0.03
Argentine	54	55	-1.02	0.00	0	0	..	..	4	5	11.33	-0.07
Brésil	142	150	2.69	0.48	2	3	-14.69	-0.09	0	0	..	..
Chili	14	14	-0.34	-0.17	0	0	..	..	6	6	0.35	0.26
Colombie	1	3	6.96	7.23	0	0	..	..	0	0	..	..
Mexique	106	110	1.27	0.19	2	1	-22.96	-0.02	2	3	62.59	0.00
Paraguay	3	4	-3.65	2.31	0	0	..	..	0	0	..	..
Pérou	38	39	-0.84	-0.03	0	0	..	..	0	0	..	..
EUROPE	1 256	1 288	0.28	0.26	214	198	-4.93	-0.92	144	163	-0.90	2.09
Union européenne ¹	630	644	0.55	0.27	139	124	-2.81	-1.60	50	66	3.98	3.45
Royaume-Uni	288	301	-0.71	0.42	65	62	-7.86	0.10	85	86	-3.58	1.05
Russie	216	210	1.19	-0.20	1	0	-48.71	-2.54	2	0	59.55	..
Ukraine	8	0	-12.98	-1.90	0	4	..	7.07	0	0	..	..
AFRIQUE	3 388	4 272	1.91	2.36	10	13	-24.09	2.07	37	34	1.14	-0.60
Égypte	62	84	-10.17	2.94	0	2	-36.48	16.10	0	0	..	..
Éthiopie	279	378	7.32	3.73	0	0	..	..	15	14	-0.73	1.90
Nigéria	400	515	0.72	2.69	0	0	..	49.49	0	0	..	..
Afrique du Sud	173	182	-0.49	0.73	2	2	-21.66	-1.18	3	6	9.79	1.86
ASIE	9 871	11 282	2.64	1.17	657	751	2.46	0.93	25	32	-6.28	1.84
Chine ²	5 096	5 521	2.59	0.64	386	396	6.61	0.30	2	2	-9.61	-0.07
Inde	850	970	1.64	1.27	0	0	..	..	8	12	-11.88	3.60
Indonésie	118	141	1.66	1.64	2	4	-0.46	2.19	0	0	..	..
Iran	357	387	-1.78	0.66	4	2	0.54	0.03	0	0	..	..
Japon	0	0	..	..	21	19	0.86	-1.28	0	0	..	..
Kazakhstan	175	196	1.18	1.02	0	0	..	..	3	5	111.61	0.09
Corée	2	2	2.46	0.00	19	18	15.03	-0.11	0	0	..	..
Malaisie	1	0	-10.27	..	35	47	2.25	1.52	0	0	..	..
Pakistan	765	982	7.15	2.27	0	0	..	..	5	3	-11.26	0.58
Philippines	33	45	-6.89	2.29	0	1	-6.45	7.49	0	0	..	..
Arabie saoudite	0	0	..	..	24	35	-11.34	2.19	0	0	-15.59	-2.14
Thaïlande	2	2	0.15	0.63	1	1	-5.57	0.92	0	0	..	..
Türkiye	481	751	6.64	2.76	0	0	..	..	1	5	30.08	3.55
Viet Nam	21	26	11.61	1.89	0	4	-23.88	31.13	0	0	..	..
OCÉANIE	1 140	1 204	-0.43	-0.01	23	28	-2.90	-0.29	876	976	0.00	0.60
Australie	693	773	0.09	0.16	0	0	..	..	452	553	1.27	1.26
Nouvelle-Zélande	446	431	-1.24	-0.31	3	3	-3.75	0.00	424	423	-1.25	-0.19
PAYS DÉVELOPPÉS	3 383	3 635	0.06	0.54	420	392	-0.94	-0.84	1 027	1 152	-0.05	0.80
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	12 822	15 009	2.56	1.45	671	774	-0.20	1.00	86	86	-1.52	0.24
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 085	2 648	2.20	2.31	2	2	-6.68	-0.03	4	4	0.44	-2.30
OCDE³	2 782	3 164	0.75	0.77	436	402	-0.36	-0.86	1 021	1 143	-0.13	0.79
BRICS	6 477	7 032	2.32	0.69	391	401	5.28	0.29	15	20	-6.56	2.62

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Production indigène brute.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
6. Exclut le commerce d'animaux vivants.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.29.2. Projections de la viande ovine : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt epc)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg pad/cap) ⁵		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	16 259	18 724	1.97	1.26	1.3	1.4	0.80	0.41
AMÉRIQUE DU NORD	254	250	4.08	0.12	0.4	0.4	3.36	-0.41
Canada	38	41	0.68	0.28	0.7	0.6	-0.42	-0.51
États-Unis	216	209	4.79	0.09	0.4	0.4	4.12	-0.41
AMÉRIQUE LATINE	447	483	0.72	0.57	0.5	0.5	0.03	-0.12
Argentine	50	50	-1.68	0.00	0.7	0.7	-2.46	-0.57
Brésil	145	153	2.01	0.40	0.7	0.7	1.26	-0.06
Chili	9	8	-0.76	-0.45	0.3	0.3	-1.85	-0.66
Colombie	1	3	7.24	7.10	0.0	0.0	5.93	6.57
Mexique	107	109	-0.35	0.19	0.5	0.5	-1.24	-0.45
Paraguay	3	4	-3.64	2.31	0.3	0.3	-4.75	1.28
Pérou	38	39	-0.84	-0.03	0.7	0.7	-2.25	-0.86
EUROPE	1 265	1 266	-0.87	-0.08	1.1	1.1	-1.02	0.08
Union européenne ¹	669	660	-0.67	-0.25	1.0	1.0	-0.80	-0.11
Royaume-Uni	269	277	-1.98	0.16	2.6	2.6	-2.72	-0.13
Russie	211	207	0.32	-0.20	0.9	1.0	0.25	0.10
Ukraine	8	4	-12.34	4.54	0.1	0.1	-11.88	5.27
AFRIQUE	3 322	4 218	1.60	2.44	1.5	1.5	-0.99	0.15
Égypte	63	85	-14.92	3.11	0.4	0.4	-16.61	1.50
Éthiopie	265	364	7.94	3.81	1.3	1.4	4.84	1.54
Nigéria	409	522	0.93	2.53	1.1	1.1	-1.92	0.11
Afrique du Sud	172	177	-1.85	0.68	1.9	1.7	-3.18	-0.30
ASIE	10 696	12 255	2.58	1.16	1.4	1.6	1.59	0.59
Chine ²	5 480	5 915	2.84	0.61	2.5	2.7	2.39	0.74
Inde	830	945	1.79	1.26	0.3	0.3	-0.52	0.46
Indonésie	119	144	1.63	1.65	0.3	0.3	0.73	0.82
Iran	344	375	-1.33	0.69	2.6	2.6	-2.66	-0.17
Japon	21	19	0.86	-1.28	0.1	0.1	1.21	-0.71
Kazakhstan	172	191	0.85	1.04	5.9	6.0	-0.48	0.18
Corée	20	19	12.53	-0.10	0.2	0.2	12.14	0.06
Malaisie	39	51	1.65	1.38	0.8	0.9	0.31	0.38
Pakistan	760	979	7.39	2.28	2.2	2.3	5.38	0.61
Philippines	34	46	-6.88	2.35	0.2	0.2	-8.23	1.19
Arabie saoudite	183	216	-0.65	1.16	3.4	3.5	-2.55	0.07
Thaïlande	3	3	-1.89	0.73	0.0	0.0	-2.24	0.72
Türkiye	480	746	6.57	2.76	3.6	5.3	5.15	2.20
Viet Nam	22	30	8.22	3.55	0.1	0.2	7.19	2.94
OCÉANIE	275	252	-1.02	-1.95	4.2	3.4	-2.57	-3.02
Australie	237	210	-0.09	-2.22	6.0	4.8	-1.51	-3.10
Nouvelle-Zélande	17	16	-8.35	-0.52	2.2	1.8	-9.98	-1.20
PAYS DÉVELOPPÉS	2 697	2 808	-0.08	0.29	1.2	1.2	-0.50	0.14
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	13 561	15 915	2.42	1.44	1.3	1.4	1.09	0.45
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 042	2 624	2.60	2.41	1.4	1.5	0.26	0.27
OCDE³	2 135	2 378	1.06	0.53	1.0	1.1	0.51	0.31
BRICS	6 837	7 397	2.46	0.67	1.3	1.4	1.62	0.30

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids désossé au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids désossé au détail est de 0.66 pour la viande ovine.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.30. Hypothèses concernant le marché du bétail

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
ARGENTINE												
Viande bovine taxe à l'exportation ²	%	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1
CANADA												
Contingent tarifaire, boeuf	kt pp	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2
Droits de douane intra quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	%	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5
Contingent tarifaire, volaille	kt pp	105.0	110.4	113.0	114.4	117.1	119.7	122.2	124.8	127.4	130.0	132.5
Droits de douane intra quota	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Droits de douane hors quota	%	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0
UNION EUROPÉENNE^{3,4}												
Soutien couplé facultatif												
Viande bovine ⁵	mIn EUR	1 606	1 751	1 733	1 713	1 694	1 646	1 646	1 646	1 646	1 646	1 646
Viande ovine et caprine ⁶	mIn EUR	528	615	614	612	609	605	605	605	605	605	605
Prix de base, boeuf ¹	EUR/kg pcp	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	3.2
Contingent tarifaire, boeuf	kt epc	335.9	325.6	327.1	328.7	329.2	329.7	330.2	330.7	331.2	331.2	331.2
Contingent tarifaire, viande porcine	kt epc	213.7	213.0	213.9	214.8	215.7	216.6	217.5	218.4	219.3	220.2	220.2
Contingent tarifaire, volaille	kt pac	878.4	811.3	813.3	815.4	817.4	819.5	821.6	823.6	825.7	825.7	825.7
Contingent tarifaire, viande ovine	kt epc	207.5	163.3	163.5	163.7	163.9	164.1	164.3	164.5	164.7	164.9	164.9
JAPON⁷												
Prix de stabilisation, boeuf												
Prix supérieur	JPY/kg pcp	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prix inférieur	JPY/kg pcp	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, boeuf	%	25.0	23.5	22.7	21.8	21.0	20.2	18.6	16.8	15.0	13.1	11.3
Prix de stabilisation, viande porcine												
Prix supérieur	JPY/kg pcp	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prix inférieur	JPY/kg pcp	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Système d'importation, viande porcine												
Droits de douane	%	1.7	1.3	1.0	0.8	0.5	0.3	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Prix de référence à l'importation	JPY/kg pcp	398.4	430.1	409.7	391.5	379.9	370.8	362.6	357.9	353.6	349.4	345.3
Droits de douane, volaille	%	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9
CORÉE												
Droits de douane, boeuf	%	13.3	8.0	5.3	2.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, porc	%	13.3	8.0	5.3	2.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, volaille	%	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0
MEXIQUE⁸												
Contingent tarifaire, viande bovine	kt pp	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane intra quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota ⁹	%	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0
Contingent tarifaire, volaille	kt pp	10.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane intra quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	%	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0
RUSSIE												
Contingent tarifaire, boeuf	kt pp	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0
Droits de douane intra quota	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Droits de douane hors quota	%	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
Contingent tarifaire, porc ¹⁰	kt pp	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane intra quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	%	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0
Contingents tarifaires volaille	kt pp	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0
Droits de douane intra quota	%	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0
Droits de douane hors quota	%	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0
ÉTATS-UNIS												
Contingent tarifaire, boeuf	kt pp	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6
Droits de douane intra quota	%	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8
Droits de douane hors quota	%	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4

Tableau C.30. Hypothèses concernant le marché du bétail (suite)

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
CHINE												
Droits de douane, boeuf	%	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
Droits de douane, porc	%	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Droits de douane, ovins	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Droits de douane, volaille	%	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
INDE												
Droits de douane, boeuf	%	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5
Droits de douane, porc	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Droits de douane, ovins	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Droits de douane, volaille	%	36.4	36.4	36.4	36.4	36.4	36.4	36.4	36.4	36.4	36.4	36.4
AFRIQUE DU SUD												
Droits de douane, boeuf	%	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0
Droits de douane, porc	%	2.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, ovins	%	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0
Droits de douane, volaille	%	36.6	40.2	40.2	40.2	40.2	40.2	40.2	40.2	40.2	40.2	40.2

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Prix pour les bovins mâles de classe R3.
2. En Argentine, sera appliquée une taxe temporaire sur tous les biens du 4 septembre 2018 jusqu'au 31 décembre 2020
3. Depuis 2015, le régime de paiement de base est en vigueur et représente le maximum des enveloppes nationales pour les paiements directs. De plus, des instruments obligatoires ont été introduits : les paiements "verts" et l'aide aux jeunes agriculteurs. Plus d'informations peuvent être trouvées sous le lien : https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key_policies/documents/voluntary-coupled-support-note-revised-aug2018_en.pdf
4. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
5. Mis en oeuvre dans 24 états membres.
6. Mis en oeuvre dans 22 états membres.
7. Année débutant le 1er avril.
8. Destiné aux pays pour lesquels le Mexique n'a aucun accord de libre-échange.
9. 25% pour le boeuf surgelé.
10. Supprimé en 2020 et remplacé par des droits de douane.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.31.1. Projections du beurre : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	12 643	14 504	2.02	1.29	1 002	1 158	0.59	0.85	1 035	1 158	-0.10	0.85
AMÉRIQUE DU NORD	1 055	1 148	1.76	1.21	67	60	20.27	-3.02	43	40	-1.82	-1.86
Canada	116	143	4.13	2.19	23	28	15.30	-1.33	0	0	-38.26	..
États-Unis	939	1 004	1.50	1.08	44	33	23.75	-4.25	43	40	-1.45	-1.86
AMÉRIQUE LATINE	445	512	0.52	1.19	57	72	-1.58	1.21	42	45	-2.27	-0.50
Argentine	31	34	-5.37	1.25	0	0	..	..	16	20	4.74	0.40
Brésil	107	111	2.53	0.42	2	9	5.62	5.49	1	1	-3.39	-4.54
Chili	24	30	1.33	2.12	5	5	4.78	-3.67	2	2	-11.44	3.61
Colombie	22	29	0.29	2.99	0	1	..	64.73	1	0	..	..
Mexique	207	244	1.17	1.50	28	36	-4.09	0.99	4	2	-8.00	0.00
Paraguay	1	1	-0.01	2.22	0	0	..	..	1	1	12.26	1.74
Pérou	6	8	5.59	1.89	8	7	1.80	0.50	0	0	..	..
EUROPE	3 098	3 171	1.62	0.39	249	243	-2.10	0.23	434	501	2.45	1.90
Union européenne ¹	2 332	2 361	1.62	0.31	34	36	-0.80	-0.05	273	318	2.68	2.28
Royaume-Uni	208	224	5.36	0.45	67	67	-5.97	0.26	57	61	2.42	0.49
Russie	305	317	3.30	0.33	125	122	-0.92	0.46	4	4	-0.56	0.00
Ukraine	55	60	-9.19	2.87	7	1	-1.75	-4.48	11	19	5.73	4.69
AFRIQUE	324	368	0.02	1.28	78	142	-7.18	4.64	8	7	-8.61	2.12
Égypte	99	98	-2.92	-0.24	28	68	-9.21	7.24	1	1	-7.10	-1.44
Éthiopie	18	25	1.73	3.23	0	0	..	..	0	3	..	22.61
Nigéria	12	16	-0.60	2.78	3	3	-9.85	-0.46	0	0	..	..
Afrique du Sud	14	16	-1.38	1.56	6	6	7.33	1.37	3	2	-7.41	-1.35
ASIE	7 195	8 763	2.84	1.70	510	601	2.41	0.80	72	85	8.38	-1.68
Chine ²	91	104	-1.10	1.47	125	127	8.99	-0.19	2	2	3.74	1.00
Inde	4 889	6 025	3.23	1.77	0	0	-22.55	49.60	30	2	21.85	-31.64
Indonésie	0	0	..	..	22	31	0.19	0.81	0	1	..	0.00
Iran	212	243	0.88	1.25	6	1	-27.10	-10.89	2	4	-4.36	3.38
Japon	70	66	0.85	-0.50	14	10	6.68	-0.31	0	0	..	..
Kazakhstan	21	30	3.97	3.87	7	4	-4.71	-8.88	2	3	31.09	9.73
Corée	59	55	-2.56	-0.44	23	34	20.83	1.61	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	21	24	3.16	0.82	4	4	-4.60	0.00
Pakistan	1 197	1 452	2.31	1.65	0	1	0.45	7.68	0	0	..	..
Philippines	0	0	..	..	32	34	8.04	1.13	1	1	..	0.00
Arabie saoudite	8	10	1.89	1.65	53	59	-0.97	0.79	11	13	14.16	-0.78
Thaïlande	3	3	5.06	0.95	13	15	0.85	0.00	1	1	-1.54	2.80
Türkiye	269	326	3.43	1.68	5	1	-25.11	-4.94	7	47	21.24	9.39
Viet Nam	0	0	..	..	14	13	0.35	0.59	0	0	..	..
Océanie	527	543	-2.42	0.63	42	40	6.92	0.32	437	480	-2.49	0.68
Australie	74	55	-6.59	-1.80	38	35	7.95	0.00	18	18	-10.31	1.27
Nouvelle-Zélande	452	488	-1.56	0.94	1	1	2.39	12.35	419	462	-1.97	0.66
PAYS DÉVELOPPÉS	4 928	5 132	1.23	0.62	417	412	1.32	-0.23	924	1 028	-0.41	1.13
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	7 715	9 372	2.54	1.68	585	746	0.11	1.49	111	130	2.31	-1.23
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	298	343	2.79	1.60	11	33	-6.29	7.46	3	0	-13.78	-6.88
OCDE³	4 835	5 089	1.23	0.69	295	300	1.76	-0.37	824	949	-0.70	1.35
BRICS	5 406	6 572	3.11	1.67	258	264	2.91	0.29	39	11	11.33	-17.41

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.31.2. Projections du beurre : Consommation, humaine

Année civile

	CONSUMPTION (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	12 592	14 504	2.10	1.28	1.6	1.7	0.99	0.44
AMÉRIQUE DU NORD	1 078	1 167	2.59	1.06	2.9	2.9	1.88	0.53
Canada	143	171	5.92	1.49	3.7	4.1	4.79	0.69
États-Unis	935	997	2.14	0.99	2.8	2.8	1.48	0.49
AMÉRIQUE LATINE	460	538	0.56	1.34	0.7	0.8	-0.33	0.68
Argentine	15	14	-12.82	2.55	0.3	0.3	-13.52	1.96
Brésil	109	119	2.76	0.74	0.5	0.5	2.01	0.28
Chili	28	33	3.40	0.95	1.4	1.7	2.26	0.73
Colombie	22	30	-0.06	3.28	0.4	0.6	-1.31	2.77
Mexique	230	278	0.59	1.44	1.8	2.0	-0.35	0.80
Paraguay	0	0	..	..	0.0	0.0	-68.08	0.00
Pérou	13	15	3.37	1.24	0.4	0.4	1.89	0.39
EUROPE	2 913	2 913	1.16	0.14	3.9	3.9	1.07	0.30
Union européenne ¹	2 093	2 079	1.47	0.04	4.7	4.7	1.35	0.18
Royaume-Uni	218	231	1.36	0.38	3.2	3.3	1.04	0.09
Russie	426	435	1.89	0.36	2.9	3.1	1.81	0.66
Ukraine	51	42	-10.84	1.92	1.2	1.0	-10.37	2.64
AFRIQUE	394	503	-1.54	2.12	0.3	0.3	-4.02	-0.15
Égypte	125	166	-4.61	2.24	1.2	1.3	-6.57	0.64
Éthiopie	19	23	1.87	2.24	0.2	0.1	-0.85	0.00
Nigéria	15	19	-2.76	2.13	0.1	0.1	-5.75	-0.28
Afrique du Sud	17	20	2.55	1.92	0.3	0.3	1.13	0.92
ASIE	7 628	9 279	2.75	1.68	1.6	1.9	1.82	1.11
Chine ²	214	229	3.65	0.52	0.1	0.2	3.29	0.64
Inde	4 859	6 023	3.15	1.86	3.5	3.9	2.06	1.05
Indonésie	22	30	-0.02	0.83	0.1	0.1	-1.07	0.00
Iran	216	240	-1.46	1.15	2.5	2.5	-2.78	0.29
Japon	79	76	1.19	-0.48	0.6	0.6	1.52	0.10
Kazakhstan	26	32	0.55	0.70	1.3	1.5	-0.79	-0.16
Corée	81	89	0.96	0.29	1.5	1.7	0.60	0.45
Malaisie	17	20	5.90	1.00	0.5	0.5	4.54	0.00
Pakistan	1 198	1 454	2.31	1.65	5.3	5.4	0.26	0.00
Philippines	32	34	7.89	1.15	0.3	0.3	6.54	0.00
Arabie saoudite	50	56	-2.53	1.33	1.4	1.4	-4.38	0.24
Thaïlande	16	17	1.68	0.01	0.2	0.2	1.38	0.00
Turquie	267	280	2.02	0.78	3.1	3.1	0.65	0.23
Viet Nam	14	13	0.29	0.59	0.1	0.1	-0.56	0.00
OCÉANIE	119	103	0.74	-0.93	2.8	2.1	-0.83	-2.00
Australie	92	72	0.14	-1.67	3.5	2.5	-1.27	-2.55
Nouvelle-Zélande	24	27	11.87	0.91	4.7	4.9	9.89	0.22
PAYS DÉVELOPPÉS	4 404	4 517	1.63	0.39	3.0	3.1	1.25	0.25
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	8 189	9 988	2.35	1.71	1.3	1.4	1.07	0.72
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	306	376	2.56	2.03	0.3	0.3	0.22	-0.11
OCDE³	4 289	4 440	1.70	0.45	3.0	3.1	1.20	0.24
BRICS	5 625	6 826	3.05	1.69	1.7	2.0	2.31	1.35

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.32.1. Projections du fromage : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	25 227	28 647	1.61	1.21	3 491	4 131	2.82	1.51	3 491	4 131	2.07	1.51
AMÉRIQUE DU NORD	6 675	8 289	2.52	2.03	188	224	1.36	0.37	412	570	2.85	2.01
Canada	496	600	2.70	2.01	48	65	9.89	0.50	9	8	-4.20	0.43
États-Unis	6 179	7 689	2.51	2.03	140	159	-0.61	0.32	403	562	3.05	2.03
AMÉRIQUE LATINE	2 322	2 711	0.15	1.55	419	508	4.73	1.69	185	179	2.07	-0.64
Argentine	451	539	-1.26	1.58	3	1	2.99	0.00	65	69	2.52	-0.16
Brésil	775	909	0.67	2.01	31	30	2.12	1.90	4	6	6.22	2.92
Chili	103	120	1.95	1.19	62	69	12.74	1.05	7	6	0.90	-1.02
Colombie	63	70	0.29	1.18	6	9	11.71	2.31	1	1	19.93	-0.59
Mexique	324	394	-0.77	1.34	132	169	3.15	2.22	12	13	14.18	0.00
Paraguay	0	0	..	..	4	5	9.68	0.98	0	0	..	..
Pérou	27	30	2.50	1.12	9	17	15.15	4.31	0	0	..	..
EUROPE	12 555	13 473	1.63	0.68	1 186	1 187	1.14	0.35	2 000	2 524	2.89	2.19
Union européenne ¹	10 685	11 235	1.53	0.49	206	214	1.85	1.00	1 391	1 782	2.20	2.47
Royaume-Uni	500	577	2.85	1.11	462	447	-0.24	-0.18	174	188	3.75	0.02
Russie	556	660	2.08	1.48	322	338	0.17	1.25	34	23	4.44	-3.02
Ukraine	103	105	-7.85	3.78	47	37	21.33	-2.04	6	6	-17.52	1.99
AFRIQUE	923	1 100	-1.10	1.77	133	253	-2.28	6.79	66	20	-13.79	-1.94
Égypte	522	605	-2.42	1.52	21	89	-7.84	13.10	50	2	-16.37	-11.58
Éthiopie	5	7	-0.17	3.23	0	0	..	..	0	1	..	29.45
Nigéria	9	9	-0.86	-0.50	1	7	7.80	11.12	0	0	..	..
Afrique du Sud	54	65	-2.01	1.97	8	7	-3.34	-0.74	11	12	3.06	0.75
ASIE	1 966	2 232	1.47	1.33	1 453	1 839	4.78	1.91	334	331	3.41	-0.10
Chine ²	191	227	-0.88	1.70	151	164	13.04	1.11	0	0	..	..
Inde	6	3	8.13	-7.07	2	4	6.46	2.57	8	6	10.25	-2.50
Indonésie	0	0	..	..	31	47	6.03	2.87	2	2	15.32	-2.79
Iran	305	322	-0.47	0.47	0	0	..	..	97	84	8.66	-1.52
Japon	166	180	2.62	1.28	287	331	2.72	1.46	1	0	15.34	..
Kazakhstan	34	40	5.05	1.32	33	40	5.73	1.76	3	3	21.68	-1.71
Corée	44	44	3.37	0.49	153	183	6.62	1.74	1	1	23.32	0.00
Malaisie	0	0	..	..	37	52	10.32	2.29	1	1	24.42	-2.24
Pakistan	0	0	..	..	2	2	-5.38	1.96	0	0	..	..
Philippines	0	0	..	..	46	73	11.90	4.30	1	1	1.28	-4.12
Arabie saoudite	135	164	-2.07	2.03	197	239	3.90	0.71	83	74	-3.75	-0.70
Thaïlande	2	2	-9.45	0.95	19	20	8.50	0.00	1	1	..	2.00
Türkiye	255	319	2.97	2.59	9	5	-3.88	-6.98	47	80	1.17	7.50
Viet Nam	0	0	..	..	10	11	11.91	0.54	1	1	..	0.00
OCÉANIE	786	842	2.45	0.20	112	120	2.71	0.57	493	507	1.03	-0.04
Australie	410	452	3.13	-0.06	97	103	1.93	0.40	154	157	-0.49	-1.14
Nouvelle-Zélande	376	390	1.78	0.51	13	15	11.13	1.68	340	350	1.81	0.52
PAYS DÉVELOPPÉS	20 754	23 449	2.01	1.14	1 849	1 986	1.60	0.71	2 930	3 621	2.57	1.80
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	4 473	5 198	-0.07	1.54	1 642	2 145	4.39	2.31	561	510	-0.22	-0.34
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	442	537	1.83	1.87	27	88	4.81	10.86	0	0	..	..
OCDE³	20 032	22 536	1.90	1.09	1 723	1 896	2.31	0.84	2 623	3 236	2.16	1.81
BRICS	1 582	1 864	0.81	1.76	514	543	2.55	1.22	57	47	4.96	-1.45

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.32.2. Projections du fromage : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	25 218	28 638	1.72	1.23	3.2	3.3	0.62	0.39
AMÉRIQUE DU NORD	6 428	7 933	2.47	2.05	17.1	19.9	1.76	1.52
Canada	536	656	3.50	1.87	14.0	15.7	2.39	1.07
États-Unis	5 892	7 277	2.38	2.07	17.4	20.4	1.72	1.56
AMÉRIQUE LATINE	2 556	3 040	0.67	1.72	3.9	4.3	-0.22	1.05
Argentine	389	470	-1.75	1.86	8.5	9.6	-2.55	1.28
Brésil	802	933	0.68	2.00	3.7	4.1	-0.06	1.53
Chili	157	183	5.23	1.22	8.1	9.3	4.07	1.00
Colombie	68	78	0.82	1.33	1.3	1.4	-0.43	0.83
Mexique	444	550	0.04	1.63	3.4	4.0	-0.90	0.98
Paraguay	4	4	11.42	1.02	0.6	0.5	9.92	0.00
Pérou	36	46	4.59	2.19	1.1	1.2	3.10	1.33
EUROPE	11 760	12 136	1.41	0.36	15.7	16.4	1.30	0.52
Union européenne ¹	9 521	9 667	1.49	0.17	21.3	21.8	1.37	0.32
Royaume-Uni	788	836	0.78	0.65	11.7	12.0	0.23	0.36
Russie	844	976	0.91	1.53	5.8	6.9	0.83	1.83
Ukraine	144	137	-1.86	1.90	3.3	3.4	-1.34	2.62
AFRIQUE	991	1 333	-0.05	2.64	0.7	0.7	-2.57	0.36
Égypte	493	692	-1.11	2.59	4.7	5.5	-3.15	0.99
Éthiopie	5	7	-0.27	2.24	0.0	0.0	-2.93	0.00
Nigéria	11	16	-0.13	3.31	0.0	0.1	-3.20	0.87
Afrique du Sud	51	60	-3.18	1.86	0.8	0.9	-4.51	0.87
ASIE	3 084	3 741	2.71	1.75	0.7	0.7	1.79	1.18
Chine ²	341	391	3.41	1.45	0.2	0.3	3.05	1.58
Inde	0	0	..	..	0.0	0.0	-67.82	4.34
Indonésie	29	45	5.55	3.25	0.1	0.1	4.45	2.40
Iran	207	238	-3.01	1.28	2.4	2.5	-4.31	0.41
Japon	450	510	2.62	1.40	3.6	4.3	2.96	1.98
Kazakhstan	64	78	4.89	1.66	3.4	3.7	3.50	0.80
Corée	195	226	5.76	1.50	3.7	4.3	5.39	1.66
Malaisie	36	51	9.99	2.46	1.1	1.4	8.58	1.45
Pakistan	2	2	-5.39	1.96	0.0	0.0	-7.28	0.30
Philippines	45	72	12.84	4.43	0.4	0.6	11.44	3.25
Arabie saoudite	249	328	3.25	1.71	7.0	8.2	1.29	0.61
Thaïlande	20	22	4.83	0.01	0.3	0.3	4.52	0.00
Türkiye	217	244	2.99	1.18	2.5	2.7	1.61	0.62
Viet Nam	9	10	11.00	0.59	0.1	0.1	10.06	0.00
OCÉANIE	400	454	3.61	0.57	9.3	9.4	1.99	-0.52
Australie	349	398	3.67	0.54	13.4	13.8	2.20	-0.36
Nouvelle-Zélande	49	54	3.30	0.79	9.6	9.7	1.47	0.11
PAYS DÉVELOPPÉS	19 664	21 805	1.89	1.02	13.6	14.8	1.50	0.87
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	5 555	6 833	1.11	1.93	0.9	0.9	-0.15	0.94
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	469	624	1.97	2.77	0.5	0.5	-0.36	0.63
OCDE³	19 123	21 186	1.91	0.99	13.6	14.7	1.40	0.78
BRICS	2 039	2 359	1.06	1.71	0.6	0.7	0.34	1.37

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.33.1. Projections du lait écrémé en poudre : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	4 541	5 488	1.01	1.96	2 583	3 295	2.58	2.24	2 632	3 295	2.46	2.24
AMÉRIQUE DU NORD	1 286	1 895	2.05	3.84	8	9	10.46	1.09	864	1 438	5.98	4.63
Canada	86	148	0.06	3.90	5	7	9.65	1.53	29	36	11.28	0.02
États-Unis	1 199	1 747	2.21	3.84	2	2	12.37	0.00	834	1 402	5.80	4.78
AMÉRIQUE LATINE	294	347	-0.18	1.51	484	553	5.67	1.02	70	83	2.23	0.11
Argentine	39	44	1.35	1.05	0	0	..	..	24	27	-0.30	2.06
Brésil	161	201	0.64	2.06	21	20	-3.57	0.00	0	0	..	2.03
Chili	16	15	-4.25	-0.56	11	14	5.93	2.98	1	1	9.95	-2.43
Colombie	0	0	..	..	31	34	28.33	0.49	0	0	..	..
Mexique	45	48	-0.32	0.69	337	387	6.08	0.89	22	32	17.87	0.00
Paraguay	0	0	..	..	0	0	0.55	0.00	0	0	..	0.00
Pérou	0	0	..	..	22	25	1.10	2.25	0	0	..	..
EUROPE	1 825	1 957	1.30	0.95	130	150	-5.53	0.92	976	1 063	3.50	1.39
Union européenne ¹	1 441	1 590	2.09	1.10	33	27	-1.45	-0.51	763	856	4.51	1.61
Royaume-Uni	55	66	-5.63	1.95	24	24	-6.71	-0.46	61	66	-0.98	1.73
Russie	90	76	4.16	-1.15	60	74	-8.06	0.57	2	2	-3.66	0.00
Ukraine	66	42	-8.09	0.15	3	13	14.60	20.94	15	1	-5.45	-17.31
AFRIQUE	14	13	3.22	0.32	417	572	1.93	3.26	23	19	3.73	-2.02
Égypte	0	0	..	..	70	100	-0.67	3.13	0	0	-33.02	..
Éthiopie	0	0	..	..	3	4	43.97	2.24	0	0	..	..
Nigéria	0	0	..	..	81	100	9.45	6.60	0	0	..	-4.05
Afrique du Sud	3	1	-6.15	-1.89	13	10	6.60	0.20	9	9	0.53	-0.20
ASIE	590	757	3.78	1.89	1 524	1 990	2.78	2.45	187	194	-0.29	-0.59
Chine ²	22	36	-11.58	4.18	364	371	7.08	1.26	2	3	8.58	0.00
Inde	301	412	5.07	2.75	0	0	-2.40	..	33	3	-10.35	-20.41
Indonésie	0	0	..	..	202	301	4.38	3.07	1	1	-5.01	-2.98
Iran	45	83	20.41	1.15	5	5	-4.60	0.00	50	88	17.74	1.08
Japon	149	149	1.94	-0.23	25	15	-6.07	-3.19	0	0	..	..
Kazakhstan	1	0	-4.81	..	23	29	1.73	1.24	1	1	16.51	-1.22
Corée	14	18	-5.27	1.15	16	13	-3.46	-0.73	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	124	177	0.17	2.44	2	1	-32.76	-2.38
Pakistan	0	0	..	..	18	21	-5.48	3.17	0	0	..	..
Philippines	0	0	..	..	189	366	6.87	4.65	1	1	..	-4.44
Arabie saoudite	0	0	..	..	16	19	-17.95	0.47	9	8	-8.78	-0.47
Thaïlande	0	0	..	..	65	68	0.29	0.03	5	6	26.88	0.25
Türkiye	47	52	15.07	2.54	3	3	17.26	0.00	41	54	23.63	2.40
Viet Nam	0	0	..	..	103	96	4.91	0.59	1	1	-0.29	0.00
OCÉANIE	533	519	-3.43	0.27	22	21	9.01	0.68	512	497	-2.48	0.01
Australie	151	134	-5.95	-0.75	14	13	11.85	0.18	135	118	-3.11	-1.84
Nouvelle-Zélande	382	385	-2.24	0.65	4	3	-4.01	0.00	377	379	-2.24	0.65
PAYS DÉVELOPPÉS	3 807	4 530	0.75	1.93	238	266	-2.87	0.81	2 367	3 010	2.66	2.53
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	734	958	2.44	2.12	2 345	3 029	3.30	2.37	265	284	0.52	-0.48
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	6	7	25.37	0.70	122	206	1.20	4.80	13	10	11.94	-3.37
OCDE³	3 632	4 398	0.86	2.03	510	550	3.87	0.58	2 278	2 962	3.04	2.64
BRICS	578	726	2.33	2.12	458	475	2.96	1.06	47	17	-7.08	-8.92

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.33.2. Projections du lait écrémé en poudre : Consommation, humaine

Année civile

	CONSUMPTION (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	4 486	5 489	1.53	1.96	0.5	0.6	0.27	1.10
AMÉRIQUE DU NORD	432	467	-3.14	1.66	1.1	0.9	-3.79	0.20
Canada	64	119	-1.32	5.26	0.9	0.7	0.89	0.48
États-Unis	368	347	-3.45	0.68	1.1	1.0	-4.08	0.18
AMÉRIQUE LATINE	708	817	3.18	1.32	0.8	0.9	3.17	0.42
Argentine	16	18	6.57	-0.30	0.3	0.4	5.71	-0.87
Brésil	182	220	0.04	1.86	0.1	0.1	-2.89	-0.44
Chili	26	28	-1.40	1.17	1.4	1.4	-2.48	0.95
Colombie	31	34	28.44	0.50	0.6	0.6	26.84	0.00
Mexique	360	403	4.56	0.94	2.8	2.9	3.58	0.29
Paraguay	0	0	..	..	0.0	0.0	-13.15	0.00
Pérou	22	25	1.10	2.26	0.6	0.7	-0.35	1.40
EUROPE	978	1 044	0.02	0.51	1.1	1.3	-1.26	0.86
Union européenne ¹	710	761	1.89	0.49	1.2	1.5	0.37	0.90
Royaume-Uni	18	24	-17.12	0.04	0.3	0.3	-17.57	-0.25
Russie	148	148	-2.09	-0.36	1.0	1.0	-2.17	-0.06
Ukraine	54	54	-8.11	3.53	1.2	1.3	-7.62	4.25
AFRIQUE	408	566	1.85	3.41	0.3	0.3	-0.87	1.06
Égypte	70	100	-0.49	3.13	0.7	0.8	-2.53	1.52
Éthiopie	3	4	46.61	2.24	0.0	0.0	42.71	0.00
Nigéria	81	100	9.42	6.61	0.3	0.3	6.05	4.09
Afrique du Sud	7	3	3.78	0.34	0.1	0.0	2.35	-0.64
ASIE	1 919	2 552	3.46	2.55	0.4	0.5	2.56	1.99
Chine ²	384	404	4.92	1.49	0.3	0.3	4.56	1.62
Inde	269	409	11.22	3.54	0.2	0.3	10.05	2.72
Indonésie	201	300	4.47	3.09	0.7	0.9	3.37	2.24
Iran	0	0	-72.05	..	0.0	0.0	-74.87	0.00
Japon	167	164	-0.19	-0.54	1.1	1.1	-0.32	-0.52
Kazakhstan	23	28	0.89	1.38	1.2	1.3	-0.45	0.52
Corée	29	31	0.12	0.31	0.5	0.6	-0.23	0.47
Malaisie	122	175	4.48	2.49	3.7	4.7	3.14	1.48
Pakistan	18	21	-5.19	3.23	0.1	0.1	-7.09	1.55
Philippines	188	365	6.82	4.69	1.6	2.8	5.49	3.50
Arabie saoudite	7	11	-23.22	1.26	0.2	0.3	-24.67	0.17
Thaïlande	60	62	-0.67	0.01	0.8	0.9	-0.96	0.00
Turquie	9	1	22.50	0.55	0.1	0.0	23.05	0.00
Viet Nam	102	95	5.02	0.59	1.0	0.9	4.13	0.00
OCÉANIE	42	43	-9.80	3.91	1.0	0.9	-11.23	2.77
Australie	29	29	-13.40	5.30	1.1	1.0	-14.62	4.36
Nouvelle-Zélande	9	9	-2.61	0.64	1.8	1.6	-4.33	-0.05
PAYS DÉVELOPPÉS	1 673	1 786	-1.10	0.82	1.0	1.1	-2.24	0.53
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	2 814	3 703	3.42	2.56	0.4	0.5	2.32	1.58
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	115	204	1.00	5.22	0.1	0.2	-1.31	3.01
OCDE³	1 858	1 985	0.24	0.81	1.2	1.2	-0.82	0.47
BRICS	990	1 183	3.58	1.96	0.2	0.3	3.55	1.60

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.34.1. Projections du lait entier en poudre : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	5 055	5 929	-0.40	1.69	2 752	2 753	0.69	0.60	2 726	2 753	0.93	0.60
AMÉRIQUE DU NORD	71	83	16.70	1.28	13	14	-3.85	0.00	45	72	19.71	4.37
Canada	8	7	-2.24	-1.68	3	3	-0.46	0.00	1	1	3.41	1.26
États-Unis	62	76	23.34	1.60	10	11	-4.57	0.00	44	71	20.25	4.41
AMÉRIQUE LATINE	1 370	1 646	0.65	1.68	295	293	-4.51	0.67	342	359	1.07	1.17
Argentine	187	213	-2.93	1.17	0	0	..	..	146	154	-0.89	2.36
Brésil	578	735	0.00	2.30	66	52	2.59	-1.10	4	15	-20.73	8.46
Chili	104	119	2.15	0.97	7	3	-1.81	-2.63	4	12	-17.08	2.12
Colombie	45	41	0.57	-0.76	20	43	17.82	5.09	2	0	-8.11	-4.70
Mexique	229	272	1.04	1.41	31	36	-3.25	0.17	17	18	7.73	0.00
Paraguay	0	0	..	..	7	7	25.11	0.00	7	7	25.16	0.00
Pérou	0	0	..	..	27	33	8.15	1.81	0	0	..	..
EUROPE	801	678	-1.44	-0.71	61	67	-7.08	1.51	389	304	-2.78	-1.29
Union européenne ¹	650	517	-1.08	-1.09	17	12	-9.53	0.00	299	213	-3.72	-2.00
Royaume-Uni	33	38	-6.92	1.18	15	12	-7.90	-0.02	33	28	-4.65	0.58
Russie	58	60	-0.26	0.18	25	37	-6.32	2.71	20	21	54.42	0.00
Ukraine	6	3	-7.46	-1.60	1	2	..	8.14	3	1	15.38	-7.52
AFRIQUE	23	22	-4.42	0.03	558	702	-0.22	2.62	18	13	-8.06	-1.65
Égypte	0	0	..	..	31	52	-8.70	4.11	5	1	-1.06	-3.95
Éthiopie	0	0	..	..	2	2	22.58	2.21	0	0	..	..
Nigéria	0	0	..	..	57	55	-4.36	1.46	0	0	-4.53	..
Afrique du Sud	6	7	-2.99	0.86	4	3	6.45	-0.23	6	6	-4.22	0.23
ASIE	1 193	1 801	-3.16	3.72	1 779	1 647	2.32	-0.15	360	323	2.92	-0.51
Chine ²	1 017	1 596	-3.92	3.90	731	578	4.56	-1.84	2	4	-8.45	0.31
Inde	4	5	0.51	1.22	0	0	..	3.78	2	2	-5.41	1.78
Indonésie	94	137	3.82	3.10	63	94	3.95	2.16	1	1	-20.02	-0.41
Iran	1	1	-0.85	0.64	4	5	11.76	0.00	5	6	17.60	0.08
Japon	35	13	-0.83	0.23	2	3	57.80	0.00	0	0	..	..
Kazakhstan	28	33	4.40	1.17	2	5	-8.25	2.39	0	0	..	..
Corée	1	1	-9.41	0.94	6	6	14.61	-0.57	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	45	46	6.79	0.89	29	19	8.09	-0.88
Pakistan	0	0	..	..	0	0	-25.74	3.23	0	0	-38.08	..
Philippines	0	0	..	..	20	16	-4.32	1.38	8	6	-8.58	-1.36
Arabie saoudite	0	0	..	..	124	118	1.78	0.63	11	15	-7.08	-0.63
Thaïlande	0	0	..	..	64	70	7.35	0.03	3	3	-1.99	0.46
Türkiye	2	2	288.23	2.54	0	0	-26.80	0.00	2	2	10.16	2.16
Viet Nam	0	0	..	..	40	39	-0.76	0.40	14	12	27.85	0.00
Océanie	1 598	1 698	1.41	0.89	47	30	14.70	-1.44	1 571	1 682	1.42	0.98
Australie	45	35	-10.78	-1.18	39	22	22.11	-2.31	40	45	-9.00	2.31
Nouvelle-Zélande	1 553	1 664	2.04	0.94	3	3	6.45	0.00	1 530	1 636	1.86	0.94
PAYS DÉVELOPPÉS	2 540	2 514	0.68	0.45	132	125	-0.96	0.46	2 011	2 064	0.68	0.71
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	2 515	3 415	-1.39	2.71	2 619	2 628	0.78	0.61	715	689	1.66	0.30
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	8	5	-7.47	-2.28	262	348	2.34	3.38	6	4	-14.76	-3.27
OCDE³	2 784	2 799	0.82	0.52	160	160	1.00	0.71	1 972	2 026	0.54	0.71
BRICS	1 664	2 403	-2.56	3.26	826	671	3.65	-1.58	35	49	-0.60	2.12

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.34.2. Projections du lait entier en poudre : Consommation, humaine

Année civile

	CONSUMPTION (kt)		Croissance (%) ⁴		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	5 084	5 928	-0.51	1.69	0.6	0.7	-1.55	0.84
AMÉRIQUE DU NORD	39	25	4.91	-5.30	0.1	0.1	4.19	-5.79
Canada	10	9	-3.74	-1.43	0.3	0.2	-4.77	-2.20
États-Unis	29	16	9.16	-7.06	0.1	0.0	8.45	-7.52
AMÉRIQUE LATINE	1 322	1 579	-0.76	1.60	2.0	2.2	-1.62	0.93
Argentine	40	59	-7.65	-1.45	0.9	1.2	-8.40	-2.01
Brésil	641	772	0.56	1.95	3.0	3.4	-0.18	1.48
Chili	107	110	3.64	0.72	5.5	5.6	2.50	0.51
Colombie	63	84	4.27	1.86	1.2	1.5	2.97	1.35
Mexique	243	290	0.04	1.33	1.9	2.1	-0.90	0.68
Paraguay	0	0	..	..	0.0	0.0	-23.59	0.00
Pérou	27	33	8.16	1.81	0.8	0.9	6.61	0.96
EUROPE	472	441	-1.19	0.04	0.6	0.6	-1.30	0.20
Union européenne ¹	368	316	0.90	-0.37	0.8	0.7	0.79	-0.23
Royaume-Uni	15	22	-12.84	1.26	0.2	0.3	-13.31	0.97
Russie	63	75	-6.15	1.39	0.4	0.5	-6.22	1.69
Ukraine	3	4	-15.55	3.53	0.1	0.1	-15.10	4.26
AFRIQUE	562	711	-0.06	2.63	0.4	0.4	-2.57	0.36
Égypte	26	51	-13.66	4.29	0.2	0.4	-15.44	2.66
Éthiopie	2	2	23.09	2.24	0.0	0.0	19.80	0.00
Nigéria	56	55	-4.27	1.47	0.2	0.2	-7.22	-0.93
Afrique du Sud	4	4	14.11	0.95	0.1	0.1	12.54	-0.04
ASIE	2 611	3 124	-0.59	1.95	0.5	0.6	-1.43	1.37
Chine ²	1 746	2 170	-1.20	2.03	1.2	1.4	-1.54	2.16
Inde	3	3	11.87	0.80	0.0	0.0	10.69	0.00
Indonésie	156	230	4.43	2.72	0.5	0.7	3.34	1.87
Iran	0	0	-66.54	..	0.0	0.0	-69.92	0.00
Japon	37	16	0.03	0.19	0.3	0.1	0.36	0.76
Kazakhstan	30	37	2.86	1.32	1.6	1.8	1.50	0.46
Corée	6	6	4.84	0.60	0.1	0.1	4.47	0.76
Malaisie	16	27	4.22	2.34	0.5	0.7	2.88	1.33
Pakistan	0	0	3.39	3.24	0.0	0.0	1.33	0.00
Philippines	12	9	5.02	3.76	0.1	0.1	3.72	2.59
Arabie saoudite	113	103	3.44	0.83	3.2	2.6	1.47	-0.26
Thaïlande	61	66	8.04	0.01	0.9	0.9	7.73	0.00
Turquie	0	0	..	0.55	0.0	0.0	-1.76	0.00
Viet Nam	26	27	-4.74	0.59	0.3	0.2	-5.54	0.00
OCÉANIE	77	47	7.30	-3.12	1.8	1.0	5.64	-4.18
Australie	44	12	4.87	-9.88	1.7	0.4	3.39	-10.69
Nouvelle-Zélande	29	30	20.33	0.52	5.6	5.4	18.24	-0.17
PAYS DÉVELOPPÉS	665	576	0.27	-0.44	0.5	0.4	-0.12	-0.59
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	4 419	5 352	-0.63	1.94	0.7	0.7	-1.83	0.95
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	264	349	2.78	3.38	0.3	0.3	0.41	1.22
OCDE³	974	932	1.35	0.15	0.7	0.6	0.84	-0.06
BRICS	2 456	3 025	-0.90	1.99	0.7	0.9	-1.54	1.65

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.35. Poudre de lactoserum : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ¹		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	3 383	3 699	1.79	0.77	1 615.2	1 844.5	2.62	1.47	1 979.5	2 169.9	1.14	1.23
AMÉRIQUE DU NORD	479	549	-1.19	1.28	6.4	6.8	0.96	0.21	222.0	281.0	-2.03	2.18
Canada	40	48	2.62	2.01	6.4	6.8	0.96	0.21	43.2	48.5	3.56	1.48
États-Unis	439	500	-1.48	1.22	0.0	0.0	..	..	178.7	232.4	-3.05	2.33
AMÉRIQUE LATINE	161	191	0.26	1.42	101.1	173.8	-1.36	2.16	151.5	233.5	-2.62	2.06
Argentine	74	89	0.74	1.58	0.5	0.5	-18.12	0.00	50.8	60.6	-4.17	1.57
Brésil	0	0	..	..	17.5	19.0	-1.94	0.00	0.5	0.5	..	0.00
Chili	11	13	2.70	1.19	10.6	21.2	20.19	1.95	17.0	28.0	6.93	1.50
Colombie	0	0	..	..	13.2	15.7	5.80	1.41	13.2	15.7	5.80	1.41
Mexique	58	71	0.66	1.34	27.3	66.1	-7.95	3.79	27.3	65.9	-7.95	3.66
Paraguay	0	0	..	..	0.8	0.8	28.31	0.00	0.0	0.0	..	..
Pérou	0	0	..	..	11.3	15.7	3.39	2.94	11.3	15.7	3.39	2.94
EUROPE	2 409	2 574	2.31	0.60	158.9	167.4	-3.02	0.55	962.1	1 043.6	1.74	0.79
Union européenne ²	2 144	2 262	2.38	0.51	46.0	51.1	-4.43	1.32	688.2	728.0	3.20	0.60
Royaume-Uni	73	84	1.74	0.75	53.3	47.0	6.01	-1.51	59.0	54.9	2.89	-0.96
Russie	1	1	0.91	0.00	39.0	38.0	-8.93	0.00	39.0	38.0	-8.93	0.00
Ukraine	24	27	-1.76	1.11	5.1	13.9	20.60	8.99	26.7	38.5	1.16	3.39
AFRIQUE	4	5	6.71	1.97	80.8	119.6	8.30	3.57	46.6	69.7	4.73	3.87
Égypte	0	0	..	..	20.8	30.3	3.85	3.44	20.8	30.3	3.85	3.44
Éthiopie	0	0	..	..	0.9	0.9	18.84	0.00	0.0	0.0	..	..
Nigéria	0	0	..	..	3.4	0.4	-4.99	-18.08	3.4	0.4	-4.99	-18.09
Afrique du Sud	4	5	6.72	1.97	21.3	32.9	12.92	3.85	0.4	0.0	-25.56	..
ASIE	183	219	5.12	1.54	1 236.9	1 345.6	3.65	1.38	551.2	499.3	2.68	1.08
Chine ³	85	100	1.20	1.10	641.0	810.1	5.40	1.80	0.8	0.8	2.15	0.00
Inde	1	2	5.16	1.31	13.0	17.9	10.28	2.68	0.3	0.8	..	8.68
Indonésie	0	0	..	..	114.2	113.6	1.48	-0.16	114.2	113.6	1.48	-0.16
Iran	9	9	0.94	0.47	5.3	5.9	9.67	-0.59	6.3	6.3	-2.95	-1.30
Japon	19	19	486.75	0.00	49.8	51.0	-0.47	0.00	0.4	0.0	..	..
Kazakhstan	0	0	..	..	10.6	16.3	6.95	3.94	10.6	16.3	6.95	3.94
Corée	0	0	..	..	35.7	34.7	1.02	-0.13	0.1	0.0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	88.0	111.8	1.78	2.10	88.0	111.8	1.78	2.10
Pakistan	0	0	..	..	18.5	0.0	-1.50	-61.80	18.5	0.0	-1.50	-64.57
Philippines	0	0	..	..	57.1	97.2	9.82	4.97	57.1	97.2	9.82	4.97
Arabie saoudite	0	0	..	..	8.4	15.1	11.54	5.54	8.4	15.1	11.55	5.54
Thaïlande	0	0	..	..	68.3	0.0	1.97	..	68.3	0.0	1.97	..
Türkiye	69	89	7.34	2.59	1.3	2.2	4.71	5.08	68.0	88.3	10.91	2.67
Viet Nam	0	0	..	..	42.5	0.0	2.37	..	42.5	0.0	2.37	..
OCÉANIE	148	161	2.58	0.05	31.1	31.3	4.38	0.09	46.2	42.8	1.05	0.17
Australie	116	128	2.57	-0.06	12.7	12.7	0.72	0.00	33.0	30.0	-0.36	0.05
Nouvelle-Zélande	31	32	2.64	0.51	18.2	18.4	8.09	0.15	13.2	12.8	6.92	0.43
PAYS DÉVELOPPÉS	3 059	3 308	1.79	0.68	289.8	322.3	-0.42	0.95	1 244.8	1 388.3	0.96	1.08
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	325	391	1.74	1.56	1 325.4	1 522.2	3.40	1.58	734.8	781.6	1.46	1.52
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	0	0	..	..	24.0	32.2	8.25	2.59	12.3	16.9	5.07	2.90
OCDE⁴	3 028	3 272	1.89	0.68	283.2	335.8	-0.13	0.80	1 154.6	1 318.8	1.65	1.11
BRICS	91	107	1.44	1.13	731.8	918.0	3.98	1.76	41.0	40.0	-8.90	0.11

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
2. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
3. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
4. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.36. Projections des produits laitiers frais : Production et consommation humaine

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		CONSOMMATION HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	461 674	554 996	1.94	1.70	58.3	63.9	0.85	0.87
AMÉRIQUE DU NORD	25 015	23 865	-1.28	-0.39	66.2	59.7	-1.95	-0.91
Canada	2 735	2 658	-1.03	-0.19	72.1	64.4	-2.03	-0.97
États-Unis	22 280	21 207	-1.31	-0.42	65.5	59.2	-1.95	-0.91
AMÉRIQUE LATINE	45 183	47 783	0.13	0.43	67.7	66.6	-0.76	-0.22
Argentine	1 618	1 692	-0.03	0.39	28.5	28.1	-0.26	-0.12
Brésil	24 747	25 506	0.31	0.07	114.4	112.3	-0.45	-0.37
Chili	170	113	-13.92	-0.96	8.8	5.7	-14.86	-1.18
Colombie	5 663	6 388	-0.01	1.27	109.7	117.6	-1.25	0.77
Mexique	3 460	3 286	-0.26	-0.46	26.7	23.6	-1.37	-1.10
Paraguay	540	694	0.85	2.20	73.5	84.3	-0.51	1.17
Pérou	1 896	2 207	2.03	1.42	56.1	59.5	0.57	0.57
EUROPE	86 247	80 267	-0.03	-0.68	113.8	107.3	-0.11	-0.51
Union européenne ¹	40 745	36 946	0.66	-1.06	88.4	80.9	0.35	-0.89
Royaume-Uni	8 576	8 002	-2.26	-0.13	127.8	115.2	-1.68	-0.44
Russie	22 773	21 867	0.90	-0.74	158.1	156.5	0.79	-0.44
Ukraine	6 480	5 847	-2.58	0.41	148.6	144.7	-2.06	1.11
AFRIQUE	37 028	49 208	1.58	2.86	26.7	27.7	-0.96	0.57
Égypte	1 329	1 804	-0.46	2.95	12.6	14.3	-2.50	1.34
Éthiopie	4 622	6 427	4.78	3.45	38.2	41.5	1.98	1.19
Nigéria	221	286	-0.71	2.46	0.9	0.9	-3.77	0.04
Afrique du Sud	3 101	3 390	2.85	0.96	51.2	50.0	1.44	-0.03
ASIE	264 472	350 288	3.45	2.55	56.5	70.2	2.55	1.99
Chine ²	31 808	34 919	4.38	0.35	21.8	24.3	4.38	0.51
Inde	125 164	170 995	3.98	2.92	89.0	111.1	2.88	2.10
Indonésie	1 001	1 391	0.44	3.55	3.4	4.3	-0.62	2.69
Iran	2 410	2 802	2.78	1.46	27.9	29.3	1.40	0.59
Japon	4 643	4 456	-0.99	-0.51	37.0	37.8	-0.66	0.06
Kazakhstan	5 392	6 737	2.84	1.89	283.4	320.7	1.48	1.02
Corée	446	508	-0.66	1.12	8.7	9.8	-0.47	1.04
Malaisie	52	63	-5.60	1.64	1.6	1.7	-6.81	0.64
Pakistan	48 268	68 208	3.62	3.14	213.8	251.1	1.55	1.46
Philippines	17	20	-2.58	1.69	0.1	0.2	-3.79	0.54
Arabie saoudite	2 067	2 353	7.11	1.11	58.2	58.5	5.07	0.01
Thaïlande	1 149	1 304	1.32	0.89	16.3	18.4	1.02	0.88
Turquie	14 595	19 029	1.96	2.84	171.1	210.0	0.59	2.28
Viet Nam	1 141	1 971	9.77	4.79	11.4	18.4	8.85	4.17
OCÉANIE	3 729	3 585	2.14	0.70	68.1	63.8	-1.37	-0.93
Australie	3 142	2 973	1.89	0.78	102.8	98.7	-0.91	-0.72
Nouvelle-Zélande	576	597	3.57	0.24	45.7	42.5	-4.71	-0.82
PAYS DÉVELOPPÉS	142 938	142 792	0.06	0.00	97.6	95.9	-0.36	-0.15
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	318 736	412 204	2.88	2.37	49.4	57.3	1.64	1.38
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	22 022	30 540	1.48	3.16	23.9	26.2	-0.84	1.00
OCDE³	108 934	108 122	-0.05	0.02	76.0	73.9	-0.59	-0.19
BRICS	207 594	256 678	3.15	1.85	63.5	75.5	2.46	1.51

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.37. Projections du lait : Production, inventaires, rendement

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ¹		INVENTAIRES ('000 têtes)		Croissance (%)		RENDEMENT (tonne/tête)		Croissance (%)	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	888 412	1 039 320	1.77	1.48	719 741	840 875	1.10	1.35	1.23	1.24	0.66	0.12
AMÉRIQUE DU NORD	113 168	128 478	1.46	1.24	10 392	10 607	0.24	0.24	10.89	12.11	1.22	0.99
Canada	10 910	13 104	2.86	1.70	977	982	0.43	0.10	11.17	13.35	2.42	1.59
États-Unis	102 258	115 375	1.32	1.19	9 415	9 626	0.22	0.26	10.86	11.99	1.09	0.93
AMÉRIQUE LATINE	85 833	94 612	0.60	0.91	37 945	38 655	-2.75	0.10	2.26	2.45	3.45	0.81
Argentine	10 873	12 143	-0.36	1.01	1 715	1 697	-0.59	-0.10	6.34	7.16	0.24	1.10
Brésil	36 829	40 188	0.48	0.81	16 117	15 758	-4.51	-0.19	2.29	2.55	5.23	1.00
Chili	2 037	2 304	-0.56	1.23	848	852	-3.22	-0.13	2.40	2.70	2.74	1.37
Colombie	6 826	7 718	0.06	1.31	3 508	3 506	-5.18	-0.04	1.95	2.20	5.52	1.35
Mexique	13 215	14 008	1.99	0.60	2 638	2 692	1.15	0.30	5.01	5.20	0.83	0.30
Paraguay	556	713	0.84	2.20	219	259	-0.36	1.48	2.54	2.75	1.20	0.71
Pérou	2 186	2 566	2.23	1.43	1 181	1 330	0.04	0.83	1.85	1.93	2.19	0.59
EUROPE	226 854	226 982	0.70	0.06	38 910	35 927	-1.30	-0.69	5.83	6.32	2.03	0.75
Union européenne ²	153 372	151 160	0.94	-0.11	19 983	17 999	-0.97	-0.94	7.55	8.24	1.97	0.83
Royaume-Uni	15 101	16 066	0.89	0.45	1 855	1 822	0.09	-0.17	8.14	8.82	0.80	0.62
Russie	32 533	33 089	1.21	0.02	7 673	7 246	-1.04	-0.48	4.24	4.57	2.27	0.50
Ukraine	8 328	7 790	-4.21	1.02	2 391	2 104	-4.41	-1.02	3.48	3.70	0.21	2.05
AFRIQUE	47 996	62 040	1.29	2.58	234 632	278 183	1.69	1.43	0.20	0.22	-0.39	1.13
Égypte	5 134	5 982	-0.78	1.46	4 305	4 562	-6.37	0.60	1.19	1.31	5.97	0.86
Éthiopie	5 021	6 977	4.49	3.43	13 243	17 016	-1.84	2.21	0.38	0.41	6.46	1.20
Nigéria	529	664	-0.68	2.31	2 258	2 704	-0.24	1.61	0.23	0.25	-0.44	0.69
Afrique du Sud	3 786	4 190	1.72	1.10	1 014	1 084	0.64	0.48	3.74	3.87	1.08	0.62
ASIE	383 749	496 819	3.06	2.33	391 563	471 493	1.53	1.64	0.98	1.05	1.51	0.68
Chine ³	40 934	48 692	2.06	1.16	13 983	14 628	0.08	0.42	2.63	3.05	2.40	0.86
Inde	188 931	249 558	3.78	2.54	140 316	175 235	1.57	2.01	1.35	1.42	2.18	0.52
Indonésie	1 579	2 236	1.62	3.38	14 807	19 803	1.96	2.49	0.11	0.11	-0.33	0.86
Iran	8 488	9 620	1.06	1.15	20 259	20 033	-0.19	0.01	0.42	0.48	1.25	1.14
Japon	7 589	7 265	0.36	-0.25	834	790	-0.76	-0.47	9.11	9.19	1.13	0.22
Kazakhstan	6 234	7 838	3.02	1.99	3 033	3 407	1.70	1.06	2.06	2.30	1.30	0.92
Corée	1 968	1 939	-1.28	0.01	307	293	-0.82	-0.29	6.40	6.62	-0.47	0.31
Malaisie	52	63	-5.60	1.64	49	47	-5.07	-0.24	1.06	1.35	-0.56	1.89
Pakistan	62 533	85 511	3.34	2.82	38 650	49 029	2.35	2.11	1.62	1.74	0.97	0.70
Philippines	17	20	-2.58	1.69	5	6	-0.02	0.22	3.15	3.64	-2.56	1.47
Arabie saoudite	3 062	3 565	3.53	1.39	5 537	6 039	1.42	0.84	0.55	0.59	2.08	0.54
Thaïlande	1 225	1 389	1.31	0.89	222	226	-0.50	-0.09	5.53	6.13	1.82	0.99
Türkiye	21 555	27 518	2.40	2.54	32 994	39 292	4.41	1.44	0.65	0.70	-1.93	1.08
Viet Nam	1 141	1 971	9.77	4.79	368	538	5.34	3.40	3.10	3.66	4.21	1.34
OCÉANIE	30 810	30 390	0.06	0.29	6 299	6 010	-0.96	-0.19	4.89	5.06	1.03	0.48
Australie	8 806	8 243	-1.66	-0.07	1 344	1 174	-2.82	-0.38	6.55	7.02	1.19	0.31
Nouvelle-Zélande	21 984	22 126	0.82	0.43	4 903	4 786	-0.45	-0.14	4.48	4.62	1.27	0.57
PAYS DÉVELOPPÉS	409 280	432 483	0.98	0.59	72 878	72 433	-0.64	-0.05	5.62	5.97	1.63	0.64
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	479 131	606 837	2.48	2.17	646 864	768 442	1.31	1.50	0.74	0.79	1.15	0.66
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	30 200	40 092	1.70	2.79	225 418	266 868	1.80	1.43	0.13	0.15	-0.09	1.34
OCDE⁴	372 557	394 010	1.06	0.61	80 849	85 051	0.91	0.43	4.61	4.63	0.15	0.17
BRICS	303 013	375 716	2.78	1.90	179 103	213 950	0.64	1.62	1.69	1.76	2.13	0.28

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
2. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
3. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
4. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.38. Hypothèses concernant le marché des produits laitiers

Année civile

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
CANADA												
Prix d'objectif, lait ²	CADc/litre	90.0	94.3	96.5	98.5	100.5	102.7	104.7	106.8	109.0	111.1	113.3
Prix de soutien, beurre	CAD/t	8 461.5	8 952.6	9 151.0	9 370.1	9 546.6	9 754.4	9 946.3	10 140.4	10 349.2	10 549.2	10 756.6
Contingent tarifaire, fromage	kt pp	48.0	60.9	63.2	65.4	65.7	65.9	66.2	66.5	66.8	67.1	67.4
Droits de douane intra quota	%	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Droits de douane hors quota	%	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6
UNION EUROPÉENNE³												
Soutien couplé facultatif												
Lait et produits laitiers ⁴	mIn EUR	722	814	817	823	827	813	813	813	813	813	813
Prix de référence, beurre ⁵	EUR/t	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5
Prix de référence, lait écr. en poudre	EUR/t	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0
Contingent tarifaire beurre	kt pp	72.5	63.6	63.7	63.7	63.8	63.8	63.9	63.9	64.0	64.0	64.0
Contingent tarifaire fromage	kt pp	109.3	104.7	105.0	105.3	105.6	106.0	106.3	106.6	106.9	106.9	106.9
JAPON												
Paielements directs ⁶	JPY/kg	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2
Droits de douane, fromage ⁷	%	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8
Contingents tarifaires												
Beurre	kt pp	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Droits de douane intra quota	%	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0
Droits de douane hors quota	%	242.6	199.5	194.9	198.0	198.1	198.9	200.4	200.7	201.9	202.3	203.1
Lait écrémé en poudre	kt pp	82.2	82.2	82.2	82.2	82.2	82.2	82.2	82.2	82.2	82.2	82.2
Droits de douane intra quota	%	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0
Droits de douane hors quota	%	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0
MEXIQUE												
Droits de douane, beurre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Contingents tarifaires												
Fromage	kt pp	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4
Droits de douane intra quota	%	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
Droits de douane hors quota	%	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0
Lait écrémé en poudre	kt pp	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0
Droits de douane intra quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	%	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0
Programme social Licons	mIn MXN	1 240.7	1 240.7	1 240.7	1 240.7	1 240.7	1 240.7	1 240.7	1 240.7	1 240.7	1 240.7	1 240.7
RUSSIE												
Droits de douane, beurre	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Droits de douane, fromage	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
ÉTATS-UNIS⁸												
Contingent tarifaire, beurre	kt pp	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2
Droits de douane intra quota	%	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.5	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2
Droits de douane hors quota	%	32.2	32.6	32.2	32.0	31.4	30.8	30.2	29.6	29.0	28.5	27.9
Contingent tarifaire, fromage	kt pp	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0
Droits de douane intra quota	%	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1
Droits de douane hors quota	%	33.1	32.6	32.4	32.1	31.6	31.1	30.6	30.1	29.6	29.1	28.6
INDE												
Droits de douane, beurre	%	36.7	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0
Droits de douane, fromage	%	32.5	33.8	33.8	33.8	33.8	33.8	33.8	33.8	33.8	33.8	33.8
Droits de douane, lait écrémé en poudre	%	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0
Droits de douane, lait entier en poudre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
AFRIQUE DU SUD												
Droits de douane, beurre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, fromage	%	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9
Droits de douane, lait écrémé en poudre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, lait entier en poudre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

ANNEXE C

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Pour le lait destiné à la transformation.
3. Depuis 2015, le régime de paiement de base est en vigueur et représente au maximum 68% des enveloppes nationales pour les paiements directs. De plus, des instruments obligatoires ont été introduits : les paiements "verts" (30%) et l'aide aux jeunes agriculteurs (2%).
4. Mis en oeuvre dans 19 états membres. La quantité maximale autorisée est de 11,695 millions de vaches laitières.
5. L'intervention, lorsque les prix du marché sont inférieurs au prix de référence pour le lait écrémé en poudre et à 90% du prix de référence pour le beurre, est possible automatiquement pour une quantité maximale de 109 000 tonnes pour le lait écrémé en poudre et 50 000 tonnes pour le beurre (avant 2014, ce seuil était de 30 000 tonnes). Au-delà de ce seuil l'intervention ne peut avoir lieu que par appel d'offres. En 2018, en raison d'une mesure temporaire, la quantité de lait écrémé en poudre achetée à prix fixe est fixée à zéro. L'achat via une procédure d'appel d'offres peut toujours être possible.
6. En avril 2017, en sus du lait écrémé en poudre, du beurre et du fromage, la production de lait utilisé pour la crème fraîche et de lait écrémé concentré et entier est couverte par les paiements directs.
7. Exclut le fromage transformé.
8. Mis à jour en février 2018, un programme de protection de la marge laitière (prix du lait moins marge d'alimentation animale moyenne) s'applique; il fournit un filet de sécurité aux producteurs laitiers. Ces derniers doivent décider des niveaux d'affiliation et de couverture.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.39.1. Projections de la pêche et l'aquaculture : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	180 766	201 735	1.76	1.08	43 953	45 659	1.36	0.40	42 140	44 259	0.81	0.65
AMÉRIQUE DU NORD	5 647	5 695	-1.72	-0.23	6 751	7 445	2.58	1.05	2 416	2 443	-2.45	-0.44
Canada	913	1 001	-1.74	0.99	706	780	1.27	0.56	773	828	-0.59	0.66
États-Unis	4 734	4 694	-1.72	-0.47	6 045	6 665	2.75	1.11	1 643	1 615	-3.23	-0.96
AMÉRIQUE LATINE	16 869	15 204	2.69	0.05	2 377	2 666	-0.42	0.42	5 301	5 150	3.25	0.04
Argentine	850	904	0.23	0.59	67	70	1.13	0.00	595	627	-0.53	0.43
Brésil	1 396	1 547	1.21	0.97	508	561	-6.07	0.51	64	115	6.49	6.54
Chili	3 381	3 092	2.20	0.16	189	192	7.77	0.08	1 754	1 967	3.17	1.13
Colombie	316	355	9.26	0.13	260	301	0.97	1.05	56	54	-2.99	-0.16
Mexique	1 846	1 786	1.15	0.13	506	546	1.94	-0.54	255	228	6.24	-0.27
Paraguay	32	32	3.78	0.00	5	8	2.08	4.03	0	0	..	..
Pérou	6 017	4 245	3.48	-0.64	155	350	1.53	6.69	659	363	0.51	-1.99
EUROPE	17 449	19 019	0.44	0.69	11 642	11 279	0.30	-0.09	10 462	10 544	0.69	0.27
Union européenne ¹	4 844	5 450	-1.90	0.66	8 198	8 265	0.82	0.22	2 483	2 439	-0.24	0.33
Royaume-Uni	857	911	-0.98	0.47	1 141	1 111	-1.35	-0.17	756	713	-2.35	-0.55
Norvège	4 049	4 396	2.11	0.65	256	278	0.21	-0.56	3 082	3 097	1.13	-0.18
Russie	5 412	5 881	2.52	0.90	840	545	-3.29	-4.26	2 287	2 386	1.49	1.02
Ukraine	74	77	-11.62	2.83	515	450	1.41	0.88	30	23	-5.27	-0.36
AFRIQUE	12 537	13 987	2.71	0.90	4 730	6 375	0.62	2.44	3 122	2 650	3.90	-1.58
Égypte	2 006	2 349	4.35	1.98	457	1 038	-3.23	4.39	36	36	1.69	0.00
Éthiopie	61	72	4.69	1.66	4	6	6.14	4.20	1	0	-19.87	..
Nigéria	1 069	1 208	0.61	0.94	860	1 107	-2.53	2.14	4	4	-23.92	0.00
Afrique du Sud	533	549	-0.28	-0.22	282	381	3.42	2.07	161	132	-0.56	-2.05
ASIE	126 541	146 069	1.92	1.33	17 789	17 166	2.19	-0.23	19 845	22 543	0.31	1.46
Chine ²	63 796	75 010	1.35	1.46	4 949	3 918	4.48	-1.45	7 235	9 714	-0.85	3.07
Inde	14 305	17 834	5.78	1.94	83	102	15.80	3.47	1 328	1 262	4.65	0.85
Indonésie	12 524	14 462	2.53	1.35	189	210	1.25	0.20	1 344	1 279	0.56	-0.12
Iran	1 262	1 308	4.40	0.28	32	20	-12.60	0.00	139	134	8.02	-0.04
Japon	3 738	3 378	-1.62	-0.88	3 283	3 376	-1.09	0.15	831	800	2.23	-0.62
Kazakhstan	48	49	3.42	0.42	64	65	-1.17	-0.03	36	35	-0.18	0.04
Corée	1 916	1 939	-1.05	-0.14	1 934	1 981	2.85	0.66	777	825	2.64	0.42
Malaisie	1 584	1 615	-1.35	-0.17	731	939	3.24	2.28	427	540	5.52	1.56
Pakistan	659	686	0.32	0.36	9	10	3.68	0.00	199	166	2.67	-2.91
Philippines	2 782	3 124	-1.04	1.15	569	504	7.66	-2.45	323	397	-2.96	2.69
Arabie saoudite	179	242	9.98	2.43	298	321	-1.15	0.11	41	47	1.45	0.00
Thaïlande	2 478	2 669	-0.90	0.93	2 225	1 993	3.45	-0.95	1 900	1 976	-1.76	0.73
Turquie	820	1 071	4.89	2.24	130	127	4.66	-1.70	318	439	10.67	2.03
Viet Nam	8 251	8 812	4.46	0.78	502	565	8.00	0.26	2 619	2 725	0.18	0.29
OCÉANIE	1 724	1 761	2.16	0.51	662	728	-0.63	0.61	995	931	1.01	0.19
Australie	282	311	2.55	1.43	465	528	-0.19	0.87	74	51	2.71	-2.58
Nouvelle-Zélande	468	515	-1.94	1.18	62	51	2.43	-0.65	360	360	-2.43	1.08
PAYS DÉVELOPPÉS	28 615	30 076	-0.18	0.34	22 813	23 415	0.75	0.36	14 365	14 391	0.09	0.08
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	152 152	171 659	2.16	1.21	21 139	22 244	2.06	0.45	27 775	29 868	1.20	0.94
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	14 058	16 259	2.83	1.55	1 353	1 550	2.02	1.21	1 928	1 583	7.10	-1.50
OCDE³	28 184	28 921	-0.29	0.20	23 503	24 558	1.11	0.46	13 165	13 417	0.42	0.13
BRICS	85 442	100 820	2.06	1.49	6 661	5 507	2.09	-1.31	11 075	13 609	0.22	2.41

.. Non disponible

Note : Sous la terminologie "produits de la pêche et de l'aquaculture" sont compris les poissons, les crustacés, les mollusques et autres animaux marins, mais sont exclus les mammifères marins, les crocodiles, caïmans, aligators et les plantes aquatiques. Les importations et exportations correspondent au commerce de produits alimentaires, c'est à dire pour la consommation humaine. Toutes les données sont en équivalent poids vif. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut le Costa Rica.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.39.2. Projections de la pêche et l'aquaculture : Transformation, consommation humaine

Année civile

	TRANSFORMATION (kt)		Croissance (%) ⁴		CONS. HUMAINE (kt)		Croissance (%) ⁴		CONS. HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	17 694	16 473	2.42	0.24	159 784	181 979	1.71	1.16	20.4	21.2	0.61	0.32
AMÉRIQUE DU NORD	1 092	1 093	1.93	0.08	8 570	9 290	1.65	0.80	22.8	23.4	0.94	0.27
Canada	7	9	-18.74	0.74	825	930	0.12	0.93	21.6	22.3	-0.96	0.14
États-Unis	1 085	1 084	2.30	0.07	7 745	8 360	1.82	0.78	23.0	23.5	1.16	0.29
AMÉRIQUE LATINE	6 495	4 525	2.97	-0.85	6 940	7 762	1.08	0.92	10.6	11.0	0.19	0.25
Argentine	0	0	0.00	0.00	322	347	2.00	0.77	7.1	7.2	1.19	0.20
Brésil	98	116	1.85	1.64	1 742	1 876	-1.54	0.53	8.1	8.3	-2.27	0.07
Chili	1 265	849	0.49	-1.74	287	319	3.20	0.87	15.0	16.2	2.07	0.65
Colombie	0	0	0.00	0.00	519	602	6.23	0.61	10.1	11.2	4.93	0.11
Mexique	246	196	-1.11	0.00	1 850	1 909	1.13	0.00	14.6	14.0	0.19	-0.63
Paraguay	0	0	0.00	0.00	37	40	3.53	0.65	5.1	4.9	2.21	-0.36
Pérou	4 599	3 112	4.22	-0.73	914	1 121	3.49	1.97	27.4	30.6	1.99	1.12
EUROPE	2 824	3 222	3.58	1.33	15 621	16 334	-0.08	0.33	20.9	22.1	-0.19	0.49
Union européenne ¹	698	770	0.28	0.77	9 817	10 437	-0.11	0.41	22.0	23.6	-0.23	0.56
Royaume-Uni	0	0	0.00	0.00	1 241	1 307	-0.50	0.50	18.4	18.8	-1.04	0.21
Norvège	911	1 235	6.88	2.73	300	327	1.58	0.76	55.4	56.1	0.84	0.07
Russie	658	755	9.58	0.69	3 177	3 185	0.10	-0.20	21.9	22.7	0.02	0.10
Ukraine	0	0	0.00	0.00	559	504	-0.86	1.21	12.9	12.5	-0.34	1.92
AFRIQUE	684	753	-0.14	0.47	13 311	16 691	1.63	2.00	9.8	9.6	-0.90	-0.27
Égypte	0	0	0.00	0.00	2 427	3 351	2.67	2.68	23.3	26.9	0.60	1.08
Éthiopie	0	0	0.00	0.00	64	77	5.41	1.84	0.5	0.5	2.68	-0.39
Nigéria	0	0	0.00	0.00	1 925	2 311	-1.58	1.50	9.1	8.4	-4.10	-0.90
Afrique du Sud	266	310	1.69	1.22	388	488	1.48	1.17	6.5	7.3	0.10	0.18
ASIE	6 493	6 752	2.20	0.67	114 355	130 747	2.05	1.20	24.7	26.5	1.13	0.63
Chine ²	1 515	1 721	-5.78	0.66	57 961	65 493	1.86	1.11	40.7	46.4	1.44	1.23
Inde	814	864	9.20	1.62	11 874	15 516	5.95	2.18	8.5	10.2	4.85	1.37
Indonésie	110	120	18.45	0.00	11 259	13 272	2.68	1.48	40.7	43.7	1.51	0.64
Iran	132	125	1.82	-0.19	1 022	1 068	3.38	0.37	12.0	11.4	2.02	-0.49
Japon	748	768	0.66	-0.09	5 375	5 087	-1.89	-0.42	43.1	43.4	-1.57	0.16
Kazakhstan	4	4	8.23	0.00	72	75	0.24	0.22	3.8	3.6	-1.09	-0.63
Corée	57	60	-11.58	0.00	2 869	2 946	0.61	0.23	55.4	57.7	0.25	0.39
Malaisie	70	63	-9.96	-0.03	1 806	1 931	0.49	0.49	55.1	52.6	-0.84	-0.50
Pakistan	91	90	-2.68	0.00	377	440	0.04	1.90	1.7	1.6	-1.97	0.24
Philippines	0	0	0.00	0.00	3 028	3 231	0.50	0.33	27.3	25.6	-0.92	-0.81
Arabie saoudite	0	0	0.00	0.00	436	517	2.03	1.14	12.3	12.9	0.09	0.05
Thaïlande	426	315	-0.88	-1.33	2 209	2 241	3.27	-0.06	31.6	31.9	2.95	-0.07
Turquie	173	201	8.07	3.98	456	555	1.35	0.81	5.4	6.2	-0.02	0.26
Viet Nam	1 802	1 875	14.40	1.24	4 065	4 676	4.20	1.31	41.4	44.5	3.19	0.71
Océanie	105	128	-3.77	0.70	985	1 155	0.24	1.44	23.1	23.9	-1.33	0.34
Australie	35	41	-1.20	0.21	638	747	0.69	1.43	24.6	26.1	-0.73	0.52
Nouvelle-Zélande	48	66	-0.03	1.24	122	139	1.14	0.67	23.7	25.0	-0.66	-0.02
PAYS DÉVELOPPÉS	5 082	5 565	2.66	0.83	31 278	32 798	0.13	0.41	21.7	22.4	-0.26	0.26
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	12 612	10 908	2.36	-0.03	128 506	149 181	2.13	1.33	20.2	21.0	0.87	0.35
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	326	317	0.26	0.00	12 772	15 508	2.09	2.04	14.0	13.5	-0.25	-0.10
OCDE³	5 272	5 279	1.43	0.43	32 394	34 038	0.29	0.39	23.1	23.7	-0.21	0.18
BRICS	3 351	3 766	-0.35	0.95	75 142	86 557	2.25	1.23	23.2	25.7	1.53	0.89

Note : Sous la terminologie "produits de la pêche et de l'aquaculture" sont compris les poissons, les crustacés, les mollusques et autres animaux marins, mais sont exclus les mammifères marins, les crocodiles, caïmans, alligators et les plantes aquatiques. Les importations et exportations correspondent au commerce de produits alimentaires, c'est à dire pour la consommation humaine. Toutes les données sont en équivalent poids vif. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut le Costa Rica.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.40.1. Projections de l'éthanol : Production et utilisation

Année civile

	PRODUCTION (mln L)		Croissance (%) ⁴	CONSOMMATION (mln L)		Croissance (%) ⁴	UTILISATION EN CARBURANT (mln L)		Croissance (%) ⁴
	Moyenne 2020-22est	2032		Moyenne 2020-22est	2032		Moyenne 2020-22est	2032	
MONDE	124 336	150 934	1.34	124 351	150 983	1.35	100 932	125 053	1.48
AMÉRIQUE DU NORD	59 571	63 495	0.26	56 735	60 431	0.29	54 184	57 076	0.20
Canada	1 927	2 410	1.96	3 277	5 645	4.45	2 958	5 254	4.66
États-Unis	57 644	61 085	0.20	53 458	54 787	-0.06	51 226	51 822	-0.16
AMÉRIQUE LATINE	35 237	46 834	2.32	33 777	45 579	2.41	30 589	41 143	2.56
Argentine	1 196	1 515	1.18	1 165	1 487	1.18	954	1 196	0.77
Brésil	31 287	41 682	2.37	29 553	40 201	2.51	27 890	37 560	2.63
Chili	5	9	8.80	53	52	1.09	0	0	0.00
Colombie	467	725	6.13	747	1 035	3.19	636	922	3.65
Mexique	157	228	0.11	463	496	0.56	264	301	1.05
Paraguay	642	846	1.89	442	579	1.91	404	539	2.07
Pérou	237	301	2.27	290	357	1.88	185	250	2.00
EUROPE	8 151	8 944	1.00	9 135	9 840	0.80	5 775	6 603	1.14
Union européenne ¹	6 616	7 229	1.09	6 999	7 476	0.83	4 821	5 442	1.15
Royaume-Uni	657	822	0.23	1 180	1 379	0.62	847	1 044	0.83
Russie	620	593	0.12	537	522	0.15	0	0	0.00
Ukraine	141	171	4.66	187	222	3.39	75	104	5.51
AFRIQUE	1 138	1 206	2.60	1 380	1 680	1.80	123	106	0.35
Égypte	10	13	2.60	10	13	2.68	0	0	0.00
Éthiopie	117	135	1.34	118	138	1.31	55	53	-1.09
Nigéria	49	102	7.30	307	413	1.40	0	0	0.00
Afrique du Sud	331	351	0.23	132	125	0.66	5	5	0.17
ASIE	19 904	30 121	2.42	23 051	33 211	2.19	10 068	19 940	3.59
Chine ²	9 867	11 181	1.08	10 026	11 527	1.12	3 434	4 853	2.62
Inde	5 373	13 326	4.37	5 790	13 739	4.25	3 413	11 373	5.35
Indonésie	179	220	2.00	152	186	2.41	0	0	0.00
Iran	151	169	0.99	148	164	1.02	0	0	0.00
Japon	54	47	-0.02	1 738	1 770	-0.10	920	970	-0.19
Kazakhstan	60	70	1.35	59	68	1.39	0	0	0.00
Corée	158	124	-1.66	660	559	-1.03	5	3	-4.96
Malaisie	0	3	25.14	17	17	1.95	0	0	0.00
Pakistan	543	693	0.27	22	23	0.08	0	0	0.00
Philippines	383	604	3.13	857	1 081	1.63	588	783	1.20
Arabie saoudite	0	15	24.49	99	107	1.44	0	0	0.00
Thaïlande	1 733	1 910	0.11	1 753	1 936	0.21	1 453	1 623	0.24
Türkiye	141	184	2.11	334	349	1.05	92	100	0.29
Viet Nam	252	322	2.10	278	356	1.66	162	235	2.55
OCÉANIE	335	335	-0.50	273	241	-0.64	193	186	-0.88
Australie	325	324	-0.55	265	231	-0.72	193	186	-0.88
Nouvelle-Zélande	3	3	0.00	0	0	..	0	0	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	68 545	73 302	0.35	68 147	72 565	0.35	61 077	64 840	0.29
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	55 791	77 632	2.38	56 204	78 418	2.37	39 855	60 213	2.94
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	667	669	3.54	652	850	2.68	0	0	0.00
OCDE³	68 153	73 191	0.38	69 352	73 957	0.37	61 994	66 057	0.32
BRICS	47 478	67 134	2.47	46 038	66 113	2.56	34 743	53 791	3.15

.. Non disponible

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taïpei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.40.2. Projections de l'éthanol : Part en volume et échanges

Année civile

	PART DANS L'UTILISATION DE L'ESSENCE (%)		IMPORTATIONS (mln L)		Croissance (%) ⁴	EXPORTATIONS (mln L)		Croissance (%) ⁴
	Moyenne 2020-22est	2032	Moyenne 2020-22est	2032		Moyenne 2020-22est	2032	
MONDE	..	..	10 893	11 863	1.35	10 187	11 863	1.35
AMÉRIQUE DU NORD	..	..	2 212	3 776	5.13	5 071	6 826	2.39
Canada	6.6	12.2	1 444	3 325	6.50	90	90	-0.03
États-Unis	9.9	11.0	768	451	-1.64	4 981	6 736	2.43
AMÉRIQUE LATINE	..	..	1 621	1 393	-0.05	2 954	2 645	-0.20
Argentine	11.1	12.0	2	5	5.22	27	34	1.75
Brésil	46.5	55.9	566	275	0.76	2 176	1 752	-0.55
Chili	..	..	49	43	0.00	1	1	0.00
Colombie	..	..	285	312	-1.59	5	3	0.29
Mexique	0.7	0.8	307	269	0.96	1	1	-0.07
Paraguay	..	..	1	1	0.12	200	268	1.82
Pérou	..	..	208	198	0.00	155	141	0.00
EUROPE	..	..	2 229	1 760	-0.38	866	929	1.36
Union européenne ¹	6.4	8.4	1 263	813	-1.48	529	631	2.08
Royaume-Uni	5.6	8.0	723	718	0.92	163	160	-0.02
Russie	0.0	0.0	1	2	-1.72	93	73	-0.10
Ukraine	..	..	69	59	0.00	22	8	0.00
AFRIQUE	..	..	724	776	0.00	282	302	0.00
Égypte	..	..	4	1	0.00	5	2	0.00
Éthiopie	..	..	2	2	0.00	0	0	..
Nigéria	..	..	259	311	0.00	0	1	0.00
Afrique du Sud	..	..	11	11	0.00	210	237	0.00
ASIE	..	..	4 082	4 150	0.14	920	1 060	0.05
Chine ²	1.7	2.5	303	438	1.68	135	93	-0.81
Inde	..	..	523	519	0.71	108	106	-0.29
Indonésie	..	..	39	34	0.00	65	68	0.00
Iran	..	..	3	3	0.00	6	8	0.00
Japon	2.1	2.5	1 702	1 725	-0.11	1	2	-0.01
Kazakhstan	..	..	1	1	0.00	2	3	0.00
Corée	0.0	0.0	493	435	-0.83	0	0	..
Malaisie	..	..	17	14	0.00	0	0	..
Pakistan	..	..	0	0	1.16	521	670	0.27
Philippines	..	..	475	477	0.00	0	1	0.00
Arabie saoudite	..	..	99	93	0.00	0	0	..
Thaïlande	..	..	32	44	4.27	14	18	-1.81
Türkiye	..	..	200	169	0.00	7	3	0.00
Viet Nam	..	..	50	55	-0.83	24	21	0.83
OCÉANIE	..	..	24	7	-0.81	95	101	-0.17
Australie	1.2	1.3	22	4	-1.25	90	97	-0.18
Nouvelle-Zélande	0.0	0.0	2	2	0.00	4	4	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	..	..	6 218	7 315	2.18	6 249	8 103	2.15
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	..	..	4 675	4 548	0.15	3 938	3 760	-0.13
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	..	..	221	224	0.00	36	44	0.00
OCDE³	..	..	7 443	8 444	1.77	5 877	7 731	2.26
BRICS	..	..	1 404	1 244	1.04	2 722	2 260	-0.49

.. Non disponible

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.41.1. Projections du biodiesel : Production et utilisation

Année civile

	PRODUCTION (mln L)		Croissance (%) ⁴	CONSOMMATION (mln L)		Croissance (%) ⁴
	Moyenne 2020-22est	2032		Moyenne 2020-22est	2032	
MONDE	53 587	66 903	1.35	54 391	66 939	1.35
AMÉRIQUE DU NORD	10 210	16 861	2.80	11 626	17 840	2.47
Canada	388	685	5.23	446	934	7.18
États-Unis	9 822	16 176	2.71	11 180	16 906	2.26
AMÉRIQUE LATINE	9 279	11 576	1.48	8 307	10 385	1.65
Argentine	1 792	2 247	0.55	681	1 026	1.17
Brésil	6 602	8 119	1.62	6 601	8 098	1.62
Chili	0	0	..	0	0	..
Colombie	662	862	2.35	662	862	2.35
Mexique	0	0	..	0	0	..
Paraguay	12	32	10.11	12	32	10.11
Pérou	212	317	1.90	351	367	1.62
EUROPE	17 877	18 071	0.12	21 096	21 289	0.04
Union européenne ¹	17 271	17 328	0.04	19 409	19 649	-0.10
Royaume-Uni	606	744	2.25	1 435	1 412	2.25
Russie	0	0	..	0	0	..
Ukraine	0	0	..	0	0	..
AFRIQUE	0	0	..	0	0	..
Égypte	0	0	..	0	0	..
Éthiopie	0	0	..	0	0	..
Nigéria	0	0	..	0	0	..
Afrique du Sud	0	0	..	0	0	..
ASIE	16 195	20 375	1.31	13 351	17 421	1.80
Chine ²	1 907	1 940	-2.01	562	728	1.96
Inde	189	207	0.74	162	195	0.75
Indonésie	9 418	12 385	1.52	9 277	12 103	1.48
Iran	0	0	..	0	0	..
Japon	23	22	-0.71	15	17	0.39
Kazakhstan	0	0	..	0	0	..
Corée	692	646	-1.09	669	623	-1.14
Malaisie	1 250	1 679	1.86	872	1 205	2.20
Pakistan	0	0	..	0	0	..
Philippines	201	321	2.36	201	321	2.36
Arabie saoudite	0	0	..	0	0	..
Thaïlande	1 620	2 279	4.88	1 594	2 229	4.65
Türkiye	0	0	..	0	0	..
Viet Nam	0	0	..	0	0	..
OCÉANIE	26	19	0.59	11	4	3.13
Australie	26	19	0.59	11	4	3.14
Nouvelle-Zélande	0	0	..	0	0	..
PAYS DÉVELOPPÉS	28 136	34 973	1.33	32 749	39 150	1.07
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	25 451	31 930	1.37	21 643	27 789	1.74
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	0	0	..	0	0	..
OCDE³	29 490	36 481	1.30	34 079	40 635	1.06
BRICS	8 697	10 265	0.82	7 325	9 021	1.62

.. Non disponible

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taïpei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.41.2. Projections du biodiesel : Part en volume et échanges

Année civile

	PART DANS L'UTILISATION DU DIESEL (%)		IMPORTATIONS (mln L)		Croissance (%) ⁴	EXPORTATIONS (mln L)		Croissance (%) ⁴
	Moyenne 2020-22est	2032	Moyenne 2020-22est	2032	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2023-32
MONDE	..	..	8 147	7 266	0.52	6 901	7 266	0.52
AMÉRIQUE DU NORD	..	..	2 662	2 588	0.86	1 246	1 609	3.12
Canada	2.4	5.5	366	699	6.47	308	450	3.50
États-Unis	6.5	10.0	2 296	1 889	-0.66	938	1 159	2.98
AMÉRIQUE LATINE	..	..	139	50	0.00	1 119	1 239	0.11
Argentine	8.1	10.4	0	0	..	1 105	1 218	0.05
Brésil	13.9	16.1	0	0	..	14	21	4.10
Chili	..	..	0	0	..	0	0	..
Colombie	..	..	0	0	..	0	0	..
Mexique	0.0	0.0	0	0	..	0	0	..
Paraguay	..	..	0	0	..	0	0	..
Pérou	..	..	139	50	0.00	0	0	..
EUROPE	..	..	5 142	4 360	0.44	1 471	1 182	3.14
Union européenne ¹	9.8	12.5	3 776	3 250	0.11	1 186	969	3.54
Royaume-Uni	5.4	6.5	1 114	882	2.07	285	213	1.50
Russie	0.0	0.0	0	0	..	0	0	..
Ukraine	..	..	0	0	..	0	0	..
AFRIQUE	..	..	0	0	..	0	0	..
Égypte	..	..	0	0	..	0	0	..
Éthiopie	..	..	0	0	..	0	0	..
Nigéria	..	..	0	0	..	0	0	..
Afrique du Sud	..	..	0	0	..	0	0	..
ASIE	..	..	203	267	-0.99	3 050	3 221	-1.18
Chine ²	0.6	0.9	200	265	-1.00	1 545	1 476	-3.39
Inde	..	..	1	1	0.05	28	13	0.49
Indonésie	..	..	0	0	..	144	282	3.29
Iran	..	..	0	0	..	0	0	..
Japon	0.1	0.1	1	1	-0.12	9	6	-3.16
Kazakhstan	..	..	0	0	..	0	0	..
Corée	0.0	0.0	0	0	..	24	23	0.13
Malaisie	..	..	0	0	..	379	475	1.04
Pakistan	..	..	0	0	..	0	0	..
Philippines	..	..	0	0	..	0	0	..
Arabie saoudite	..	..	0	0	..	0	0	..
Thaïlande	..	..	0	0	22.34	25	50	45.13
Türkiye	..	..	0	0	..	0	0	..
Viet Nam	..	..	0	0	..	0	0	..
OCÉANIE	..	..	1	1	-0.08	16	16	0.00
Australie	0.1	0.0	1	1	-0.08	16	16	0.00
Nouvelle-Zélande	0.0	0.0	0	0	..	0	0	..
PAYS DÉVELOPPÉS	..	..	7 806	6 950	0.59	2 742	2 813	3.09
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	..	..	341	316	-0.84	4 159	4 453	-0.83
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	..	..	0	0	..	0	0	..
OCDE³	..	..	7 806	6 950	0.59	2 766	2 836	3.06
BRICS	..	..	201	266	-1.00	1 587	1 510	-3.29

.. Non disponible

Note : Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.42. Hypothèses concernant le marché des biocarburants

		2022est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
ARGENTINE												
Biodiesel												
Taxe à l'exportation	%	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
BRÉSIL												
Éthanol												
Droits de douane	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Taux d'incorporation obligatoire ³	%	27.0	32.0	33.4	34.9	36.3	37.8	39.2	40.7	42.1	43.6	45.0
Biodiesel												
Différentiel de fiscalité ⁴	BRL/hl	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CANADA												
Éthanol												
Taux d'incorporation obligatoire ³	%	3.4	3.6	3.8	4.1	4.3	4.5	4.7	4.9	5.2	5.4	5.6
Biodiesel												
Taux d'incorporation obligatoire ³	%	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
COLOMBIE												
Éthanol												
Droits de douane	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Taux d'incorporation cible ^{2,5}	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Biodiesel												
Taux d'incorporation cible ²	%	10.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
UNION EUROPÉENNE												
Biocarburants												
Part en énergie dans la consommation de carburant ⁶	%	9.5	9.9	10.2	10.6	11.0	11.5	12.0	12.4	12.9	13.4	13.9
Éthanol												
Différentiel de fiscalité ⁴	EUR/hl	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8
Droits de douane	EUR/hl	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	20.2
Biodiesel												
Différentiel de fiscalité ⁴	EUR/hl	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9
Droits de douane	%	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5
INDE												
Éthanol												
Droits de douane	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Part des mandats de biocarburants dans la consommation totale de carburant	%	8.0	10.0	10.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
Biodiesel												
Droits de douane	%	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
Part des mandats de biocarburants dans la consommation totale de carburant	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
INDONÉSIE												
Biodiesel												
Taux d'incorporation cible ²	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
MALAISIE												
Biodiesel												
Taux d'incorporation cible ²	%	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
THAÏLANDE												
Éthanol												
Taux d'incorporation cible ²	%	13.5	13.5	13.5	13.5	13.5	13.5	13.5	13.5	13.5	13.5	13.5
Biodiesel												
Taux d'incorporation cible ²	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
ÉTATS-UNIS												
Norme de carburants renouvelables⁷												
Total	mLn L	75 423	79 452	81 832	80 973	81 438	82 444	82 940	83 448	83 967	84 497	85 094
mandat avancé	mLn L	20 221	24 358	26 794	25 990	26 510	27 571	28 122	28 685	29 258	29 843	30 440
éthanol cellulosique	mLn L	2 012	2 172	2 172	2 172	2 172	2 172	2 172	2 172	2 172	2 172	2 172
Éthanol												
Charges supplémentaires à l'importation	USD/hl	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Droits de douane (non dénatgré)	%	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40
Droits de douane (dénaturé)	%	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90
Crédits de taxes aux producteurs	USD/hl	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Biodiesel												
Droits de douane	%	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60
Crédits de taxes aux producteurs	USD/hl	26.40	26.40	26.40	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

ANNEXE C

Note : 2022est : Les données pour 2022 sont estimées. Pour certains pays, les parts pour l'éthanol et le biodiesel ne sont pas spécifiées individuellement. Les données prennent en compte à la fois le mandat de l'UE dans le contexte de la Directive sur l'Énergie Renouvelable et les Plans d'Action Nationaux pour l'Énergie Renouvelable (NREAP) dans les états membres de l'UE.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Exprimé en part en volume.
3. Part dans chacun des carburants, en volume.
4. Différence de taxation entre les carburants fossiles et les agrocarburants.
5. S'applique aux villes de plus de 500 000 habitants.
6. D'après l'actuelle Directive sur les énergies renouvelables 2009/28/EC, l'énergie contenue dans les biocarburants autres que ceux de première génération est prise en compte deux fois pour atteindre l'objectif. On considère que des sources autres que les biocarburants vont aider à remplir l'objectif de 10% pour l'énergie dans les transports.
7. Les quantités pour le mandat total, le mandat avancé et le mandat cellulosique ne sont pas aux niveaux définis dans l'EISA. Des compléments d'informations peuvent être trouvés dans la section des hypothèses de politique du chapitre sur les biocarburants.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.43.1. Projections du coton : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	25 100	28 154	0.14	1.83	9 895	11 422	2.14	2.34	9 664	11 191	1.79	2.39
AMÉRIQUE DU NORD	3 307	4 190	1.15	2.59	1	1	0.32	0.77	2 959	3 645	3.07	2.92
Canada	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
États-Unis	3 307	4 190	1.15	2.59	1	1	17.92	1.01	2 959	3 645	3.07	2.92
AMÉRIQUE LATINE	3 036	4 317	6.07	3.35	327	360	-3.81	0.40	2 290	3 291	16.42	3.91
Argentine	348	365	5.03	0.73	0	0	-70.99	..	151	187	15.60	0.73
Brésil	2 405	3 611	7.04	3.93	3	3	-24.35	0.04	2 027	2 975	16.55	4.27
Chili	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
Colombie	17	16	-2.70	0.00	13	11	-11.32	0.00	0	0	-71.94	..
Mexique	232	292	2.11	0.92	190	205	-3.16	0.02	106	123	18.56	1.46
Paraguay	4	4	-3.79	1.81	2	2	13.08	-0.69	5	5	4.80	0.69
Pérou	19	18	-4.47	1.06	43	42	-3.01	-0.97	1	0	-8.34	..
EUROPE	283	295	-1.18	0.25	289	310	-5.02	0.25	401	421	-2.25	-0.06
Union européenne ¹	282	294	-1.19	0.25	251	270	-4.02	0.24	399	419	-2.25	-0.06
Royaume-Uni	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
Russie	0	0	..	..	27	27	-11.23	0.00	1	1	-4.64	0.00
Ukraine	0	0	..	..	1	1	-10.12	2.12	0	0	..	..
AFRIQUE	1 930	1 937	4.03	1.36	130	160	-2.97	1.66	1 644	1 645	3.86	1.59
Égypte	66	76	-0.99	1.01	92	115	1.24	2.72	68	42	13.25	-2.65
Éthiopie	62	78	3.78	3.75	0	2	17.53	48.14	2	0	-29.60	..
Nigéria	92	93	6.34	0.00	1	1	0.00	0.00	55	65	3.86	0.00
Afrique du Sud	14	13	4.05	1.10	13	13	-5.15	-2.01	16	9	12.14	2.05
ASIE	15 589	16 591	-1.47	1.47	9 146	10 590	2.82	2.49	1 566	1 368	-8.27	1.64
Chine ²	5 890	6 114	-0.70	0.58	2 163	2 006	1.49	1.30	19	27	6.67	-0.27
Inde	6 224	6 977	-1.20	2.49	259	91	1.83	-4.51	878	957	-8.48	4.73
Indonésie	3	2	-9.19	1.37	538	767	-2.90	2.96	1	1	-19.81	-2.87
Iran	80	85	3.88	0.90	86	103	5.59	1.50	0	0	..	..
Japon	0	0	..	..	38	37	-7.04	-0.33	0	0	..	..
Kazakhstan	80	74	4.05	1.35	0	0	..	..	62	56	4.75	2.52
Corée	0	0	..	..	133	151	-9.40	0.74	1	1	-20.98	0.00
Malaisie	0	0	..	..	140	169	8.49	1.40	55	47	10.60	-1.38
Pakistan	1 025	1 042	-8.56	1.59	1 081	1 598	19.88	3.19	11	10	-23.24	-0.56
Philippines	0	0	..	..	7	11	-4.01	3.06	0	0	..	..
Arabie saoudite	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
Thaïlande	2	1	3.12	1.07	140	197	-9.85	1.82	0	0	..	..
Türkiye	819	940	3.16	1.66	1 395	1 324	5.13	1.69	160	146	17.06	-1.67
Viet Nam	2	2	-0.05	1.29	1 519	2 016	8.13	3.54	0	0	..	..
OCÉANIE	956	825	1.73	0.05	1	1	-0.05	0.00	805	821	-0.63	-0.58
Australie	955	824	1.73	0.05	0	0	..	..	804	820	-0.63	-0.58
Nouvelle-Zélande	1	1	0.00	0.00	1	1	0.00	0.00	1	1	0.00	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	5 865	6 518	0.69	1.72	346	367	-5.19	0.12	4 580	5 046	-0.29	1.63
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	19 235	21 636	-0.01	1.87	9 549	11 055	2.50	2.42	5 084	6 145	4.14	3.07
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	1 486	1 493	3.55	1.30	1 560	2 024	3.04	3.54	1 144	1 185	3.99	1.68
OCDE³	5 621	6 563	1.54	1.90	2 024	2 001	0.58	1.18	4 438	5 162	2.51	1.82
BRICS	14 533	16 716	0.17	2.02	2 464	2 139	0.57	0.93	2 942	3 968	3.86	4.33

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.43.2. Projections du coton : Consommation

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt) ⁴		Croissance (%) ⁵	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	24 396	28 078	0.09	1.80
AMÉRIQUE DU NORD	517	521	-6.11	0.90
Canada	0	0	..	..
États-Unis	517	521	-6.11	0.90
AMÉRIQUE LATINE	1 294	1 327	-2.25	0.41
Argentine	110	112	-2.16	0.18
Brésil	685	647	-1.65	0.32
Chili	0	0	..	..
Colombie	27	27	-8.51	0.00
Mexique	321	373	-2.94	0.23
Paraguay	1	1	-11.36	2.60
Pérou	65	60	-3.01	0.02
EUROPE	159	184	-6.30	1.35
Union européenne ¹	129	145	-4.23	0.93
Royaume-Uni	0	0	..	..
Russie	18	25	-14.80	4.03
Ukraine	1	1	-10.25	2.35
AFRIQUE	339	416	-1.06	2.60
Égypte	113	149	-1.65	3.88
Éthiopie	56	78	2.45	3.88
Nigéria	30	30	5.29	0.00
Afrique du Sud	19	18	-2.15	0.22
ASIE	22 084	25 628	0.52	1.89
Chine ²	7 616	7 993	0.01	0.69
Inde	5 336	6 102	0.21	2.01
Indonésie	519	762	-3.56	3.18
Iran	153	186	3.47	1.79
Japon	39	37	-7.25	-0.28
Kazakhstan	16	17	1.21	1.88
Corée	133	151	-9.47	0.78
Malaisie	84	121	9.52	2.85
Pakistan	2 171	2 609	-1.26	2.73
Philippines	7	10	-3.35	3.66
Arabie saoudite	0	0	..	..
Thaïlande	157	199	-8.78	1.89
Türkiye	1 614	2 103	1.61	1.88
Viet Nam	1 533	2 009	8.76	3.64
OCÉANIE	3	3	-14.02	0.01
Australie	2	2	-17.91	0.02
Nouvelle-Zélande	1	1	0.00	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	1 603	1 795	-0.59	1.70
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	22 793	26 283	0.14	1.81
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	1 837	2 303	2.63	3.30
OCDE³	2 784	3 359	-2.00	1.40
BRICS	13 674	14 786	-0.06	1.20

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. La consommation du coton correspond à celle de la filature et non à la demande finale du consommateur.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.44. Hypothèses concernant les marchés du coton

Année commerciale

		Moyenne 2020-22est	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
ARGENTINE												
Taxe à l'exportation équivalente aux barrières à l'exportation	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
BRÉSIL												
Prix minimum au producteur, coton-fibre	BRL/t	7 168.3	11 079.0	11 079.0	11 079.0	11 079.0	11 079.0	11 079.0	11 079.0	11 079.0	11 079.0	11 079.0
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
RUSSIE												
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	1.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
ÉTATS-UNIS												
Niveau de paiement pour l'assistance à l'ajustement économique	USD/t	66.1	66.1	66.1	66.1	66.1	66.1	66.1	66.1	66.1	66.1	66.1
Contingent tarifaire	kt	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2
Droits de douane intra quota	USD/t	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0
Droits de douane hors quota	USD/t	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0
CHINE												
Contingent tarifaire	kt	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0
Droits de douane intra quota	%	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Droits de douane hors quota	%	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées.

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.45. Projections des racines et tubercules : Production et consommation humaine

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		CONSOMMATION HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	251 088	295 913	2.23	1.68	15.7	17.2	0.63	1.02
AMÉRIQUE DU NORD	5 706	5 968	1.23	0.33	12.6	12.5	0.92	-0.22
Canada	971	1 016	0.44	0.40	17.1	16.7	1.89	-0.50
États-Unis	4 735	4 952	1.40	0.31	12.1	12.0	0.76	-0.19
AMÉRIQUE LATINE	14 084	15 040	0.02	0.84	11.6	12.1	-0.17	0.49
Argentine	638	709	1.62	0.93	9.2	9.0	0.28	-0.28
Brésil	5 703	5 249	-2.99	-0.51	11.0	10.6	-3.38	-0.18
Chili	298	320	3.00	0.68	12.8	14.2	2.03	0.77
Colombie	1 448	1 737	2.42	2.20	20.9	23.4	1.22	1.25
Mexique	406	447	0.40	0.92	3.4	3.5	-0.12	0.31
Paraguay	1 080	1 347	3.00	1.98	38.6	39.8	0.05	0.03
Pérou	1 799	2 013	3.00	1.59	32.9	33.9	2.32	0.50
EUROPE	28 028	29 493	1.54	0.41	14.6	14.8	-1.26	0.12
Union européenne ¹	11 990	12 298	0.57	-0.01	8.7	8.0	-4.88	-0.86
Royaume-Uni	1 184	1 297	0.50	0.86	22.0	22.9	1.37	0.34
Russie	7 653	8 261	3.00	0.48	25.4	27.2	1.68	0.50
Ukraine	5 641	6 109	3.00	1.10	27.9	32.7	1.47	2.21
AFRIQUE	100 232	127 761	2.81	2.65	39.3	41.1	0.44	0.87
Égypte	1 241	1 615	3.00	2.33	6.7	7.5	0.99	0.91
Éthiopie	2 638	3 408	3.00	2.89	17.8	18.2	-0.21	0.81
Nigéria	34 528	45 225	3.00	3.04	67.9	76.7	0.60	2.28
Afrique du Sud	513	503	1.59	0.44	4.9	4.7	-0.48	-0.23
ASIE	101 947	116 443	2.28	1.22	9.8	10.1	0.41	0.35
Chine ²	44 981	47 098	1.69	0.29	15.4	15.4	0.03	0.00
Inde	14 615	17 318	3.00	2.11	6.4	6.9	0.95	1.38
Indonésie	10 154	11 835	2.84	1.23	16.9	18.3	1.98	0.33
Iran	995	1 102	1.00	0.88	9.0	9.2	-0.47	0.11
Japon	706	683	-1.81	-0.14	6.2	6.2	-0.72	0.06
Kazakhstan	847	1 092	3.00	2.28	20.4	23.0	1.09	0.97
Corée	281	294	2.49	0.20	5.5	6.3	2.79	0.85
Malaisie	42	38	3.00	0.31	3.1	3.5	1.78	1.16
Pakistan	1 121	1 302	3.00	2.15	3.0	3.1	0.75	1.02
Philippines	1 134	1 445	2.91	2.12	8.4	9.6	1.52	1.00
Arabie saoudite	77	90	-0.66	2.26	4.0	4.4	1.11	0.69
Thaïlande	11 626	14 849	3.00	2.13	4.9	5.7	1.17	1.37
Türkiye	740	748	-0.81	0.80	5.5	5.1	-2.53	-0.38
Viet Nam	4 367	5 465	3.33	1.99	3.2	3.5	0.45	0.62
OCÉANIE	1 091	1 208	0.56	1.38	20.0	19.4	-1.28	0.12
Australie	243	264	-1.10	1.00	9.6	8.9	-2.10	-0.60
Nouvelle-Zélande	145	151	2.73	0.50	11.1	10.8	-1.15	0.01
PAYS DÉVELOPPÉS	37 891	40 175	1.44	0.49	12.6	12.7	-0.66	0.00
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	213 197	255 738	2.38	1.88	16.4	18.1	0.85	1.14
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	51 025	65 896	2.82	2.58	32.9	34.9	0.80	0.53
OCDE³	23 411	24 484	0.73	0.33	9.9	9.8	-1.23	-0.10
BRICS	73 465	78 430	1.63	0.63	11.5	11.5	-0.01	0.18

Note : Année civile. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. La production et la consommation sont exprimées en poids sec.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.46. Projections des légumineuses : Production et consommation humaine

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		CONSOMMATION HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	91 540	120 551	1.71	2.34	6.9	8.6	-0.34	1.88
AMÉRIQUE DU NORD	10 432	14 519	0.95	2.13	3.4	4.3	-4.38	2.09
Canada	7 819	11 053	1.24	2.00	10.3	11.7	3.44	1.00
États-Unis	2 613	3 466	0.13	2.58	2.7	3.4	-6.65	2.47
AMÉRIQUE LATINE	7 212	7 944	-0.25	1.18	9.5	9.7	-1.45	0.33
Argentine	904	1 093	7.43	1.61	3.7	4.2	4.94	1.10
Brésil	2 853	3 010	-1.65	0.72	12.1	12.5	-3.08	0.51
Chili	70	59	5.78	-0.74	3.3	3.6	1.35	0.45
Colombie	228	268	0.69	2.48	6.9	7.1	4.85	-0.01
Mexique	1 320	1 577	-2.25	1.80	9.4	9.4	-2.71	0.00
Paraguay	93	107	2.61	1.78	9.9	10.2	1.61	0.77
Pérou	273	297	0.44	1.38	8.0	8.4	0.21	0.36
EUROPE	10 209	13 452	4.06	2.53	3.4	4.7	2.40	3.13
Union européenne ¹	4 344	6 461	4.00	3.89	3.8	5.7	2.67	3.97
Royaume-Uni	995	1 145	5.11	1.10	3.3	3.4	0.63	0.10
Russie	3 549	4 432	4.98	1.74	2.5	2.9	2.53	1.29
Ukraine	773	798	5.98	0.49	1.8	2.3	2.58	1.99
AFRIQUE	22 144	28 589	1.70	2.62	10.5	11.4	-1.66	0.77
Égypte	281	268	0.23	0.22	2.8	2.8	-8.12	0.49
Éthiopie	2 960	3 291	-0.40	1.89	20.0	21.1	-2.38	0.89
Nigéria	3 870	4 764	1.03	2.21	10.5	10.1	-0.86	0.02
Afrique du Sud	88	111	0.22	2.32	0.9	0.9	-8.70	-0.28
ASIE	39 001	53 142	2.03	2.43	6.3	8.4	0.20	2.29
Chine ²	5 333	5 918	2.68	0.75	1.6	1.8	3.14	0.74
Inde	22 837	33 884	2.90	3.03	13.6	19.1	-0.53	2.61
Indonésie	155	155	-7.17	0.24	0.6	0.6	-7.05	0.84
Iran	408	366	-6.67	-0.68	4.5	4.3	-3.89	-0.09
Japon	122	122	-0.49	0.23	1.4	1.6	-1.78	1.08
Kazakhstan	643	924	28.18	3.80	9.2	9.3	28.67	-0.05
Corée	15	23	-3.95	4.92	1.2	1.3	-0.97	0.16
Malaisie	0	0	..	..	2.2	2.2	-2.56	0.10
Pakistan	775	837	-0.53	0.43	4.7	5.2	0.49	0.94
Philippines	57	59	-2.70	0.81	1.0	1.1	-2.45	1.09
Arabie saoudite	18	18	2.96	1.01	4.9	4.8	-0.48	-0.08
Thaïlande	209	238	-0.63	0.94	2.4	2.6	-1.35	0.44
Türkiye	1 375	1 538	2.16	1.26	11.1	11.3	-0.40	0.14
Viet Nam	339	393	0.87	1.43	3.3	4.3	4.61	2.21
OCÉANIE	2 542	2 905	-0.55	1.42	1.6	1.7	1.38	0.30
Australie	2 508	2 869	-0.48	1.43	1.5	1.6	10.39	0.29
Nouvelle-Zélande	20	21	-5.01	0.75	2.5	2.7	-6.10	1.11
PAYS DÉVELOPPÉS	24 683	32 847	2.46	2.27	3.0	3.9	-0.22	2.47
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	66 857	87 705	1.50	2.36	7.7	9.6	-0.45	1.74
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	17 050	23 504	1.38	2.88	10.7	12.5	-0.30	1.26
OCDE³	21 487	28 661	1.24	2.30	4.4	5.3	-0.65	1.82
BRICS	34 659	47 356	2.59	2.43	7.5	10.4	-0.29	2.60

.. Non disponible

Note : Année civile. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. La production et la consommation sont exprimées en poids sec.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.47. Projections des oeufs : Production et consommation humaine

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%) ⁴		CONSOMMATION HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%) ⁴	
	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32	Moyenne 2020-22est	2032	2013-22	2023-32
MONDE	92 549	103 016	3.01	1.12	10.8	11.3	1.90	0.33
AMÉRIQUE DU NORD	6 349	7 223	1.75	0.93	15.9	17.1	1.26	0.45
Canada	629	716	3.89	0.80	16.3	16.6	3.53	-0.07
États-Unis	5 720	6 507	1.53	0.94	15.9	17.2	1.02	0.51
AMÉRIQUE LATINE	10 227	11 268	3.23	1.00	14.0	14.9	2.50	0.36
Argentine	888	954	3.04	0.65	17.7	17.9	2.23	0.08
Brésil	2 938	3 314	4.12	0.91	12.8	13.7	3.30	0.46
Chili	235	224	1.21	0.75	9.8	10.9	0.18	0.56
Colombie	1 013	1 029	5.34	1.04	15.2	17.4	4.10	0.64
Mexique	3 098	3 470	2.66	0.91	23.4	24.4	2.34	0.25
Paraguay	115	140	-1.11	1.72	15.7	17.2	-2.10	0.68
Pérou	513	555	5.06	1.24	11.3	12.6	3.95	0.65
EUROPE	11 473	12 146	0.94	0.46	14.8	15.8	0.94	0.56
Union européenne ¹	6 365	6 685	1.01	0.37	13.7	14.4	1.04	0.41
Royaume-Uni	986	1 114	2.27	0.48	16.0	16.5	0.97	0.05
Russie	2 649	2 668	1.75	-0.02	18.1	18.8	1.25	0.28
Ukraine	911	1 071	-2.22	1.85	17.2	22.6	-0.22	2.92
AFRIQUE	3 603	4 101	1.46	2.00	2.1	2.1	-1.26	-0.08
Égypte	442	526	0.82	2.55	3.1	3.5	-1.99	1.48
Éthiopie	51	74	1.76	4.78	0.3	0.4	-0.55	2.68
Nigéria	645	770	-0.14	1.86	2.7	2.6	-2.72	-0.42
Afrique du Sud	601	560	3.41	0.51	7.4	7.3	2.19	-0.41
ASIE	60 566	67 879	3.67	1.24	11.8	12.9	2.69	0.73
Chine ²	34 442	36 438	2.20	0.53	23.1	24.7	2.06	0.66
Inde	6 493	8 807	6.98	3.11	3.8	5.2	5.69	2.62
Indonésie	5 567	6 801	19.72	2.72	16.2	21.3	19.03	2.03
Iran	733	761	-1.31	0.77	8.1	7.8	-2.49	-0.06
Japon	2 655	2 568	0.80	-0.42	20.7	21.3	0.34	0.16
Kazakhstan	261	259	1.42	0.74	7.4	8.1	-1.47	0.27
Corée	790	854	2.19	0.38	12.7	13.9	0.66	0.52
Malaisie	847	969	1.45	1.38	17.7	20.4	-0.37	0.82
Pakistan	988	1 252	5.08	2.19	3.6	4.1	3.14	0.77
Philippines	679	904	5.36	2.97	5.2	6.5	3.94	2.13
Arabie saoudite	362	369	5.34	0.62	8.7	8.4	7.20	-0.41
Thaïlande	1 119	1 167	0.18	1.24	12.2	14.6	-0.09	1.42
Türkiye	1 274	1 300	2.78	0.47	9.5	10.1	2.17	0.12
Viet Nam	472	769	1.65	5.04	4.1	6.8	0.79	4.85
OCÉANIE	331	398	1.11	1.40	7.6	8.1	-0.35	0.29
Australie	245	295	0.73	1.41	9.5	10.3	-0.58	0.47
Nouvelle-Zélande	69	85	2.43	1.36	12.8	14.4	0.94	0.67
PAYS DÉVELOPPÉS	22 564	24 131	1.36	0.55	14.6	15.5	0.86	0.39
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	69 985	78 886	3.60	1.31	9.9	10.4	2.37	0.38
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 258	2 999	4.50	3.20	2.0	2.4	1.73	1.34
OCDE³	23 372	25 172	1.77	0.58	15.5	16.4	1.24	0.36
BRICS	47 123	51 787	2.87	0.92	13.6	14.5	2.25	0.60

Note : Année civile. Moyenne 2020-22est : Les données pour 2022 sont estimées. La production et la consommation sont exprimées en poids sec.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne.
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande et le Costa Rica mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2023), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

ANNEXE C

Tableau C.48. Information sur les variations des prix alimentaires

	% de variation de l'IPC total (glissement annuel)		% de variation de l'IPC alimentaire (glissement annuel) ²		Part des dépenses alimentaires		Contribution de l'alimentaire à la variation totale de l'IPC ³	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
OCDE								
Australie ¹	5.1	..	4.8	..	12.8	12.8	0.6	..
Autriche	5.0	11.2	4.9	17.0	12.0	12.0	0.6	2.0
Belgique	7.6	8.0	2.4	16.4	17.4	17.4	0.4	2.9
Canada	5.1	5.9	6.5	11.4	11.5	11.5	0.7	1.3
Chili	7.7	12.3	6.0	23.9	18.9	18.9	1.1	4.5
Colombie	6.9	13.3	19.9	26.2	34.7	34.7	1.3	8.7
République tchèque	9.9	17.5	5.4	24.8	17.0	17.0	3.4	4.5
Danemark	4.3	7.7	4.0	14.5	11.5	11.5	0.6	2.9
Estonie	11.3	18.6	9.3	27.4	21.7	21.7	0.9	3.1
Finlande	4.4	8.4	3.2	15.4	13.4	13.4	1.2	3.7
France	2.9	6.0	1.7	14.2	14.7	14.7	0.5	2.3
Allemagne	4.2	8.7	4.9	19.2	10.4	10.4	0.2	1.5
Grèce	6.2	7.0	5.2	15.4	17.1	17.1	0.8	3.3
Hongrie	7.9	25.7	10.1	46.9	19.6	19.6	1.0	3.0
Islande	5.7	9.9	3.5	10.8	14.9	14.9	1.5	7.0
Irlande	5.0	7.8	2.1	12.8	11.7	11.7	0.4	1.3
Israël	3.1	5.4	4.2	4.9	14.3	14.3	0.3	1.8
Italie	4.8	10.0	3.6	12.6	16.3	16.3	0.7	0.8
Japon	0.5	4.3	2.4	7.5	19.0	19.0	0.7	2.4
Corée	3.6	5.2	5.5	5.8	14.4	14.4	0.3	1.1
Luxembourg	3.6	4.8	2.8	11.8	11.1	11.1	0.6	0.6
Mexique	7.1	7.9	11.9	12.8	18.9	18.9	0.5	2.2
Pays-Bas	6.4	7.6	4.4	17.3	11.3	11.3	1.3	1.4
Nouvelle-Zélande ¹	6.9	..	7.4	..	17.4	17.4	0.8	..
Norvège	3.2	7.0	-1.6	12.0	13.3	13.3	-0.2	1.6
Pologne	8.7	11.7	9.3	12.7	27.0	27.0	-0.4	3.2
Portugal	3.3	8.4	3.7	20.6	18.1	18.1	1.7	2.3
République slovaque	8.4	15.2	8.1	27.5	18.4	18.4	0.7	3.8
Slovénie	5.8	10.0	4.6	19.3	17.0	17.0	1.4	4.7
Espagne	6.1	5.9	4.8	15.4	18.2	18.2	0.8	3.5
Suède	3.7	11.7	1.9	19.6	13.9	13.9	0.7	2.1
Suisse	1.6	3.3	-1.5	5.6	10.8	10.8	0.2	2.1
Türkiye	48.7	57.7	55.6	71.0	25.0	25.0	-0.4	1.4
Royaume-Uni	4.9	8.8	4.4	16.8	11.8	11.8	6.6	8.4
États-Unis	7.5	6.4	7.3	11.4	7.8	7.8	0.3	1.3
Total OCDE	7.2	9.2	7.6	15.2	..	..	..	..
Engagement renforcé								
Brésil	10.4	5.8	8.0	11.7	22.5	22.5	1.3	3.1
Chine	0.9	2.1	-3.8	6.2	33.6	33.6	2.7	3.9
Inde	2.2	5.3	5.4	5.9	35.4	35.4	2.7	5.4
Indonésie	5.8	6.2	3.5	3.5	19.6	19.6	0.7	0.7
Russie	8.7	11.8	12.7	10.2	32.8	32.8	4.2	3.3
Afrique du Sud	5.7	7.2	5.7	13.6	18.3	18.3	1.0	2.5

Tableau C.48. Information sur les variations des prix alimentaires (suite)

	% de variation de l'IPC total (glissement annuel)		% de variation de l'IPC alimentaire (glissement annuel) ²		Part des dépenses alimentaires		Contribution de l'alimentaire à la variation totale de l'IPC ³	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Non OCDE								
Algérie	9.0	9.3	13.3	13.7	43.1	43.1	-1.6	2.7
Bangladesh	5.9	8.6	5.6	7.8	28.6	28.6	3.8	3.9
Bolivie	0.7	3.1	0.5	6.8	27.1	27.1	1.5	2.1
Botswana	10.6	9.3	7.0	7.1	13.6	13.6	0.1	0.9
Bulgarie	4.1	16.7	3.7	25.0	37.2	37.2	2.6	2.6
Costa Rica	3.5	7.7	3.2	18.5	21.4	21.4	0.7	4.0
République dominicaine	8.5	6.6	9.3	11.4	29.2	29.2	2.7	3.3
Equateur	2.6	3.6	0.5	5.6	23.0	23.0	0.1	1.3
Égypte	7.3	25.8	12.5	48.0	32.7	32.7	4.1	15.7
Salvador	6.5	7.0	4.5	13.7	26.0	26.0	1.2	3.6
Ethiopie	34.5	33.9	39.9	36.2	57.0	57.0	22.7	20.6
Ghana	13.9	53.6	13.7	47.9	56.9	56.9	7.8	27.3
Guatémala	2.9	3.2	3.1	13.3	28.6	28.6	0.9	3.8
Haïti	24.0	24.0	25.0	25.5	48.8	48.8	12.2	12.4
Honduras	6.2	8.9	7.5	16.1	31.8	31.8	2.4	5.1
Irak	5.3	7.1	8.4	9.6	35.0	35.0	2.9	3.4
Jordanie	2.5	3.7	4.0	-0.4	35.2	35.2	1.4	-0.1
Kenya	5.4	9.0	8.9	12.8	36.0	36.0	3.2	4.6
Madagascar	5.9	11.4	7.3	14.0	60.0	60.0	4.4	8.4
Malawi	12.1	25.4	14.2	31.3	50.0	50.0	7.1	15.7
Malaisie	2.3	3.7	3.6	6.7	56.3	56.3	2.0	3.8
Moldavie	16.6	27.3	21.1	28.6	37.0	37.0	7.8	10.6
Maroc	4.3	8.9	4.2	17.4	40.4	40.4	1.7	7.0
Nouvelle-Calédonie	2.3	4.3	3.3	9.4	21.0	21.0	3.3	4.3
Nicaragua	7.7	10.9	10.3	15.7	26.1	26.1	2.7	4.1
Niger	5.3	2.0	11.1	1.3	47.0	47.0	5.2	0.6
Nigéria	15.6	21.8	17.1	24.3	51.8	51.8	8.9	12.6
Pakistan	13.0	27.6	12.5	42.9	37.5	37.5	4.7	16.1
Panama	3.0	2.1	2.2	5.2	33.6	33.6	0.7	1.7
Paraguay	7.9	7.8	5.8	7.7	39.1	39.1	2.3	3.0
Pérou	5.7	8.9	8.0	15.9	25.0	25.0	2.0	4.0
Philippines	3.0	8.6	6.4	12.1	39.0	39.0	2.5	4.7
Roumanie	8.4	15.1	7.2	22.5	37.4	37.4	2.7	8.4
Rwanda	1.3	31.1	1.0	57.3	39.0	39.0	0.4	22.3
Sénégal	5.5	10.5	9.1	13.7	53.4	53.4	4.9	7.3
Singapour	2.6	6.6	4.0	8.1	21.7	21.7	0.9	1.8
Sri Lanka	14.2	53.2	25.0	53.6	41.0	41.0	10.3	22.0
Taipei Chinois	2.8	2.7	3.8	4.8	27.0	27.0	1.0	1.3
Tanzanie	4.0	4.9	6.3	5.9	28.2	28.2	1.8	1.7
Thaïlande	3.2	5.0	2.4	7.7	40.0	40.0	1.0	3.1
Tunisie	6.7	10.4	7.6	15.6	28.7	28.7	2.2	4.5
Ouganda	2.7	10.4	5.3	22.7	27.2	27.2	1.4	6.2
Zambie	15.1	9.4	16.0	11.6	52.5	52.5	8.4	6.1

.. Non disponible

1. Pas de donnée disponible pour janvier 2023 en Australie et Nouvelle Zélande.
2. IPC alimentaire : définitions basées sur les sources nationales.
3. Contribution calculée en multipliant la variation de l'IPC alimentaire par la part des dépenses, exprimée en %.

Source : Secrétariat de l'OCDE et sources nationales.

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2023-2032

Les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2023-2032* contiennent une évaluation consensuelle de ce que pourrait être l'évolution, dans les dix ans à venir, des marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles, halieutiques et aquacoles, et servent de référence à des analyses prospectives et à la planification de l'action publique. Les fortes hausses des prix des intrants agricoles enregistrées depuis deux ans suscitent des préoccupations pour la sécurité alimentaire mondiale. Les *Perspectives* de cette année montrent que le renchérissement des engrais peut entraîner une augmentation des prix alimentaires. Grâce à une nouvelle fonctionnalité du modèle Aglink-Cosimo de l'OCDE et de la FAO, l'impact de la variation des coûts des principaux engrais minéraux peut être analysé séparément de celui de la variation des coûts des autres intrants. Selon les estimations issues d'une analyse de scénario mettant à profit cette nouvelle fonctionnalité, toute hausse de 1 % des prix des engrais ferait augmenter ceux des produits agricoles de 0.2 %. La consommation alimentaire – usage auquel la majeure partie des produits agricoles sont destinés – devrait augmenter de 1.3 % par an durant la prochaine décennie dans le monde, soit moins vite que durant la décennie précédente, car aussi bien la croissance démographique que la progression des revenus par habitant ralentiront. L'édition de cette année des *Perspectives* présente également des estimations améliorées de la consommation alimentaire en faisant pour la première fois appel à des méthodes de calcul pour estimer les pertes et le gaspillage alimentaires.

Fruit de la collaboration entre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce rapport s'appuie aussi sur des contributions des pays membres et d'organisations internationales spécialisées dans les produits de base. Il met en évidence les tendances économiques et sociales fondamentales qui influencent le secteur agroalimentaire mondial, à partir de l'hypothèse que les conditions météorologiques et l'action publique ne connaîtront pas de changements majeurs.

On trouvera de plus amples informations à l'adresse suivante : www.agri-outlook.org/fr/.



IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-92503-8
PDF ISBN 978-92-64-33385-7



9 789264 925038